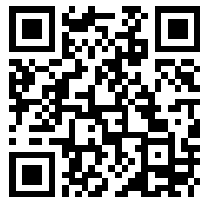

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google™ books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

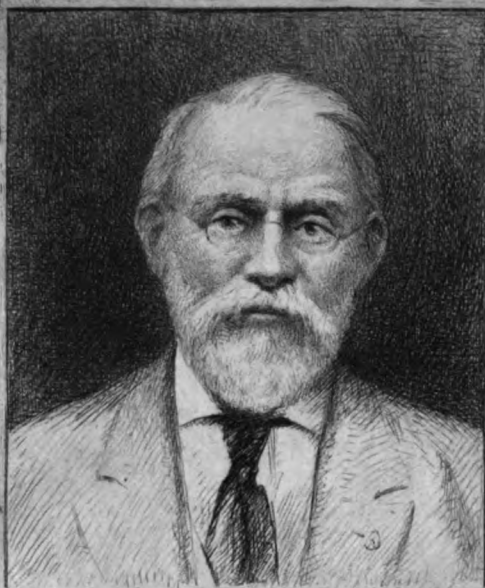
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 476251



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

Ed. R. K. 1930

DC
b11
.074
A3

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHEOLOGIQUE
DE L'ORNE

TYPOGRAPHIE E. RENAUT-DE BROISE

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DE L'ORNE

TOME XIV.



ALENÇON
TYPOGRAPHIE RENAUT-DE BROISE
PLACE D'ARMES

1895.

20

Running
Nijhoff
12-8-26
13603

PROCÈS-VERBAL

Séance du 4 décembre 1894

PRÉSIDENCE DE M. DE LA SICOTIÈRE

Lettre de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts relative à la réunion des Sociétés des Beaux-Arts des départements, en 1895.

Communication de M. de La Sicotière à propos d'un jeton ou médaille provenant d'une Société argentine du XVII^e siècle. M. de La Sicotière appelle l'attention de la Société sur ce sujet et pense que ce jeton et plusieurs autres, notamment celui qui a été présenté par M. Vétel (Voir les séances du 5 octobre et du 21 décembre 1893), pourraient être reproduits par la gravure dans un de nos prochains bulletins et y faire l'objet d'une courte notice.

Acceptation de l'échange des publications avec l'*Académie des Sciences et Belles-Lettres d'Angers*.

OUVRAGES REÇUS PAR LA SOCIÉTÉ DEPUIS LA SÉANCE
DU 11 OCTOBRE 1894

Publications individuelles.

1^o *Actes de la Société philologique* (années 1893 et 1894). Un volume in-8^o consacré tout entier à la reproduction de divers mémoires de M. le comte de Charencey, sur le *Folsklore dans les Deux-Mondes*.

2^o *Djemschid et Quetzalcoatl*. Mémoire lu à la Société des Traditions populaires, par M. le comte de Charencey, 1893.

3^o *Les Déformations craniennes et le Concile de Lima*, par le même auteur. Extrait de la *Revue des Religions*, 1894.

4^o *Maximes et Réflexions*, par le même auteur. Extrait des *Annales de Philosophie chrétienne*, 1894.

5° *Un frère de Nicolas Fouquet ; Fouquet, archevêque de Narbonne, exilé à Alençon*, par M. Duval, 1894.

6° *Rapport de M. l'Archiviste du département de l'Orne sur les Archives départementales et communales*, 1893.

7° *Smithsonian institution annual report*, 1892.

8° *Annuaire des cinq départements de la Normandie*, pour 1894.

9° A. de Courcy. *De l'Assurance par l'État*, 1894.

10° A. Thomereau. *Quelles sont les limites de l'intervention de l'État en matière d'assurances*, 1894.

Publications périodiques.

1° *Revue d'Alsace*, 4^e trimestre 1894.

2° *Mémoires de l'Académie des Sciences et Belles-Lettres d'Angers*, t. II, 1892-93.

3° *Le Cidre et le Poiré* (Argentan). Octobre et novembre 1894.

4° *Le Cidre* (Paris). Novemb 1894.

5° *Bulletin de la Commission historique et archéologique de la Mayenne*. 4^e trimestre 1894.

6° *Supplément au même bulletin : Cartulaire de l'Abbayette*, publié par M. Bertrand de Broussillon.

7° *Bulletin de la Société archéologique du Midi de la France*, 2^e trimestre 1894.

8° *Bulletin de la Société archéologique de Nantes*, 2^e semestre 1893.

9° *Société normande de Géographie*, septembre-octobre 1894.

10° *Bulletin de la Société de l'Histoire de Normandie* (septembre 1894), p. 253 à 307.

11° *Revue catholique de Normandie*, 15 novembre 1894.

12° *Annales de l'Archiconfrérie de Notre-Dame des Champs*, novembre 1894.

13° *La Croix de l'Orne*, 14 octobre à 2 décembre 1894, 6 numéros.

14° *Bulletin de l'Histoire de Paris*, 4^e et 6^e livraisons de 1894.

15° *Bulletin de la Commission des Antiquités de la Seine-Inférieure*, 3^e trimestre 1894.

DE

LA PROPRIÉTÉ TERRITORIALE

DANS LE PERCHE

LA TERRE DE LANDRES

En recherchant si la propriété foncière dans le Perche s'était divisée ou agglomérée depuis le ^{xiv}^e siècle, la terre de Landres a été donnée en exemple d'une concentration lente mais continue, de 1336 à l'époque actuelle (1). Si la formation de la terre a présenté de l'intérêt, peut-être en trouverait-on à connaître les familles qui ont entrepris cette œuvre, l'ont poursuivie et menée à bonne fin. Aussi bien, l'histoire des personnes servira à montrer combien fréquemment les terres changeaient de propriétaire, comment elles étaient accessibles à tous. Les causes de mutation n'ont guère varié parce que certains grands principes restent toujours les mêmes.

Les diverses familles qui se sont succédé à Landres appartenaient à cette modeste noblesse qui vivait aux champs, se rendait utile en faisant valoir ses terres et accroissant la production, et dont La Boétie écrivait : « Autrefois la noblesse habitait les champs ». Cette noblesse ne fréquentait pas la Cour ; ce n'était pas à ces nobles que Henri IV, devenu paisible possesseur du

(1) *De la division de la propriété territoriale dans le Perche.* — 4^e Bull. de la Soc. hist. de l'Orne, 1883.

royaume, était obligé de dire « qu'il serait bien aise qu'ils allas-
sent voir leurs maisons et donner ordre à faire valoir leurs
terres ». Les actes de ces familles, si modestes, si peu variés
soient-ils, aideront à apprécier l'existence à ces époques fort
éloignées de nous, bien différentes du temps actuel, mais qui
peuvent nous offrir des enseignements. Que de bons exemples,
que de vertus morales enfouis dans ce lointain passé !

I

Il est difficile de fixer la date de la fondation de Landres. On
lit dans le Polyptique d'Irminon : *donationem quam fecit Alda
in Centena Corbonense in villa quæ dicitur Landas*.

Guérard, l'éminent interprète du Polyptique, traduit Landas
par Landres et place ce lieu à deux milles de Corbon. Landres
existait donc sous Charlemagne.

Au ^{xiv}^e siècle, à l'époque des plus anciens documents retrou-
vés sur cette terre, elle avait de 50 à 60 arpents d'étendue ; trente
vasseurs en dépendaient ; leurs noms ont été donnés avec ceux
des fiefs dans le 4^e *Bulletin de la Société hist. et arch. de
l'Orne*, de l'année 1883, où on a montré que la plupart de ces
fiefs avaient été absorbés par la terre seigneuriale dont ils rele-
vaient, que ce mouvement de concentration s'était continué
depuis le ^{xiv}^e siècle, que beaucoup de grandes terres se sont
formées au ^{xvii}^e, au ^{xviii}^e siècle par l'adjonction de parcelles
vendues à la suite de l'abandon des champs, que la propriété
rurale tend à s'agglomérer et pas à se diviser.

La désagrégation des petits fiefs et l'accroissement de la terre
formée à leur dépens sont connus, les personnes qui ont pris
part à ce mouvement méritent aussi de l'être.

En 1314, le seigneur de Landres est Denys de Vaunoise (1).
Le dixième jour de septembre de l'an mil trois cent quatorze, il
reçoit l'aveu de Jehan Gruel (2) pour le fief de Mortoult.

En 1329, c'est encore Denys de Vaunoise qui reçoit l'aveu

(1) Dès le ^{xi}^e siècle, on trouve Hubert de Vaunoise.

(2) Archives de Landres. En 1257, saint Louis, au dire de certains
auteurs, prit son séjour à Mortoult chez Guillaume Gruel.

rendu par Robert Chaumart pour le fief de la Simotière (1) au seigneur de Landres.

En 1332, le seigneur de Landres est Colin des Landes, d'après un acte (2) d'abonnement qui lui est consenti par Jehan La Gogué le jeune et Colette de Chanceaux, sa femme, pour la terre de Landres qui relevait de la haute justice et seigneurie de Chanceaux.

Nous sommes en plein régime féodal.

Ce ne sera pas s'écarter du sujet principal que de dire ici quelques mots de Chanceaux, fief du seigneur suzerain. En ligne droite, cette terre est à deux petites lieues de Landres. Jehan Poussart (3), qui l'avait achetée de Guillaume L'Homme, en était seigneur en 1521. Jehan d'Estouteville l'acheta, le 13 mai 1541, avec Leizerie et les droits seigneuriaux pour 6,500 livres. C'est lui sans doute qui a construit l'habitation actuelle; elle paraît remonter à 1550, elle est d'un bon style et bien conservée. Les murs sont en pierre taillée à l'intérieur comme à l'extérieur; les principales pièces sont ornées d'immenses cheminées en pierre; la charpente est à la Philibert Delorme. Dans l'enclos du manoir existait une chapelle dédiée à Notre-Dame. Cette habitation d'un seigneur haut-justicier est occupée aujourd'hui par un fermier; il y avait à Chanceaux quatre étangs à bonde, un moulin à blé, une garenne à connins, une garenne en rivière, six arpents et demi de bois de haute futaie.

La terre de Chanceaux passa à M^{re} Gallois de Barrat, gentilhomme de la chambre du roi, vicomte de Corneil; il la vendit en 1649 à René du Grenier avec Leizerie et Condé pour 41,000 livres; en 1687, le marquis de Vassé, lieutenant général des

(1 et 2) Archives de Landres.

(3) Mars 1350. Confirmation de la noblesse pour Maître Laurent Poussart, clerc, bourgeois de... Jehan Poussart, sr de Fors, en 1514, gentilr de François d'Orléans, comte d'Angoulême; chambellan du duc d'Alençon et de la duchesse. Le 15 mars 1520, Jehan Poussart, capitaine de Bellême, fit condamner les habitants de Préaux à faire le guet au château et place forte de Bellême, une fois le mois, ou pour chaque défaut à payer en temps de guerre 5 deniers t. et en temps de paix 3 deniers t. Les habitants, qui ne sont assis à plus de cinq sols tournois à la taille, ne pourr.ont être contraints de faire le guet (Registres du Parlement). En 1639, érection de la chàtellenie de Fors en marquisat pour François Poussart, seigneur du Vigean, lieutenant général des armées. M^{lle} du Vigean, aimée du duc d'Enghien, était de cette famille.

armées du roi, poursuivait la vente et adjudication par décret des terres et seigneuries de Chanceaux, la Pellonnière, la Houlberdière, Montcouplet, le Pin et autres immeubles saisis réellement sur messire René du Grenier, marquis d'Oléron.

La veuve de ce dernier, Anne de Maillé, lègue Chanceaux à son neveu, René-François de Maillé, qui rend aveu en 1704 et vend cette terre, en 1716, à Charles-Louis de Gersant, seigneur du Pin. Ce dernier lègue Chanceaux à son neveu Charles-François comte de Gersant, qui en rend aveu le 28 juillet 1735.

Ainsi, entre 1521 et 1716, la terre de Chanceaux, une des plus importantes du pays, celle qui avait la justice haute, a appartenu à Poussart, à d'Estouteville, à Gallois de Barat, à du Grenier, à Charles de Gersant (1), deux fois elle passe à des neveux, la descendance directe faisant défaut.

Chanceaux, Leizerie et la Chessardière étaient loués en 1559 pour 200 livres (2).

Mais revenons à la terre de Landres.

En 1336 et 1337, Jehan des Landes, écuyer, sans doute le fils de Colin, rend hommage à Jehan la Gogué le jeune, seigneur de Chanceaux, pour la terre de Landres et pour les vasseurs qui en dépendent.

En 1339, Jehan des Landes reçoit l'aveu que lui rend frère Pierre de la Faye, prieur de Sainte-Catherine de la Chaise, pour les lieux des Mares, du petit Brianche, des Louvetières, de la Hudeberdière, de la Martellerie, de la Béroudière, de la Giroudière.

L'an 1398, le vendredi après la Nativité Notre-Dame, le seigneur de Landres est encore un Denys de Vaunoise, sans doute un descendant de celui de 1314. Ce nom de Denys a été porté pendant plusieurs générations dans la famille de Vaunoise ; jusqu'en 1460, tous les seigneurs de Vaunoise s'appellent Denys.

En 1463, on trouve Thomas de la Cornille, seigneur de Vaunoise et de Landres, dans l'aveu rendu pour la Lorencellerie et, le 15 mars 1471, dans l'aveu de frère Pierre de la Faye, prieur de Sainte-Catherine de la Chaise.

(1) Quatre portraits de la famille de Gersant au château de la Pellonnière.

(2) Archives de la Pellonnière.

II

En 1475, la terre de Landres appartenait à Geoffroy de Chiray (1) ou de Ciray, fils de Michel de Chiray, bourgeois de la ville de Mauves.

On a peu de renseignements sur cette famille, toutefois, au XII^e et au XIII^e siècles, elle se signale par ses œuvres pies.

En 1173, Hugon de Chiray est mentionné pour la donation de la terre de Noisement faite aux moines de la Trappe; en 1189, Gervais et Girard de Chiray font donation à la Trappe d'une terre et de prés; en 1246, Martin d'Authueil vend à Guillaume de Chiray moyennant 60 sous t. une rente annuelle de sept sous, monnaie de Corbon; en 1247 et 1248, don à l'abbaye de la Trappe par Guillaume de Chiray de sept sous, et de douze sous de rente; en 1247, Jehan de Chiray fait don à la Trappe d'une rente annuelle de six sous et demi pour le salut de son âme et de celle de Gervais et Girard, ses frères, et Alix, sa sœur, défunts, à prendre dans sa métairie de Corbon, de la main du métayer.

On ne connaît pas la part que les Chiray ont prise à la guerre de cent ans.

En 1426, la famille de Chiray avait acquis, dans une adjudication, la métairie du Petit-Breuil et la mesure de la Fishardière. En 1454, maître Geffroy de Chiray acheta le lieu du Breuil (2) d'Eustache de la Rousselière, pour la somme de 60 écus d'or. Les trois terres réunies formèrent la terre du Breuil (3). Ces réunions deviennent fréquentes dans les siècles suivants et ainsi se forment les grandes terres. Un partage vint bientôt diviser celle du Breuil. La loi de succession étant dans le Perche l'égalité entre les enfants.

Le 2 décembre 1459, Geffroy de Chiray partage avec Colette, sa sœur, mariée à Jehan Sarradin, les biens de Michel, leur père, et le Petit-Breuil fut attribué à Colette. Il passa à une fille mariée à Jehan le Raalle; en 1483, il fut vendu à Guillaume Sarradin, prêtre.

(1) Chiray, village de Saint-Ouen de Sécherouve.

(2) Archives de Landres.

(3) Archives du Corbon.

Le 28 octobre 1530, Jehanne de Chiray paie sa part des droits de mutation du Petit-Breuil. Il passa bientôt aux mains de Jehan Goevrot.

Geoffroy de Chiray eut pour successeur René et ce dernier Clériadus de Chiray qui possédait encore Landres en 1541.

Dans le rôle des nobles du comté du Perche, du 12 septembre 1541, pour l'assiette du don gratuit à Jeanne d'Albret, à l'occasion de son mariage avec le duc de Clèves, Clériadus de Chiray, seigneur de Landres, est porté pour 20 sous.

Les Chiray avaient été seigneurs de Landres pendant trois générations qui avaient vécu dans cette terre soixante et douze ans.

III

La terre de Landres entra vers 1547 dans une famille qui a laissé plus de traces de son existence. Elle fut achetée par Jehan Goevrot (1), médecin ordinaire de François I^{er}, des Roi et Reine (2) de Navarre, vicomte du Perche.

Le grand-père de Goevrot possédait des biens dans la paroisse de Mauves ; son père était marchand à Mauves et y était mort. On célébrait pour lui quatre messes par an au vendredi des Quatre-Temps.

Jehan Goevrot et Marie de Brevedent, sa femme, avaient exprimé le désir de la fondation d'une chapelle sous le vocable de « monseigneur saint Jean l'évangéliste » pour cet obit, et, Antoinette, leur fille, mariée à Robert de la Vove, construisit la chapelle (3) attenant à l'église de Mauves et y affecta des revenus.

Un acte (4) de 1463 porte : « La terre qui fut à Jehan Goevrot... » Un champ de la paroisse de Mauves est appelé la mine Goevrot.

Voilà bien des raisons de penser que la famille Goevrot est

(1) Auteur de l'*Entretien de vie*.

(2) Du Bellay, évêque de Bayonne, dit dans une lettre datée d'Alençon : Goevrot a constaté la grossesse de la reine de Navarre.

(3) Archives de Landres. *Bulletin de la Soc. hist. et arch. de l'Orne*, année 1883.

(4) Archives de Landres.

originaire de Mauves et que lui-même y est né. Ce bourg compterait une illustration qui, à tort, est attribuée à Bellême par des historiens.

Devenu riche, Goevrot eut le désir naturel d'acquérir des biens auprès du clocher de son village ; il avait l'amour du pays de son enfance.

Il avait déjà acheté Sablé et Courboulain pour lesquels, le 5 août 1534, le roi lui fit remise des droits ; Boisclaireau et la Coudrelle ; il acheta le Breuil et Landres, à une petite distance du clocher de Mauves, enfin de nombreuses parcelles dans les fiefs dépendant de cette dernière seigneurie ; il acheta un arpent, un boisseau et même de moindres étendues pour les agglomérer à la terre.

Il fit bâtir à Mauves une très belle maison encore aujourd'hui en parfait état de conservation ; elle est désignée dans les actes sous le nom de maison de Tourouvre ou maison Goevrot.

Dans une transaction passée en 1547, avec frère Jehan du Boys, prieur de Sainte-Catherine de la Chaise, Goevrot est qualifié seigneur de Landres ; cette terre était encore aux Chiray en 1541 ; l'acquisition de Goevrot est entre ces deux dates. Il ne la posséda pas longtemps :

Tout établissement vient tard et dure peu.

De 1552 à 1559, la terre de Landres appartint à son fils, Félix Goevrot, qui avait embrassé la carrière ecclésiastique ; il était curé de Mauves, abbé commendataire de l'abbaye de Mélinois, prieur commendataire des prieurés de Coulimer et Courcerault, chanoine de l'église de Saint-Julien du Mans, seigneur de Sablé, Boisclaireau, la Coudrelle et Landres. Il assista en 1558 à la rédaction des coutumes du Perche, à Nogent-le-Rotrou.

Un autre fils de Goevrot fut membre du parlement de Paris.

La veuve de Goevrot, Marie de Brevedent (1), habita Landres jusqu'à sa mort, apporta dans son administration cet esprit d'économie fréquent chez les femmes chargées de la direction d'une fortune, fit des acquisitions dans les fiefs voisins et continua l'agrandissements de la terre seigneuriale. Landres, après avoir été possédée pendant douze ans par Jean Goevrot et par son fils, passa au gendre, faute de descendance du nom.

(1) Famille du parlement de Rouen.

IV

De 1559 à 1568, le propriétaire de Landres fut François Le Balleur, écuyer, qui avait épousé une fille (1) de Jehan Goevrot. Le 3 avril 1559, il offre le rachat de la seigneurie de Landres. Le 28 octobre 1560, il rend hommage à très puissant et noble chevalier messire Jehan Poussart, seigneur de Fors et de Chanceaux, pour sa terre et pour ses vasseurs. Au nombre des vasseurs se trouve Jehan Gruel, écuyer, seigneur de la Frette, pour le lieu de Mortoult. Déjà en 1314, un Jehan Gruel est vasseur du fief de Mortoult.

François Le Balleur était *enquesteur* du Maine ; il avait acquis, le 10 octobre 1536, le fief de Pinceloup de René de la Marre, seigneur du dit lieu.

François Le Balleur eut pour successeur son fils Jacques I^{er}, neveu de Félix Goevrot, qui fit son aveu à Jehan de Toutteville ou d'Estouteville, capitaine de 50 hommes d'armes, seigneur de Villebon et de Chanceaux, le 21 juin 1568. Cet acte d'aveu porte qu'il est fait par Jacques Le Balleur, en raison du trépas de Jehan Goevrot et de Marie de Brevedent, son ayeul et son ayeule, et de Félix Goevrot, fils de Jehan, son oncle.

Cet aveu fut reçu le 6 mars 1581.

Le 7 juin 1583, Antoinette Goevrot, fille de Jehan et veuve de Robert de la Vove, cède à Jacques Le Balleur, son neveu, une pièce de terre contenant trois quarts de journal, située paroisse de Saint-Denis de Sablé, Maine ; elle exerce le retrait sur cette pièce et la cède au seigneur de Landres. Elle est portée dans l'acte : demeurant au bourg de Mauves. L'acte est passé dans la maison de Mauves ; c'était la maison Goevrot. L'adjudication du retrait avait eu lieu devant Guillaume Toustain, tabellion de la châtellenie de Mortagne ; un des témoins : François Toustain, greffier des eaux et forêts du comté du Perche, demeurant à Mortagne.

Jacques Le Balleur eut de sa femme Anne du Breuil (2) :

(1) Sans doute : Louise ; elle avait des biens à la Vassorerie, d'après une déclaration bursale de 1559.

(2) Un Jacques du Breuil, sieur de la Chabotière, témoin dans un acte de 1614. Sans doute le frère ; Jacques II Le Balleur dut en hériter bientôt après, car en 1625, à la mort de son père, il est appelé de la Chabotière ou Chabossière. En 1757, un du Breuil, seigneur de Saint-Ouen, Boisauvée et autres lieux.

1^o une fille Marie (1), qui épousa, le 23 février 1610, François de Barville (2), écuyer, seigneur du dit lieu, fils de François et de damoiselle Marthe du Fay de la paroisse de Loisé ; 2^o une autre fille, Anne (3), qui avait épousé, le 16 avril 1602, Pierre de Grongroul, écuyer, sieur de la Giroudière de Mauves ; 3^o un fils appelé Jacques comme son père et après lui seigneur de Landres.

A cause de ce fils, le mari de Anne du Breuil est appelé Jacques Le Balleur 1^{er}.

C'est de son vivant, en 1583, que le Bailly de Mortagne vint tenir ses audiences à Mauves, à cause de la peste qui désolait Mortagne.

Le 20 février 1599, sentence du Bailly du Perche (4) entre Antoinette Goevrot, fille de Jehan, veuve de Robert de la Vove (5), et Jacques Le Balleur, son neveu, seigneur de Landres, au sujet de la préséance dans la chapelle de Saint-Jean l'Évangéliste : à la dite damoiselle Antoinette Goevrot et aux siens appartient le droit de patronage avec présentation du chapelain ; droit de liste (6) dedans et dehors, sépulture en tel lieu de la chapelle qu'elle voudra choisir ; il sera loisible à J. Le Balleur d'y avoir entrée franche et sépulture pour lui et les siens au-dessous de damoiselle Antoinette Goevrot.

Le 19 décembre 1618, Jacques Le Balleur reçoit l'aveu de Gui Loïsal, conseiller au parlement de Paris, prieur commendataire du prieuré de Sainte-Catherine de la Chaise pour sept vasseurs et, le 11 octobre 1619, l'aveu du seigneur de la Frette.

Il était seigneur de Landres depuis 57 ans, lorsqu'il mourut en 1625, âgé d'environ 80 ans. Dans cette longue existence, il avait vécu sur sa terre et l'avait agrandie. Le 10 février 1620, il avait acheté moyennant 309 l. t. une rente de 18 l. 15 s. héréditaire, annuelle et perpétuelle, constituée sur tous leurs biens présents et à venir par Jacques Arnoult et Martin Deshayes.

(1) En 1599, Marraine de Marie, fille de Nicolas-Marcel et de Anne Guimont.

(2) Plusieurs Barville sur l'état de la noblesse de 1666.

(3) Marraine, en 1600, avec Jacques Guimont, de Jacques, fils de Nicolas-Marcel et de Anne Guimont.

(4) Archives de Landres.

(5) Ancienne famille en Normandie et au Perche. Armes : *De sable à six besans d'argent, 3, 2, 1.*

X (6) Liste ou titre : droit de tendre une bande noire aux funérailles.

V

Le second Jacques Le Balleur, seigneur de la Chaboissière, présenta son aveu pour la mort et trépas de son père, le 5 juillet 1625, au seigneur de Chanceaux, messire Gallois de Barat, chevalier, gentilhomme ordinaire de la chambre du roi, vicomte de Cormeil. Il dit présenter son aveu pour la mort et trépas de défunt Jacques Le Balleur, son père, dernier homme de foy du fief, terre et seigneurie de Landres, et offre les 30 sols auxquels le fief a été abonné par La Gogué et Colette de Chanceaux, sa femme, en 1332. Mais la valeur de l'argent n'était plus la même ; le prix du setier du blé était passé de 12 sous à 10 livres ; on avait deux setiers et demi avec le prix de l'abonnement de 1332 et, avec les mêmes espèces nominales, on n'obtenait que le 7^e d'un setier en 1625, c'était dix-sept fois moins. Le seigneur de Chanceaux n'avait pas répondu, aussi le 31 avril 1629, Jacques Le Balleur, usant du droit donné par la coutume, se transporta au manoir seigneurial de Chanceaux et là il appela par trois fois le seigneur et la dame, les sommant de recevoir ou de repousser l'aveu qu'il avait présenté. En l'absence du seigneur et de la dame, acte a été dressé devant Pierre Boucher, fermier, par le notaire amené par le seigneur de Landres. Samuel de Tascher était alors Bailly de la haute justice de Chanceaux. Plusieurs Tascher (1) ont été dans la magistrature à Bellême.

Jacques II Le Balleur avait épousé Catherine du Tronchet (2), dont la sœur Jacqueline (3) était femme de Jehan Lebreton (4), écuyer, seigneur de la Calabrière, demeurant au lieu seigneurial de la Calabrière (5), paroisse de Saint-Martin du vieil Bellême, encore vivante en 1647.

(1) De cette famille sont sorties l'impératrice Joséphine et Madame la maréchale Narvaez, duchesse de Valence.

(2) Ce nom se trouve sur la liste de la noblesse du Maine.

(3) Mairaine, en 1613, de Jacques, fils de G. des Larys ; parrain, Jacques Le Balleur, écuyer, seigneur de Landres.

(4) Ce nom est dans l'état de la noblesse réunie en 1558 à Nogent pour la rédaction des coutumes du haut Perche et dans le rôle de 1541. Bry de la Clergerie dit : « Cette maison de Vieil-Bellesme est une ancienne maison noble tombée à présent en la famille de gentilshommes portant le surnom de Breton ».

(5) Aujourd'hui en ruine ; il reste encore une tour. Un panneau de tapisserie représentant le moulin de la Calabrière se trouve au château de Montimer.

Jacques Le Balleur, seigneur de Landres, et Catherine du Tronchet eurent : 1^o un fils Pierre, qui fut baptisé le 5 février 1614, parrains : messire Pierre de Languen (1), chevalier, baron de Boisfévrier et dame Marguerite Hurault, femme de messire Robert de la Vove, chevalier, seigneur de Tourouvre ; 2^o une fille Catherine, baptisée le 14 octobre 1615, parrain, Jehan Lebreton, écuyer, seigneur de la Calabrière ; marraine, damoiselle Ursule du Tronchet, mariée à Marin Le Sirier ; 3^o un autre fils Robert, qui succéda.

Les registres des baptêmes de la paroisse de Mauves, mine précieuse d'information, nous apprennent que, le 5 octobre 1602, Jacques Le Balleur, écuyer, seigneur de la Chaboissière, est parrain avec Jacques de Languen, baron de Boisfévrier, marraines : damoiselle Guillemette de Languen, damoiselle de la Vove.

Ce second Jacques Le Balleur fut parrain en 1616 de Jacques Marcel, dans la paroisse de Mauves. Le 18 janvier 1615, Catherine du Tronchet, sa femme, est marraine de Pierre Tasse.

Jacqueline du Tronchet fut marraine à Mauves avec Jacques Le Balleur, écuyer, seigneur de Landres, de Jacques des Laris.

Le 23 mars 1626, Jacques Le Balleur, écuyer, seigneur de Landres, y demeurant, achète de Guiblout, demeurant au lieu de la Crespinière, une pièce de terre labourable appelée la Petite-Enclose, contenant trois boisseaux ou environ, joignant d'un côté et d'un bout le seigneur acquéreur ; vente faite moyennant la somme de trente livres.

Le 9 octobre 1629, décision du bailli du Perche portant que le seigneur de Landres précédera aux honneurs de l'église de Mauves la dame de la Mare, dame Françoise de Gruel, veuve de M^{re} de Thiboutot. Appel au parlement qui ratifie la sentence par arrêt de 1631. Entre ces deux décisions, Françoise de Gruel avait épousé René de Rabodanges, chevalier de l'ordre du roi, gentilhomme de sa chambre.

Le 31 octobre 1632, Jacques Le Balleur reçoit l'aveu de M^{re} Jacques Jolly, avocat au parlement de Paris, prieur commendataire du prieuré de Sainte-Catherine de la Chaise, pour sept vasseurs.

(1) Dame Marie de la Vove avait épousé René de Languen, chevalier, seigneur de Boisfévrier.

Le 15 mai 1636, il avait acheté des maisons et héritages sis en la paroisse de Saint-Martin du vieil Bellême, pour la somme de 428 l. en principal et 8 l. de vin de marché.

Jacques Le Balleur, en octobre 1637, est parrain, dans l'église du Pin, de Louis de Grenier, fils de Louis, baron d'Oléron, et de dame Louise Le Carrier, sa femme ; marraine, Suzanne du Grenier, femme de Jacques de Beauvoisien.

Le 18 juin 1638, il fait encore une acquisition ; il mourut bientôt après.

Sa femme Catherine lui survit ; en 1639, en 1640, elle achète des parcelles de pré à Saint-Jean-de-la-Forêt.

Le 10 février 1645, Catherine du Tronchet acquiert de damoiselle Jeanne Goevrot, veuve de Mathurin Marin, demeurant à Bellême, la moitié de deux pièces de terre contenant cinq arpents, joignant la dite damoiselle acquéreur, au lieu de la Gillonnière, en Saint-Jean-de-la-Forêt ; vente faite moyennant la somme de six vingt-six livres, payées comptant. Acte passé au coin du taillis de Boisauvée, paroisse du Pin.

Il y avait encore des Goevrot à cette date ; sans doute une branche collatérale de celle du médecin du roi François I^{er}. Le 6 mai 1704, dans l'église de Bellême, est célébré le mariage de Louis Goevrot, sieur de la Noirais, fils de Denis, sieur du Boullay, assisté de son frère Jean, seigneur de Blandé, avec damoiselle Petitgars.

Le 3 janvier 1647, ratification d'une rente constituée de 18 l. 15 s., par Arnoult et Deshayes, au profit de dame Catherine du Tronchet, veuve de défunt Le Balleur, écuyer, seigneur de Landres, de Robert Le Balleur, seigneur de Landres, de damoiselle Catherine Le Balleur, épouse de M^{re} Marin Le Sirier, chevalier, seigneur de Villiers. Acte passé à la fontaine de la Herse, paroisse d'Eperais.

La veuve de Jacques Le Balleur continuait les traditions de la famille ; elle conservait et agrandissait la terre.

Avant de nous séparer des du Tronchet, remarquons que ce nom est celui d'un des secrétaires de Catherine de Médicis. Le soldat sauvé de la mort à Montbrison, par le baron des Adrets, le 12 septembre 1562, pour son énergique réponse : « Je vous le donne en quatre », s'appelait Étienne du Tronchet.

VI

Le 20 décembre 1638, Robert Le Balleur rend aveu à cause de la mort et trépas de Jacques Le Balleur, son père, pour la terre de Landres, le Gage, la Blanchardière (1), les Jumeaux (2), le lieu des Brecqueries (3) et le moulin de Landres, à messire Gallois de Barat (4), seigneur de Chanceaux, gentilhomme ordinaire de la chambre du Roi, vicomte de Corneil et à dame Juliette de Rochefort, veuve de Charles d'Angennes, conseiller du Roi en son conseil privé, capitaine de cent hommes d'armes, seigneur de Maintenon.

En 1639, Robert Le Balleur est qualifié seigneur de Landres dans l'acte de baptême de Madeleine de Cissay, fille de Martin de Cissay seigneur du Parc, et de Charlotte des Aubrais. La qualification donnée à Robert indique que son père n'existait plus.

Robert Le Balleur était né le 13 janvier 1617 ; son parrain fut Robert de la Vove, seigneur de Tourouvre ; sa marraine, Jacqueline du Tronchet, sa tante maternelle, femme du sieur de la Calabrière.

Robert est le premier des Le Balleur que nous trouvons dans des charges honorifiques ; il fut gentilhomme ordinaire de la chambre du roi, qualification donnée en général pour récompenser des services militaires. Des lettres-patentes du roi du dernier jour de juillet 1647 lui donnèrent et octroyèrent l'état et office de Bailly du Perche (5) que René de la Louppe, dernier paisible possesseur, avait résigné à son profit. Il prêta serment devant le parlement le 23 décembre suivant et fut installé à Mortagne, le 17 mars 1648.

Un acte important de ses fonctions fut la convocation des trois ordres pour l'élection de députés à l'assemblée des États généraux qui devaient se réunir à Tours, le 8 septembre 1651. Il en

(1) Fief absorbé par la terre de Landres vers 1560.

(2) Fief absorbé par la terre.

(3) Fief absorbé vers 1600.

(4) En 1558, Louis Barat, seigneur des Chaises, figure parmi les nobles réunis pour la rédaction des coutumes du Perche.

(5) Archives de Landres.

avait été chargé par une lettre du roi du 17 mars. En conséquence de cette lettre, il rendit le 22 mai une ordonnance qui fut publiée dans tous les villages, lue au prône de toutes les paroisses, portant convocation à Bellême des ecclésiastiques, des nobles et des membres du Tiers-État, afin de procéder à cette élection.

Mortagne, capitale du Perche, accueillit cette convocation avec un vif mécontentement et envoya des protestations au Bailly. L'abbé Le Forestier, curé de Mortagne, publia un mémoire éloquent en faveur de sa ville, dans lequel le Bailly n'est pas ménagé. L'assemblée des Trois-États fut tenue à Bellême, le 1^{er} juillet. On sait que les États généraux ne se réunirent pas.

Le 22 janvier 1644, Robert Le Balleur fait l'acquisition, pour 6,500 livres, de la terre seigneuriale de Pinceloup, éloignée de 1,500 mètres de Landres, de Pierre Le Breton, écuyer, seigneur de Vieux-Bellême, capitaine dans le régiment du baron de Tot, demeurant à Nogent-le-Rotrou. C'est à ce titre qu'il reçoit en 1653 l'aveu pour le fief des Rieux (1).

En 1536, la terre de Pinceloup avait été acquise par François Le Balleur, son arrière-grand-père ; la date de sa sortie de la famille ne s'est pas retrouvée, mais on voit que les terres seigneuriales se vendaient encore assez fréquemment.

Cette acquisition de Pinceloup et la position honorifique ambitionnée par Robert Le Balleur entrent sans doute pour quelque chose dans une situation financière embarrassée attestée par divers actes.

Au 9 avril 1644, il devait par quatre obligations 43,000 l. à messire René de Grenier, chevalier, seigneur de la Pellonière, du Pin, de Bellavilliers en partie, baron d'Oléron, demeurant au lieu seigneurial de la Caltière, ile d'Oléron ; il en empruntait 7,000 ce même jour et faisait pour le tout une seule obligation de 50,000 l. par devant Dallon, notaire royal de la châtellenie de la Perrière.

Le 20 mars 1658, il empruntait 3,670 livres du mari de sa sœur Catherine, Marin Le Sirier, seigneur de Villiers, dans le Maine.

Le 6 juin 1659, commandement lui est adressé par Nicolas Bourdin, sergent royal, à la requête de René de Grenier, demeu-

(1) Entre Pinceloup et Pont.

rant au lieu seigneurial de Chanceaux, paroisse de Saint-Jouin de Blavoux, d'avoir à payer au seigneur d'Oléron la somme de 50,000 livres portée dans une obligation consentie à René de Grenier.

Le 20 juillet 1661, Robert Le Balleur fait une constitution de rente de 250 livres pour la somme de 4,500 l. et donne hypothèque sur la terre de la Drugeonnerie en Courcerault ; les actes constatent un arriéré dans le paiement des rentes.

A d'autres dates, on trouve encore des emprunts ; en 1678, emprunt de 2,000 l. de François Bru, teinturier à Paris.

Dans son passif se trouve un cens pour certains héritages à dame Denise de Vendômois, veuve de Jean d'Amilly, chevalier, gentilhomme ordinaire de la chambre du roi, maître de camp, fils du marquis d'Amilly, maréchal de camp des armées du roi, seigneur de Préaux.

La figure de Robert Le Balleur se détache parmi celles de ses prédécesseurs. Son existence est moins effacée ; il parvient aux honneurs de Bailli et de gentilhomme de la chambre du roi ; il ajoute une terre seigneuriale à la sienne, mais il a de nombreux procès, contracte des dettes et sa terre patrimoniale est saisie ; sa succession doit être acceptée sous bénéfice d'inventaire. Toutefois, son neveu, en même temps son héritier, put facilement payer les dettes et rétablir les affaires, habiter Landres, faire des acquisitions et persévérer dans le système d'agrandissement de la terre pratiqué par tous les descendants de Goevrot.

Les procès étaient une calamité de cette époque et une cause de ruine :

Mettez ce qu'il en coûte à plaider aujourd'hui ;

Comptez ce qu'il en reste à beaucoup de familles,

Écrivait La Fontaine ; M^{me} de Sévigné s'exprimait de même.

Les capitaux n'avaient pas le même emploi que de nos jours ; ils n'émigraient pas du bas de laine vers les emprunteurs de la ville, mais restaient dans la contrée qui les avait produits.

On achetait des terres ou on plaçait autour de soi ses économies. Ces actes dans lesquels intervenaient des intermédiaires donnaient souvent lieu à des difficultés.

Robert Le Balleur, mêlé à bien des affaires, en éprouva les vicissitudes.

Le nom de Robert Le Balleur retentit dans plusieurs procès.

On a vu qu'il avait contracté des emprunts. Sans doute les paiements n'étaient pas faits avec exactitude. Le samedi 25 novembre 1673, noble dame Madeleine de Puisaye, veuve de Georges Le Tessier, seigneur de Montgoubert, donne main-levée à Robert Le Balleur, seigneur de Landres, de la saisie réelle faite à sa requête des immeubles du seigneur de Landres ; saisie faite pour avoir le paiement du prix de la charge de Bailly du Perche, adjugé 9,000 l. à la dame Lesueur qui l'avait rétrocédé à Robert Le Balleur.

Autre saisie de la terre de Landres pour un objet différent.

Denis Le Gendre, procureur au bailliage du Perche et vicomte de Mortagne, expose au lieutenant général du bailliage, par requête du 10 septembre 1677, qu'il s'est rendu adjudicataire pour la somme de 495 l. par an, du bail judiciaire de la terre et seigneurie de Landres, saisie-sur Robert Le Balleur ; nonobstant cette adjudication, le seigneur de Landres occupe la terre, jouit des choses saisies et en dispose, tandis que c'est au suppliant d'en jouir ; il demande que le seigneur de Landres soit obligé de vider les lieux et de restituer ce dont il a disposé, en attendant que le suppliant soit autorisé à faire saisir les fermages entre les mains des fermiers et du seigneur de Landres.

Le président et lieutenant général au bailliage de Mortagne, de Puisaye, permet l'assignation devant lui.

Le 16 novembre, Chevalier, huissier au bailliage du Perche, au siège de Mortagne, se transporte au lieu seigneurial de Landres et donne assignation à Robert Le Balleur à comparoir à la huitaine devant M. le bailli du Perche.

Le 13 octobre 1677, Robert Le Balleur produit une main-levée de saisie passée devant les notaires au Châtelet de Paris ; ils s'opposent à la saisie, criée et bannage de la terre de Landres. Cette main-levée est contestée par Denis Le Gendre et par Charles Toustain, commissaire aux saisies, et le procès continue.

En 1694, les héritiers de François Fillette, pour avoir l'assurance d'un paiement de 950 l., font saisir entre les mains d'Alex-François, fermier de la terre de la Drugeonnière, appartenant à Robert Le Balleur, seigneur de Landres, les fermages et deniers que le dit François peut devoir au seigneur de Landres.

Les actes de ces procédures sont écrits sur du papier portant : *douze deniers la feuille* ; ou sur du papier portant : *neuf*

deniers la demi-feuille ; ou sur du papier portant : *six deniers pour quart*.

Aujourd'hui la moindre feuille employée dans les actes judiciaires et extraordinaires est celle de 60 centimes qui coûte douze fois, dix-huit fois, vingt-quatre fois plus que la feuille de 1674 ; la valeur du numéraire n'a pas baissé dans cette proportion ; le setier de blé valait alors 8 à 10 livres ; il vaut aujourd'hui environ 22 francs ; il ne se vend pas trois fois plus, tandis que le papier timbré se vend en moyenne dix-huit fois plus.

Le 10 janvier 1679, Robert Le Balleur, seigneur de Landres, demande à être autorisé à faire saisir les meubles de Denis et Alexandre Les François, fermiers de la terre de la Drugeonnière, affermée pour le prix de 120 l. et des faisances, par an, jusqu'à concurrence de quatre années de fermage qui lui sont dues.

Autorisation accordée par de Puisaye, bailli du Perche.

Cette requête est présentée sur une feuille de papier simple portant : *neuf deniers la demi-feuille*.

Le janvier 1679, saisie des meubles.

Opposition des fermiers se fondant : 1^o sur ce qu'il y a un arrêt entre leurs mains par des créanciers de Robert Le Balleur, à quoi il répond par une main-levée de ces mêmes créanciers ; 2^o attendu qu'ils ont payé à raison des francs-fiefs à l'acquit de Robert Le Balleur, au receveur des droits des francs-fiefs, à quoi il répond qu'en sa qualité de noble il est exempt de ces droits et qu'ils n'auraient pas dû payer pour lui, sans le prévenir. Il offre de leur tenir compte de la vente de leurs meubles à la requête du seigneur de Montliveault dont il était débiteur ; mais ils sont ses débiteurs de plus grandes sommes.

Parfois une transaction intervenait pour éviter un grand procès.

Les générations présentes ont profité des leçons du passé ; on ne s'embarque plus aujourd'hui dans ces procès ruineux pour les parties que les pères transmettaient à leurs enfants.

Il serait trop long d'énumérer les divers actes judiciaires dans lesquels se trouve le nom de Robert Le Balleur. La procédure du xvii^e siècle n'offre pas moins de subtilités que la nôtre. D'autres côtés de son existence offrent plus d'intérêt.

Il prenait part aux actes de la vie privée des habitants de la paroisse. En 1688, il fut témoin au mariage de Robert Baroux et

damoiselle les Baudry de la paroisse de Mauves; en 1669, il fut parrain de Catherine Lochon, fille de Martin Lochon, couvreur, avec sa nièce Catherine Le Sirier, femme de Gilles L'Hermitte (1); le 18 avril 1665, parrain de Robert Essey; en 1670, parrain de Robert de Bellizal, fils de Pierre et de Marie Lebreton; la marraine, Françoise Lebreton, damoiselle de Boisauvée. En 1673, Marguerite Lebreton était mariée à M. de Boisauvée. On remarque que les parrainages s'exercent pour des familles inférieures en situation à celles des parrains et des marraines. Ces marques de bienveillance des seigneurs pour des familles qui ne leur tenaient pas par les liens du sang étaient alors fréquentes et témoignent de relations d'affection entre les possesseurs de la terre et leurs tenanciers.

Le 27 juillet 1672, Robert Le Balleur fait saisir et brandonner les sept fiefs (2) du prieuré de Sainte-Catherine de la Chaise sur Hardouin Fortin de la Hogue, prieur, conseiller du roi, agent général du clergé de France, demeurant à Paris, paroisse de Saint-Jean-le-Rond. Le prieur rendit son aveu le 27 août, les droits dus furent payés le 27 octobre, Alex. Turgeon, baillif de la seigneurie de Landres.

Robert Le Balleur mourut le 13 mars 1680 et fut inhumé dans sa chapelle, à côté de l'église de Saint-Pierre de Mauves, par les confrères de la Charité du Pin, présents : Gilles L'Hermitte, seigneur de Saint-Denis sur Huisne (3); Catherine Le Sirier, son épouse, nièce du dit seigneur de Landres, Nicolas L'Hermitte (4), écuyer, avocat du roi au siège de Mortagne, Louis de Brouilhac, sieur de la Mingre (5).

(1) Le fils d'Étienne.

(2) Sept fiefs relevaient de Landres; cinq de la Calabrière, ceux-ci étaient : la Torinière, la Clémentière, la Belvandière, le Boulay et Montrémond.

(3) En 1541, le seigneur de Saint-Denis ^{sur Huisne} était M^r Galleran du Fay; la famille de L'Hermitte, qui habitait en 1680 à Saint-Denis, descendait de Tristan, un des familiers de Louis XI. Un beau portrait d'un L'Hermitte est au château de Saint-Denis passé par les femmes aux Yaussey. On trouve en 1644 un Tristan L'Hermitte, auteur de la *Mort de Sénèque*; son frère Jean-Baptiste, seigneur de Vauselle, gentilhomme et comédien, figure dans la troupe de Molière à Lyon.

(4) L'*Estat* de M. de Pommereu donne un sieur L'Hermitte, seigneur de Saint-Denis, procureur du roi au bailliage de Mortagne.

(5) Habitait Courgeon; porté sur l'état de la noblesse de 1666; à la date du 7 décembre 1683, Louise du Fay, veuve de Louis de Brouilhac, sieur de la Mingre, doit une rente de 25 livres à Madame de Mauray.

VII

Robert Le Balleur étant mort sans enfants, sa succession fut dévolue à son unique neveu, Henry-Emmanuel Le Sirier. Celui-ci, le 6 avril 1680, accepte cette succession sous bénéfice d'inventaire.

La mesure était sage. On trouve en effet, à la date du 27 mai suivant, une requête de François Arnault, créancier de 2,000 l. sur Robert Le Balleur, pour ajourner H.-E. Le Sirier, héritier de son oncle. Le dernier février 1682, H.-E. Le Sirier fait opposition aux criées, ban et adjudication par décret des terres, seigneuries et fiefs de Landres et Pinceloup, saisis sur lui comme héritier de défunt M^{re} Robert Le Balleur, seigneur de Landres. Au nombre des créanciers de Robert Le Balleur, on trouve Nicolas Catinat, chevalier, seigneur de Mauves.

Quelques mots sur la nouvelle famille qui entrait à Landres.

La descendance directe des Le Balleur s'éteignait avec Robert. Son arrière-grand-père François était devenu seigneur de Landres par son mariage avec une fille de Goevrot. Les Le Balleur cessent d'exister après quatre générations et une durée de cent dix-huit ans. La terre passe à un neveu, Henri-Emmanuel Le Sirier. C'était toujours la descendance de Goevrot, mais ce nom, remplacé par celui de Le Balleur, allait l'être par celui de Le Sirier. C'est le sort de bien des noms ; combien s'éteignent après 3, 4, 5, 6 générations, cent à cent cinquante ans, et revivent dans de nouvelles familles qui le reprennent plus ou moins régulièrement.

La sœur de Robert Le Balleur, Catherine, avait épousé Marin Le Sirier, chevalier, seigneur de Villiers et de Boisguinand, dans le Maine, fils de René Le Sirier, chevalier de l'ordre, gentilhomme ordinaire de la chambre du roi et de Suzanne de Vassé (1). Une de leurs filles, Françoise, se fit religieuse au monastère de Saint-François et de Sainte-Claire de Mortagne. En 1666, son père et sa mère augmentent de 10 livres la pension qu'ils lui faisaient et la portent à 60 livres.

(1) Ancienne famille du Maine. Un Vassé prit Domfront et Montgomery en 1573.

Marin Le Sirier avait une sœur, Louise, qui avait épousé René du Grenier (1), baron d'Oléron. Leur fils, le marquis d'Oléron, dont il sera parlé plus loin, avait épousé Anne de Maillé.

En 1627, Louise Le Sirier, femme de René du Grenier, demeurant à la Pellonnière, acheta pour 6,606 livres la terre de Blavou-Bourdaillon, de Gilles de Marconville ; elle venait de Jacques de l'Épinay qui la possédait en 1541. On a déjà vu que, en 1649, René du Grenier acheta Chanceaux, Leizerie et Condé.

Marin Le Sirier et sa femme avaient fait, le 17 juin 1671, un testament par lequel ils chargeaient leur fils, né le 27 novembre 1651, de construire une chapelle (2) et de la doter de 60 livres de rente pour deux messes. Marin Le Sirier (3) et sa femme, Mathurine Le Balleur, vivaient encore en 1677, mais ils durent mourir bientôt après. Ils laissaient un fils, Henri-Emmanuel et trois filles.

H. E. Le Sirier était un des créanciers de son oncle. Il rendit hommage pour la terre de Landres, le 28 juillet 1688, à dame Anne de Maillé, épouse séparée quant aux biens de René du Grenier, marquis d'Oléron, dame du Pin, la Pellonnière, Bellavilliers, Chanceaux.

En 1681, il avait épousé Françoise de la Vove (4) ; celle-ci fut marraine, en 1683, de Françoise Nail, fille de Pierre Nail, meunier, avec Jacques de la Vove, chevalier, seigneur d'Iversay.

(1) René du Grenier est sur l'État des anciens nobles dressé en 1666. En 1523, la terre de la Courtinière fut donnée à Jean du Grenier qui était un cadet de la famille. Son fils Michel, mort en 1592, ne laissa que deux filles et la Courtinière fut apportée dans la famille de Martin de Cissay, seigneur du Parc. (Archives de la Pellonnière, au comte de la Rivière).

(2) Usage très ancien : les païens avaient le *Sacrarium*. Une loi de 398 signale (comme un usage) que les grands propriétaires ont une église dans leur propriété ; l'usage avait persisté et la plupart des maisons seigneuriales de la contrée, La Mare, Courboyer, La Pellonnière avaient une chapelle ; Chanceaux avait une chapelle dans l'enclos du manoir. Cet usage semblait bon à nos rois. Henri IV montrant la chapelle du château de Fontainebleau à l'ambassadeur d'Espagne, lui dit : « Il y a peu de gentilshommes de mon royaume qui n'en aient en leurs maisons ».

(3) La famille Le Sirier a eu plusieurs de ses membres au parlement de Paris dans le xvi^e siècle. Le 6 mai 1558, François Le Sirier épousa Jean des Feugerets, seigneur des Feugerets. En 1698, un seigneur des Feugerets est gouverneur de la ville et château de Bellême.

(4) Jacques Le Balleur, petit-fils de Jehan Goévrot et neveu d'Antoinette Goévrot, mariée à Robert de la Vove, était arrière-grand-père d'H.-E. Le Sirier. C'était donc la seconde alliance avec la famille de la Vove.

En 1682, H.-E. Le Sirier fut parrain de H.-E. Bernard, fils de Nicolas, cordonnier, de la paroisse de Mauves ; la marraine fut Catherine Le Sirier, sa sœur.

Catherine Le Sirier étant devenue veuve de Gilles L'Hermitte, seigneur de Saint-Denys, se remaria le mercredi 18 octobre 1684, à René-Louis du Crochet (1), chevalier, seigneur de Mauray en la paroisse d'Origny-le-Roux et de Maison-Maugis ; à ce mariage étaient présents : Jehan de Fontenay, chevalier des ordres, demeurant à Laperrière, François de Fontenay (2), chevalier, seigneur de Vezot, pays du Maine, Guillaume du Patys, sieur de Courfranville, René du Grenier, marquis d'Oléron, dame Anne de Maillé, son épouse, demeurant à la Pellonnière, H.-E. Le Sirier, Élisabeth du Crochet, fille du chevalier de Mauray et nombre de parents et d'amis.

C'est au village que se célébraient alors les mariages des seigneurs ; là se chantaient les gais refrains ; on redisait avec J. du Bellay :

Plus me plait le séjour qu'ont bâti nos ayeux,
Que des palais romains le front audacieux.

Le 18 janvier 1685, règlement de compte entre H.-E. Le Sirier, demeurant à Tourouvre, héritier sous bénéfice d'inventaire de Robert Le Balleur et Martin Lochon, laboureur pour sept années de la jouissance de la métairie de Landres. Le bail passé en 1678 fut résilié à la Chandeleur 1685. Lochon et sa femme, Catherine Allaire, devaient 606 l. tant pour le bail que pour une obligation de 291 l. souscrite en 1660 ; ils cèdent en paiement une ferme de maison manable avec jardin, cour et un boisseau de terre, à la Pitouzière, d'une valeur de 140 l.

Le 7 juillet 1692, H.-E. Le Sirier, seigneur de Boisguinant, et Charles de Thieslin, seigneur de Lorière, demeurant en la

(1) Les du Crochet ont été seigneurs de Maison-Maugis aux ^{xvi^e} et ^{xvii^e} siècles. Les portraits de six du Crochet sont conservés au château de Maison-Maugis ; celui de René du Crochet et de Jeanne du Carreau, sa femme, vivant vers 1560, peuvent être attribués à Clouet. En 1541, Joachim du Crochet, seigneur de la Joussetière, est porté sur le rôle des nobles du Perche qui s'imposent un don gratuit pour le mariage de Jeanne d'Albret, et du duc de Clèves. René du Crochet acquiert deux boisseaux de terre à la Pitouzière, le 28 mai 1693.

(2) En 1652, François de Fontenay, seigneur de Courboyer, capitaine des chasses et maître particulier des eaux et forêts de Bellême.

maison seigneuriale du Plessis, s'oblige par contrat envers Louis Nado de 200 livres de rente constituée, moyennant la somme de 4,000 l. de principal. Dans un autre acte, H.-E. Le Sirier reconnaît que de Thieslin ne s'est obligé que pour lui faire plaisir et il s'oblige, lui, Le Sirier, à faire seul le remboursement ; ce remboursement eut lieu le 23 janvier 1694.

Le 28 août 1692, H.-E. Le Sirier rembourse à Charles Le Gras une somme de huit mille livres pour amortissement de quatre cents livres de rente vendues et constituées par lui au profit de dame Marie Le Clerc de Tesseville, veuve de messire François Le Gras, maître des requêtes au conseil du Roi, seigneur du Luart, par contrat du 21 août 1687.

En 1694, H.-E. Le Sirier fait une acquisition de deux boisseaux de terre dans la pièce des Lochetières attenante au logis de Landres.

Le 15 novembre 1695, H.-E. Le Sirier fut parrain de H.-E. Cerclet ; marraine, dame Anne Le Sens, épouse de Louis Anzeray, chevalier, seigneur de Barenton (1), la Marre et autres lieux ; le 25 février 1697, H.-E. Le Sirier, parrain de la fille de dame Anne Le Sens, épouse du seigneur de Barenton ; marraine, dame Lamy, épouse de messire Pierre-Antoine du Crochet, chevalier, sieur de Maison-Maugis, lieutenant des maréchaux de France dans le Perche. Le 5 décembre 1700, baptême de Geneviève Auzeray, fille de Louis et de Anne Le Sens ; le même jour, inhumation de Anne Le Sens ; elle était morte en couches.

H.-E. Le Sirier, qui avait Landres par héritage de son oncle, Robert Le Balleur, eut encore, vers 1700, une part de l'héritage de René du Grenier, sieur de la Pellonnière (2), marquis d'Oléron, et de sa sœur, dame Suzanne du Grenier, veuve de M^e Jacques de Beauvoisien, ses cousins germains. Il eut à l'occasion de cette succession un procès devant le parlement de Paris avec Henri-Emmanuel Hurault, marquis de Vibraye, dame

(1) Dans l'État de 1698 de M. de Pommereu, on trouve M. de Barenton, cadet de la maison de Durcet en Normandie, seigneur de la Marre.

(2) La famille du Grenier a possédé la terre de la Pellonnière pendant deux siècles environ. En 1687, Anne de Maillé, épouse de René du Grenier, vend la terre de la Pellonnière à X. de Gersant ; de cette famille, elle est passée par héritage à X. Patu de Saint-Vincent, qui l'a laissée à sa nièce, Isabelle de Héman, mariée au comte G. de La Rivière, près d'Auge.

Polixène Lecoigneux de Belâbre, son épouse, et Pierre de La Rochefoucauld, seigneur de Maignac, qui prétendaient y avoir des droits.

En 1697, il reçoit l'aveu de Léonor de Quengo de Touquedot, prieur du prieuré de Sainte-Catherine de la Chaise, pour sept vasseurs et celui des Rieux, d'Antoine d'Escorches, sieur des Genetes.

Le 28 octobre 1700, H.-E. Le Sirier achète de Louis ⁷²Auzeray, seigneur de Barenton et de la Mare, y demeurant, et de son frère René, abbé de Durcet, le pré de la Coquinière, provenant de la succession de Marie de Thiboutot, leur mère.

Se conformant à l'intention pieuse de son père et de sa mère, H.-E. Le Sirier avait fait rétablir la chapelle qui existait anciennement dans la maison de Landres; il l'avait décorée, fournie d'ornements et de livres et mise dans un état convenable. Dans l'inventaire du 1^{er} octobre 1726, le calice et sa patène sont évalués à 150 livres.

Le curé de Bellême, délégué de Mgr Louis d'Aquin, évêque de Séez, l'avait reçue et consacrée en 1707. La bénédiction de la cloche (1) eut lieu en 1718, le parrain fut Jacques-Charles de Thieslin, chevalier; la marraine, Renée de Baigneux, qui lui donna son nom.

La cloche sonne encore pour marquer les jours heureux, c'est dire qu'elle n'est pas souvent en branle.

H.-E. Le Sirier avait fait une acquisition à la Pitousière, en 1716. Il habitait Landres, où il mourut en 1722, âgé de 71 ans. Il ne laissait pas d'enfant et pour la troisième fois depuis Goevrot la terre de Landres allait sortir de la ligne directe; elle passa à une sœur d'H.-E.

VIII

On a vu que H.-E. Le Sirier avait trois sœurs : Catherine avait épousé en premières noces Gilles de L'Hermitte et en secondes

(1) Inscription de la cloche : *J'ai été nommée Renée par messire Jacques-Charles de Thiestin, chevalier, et par demoiselle Renée-Charlotte-Catherine de Baigneux. M^r Nicolas Bidet, curé. Messire Henri-Emmanuel Le Sirier, chevalier, seigneur de Boisguinand et de Landres. F. C. mai 1718.*

noces René du Crochet (1), seigneur de Mauray. Catherine avait été marraine à Mauray, en 1682 avec René de Beauvais (2), écuyer, seigneur de Une autre sœur, Renée avait épousé N. de Thieslin, d'où étaient venus quatre fils : Jacques-Charles, prêtre ; Henri ; Pierre-Henri ; René et une fille, Renée-Louise, mariée à Charles de Baigneux (3), chevalier, seigneur de Montigny. Henri de Thieslin avait eu une fille, Anne-Renée ; Pierre-Henri de Thieslin avait eu un fils Jacques-Charles, chevalier, seigneur de Courteiller, qui avait épousé sa cousine germaine Anne-Renée ; de Louise de Thieslin et de Charles de Baigneux était née une fille, Renée (4), qui avait été la marraine de la cloche avec son cousin Jacques-Charles.

Louise Le Sirier, troisième sœur d'H.-E. Le Sirier, avait épousé Georges du Liscoet (5), chevalier, baron du Gain ; leur fille Louise épousa Jacques du Hardaz, seigneur de Hauteville, demeurant au château de Hauteville, paroisse de Cherchigné, province du Maine.

Catherine Le Sirier avait hérité de son frère, H.-E., les deux tiers des biens du Maine ; un tiers des biens du Perche. On trouve des actes de son administration dans les documents du temps. En 1720, elle avait acheté un bordage à la Giroudière pour 1.400 livres et en 1721 un autre pour 600 livres de Michel Robichon, sieur de la Giroudière, juge de police de la ville de Nevers. Le 25 juillet 1723, elle passe le bail de la terre de Pinceloup ; le précédent avait été fait le 11 mai 1711 par H.-E. Le Sirier, moyennant 261 livres. A cette date, elle est veuve pour la seconde fois. Quoique mariée deux fois, elle ne paraît pas avoir eu d'enfants.

(1) Il eut pour héritier sa sœur Louise-Élisabeth qui avait épousé Joseph-François d'Avoine, comte de la Jaille, baron de Fougeray, demeurant au château de Gastine, paroisse de Fougeray.

(2) Ce nom est dans l'État de la noblesse de 1666.

(3) En 1604, messire Pierre de Saint-Denis et demoiselle Antoinette de Baigneux, sa mère, vendent la métairie de More, pour 5.800 livres.

(4) Née en 1703, mariée 1721, morte 1736.

(5) Un du Liscoet était sénéchal du Maine, vers 1700. On en trouve un dans le complot du duc et de la duchesse du Maine ; il fut condamné à mort avec vingt-deux gentilshommes bretons, sa peine fut commuée en prison perpétuelle.

Le 7 juin 1723, elle fit donation entre vifs de ses biens et de ceux dont elle avait hérité de son frère à ses six neveux et nièces ou à leurs représentants. Elle rend tous ses biens à sa famille et ne paraît pas avoir rien donné à celle de son mari. Anne-Renée de Thieslin, sa petite-nièce, est nommée au lieu de son père qui devait être mort, et elle est nommée la première dans l'acte, ce qui permet de penser qu'Henri, père d'Anne-Renée, était l'aîné des cinq enfants. Par cet acte, elle donne à la fille de sa sœur Louise, mariée à Jacques du Hardaz, seigneur de Hauteville, les meubles meublant qui sont dans la maison de Landres. La donation énumère les immeubles appartenant personnellement à Catherine Le Sirier ; ce sont : la terre des Mares, paroisse d'Éperais, affermée 160 l. ; la terre de Hanteil, par. d'Igé, affermée 280 l. ; deux bordages au lieu de la Giroudière, par. de Mauves, affermés l'un 45 l., l'autre 36 l. ; le bordage de la Jouinière, par. de Mauves, affermé 60 l. ; la terre de la Montelière, par. de Coulimier, affermée 110 l. ; une rente constituée de 100 l., une autre de 60, une autre de 12, une autre de 12 ; les immeubles qui lui viennent de la succession de son frère sont, dans le Perche : la terre de Landres, exploitée à moitié et évaluée 1.200 l. ; la terre de la Crespinière, affermée 300 l. ; la terre de Pinceloup, 240 l. ; la terre de la Branchardière, affermée 280 l. ; le bordage de la Pitousière, affermé 50 l. ; le bordage de Mortoux, 50 l. ; le bordage de la Faverie, 45 l. ; le bordage des Jumeaux, 26 l. ; le bordage de l'hôtel de Lisle, 70 l. ; une maison au bourg de Mauves, affermée 30 l. ; la terre du bourg de Bellavilliers, affermée 140 l. ; la terre de Bœufs, par. de Bellavilliers, affermée 150 l. ; la terre située sur la paroisse de Saint-Jean de la Forêt, affermée 180 l., et un bordage en la paroisse de Nocé, 76 l. ; 40 l. de rentes constituées en plusieurs parties. Dans le Maine, la seigneurie de Boisguinant, affermée 1.200 l. par an ; des cens, rentes foncières et seigneuriales.

En même temps qu'elle accomplissait cet acte de générosité, Catherine Le Sirier, se conformant à l'intention de ses parents exprimée dans le testament de 1671 et d'accord avec ses donataires, constituait une dot pour la chapelle de Landres et l'élevait de 60 à 120 l. pour quatre messes par semaine qui seront dites principalement les jours de dimanche et de fêtes. Elle mourut le 21 avril 1726, âgée de 85 ans ; elle fut inhumée par les charités

de Chemilly, Courgeon et Le Pin en la chapelle de Tourouvre (1), desservie dans l'église de Mauves.

Le 15 juillet de la même année fut inhumée dans la même chapelle de Tourouvre, par les charités de Tourouvre et de Courgeon, damoiselle Marie de la Vove, fille de feu messire Antoine de la Vove, marquis de Tourouvre, et de feu dame Marie de Remefort, décédée à 55 ans ; à cette inhumation assistait M. Lancelin, prêtre, principal du collège (2) de Courgeon.

11725 A une inhumation de la même année à Mauves, on trouve les confrères des charités de Longni, Saint-Mard, Le Pin et Courgeon. Cette institution si utile pour les inhumations était alors très répandue et florissante ; son principe était la fraternité chrétienne. Les charités de ces diverses localités avaient plusieurs siècles d'existence. Celle de Nocé possédait des rentes en 1752. ? 1752

Les héritiers d'Henri-Emmanuel et de Catherine Le Sirier firent un partage, le 1^{er} octobre 1726, devant Chevessailles, notaire à Bellême ; cet acte attribua la terre de Landres à Louise-
X Henriette du Liscoet, veuve de Jacques du Hardaz de Hauteville, demeurant paroisse de Cherchigné, Maine. Les autres héritiers eurent les biens du Maine. L'acte de partage porte que tous les héritiers demeurent au château du Plessis, paroisse de Beaufay, province du Maine, fors l'abbé Jacques-Charles de Thieslin au château de Landres et Charles de Baigneux au château de Montigny.

Le mobilier fut inventorié à la même date ; il est fort simple : dans le salon, on trouve une horloge à poids avec sa boîte estimée 50 l. ; une fontaine et cuvette de cuivre, 30 livres.

Dans les autres pièces : fauteuils et chaises, de paille en général ; tables et meubles de noyer et de chêne ; plusieurs bahuts ; beaucoup de draps et de serviettes de brin ; des pièces de toile. Des armoires pleines de linge. Aucun de ces objets élégants répandus à profusion aujourd'hui, mais comme ils étaient inconnus on n'en regrettait pas l'absence.

L'argenterie comprend douze couverts évalués 417 l. ; écuelle, gobelet et grande cuillère, 256 l. ; sucrier, salière, mouchettes,

(1) C'est la chapelle Saint-Jean-l'Évangéliste appelé aussi de Tourouvre à cause de sa fondatrice Antoinette Goevrot, dame de la Vove et de Tourouvre. — Voir le *Bull. de la Soc. hist. et arch. de l'Orne*, 1883.

(2) Il serait intéressant de connaître l'importance de ce collège.

flambeaux de toilette, six cuillères à café, 341 l. 12 s. ; quatre flambeaux d'argent, 347 l. 12 s. ; en tout, 1,594 l.

Un miroir estimé 18 l. pouvait passer pour un meuble de luxe en 1726.

Les tapisseries étaient alors d'un usage fréquent ; l'inventaire mentionne trois pièces de tapisserie de haute lice, une tapisserie verdure composée de six pièces ; quarante-deux bandes de tapisserie.

Parmi les objets mobiliers sont un lit à la duchesse, un lit à l'ange ; dans les écuries et remises, deux chevaux de carosse sous poil noir estimés 300 l. ; une chaise roulante avec le harnais pour quatre chevaux. Ces derniers articles contrastent avec les premiers. Le total du mobilier est de 8.620 l.

Les fermiers doivent un arriéré de 8.130 l. 16 d. Cette somme est considérable et témoigne d'une générosité, du reste naturelle, chez un propriétaire riche et en même temps d'une gêne chez les tenanciers. Dans le même inventaire, le boisseau de blé est évalué à 3 l. 10 s. ; on compte pour les frais de battage 3 s. 6 d. par boisseau, soit $1/20^e$ de la valeur du blé battu. Cent litres de blé valaient 140 s. ; un litre coûtait moins de un sol et demi, aujourd'hui 15 centimes ou le double, les cent litres étant à 15 francs. Le prix du battage du boisseau de blé est aujourd'hui de 40 à 50 centimes ; le boisseau se vend 8 fr. ; la proportion entre la valeur du blé et le prix de battage est restée à peu près la même.

Le boisseau d'avoine est estimé « seulement à treize sous eu égard aux frais de battage ».

Le boisseau d'orge à quarante sous « eu égard aux frais de battage ».

Voilà le prix des grains dans la contrée à une époque où les malheurs des dernières années de Louis XIV n'étaient pas encore réparés.

À côté de ce mobilier, Catherine Le Sirier laissait vingt-une fermes dans le Maine et dans le Perche ; elle payait 300 livres pour le centième denier de ses biens du Perche ; sa capitation était de 88 l. ; elle avait à son service quatre domestiques mâles et trois femmes. Les frais de son inhumation et de la trentaine furent de 69 l. Il y eut en outre pour 45 l. de luminaire.

Telle était la situation d'une famille noble dans le Perche vers la fin de Louis XIV. Les femmes n'allaient pas à la cour : et

Catherine Le Sirier méritait cet éloge de l'antiquité à une femme célèbre par sa vertu :

Elle resta chez elle et fila de la laine.

L'acte de partage évalue ainsi les biens : Landres exploité à moitié, 1.200 fr. de revenu, 24.000 l. en capital.

Le moulin 240 l. de revenu, 4.000 l. de capital ; la Crespinière 320 l. de revenu, 6.400 de capital ; Pinceloup 261 l. et 5.220 ; la Branchardière 300 l. et 6.000. Ces estimations portées dans un partage de famille étaient naturellement faibles. La contenance de la ferme de Landres a été peu augmentée ; celle des autres termes davantage, de sorte que les comparaisons sont difficiles.

La succession se partagea en deux parties : l'une pour Louise du Liscoet alors veuve ; l'autre pour les Thieslin représentés par l'un d'eux, l'abbé de Lorière.

Le 1^{er} juillet 1728, ils versèrent entre les mains de l'adjudicataire général des fermes unies de Sa Majesté la somme de quatre cents livres pour le droit d'amortissement à cause de 120 livres de rente au principal de 2.400 livres données à la chapelle de Landres pour fondation de quatre messes par semaine. La chapelle de Landres avait donc une existence légale, elle était reconnue par l'État ; elle était un être moral.

IX

Faute de descendance directe chez Catherine Le Sirier, dame de Mauray, la terre de Landres passe par héritage à une nièce ; la tige féconde de Goevrot a vu trois rameaux se sécher, elle est continuée par une quatrième. Louise du Liscoet, la nièce héritière de Catherine Le Sirier, était entrée dans la famille du Hardaz et lui apporta sa terre.

La famille du Hardaz, comme les Le Balleur, comme les Le Sirier, appartient à la province du Maine ; un du Hardaz était chanoine de Notre-Dame de Paris au xvi^e siècle. En 1612, Thomas du Hardaz, écuyer, seigneur de Hauteville et Louise de Couterne, son épouse, demeurant au lieu seigneurial de Hauteville, paroisse de Cherchigné, vendent à Léon Gautier, seigneur de Courtoust, une maison rue des Marais, à Alençon, pour la somme de 2.700 livres.

C'est encore à Cherchigné qu'habitaient les du Hardaz en 1723.

Au moment où elle héritait de la terre de Landres (1726), Louise du Liscoet, âgée de ans, était déjà veuve. Son mari, Jacques du Hardaz, marquis de Hauteville, habitait sa terre de Cherchigné dans le Maine. Le 2 mai 1721, il avait ratifié un acte de cession fait par Louise du Liscoet, son épouse, et le 7 juin 1723, il l'avait autorisée à accepter la donation de sa tante Catherine Le Sirier. En se fixant à Landres, M^{me} de Hauteville prit une très bonne situation dans le Perche, c'est qui résulte des lettres (1) que lui écrivait l'évêque de Séez en lui accordant des permissions de faire dire la messe dans sa chapelle, permissions toujours continuées ; cela ressort aussi des actes de son administration qui ne dura pas moins de trente-quatre ans.

Un des premiers actes dans lesquels se trouve le nom de M^{me} de Hauteville est l'aveu qu'elle rend le 24 novembre 1728 à Denis de Rryant, baron de Villeray, comme héritière de H.-E. Le Sirier, son oncle. La taxe pour rachat, aveu, cheval de service, frais au procureur fiscal, au greffier fut : 139 l. 1 s. ; contrôle, 14 l. 19 s. au notaire de la dame du Liscoet, 26 l.

Dans ce même mois de novembre 1728, dans le bourg de Mauves, elle rembourse 100 l. pour amortir 5 l. de rente à dame Jeannne de la Vove de Tourouvre, veuve de Claude du Bosc, chevalier, marquis d'Épinay, demeurant (2) au bourg de Mauves ; la dite dame d'Épinay se porte fort pour Jean-Armand de la Vove de Tourouvre, évêque de Rodez (3), pour François de la Vove de Tourouvre, chevalier, maître de camp d'infanterie, pour Antoine-Joseph de la Vove, marquis de Tourouvre, fils d'Antoine de la Vove, marquis de Tourouvre, brigadier des armées du Roi, ses cohéritiers, dans la succession de Jacques de la Vove d'Iversay, leur oncle..... Le sieur Delisle, chirurgien, demeurant au bourg de Mauves, témoin, a signé à la minute.

Claude du Bosc d'Épinay et Jeanne de la Vove avaient eu un fils, Adrien-Nicolas, lequel étant veuf de Louise-Cornélie de Tascher, épousa, le 9 novembre 1741, Charlotte-Louise du

(1) Conservées dans les archives de Landres.

(2) Maison Goevrot.

(3) Deux portraits de lui avec une inscription sont au cabinet des estampes de la Bibliothèque nationale ; il était du parti des Molinistes.

Hardaz, fille de Jacques du Hardaz, baron d'Hauteville, et de Louise-Henriette du Liscoet, de la paroisse de Cherchigné. Le mariage fut célébré à Mauves par M^e Louis de Tascher, prêtre, curé d'Avèze, beau-frère du marié, en présence de Pierre-Louis de Tascher, sieur de Pouvray, et de Françoise Régis le Breton, beau-frère et belle-sœur du marié ; parmi les nombreux assistants figurent René de Baigneux, seigneur de Courcival ; Louis de Fontenay, seigneur de Sérigny ; François de Perrochel, seigneur de Morainville ; Nicolas Beaufrils, sculpteur, demeurant à Sainte-Croix de Mortagne. Quelles sont les œuvres de ce sculpteur ? Son nom mérite-t-il de passer à la postérité autrement que dans un acte de l'état civil ? Jeanne de la Vove était morte et ne vit pas le second mariage de son fils.

On vient de voir qu'il y avait un chirurgien dans le bourg de Mauves ; il y avait aussi un bureau de contrôle et un bailli, juge civil et criminel et de police et son greffier ; il en résultait une certaine importance pour la localité.

En 1730, Madame de Hauteville passe le bail du moulin de Landres pour 270 livres. Elle est mentionnée dans un partage d'immeubles à la Pitousière en 1732. La même année, elle achète cinq boisseaux de terre dans le champ de la Fosse, sous la terrasse du château de Landres, à cent toises de son habitation.

Le 15 mai 1732, elle reçoit l'aveu de Louis de Quengo, abbé de Touquedet, prieur de Sainte-Catherine de la Chaise, pour sept fiefs. Le rachat était de 27 livres 1 denier. Le contrôle prit 3 l. 12 s.

Le 9 décembre 1733, Charles du Hardaz, chevalier, seigneur d'Hauteville, lieutenant dans les gardes françaises, et Louise du Liscoet, sa mère, veuve de Jacques, devant Chasseray et Gendrot, notaires au Mans, ont vendu, créé et constitué sur tous leurs biens meubles et immeubles à dame Geneviève le Mayre de Courtemanche, veuve de messire Claude du Bois, chevalier, seigneur de Courcierieux, acceptant, dix-sept cents livres de rente annuelle pour et moyennant la somme de 34.000 livres présentement payée en louis d'or, d'argent et monnaie ayant cours, et reçue par le seigneur de Hauteville qui en a quitté et quitte la dame de Courcierieux ; le paiement de la rente était stipulé d'an en an jusqu'au rachat du remboursement que Charles d'Hauteville et sa mère et leur ayant-cause feront à leur volonté, sans pouvoir

y être contraints, le remboursement ne pourra être fait qu'en espèces d'or ou d'argent sans aucuns billets royaux ni même de quelque nature que ce soit.

Cet emprunt de 34.000 l. était fait pour aider à payer le prix d'une compagnie au régiment des Gardes françaises que le seigneur de Hauteville était sur le point d'acheter.

Contrôlé le 10 décembre, payé 90 livres.

Le 1^{er} juin 1736, M^{me} de Hauteville baille à titre de ferme et prix d'argent la terre et métairie de Landres pour six ou neuf ans, moyennant 320 livres par an ; même bail en 1747 qui dura jusqu'à sa mort.

Le 22 août 1736, la marquise de Hauteville rend aveu à Charles François comte de Gersant, seigneur du Pin, de la Pellonnière, de la haute justice de Chanceaux, conseiller du Roi en sa Cour des Monnaies, pour le fief et seigneurie de Landres, le Gage, la Blanchardière, les Jumeaux ; la dite terre contenant cent arpents moitié à froment, l'autre moitié à méteil, près fauchables à une herbe, pastures ; pour le lieu des Brecqueries et pour le moulin de Landres ; pour les vasseurs qui relèvent de la seigneurie de Landres.

Le 13 octobre 1737, elle achète le bordage de la Pitousière de Nicolas Courapied et Bouteville, sa femme, pour 600 livres qui furent payés à Gabriel et Claude d'Aché de Vire, héritiers de Claude d'Aché, et Louise Désandé, leur père et mère, pour l'amortissement de 30 livres de rentes foncières à eux dus par les vendeurs.

En 1738, mourut à Landres un frère de Jacques du Hardaz, messire Pierre-François du Hardaz, prieur commendataire de Sainte-Trinité de Fougère, âgé de soixante-treize ans ; inhumé dans la chapelle de Saint-Jean-l'Évangéliste adjacente à l'église.

M^{me} de Hauteville achète des immeubles à la Pitousière en 1740 et à la Rangerie en 1744 et 1746.

Le 31 mai 1741, elle rend hommage au comte de Gersant, seigneur du Pin, la Pellonnière, Chanceaux dont Landres relevait toujours. On se rappelle qu'un abonnement pour le Roachat avait été fait pour 30 sols et c'était toujours la somme payée.

La même année, elle donne à bail la terre de Pinceloup pour 400 livres.

Le 27 septembre 1746, nouvel aveu à Charles-François comte

de Gersant par dame Louise du Liscoet, marquise d'Hauteville, pour le lieu, terre et seigneurie de Landres, le Gage, la Branchardière et les Jumeaux, le tout contenant cent arpents dit l'aveu ; le lieu des Brecqueries ; le moulin de Landres contenant trois boisseaux ; quatre boisseaux de terre au-dessus de l'écluse du moulin ; huit boisseaux de terre à méteil à prendre en plus grande pièce.

Les vasseurs qui s'ensuivent déjà énumérés.

Le 25 novembre 1746, messire Antoine d'Escorches, seigneur des Genettes, fait bail de son droit de pêche dans l'Huïne à M^{me} de Hauteville pour neuf ans moyennant 3 livres par an. Une contre-lettre porte qu'il ne veut rien et que cette somme n'est indiquée que par rapport au contrôle.

La marquise de Hauteville mourut le 18 septembre 1760 ; elle avait par son testament olographe porté la fondation de la chapelle de 120 fr. à 150 fr. ; elle était très active, veillait avec grand soin à ses affaires. Son souvenir resta vivant à Landres et l'imagination aidant, on disait qu'elle revenait la nuit dans le pavillon du château de Landres sous la forme d'une hermine. En 1785, un jeune gars de la ferme voisine se moqua de la croyance générale. On parie qu'il ne couchera pas seul dans le pavillon, il accepte le pari, soupe et va y coucher. Le lendemain, on le trouva mort. Une apoplexie causée par la frayeur l'avait tué. On assura qu'il avait été *foulé par la bête* (1).

X

La marquise de Hauteville laissait trois fils et deux filles : 1^o Charles du Hardaz, colonel d'infanterie, chevalier de Saint-Louis, demeurant au château de Hauteville ; 2^o Jacques-Érasme du Hardaz de Hauteville, abbé commendataire de l'abbaye de... ; 3^o Pierre du Hardaz, comte de Hauteville, chevalier de Saint-Louis, mort lieutenant aux Gardes françaises, laissant une veuve Louise-Bonne d'Houlières (2) et des enfants mineurs ; 4^o Charlotte-Louise du Hardaz, mariée à Adrien-Nicolas du Bosc

(1) *Bocage Percheron*, par A. Dureau de la Malle ; très rare et curieux.

(2) D'une famille du Maine.

d'Épinay ; 5^e Renée du Hardaz de Hauteville qui avait épousé, le 21 octobre 1728, René-Érard de Baigneux, chevalier, seigneur de Courcival, habitant le Mans, veuf de dame Marguerite Mouton, laquelle était veuve de Claude de Fontenay, sieur de Soissay au Perche, lieutenant des maréchaux de France.

René-Érard de Baigneux était fils de Renée de Vasselot ; figurent au mariage un frère et trois sœurs du marié, un oncle, trois frères et une sœur de la mariée, des cousins et des amis. Pas d'enfants de ce mariage ; Renée de Hardaz fut exécutrice testamentaire de son mari mort le 31 janvier 1755 ; elle mourut le 11 février 1776, âgée de 77 ans ; elle était née en 1699 et s'était mariée à 29 ans.

Le 31 octobre 1761, une transaction fut faite au sujet de la succession de Louise du Liscoet marquise de Hauteville ; le partage n'eut lieu que le 21 février 1768.

La terre de Landres était passée directement de Louise du Liscoet sur la tête des enfants de son fils Pierre et de Louise-Bonne d'Houlières. Celle-ci n'en a jamais eu la propriété. Sa résidence était à Bellème. Elle contribua cependant à accroître le patrimoine de la famille.

Le 6 décembre 1754, elle avait acheté de Nicolas du Bose, seigneur d'Épinay, époux de Charlotte-Louise du Hardaz, la terre de Beaufay, pour 11.500 livres ; 5.000 livres devaient être payés aux héritiers de feu Charlotte-Louise du Hardaz : 4.000 à Pierre-Louis de Tascher, sieur de Pouvray, et à ses frères et sœurs, en remboursement de pareille somme qu'il avait reçue lors de son mariage avec Cornélie-Louise de Tascher, sa première femme, le 14 juin 1732 ; 719 l. 13 s. à Louise-Suzanne de Tascher de Pouvray, fille de Pierre-Louis. La terre de Beaufay était entrée dans la maison de la Vove par l'acquisition qu'en avait faite, le 12 janvier 1596, Antoinette Goevrot, veuve de Robert de la Vove, de François le Roy, seigneur de Chavigny, comte de Clinchamp, capitaine de cent hommes d'armes des ordonnances du roi, pour le prix de 1600 écus (1) au soleil ; somme payée en présence de Jacques de Tascher, seigneur de Beaulieu, procureur du roi à Bellème, maison de René Bornieu,

(1) 4.800 livres, la terre avait d'étendue 40 arpents ; c'était 120 livres l'arpent ; cet arpent s'affermait 5 livres. Un veau valait 3 ou 4 livres, une vache 20 l.

où pend pour enseigne le plat d'étain, le jeudi 25 janvier 1596 ; présents : Loiseau, curé de Mauves ; François Crestot, sieur de la Barrée, maître des grosses forges de Randonnay.

L'industrie du fer qui répandait de l'argent dans la contrée a disparu depuis longtemps.

Bientôt après, Louise-Bonne d'Houlières, dame du Hardaz de Hauteville, et sa belle-sœur Renée du Hardaz (1), veuve de Courcival, entreprirent une acquisition plus importante, celle de la terre du Breuil, et elles firent dans la circonstance preuve d'une grande intelligence. Le 16 avril 1755, les biens de la maison de la Vove furent vendus à la barre de la Cour du parlement de Paris. Ces biens étaient le patrimoine de trois branches de la maison de la Vove de Tourouvre ; ils se partageaient en trois lots et chaque branche possédait un lot distinct et séparé, mais chacune des branches ayant des dettes immenses hypothéquées sur son lot, toutes les terres furent mises en vente. Messire de la Porte, marquis de Ryants, baron de Villeray, s'en rendit adjudicataire. Mais Madame de Courcival et Madame de Hauteville s'étaient fait céder par le comte de Gersant, seigneur de Chanceaux, dont relevait la terre de Landres, le droit d'exercer le retrait féodal sur le fief du Breuil. Le marquis de Ryants, qui avait voulu acheter tous les biens de la maison de la Vove (2), contesta et souleva des difficultés. De là un procès devant le parlement de Paris entre lui et les dames acquéreurs ; elles le gagnèrent le 1^{er} juillet 1758.

La ventilation des biens donna lieu à discussion ; d'après les beaux produits par M. de Ryants, le revenu du Breuil et de Lormarin aurait été de 2.110 l. et il demandait 60.000 l. pour céder ces deux terres ; « Il n'est que de 1.425 l., répondait M^{me} de Hauteville ; dans le Perche, les héritages ne se vendent que le denier 20 ; 1.425 l. au denier, 20 donnent 28.500 l. », et c'est la somme qu'elle offrait ; les experts estimèrent les deux terres 46.220 livres.

Cette somme fut payée au moyen du capital produit par

(1) Veuve du 31 janvier 1755.

(2) La terre de la Vove, sise en Corbon, fut comprise dans la vente ; elle appartenait en 1785 à dame Marie-Claude Astier, veuve de Jacques de Glapion, lieutenant du Roi à Saint-Domingue ; en 1300, un Glapion, sénéchal en Normandie.

2.000 l. de rente sur le clergé de France que vendit M^{me} de Courcival. L'achat de la terre du Breuil fut de la part des deux belles-sœurs un acte intelligent : les femmes sont en général d'habiles administrateurs et bien des fortunes ont été rétablies sous la tutelle d'une mère. Que sont devenues les rentes sur le clergé à la Révolution, c'est-à-dire trente ans après cette acquisition ? Elles ont eu le sort des rentes sur l'État qui subirent la banqueroute des deux tiers et tombèrent à 11 francs. Seule, la terre du Breuil a valu longtemps 6.000 fr. de revenu ; Larmarin 1.800 fr.

Un sort pareil attend la plupart des placements mobiliers de notre époque. Que de familles désireuses d'un gros revenu placent tout leur avoir en rentes qui, un jour, se trouveront en présence d'un capital réduit de 100 fr. à 11 fr.

Le 12 avril 1762, M^{me} de Courcival, reconnaissant que M^{me} la comtesse de Hauteville a fait des voyages à Paris pour poursuivre le procès qui a été long et coûteux, consent à lui donner en outre d'une somme convenue, 5.000 l. pour la dédommager. Du reste, toute la procédure, et elle est volumineuse, est au nom de Louise-Bonne d'Houlières, comtesse de Hauteville.

Louise-Bonne d'Houlières ratifie, le 4 novembre 1761, une rente de 4 boisseaux, ancienne mesure, de blé, méteil, et 6 sous, constituée, le 7 juillet 1482, au profit du trésor de Corbon. Elle administrait sans doute pour son fils mineur. Cette femme intelligente et énergique mourut le 23 décembre 1770, âgée de 53 ans, à Bellême, où elle avait une résidence. Peu de temps dut s'écouler entre la mort de sa belle-mère et la majorité de son fils Charles (1), car on trouve très peu d'actes de son administration. Elle ne laissa que ce fils et une fille, Louise, mariée à Charles de Perrochel de Granchamp.

A partir de 1764, Charles du Hardaz, lieutenant au régiment, commissaire général, demeurant à Cherchigné, s'occupe de l'administration de la terre de Landres ; le 10 août 1764, il rend aveu au marquis de Langat³¹, baron de Bois-Février, seigneur de la Vove, pour le fief des Galernières en sa qualité de donataire de dame Renée du Hardaz, sa tante, veuve de René-Érard de Baigneux, sieur de Courcival, de la terre du Breuil. La donation avait suivi de près le gain du procès.

(1) Ne pas le confondre avec son oncle Charles du Hardaz, colonel.

Le 26 août 1766, en sa qualité de seigneur de Landres, il reçoit l'aveu rendu par Jean Roussel, prêtre, prieur, pour les sept fiefs du prieuré de Sainte-Catherine de la Chaise. En 1767, il passe le bail de la terre de Pinceloup « tant pour lui que pour les dames et demoiselles ses sœurs ». Le 9 août, il passe le bail de la terre de Landres ; il y est qualifié de seigneur de Landres, Pinceloup, la Borde et autres lieux.

Charles du Hardaz avait épousé dame Perrine de Corbière (1) de Juvigné.

Le 10 juin 1767, il reçoit comme seigneur de la Barberotière, paroisse du Pin, l'aveu de la terre de Boisauvée qui lui est rendu par Jean du Breuil, écuyer, seigneur de Saint-Ouen de la Cour, le Chêne, Boisauvée, demeurant au château de Pigeon, par suite du décès de son oncle Pierre du Breuil, curé d'Igé, dont il héritait. Boisauvée avait 148 arpents. Ce fief avait appartenu au ^{xvi}^e et au ^{xvii}^e siècles à une famille de Bellezesses ; la maison seigneuriale est du ^{xvi}^e siècle, bien conservée, aujourd'hui transformée en ferme ; elle était entourée de douves et située dans un parc. En 1696, Boys au Vey appartenait à François de Gislain, sieur de la Sardinière, capitaine des chasses et maître des eaux et forêts de Bellême. Le père de François l'avait acquise par décret, c'est-à-dire sur expropriation.

Le 21 février 1768 eut lieu le partage de la succession de Louise du Liscoet, qui avait fait l'objet de la transaction du 31 octobre 1761 et de la succession de ses deux fils, Charles et Pierre ; le premier mort sans enfants. Ce partage se fit entre : 1^o Charles du Hardaz, lieutenant au régiment, commissaire général ; 2^o sa sœur Louise, dame de Perrochel ; 3^o Bonne-Perrine-Renée du Hardaz ; 4^o Érasme du Hardaz, abbé commendataire ; 5^o Renée du Hardaz, veuve du marquis de Courcival. Les deux derniers, frère et sœur de Charles et de Pierre. Bonne-Perrine était une sœur de Charles et de Louise.

Le 31 mars 1771, M^{me} de Courcival (2), fait donation à son neveu Charles du Hardaz, de la métairie de la Crespinière, du

(1) Son père demeurait au château des Alleux, près Laval.

(2) Le 13 octobre 1771, lettre à M^{me} de Courcival signée de Lamoignon de Montrevault, au sujet d'un passage « que votre fermier veut avoir sur un terrain que j'ai fleffé près du pont de Mauves ». Elle mourut le 11 février 1776, à l'âge de 77 ans.

lieu des Hautes-Mares, du lieu de l'Hôtel-de-Lisle, du lieu des Jumeaux, de 107 livres de rente, et à Louise du Hardaz, d'une somme de 11.000 livres à payer par son frère Charles.

Le 9 avril suivant, Charles du Hardaz donne procuration d'affirmer « pour moi ma métairie de la basse-cour de Landres, celle de la Blanchardière et celle de Beaufay, de recevoir de mes rentiers dépendant de ma ditte terre de Landres..... »

En 1772, bail de Landres pour 1.100 livres et 290 livres de faisances. Bail pareil en 1778.

Le 7 mai 1777, Charles du Hardaz donne à bail la terre du Breuil à Joachim Pelletier, marchand, demeurant à Méherry-en-Belou sous Rémalard. Les Pelletier excellents cultivateurs ont occupé pendant trois générations la terre du Breuil et ne l'ont quittée qu'en 1889 parce qu'elle était partagée.

Louise du Hardaz, mariée à Charles de Perrochel, avait dans son lot la terre de la Pitouzière ; elle la vendit à Alexandre Bodin, meunier au moulin d'Échappé ; Charles du Hardaz la racheta de Bodin par la voie du retrait lignager, moyennant 5.200 livres et donna en outre à Bodin la terre de l'Hôtel-de-Lisle le 11 mai 1777. Ceci semblerait indiquer peu d'entente entre le frère et la sœur.

Le 7 octobre 1777, il exerce le retrait lignager pour des parcelles de pré et de terre dépendant de la terre du Grand-Cosnier vendue par le marquis de Durcet et qui avoisinaient Pinceloup.

Le 30 janvier 1782, il rend avenu à Dominique-Louis comte de Gersant, seigneur de la Pellonnière, Chanceaux et autres lieux pour le fief et seigneurie de Landres, le Gage, la Blanchardière les Jumeaux.

XI

Charles du Hardaz avait été un privilégié de la fortune ; il était marquis d'Hauteville, seigneur de Cherchigné, Chevaigner, les Chapelles, La Roche, la Maleindrière, Guchaignier, Lelaisy, Courgady, Landres et autres lieux ; et c'est peut-être à cause de cela qu'il s'endetta. Ayant un besoin immédiat de cent mille francs, il fut acculé à la triste nécessité de vendre une terre. Il habitait le Maine, il sacrifia le Perche et vendit les huit fermes qui composait la terre de Landres ; déjà dans un besoin pressant

d'argent, il avait vendu la Blanchardière et les Jumeaux. En 1771, il avait racheté la Blanchardière aliénée par sa sœur peu auparavant. Cette terre ainsi que les Jumeaux lui appartenaient encore le 30 janvier 1782. Par sa trisaïeule qui était une Le Balleur, il descendait de Goevrot qui avait acquis Landres en 1547. La terre s'était accrue parcelle par parcelle, grâce à une grande force de volonté, à une énergie persévérante chez plusieurs générations. Cette terre faite des économies de ses ancêtres ne trouva pas grâce devant les exigences d'une vie de grand seigneur.

Le 30 avril 1783, en son nom et au nom de son épouse Madeleine-Perrine de la Corbière de Juvigné, Charles du Hardaz, marquis de Hauteville, vend à J.-B.-J.-René Dureau de la Malle et à Marie-Élisabeth-Renée Maignon, son épouse, la terre, fief et seigneurie de Landres, comprenant le château et tous les bâtiments, la basse-cour du château, la ferme du Pincelcup, le moulin de Landres, la ferme de la Crespinière, celle de la Pitou-sière, celle des Hautes-Mares, celle du Breuil et celle de Beaufay. Cette dernière, provenant de dame Louise-Bonne d'Houlières, appartenait à Charles du Hardaz, pour deux tiers et pour un tiers à sa sœur Louise, veuve de Charles de Perrochel, laquelle consent à la vente. Les autres biens provenaient de Pierre du Hardaz, leur père, de Louise du Liscoet, épouse de Jacques du Hardaz, leur ayeule paternelle ; de dame Renée du Hardaz de Courcival, leur tante.

La vente était faite moyennant la somme de 275.000 livres de prix principal et 2.400 livres de pot de vin. La ferme de Beaufay était évaluée à 24.000 livres, 8.000 livres revenaient à la dame de Perrochel. Le paiement était ainsi divisé : 4.400 l. payées comptant ; 78.000 l. dans les trois mois ; 20.000 l. en 1784 ; le surplus en huit ans.

Le 27 décembre 1787, il n'était plus dû que 19.000 livres ; en avril 1790, seulement 2.000 livres qui furent soldées le 13 octobre suivant.

Les meubles n'étaient pas compris dans la vente ; M^{me} Dureau de la Malle n'en garda que pour 694 livres ; elle apportait un riche mobilier de Paris.

Le marquis d'Hauteville écrit avec une politesse exquise, avec une désinvolture charmante de nombreuses lettres à M. Dureau,

pour lui exposer ses besoins d'argent et lui demander d'anticiper les paiements ; « j'ai fort mal calculé mes finances, dit-il, dans une, et je me trouve en arrière de deux mille écus, et je ne sais pas où en prendre le premier sol ; si vous pouviez..... » Dans une autre, il demande un million de pardons de n'avoir pas répondu depuis huit jours « ayant été obligé de jouer la comédie presque tous les jours ; nous avons heureusement aujourd'hui relâche au théâtre et j'en profite avec grand plaisir... » Il change souvent de place, ce qui s'explique parce qu'il était aide de camp du marquis de Beuvron : ses lettres sont datées de Hauteville ; des Alieux, près Laval, résidence de son beau-père ; de Paris, d'Angers, du Champ de bataille près Elbœuf, château où l'on joue la comédie ; une autre datée de Cherbourg, 23 mai 1785, donne des nouvelles des travaux « qui commencent à prendre une bonne tournure ; on coulera cette année quatre à cinq caisses coniques ; on en coulera deux du 5 au 10 de juin ». C'étaient les premières assises de la Digue ; Louis XVI alla voir les cônes en 1784.

La fondation du traitement du chapelain de la chapelle de Landres, d'abord de 120 livres puis de 150 livres, donna lieu à un échange de lettres avec M^{me} Dureau de la Malle. Pour les 30 livres d'augmentation portés dans le testament de Louise du Liscoet, on n'avait point payé de droits d'amortissement, et cette addition de 30 l. n'était point décrétée, mais M. de Hauteville les payait « pour l'acquit de ma conscience, dit-il, lorsque vous en serez chargée, Madame, vous ferez ou ne ferez point dire les messes, à votre volonté, pour moi cela ne me regardera plus ». Ces lettres qui ne roulent que sur des affaires ont un tour vif, fin et c'est avec une parfaite galanterie qu'il demande la permission de présenter ses hommages à M^{me} Dureau.

XII

Avec Dureau de la Malle et Élisabeth Maignon une existence austère allait commencer à Landres. Avec eux y entraient l'ordre, l'économie et une direction intelligente en tout. La jeunesse de Dureau de la Malle avait été laborieuse, mais soutenu par une grande énergie, il était parvenu au succès. Sa traduction de Tacite fut un événement dans le monde des lettres ; elle lui valut

la faveur du public et, résultat plus précieux pour lui, d'être accueilli par une jeune créole, sa compatriote de Saint-Domingue, M^{lle} Elisabeth Maignon, qui avait suivi avec intérêt ses travaux ; elle avait une fortune patrimoniale acquise dans les grandes opérations coloniales et dans le commerce maritime, il apportait son talent et des qualités qui grandirent et lui ouvrirent les portes de l'Académie française et du Corps législatif. Il devint Président de cette dernière assemblée. Il avait été aussi président du district de Mortagne, maire de Mauves, et aimait à le rappeler.

Comme traducteur, Dureau de la Malle a fait école ; avant Tacite, il avait traduit Tite-Live, Salluste, Sénèque.

La Harpe, rendant compte à l'Académie de cette dernière traduction, reconnaît à l'auteur « le bon goût, l'imagination, le sentiment de l'harmonie », et ailleurs « cette sensibilité de goût qui est un présent de la nature ». La traduction de Sénèque, d'après le grand critique, « réunit au mérite de l'élégance qu'elle a toujours, celui d'une exacte fidélité ». La préface « est écrite d'un style noble, animé, énergique. Le bon goût, l'imagination, le sentiment de l'harmonie sont les qualités naturelles qui constituent le caractère de la diction de l'auteur. »

Dureau de la Malle avait quarante-trois ans, M^{me} Dureau quarante-neuf au moment de l'acquisition de la terre de Landres qui amena un changement considérable dans leur existence ; ils abandonnaient Paris pour la campagne. L'administration de Landres était beaucoup l'œuvre de M^{me} Dureau ; son mari étant appelé parfois à Paris pour la publication de ses travaux. Toutefois, dans sa belle résidence, des hommes de lettres venaient le visiter. D'après la tradition, Delille, son ami, a composé des poésies sous les ombrages de Landres, où un hêtre centenaire est religieusement appelé : l'arbre de Delille. L'abbé Auger, vicaire général de Lescar, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-lettres, se trouvant au château de Landres le 21 octobre 1788, est témoin dans un acte de cession de bail.

Le nouveau seigneur de Landres présenta les hommages qu'il devait, reçut les hommages qui lui étaient dus. Il fit dresser un inventaire des titres des seigneuries, relever le nom des rentes et censives en dépendant, traduire tous les anciens titres conservés aux archives de Landres, car il pensait que les archives privées contiennent un fonds précieux de richesses introuvables dans les

dépôts publics. Ces derniers reçoivent les pièces officielles ; mais là n'est pas toujours la vérité et on ne la démêle que par le contrôle des documents privés. Ce travail fut fait avec une grande compétence par M. Moussard, notaire.

Le marquis d'Hauteville estimait que la terre de Landres, composée comme il a été dit, était d'un revenu de dix mille l., mais que les baux étaient anciens et pouvaient être augmentés.

Elle profita de l'amélioration générale qui, par l'introduction d'un assolement perfectionné substitué à celui de trois ans, s'étendit sous Louis XVI à toutes les terres cultivées.

Le bon sens caractéristique des populations percheronnes les retint à leurs travaux pendant les années troublées de la fin du siècle, aussi les comptes de la famille Dureau constatent une augmentation dans le prix des baux à ferme et un paiement intégral même dans les plus mauvais moments. C'est à retenir à l'honneur des familles agricoles.

Quoique appelé à Paris par les travaux de l'Académie et par ceux du Corps législatif, Dureau de la Malle faisait sa principale résidence à Landres.

C'est là qu'il mourut, le 19 septembre 1807, âgé de soixante-quatre ans ; il était né le 21 novembre 1742.

Sa femme et son fils lui firent élever dans le cimetière de Mauves un tombeau qui fut exécuté d'après les dessins de Girodet et de Percier, ses amis.

Delille composa l'inscription qui se lit sur le côté nord du monument :

Il n'est point tout entier dans la sombre demeure ;
Il renaît dans son fils : son épouse le pleure.
Des devoirs les plus saints son cœur s'est acquitté.
Son talent rajeunit la docte antiquité.
Il plaignit le malheur, secourut l'indigence ;
Sa vertu pour lui seul ignora l'indulgence.
Le Parnasse lui doit ses plus chers nourrissons,
La morale un modèle et le goût des leçons.
L'amitié le regrette et la main du génie
A jeté sur sa tombe un rayon de la vie.

Le conseil municipal de Mauves voulut rendre un hommage à Jean-Baptiste Dureau de la Malle, en lui concédant gratuitement un terrain dans le cimetière.

Son fils Adolphe-Jules-César-Auguste mit à profit les leçons paternelles.

Une tendre affection unissait le père et le fils. Les lettres de J.-B.-J.-R. Dureau sont touchantes ; il écrit le 9 messidor an IX : « Il y a un endroit bien aimable dans ta lettre, mon cher enfant, c'est celui où tu m'annonces ton retour. Au fond, sans compter le plaisir de faire plaisir à ton père, que peut-on faire dans Paris tout l'été ? Sais-tu que c'est une chose contre nature que d'habiter une ville dans cette belle saison ? Faut-il te rappeler aux bucoliques :

Habitarunt di quoque silvas.

.....Reviens donc vite réjouir l'œil paternel, respirer l'air natal et me relire tes vers et entendre les miens quand il y en aura de faits.

Adieu, mon cher et aimable fils : ta mère est bien souffrante aujourd'hui, elle te dit mille choses tendres.....

.....J'ai reçu enfin le premier Mercure de Messidor, mais les deux de Prairial nous ont manqué. »

La santé de J.-B.-J.-R. Dureau déclinait déjà ; il était allé chez son ami M. de Crillon, à Crillon, près Beauvais d'où il écrivait : « 20 vendémiaire an IX, mon cher enfant, quand j'ai quitté Paris j'étais beaucoup plus malade que tu ne l'imaginais, je vous ai caché la plus grande partie de mes maux, parce qu'il était fort inutile d'alarmer ta maman qui ne demande pas mieux que de se chagriner et de s'inquiéter....

.....Je serai toujours bien aise de t'être bon à quoique ce soit, car je t'aime de toute mon âme et à vrai dire tu le mérites. Quand je suis juste, je suis obligé de convenir que peu d'enfants de ton âge te valent, j'en dis autant de ta bonne et respectable mère que je choiserais encore parmi toutes les femmes de la terre, si c'était à recommencer. Adieu, mon cher ami, aimez-vous bien l'un et l'autre et moi en tiers. »

Encore de Crillon, il donne à sa femme des nouvelles de sa santé : « On y dine comme à Paris, à 4 heures du soir. L'air est excellent, l'eau est excellente, nos aimables hôtes pardessus tout.... mais je t'ennuie de ma santé, parle-moi maintenant de la tienne, et bien en détail, je t'en prie encore, que ce soit toi qui dictes cet article-là. Ce coquin d'Adolphe, avec sa veloutée et

florissante jeunesse, n'a pas même le soupçon de ce que nous sommes nous autres vieillards ; il ne peut pas deviner tous nos petits maux comme nous les sentons nous-mêmes ; et encore si tu en étais à n'éprouver que de petits maux, toi ma bonne amie de trente-cinq ans. Cette vieille amitié, si bien éprouvée par le temps, si affermie par la douce accoutumance ; c'est bien là ce qui est sacré et ce qui serait irréparable si on avait le malheur de le perdre.

.....Dis à mon Adolphe que j'ai travaillé et travaille tous les jours pour lui.....

.....Plus je vis d'étrangers, plus j'aimai ma patrie.

C'est là ce que je me dis en pensant à mon cher Landres, à ce Perche si pittoresque, si varié et en lui comparant tous les pays que j'ai vus depuis.....

Il aurait volontiers ajouté avec Montaigne : « Je l'ayme tendrement jusqu'à ses verrues et à ses taches ».

.....Dis à mon Adolphe qu'il ait la générosité de m'écrire et pour lui et pour toi, dis-lui que je l'aime de tout mon cœur, ainsi que sa mère que j'aime doublement parce que je l'aime à cause d'elle et à cause de lui. »

Ces pages émues émanent d'un noble cœur ; heureux celui qui tenait ce touchant langage et ceux qui l'inspiraient. Quel intérieur est plus digne d'une vive et profonde sympathie.

Adolphe Dureau de la Malle, « cher nourrisson des muses », suivant le langage du temps, publia d'abord *Les Pyrénées*, poème, puis *Bayard* (1) ou *La Conquête du Milanais*, poème en douze chants. Comme son père, il s'exerça dans le genre des traductions.

Parmi ses publications, on remarque *Le Bocage percheron*, étude sur le vif de notre contrée ; *L'Économie politique des Romains*, ouvrage très recherché par les érudits et les économistes, et qui, dans les ventes, atteint aujourd'hui un prix très élevé.

(1) L'auteur met dans la bouche d'un des capitaines français tué en Italie une description de Landres :

Harcourt vit la lumière en ces aimables lieux,
Où, glissant sur des prés ses pas silencieux,
L'Huisne, à l'urne d'argent, d'une eau limpide, arrose
Landres et ses champs vermeils d'aubépine et de rose,
Frais et riant vallon que de leur dôme épais
Ceignent les temples verts de deux vieilles forêts.....

En 1814, il entra à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres.

Élisabeth Maignon, l'épouse et la mère, aimée et vénérée, étant morte en 1823, âgée de quatre-vingt-neuf ans, Adolphe Dureau recueillit la totalité de la terre de Landres.

L'imagination de l'homme de lettres s'alliait en lui à la précision nécessaire au propriétaire foncier ; il fit de sa terre une magnifique propriété par des augmentations successives : la plus importante fut celle de la ferme de la Mare-Bacon en 1827.

Adolphe Dureau de la Malle mourut à Paris, le 17 mai 1856 ; son corps fut déposé au Père-la-Chaise dans un tombeau qu'il avait fait construire.

Une alliance tardive ne lui avait pas donné d'enfants.

Encore cette fois, comme après deux Goevrot, après quatre Le Balleur, après deux Le Sirier de la même génération, la terre de Landres passa à un neveu, et la loi mystérieuse qui règle les descendance et les transmissions reçut une nouvelle application.

M^{re} DE LA JONQUIÈRE.

JOUÉ-DU-BOIS

PAROISSE — FIEFS — COMMUNE

Du **XV^e** Siècle à la fin du **XVIII^e** Siècle.

Suite.

III^e PARTIE. — LA COMMUNE

Joué-du-Bois, placé à la limite extrême de la Normandie, relevait de la généralité d'Alençon, élection de Falaise. L'Intendant siégeait à Alençon. Falaise possédait un subdélégué de l'Intendant. Un gouverneur de la province résidait à Rouen (1).

Bien que le mot de commune n'ait pas été usité avant la Révolution, nous l'employons afin de désigner un ensemble d'institutions qui ont précédé cette appellation. Ce sont les officiers municipaux de 1793 et les membres du comité de surveillance qui ont les premiers employé le nouveau langage et parlé de la *maison commune* et des affaires de la *commune* (2).

Quelle fut l'administration usitée avant cette époque ?

Dès l'an 1585, Joué-du-Bois avait des délibérations publiques (3). Les réunions se tenaient ordinairement devant la grande porte de l'église.

Cinq ou dix, ou vingt fois chaque année (4), les *manants* (5) de la paroisse étaient invités à se réunir *en forme de commun*, les présents se faisant fort pour les absents.

Le débat avait lieu au grand jour ; chacun pouvait émettre son

(1) Au moment de la Saint-Barthélémy, Tanneguy Le Veneur de Carrouges, seigneur temporel de quelques enclaves sises à Joué-du-Bois, gouvernait la Normandie. Sa présence à Rouen fut le salut d'un bon nombre de protestants.

(2) Archives de la mairie.

(3) Délibéré concernant la fondation de Charité de Josselin Le Verrier.

(4) De 1660 à 1670, la moyenne des délibérations annuelles a été de neuf.

(5) Les demeurants, du mot latin *manere*.

sentiment. Il arrivait même quelquefois qu'une délibération déjà prise était réformée par suite des observations d'un nouveau venu (1).

Au xvii^e siècle les curés, au xviii^e les syndics présidaient les assemblées paroissiales. Les vicaires écrivaient ordinairement le procès-verbal. Le seigneur temporel ne paraît avoir eu aucun rôle prépondérant.

M^{re} Guillaume de la Lande, qui fut curé de Joué-du-Bois de 1645 à 1705, a eu l'intelligente précaution de mettre en cahiers ce qu'il rédigea ou fit rédiger pendant son long ministère. C'est là que nous avons puisé une partie des documents qui ont servi à la composition de nos deux premières parties. Nous utiliserons de même les pièces relatives à la vie communale.

La taille, la gabelle et les impôts secondaires feront nos premiers chapitres. Nous parlerons ensuite des syndics, de la justice et de la milice. Enfin, en nous servant des brevets (2), des tabellions, des comptes de la fabrique (3), des chartriers de plusieurs familles et de récits populaires soigneusement contrôlés, nous essayerons d'esquisser la physionomie d'une maison de cultivateur au xviii^e siècle et d'indiquer comment on y vivait avant cette transformation radicale que nous avons vue se produire au commencement du second empire.

(1) Registre des délibérés. Le vicaire était alors obligé de délivrer un certificat aux délibérants (1645).

(2) La vente du plus petit coin de terre était signalée *brèvement* sur un registre. « On célébrait la lecture » de ce bref après les offices. Le bref contenait toujours le nom du tabellion et la seigneurie dont relevait la terre vendue.

(3) Les comptes de la fabrique nous ont donné le prix des denrées et des journées de diverses catégories d'ouvriers.

CHAPITRE I. — LA TAILLE (1)

Sommaire : I. ASSIETTE. — II. COLLECTEURS. — III. EXEMPTS. —
IV. ÉTRANGERS. — V. DÉFUNTS. — VI. REJETS. — VII. DÉCHARGÉS.

Primitivement la taille fut une redevance seigneuriale. Charles V, pressé par les Anglais, essaya de la convertir en impôt national. Les États généraux d'Orléans autorisèrent Charles VII à la lever d'une manière permanente, en 1439.

Son fonctionnement a-t-il beaucoup varié dans le cours des siècles ? Peut-être. Nous nous contenterons de dire comment les choses se pratiquèrent à Joué-du-Bois principalement au xvii^e siècle.

Le contrôleur des finances faisait connaître à chaque généralité le montant des sommes que ses tailles devaient produire. L'Intendant et ses subdélégués préparaient la répartition et expédiaient le mandement qui prescrivait l'assiette et la collecte.

I. ASSIETTE. — Au reçu du mandement, les curés et plus tard les syndics procédaient immédiatement à la confection des rôles qui n'ont été imprimés qu'au cours du xviii^e siècle. La nomination des *assesseurs* appartenait au général assemblé en forme de commun. Elle avait lieu le plus souvent en décembre, quelquefois en janvier)2).

(1) Taille : à cause des coches faites primitivement par les collecteurs illettrés ; les boulangers agissent encore de la même manière.

(2) Au xviii^e siècle, le contrôleur des finances, avant de fixer le montant des tailles, faisait estimer les récoltes par des hommes qui parcouraient à cheval au moins une partie du royaume, d'où le nom de chevauchées.

Le procès-verbal de la séance était ainsi conçu :

« Aujourd'hui dimanche vingt-huitième de décembre mil six cent soixante, à l'issue de la grand-messe paroissiale de Joué-du-Bois, devant nous Guillaume de La Lande, prêtre, écuyer, curé du dit lieu, se sont assemblés les paroissiens en forme de commun et de général dont les noms et surnoms ensuivent : Guillaume Guérin La Vallée, Jean Guillochin, Thomas Guillouard, Jean Gautier, Mathurin Daliphard, Denys Roussel, Michel Daliphard, Jean Gérard fils, Michel et plusieurs autres... les présents faisant fort pour les absents si besoin est. Et ce pour délibérer des affaires de leur paroisse et particulièrement pour, suivant le mandement à eux adressé par Mgr du Boulay, intendant à la généralité d'Alençon, nommer les asséeurs (1) et collecteurs de la taille pour l'année 1661.... »

L'assiette n'était pas une opération facile. A peine connue, elle suscitait les réclamations les plus variées : M. de Récalde habitait la Ferté-Macé ; la V^e Robichon, les environs de Dreux ; la fille Catois, Dourdan ; l'un était septuagénaire, l'autre père de dix enfants (2). On avait méconnu la noblesse de celui-ci et oublié que le fils de la veuve Gautier était milicien ; tels et tels avaient l'âge d'être imposés... (3).

Les pauvres asséeurs devaient avoir la tête aux champs, mais ne pouvant rien décider d'eux-mêmes, ils reparaissaient devant le général qui délibérait à nouveau, comme il suit :

« Le dimanche 8^e jour de décembre 1686, devant nous vicaire de Joué-du-Bois, à l'issue de la grand-messe paroissiale se sont assemblés les paroissiens du dit Joué pour *donner* à enrôler et à dérooler aux collecteurs pour l'année prochaine 1687 et, après en avoir délibéré, on dérola 25 personnes dont les noms sont inscrits sur le registre et on enrôla Macé (4) Broust, Michel Daliphard avec Étienne, son frère, la V^e Étienne Gérard, la V^e Ét. Leboulanger avec François, son fils, beaucoup de veuves, plusieurs propriétaires, les détenteurs des fermes de la Haye et de l'Islière et des biens de plusieurs dénommés.

« Fait en présence de Jacques Lagrue de Maigné et de Marin Maugé, tabellion de la paroisse de Sainte-Marguerite. »

(1) Les asséeurs de la taille existent toujours ; on les appelle maintenant répartiteurs.

(2) On exempta des impôts le père de dix enfants nés en mariage. On favorisait la fécondité par beaucoup de privilèges. (Henri Martin. *Histoire de France*, Louis XIV).

(3) Le 16 décembre 1668, le général reconnut avoir enrôlé à tort un jeune homme de 23 ans qui s'était marié à 18.

(4) C'est ainsi qu'alors on écrivait et prononçait le nom Mathieu. A l'époque où les Mathieu étaient barons de la Ferté-Macé, les parchemins portaient : Firmitas Mathiaca, forteresse des Mathieu. Comment en est-on venu à dire la Ferté-Macé ? Aux savants de nous l'apprendre.

II. COLLECTEURS. — Les collecteurs chargés des recettes étaient nommés primitivement au nombre de cinq et même davantage. Ils le furent ensuite de la manière suivante :

« Les paroissiens ont nommé pour collecteurs de la *haute* échelle, Michel Daliphard ; pour la *moyenne*, Jean Guillouard et Jean Gérard, fils Jean, et pour la *basse*, Julien Guérin ». Nicolas Gautier fut constitué porte-bourse (1685). Il avait ordre de cueillir la taille « si bien et à temps que le général n'en eût perte ni dommages-intérêts ». Et à la fin d'un autre délibéré, on donne « pouvoir aux dits collecteurs de rabaisser le nommé Jean Chauvin de la somme de 6 l., attendu l'*incendie* dont il a été affligé (2 décembre) » (1).

Les collecteurs avaient reçu de leurs concitoyens un poste de confiance. Ils ne le conservaient pas toujours.

Le 14 octobre 1668, les habitants ayant reconnu l'insuffisance de Guillaume Guillouard, l'un des asséeurs et collecteurs, Thomas Guérin fut désigné pour l'aider. Michel Daliphard, empêché de porter la bourse et papier, fut secondé par Jean Levannier et Guillaume Chauvin par Pierre, son fils, à cause de son incommodité grande « ne pouvant aller ni à pied ni à cheval ».

Le 17 février 1647, les mêmes, après avoir reconnu l'insuffisance de la personne de René Manson, asséeur de la taille, nomment la personne de Marin Gérard.

Le 13 mars 1664, cinq paroissiens se firent les garants de quatre nouveaux collecteurs, sans quoi il aurait fallu les remplacer.

Le 26 octobre, après avoir considéré « que Jean Guillochin, collecteur des tailles, était surchargé et souffrait beaucoup d'incommodités ; que Mathurin Daliphard, l'un des collecteurs, était bien incommodé de sa personne et âgé, firent prélever les arrérages par les collecteurs de l'année suivante en leur adjoignant, le 2 novembre, la personne de Thomas Mesnil ».

Le 16 novembre, les mêmes habitants « considérant qu'ils avaient agi à la légère en nommant la personne de Thomas

(1) Les habitants de Joué-du-Bois ont souvent agi avec cette générosité. Quand les dégâts étaient trop considérables, ils avaient recours à l'Intendant. Nous en donnerons un exemple.

Mesnil, qui est pauvre, offrent de le changer et nomment, à sa place, la personne de Jean Berout ».

L'année suivante, les contribuables ne furent pas mieux avisés.

Le 29 septembre 1645, d'un commun accord, ils avaient choisi sept personnes pour cueillir les deniers de la taille.

Le 11 octobre, après avoir écouté les réflexions et murmures du public, on procéda à une nouvelle élection, ayant au préalable obtenu du vicaire *un second certificat* leur en donnant le pouvoir. Ils firent en même temps dérooler la veuve François Chauvin (1) et « permirent (si faire le veulent) qu'on mit en lignes séparées les enfants demeurant avec leur père », car le 16 novembre 1680, on avait décidé le contraire.

Marin Daliphard fit observer que Jacques Levannier avait été nommé à *repartir* sous le consentement des paroissiens ; et le 8 mai, le curé réclama et proposa inutilement une autre nomination.

En 1665, le général fut plus docile. Il s'agissait, il est vrai, d'obéir non au curé, mais à l'Intendant. Voici comment ils s'exécutèrent :

« Le lundi 21 décembre (jour Saint-Thomas), à l'issue de la grand'messe paroissiale, se sont assemblés devant nous, Guillaume de la Lande, les paroissiens... pour délibérer de leurs affaires et particulièrement pour mettre un collecteur porte-bourse à la place de celui qu'ils avaient mis par leur délibéré du 11 octobre suivant, et conformément à une *défense donnée* contre les dits paroissiens par Messieurs les Intendants... datée du 13 novembre. Ceux-ci baillèrent et nommèrent, au lieu de Michel Retout, la personne de Michel Herbinière.

« Le même jour, les paroissiens consentirent qu'ils avaient déroolé Étienne Beroult avant son *an d'age* et entendirent que (nonobstant qu'ils aient ôté Michel Retout pour porte-bourse), que le dit Michel sera à l'assiette et collecte de la dite année avec les autres dénommés auparavant. »

Michel Retout avait été ôté à cause de son extrême pauvreté. Les paroissiens, en lui permettant d'assister à l'assiette, voulaient lui donner une compensation et ne pas trop se déjuger.

Les collecteurs de 1647 furent blâmés pour avoir cueilli les tailles de Jean Catois, procureur du roi aux eaux et forêts ; et le

(1) D'après un édit de 1633, le consentement de la paroisse ne devait plus exempter personne ; il fallait l'assentiment de l'administration ; mais on usa de fraudes. (Henri Martin. *Histoire de France*).

24 novembre 1650, « les habitants consentent et accordent que ces taxes soient cueillies sur un chacun au marc la livre (1), et ensuite, par le présent, ils donnent pouvoir à poursuivre les collecteurs de la dite année pour les faire condamner ».

En 1651, Gabriel Robichon, trouvé trop sévère, eut un remplaçant.

En 1659, ce furent les collecteurs qui attaquèrent le général.

Mais ordinairement, les difficultés soulevées à propos de tailles venaient des contribuables récalcitrants. La lutte s'engageait alors contre le général qui avait enrôlé et ensuite entre l'enrôlé et le collecteur. Le premier débat avait lieu judiciairement à la barre des tribunaux compétents. Les paroissiens étaient représentés par un procureur institué par délibéré solennel et explicite. En voici un exemple :

« 18 octobre 1665. Les habitants réunis pour choisir un procureur spécial auquel ils donnent jouissance et autorité pour eux comparoir à lieux, personne, juridiction, salle, et partout où besoin sera et là répondre au procès intenté en la juridiction entre le dit général et la veuve de Gervais Robillard et, notre procès instruit, à faire juger en définitif, à en accorder et en acquiescer s'il voit qu'il soit bon à faire pour le dit général comme si les paroissiens étaient présents en personne ».

En cette occasion le procureur de la paroisse était porteur d'un certificat (2) « qu'il mettait au greffe des subdélégués de Mgr Lefanier, commissaire délégué par Sa Majesté pour les vassaux de la généralité d'Alençon (15 nov. 1665) ».

Si le taillable refusait les collecteurs, il lui en arrivait toujours de gros désagréments et des frais considérables.

En 1647, Jean Blot, aubergiste à Joué-du-Bois, n'ayant pas voulu payer sa taille, les collecteurs firent saisir sa vache qui fut vendue au bout des halles de Carrouges. Un autre récalcitrant,

(1) De 1640 à 1678, le marc a été de 26 l. 10 s. ; de 1679 à 1689, de 29 l. 6 s. 11 d. ; de 1690 à 1714, de 30 l. 10 s. 11 d. (H. M.).

(2) Le certificat était conçu de la manière suivante :

« 13 décembre. Les habitants constituants leur procureur spécial la personne de Michel Robichon, portant la présente pour répondre en l'élection à Falaise à l'assignation faite au dit général, requête des collecteurs de l'année prochaine 1666, obéissant à mettre un ou plusieurs collecteurs au lieu de ceux qui s'y trouveront insuffisants.... Les paroissiens déclarant avoir pour agréable tout ce qui sera fait par leur procureur sur l'obligation de tous leurs biens. »

Noël Gautier, reçut en garnison un homme de guerre qui lui coûtait très cher la journée.

De 1766 à 1770, les jours de garnison se multiplièrent et donnèrent prétexte à une intrigue intéressante que nous raconterons en son lieu.

III. EXEMPTS. — Les collecteurs établis et enfin reconnus n'avaient pas le droit de se présenter chez tous les habitants.

Ceux qui possédaient une noblesse incontestée, les clercs ayant reçu le sous-diaconat et résidant dans la paroisse n'étaient pas soumis à la taille (1).

Cependant l'an 1646, M^{re} Jacques Robichon, sous-diacre, et Pierre Robichon, diacre, furent *enroolés*. Ceux-ci se hâtèrent de réclamer et d'intenter un procès. Pour en éviter les frais, par délibéré du 15 juillet, à la requête du collecteur des tailles, les habitants consentirent que ces Messieurs « fussent déroolés et que leurs tailles fussent cueillies sur le général ».

Le 11 novembre, il fallut rendre à M^{re} Michel Chauvin, le procureur de la paroisse, 13 l. 15 s. « par rapport au procès et autres faux-frais faits pour soutenir le général contre Jacques Robichon, sous-diacre ». Mais M^{re} Jean Couptry, curé de Saint-Georges-d'Annebecq, fut soumis à la taille sans réclamation. Jean Beroult, curé de la Chaux et Julien Bérout, curé de Saint-Mars-la-Jaille, ne purent être maintenus sur les rôles, attendu que le premier fit savoir qu'il n'avait aucun bien dans la paroisse et le second qu'il avait affermé ses biens à des particuliers taillables (2). Acte fait en présence de René Guymard, agent de M. le marquis de Broon (1689) ».

M^{re} J. de Lonlay, J. Guillouard et Pierre Chesné se firent déroler en 1650, 23 janvier, en prouvant qu'ils n'étaient plus domiciliés à Joué-du-Bois.

(1) Les ecclésiastiques n'étaient exempts que pour une seule terre. Les bénéficiers payaient pour les immeubles récemment acquis. (En 1693, cet impôt produisit près de quatre millions). (Henri Martin. *Hist. de Fr.*, XI).

De plus, un impôt extraordinaire que nous avons vu renouvelé par engagements décennaux, 1647, 1657 et 1667, forçait le clergé à prendre part aux charges publiques.

On appela ces engagements *dons gratuits* pour ne pas froisser les susceptibilités et éviter les conflits.

(2) Les exempts nobles et clercs voulaient étendre leurs privilèges à leurs fermiers. On les remit à la taille (1663) (H. M.).

La noblesse et la résidence, étant moins faciles à constater que le sacerdoce, devinrent la cause d'innombrables difficultés. Les habitants, il est vrai, ne se gênèrent pas pour faire opposition à tous ceux dont les prétentions leur paraissaient mal fondées. Les Matrop, seigneurs du Belle, ont été contestés pendant 50 ans. Jacques Marie, le mari de la plus jeune des filles du dernier Matrop, le fut en 1666 et Henri de Récalde, en 1699.

Les Matrop, les Marie et les de Récalde ont péniblement soutenu leurs droits. Vingt fois l'assemblée des paroissiens dut nommer des procureurs pour défendre sa cause à Alençon, devant les différents intendants qui passèrent à la généralité et payer les frais nécessités par le procès : 8 l. 16 s. à Jacques Coupry Tanques, le procureur de 1646, tantôt plus, tantôt moins à ceux des autres années, suivant ce qu'ils avaient passé de temps à Alençon (1). Dépenses inutiles, puisque les habitants furent condamnés, au profit de Pierre Matrop, à la somme de 3.000 l. et plus tard à celle de 500 l. d'intérêts « faute par eux de n'avoir payé la somme de 3.000 l. » (1666).

Les paroissiens ne réussirent pas mieux avec Jacques Marie. Celui-ci fut reconnu par M. de Marle et les habitants de Joué durent imposer le général à 560 l. pour payer ses tailles (2).

Ces insuccès ne décourageaient pas les contribuables de Joué-du-Bois, et malgré l'arrêt du tribunal les condamnant à 3.000 l. en faveur de Pierre Matrop, ils refusèrent en 1665 de servir à un des héritiers de ce seigneur qui n'était pas noble, la part qui lui revenait sur cette amende. L'affaire fut portée à Alençon comme le montre ce délibéré du 4 janvier.

« Permis de cueillir sur un chacun 500 l. suivant l'ordre de Mgr du Boulay, intendant... laquelle somme sera remise aux

(1) Michel Robichon, nommé avec plein pouvoir pour plaider contre Marin Mauger, eut 40 sols par jour pendant le temps qu'il fut à Falaise. Le 20 octobre 1668, on assit 70 l. sur la taille pour de l'argent que les habitants avaient emprunté de M^{re} Jean Catois, conseiller du roi à l'élection et grenier à sel de Falaise : somme dépensée pour vaquer au procès contre P. Matrop et remplacer les mauvaises taxes (*Cotes irrécouvrables*).

(2) En Provence, on supprima 1.257 nobles qui ne prouvèrent pas leur noblesse (H. M.). Richelieu supprima les exemptions de taille pour toute noblesse *de fraîche date*, ne remontant pas au-delà de 30 années d'existence (1633). Avant lui, quiconque était fort s'était fait exempter (1612). Les ministres protestants obtinrent cette faveur de Marie de Médicis (H. M. XI, 411).

main de Fr. Aumouette, tabellion, comme ayant épousé la fille de Pierre Matrop, sieur des Forges. »

Les privilèges certains étaient acceptés sans contestation. Le délibéré suivant en fournit la preuve :

« Aujourd'hui 18^e jour de juin 1661, à l'issue de la messe paroissiale, devant nous Guillaume de la Lande, écuyer, prêtre, curé de Joué-du-Bois, se sont assemblés les paroissiens dont les noms s'ensuivent : Claude Guillouard, Jean Chapelle, de Sainte-Marguerite Gilles Vannier du Champ-du-Bout..... lesquels sur l'invitation de l'avocat de la Cour, et suivant l'exploit et sommation à eux faites à la requête de M^{re} Jean Catois, conseiller du roi et son procureur en l'élection du grenier à sel à Falaise, de donner déclaration des nobles exempts et privilégiés de la dite paroisse, ont déclaré que M^{re} Thomas Guillouard, M^{re} Guillaume Étienne, M^{re} Jean Broust, M^{res} Michel et Pierre Robichon, M^{re} Jean Gérard, Michel Levannier, M^{re} François Robichon, prêtres, et M^{res} Jacques Robichon et Jacques Levannier, sous-diacres, sont exempts et aussi Fr. Langlois, écuyer, sieur de Joué-du-Bois *et y demeurant*, et y possédant la cour et moulin de Joué ; et la demoiselle sa mère et ses sœurs ; les dites sœurs ayant le fief de la sieurie dite du Belle, moulin et noë, faisant partie en moitié de la dite sieurie.

« Et Louis Étienne, écuyer, seigneur du Taillis et possédant la terre du Belle en partie, bois, prés, mares et manoirs (1).

Cette année, les gros imposés furent Thomas Lenoir, 35 l. ; Gauthier, du Haut-Désert, 38 l. 5 s. ; les Engerrand frères, 60 l. ; Charles Challemel 20 l.

Mais que les privilégiés fussent plus ou moins nombreux, le trésor ne devait pas perdre une obole. Plaisait-il aux paroissiens d'exempter tel ou tel, l'administration n'y mettait généralement pas opposition (2), pourvu que la somme déterminée rentrât intégralement dans la caisse de l'intendant (3).

Aussi à chaque fois qu'un contribuable refusait ou ne payait pas ses impôts, il fallait répartir sa taxe sur le général. On le fit le 13 juillet 1657, au profit de Jean Chauvin. Le 23 nov. 1657,

(1) Les exempts de 1764 furent M^{re} Lysieux, prêtre, curé, sans préjudice de son imposition ; M^{re} Engerrand, prêtre-*vicaire* ; M^{re} Jean Delaunay, prêtre-chapelain ; M^{re} Fr. Engerrand, prêtre et ancien chapelain de Beauvain ; la dame veuve de Jacques du Bois, écuyer ; Marin de Récalde, écuyer ; Lemeunier, prêtre, et les septuagénaires.

(2) Les communes n'eurent pas toujours cette liberté, en 1633, spécialement.

(3) En 1661, on lut dans les églises des monitoires qui ordonnaient, à peine d'excommunication, de révéler les délits financiers (H. M. *Histoire de France*).

on « préleva 31 l. pour deux *manants* taxés et non taillables ». Et pendant 60 ans peut-être, il fallut verser, en vertu d'arrêts du conseil ou de l'intendant, à la place des Matrop, des Marie et des Récalde que le général maintenait à tort aux rôles des tailles, des sommes relativement considérables. Le taux de la taille de P. Matrop fut cueilli sur un chacun dès l'an 1646, mais jamais sans réclamation.

Les ordonnances royales augmentèrent successivement le nombre des privilégiés. Les septuagénaires, les miliciens (1) et d'autres que nous avons nommés précédemment, furent déclarés exempts.

IV. ÉTRANGERS. — Où devait-on payer sa taille ? Sur ce point, les édits bursaux présentaient une regrettable latitude. Le contribuable étranger avait une certaine liberté de choix, mais au moins il avait à remplir, en face de la paroisse qu'il quittait et de celle qu'il adoptait plusieurs formalités du genre de celle-ci :

« (1697) Charles Poullain, avocat à la Cour, bailli, juge civil et criminel des juridictions de Lignéres, Lamotte et Joué-du-Bois et paroisses y jointes, dit et déclare aux habitants de Joué-du-Bois qu'il prétend à l'avenir faire son actuelle demeure en leur paroisse, y contribuer aux tailles et subsides après la déclaration de l'ordonnance du roy et suivant l'intention de Sa Majesté, et non plus dans la paroisse de Lignéres, aux habitants de laquelle il a fait ce jourd'hui pareille déclaration de translation de domicile auquel aucun d'eux n'en ignore, dont acte acccédé au dit Poullain.

« (22 juin 1704) Lecture faite issue de la grande messe paroissiale de Joué-du-Bois, célébrée par nous, Et. Gérard, prêtre, vicaire de Joué-du-Bois, de la translation de domicile du dit sieur Poullain, auquel avons délivré la présente pour lui servir ce que de raison. Le dit jour et an que dessus, enregistré le 26 sept. au dit an par nous susdit Gérard (Signé : Gérard et Poullain) »

Nous avons compté 42 actes semblables faits de 1697 à 1704.

(1) Le 5 juin 1701, les habitants de Joué-du-Bois consentirent que Joseph Chauvin, milicien de la dite paroisse, fût effacé avec son frère François sur le rôle des tailles et que le dit milicien ne payât aucune imposition à la dite paroisse pendant le temps qu'il sera au service du roi.

Le 28 nov. 1697, les habitants avaient été moins empressés ; ils ne consentirent à déroger Mathurin Daliphard que sur la menace d'un procès.

Le 26 septembre 1702, on dérola la veuve Fabien Chauvin et la femme Thomas Retout, mères des deux miliciens. On fit la même chose le 26 novembre 1703.

Plusieurs contribuables, au lieu de faire cette déclaration, mettaient à profit leur changement de domicile et se soustrayaient pour quelque temps aux charges de la taille.

De leur côté, les paroisses menacées d'avoir un surcroît de charges ne se hâtaient pas d'opérer des ratures, et attendaient très patiemment les réclamations des intéressés ou l'ordre des édits royaux qui prescrivaient d'envoyer au greffe de l'Intendant les noms des contribuables habitant hors la paroisse et la quantité de leurs impôts (25 nov. 1646).

Peu après (8 décembre 1646), les habitants furent contraints de renvoyer à leur paroisse respective les non-résidants.

« Le 18 oct. 1647 (saint Luc), les paroissiens réunis pour satisfaire à l'édit du roy, touchant les changements d'octroy de la province de Normandie, font la déclaration des personnes comprises en leurs rôles à taille et qui sont maintenant résidants en d'autres paroisses de la généralité et de ceux qui sont venus demander et de ceux qui se sont abstenus. »

Quelques mois plus tard (19 janv. 1648), le général « consentit qu'André Christophe fût déroolé de la liste des rooles à tailles, attendu qu'il y avait *trois ans* qu'il était résidant en la paroisse de Saint-André de Messey, le tout suivant le changement d'octroy ».

Lorsque ces changements étaient faits d'une manière incomplète, il en résultait des conflits entre paroisses. En mai 1649, les habitants de la Chaux purent affirmer avoir payé la taxe des tailles d'un individu de Joué-du-Bois, mais ceux de Lamotte et de Saint-Martin-l'Aiguillon furent priés de rendre au général de Joué-du-Bois des sommes qui lui revenaient sur les impôts (26 décembre 1650).

V. REJETS. — Une paroisse et les imposés avaient toujours le droit de *rejeter* une taxe injuste. Quand les *rejets* étaient reconnus inacceptables, on nommait un collecteur pour les cueillir. On agit ainsi en 1647 (20 janvier).

« Pour éviter aux frais qui sont sur les dits paroissiens pour les rejets de la Ferté et de Maigny par l'insuffisance de M^{re} Michel Mesnil, admis du général pour cueillir les rejetés et s'en étant allé hors le pays, ont admis en son lieu et place les personnes d'Étienne Gautier et Gaspard Daliphard..... »

Ce n'était pas toujours Joué-du-Bois qui avait à recevoir. Il lui arrivait quelquefois l'accident contraire comme l'indique le délibéré ci-après :

« Le 20 juin 1662, les paroissiens assemblés ont consenti et accordé que les collecteurs de l'année présente cueilleront et lèveront sur un chacun d'eux au marc la livre, suivant et conformément à l'ordonnance de Mgr Boulay, la somme de 25 l. tournois : 12 l. pour les paroissiens de Vieux-Pont et 13 l. pour ceux de Magny-le-Désert, pour demeurer quitte de la somme de 25 l., laquelle a été taxée par le seigneur du Boulay, sur les paroissiens de Joué, au profit des paroissiens de Vieux-Pont et Magny-le-Désert.

« Fait ès présences.... »

VI. DÉFUNTS. — Les rectifications après décès se faisaient comme il suit :

« Le dimanche 9^e jour de juillet 1652, devant leur curé Guillaume de la Lande, les paroissiens de Joué-du-Bois, réunis en forme de général pour déclarer les noms des morts et les sommes à quoi ils étaient imposés ès années 1661 et 1662, ensemble les noms des absents et taxes perdues dans les deux années ont déclaré au nombre des morts les personnes dont les noms ensuivent :

	livres	sols	deniers
André Firmin.....	23	10	8
Cl. Daliphard.....	»	8	4
Cl. Levannier.....	4	13	4
Est. Lenoir.....	10	7	8
Fr. Coupry.....	»	10	8
Guil. Drouard.....	6	6	7
Pierre Gautier.....	»	13	»
Charles Toulain.....	12	»	»
P. Guillouard.....	»	40	»
Jac. X ^{phe}	»	13	»
J. Guillochin.....	10	6	9
J. Roussel.....	16	1	10
René Chauvin.....	10	13	»
Th. Désanière.....	16	1	10
Th. Guérin.....	6	11	»
D. Duval.....	11	15	»
Julien Beroult.....	15	13	»
Jean Esnaux.....	10	11	6
Marg. Buisson.....	18	3	3
M. Philippeau.....	»	13	»
E. Daliphard.....	4	13	»
Mic. Guillouard.....	»	20	5

Venait ensuite l'enquête et une nouvelle délibération pour confirmer ou rectifier.

VII. LES DÉCHARGÉS. — Quand un malheur isolé venait à frapper un contribuable, le général diminuait ou supprimait (1) temporairement ses impôts. Si un désastre devenait général et affligeait toute une contrée, on avait recours à l'intendant et alors on préparait un délibéré dans le genre de celui que nous mettons ci-après :

« Aujourd'hui dixième jour d'août 1685, après le son de la cloche (on ne parle pas des offices) se sont assemblés les paroissiens dont les noms ensuivent, lesquels, après avoir visité les seigles et bleds noirs croissant dans la dite paroisse, assisté de Jul. Desnoës et Nic. Noire, laboureurs d'Orgères, province du Mayne, nous ont dit à leur retour qu'il y a perte sur les dits grains de la paroisse par la gelée et foudre de 4 à 5.000 livres et ont en même temps remarqué qu'il n'y a aucun fruit dans la dite paroisse dont le revenu est le plus considérable et que même plusieurs particuliers ont été obligés de faucher en vert leurs bleds dont ils sont tout à fait ruinés, ce qu'ils ont signé comme véritable pour valoir et servir aux dits paroissiens ainsi que de raison. Présence de Math. Catois, marchand bourgeois d'Alençon, et Jean Dubois, laboureur de la Motte-Fouquet. »

Malgré des pertes inévitables, les tailles produisirent, en 1730, 1.659 l. 5 s. répartis sur 278 contribuables ; en 1764, elles montèrent à 2.019 l., en plus 40 l. pour droits de quittance et 6 deniers par livre de droit de collecte. En 1767, elles atteignirent 2.118 livres (2). L'an 1786, elles allèrent jusqu'à 2.220 livres 5 sols 6 deniers.

(1) Nous en avons incidemment cité des exemples.

(2) Le marc la livre de cette année fut 2 sols pour livre : le subdélégué de Falaise donne à la paroisse la note suivante : bocage, un tiers de labour passable à gros et menu grain comme seigles, sarrazins, avoines, un tiers en brière, l'autre en bois taillis. Habitants pauvres, un peu d'industrie. Le curé a toute la dime estimée 1.200 livres.

CHAPITRE II. — GABELLES

Sommaire : I. GRENIERS. — II. PROCUREURS. — III. ASSIETTE ET COLLECTE.
— IV. PRODUIT. — V. REGRATTIERS. — VI. GROSSES SALAISONS.

Sommes-nous autorisés par nos études locales à flétrir les injustices et les excès dont l'impôt du sel fut si souvent l'occasion dans certaines contrées? Joué-du-Bois a-t-il connu les terribles gabelous? (1).

Nous ne saurions l'affirmer. En tout cas, leur passage n'a laissé aucune trace sur les actes et documents qui sont passés sous nos yeux.

Nous avons le mandement du comte de Levignen, intendant de la généralité d'Alençon, publié en 1744 par les curés ou vicaires des paroisses, conformément à l'ordonnance royale de 1680. Il contient de nombreuses et sévères prescriptions concernant les rôles, la collecte, l'usage du sel, le lieu où l'on devra s'en procurer, les sels à salière et les sels à salaison, les regrattiers.... Il n'en résulta rien de fâcheux dans la localité et, comme les années précédentes, tout se passa dans la tranquillité et l'obéissance.

Les 400 pièces que nous avons lues sur le fonctionnement de la gabelle ne nous ont révélé aucun excès de pouvoir.

Le sel était la propriété de l'État, mais les frais généraux absorbaient la meilleure partie des bénéfices (2).

Les dépôts et par là même les fonctionnaires étaient trop multipliés.

(1) Les doléances des chanoines de Carrouges contre les gabelous furent très dures (1789).

(2) Michel Retout était employé dans les fermes de Sa Majesté comme garde dans une brigade de gabelous. (H. Martin, *Histoire de France*, donne des détails intéressants sur ces employés).

I. GRENIERS A SEL. — A Carrouges, le grenier à sel occupait la place de l'église ; on dit que plusieurs des murailles ont été utilisées pour la construction de cet édifice. Le procureur du roi y fit apporter, en 1744, 19 muids (1), trois minots (2) un quart.

Chaque année, l'intendant prescrivait une statistique minutieuse (3). On y remarquait le nombre des habitants, leur domicile, l'âge et le sexe.

Joué-du-Bois fut imposé, en 1744, de 7 setiers (4).

Le procureur du roi au grenier à sel transmettait aux paroisses de sa dépendance, généralement au commencement de l'année, l'ordre de choisir des asséeurs et collecteurs du sel. L'assiette faite, on discutait les réclamations absolument comme pour les tailles. Le sel arrivait et était distribué à peu près sans difficultés.

II. PROCUREURS. — Les procureurs au grenier de Carrouges étaient, il est vrai, des gens honorables du pays (5).

L'année était divisée en quatre quartiers. Le mandement précisait les époques auxquelles les collecteurs des paroisses devaient retirer leur sel du grenier. Au moindre retard, ils recevaient un avertissement imprimé. La dure perspective d'amendes assez fortes chassait les tentations de négligence. Le 4 juin 1758, Henry Catois et son fils furent honorés d'un avis de ce genre. Ils partirent immédiatement chercher leur demi-quart, car ils étaient avertis « pour la dernière fois ».

Nous avons relevé à travers les délibérés de 60 années ce qui avait trait à la gabelle. Nos observations peuvent être résumées dans ces quelques lignes.

III. ASSIETTE ET COLLECTE. — Chaque année, on nommait dans une première réunion les asséeurs et les collecteurs ; dans

(1) Le muid de sel était de 24 hect. 98.

(2) Le minot de Paris était de 39 litres 02 ; Henri Martin le porte à 100 livres.

(3) Nous avons des modèles imprimés de ces statistiques.

(4) Le setier de Paris valait 12 boisseaux ou 159 litres 099. Le subdélégué donnait en 1767 la note suivante sur Joué-du-Bois : mauvais pays chargé de sel.

(5) Nous avons relevé les noms de Jean Catois de la Fontenelle (Joué-du-Bois), Henri Prébois, J. Turpin de la Boucherie (Joué-du-Bois).

une seconde, on enrôlait et dérôlait ; dans une troisième, il s'agissait d'accepter ou de rejeter les réclamations.

Aussi, en 1645 (17 décembre), les paroissiens recommandèrent « aux asséeurs de faire l'assiette chacun en lieu égal, comme ils aviseront bon et conformément aux mandements et nominèrent P. Daliphard pour aider Claude Daliphard, chacun par moitié à frais communs »

En 1647, les asséeurs reçurent l'ordre d'apporter acquit de quartier en quartier.

Les collecteurs insuffisants, l'un comme fils de famille, l'autre comme incommodé, étaient remplacés assez fréquemment. En 1659, il y eut plus d'ennuis, car il fallut nommer un procureur et plaider à Alençon contre des paroissiens qui ne voulaient pas la quantité de sel imposée par les asséeurs.

En 1665, les habitants « entendirent que Guy Chauvin fut imposé à 4 minotiers (1) et non davantage, à cause qu'il était *en pension avec son gendre*, ne faisant valoir aucun bien.

« Le 14 septembre, Jean Herbinière fut dérôlé du sel ; il avait été enrôlé avant son an d'âge. »

IV. PRODUIT DU SEL. — *Le produit du sel*, arrêté par l'intendant, était de 47 l. 13 s. 6 d. le minot (2).

La recette faite par les collecteurs était remise au receveur du grenier et, de là, passait à Thibault Larue, adjudicataire des fermes générales (1744), ou à ses successeurs.

Cette même année, H. Catois versa 1.001 l. pour les 3 premiers quartiers et reçut 17 l. 15 s. d'honoraires.

En 1751, le même remit 2.024 l. pour les quartiers de janvier, avril, juillet.

En 1781, Joué-du-Bois paya 4.516 l. 14 s. 6 d. pour un muid, 8 setiers, deux quarts de sel.

Les collecteurs recevaient 2 deniers par livre, 2 sols par lieue de distance et 5 sols pour la distribution d'un minot.

Il n'était pas permis de prendre du sel ailleurs qu'au grenier, ni de faire à son sujet un trafic qui aurait été en défaveur du pauvre. Les délinquants étaient punis d'amendes.

(1) Partie du minot.

(2) D'après Henri Martin, le minot de sel était de cent livres, ce qui mettait une livre de sel à près de 0 fr. 48, somme alors relativement considérable.

L'assiette faite en 1744 par Mathurin Gautier et Fr. Daliphard, collecteurs nommés, contient, en 7 pages, 206 noms. La répartition varie depuis 1 livre jusqu'à 25 et 28 livres ; mais l'état que nous avons était, croyons-nous, plutôt pour un quartier que pour une année entière.

V. REGRATTIERS. — Au commencement du XVIII^e siècle, Henry Catois était *regrattier*. Il s'est très souvent présenté au grenier à sel de Carrouges où il prenait son sel par demi-quart. A chaque fois, on lui délivrait un passe-debout afin qu'il ne fût pas inquiété pendant le transport et une quittance « pour justifier aux employés, lors de leur visite, du présent devoir de gabelle ».

La quantité de sel imposé était, pour bien des ménages, plus que suffisante ; pour d'autres, elle était trop faible.

VI. GROSSES SALAISONS. — Le sel qui servait pour l'assaisonnement des aliments ne devait pas être employé aux *grosses salaisons*. Il fallait s'en procurer à nouveau au grenier et déclarer la quantité de viande ou de beurre que l'on devait saler.

Le sel était donc tout à la fois impôt direct et indirect. Direct, quand il était imposé aux sujets ; indirect, quand il était acheté par eux.

CHAPITRE III. — IMPÔTS SECONDAIRES

Sommaire : I. CAPITATION. — II. FOUAGE ET MONNÉAGE. — III. POIDS ET MESURES. — IV. MESURAGE DES GRAINS. — V. AIDE-CHEVEL. — VI. RELIEF. — VII. TREIZIÈME, DIXIÈME ET VINGTIÈME.

Les feuilles volantes que nous avons péniblement recueillies sur les faits administratifs de la commune de Joué-du-Bois pendant le XVIII^e siècle ne nous permettent pas de donner à la suite de notre travail de bien grands développements.

Nous avons pensé néanmoins qu'il serait bon de mettre en lumière quelques-uns des documents que nous avons la bonne fortune de posséder.

I. CAPITATION. — La *capitation* était répartie par tête au marc la livre de la taille.

Établie en 1695, elle ne dura que très peu de temps. Six ans plus tard, le gouvernement fut contraint d'y revenir. Il la promulgua le 12 mars 1701. A partir de cette date, elle fut présentée régulièrement, mais sous la forme d'une imposition extraordinaire. Le 3 juillet 1715, elle entra définitivement dans le cadre de notre organisation financière.

Son origine récente la fit accueillir avec une certaine défaveur et occasionna des résistances que la taille et la gabelle, auxquelles on était habitué, ne faisaient plus naître.

La première difficulté de ce genre que nous avons rencontrée remonte à 1707. Le collecteur des tailles de cette année, ayant été chargé de cueillir les deniers « *des eustanciles, fourages* (1) et

(1) De la troupe et milice.

capitation » trouva une grande malveillance chez plusieurs contribuables. L'un d'eux prolongea même la résistance jusqu'en 1714 et pour 5 l. 12 s. laissa saisir son champ (1).

En 1738, nous avons relevé un autre refus, et parce que la veuve Michel Toultain n'avait pas versé aux mains des collecteurs la moitié de sa *capitation*, « les collecteurs lui mirent et passèrent garnison jusqu'au parfait paiement, suivant l'ordonnance de Mgr l'Intendant ».

(1) Voici l'acte de saisie :

« Thomas Guillouard, collecteur de la taille, eustancilles, fourages, *capitation* et autres abondances de la paroisse de Joué-du-Bois, année 1707, certifie que ce jourd'hui 12^e jour de septembre 1714, vertu de mes papiers dûment en forme, je me suis transporté au domicile de Etienne Guillouard, fils Jean, pour avoir paiement de la somme de 5 l. 12 s., sauf erreur de calcul, dont il est redevable sur mes papiers d'eustancilles, fourage et *capitation*. Où parlant à sa personne, je lui ai fait commandement de par le roi m'être déposé présentement la susdite somme. Ce que lequel a refusé. Reçu lequel refus ai déclaré saisir et arrêter une levée de carrabin plantée dans une pièce de terre nommée les Chouanières, jouxte des deux côtés et d'un bout P. Guillochin, d'autre bout les héritiers feu Louis Rousse. La dite pièce sise et située au village de la Brousse ou aux environs, paroisse de Joué-du-Bois. Plus j'ai déclaré saisir et arrêter généralement tous les fruits, tant poires que pommes pendantes encore dans les arbres appartenant au dit Et. Guillouard. Les dits arbres sis et situés tant au village de la Brousse que de la Freslonière ou aux environs, paroisse de Joué-du-Bois, appartenant au dit Et. Guillouard, fils Jean. Laquelle levée tant de carrabin que de fruits, j'ai déclaré mettre en la garde de Pierre Bosset son prochain voisin parlant à sa personne. Lequel s'est obligé les représenter en vendue toutes fois et quantes. Les formalités de justice au préalablement obtenues avec défense à toute personne de le troubler en la garde.

« Le présent suivant l'ordonnance baillée et lu au dit Et. Guillouard parlant que dessus. Présence de Et. Granger et Jean Gautier, de Joué-du-Bois (*Suivent les trois signatures*). »

Et à la suite, après pourparlers et commencement d'accord, on lit :

« La présente vendue est différée de trois semaines du consentement des parties.

« Fait ce 18 septembre 1714. »

Fr. Guillouard avait été bien patient. Sept années d'attente ne l'empêchèrent pas d'accorder encore un sursis de quelques semaines. Il lui en coûtait infiniment d'arriver à la saisie. Des amis s'interposèrent, et le jour où le sursis venait d'être accordé, Thomas Guillouard put remettre à son homonyme la quittance générale qui suit :

« Je soussigné Th. Guillouard, collecteur porte-bourse de la taille et autres impositions de la paroisse de Joué-du-Bois, année 1707, promet tenir quitte Et. Guillouard, fils de Jean, tant de ses impôts de tailles et toutes abondances et généralement de toute affaire que nous avons eue ensemble jusqu'à ce jour avec promesse de lui donner ses *lignes* toutes fois et quantes que besoin sera.

« Fait ce 18 septembre 1714. »

Un an plus tard, le 20 septembre 1739, Guy Chauvin, pour un semblable entêtement, vit saisir chez lui deux petits pelotons de gros fil pesant trois livres, deux vases et une écuelle ou gobelet d'étain.

Le mercredi suivant, ces objets furent mis en vente à Carrouges, à dix heures du matin. Chauvin fut invité à s'y trouver, bien averti que, présent ou absent, il sera procédé à la dite vendue aux fins d'être payé de 51 s. 3 d. de capitation.

La collecte de la capitation se faisait rarement seule. L'Intendant avait soin, pour ménager les pas des collecteurs, d'y joindre d'autres menues impositions.

Ainsi, en 1731, sur 1.365 l. que portaient les rôles de la capitation, il n'y avait que 500 l. de capitation. Le reste était pour la défense et autres frais de quartier d'hiver, y compris les taxations pour la réparation des ports de la Rochelle et de Bayonne ; pour les *pépinières* royales ; pour le *sol* par livre de moins imposé l'année dernière sur la subsistance des milices ; pour les droits et usages et pour les sols par livre des collecteurs.

On agit de même en 1659. La capitation était de 906 l., mais il fallut payer 480 l. pour les troupes, y compris le sol par livre et pour les ustenciles d'icelles 320 ; 60 livres pour la dépense et équipement de la milice et 65 l. pour la milice garde-côtes. On obtint ainsi un total de 1.831 l.

Cette fois, André Gérard était imposé à 33 s. ; Benoit Chéradame à 15 ; Alexandre Retout à 13 l. 13 s., etc.....

II. FOUAGE ET MONNÉAGE. — Le fouage et monnéage frappait le foyer, le feu.

Son produit était des plus minimes, comme le montre la quittance que nous plaçons ici :

« J'ay soussigné, receveur du Domaine du Roy de la Vicomté de Falaize, reconnais avoir reçu des paroissiens de Joué-du-Bois, par les mains de Catois, collecteur du sel de la dite paroisse, la somme de douze livres douze sols pour le fouage et monnéage dû au Roy en son Domaine, pour la Vicomté de Falaize, ce vingt-neuf juillet mil sept cent quarante-trois. Plus reçu trois sols pour formule et écriture, plus pour les frais de commandement 72 sols. »

12 livres 12 sols pour un impôt qui revenait tous les trois ans seulement, ce n'était pas exorbitant ; il n'y avait vraiment pas de quoi effrayer les populations.

Le droit de fouage fut-il primitivement un droit féodal ? Quelques seigneurs en conservèrent-ils longtemps le bénéfice ? Peut-être. Ce que nous savons, c'est que nos registres paroissiaux parlent du fouage des vassaux de la seigneurie du Belle quarante ans avant qu'il n'en soit question pour les autres habitants de la paroisse. Il fut mis en adjudication en 1646, 50, 53, 56, 62, 66, 68 et 95. Le premier délibéré pour mêmes droits atteignant l'ensemble des paroissiens est seulement de 1683.

Cet impôt du roi fut, en 1683, cueilli par Louis Vimont et adjugé, tantôt à cinq, tantôt à six sols.

En 1686, le 20 octobre, les habitants réunis de nouveau pour la levée des deniers de fouage et du monnéage, conformément au mandement dont lecture avait été ci-devant faite au prône, nomment pour la collection Claude Gautier, qui est chargé « de la collection des deniers, si bien que les paroissiens n'en souffrent dommage. Le dit Gautier aura 5 sols pour chaque feu de ceux qui sont sujets à l'impôt. »

III. POIDS ET MESURES. — La *vérification des poids et mesures* produisait aussi un petit bénéfice. Une quittance de 1777 nous l'apprend :

« Droits attribués à l'office de jaugeurs-visiteurs des poids et mesures dans l'étendue du bailliage de Falaise et vicomté de Briouze.

« La visite chez Mathieu Guillouard, 13 sols. »

IV. MESURAGE DES GRAINS. — Le *mesurage des grains* fut également l'objet d'un impôt. Nous en avons la preuve dans le délibéré du dimanche 26^e jour d'avril 1699 :

« Devant nous Claude Desanière, prêtre, vicaire de Joué-du-Bois, se sont assemblés.... notamment pour mettre des *assieteurs* et collecteurs pour asseoir et queillir 50 l. pour leur part de l'amortissement du mesurage des grains, suivant le mandement du roi visé par Mgr l'Intendant à eux envoyé en dapte du 5 fév. au dit temps et ont nommé.... présence de Fr. Police, de Sainte-Marguerite-de-Carronges, et Denis Buquet, maçon de la paroisse de Ménil-Vilman [1]. »

(1) Tant que M. de la Lande a présidé les délibérés de Joué-du-Bois, les témoins ont été souvent des personnes du Mesnil-Vilment, du Pont-d'Ouilley et du Détroit, pays d'origine de M. le Curé.

V. AIDE-CHEVEL. — Les habitants de Joué-du-Bois reçurent mandement de fournir l'offrande d'*aide-chevel* (1) à Sa Majesté à l'occasion « de la naissance de chevalerie du roi étant encore Dauphin ». Ils s'excusèrent en disant « qu'ils n'étaient ni possédants ni jouissants de duchés, marquisats, baronnies ou fief de Haubert, de chevalier franchi, vassorerie, fief relevant nue-ment de Sa Majesté, ni tenants, ni possédants d'aucun moulin, *coulombiers*, maisons, masures et terres labourables et non labourables, prés, bois de haute futaie, bois taillis, *brrières*, terres vaines et vagues, tant es particuliers que comme relevant aussi nue-ment du roy ou tiennent à non savoir et qu'ils y renoncent entièrement ».

Les contribuables de Joué-du-Bois réussirent-ils à se faire déclarer exempts ? En tout cas, ils ne se découragèrent pas.

En 1655, ils répondirent par un même refus au mandement des conseillers de la chambre établie par le roi en la ville de Rouen « parce qu'ils n'avaient aucun duché.... ni alluvions, ni paraages fiefés du roi ».

En 1670, ils renouvelèrent les mêmes observations pour les terres franches, bribes ?.... qui n'existaient pas à Joué-du-Bois. En avril 1657, les mêmes habitants, pour satisfaire au mandement à eux envoyé touchant les fiefs ou arrière-fiefs, alleux, nobles héritages, rentes, droits libres, hommages et autres biens ou seigneuries, au droit de francs-fiefs mouvants immédiatement du roi ou d'autres seigneuries particulières, avaient déclaré n'en avoir aucun. Le 5 mars 1701, bien qu'ils eussent déclaré n'avoir ni *brrières*, ni communs, ils s'attirèrent quelques condamnations. Aussi le 11 septembre suivant, ils se réunirent pour délibérer spécialement sur ce que J. Vimont a été exécuté faute d'avoir donné déclaration des nouveaux acquêts et francs-fiefs possédés par gens de main-morte et roturiers, portés dans et conformément à la déclaration du roi, et ont déclaré persister à la déclaration de Cl. Retout.

VI. RELIEF. — Le *relief* était un droit de mutation venant de l'héritage. Les duchés, marquisats, comtés et baronnies avaient

(1) L'impôt d'aide-chevel était servi quand le seigneur armait son fils chevalier, quand il mariait sa fille ou qu'il était prisonnier de guerre.

à verser à l'État des sommes qui, dans le pays de Carrouges, variaient de 33 écus à 333. Le fief de hautbert de Joué-du-Bois n'était imposé qu'à cinq écus répartis proportionnellement entre les fiefs démembres qui le constituaient primitivement. Les terres roturières payaient le relief au suzerain. Il était peu onéreux. L'acre était imposé à 12 deniers (1 sol) seulement et une petite maison ayant des dépendances de 70 ares environ ne fut tenue qu'à trois sols de relief.

VII. TREIZIÈME. — Le *treizième* était plus lourd. Tout acte de vente donnait droit à ce treizième : les échanges de terres pratiqués sans plus-value se faisaient absolument gratis. La taxe de cette redevance étant de 20 deniers pour livre, il en résultait qu'un champ vendu 1.000 livres devait 83 l. 6 s. de treizième que le roturier payait à son seigneur; et le seigneur à son suzerain ou à l'État.

C'est pour ce motif que, dans nos paroisses, l'on tenait tant à la publication des contrats et que la sieurie de laquelle relevait la terre vendue était si soigneusement mentionnée. De 1643 à 1660, le vicaire de Joué-du-Bois a célébré la lecture, à l'issue des offices, de 154 contrats. Les procès-verbaux qu'il en a rédigés ne manquent pas d'intérêt, malgré la monotonie du style. De 1661 à 1664, on ne sait pourquoi, il y eut une surabondance d'acquêts vraiment incroyable : nous en avons relevé 141.

Faisons remarquer de plus que toute terre étant grevée à perpétuité de dîmes, champarts (1) et autres droits, on n'achetait que déduction faite de toutes ces charges. Il restait à ceux de nos roturiers qui voulaient payer des treizièmes adoucis la séduisante faculté de frauder de leur mieux les prix réels des ventes. Ils en usèrent certainement, car les prix que nous avons relevés sont tout à fait dérisoires. Le champ de la Brousse (plus d'un hectare) fut vendu 35 l. (1684). Celui de Laubièrre, près de la Fouquière (un acre, 92 l. avec 66 sols de vin.

Une grande partie de la terre de la Noë, vendue et rachetée par Fr. Robichon, curé de Joué-du-Bois (1633 et 1637), ne coûta que 400 l. (15 à 20 hectares).

(1) Champart (*campi partus*), rente en nature prélevée sur les produits, la pièce de dîme qui profitait au seigneur.

Une carrée de bâtiments au Gration fut cédée à Étienne Levannier pour 19 l. Le clos de Livet (60 ares) fut payé 40 l. Le bois Mallet, où les châtelains établirent la garenne du logis de Joué, 12 l.

En 1651, J. Coupry, doyen et curé de Saint-Georges-d'Annebecq, acheta, pour 300 l., le corps de logis situé près de la chapelle Saint-Jacques (la Bruyère) (1) avec les Rochereaux joignant la maison. Les actes étaient passés chez les notaires et tabellions de la Ferté-Macé, de Rânes, de Carrouges et d'Orgères ou Lignéres, suivant que ce dernier tabellion séjournait dans l'une ou dans l'autre de ces deux localités.

VIII. DIXIÈME ET VINGTIÈME. — Lorsque les produits de la taille étaient insuffisants pour subvenir aux besoins de l'État, on avait recours aux *dixièmes* et aux *vingtièmes*.

En 1730, il y eut un dixième dont le collecteur à Joué-du-Bois fut Thomas Guérin.

Vers 1750, les dixièmes, qui s'étaient renouvelés souvent depuis 1710, furent convertis en vingtièmes.

Cet impôt, de même nature que la taille, affectait les biens-fonds et en plus l'industrie et certains offices. Il avait sur la taille l'avantage de frapper tous les citoyens sans distinction et de ne laisser subsister aucun privilège.

En 1766, sur les 1.526 l. réclamées aux habitants de Joué-du-Bois sous forme de vingtième, René Riqueur de Bamont paya 26 l. ; M^{me} d'Amanville, 119 ; Nicolas Blanchetière, acquéreur de M. du Bois-Tesselin, 26 ; Fr. Côme du Bois-Tesselin et son frère, 156 ; Jean Lysieux, prêtre, 75 et 36 en deux lignes ; Marin de Récalde, 66 et 17 ; veuve et enfants de Sainte-Croix, 44.

Nous terminons ici nos observations sur cette question délicate des impôts. Nous avons exposé des faits, à un autre de faire l'étude comparative et d'en tirer les conclusions.

(1) Village détruit.

LES

CONFRÉRIES DE CHARITÉ

A MORTAGNE

M. J. Besnard, dans son *Histoire religieuse de Mortagne* (1), a déjà étudié les Confréries de Charité érigées en cette ville ; il a raconté la création des Charités de Saint-Jean et de Notre-Dame, analysé les règlements qu'il connaissait, dressé un inventaire des titres de propriété et de fondations, rapporté les divers épisodes qu'il a pu relever depuis 1684, tout en regrettant de n'avoir pas retrouvé l'acte de fondation et le règlement primitif des Charités de Notre-Dame et de Saint-Jean (2).

Dans les recherches que nous avons faites pendant plusieurs années pour un travail sur les Confréries de Charité dans le Maine, nous n'avons pas rencontré ce texte primitif, mais nous avons cependant la bonne fortune de posséder une copie des *Statuts et Reigles de la Confrairie de Charité fondée et érigée en l'église de Notre-Dame de Mortagne, en l'honneur de Dieu, de la bienheureuse Vierge Marie, de saint Michel et saint Sébastien... etc.* Ce n'est pas le titre de 1474, mais c'est un règlement approuvé en 1613, le 13 avril, par « Jacques Suarès, par permission divine évesque de Sées, conseiller du Roy et son prédicateur ordinaire ».

(1) *Documents sur la province du Perche*, 2^e série, II.

(2) Id. *Histoire religieuse de Mortagne*, p. 49.

Les deux dates de 1613 et 1684 sont certes assez rapprochées ; cependant les deux règlements offrent des variantes telles que nous croyons intéressant d'analyser et de publier (même après la savante étude de M. Besnard) les documents que nous possédons. Ce règlement a été approuvé en 1613 « parcequ'à présent il n'aparoist des approbations et confirmations d'icelles confrairies, lesquelles avec plusieurs titres et moyens qui en dépendirent ont esté ruinez et perdus par la confusion des troubles passez et que telles assemblées ne peuvent et ne doivent avoir loy sans l'autorité des Évesques ».

Ce règlement de 1613 est rédigé sous une forme assez originale, que nous n'avons pas encore trouvée dans les autres règlements étudiés par nous précédemment. Il débute par un long *Avant-propos sur les louanges de la Charité*, où, au milieu de dissertations et de citations, sont réunies les opinions de Moïse « le premier et le plus profond théologien » ; de Platon « le premier et « le plus excellent philosophe de nature » ; du père « saint Luc » et du « bon père saint Jean », du « père saint Paul » et du « prophète royal » ; toutes ces gloses se terminent par la comparaison suivante :

« Comme l'aigle déchire à beaux ongles ceux entre ses petits qui ne peuvent comme luy regarder le soleil à yeux ouverts, ne jugeant estre siens ains bastards, s'ils n'ont pareille vertu qu'il a, en cas pareil ce grand Dieu de Miséricorde foudroye aux enfers les immiséricordieux, estant écrit qu'à ce grand jour de compte comme Nostre Seigneur remarquera aucuns n'avoir eu en eux nuls traits de Charité, comme tout en colère il leur dira : *Allez, maudits, au feu d'enfer, j'ay eu faim, j'ay eu soif, j'ay eu froid, j'ay esté nud, malade, prisonnier et fort affligé, et vous n'avez tenu compte, ny fait cas, allez je ne vous connais pas.* »

Or, « de peur d'ouïr et d'encourir un jour cette injure de malédiction et estre tenus pour bastards et indignes du ciel », les habitants de la ville de Mortagne, « ville principale du pays et comté du Perche », considérant aussi que « dès l'an 1474 et l'an 1558, nos anciens ont, de père en fils, continué jusques à aujourd'huy à entretenir telles charités, autorisez à ce faire par nos révérends pères les évesques de Seez », décident, dans une assemblée tenue à la maison de ville, de continuer et entretenir

« un collège ou confrérie de Charité ès églises de Notre-Dame et Saint-Jean, églises paroissiales de cette ville de Mortagne »

Après cette décision unanime pour le maintien des Confréries, les habitants rédigent les statuts qu'ils soumettent à l'approbation épiscopale. Ces statuts, remplissant quarante-deux feuillets de parchemin, étaient divisés en dix canons et chaque canon en plusieurs articles, dont nous analyserons seulement les points principaux.

Chaque Confrérie se composera « de treize des plus pieux et dévots hommes que l'on pourra élire », afin « d'imiter au plus près en nombre et en honneur le Sacré Collège de Jésus-Christ, notre père ». Ils s'emploieront pendant un temps déterminé à l'inhumation des corps morts de tous « ceux et celles qui auront eu ce désir durant leur vie » et se seront fait inscrire sur les livres de ces Confréries.

Les livres de la Confrérie étaient au nombre de trois : le premier « couvert de drap ou velours noir, fermant à clef » servait à inscrire par ordre alphabétique « les noms et surnoms de tous, grands et petits, riches et pauvres » qui voulaient s'enrôler dans les Confréries.

Sur le deuxième livre étaient inscrits les noms et surnoms des trépassés enregistrés au premier livre, avec le jour et la date de leur trépas, et la mention des obits et services qui devaient être faits.

Un troisième registre, nommé *Livre des Infructueux*, « qui, pour ce regard, sera couvert de vert et les feuillets bordés de noir, par ignominie de leur ingratitude et refus », était destiné à inscrire les noms des frères qui, appelés à remplir des charges de la Confrérie, refusaient, sans motifs plausibles et à plusieurs reprises, de faire leur devoir (1).

Un des treize frères « au patron du Sacré Collège apostolique..... comme représentant Nostre-Seigneur » sera élu pour chef et s'appellera « Monsieur le Provost » ; les douze autres frères « comme imitateurs des douze apostres obéiront en tout honneur et révérence » ; parmi ces derniers seront pris l'échevin, le greffier, le frère de mémoire, le porte-écuelle et le porte-bannière (2).

(1) Canon 9, art. 4.

(2) Canon 1, art. 5.

Tous ces frères, lorsqu'ils marcheront en corps, « soit à l'inhumation et services des deffunts, qu'à toutes autres assemblées où ils conviendront à l'ensemble à l'église seront revêtus de robes noires longues ou courtes, suivant les circonstances précisées par le règlement, avec chaperon noir sur l'épaule gauche (1).

Les frères se recrutaient parmi les personnes immatriculées aux livres de la Confrérie.

Toutes les personnes enrôlées dans la Confrérie, pour avoir part aux prières et sacrifices, et être inhumées après leur trépas, par les frères de leur Confrérie, devaient promettre « de servir à l'advenir, estant requis de ce faire s'ils sont hommes, et les femmes de n'empescher, ains de conseiller à leurs maris d'y servir ».

Les membres de la Confrairie payaient un droit d'entrée de douze deniers tournois « ou plus grande somme selon que la charité les portera ». Ils devaient en plus par chaque année « trois carolus dans la Confrérie de Notre-Dame et deux sols dans celle de Saint-Jean ».

Toute personne ayant demandé son inscription sur le livre de la Confrérie devait se présenter au banc de la Charité et, reçue par le prévot, se mettait à genoux, prenait la croix entre ses mains et prêtait serment dans les termes suivants : « Je jure et promets à Dieu, à la Vierge Marie, aux saint Michel ange et saint Sébastien, au nom desquels cette confrairie est fondée, d'y payer ou faire payer par chacun an pour l'entretien du divin service et accomplissement des autres charges d'icelles, deux sols six deniers tournois à trois termes seulement, scavoir est la Nativité Notre-Dame, la Purification et Assension Nostre-Seigneur et promets en outre, qu'estant prié et requis d'y servir, de m'y employer fidèlement estant cet exercice sy saint et sy charitable ». Elle baisait la croix, versait douze deniers « ou telle plus grande somme » qu'il lui plaisait pour son entrée ; après ces formalités, son nom était inscrit sur le livre par l'échevin.

Les confrères pouvaient amortir leur rente annuelle par un versement unique de soixante sols tournois. « Toutefois ayant égard à l'indigence et nécessité des pauvres, ceux d'entre eux

(1) Canon 1, art. 23.

qui désireront s'y acquitter, la ditte somme leur pourra estre modérée par lesdits prévôts et frères jusques à la somme de quarante sols et non moins » (1).

Les frères ne restaient qu'un an dans leur charge, à l'exception toutefois de ceux qui montaient de degré en degré. Ainsi tous les ans sortaient les six anciens, à savoir le prévôt et les cinq frères qui suivent en ordre l'échevin ; ils étaient remplacés par « six autres hommes élus et choisis, fideles catholiques et bien renommez, l'un desquels sera l'échevin futur ». Cette élection était faite sur une liste de « vingt personnes catholiques bien famez et renommez, entre lesquels il y en aura cinq ou six plus éminents et relevez que les autres pour estre priez en place de chef ». Cette présentation se faisait, pour la Confrérie de Notre-Dame, le premier dimanche de Carême et, pour celle de Saint-Jean, le premier dimanche d'après la fête des Rois.

Les nouveaux frères élus se présentaient, au jour fixé pour leur réception, dans une des chapelles de l'église où les greffiers et frères de mémoire venaient les chercher pour les conduire au banc de la Charité. Ils y étaient reçus par le prévôt qui, après une allocution, les faisait mettre à genoux, prendre la croix et prêter le serment de fidélité en ces termes : « Nous jurons tous et promettons à Dieu, à la Vierge Marie, à saint Michel l'ange et saint Sébastien, aux noms desquels cette Confrairie est fondée, que nous garderons inviolablement et accomplirons suivant notre pouvoir les règles et statuts d'icelle, sans y contrevenir en aucuns points.... ».

Les Confréries avaient été érigées pour « ensepulturer les tré-passez et faire prière à Dieu pour le repos de leurs âmes, mais aussy pour la décoration de l'église, par les assistances qu'ils y fairoient assemblés en corps tant au service de paroisses qu'en certain autre qui est de l'institution d'icelle » (2).

Le service des frères pour « la décoration de l'église » comprenait l'assistance, tous les dimanches de l'année, à la messe de Charité, qui était la première du jour, « avec petites robes, le bonnet carré, le chaperon, la boeste et croix d'argent, laquelle messe sera chantée avec diacre et sous-diacre ». Aux fêtes solen-

(1) Canon 8, art. 5.

(2) Canon 4, art. 1^{er}.

nelles, les frères devaient assister avec longues robes. Ils allumaient leurs torches à différentes parties des offices (1).

Mais à cette époque le but principal des Confréries de Charité était de donner la sépulture aux morts, victimes nombreuses des épidémies, dans une proportion incroyable, et dont l'article suivant nous fait comprendre la réalité sous son aspect horrible : « Sy d'aventure, il arrivait que les dits frères portant un corps à la sépulture, rencontrassent par les chemins le corps mort de quelque pauvre personne, de la vie et catholicitez duquel ils feussent duement certifiez, estant requis de le porter à la sépulture, ils y seront tenuz et obligez par Charité » (2).

« Et sy au retour de ladite sépulture, ils font pareille rencontre, quoyque ce fust au reconvoy des parents de leur deffunt, ils seront tenus de porter ledit corps, en estans requis au cimetière de l'Hostel-Dieu..... »

En dehors de ces cas fortuits, les frères de la Charité ne devaient leurs services qu'aux membres de la Confrérie. « Nul, de quelque qualité ou condition, ou pour quelques sommes de deniers que l'on pourrait offrir aux dites Confrairies, ne sera par eux enterré, s'il n'est enrollé aux livres d'icelles. Ce bénéfice étant réservé aux seuls qui se seront vouez à y servir (3). »

On exceptait de cette règle le prédicateur, les enfants des frères servants et modernes et aussi « aucun seigneur passant par cette ville, y demeurant malade et qui, durant sa maladie..... requis (que mort arrivant de sa personne) » l'assistance de la Confrérie, soit pour l'inhumer dans l'une des églises de la paroisse, soit pour le transporter jusques à la banlieue « faisant quelques aumosnes tant aux chapelains que boistes des dites confrairies ». On rendait les mêmes honneurs au « corps mort de quelque prince ou seigneur, que l'on transportait d'un pays à l'autre, estans certiftiez qu'il fust décédé enfant de l'église catholique, apostolique et romaine ».

À côté des frères de la Charité, on avait institué des clercs qui moyennant une rétribution étaient chargés de divers services. Ainsi dans chacune des Confréries de Mortagne, il y avait de

(1) Canon 4, art. 2.

(2) Canon 2, art. 22.

(3) Canon 2, art. 24.

foundation « deux clercs qui seront enfants nés de chacune des dites paroisses, où ils serviront, s'il y en est trouvé qui soient capables et ayant esté jugés tels par lesdits sieurs curez.... » (1).

« Il y aura aussi à chacune d'icelles confrairies un clocheteur et un porte-boyart, lequel pourra servir à toutes les deux, qui seront gagez et payez par chacun an aux despens desdites confrairies ».

En plus de leurs gages sept livres dix sols, ils étaient entretenus de robes de drap noir avec surplis ; ils recevaient aussi tous les ans une paire de souliers et un bas de chausse.

Dans leurs services, les clercs étaient tenus « d'être fort humbles et d'obéir en toute diligence à Messieurs tant les chapelains que frères, en ce qui sera de leur devoir ». En cas de négligence ou de désobéissance, ils étaient « chastiez et fustigez par le frère porte-bannière, ainsi qu'il sera avisé par la compagnie. Mais s'ils sont par trop opiniastres et rebelles, ils seront du tout chassés..... Si aussi ils s'acquittent fidèlement de leurs devoirs et qu'après avoir étudié, ils désirent parvenir à l'estat de prestrise, seront en reconnaissance de leur service, pourvu des chapelles desdites confrairies.... ».

Les clocheteurs étaient payés vingt-quatre livres par an ; ils recevaient en plus une tunique de drap noir, un chaperon et un bonnet carré, comme les frères, plus deux clochettes.

Ces clocheteurs étaient chargés, toutes les fois que des confrères étaient décédés, « d'avertir le peuple de prier Dieu pour leurs âmes, d'aller, revestus de leurs tuniques et portant leurs chapperons et bonnez quarrez, par tous les carrefours de cette ville, et en chacun d'iceux sonner treize coups de leurs clochettes et crier à voix lugubre et élevée ces paroles : *Dites vos pâtenôtres par charité pour l'âme de..... qui est trépassé, et qu'il plaise à Dieu luy pardonner....* » (2).

Ils étaient tenus d'aller la nuit, environ l'heure de minuit, avec leurs clochettes et revêtus de leurs tuniques, par tous les carrefours de la ville « à scavoir celui de Notre-Dame les nuits d'entre le dimanche et lundy, le jedy et vendredy ; et pour celui de Saint-Jean, les nuits d'entre le mardy et le mercredy, le

(1) Canon 7. art. 1^{er}.

(2) Canon 7, art. 10.

samedy et le dimanche, et de chacun d'iceux ayant sonné quelques coups de leurs clochettes, avertir le peuple fidèle de prier Dieu pour le repos des âmes des trépassés, disant à haute et lugubre voix ces parolles : *Réveillez-vous, réveillez-vous tous, chrestiens qui dormez et priez Dieu pour les trépassés, à ce qu'il lui plaise leur pardonner*; après lequel cry ils sonneront de rechef quelques coups de leurs clochettes, et ainsi s'en iront d'un lieu à l'autre jusqu'à la fin ».

« Passants par devant les maisons desdits sieurs curez, prevost, échevin et prevost moderne, si tant est que leur chemin s'y adonne, ils seront tenus de sonner devant lesdites portes deux coups de leurs dites clochettes pour les avertir de faire pareilles prières. »

« A l'entretien desquelles charges leur seraourny des lanternes et de chandelles chacun une livre tous les mois, et le tout aux despens desdites Confrairies » (1).

En ce monde parfois les extrêmes se touchent et, pour faire diversion aux idées tristes, viennent souvent les folles gaités.

Les grandes douleurs doivent s'assoupir. Ne connaissons-nous pas ce cri du poète :

« Ta douleur, Du Perrier, sera donc éternelle ? »

Autrefois comme aujourd'hui les rires succédaient aux pleurs et les chagrins volontiers se noyaient dans le vin. C'est pour ce motif que *l'échevin* de Toutainville put adresser à son confrère de Triqueville, l'épithète expressive de « visage d'écrevisse » (2).

Les mauvaises langues n'ont pas seules dévoilé cette faiblesse; le concile provincial de Normandie, tenu à Rouen en 1581 par le cardinal de Bourbon et tous les évêques de la province, a imposé la réforme des banquets que s'offraient les membres des Confréries de Charité (3).

Notre règlement, sur ce point, fait l'observation suivante : « Que sy aucuns veulent autoriser leurs festins de ce que Notre Sauveur Jésus-Christ se trouva au banquet de Cana en Galilée,

(1) Canon 7, art. 12.

(2) *Histoire de Toutainville*, par Lavallée et Fouquier, citée par M. Ch Vêrel, dans le *Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne*, tome XIII, p. 101.

(3) Canon 10.

qu'ils regardent donc aussy le peu d'appareil qu'il y avait en ce banquet et qu'ils considèrent que le vin y faillit à my-boire.... » (1).

Suivant ces bons principes, les *Charitons* de Mortagne prennent l'engagement « désormais n'en faire davantage ny à plus grands frais que ceux qui par cy-après sont écrits.... desquels banquets la teneur ensuit :

« Le jour du changement de l'une et l'autre confrairie, l'échevin qui entre prevost sera tenu de donner à souper à tous les chapelains, frères et sœurs d'icelles confrairies, le plus modestement que faire se pourra, où il n'y aura qu'un seul service de viandes à la discrétion dudit sieur échevin.

« Et le matin dudit jour sera tenu d'envoyer chez le frère de mémoire futur de l'autre confrairie, un plat de viande preste à rôtir, composé de douze ou quinze sorts sans viandes exquises avec deux pots de vin, un sumereau et une gallette, pour estre par ledit frère de mémoire préparé le souper aux chapelains, frères et sœurs de l'autre Confrairie, qui ledit jour les assisteront à la procession générale, qu'ils fairont par la ville, lequel frère de mémoire fournira à ses dépens et des cinq autres frères qui sont entrez avec luy le surplus de ce qu'il faudra pour l'entier accomplissement dudit souper, avec pareille modération que devant est dit et, pour voir délivrer et recevoir ledit plat, ne se fera aucune assemblée des frères de l'une ny l'autre compagnie.

« Le jour Saint-Jean l'Évangéliste d'après la feste de Noël, les six frères nouveaux de la Confrairie de Saint-Jean donneront à souper aux frères et sœurs de la ditte confrairie, en la maison de leur greffier futur, qui sera avec toute modestie, et sans aucuns gibiers ny plats de four, auquel sera convié Monsieur le Curé de la ditte paroisse, ou son vicaire, qui aura audit jour célébré la messe de la ditte Confrairie.

« Le dimanche plus prochain d'après la feste de Chandelleur, les six frères nouveaux de la Confrairie Nostre-Dame donneront à souper aux frères et sœurs servants de ladite Confrairie, en la maison de leur greffier futur, qui sera en toute modestie, et sans aucun gibier ny plat de four, auquel sera convié Monsieur le Curé

(1) Canon 10.

de ladite paroisse ou son vicaire avec le chapelain qui aura ledit jour célébré la messe de ladite Confrairie.

« Qui sont tous les banquets que nous désirons estre entretenus ausdittes Confrairies sans qu'il soit permis d'y augmenter en aucune sorte et manière que ce soit » (1).

L'origine des Charités est fort ancienne (2). Ces confréries se rencontrent à diverses époques dans différentes parties de la France et n'ont point été localisées seulement dans la province de Normandie, comme on le croit généralement (3). Ainsi le 14 mars 1379, Charles V confirme, à Senlis, les statuts d'une Confrérie de Charité fondée naguères à Châlons-sur-Marne, par Jean de Châteauvillain, évêque de cette ville (4). D'autre part, les conciles à diverses époques règlementèrent les Confréries, de même qu'ils interdirent les *ghildes*.

Les ghildes, dont la création se perd dans les époques légendaires de plusieurs pays (5), furent des associations qui primitivement prennent le caractère religieux, puis devinrent insensiblement des centres de conspirations politiques. Augustin Thierry (6), leur attribue les conjurations qui amenèrent les franchises municipales ; plusieurs décisions de conciles indiquent les mêmes

(1) Canon 10.

(2) M. Besnard, dans son *Histoire religieuse de Mortagne*, p. 49, constate que des sociétés analogues existaient dans le Perche bien avant 1474, mais ne portaient point le nom de Charité.

(3) M. Ch. Vèrel, dans sa consciencieuse étude sur la Charité du Plantis (*Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne*, tome XIII, p. 96), écrit également que « les Charités ne paraissent avoir existé que dans les deux provinces de Normandie et du Perche. On sait, dit-il, qu'avant la Révolution, l'arrondissement de Domfront, qui ne compte aucune association de ce genre, dépendait en grande partie du diocèse du Mans ». Ce dernier argument n'est pas une preuve, car dans le diocèse du Mans, comme dans plusieurs autres, des Confréries de Charité avaient été créées antérieurement à la Révolution. Sur les confins de la Normandie et du Perche, nous pouvons citer : Mamers (1605), La Fresnaye (1629), Nogent-le-Bernard (antérieure à 1605), Saint-Rémy-des-Monts (1669), Cohtilly (1683), etc. Cfr. : nos *Anciennes Confréries de Charité dans le Maine*, dans l'*Union historique et littéraire du Maine*, tome II, p. 265 et suiv.

(4) Archives nationales, JJ, 114, n° 251, f° 129 et 130 v°. — S. Luce, Du Guesclin, I, 611, pièces justificatives.

(5) Scandinavie : Danemark, Norvège et Suède ; chez les Anglo-Saxons, en Germanie, en Gaule, puis en France.

(6) Cfr. : Augustin Thierry, t. VII. *Considérations sur l'Histoire de France*, p. 223 et suiv.

tendances. quand elles frappent d'anathème ces sociétés, toutes les fois qu'elles ne sont pas approuvées par les seigneurs féodaux et les évêques (1) ; mais cette catégorie n'est qu'une exception. Les deux formes les plus répandues sont celles qui offrent des caractères religieux et celles qui reposent sur l'aide mutuelle ; ces deux mêmes principes se trouvent réunis dans les Confréries de Charité, dont l'origine inconnue nous paraît être une transformation des ghildes (2).

Les points de comparaison et de rapprochement entre les règles des ghildes et les statuts des confréries sont nombreux. Dans les Confréries de Charité, le sentiment religieux et la commisération ont remplacé la tendance politique et le but mercantile ; cependant sous cette forme nouvelle, l'influence primordiale a laissé des traces faciles à relever. Au reste, ces Confréries de Charité se sont transformées elles-mêmes lentement, et si au xvii^e et au xviii^e siècles, elles n'ont presque qu'un but unique, l'ensevelissement et l'inhumation des corps, c'est le résultat des épidémies qui ravagent la France à cette date ; aux époques antérieures, ces Confréries conservèrent les principes des anciennes ghildes, avec la surveillance de la vie privée des conjurés ou confrères, surveillance que l'on retrouve encore dans les Confréries du xix^e siècle. Les ghildes avaient aussi, dans leurs règles, la charge d'inhumer les corps des confrères (3).

Les arrêts des conciles nous fournissent des renseignements intéressants sur les transformations de ces sociétés, dans leur but, dans leurs applications, et dans leurs règlements (4).

Un concile de Nantes au ix^e siècle autorise les Confréries pour les prières, pour les aumônes et pour les sépultures, mais non pour les banquets ; cette décision est rappelée par l'archevêque de Reims, en 852, dans une lettre à son clergé,

Le concile de Rouen, de 1189, interdit toutes les associations qui prêtent secours, soit pour affaires, soit pour tout autre motif. Le concile de Montpellier (1214) n'autorise les Confréries que si

(1) Conciles de Montpellier en 1214, de Toulouse en 1229, etc.

(2) Les corporations des métiers avec les jurandes doivent également rappeler les ghildes dans leur application industrielle.

(3) « Si quis socius moriatur, ab universa sodalitate efferetur in sepulturæ, quem elegerit, locum.... ».

(4) Cfr. : Labbé : *Sacrosancta Concilia* — J. Mansi : *Sacrorum conciliorum nova et amplissima collectio*.

elles sont approuvées par les seigneurs féodaux et les évêques. Cette délibération vise spécialement les communes jurées et les affranchissements communaux. Cette même clause est insérée dans les canons des conciles de Toulouse (1229), de Cognac (1238), de Bordeaux (1255), d'Avignon (1281) et de Lavaur (1368). Dans ce dernier concile, deux catégories très distinctes sont établies pour les Confréries ou conjurations politiques et pour les Confréries religieuses ; les premières sont absolument interdites, les autres, au contraire, sont approuvées, c'est-à-dire « les Confréries établies autrefois en l'honneur de Dieu et de la bienheureuse Marie et des autres saints, créées pour secourir les pauvres ».

Enfin le concile de Sens (1528), constatant le grand nombre de Confréries qui se créent chaque jour (1) et les abus qui se produisent dans l'usage des revenus, exige que les statuts soient approuvés par l'autorité diocésaine, que les élections des directeurs de Confréries aient lieu chaque année et qu'enfin les revenus soient employés à de pieux usages, ou aux réparations des églises, ou au soulagement des pauvres, avec l'approbation des évêques. Le serment est interdit. De là, l'origine des statuts approuvés par les évêques.

Le 17 novembre 1670, l'assemblée générale du Clergé de France recommanda à tous les évêques d'instituer des associations de Charité (2). A cette époque, le nombre des Confréries augmenta beaucoup, puis diminua insensiblement jusqu'à la Révolution.

Au commencement de notre siècle, plusieurs paroisses purent reconstituer leurs Confréries de Charité et les faire revivre pendant une cinquantaine d'années. Aujourd'hui le nombre de ces bienfaisantes associations diminue de jour en jour et tend malheureusement à disparaître. La foi et la charité cèdent le pas à l'indifférence et à l'égoïsme.

G. FLEURY.

(1) Olivier de Saint-Vast, dans son *Commentaire sur les coutumes du Maine et d'Anjou* (1777), nous apprend que les Confréries durent plus tard être autorisées par le roi et obtenir des lettres-patentes. Il constate en même temps qu'il « existe beaucoup de Confrairies de la Charité et autres, dans différentes paroisses du Maine et d'Anjou qui ne sont pas autorisées. » t. IV, p. 240.

(2) Dam Piolin. *Histoire de l'Église du Mans*, t. VI.

CHAUFFOUR-SOUS-EXMES

I

Bien connaître son pays et le faire aimer des étrangers est une des jouissances les plus vives que puisse éprouver un homme de goût.

Un de mes amis, parcourant la Normandie, il y a quelques mois, me pria de l'accompagner et de lui servir de guide. Il fut particulièrement frappé de la beauté du site d'Exmes. Il tenait à connaître les anciens habitants du pays ; il lui fallait des détails circonstanciés, généalogiques, historiques sur les vieilles familles de la contrée. Je fis droit à sa requête amicale et nous visitâmes ensemble Chauffour-sous-Exmes. C'est cette visite que nous allons raconter en nous servant de tous les documents amassés depuis de longues années dans ce but.

Nous quittâmes Exmes et gagnâmes Chauffour en suivant l'ancien chemin de Ronde, la Croupte, les hauteurs qui forment le mont Héranger (Moranger), la ferme des Boulaies et le village du haut de Chauffour. Sur tout le parcours se déroule un panorama magnifique ; à l'est, le vieux logis de la Chauvière ; à l'ouest, les gentilhommières de Montchauvel, la Fauvellerie, la Bascoë et les Communes, autrement dit Grand'Cour ; au midi, la large vallée couronnée par les bois ombreux dépendant du domaine national du haras du Pin et renfermant des succursales de cet établissement hippique. Ce sont les restes de la forêt royale de la Haye (1) dans laquelle, de toute antiquité, les comtes et gouverneurs d'Exmes chassaient à courre le gros gibier, fort

(1) Cette forêt immense renfermait encore des habitations au mois de mars 1665. — Voir registres du tabellionnat d'Exmes à cette date.

nombreux à toutes les époques, et où les rois de France avaient une réserve de bois de haute futaie pour la construction des vaisseaux de leur marine militaire (1).

Des bois et des prairies, voilà tout Chauffour. Au fond de la riche vallée coule un petit affluent de la Dive, la Barge, voisine de la source. Les communes limitrophes sont : Exmes, Gisnay, le Pin-au-Haras et Villebadin. La superficie de la paroisse, aujourd'hui réunie à Exmes, comprenait 354 acres et demie et 11 perches à la fin du xvi^e siècle (2); elle était de 425 acres. 1 vergée et 32 perches à la fin du xviii^e siècle (3). La différence entre ces deux surfaces provient très vraisemblablement de la réunion de tout le réage de la Fauvellerie, distrait de la paroisse de Champobert, dans les premières années du xvii^e siècle.

Chauffour était desservi par deux chemins dont l'un, actuellement perdu dans les prairies, allait de Champobert à la Brique-tière en côtoyant la rive droite de la Barge, tandis que le vieux chemin royal ou Longuet (1402), d'Exmes à Argentan, divisait la paroisse du nord au sud.

II

Un quart d'heure plus tard, nous atteignons l'antique manoir de la Chauvinrière dont il ne reste, à cette heure, que quelques bâtiments d'exploitation et une maison occupée par le fermier ; mais c'était autrefois l'un des endroits le plus anciennement occupés du pays.

La vavassorerie ou aînesse de la Chauvinrière, contenant 15 acres, qui a porté successivement les noms : du Chemin, Lemercier, Berthelemieu, fut prise en fief du couvent de Sainte-Trinité de Caen par Foulques du Chemin (*Fulcho de Quemino de parochiâ de Calido furno*), dans le cours de l'année 1208. Elle passa ensuite à Jehan du Chemin et à Thomas Gautier, puis à Jehan Chauvin et à Martin dit le Bret (*Martinus dictus Bret*), qui rendirent aveu en 1298. Nous la retrouvons aux mains de M^{re} Laurent du Bouillonney, écuyer, curé de Saint-Ouen de Sées, le 10 octobre 1397.

(1) Registre de l'état civil de Gisnay du 2 avril 1706.

(2) Aveu du 10 novembre 1577. — Fonds Barges, aux archives de l'Orne.

(3) Aveu du 8 mai 1769. — Mêmes archives.

Le 11 janvier 1443, devant Guillaume Caudebec, clerc, tabellion-juré en la ville de Caen, Jehan Belin ou Blin le jeune, de la paroisse de Saint-André d'Exmes, prit en fief du monastère de Sainte-Trinité la vavassorerie *franche* du Chemin, contenant alors 20 acres, joûtant le seigneur du Pin, le territoire d'Exmes et la forêt de la Haye et, de plus, un villénage contenant 15 acres, longeant le chemin d'Exmes à Argentan, moyennant 56 sols tournois de rente, payables moitié à la Saint-Michel et le surplus à la Chandeleur, 4 gelines et 1 coq à Noël et 40 œufs à Pâques.

Suivant autre contrat passé devant Jehan Benart, tabellion en la châtellenie d'Exmes, sous Jehan Benart l'ainé, principal tabellion, le 17 juin 1469, Étienne Fauvel, de la paroisse de Chauffour, fieffa de Jehan Belin, écuyer, seigneur de Godisson, fils de Belin, d'Exmes, tous les héritages acquis par ce dernier de Thomas et Jehan dits du Chemin, réage des champs Guillebout, moyennant 10 sols de rente héréditaire, payables à la Toussaint de chaque année ; le même Fauvel possédait déjà 15 vergées dans l'ainesse du Costil-Robin ci-après.

A partir de cette époque, les aînés de la Chauvinière ont été : Jean et Jacques Follet (1474-1488), la veuve Jehan Brehon (fin de 1488), Pierre et Antoine Roy ou Leroy (1537-1540), Clément et Jean Plomesle (fin de 1540), Guillaume Langlois et Charles Follet (1561-1569), Jehan Plomesle (10 novembre 1577), puis les successeurs de ce dernier portant le même nom, ensuite M^e Jesse Levigneux, sieur de la Rezoudière, conseiller du roi et contrôleur au grenier à sel d'Exmes (1629-1659), M^e Louis de Bernart de Brière, sieur du Coudray, avocat au Parlement de Normandie (première moitié du XVIII^e siècle) et successivement Thomas le Dangereux, marchand, de la paroisse de la Cochère et son fils Nicolas-Marin le Dangereux, sieur de la Chauvinière, époux de demoiselle Anne de l'Épée, propriétaire indivis, avec son frère Thomas, des greffes domaniaux, places de clercs parisis et contrôles ancien et alternatif du bailliage et de la vicomté d'Exmes (30 juin 1773).

L'ainesse en question devait, outre les devoirs ordinaires de seigneurie, payer, chaque année, 30 sols en argent, aux termes de Saint-Rémy et de la Purification, 2 gelines et 1 coq à Noël et 20 œufs à Pâques (1).

(1) Aveu de Jehan Chauvin de l'année 1298.

III

Nous descendîmes le ruisseau de Barges en traversant les métairies des Beaussonnières et de Villeneuve, contenant environ 100 acres, comprises, pour partie, dans l'ainesse au Gresle ci-après, et appartenant jadis aux Religieuses bénédictines d'Exmes (1).

C'est à Villeneuve (*villa nova*) qu'un savant bien connu par ses singularités, M. Lebailly, d'Exmes, a cru reconnaître, sous prétexte d'étymologie, mais, selon nous, bien à tort, l'emplacement de l'antique *oppidum* d'Exmes, qui n'a jamais cessé d'occuper la colline escarpée sur laquelle on le voit encore aujourd'hui.

On arriva ainsi à l'église de Chauffour, bâtie à l'extrémité ouest du parc de Villeneuve, puis au Calvaire nommé autrefois la Croix-Saint-Jacques (2).

L'église de Chauffour, aujourd'hui démolie, était un édifice orienté de l'est à l'ouest, sans caractère architectural, long de 20 mètres, large de 5 ; les dimensions de la sacristie nous sont connues : 2^m de longueur sur 4^m de largeur. Le monument comprenait une seule nef sans bas-côtés, pavée en terre cuite, lambrissée, le tout surmonté d'une charpente supportant une couverture en tuiles.

Pendant la période révolutionnaire, l'église, privée de prêtres et dépourvue de mobilier, fut fermée, puis comme elle n'était susceptible d'aucune réparation, que les gros murs étaient construits en pierres de mauvaise qualité, le seul parti à en tirer fut de la démolir et d'en vendre les matériaux. Préalablement à cette aliénation, le maire, les marguilliers et le curé d'Exmes, accompagnés de Michel Denis, maître maçon et entrepreneur à Exmes, et aussi du sieur Lafosse, maître charpentier, se rendirent à Chauffour et après examen, estimèrent les différents matériaux à la somme de 670 fr. (3).

L'église de Chauffour renfermait plusieurs autels dédiés notamment à la Vierge et à saint Sébastien, placés dans le

(1) Aveux des 23 février 1757 et du 8 mai 1769, aux mêmes archives.

(2) Aveu de 15 janvier 1379.

(3) Procès-verbal du 6 novembre 1806, aux archives communales d'Exmes.

chancel. Les principales familles enterrées dans la basilique sont, outres les bienfaiteurs et les prêtres, les de Guerpel, sieurs du Val, de l'Épiney, de la Fauvellière, de Montchauvel, les Chartier, les Dupuis, de l'Épiney, les du Hamel, s^{rs} de la Bascoë, les Périer, sieurs de la Bascoë et de Grandcour, les de Corday, les Lefrançois, sieurs de Saint-Nicolas et de Montchauvel, les Lefebvre de Graffard, etc. (1).

Dans le cimetière contigu à l'église reposent les membres des familles Poitevin, Lejeune, Fauvel, Chaumont, Glatigny, Guyot, Roy, Labbé, Gougeon, sieur des Fontaines, Visage, Hays, Bourel, Cavey, Allain, Bonnevent, Gorge, Gautier, Bougon, Corbin, Girart, Collet, Durant, Cosme, Martin dit le Bret, Julien, Hamel, Tabut, Trouvé, Fleury, Bienvenu, Soubzlebieu, Mares, Métayer, David, Duhan, Dupuis, sieurs de la Cérizière, Chausson, Lesage, Leriche, Pesnel, Deschamps, Besnard, Bisson, Plomesle, Grossetête, Landon, Degeaus, Peltier, Parent, Louvet, Lesguille dit Tirefort, Lemoyne, Chauvicourt, Soulbieu, Basley, Blascher, Guilmar, Blanchard, Malécange, Hersent, Bunout, Marce, de la Basle, Hardy, du Roy, Pillard, Gelée, Leprieur, Vaudoré, Pottier, Darel, Goudouin, Chappey, Desfosses, Lenoir, Lemoul, Goubin, Daunou, Sauvage, Chaignon, Le Dangereux, Gournay, Surbley, Desdouts, Chauvin, Perrin, Marce des Crières, Ameslant, Leraitre, etc. (2).

La confrérie de Saint-Pierre, patron de Chauffour, fut établie, par dévotion, en l'an 1647, du consentement de M^{re} François de Guerpel, écuyer, sieur de Montchauvel, prêtre, curé du lieu. Bonaventure du Hamel fut élu roi et porta le cierge de la confrérie à 3 livres ; celui de la reine fut élevé au même taux par demoiselle Marie de Guerpel. Les chevaliers et les chevalières furent continués en 1648. Neuf chevaliers, nommément désignés, fournirent chacun un quarteron de cire et dix-sept chevalières qui un quarteron, qui un demi-quarteron de cire.

Le 5 juillet 1648, Bonaventure Cavey fut établi roi et mit le cierge à 5 livres, tandis que celui de la reine était adjugé à Françoise Glatigny, moyennant 4 livres.

Le 4 juillet 1649, le cierge royal échut à Dupuis, sieur des

(1) Registres de l'État civil de Chauffour, aux archives d'Exmes.

(2) Aveux déposés aux archives de l'Orne.

Mares, qui le paya 6 livres, tandis que la femme de Bonaventure Glatigny poussait celui de la reine à 5 livres (1).

Cette confrérie vécut quelques années, puis disparut ou tout au moins nous n'en retrouvons plus de trace.

IV.

Le bénéfice-cure de Chauffour, dans l'évêché de Sées, archidiaconé d'Exmois, doyenné d'Exmes, était à la présentation du monastère de Sainte-Trinité de Caen. Il comprenait, d'après l'aveu du 12 novembre 1598, les immeubles ci-après : 1° 5 vergées de terre sur lesquelles était bâti le presbytère (2), cour devant et jardin potager, avec grange, cellier, pressoir et étable nommées la Croupte ; 2° 2 acres et demie en labour nommées les Grandes-Coutures ; 3° 1 acre en pré nommé le pré de L'Aumône ; 4° 6 vergées en pré et en labour nommées L'Aumône d'auprès du bois ; 5° enfin 5 vergées labourables, réage de sur le Buot ou Biot.

Le curé était exempt de rentes seigneuriales, mais devait la foi, l'hommage, la comparence aux pieds et gages-plèges, cour et usage. La superficie de la terre d'Aumône était donc, à cette époque, de 7 acres et demie ; elle fut réduite à 7 acres seulement au 4 mai 1633 et remonta à 8 acres et demie au 8 mai 1769. A cette dernière date, le curé Matiffas était tenu à un cinquième de chapon envers la seigneurie, payable à Noël de chaque année, à cause d'une terre nommée les Routis.

(1) Registres de l'État civil de Chauffour, aux archives d'Exmes.

(2) Le presbytère de Chauffour sert aujourd'hui de maison de bouvier. Il comprend un rez-de-chaussée composé de vaste salle à manger, cuisine et chambre à coucher. Au bout de la salle à manger existait autrefois un appartement situé au midi, aujourd'hui démoli.

On remarque au pignon sud de la maison une niche en pierre, abritant deux statues mutilées, l'une mitrée qui passe dans le pays pour celle de saint Godegrand, la seconde qui certainement représente sainte Barbe, tenant dans la main gauche la base d'une tour, tandis que la main droite porte une palme.

V

Les titulaires du bénéfice depuis la deuxième moitié du xvr^e siècle jusqu'à la Révolution sont ci-après, savoir :

1^o M^{re} Mary ou Marin Corbin (années 1560 à 1569).

2^o Vénérable et discrète personne M^{re} Thomas Corbin (1569 à 1598). Le 12 novembre de cette dernière année, il rendit aveu aux représentants des Dames de Sainte-Trinité de Caen pour les biens composant son bénéfice.

Le 16 mars 1569, Guillaume Labbé et Noël Cosme, trésorier de l'église de Chauffour, vendirent, moyennant 7 livres, à *honnête homme* Guillaume Lejeune, bourgeois d'Exmes, 1 vergée de terre en pré au réage de *Sur les prés*, appartenant au Trésor, pour payer d'autant la somme de 12 livres fixée par le Roi pour la cotisation de la fabrique de cette paroisse payable chez le receveur des Tailles, à Exmes.

3^o M^{re} Vincent Cotentin (année 1595).

4^o M^{re} François Corbin (12 avril 1600).

5^o M^{re} Bertin Corbin qui devint curé de la paroisse du Bourg-Saint-Léonard en 1609.

6^o M^{re} Guillaume Corbin (1605-1628) avec François Chartier, pour trésorier de la fabrique (22 mai 1619). Corbin était curé de Champobert depuis 1594, lorsqu'il fut nommé bénéficiaire de Chauffour. Il rendit aveu le 22 mai 1626.

7^o Jean Corbin (1630 à la fin de 1642) avec Guillaume Gougeon pour trésorier. Il rendit également aveu le 4 mai 1633.

8^o M^{re} François de Guerpel, écuyer, sieur de Montchauvel (1647 à 1649). Il était fils de Guillaume de Guerpel, écuyer, sieur de Montchauvel et de la Fauvelière, et de demoiselle Suzanne Pitard. Il était né à Chauffour, le 23 mars 1613, et avait occupé la cure de Saint-Arnoult (1643). Il donna au trésor de l'église, représenté par Guillaume de Guerpel, sieur de la Fauvelière, licencié ès-lois, avocat, son père, 10 livres 14 sols de rente hypothèque, au capital de 210 livres, à prendre sur Richard Faucon, de la paroisse de Gisnay (29 août 1649).

9^o M^{re} Jessé Aumont, vicaire de Chauffour (10 décembre 1649 à la fin de 1650), Guillaume Gougeon continuant à être trésorier.

10° M^{re} François Chartier (6 août 1651 à la fin de l'année 1683). Il était fils de Chartier, sieur des Communes, officier du roi, l'un des gardes-meubles de la grande écurie du roi.

Le 22 juin 1672, Jean de Guerpel, sieur du Val, frère du curé François de Guerpel, donna au Trésor de Chauffour une acre de terre en plant et labour, appelée le Costil-Fauvel.

Dans le cours de l'année 1675, Robert Glatigny vendit au Trésor, représenté par Toussaint Trouvé, 36 sols de rente hypothèque, moyennant le prix de 36 livres.

Le 8 décembre 1676, les paroissiens de Chauffour, Jacques Lefrançois, écuyer, sieur de Saint-Nicolas, Christophe et Jean dits Guerpel, sieurs de Guerpel et de l'Épiney, Michel et Jacques Glatigny, Allain Bourel l'ainé, donnent pouvoir au même Trouvé de placer en rente à Robert Glatigny, la somme de 12 écus dus soit par les dits Glatigny, Trouvé et les trésoriers antérieurs et d'en passer contrat devant les tabellions d'Exmes.

11° M^{re} Martel, vicaire (année 1684 au mois d'avril 1685).

12° M^{re} François Malbiche (4 avril 1685 au 10 décembre 1686).

13° M^{re} Guillaume Bonnet, écuyer, doyen d'Exmes (10 décembre 1686 au 17 janvier 1711). Il fut inhumé dans le chœur de l'église, sous le pupitre.

Le 11 février 1701, Guillaume Glatigny constitua au profit du Trésor une rente de 111 sols 4 deniers, moyennant 100 livres en principal. Ce fut M^{me} Anne de Guerpel qui fournit les fonds et en fit cadeau à la fabrique.

Le 2 juillet de la même année, la confirmation fut donnée par Monseigneur Louis D'Aquin, évêque de Sées, à 28 paroissiens de Chauffour, dont les âges variaient de 14 à 40 ans et, le 6 juin suivant, le même évêque fit une nouvelle visite pastorale et bénit encore douze personnes de 12 à 30 ans.

14° M^{re} Christophe de Guerpel (année 1711 jusqu'au mois de janvier 1712). Il était le troisième fils de Christophe de Guerpel, sieur de la Fauvellerie, avocat, et de demoiselle Marie Chagrain.

15° M^{re} René Pringault (30 janvier 1712 au 11 mars 1733, jour de son décès). Il fut inhumé dans l'église en présence de Vincent Royer, curé de Saint-Arnoult.

Le 11 octobre 1713, Germain Favey, prêtre et docteur en théologie, archidiacre d'Exmois, chanoine à la cathédrale de Sées, visita l'église de Chauffour. Il examina le compte de Louis

Lefrançois, sieur de Montchauvel, trésorier en charge, et ne le trouva pas en ordre. La reddition en fut renvoyée devant le curé et les principaux habitants de la paroisse, dans le délai d'un mois. Invitation fut donnée au sieur de Montchauvel de poursuivre Jacques Glatigny, son prédécesseur, pour l'obliger à rendre son compte à peine par le dit Montchauvel d'en répondre personnellement, le tout pour être présenté à la prochaine visite de l'archidiacre ; et le sieur de Montchauvel nomma en son lieu et place François Gougeon.

16^e M^{re} Nicolas-André Matiffas (1733 au 13 avril 1774). Il rendit aveu à la seigneurie le 12 octobre 1752. L'un des trésoriers de la fabrique, à cette époque, était Louis Tabur (1736 à 1743).

Le 19 février 1741, les habitants autorisèrent leur curé à poursuivre le procès pendant au Parlement de Rouen contre Maximilien de Graffard, sieur de Mailly, au sujet d'une rente de 100 livres due au trésor. Le curé fut autorisé à vendre deux pièces de terre au réage du pré Omo, appartenant à la fabrique, sises à Saint-Germain de Clairefeuille. Elle furent d'abord louées par le trésorier Guillaume Glatigny à Jacques Monnier, moyennant 14 livres (1^{er} juin 1749), puis tieffées à Léon du Mesnil, sieur de Montmesnil, demeurant à Godisson, moyennant 15 livres de rente foncière, annuelle et perpétuelle (20 décembre 1750).

Le 1^{er} novembre 1768, le même curé bailla à loyer un herbage nommé la Petite-Aumône, dépendant du bénéfice-cure, moyennant 120 livres. D'un autre côté, le 14 octobre 1772, il loua pour six ans à Victor-Olivier Darel, de Chauffour, tout le temporel de la cure consistant en herbages, aumônes, prés, dîmes, tant grosses que vertes et menues, noales, maisons et généralement tout ce qui composait le revenu curial, à l'exception toutefois d'une salle et d'un cabinet réservés, la moitié du jardin et les fruits de celui-ci et deux pipes de cidre, moyennant un prix de 900 livres.

Le 10 novembre 1743, les habitants de Chauffour s'assemblèrent pour faire l'inventaire des titres de la fabrique. On relève les fondations suivantes :

1^o Fondation Christophe Daupley, sieur de la Couture, diacre, de 100 livres de rente foncière.

2^o Fondation Fontaine de 2 pièces de terre dont jouissait le Trésor (contrat du 28 août 1716 devant Agis, notaire à Saint-Pierre-la-Rivière).

3° Fondation de François de Guerpel, prêtre, et de demoiselle Jacqueline de Guerpel, sa sœur (voir supra).

4° Fondation Jean de Guerpel (contrat devant Hays et Marin Carrey, tabellions à Exmes, du 26 octobre 1673).

5° Fondation Anne Gorge (contrat devant les mêmes notaires du 14 mai 1670).

6° Fondation demoiselle Anne de Guerpel (contrat devant Loiseau, notaire à Exmes, du 4 mars 1701).

7° Fondation Jean Allain.

8° Fondation André Dupuis.

9° Fondation M^{re} Jacques de Guerpel, sieur de Saint-Étienne, de 7 livres 2 sols 6 deniers (acte de constitution de l'année 1640).

Il devait être payé aux curés chargés des services religieux, pour toutes ces fondations, la somme de 53 livres.

17° M^{re} Noël-Georges Poupelu, sieur du Buisson (13 avril 1774 au 13 février 1792). Il rendit aveu à la seigneurie. Il était le frère de M^{re} Paul-Jacques Poupelu, sieur du Parc, secrétaire greffier du Point d'honneur au département d'Argentan et greffier aux bailliage et vicomté de la ville d'Exmes où il demeurait.

18° A partir de 1792, le desservant de Chauffour fut un sieur Provost.

VI

L'église de Chauffour était entourée de trois villages : celui du nord, nommé le haut de Chauffour, était le siège de l'ainesse au Gresle ; celui du sud, nommé le hameau de Glatigny, renfermait l'ainesse du Costil-Robin ; enfin, à l'ouest, le hameau de l'Aistre aux Fauveaux où l'on se rendait par la rue au Prêtre.

La vavassorerie au Gresle eut pour aînés successivement : Julien, Laurent et Collin Parisy (15 janvier 1379 au 21 mai 1489), Guillot Bienvenu, Benoit et Guillot Lesage (1549-1552), M^{re} Charles Cavey, licencié ès-lois, avocat (10 novembre 1577), M^{re} Jean Căvey, tabellion royal à Exmes (juillet 1625), Bonaventure et Robert Cavey, sieurs du Bois, les Religieuses bénédictines d'Exmes (27 mars 1650), puis Michel Cavey, Ledevin, de la Bellière, Letur, Guillaume Chausson, Charlotte Ledevin, Étienne Périer, M^{re} du Bouillonney de Champobert, Jacques Deforges, Jean Gougeon, Pierre, Clément et Juste Basley.

. L'ainesse au Gresle, portée à 40 acres dans l'aveu du 10 novembre 1577, ne contenait plus que 26 acres et demi-vergée au 27 mars 1650. L'ainé faisait à la sieurie 12 sols en argent payables moitié à la Saint-Michel et le surplus à la Chandeleur et un chapon à Noël.

L'ainesse du Costil-Robin, augmentée, dans la suite par le ténement du champ du Chesne, appartient de l'année 1298 à l'année 1313 à Guillaume Le Terrier, de la paroisse de Chauffour, et à ses successeurs du même nom. Les aînés furent ensuite Durant et Ollivier dits Glatigny (6 juin 1539), Bonaventure, Patrice, Gilles et Michel Glatigny (1556-1590), Marie Glatigny, veuve de François Gorge (octobre 1638), Jacques et Christophe Glatigny (1716-1752), Pierre et Guillaume-Eustache Glatigny, François Daunou, François-Martin Cherel ayant épousé Françoise Daunou (années 1772 et suivantes). Elle comprenait 3 acres 3 vergées de terre de 1539 à 1556 et payait 7 sols et 10 œufs de rente seigneuriale. La superficie était de 7 acres en 1577 ; elle acquittait alors 21 sols, demi-geline à Noël et 5 œufs à Pâques ; elle comprenait enfin 12 acres 2 vergées 6 perches au 8 mai 1769 et était sujette à 44 sols de rente échus à la Saint-Rémy et à la Chandeleur.

Cette aînesse était encore astreinte à suivre la banalité du moulin seigneurial, *pourvu qu'il fût en état de faire de blé farine* (1).

L'ainesse des Fauvaux appartenait à Jean Fauvel, de Chauffour (1371-1403), puis elle passa à Perrin, Guillot et Jehan Fauvel (1418-1458), Étienne Fauvel (1469-1471), Jean et Michel dits Fauvel (1471-1483), Philippe, Jean, Pierre, Daniel, Robert, Guillaume, Bonaventure, Aufray, Gilles Fauvel (1600 à 1660) 2).

(1) Le moulin à blé de Chauffour, dont nous n'avons pu retrouver la trace, fut en partie donné, en pure aumône, au couvent de Sainte-Trinité de Caen, par Guillaume Lemechier (Lemercier) de Chauffour et en partie vendu par Jehan-Barthélemy le Vieux, Janot, Colin et Jouan-Barthélemy Lejeune frères (Donation du 9 mai 1262 et vente du mardi après le Carême prenant de l'an 1297).

(2) Les procès entre l'abbaye de Caen et les vassaux de Chauffour ne se comptent plus tant ils sont nombreux. Citons une transaction passée en l'an 1407 avec Jehan Fauvel, époux de Jehanne Gerart, fille de Robert Gerart. En 1480-1482, on relève 22 certificats délivrés par Jehan Bonnel, Jean Serent et Raoul de Courteilles, lieutenants du vicomte d'Argentan et

L'ainesse du *Bordlage*, contenant 3 acres et demie, était sujette à 16 sols de rente payables à la Saint-Rémy et à la Chandeleur, 2 gelines à Noël et 20 œufs à Pâques. Elle avait pour aîné Bonaventure Fauvel, au 10 novembre 1577.

A cette dernière date, les redevances faites à la seigneurie s'élevaient, en totalité, à 11 livres 15 sols 2 deniers, 2 chapons, 2 poules-courtes, 10 gelines et demie et 105 œufs (1).

VII

A quelques centaines de mètres à l'ouest de l'église de Chauffour s'élève le logis de Montchauvel, appelé jadis le *Montchauvin*. Cette propriété, dont le nom ne figure, pour la première fois, que dans un titre de 1625, appartenait jadis, pour partie, à une famille de la bourgeoisie d'Exmes, du nom de Lejeune, dont l'un des membres prénommé Guillaume possédait notamment le lieu et l'hébergement de la cour des Angles et du jardin Gorge, en nature de plant et pâture, contenant 9 acres.

Montchauvel fut acheté par Guillaume Lefrançois, écuyer, sieur de Saint-Nicolas, demeurant tantôt à Chauffour, tantôt à Saint-Nicolas, époux de demoiselle Françoise de Guerpel, fille de Jacques de Guerpel, sieur de Montchauvel et de Saint-Étienne, et de demoiselle Florence du Montier. M^{me} Lefrançois mourut le 24 septembre 1682 et fut inhumée dans le chancel de l'église de Chauffour, en présence de M^e Degeans, curé de la Briquetière, et des deux frères Charles, curés de Gisnay et de la Cochère.

Guillaume Lefrançois eut pour successeur Jacques Lefrançois, écuyer, sieur de Saint-Nicolas, mort avant 1725, époux de noble dame Anne Lefebvre de Graffard (1661).

d'Exmes et relatifs à un procès pendant es pieds d'Exmes entre l'abbaye représentée par son procureur, Jean Lambert, et le sieur Michel Fauvel.

Dans le cours de l'année 1627, François Chartier, et en l'année 1783, la veuve et les représentants du sieur Alliot furent poursuivis pour défaut de comparance aux pieds de la seigneurie et condamnés à l'amende. Leurs héritages saisis allaient être réunis et incorporés au domaine seigneurial, lorsque l'affaire s'arrangea par un compromis (Voir deux jugements des senechaux aux dates des 3 juillet 1627 et 30 septembre 1783).

(1) On fait remarquer ici la disproportion entre la superficie des aïnesses qui comprenaient seulement 64 acres et demie et 11 perches et les *ténements* et *nuements* qui s'élevaient à 290 acres. La proportion inverse a lieu dans les autres seigneuries de la contrée.

De cette union naquirent trois fils :

1^o Louis Lefrançois, écuyer, sieur de Montchauvel, l'aîné. Il mourut à l'âge de 59 ans, le 25 mars 1728.

2^o Antoine-François Lefrançois, sieur de Montranger, né à Chauffour, le 3 avril 1710, lieutenant au régiment de Flandre. Il mourut à Parme (Italie), à l'hôpital des Pères Mathurins de la Trinité, le 26 juillet 1734. Son corps fut rapporté et inhumé à Chauffour.

3^o Et Pierre Lefrançois, sieur de Montchauvel, né à Chauffour, le 1^{er} juin 1671, il épousa, le 4 février 1708, demoiselle Marie-François Boulay, fille de Samson Boulay, et de demoiselle Marie Letellier. Sa mère épousa, en secondes noces, M^{re} Guillaume-René de Guerpel, sieur de Rénéville. Il décéda à Exmes, où il demeurait, laissant :

1^o M^{re} Hyacinthe-Pierre-Antoine Lefrançois, écuyer, sieur de Montchauvel, né le 21 février 1721, à Chauffour, lieutenant de cavalerie au régiment de Brionne (22 mars 1747), puis lieutenant réformé à la suite du régiment de Lusignan-Cavalerie (22 décembre 1757). Il habitait Chauffour.

2^o Et Pierre Lefrançois, écuyer, sieur de Montchauvel, cornette du régiment de Brionne (22 mars 1747). Il épousa, le 29 mai 1749, demoiselle Marie-Jeanne de Guerpel, fille de messire François-Joseph de Guerpel, sieur de la Bascoë, et de noble dame Marie-Charlotte de Corday. Il demeurait dans la ville d'Exmes, dont il fut le syndic de 1787 à 1789, puis gouverneur le 15 août 1789. Il joua un rôle très en vue pendant toute la période révolutionnaire. Sa veuve mourut à Exmes, le 30 juillet 1810.

La propriété de Montchauvel, d'une superficie totale de 86 acres 3 vergées (1), fut partagée entre les deux frères, suivant acte sous signatures privées du 20 janvier 1739, puis Hyacinthe-Pierre-Antoine Lefrançois, ci-dessus nommé, vendit sa part héréditaire

(1) Montchauvel comprenait : 1^o le pré et le parc Summerel, le pré à la Dance, le pré Plomesle, l'herbage nommé la Gérardière, la Côte ou la Croupte, le tout édifié du manoir entouré de douves et de plusieurs autres bâtiments, contenant 41 acres 3 vergées, sis pour la plus grande partie sur Chauffour et 7 acres en la bourgeoisie d'Exmes ; 2^o l'hébergement Lejeune ; 3^o 30 acres en herbe appelées les Parcs et la Forière-Girart ; 4^o 7 acres nommées le pré Boucher et l'herbage d'en Haut (Voir archives du tabellionnat d'Exmes).

à M^{re} Jacques-Gédéon-Charles-François Philippe, sieur du Closlange, directeur des domaines du roi, demeurant à Paris, rue des Fossés-Saint-Germain, moyennant une rente viagère de 3.600 livres et le paiement de quelques petites dettes, suivant contrat reçu par Bertheaume, notaire à Argentan, le 22 décembre 1757.

Du Closlange la rétrocéda à M^{re} Jules-David Cromot, conseiller du roi, baron du bourg Saint-Léonard, Chagny, Fougny, Courgeron, Montagu, Grand-Silly, surintendant des finances du comte de Provence, seigneur des vicomtés d'Argentan, Exmes et Trun, gouverneur des ville et château d'Alençon.

Montchauvel appartient à cette heure aux représentants de M. le comte de Méré.

Sur sa part dans la même propriété, Pierre Lefrançois, frère putné d'Hyacinthe, vendit, lui aussi, le 11 avril 1767, moyennant 1.700 livres de rente viagère, l'herbage du Parc-Saint-Martin sis à Chauffour, près le village de Glatigny, contenant 16 acres, à la princesse Julie-Constance de Rohan, comtesse de Brionne, gouverneur des écuries et haras du Roi pendant la minorité du prince Charles-Eugène de Lorraine, prince de Lambesc, duc d'Elbeuf, pair et grand écuyer de France, lieutenant général pour le Roi en la province d'Anjou, gouverneur particulier des ville et château d'Angers et des Ponts-de-Cé, demeurant à Paris, paroisse Saint-Germain-l'Auxerrois, en son hôtel attenant au château des Tuileries. Elle rendit aveu à la seigneurie de Chauffour, le 8 mai 1769.

Cet herbage fait actuellement partie du domaine national du Haras-du-Pin.

VIII

La gentilhommière de la Fauvelière, assise non loin de la rive gauche de la Barge dans un frais vallon, conserve encore un certain cachet antique avec sa vieille maison basse et trapue, aux poutres apparentes, sculptées et fleuries, ses fenêtres de toute dimension, sa cheminée massive. Elle a, de plus, été habitée et possédée, au cours des XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles, par une branche de l'innombrable famille de Guerpel (1). Cette famille,

(1) Les armes des de Guerpel sont *d'argent à une croix de gueules, ancrée et cantonnée de quatre mouchetures d'hermine de sable.*

une des plus vieilles de la Normandie, est vraisemblablement contemporaine de l'invasion normande en France.

Nous la trouvons déjà en l'année 1272. Voici à quelle occasion. Le 18 avril 1752, en vertu d'une supplique adressée au lieutenant général du bailliage d'Exmes, procès-verbal fut dressé de l'inscription gravée sur la grosse cloche de l'église d'Exmes. La requête était présentée par : 1^o M^{re} André de Gruel, sieur des Fangers, époux de noble dame Marie-Madeleine de Guerpel; 2^o M^{re} Christophe de Guerpel, écuyer, sieur de la Gloudière; 3^o M^{re} François-Joseph de Guerpel, écuyer, sieur de la Bascoë; 4^o M^{re} Jean de Guerpel, écuyer, sieur de la Fauvellière; 5^o et M^{re} Pierre Lefrançois, écuyer, sieur de Montchauvel, ayant épousé noble dame Marie-Jeanne de Guerpel. L'inscription en lettres gothiques était ainsi conçue :

L. M. CC. LXXII (L'an 1272)

**Parrain et marraine noble homme René Périer,
sieur de la Bascoë,**

**Dame Anne de Bellenger, femme de noble homme Laurent
Guerpel, écuyer, sieur de la Gloudière, etc.**

De ce Laurent Guerpel, sieur de la Gloudière, vivant à Exmes en 1272, était issu Robert Guerpel, sieur des Loges et d'Avernes-sous-Exmes, qui, dans le deuxième tiers du xiv^e siècle, avait épousé damoiselle Jehanne de Pierre, fille de Jehan, sieur de Commeaux, Mesnil-Gondouin et la Héronnière (1). Ce dernier laissa noble homme Guillaume (*alias* Gilles) Guerpel, licencié ès-lois, avocat, mentionné en 1408 (2), qui paraît s'être allié à la fille de Colin Renault, écuyer, seigneur des Orgeries et de Montchauvel à Saint-Germain-de-Clairefeuille (3). Il était, en 1418, sénéchal de Jean du Bouillonney, seigneur de la Boutonnière et de la seigneurie de Chauffour.

(1) Archives de l'Orne, série E, dossier Guerpel.

(2) Archives de l'Orne, fonds de Silly.

(3) Aveux de la Renaudière et des Orgeries. — Ce mariage explique la possession de Montchauvel par Robert Guerpel, fils de Guillaume, et il est rendu encore plus probable par les relations de famille qui se perpétuèrent entre les Renault et les Guerpel. — Voy. l'*Histoire de Saint-Germain-de-Clairefeuille*, par le vicomte Renault du Motey, p. 62 et 63. — Colin Renault, seigneur de Montchauvel, ayant plusieurs fils, il est probable qu'ils cédèrent à leur sœur leurs droits dans ce fief.

Son fils, M^{re} Robert Guerpel, marié à damoiselle Jehanne Belin, fille de Jehan, seigneur de Godisson, et de damoiselle du Petitfumey, était, en 1436, garde des sceaux de la vicomté d'Exmes (1). En 1447, il était avocat du Roi au grenier à sel d'Exmes (2) et, en 1458, sénéchal de la Boutonnière. Il acquit ou plutôt recueillit par succession, avant 1461, les terre, seigneurie et fief noble de Montchauvel situés à Saint-Germain-de-Clairefeuille et reçut, à ce titre, le 15 mai 1464, un aveu de Michel Renault des Orgeries, pour l'arrière-fief ou franche vavassorerie de la Renaudière, comprenant plus de la moitié de Montchauvel (3).

Il laissa Gilles (*aliàs* Guillaume) Guerpel, seigneur de Montchauvel, sénéchal de la sieurie de Chauffour en 1483 et de celle de Gisy, pour le fief de la Pallu en 1489 (4).

Ce Guillaume de Guerpel épousa damoiselle Anne de Lyée, fille de Robert de Lyée, seigneur de Belleau, la Fosse-du-Bois, Tonancour, et de damoiselle de Querville ou de Barville.

De cette union sortirent :

1^o M^{re} Gilles de Guerpel, sieur des Loges et de Godisson, époux de damoiselle Jeanne de Montguyon (*aliàs* de Mondion), fille de M^{re} Guillaume de Montguyon, écuyer, seigneur de Vépierre, au pays d'Anjou, et de damoiselle Françoise Martel, du pays du Maine, damoiselle d'honneur de Marguerite de Lorraine, duchesse d'Alençon (1568) ;

2^o Robert de Guerpel, sieur d'Avernes et de la Corbette (1546-1583), époux de damoiselle Florence de Mauvoisin ;

3^o Christophe de Guerpel, sieur du Vivier et de la Gloudière.

4^o Enfin Guillaume de Guerpel, écuyer, licencié ès-lois, avocat, époux de damoiselle Jeanne Mallard. Celui-ci reçut en partage la seigneurie de Montchauvel, à Saint-Germain-de-Clairefeuille et la conserva de 1510 à 1551. Il partagea avec ses frères la succession paternelle et celle de Jehan Belin, son oncle maternel,

(1) Archives de l'Orne, fonds de Silly.

(2) Comptes Anglais de la vicomté d'Exmes. — Voy. dans le *Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne*, le travail de M. du Motey, sur *La ville d'Exmes pendant l'occupation anglaise*, tome VIII, p. 126 et suivantes.

(3) Aveux des Orgeries et de la Renaudière.

(4) Archives de l'Orne.

en 1512. Il est l'auteur de la branche de la Fauvellière, de Réneville, la seule qui va nous occuper dans cette étude.

Guillaume de Guerpel, époux de damoiselle Mallard, eut deux fils :

1° Bonaventure de Guerpel, sieur du Mesnil, Montchauvel et Louvières, époux de damoiselle Florence de l'Acre ou de la Rue. A la date du 25 août 1566, il rendit aveu aux Dames religieuses de Sainte-Trinité de Caen, pour ses immeubles de Chauffour, d'une superficie de 54 acres. Le 10 novembre 1577, il rendait un nouvel aveu pour les mêmes terres et pour une contenance de 60 acres. Il possédait, en outre, la terre noble et la sieurie du Mesnil sise à Trun et à Varry, le fief noble et le patronage de la grande portion de Louvières. Il mourut à la fin de 1604 et ses héritiers se partagèrent sa succession le 16 février 1605 (1).

(1) Voici les représentants de Bonaventure de Guerpel :

1° Guillaume de Guerpel l'ainé, sieur du Mesnil (1588). Il eut en partage la terre du Mesnil sans aucune exception ni réserve et un préciput de 600 livres.

2° Pierre de Guerpel, sieur de Louvières, décédé avant son père, laissant une fille mineure sous la tutelle de son oncle ci-dessus et de Charles Denys, sieur du Bois. Cette fille unique eut toute la terre de Louvières, après la mort de sa grand'mère maternelle. Elle avait droit à un préciput de 500 livres et à une soulte de 2.000 livres, à la charge de payer toutes les dettes de la succession.

3° Jacques de Guerpel, sieur de Saint-Étienne, fils puiné, eut toute la terre de Chauffour, aux charges de soultes et de préciputs ci-dessus énoncés. Il devait, en outre, constituer une dot à sa sœur ci-après. Il habitait Chauffour et Saint-Nicolas.

4° Lucie de Guerpel avait droit à une dot et pour le cas de non-mariage ses frères et sa nièce devaient prendre l'obligation de la nourrir.

5° Damoiselle Anoye de Guerpel possédait personnellement tous les bestiaux garnissant la propriété de Chauffour. Elle tenait la maison de son père qui, à la date du 13 avril 1603, lui reconnut la propriété de tout ce mobilier agricole.

I. Guillaume de Guerpel l'ainé, sieur du Mesnil, eut pour représentants :

1° Pierre de Guerpel, sieur du Mesnil, Montchauvel, demeurant à Trun, époux de damoiselle Marie Doraison (1666-1670).

2° François de Guerpel, sieur de Louvières (7 mars 1652).

3° Jacques de Guerpel, religieux de l'ordre de Sainte-Croix, acolyte du diocèse d'Évreux (1670).

4° Louis de Guerpel, sieur de Louvières et de Bar, demeurant à Crouples (1651-1666). Il possédait, le 26 novembre 1651, la sergenterie de Montagu et avait pour fermier Gilles Lehongre.

II. De Louis de Guerpel, seigneur du Mesnil, Louvières et, en partie, de Varry, sortit damoiselle Éléonore de Guerpel, épouse de Louis de Bardoul, écuyer, seigneur de Magny, demeurant à Tournay, qui lui donna sept enfants

2^e M^{re} Christophe de Guerpel, sieur de Montchauvel et de la Fauvellière, époux de damoiselle Antoinette Lecornu. Il vivait, en dernier lieu, avec son fils Guillaume, ci-après (13 juin 1611), à Chauffour. Il posséda le fief de Montchauvel à Saint-Germain de Clairefeuille, de 1560 à 1599. Par contrat du 2 janvier de cette dernière année, il abandonna à son fils unique, Guillaume, âgé de 12 ans, la sieurie de Montchauvel qui est un

nés en cette paroisse et dont l'un fut baptisé en 1670. Nous verrons que l'un de ces enfants, Pierre de Bardoul, épousa, le 27 novembre 1698, damoiselle Marguerite de Guerpel, fille de Jacques, sieur de la Corbette, demeurant à Avernes.

Pierre-Gilles de Guerpel, fils second de Bonaventure, n'eut qu'une fille, Marie de Guerpel, mariée, en 1608, à noble Gilles de Maurey, sieur de Lozier.

Jacques de Guerpel, sieur de Saint-Étienne et de Montchauvel, possédait la propriété de Montchauvel, de Chauffour, louée 500 livres au 17 février 1608, et comprenant : 2 acres, cour, jardin édifiés de bâtiments, 12 acres en herbe nommées la Girardièrre ; 7 acres en pré nommées le parc Timerol ; 30 acres, labour, plant, pré ; 6 vergées, en herbe, nommées le Val-Fortin ; 1 acre, labour, réage du Buot ; demi acre, labour, réage de l'Épinette. Le tout exempt de rentes. Il tenait encore à Chauffour : la pièce des Routis, d'une valeur de 325 livres (1610) et les droits indivis dans la succession Lejeune, estimés à 1480 livres (1610). Il était possesseur en franche bourgeoisie d'Exmes des pièces : les champs Hardy, labour, contenant 6 acres, 4 acres en herbe nommées les Boulaies ; 10 acres labour, réage du Buot, valant ensemble 1,010 livres (14 décembre 1613) ; la pièce du Pissot et des champs Jacquet, estimés 225 livres (18 octobre 1609) ; le Costil-Guerpel, la Croupette (1613) ; la cour du Vivier, valant 80 livres, dans l'enclos de la ville d'Exmes (22 avril 1618) ; le parc Saint-Martin, à Chauffour (7 novembre 1627) ; puis dans la commune de Saint-Léger, sous la sieurie d'Aunou : la cour du Valet, édiflée de bâtiments, 3 vergées nommées les Noës et les champs Auger (1^{er} juillet 1624), valant 200 livres.

Il avait épousé, en premières noces, damoiselle Marguerite Faucon et, en deuxième noces, Florence de Mondot. Il décéda avant l'année 1642, laissant pour lui succéder :

1^o Damoiselle Esther de Guerpel, épouse de Michel de Corday, sieur des Pallières (11 février 1641).

2^o Damoiselle Françoise de Guerpel, épouse de M^{re} Guillaume Lefrançois, écuyer, sieur de Saint-Nicolas, demeurant à Saint-Nicolas et à Chauffour (A) (voir *supra*).

3^o Damoiselle Samsonne de Guerpel, née à Chauffour, le 5 février 1606, mariée à M^{re} Paul de Bras-de-Fer, écuyer, sieur de Chastillon.

4^o Jacques de Guerpel, né le 25 février 1607.

5^o Hector de Guerpel, né le 26 octobre 1610.

6^o Guillaume de Guerpel, né le 2 février 1613.

Par contrat reçu au notariat d'Exmes, au cours de l'année 1640, M^{re} de Saint-Étienne avait créé sur ses biens, au profit du trésor de Chauffour, une rente de 7 livres 2 sols 6 deniers.

(A) LE FRANÇOIS : d'argent à trois palmes de gueules.

huitième de haubert afin de lui permettre de *s'instruire dans les lettres et l'art militaire*. Malgré cet avancement d'hoirie, il restait propriétaire à Chauffour (aveu du 25 août 1566) de 41 acres 3 vergées de terre et plus tard (aveu du 10 novembre 1577) de 50 acres de terre, au réage de la Bascoë, édifiés de plusieurs maisons, des champs de Barges, Crières-Allaires, la Fauvellerie, le pied du Val, le Costel-Belin, le parc Boucher, la mesure et le petit pré, le tout exempt de rentes. Il possédait encore 1 acre, réage du Buot (1585), le pré des Noës (1587), les Buissons, la Sablonnière (1592) et un corps de loges dans l'enclos de la ville d'Exmes, valant 113 écus (6 novembre 1592).

Voici les représentants de Christophe de Guerpel :

1^o Damoiselle Isabeau de Guerpel, épouse de M^e André de Longrais, avocat, sieur de la Miltière, demeurant à Exmes. Il était sénéchal de la sieurie de Gisnay, pour le fief de la Pallu (24 mars 1627). La dot de M^{me} de Longrais s'élevait à 1.000 livres et fut payée par son frère ci-après.

2^o Damoiselle Anne de Guerpel, mariée, avant 1604, à François Périer, écuyer, sieur de la Bascoë, demeurant à Chauffour et dont il sera parlé dans la suite.

3^o Damoiselle Marguerite de Guerpel, mariée le 6 août 1608, à Antoine Perier, écuyer, sieur du Vivier et des Bruyères.

4^o Damoiselle Marie de Guerpel, née à Chauffour, le 23 mars 1595 et qui épousa Bonaventure du Hamel, sieur du lieu, demeurant à Saint-Germain de Clairefeuille.

5^o Enfin Guillaume de Guerpel, qui continua la filiation, sieur de Montchauvel et de la Fauvellerie, baptisé le 15 avril 1588, marié, le 1^{er} décembre 1610, à damoiselle Suzanne Pitard, fille de feu Thomas, écuyer, sieur de Bourgalopin, et de damoiselle Gilon ou Gillonne d'Alençon. La dot de la future était de 10.000 livres tournois.

Il vendit, le 6 septembre 1617, à M^{re} Jacques du Bouillonney, chevalier, seigneur de la Boutonnière, Malnoyer, etc., et moyennant 700 livres en principal et 36 livres de vin, *le fief et la seigneurie de Montchauvel*, relevant du roi en la châtellenie d'Exmes. Il mourut à la fin de l'année 1629 (1).

(1) Il possédait à Chagny 3 pièces de terre, réage de la Couture et de la rouge Couture, d'une valeur de 174 livres, il tenait également le pré des Erlands, à Chauffour, un grand corps de logis, à Exmes, sur la grande rue et différentes créances sur la famille Ledoux, d'Exmes (14 juin 1629).

Guillaume de Guerpel eut plusieurs enfants de son mariage, parmi lesquels :

1^o M^{re} François de Guerpel, sieur de Montchauvel, né à Chauffour, le 23 mars 1613, prêtre curé de Saint-Arnoult (1643), puis de Chauffour (1647-1650), année de la mort (1).

2^o Damoiselle Jacqueline de Guerpel, marraine en 1641 et qui décéda célibataire.

3^o Jean de Guerpel, écuyer, sieur du Val, époux de damoiselle Catherine de Guerpel. Il décéda le 1^{er} juillet 1672 et fut inhumé dans le chœur de l'église de Chauffour, vers l'autel Saint-Sébastien. Sa femme était décédée le 20 septembre 1654 et avait été inhumée dans le chœur de la même église, sous l'arche du Crucifix, montant vers le maître-autel (2).

(1) Par son testament du 19 janvier 1650, le curé de Chauffour donna à Jean de Guerpel, sieur du Val, son jeune frère, tous les meubles lui appartenant, à la charge de payer certaines dettes indiquées dans un codicille. A la mort du testateur, ses héritiers intentèrent un procès au sieur du Val qui dut payer une somme de 162 livres 13 sols au sieur André de Longrais, ci-dessus nommé.

(2) Jean de Guerpel, sieur du Val, fut trésorier de la confrérie du Rosaire établie dans l'église d'Exmes, du mois d'octobre 1665, date de la fondation jusqu'au 30 mars 1668. Son fils, Jean, ci-après nommé, lui succéda du 3 janvier 1674 au 15 novembre de la même année.

Pour se conformer aux intentions de son frère, le curé de Guerpel, le sieur du Val, père, paya 6 livres au Rosaire de Chagny ; puis, à la date du 28 juin 1672, il donna, lui aussi, au trésor de Chauffour, par acte de dernière volonté, 1 acre labour, sise à Chauffour, nommée le Costil-Fauvel, à la charge de faire dire, à son intention, dix messes basses. Cet acte fut ratifié par ses deux fils et par sa fille, demeurant à Chauffour.

Jean de Guerpel, sieur du Val, eut quatre enfants : deux fils et deux filles.

1^o Damoiselle Anne de Guerpel, baptisée à Chauffour, le 6 mai 1651, décédée célibataire, à l'âge de 78 ans, et inhumée, dans l'église paroissiale, le 11 octobre 1729. Par acte du 20 janvier 1701, elle donna 100 livres au trésor de Chauffour et stipula six messes basses pour le repos de son âme et de celle de ses amis. Cette donation irrévocable fut acceptée par les paroissiens de Chauffour et le capital fut prêté, de suite, à Christophe Glatigny, qui s'obligea à payer chaque année, le 20 février, 111 sols 4 deniers de rente hypothèque.

2^o Marie de Guerpel. Elle vendit, concurremment avec ses frères et sa sœur, le 13 octobre 1680, à Jacques de Nolent, sieur de Fatouville, de la paroisse de Meules, une ferme sise aux Astelles, pour le prix de 4.000 livres.

3^o Jean de Guerpel, écuyer, sieur de l'Épiney et du Val, qui mourut assassiné (*homicidé*) et fut inhumé le 28 septembre 1679, dans l'église paroissiale.

5^o Enfin Christophe de Guerpel, sieur de Guerpel et du Val, qui continue la filiation, décédé à Chauffour, le 2 août 1703. Il épousa damoiselle Marie

4° Damoiselle Françoise de Guerpel, épouse puis veuve en premières noces de M^{re} Gabriel de la Mondière, écuyer, sieur du Val-Imbert, et épouse en secondes noces de Jacques de Nolent, sieur de Fatouville (1672).

5° Enfin Christophe de Guerpel, qui continue la filiation, sieur de la Fauvellière. Il était licencié en droit, avocat, trésorier du Rosaire d'Exmes (Du 15 novembre 1674 au 11 juin 1681). Il

Chagrain, décédée elle-même le 5 octobre 1709 et inhumée dans l'église de Chauffour, près l'autel de la Vierge.

Elle donna à son mari neuf enfants, parmi lesquels :

1° Auguste-Alexandre de Guerpel, né à Chauffour, le 5 août 1680, sieur des Fauvaux, demeurant à Croisilles. Il avait épousé damoiselle Catherine de Launay-Cochet et décéda, sans postérité, avant 1741. Sa femme était morte avant 1730.

2° Jacques-Alexandre de Guerpel, né à Chauffour, le 14 novembre 1681. Il épousa, le 20 octobre 1722, damoiselle Catherine de Saint-Loup, fille de feu marquis de Saint-Loup, écuyer, de Croisilles. Il demeurait à Chauffour, où il décéda le 1^{er} mars 1768.

3° Damoiselle Anne-Marie de Guerpel, née le 1^{er} février 1683, à Chauffour. Le 17 janvier 1718, elle s'unit à Charles de Putescote, sieur de Vauroger, de la paroisse de la Fresnaye-Fayel.

4° Damoiselle Françoise-Gabrielle de Guerpel, née à Chauffour, le 13 décembre 1692. Elle était célibataire et habitait la Fresnaye-Fayel (1740-1766).

5° Damoiselle Jacqueline-Geneviève de Guerpel, épouse, puis veuve de M^{re} Jacques de Malherbe, écuyer, sieur de la Croupte, demeurant à Ommée (1737-1743). Elle décéda à Exmes, le 17 juin 1750.

6° Damoiselle Marie-Renée de Guerpel, qui épousa, le 24 mai 1704, M^{re} Gaspard de Guyard, écuyer, sieur de la Hulinière, dont elle eut trois enfants. Elle s'unit en secondes noces, le 24 novembre 1722, à Gisnay-la-Briquetière, avec Pierre-Bernard de Gruel, fils de feu Louis de Gruel, sieur de Boisgruel, et de noble dame Marie-Louise Cousin, de la ville d'Exmes. Elle décéda à Exmes, après son mari, le 20 mars 1757.

7° M^{re} François-Christophe de Guerpel, né à Chauffour, le 3 février 1687, curé de Saint-Arnoult (1711-1712), puis curé de Geneste (1721).

8° Pierre-Christophe de Guerpel, sieur du lieu. Il se maria, le 19 juin 1748, avec damoiselle Claude-Françoise-Marguerite de Maurey, dame du Plessis, fille de feu noble Claude-Antoine de Maurey, seigneur du Plessis, et de Catherine de Maurey, de la paroisse de Nonant.

Il eut pour représentants :

M^{re} François-Christophe de Guerpel, capitaine de cavalerie au 6^{me} régiment de chevaux-légers (24 mai 1784), puis premier chef d'escadron au régiment de Lauzun-Hussards (12 février 1790). Il habitait Nonant.

Et M^{re} Charles-François de Guerpel, capitaine au régiment de Soissonnais, puis capitaine au 6^{me} régiment de chevaux-légers (1784-1786). Il demeurerait à Nonant, le 2 janvier 1780.

9° Enfin Jean-Christophe de Guerpel, qui continue la filiation, né à Chauffour, le 18 août 1679. Il était sieur du lieu et de la Fauvellière et assesseur au bailliage d'Exmes. Il épousa, le 5 mars 1715, damoiselle

décéda le 11 juillet 1695 et fut inhumé dans l'église d'Exmes (1).
Il épousa en premières noces damoiselle Renée Marce, décédée,

Marie-Suzanne Avenelles, veuve de Charles des Molières, sieur de Valmesnil. Il acheta l'office de lieutenant particulier aux vicomtés d'Exmes et de Trun, de Jean-Charles de Brossard, sieur des Vaux, et de Jacques de Brossard, écuyers, père et fils, moyennant 2.000 livres, suivant contrat passé au tabellionnat d'Exmes, le 23 octobre 1712. Il était conseiller du roi et habitait Chauffour, où il décéda le 27 avril 1735. Sa femme était morte, à l'âge de 50 ans, le 3 août 1731.

Il possédait 53 acres de terre à Chauffour, aux réages des Allouettes, des Jardins, des champs de Berges, des champs Dollent, de l'herbage aux Brœufs, de la Mazure, du Buot et des Longues-Raies, le tout exempt de rentes (Aveu du 9 janvier 1690).

L'unique représentant de Jean-Christophe de Guerpel est Jean ou Jean-Christophe de Guerpel, né à Chauffour, le 11 janvier 1716 et qui continue la filiation. Il rendit aveu à la sieurie de Chauffour, le 20 juin 1752. Il possédait intégralement la fortune de son père. Il épousa en premières noces damoiselle Angélique Houdouard du Tremblay, décédée à Chauffour, le 4 avril 1759 et dont il eut les enfants ci-après nés à Chauday et à Exmes. Il s'unit en secondes noces, le 11 mai 1769, à damoiselle Marie-Catherine-Jeanne-Françoise Bocquemare de la Motte, fille de feu Jacques et de feu noble dame Catherine Guyon de Sainte-Marie, veuve en premières noces de M^{re} Jacques Garnier de Pourly, devenue veuve. Le 10 août 1770, elle alla habiter la paroisse de Francheville.

Les enfants de Jean de Guerpel sont :

1^{re} Damoiselle Jeanne-Rose-Victoire-Félicité de Guerpel, décédée célibataire, à Exmes, à l'âge de 76 ans, le 4 septembre 1822.

2^{re} Georges-Victor de Guerpel, *chevalier* de la Fauvellière, né le 3 mars 1750, sous-lieutenant au régiment de Dauphiné-Infanterie, le 3 mars 1773, puis officier au même régiment, le 12 mai 1785. Il épousa, le 7 octobre 1788, damoiselle Catherine-Louise-Thérèse Lemarchand des Ligneritz. Il rendit aveu au seigneur de Chauffour, le 22 octobre 1773, pour ses immeubles sis à Chauffour, comprenant une étendue de 28 acres, aux réages des Longs-Prés, du pré des Regains, des Crières-Allaires ou des Allouettes, des Jardins, des champs de Barges et des champs Glatigny. Il était chevalier de Saint-Louis. Il épousa en secondes noces damoiselle Victoire-Marie-Jeanne de Longlay et mourut à Exmes, à l'âge de 80 ans, le 9 avril 1830. La population d'Exmes l'avait surnommé *le petit saint*.

3^{re} Jean-Christophe-Hyacinthe-Armand de Guerpel, né à Exmes, le 19 avril 1744, écuyer, sieur de la Fauvellière, ancien capitaine au régiment de Soissonnais. Il rendit aveu, en même temps que son frère Georges, à la sieurie de Chauffour, le 20 octobre 1779, pour ses immeubles d'une superficie de 30 acres. Il était pensionnaire du Roi. Nous le retrouvons avec son frère le chevalier colonel de la Garde nationale d'Exmes au 15 août 1789. Il était chevalier de Saint-Louis et mourut à Exmes, le 11 avril 1820.

Les frères de Guerpel de la Fauvellière, n'ayant pas de représentants, cette branche se trouve éteinte.

(1) Il rendit aveu à la sieurie de Chauffour, le 1^{er} juin 1691, pour 12 acres de terre, aux réages des Long-Prés, du Costil-au-Viel et des Belles-Gerbes, le tout exempt de rente. Il possédait une créance de 2.604 livres sur la famille de Malvoue, sieur de Saint-Vincent (15 septembre 1681) et 2.000 livres sur les religieuses bénédictines d'Exmes. Cette dernière somme fut donnée en dot à M^{me} Lenormant.

sans enfants, à Chauffour, le 25 février 1658. Elle fut inhumée dans l'église, auprès de la petite porte dans le chœur.

Il s'unit en secondes noces avec damoiselle Renée de Graindorge qui lui donna douze enfants, parmi lesquels :

1° Damoiselle Marie de Guerpel, née à Exmes, le 22 juin 1659, décédée célibataire, le 27 avril 1673.

2° Damoiselle Anne de Guerpel, née à Exmes, le 14 août 1661, et qui épousa, le 21 juin 1696, Robert Le Normant, sieur de la Chevalerie, fils de feu Nicolas et de damoiselle Marie Malherbe. Ils habitaient Notre-Dame de Fresnay. Les trois frères de la mariée lui constituèrent une dot de 261 livres de rente hypothèque à prendre sur le couvent d'Exmes et sur Jacques Lefrançois, écuyer, sieur de Saint-Nicolas.

3° Henri-René de Guerpel, né à Exmes, le 1^{er} mars 1671, qualifié *chevalier*, sieur de la Fauvellière, demeurant tantôt à Exmes, tantôt à Saint-Gervais-des-Sablons (1693-1713). Il était gendarme de la garde du roi et habitait Paris, rue de la Huchette (12 juin 1700). Il épousa en premières noces damoiselle Marie-Madeleine ou Marie-Françoise Lenormant et en secondes noces damoiselle Marie Vicaire (2).

(2) Il était créancier sur Christophe de Guerpel, sieur de Guerpel, son cousin, d'une rente de 200 livres qu'il transporta à son frère de Réneville, le 10 juillet 1710. Il aliéna à son frère, Joseph de la Bascoë, 1 acre et demie, labour, nommée le Costil, moyennant 150 livres (10 avril 1697). Il céda à son cousin Christophe sus-nommé 2 acres de terre en cour, jardin, le tout édifié de maison et situé à Exmes, en franche bourgeoisie, par le prix de 2.300 livres (29 juin 1697). Thomas Lehongre, sieur du Boulay, lui acheta 3 vergées en herbe, à Saint-Germain de Clairefeuille, nommées le pré de Sourure, relevant de la Boutonnière et lui versa 313 livres (29 juillet 1696). Enfin M^{re} de Guerpel, née de Graindorge, sa mère, contracta sur ses biens et pour verser à ce même fils, des dettes s'élevant à 1,940 livres. Elle se trouva également généreuse pour son fils Joseph ci-après.

Les trois frères de Guerpel, du vivant de leur mère, partagèrent la succession paternelle, à la date du 23 septembre 1713.

Parmi les enfants de Henry-René de Guerpel, il convient de citer :

Robert-René-Henry de Guerpel, seigneur et patron de Montreuil, Beauvais, le Buisson et autres lieux, ancien officier d'infanterie au régiment de Lorraine, époux de noble dame Marie-Françoise-Geneviève Lenormant-Darbois. Cette dame avait son patrimoine à la Cambe (19 novembre 1782).

Robert-Henry-René de Guerpel laissa pour lui succéder :

1° Damoiselle Marie-Françoise-Henriette de Guerpel qui épousa, le 19 novembre 1782, M^{re} Jean-Thomas de Thollemmer, écuyer, de la paroisse

4° M^{re} Joseph de Guerpel, sieur de la Bascoë, né à Exmes, le 20 novembre 1664. Il épousa, le 16 septembre 1688, damoiselle Anne de Marescot, fille de Claude, écuyer, et de damoiselle Catherine Paulin, du bourg de Vimoutiers, décédée le 7 décembre 1731. Il épousa en secondes noces, le 5 septembre 1737, damoiselle Marie Simon, fille de feu Henry Simon, et de damoiselle de la Cour. Il décéda lui-même le 5 septembre 1741 (1).

5° Guillaume-René de Guerpel, sieur de Rêneville, né à Exmes le 9 mars 1670 et y demeurant, puis aussi à Saint-Pierre-la-Rivière. Il épousa en premières noces, le 7 octobre 1694, à Exmes, demoiselle Anne-Renée Cousin, fille de feu Louis Cousin, Conseiller du Roi, lieutenant criminel au Pont-de-l'Arche, et de dame Louise Routier. Cette dame décéda le 30 décembre 1700 et

de Dozulé, fils de feu Thollemmer, écuyer, ancien officier et garde des côtes, et de damoiselle Françoise Ferey de la Chasse.

2° Et Louis-Pierre-Henry de Guerpel, sous-lieutenant au régiment de la Frère-Infanterie, demeurant ordinairement en la paroisse de la Cambe, émancipé d'âge par lettres obtenues de la chancellerie près le Parlement de Normandie. Il avait pour curateur M^{re} Lemaître et M^{re} Pierre Lefrançois, écuyer, sieur de Montchauvel (25 janvier 1785).

(1) Joseph de Guerpel eut de sa première femme six enfants, parmi lesquels :

1° Damoiselle Marie-Madeleine de Guerpel, née à Exmes, le 30 mai 1693, décédée célibataire, le 13 septembre 1725.

2° François-Joseph de la Bascoë, qui continue la filiation, né à Exmes, le 15 janvier 1691, marié à damoiselle Marie-Charlotte de Corday qui décéda à Exmes, le 23 septembre 1762. M. de la Bascoë mourut le 28 août 1766 et fut enterré dans l'église d'Exmes à côté de sa femme.

De François-Joseph de Guerpel de la Bascoë naquirent six enfants, au nombre desquels :

1° Damoiselle Marie-Anne de Guerpel, née à Exmes, le 24 septembre 1722. Elle épousa en premières noces, le 26 octobre 1767, M^{re} Jean Chedaneau, sieur de la Brossette, receveur des Domaines du Roi à Exmes, décédé le 20 mai 1772, puis, en secondes noces, M^{re} Pierre Cally, docteur en médecine, conseiller du Roi et son grenetier au grenier à sel de Bellême et y demeurant (Mariage du 24 mai 1776).

2° Damoiselle Marie-Jeanne de Guerpel, née à Exmes, le 20 janvier 1720. Elle épousa, le 29 juillet 1749, M^{re} Pierre Lefrançois, écuyer, sieur de Montchauvel, fils du sieur de Montchauvel et de Marie-Françoise Boulay-demeurant à Chauffour. Elle décéda à Exmes, le 30 juillet 1810, à l'âge de 90 ans.

3° Louis-Joseph de Guerpel, né à Exmes, le 15 octobre 1718. Il mourut en bas-âge.

M^{re} de Montchauvel, née Marie-Yvonne de Guerpel, décédée elle-même sans enfants, donna sa fortune au chevalier de Guerpel de la Fauvellière.

fut inhumée dans l'église d'Exmes. Elle donna quatre enfants à son mari, parmi lesquels :

1° Demoiselle Jeanne-Catherine de Guerpel, née à Exmes le 10 juillet 1696, qui épousa le 12 août 1723, François Miton sieur de Lajarrie, fille de feu François et de Françoise Dubois.

2° Anne-Charlotte-Renée de Guerpel, née à Exmes le 14 juin 1700. Elle épousa le 9 avril 1744 Jean-Baptiste Dupuis, fils de feu M^e Michel Dupuis et de feu demoiselle Anne de Corday, demeurant à Exmes.

3° Louis-René de Guerpel, qui continue la filiation, né à Exmes le 14 juillet 1697. Il épousa en premières noces, demoiselle Élisabeth de Guerpel de la *Cousture*, et en deuxièmes noces (26 septembre 1741), demoiselle Jeanne-Élisabeth Douesy, veuve de Pierre Lefranc, sieur d'Argentelles, de laquelle il n'eut pas d'enfant. Il habitait ordinairement à Saint-Pierre-la-Rivière.

Guillaume-René de Guerpel, de Rêneville, père, contracta une seconde union avant l'année 1704, avec demoiselle Marie Letellier, dont il eut :

1° Pierre-René de Guerpel, écuyer, sieur de Rêneville, qui épousa le 21 mars 1732, demoiselle Catherine-Jacqueline-Charlotte Dufour de Pompierre, fille de M^e Louis Dufour, écuyer, seigneur de Montreuil-le-Buisson. Il était né à la Briquetière le 17 mars 1706 et demeurait à la Cambe le 18 octobre 1746. Sa veuve épousa en deuxièmes noces M^e Christophe-François de Guerpel, sieur de la Gloudière. Devenue veuve, elle fixa sa résidence à Lisieux, paroisse Saint-Jacques (4 septembre 1783) (1).

2° Demoiselle Louise-Renée de Guerpel de Rêneville, qui épousa le 19 novembre 1721 Charles-Guillaume Lemaistre sieur

(1) De Pierre-René de Guerpel-Dufour sortirent :

1° Demoiselle Marie-Renée de Guerpel l'aînée, qui épousa le 16 novembre 1777, M^e François-Charles de Philippe, sieur de Phisemont, fils de M^e Philippe-Charles de Philippe, sieur de Beaumont et de noble dame Marie-Marguerite Deshayes. Elle demeurait à Exmes, où elle mourut le 12 novembre 1814.

2° Demoiselle Marie-Renée-Louise de Guerpel, née à Exmes le 31 décembre 1734, épousa le 25 novembre 1777, M^e Louis-Emmanuel de Beaurepaire, ancien officier dans le régiment de la Couronne, fils de Saint-Antoine-Marie de Beaurepaire et de noble dame Madeleine-Geneviève Aubert de Damblainville de la paroisse de Damblainville. Elle habitait Exmes avec son mari. Devenue veuve, elle y décéda le 11 avril 1810.

de la Chabotière. Elle eut pour fils René-Jacques Lemaistre (12 novembre 1746).

Louis-René de Guerpel la Cousture eut de sa première femme trois enfants, nés à Saint-Pierre-la-Rivière :

1° M^e Louis-René de Guerpel, prêtre-curé de Neauphe (8 mai 1769), puis de la Poterie en 1787. Ce trop fameux personnage mourut à Argentan le 6 vendémiaire, an IX (1).

2° Demoiselle Marie-Renée-Élisabeth de Guerpel de Rêneville qui épousa le 28 janvier 1768, Jacques Duval, sieur de Vieux-court, Lieutenant de la Conétablie et Maréchaussée de France, à la suite de Messieurs les Maréchaux de France, demeurant à Argentan, paroisse Saint-Martin, veuf de demoiselle Louise-Magdeleine de Longlay, et en deuxièmes noces, de demoiselle Marie-Andrée de Guerpel fille du sieur de la Gloudière. M^e de Vieux-court mourut à Exmes le 10 brumaire, an 12.

3° M^e Louis-Pierre-Joseph-René de Guerpel de Rêneville, qui continua la filiation, officier d'Invalides, demeurant à Ardres. Il épousa le 17 octobre 1768 demoiselle Jeanne-Gabrielle-Françoise Lemaistre. Il acheta, le 15 novembre 1789, le pré Cassé, sis en franche bourgeoisie d'Exmes, moyennant 12.000 livres. Il était Chevalier de l'ordre militaire de Saint-Louis. Il décéda à Exmes chez M^{lle} Reine-Joseph Lemaistre, sa belle-sœur, à l'âge de 80 ans, le 22 février 1819. Sa femme était morte à Exmes le premier jour complémentaire du mois de fructidor an 13, à l'âge de 62 ans.

Les représentants de Louis-Pierre-Joseph-René de Guerpel de Rêneville sont :

1° Jean-Louis-Auguste de Guerpel, élève du Roi à l'école militaire de Paris le 26 septembre 1786, puis officier au régiment de Dauphiné, en garnison à Toulon, le 26 août 1789, enfin officier pensionné du Roi. Il demeurait à Exmes.

2° M^e Louis-Gabriel de Guerpel de Rêneville, qui continue la filiation, élève à l'école militaire de Beaumont en Auge puis officier au 26 septembre 1786. Il émigra en Allemagne pendant la Révolution puis rentra en France sous le 1^{er} Empire et fut maire d'Exmes de 1815 à 1830. Il était chevalier de l'ordre royal et mili-

(1) Le curé de la Poterie possédait à Chauffour 4 acres et demie en herbe, nommées le pré du Pont, ou le champ de Bargu, exempt de rentes (aveu à la sieurie de Chauffour, du 8 mai 1769).

taire de Saint-Louis et avait épousé noble dame Jeanne Lecomte de Betz, décédée à Exmes, lieu dit la Bascoë, le 27 avril 1851, à l'âge de 75 ans. Son mari mourut au même lieu le 1^{er} avril 1854, âgé de près de 83 ans.

De cette union naquirent :

1^o Demoiselle Renée-Mélina de Guerpel née à Alençon le 6 novembre 1806 et qui épousa à Exmes le 6 août 1830 M^e Raoul-Stanislas de Malherbe propriétaire, âgé de 23 ans, né à Goulet le 24 septembre 1806 et y demeurant, fils de Joseph-Auguste de Malherbe et de feu Marguerite-Jacqueline Dupont de Lozier.

2^o M. Louis-Émile de Guerpel, né à Alençon le 18 novembre 1805 et qui continue la filiation. Il épousa à Carville, le 7 février 1831, demoiselle Augustine-Ange Gautier de Carville, née à Carville le 7 décembre 1810.

De ce mariage sont issus :

1^o M. Louis-Henry de Guerpel, propriétaire, demeurant à Vire, époux de demoiselle Marie-Antoinette de Saint-Aignan, ayant pour représentants : 1^o Demoiselle Marie-Antoinette de Guerpel, épouse de M^e Gaston Gourdin des Hameaux. 2^o Et demoiselle Marie-Henriette de Guerpel, mariée à M^e René de Brunville.

2^o M. Gabriel-Charles de Guerpel, décédé célibataire.

3^o M^{me} Mathilde-Ange de Guerpel, propriétaire, demeurant à Caen, aujourd'hui veuve de M. Gustave-Henry-Antoine de Tournebu, décédé en 1863, laissant pour représentants : 1^o M. Raymond-Marie-Auguste de Tournebu, ancien capitaine de cavalerie, époux de demoiselle Marguerite de Cheffesailles de la Léverie, demeurant à Saint-Maurice-sur-Huisne. 2^o et M. Louis-Marie de Tournebu, lieutenant de hussards, en garnison à Alençon, époux de demoiselle Caroline Portefin.

4^o M. Jules de Guerpel, propriétaire, demeurant à Carville, époux de demoiselle Valentine-Marie-Antoinette Bouquerel de Plainville.

De M. Jules de Guerpel est issu, en l'année 1870, M. Henry-Louis-Marie-Adalbert de Guerpel, propriétaire, demeurant à Carville et qui est, à cette heure, le seul représentant du nom.

IX

La propriété de la Bascoë, contigüe à la Fauvellière, a appartenu primitivement à une famille du Hamel, puis en l'année 1272 et jusque dans la dernière moitié du ^{xvii}^e siècle, à la famille Périer dont l'ancêtre, René Périer, était parrain de la cloche d'Exmes, ainsi qu'on l'a vu plus haut. A partir de 1272 nous perdons toute trace de cette famille. Nous trouvons cependant au 5 mars 1454, un Périer, prénommé Pierre, lieutenant du Sénéchal de Chauffour, sous Henry Lelong, sénéchal. Il était probablement le père de Antoine Périer, écuyer, lieutenant du Sénéchal, puis Sénéchal de la Sieurie de Barges-Chauffour du 19 mars 1489 au 22 juin 1520.

Son fils Antoine Périer, sieur de Poisley, époux de demoiselle Marie du Valet, possédait la Bascoë vers la fin du ^{xvi}^e siècle. La veuve de ce dernier épousa entre 1564 et 1569, en deuxièmes nocces, noble Antoine d'André, sieur du Parc.

Les représentants d'Antoine Périer du Valet sont :

1° Demoiselle Barbe Périer, épouse de noble Jehan de la Rue, sieur du Parc (1588).

2° Noble Pierre Périer, sieur de Poisley, lieutenant du Bailli d'Alençon à Exmes, mort avant 1575.

3° Noble René Périer, sieur de la Bascoë et de Poisley, époux de demoiselle Gillonne ou Gillette de Valois. Il figure au rang des bourgeois d'Exmes dans deux délibérations très importantes des 27 janvier et 14 juillet 1565. Il mourut avant 1586, laissant trois fils et une fille.

De René Périer, sieur de la Bascoë sont sortis :

1° Demoiselle Fleurence Périer, épouse de Noël de Corday, sieur de Launay.

2° M^e Antoine Périer, sieur du Vivier et des Bruyères, demeurant en la paroisse de Champobert qui épousa le 6 août 1606, demoiselle Marguerite de Guerpel, fille du sieur de Montchauvel et de la Fauvellière (voir supra, années 1580-1638).

3° Pierre Pérrier, sieur du Coudray, bourgeois d'Exmes (27 janvier 1565), époux de demoiselle Marie Letenneur (1620) (1).

4° M^e François Pérrier, sieur de la Bascoë et de Poisley (1593-1638). Il avait épousé en premières noces, demoiselle Anne de Guerpel, sœur de Marguerite de Guerpel, ci-dessus, puis en deuxièmes noces, demoiselle Geneviève Bouchart, fille de feu noble François Bouchart, sieur de Hautmanoir, et de demoiselle Marguerite de Franqueville. Il décéda sans postérité.

Antoine Pérrier, sieur du Vivier et des Bruyères, époux de demoiselle Marguerite de Guerpel, eut pour successeurs :

1° Demoiselle Suzanne Pérrier, née le 13 avril 1611.

2° M^e René Pérrier, écuyer, sieur de Bellemare, qui épousa, le 23 janvier 1663, demoiselle Marguerite de Brecy, fille de Charles de Brecy, écuyer, et de demoiselle de Contemesnil, demeurant en la paroisse de Gerville-en-Caux.

3° M^e François Pérrier, sieur de Grandecour, né à Exmes le 6 avril 1609. Il épousa, le 29 février 1653, demoiselle Florence de Corday, décédée le 2 mai 1694. Lui-même mourut avant l'année 1680. Il continua la filiation.

De François Pérrier sortirent :

1° Demoiselle Charlotte Pérrier, veuve de feu Jacques Du Chemin, sieur des Fosses (22 mars 1679).

2° Demoiselle Marie Pérrier née le 10 septembre 1663, décédée le 25 janvier 1664.

3° Madeleine Pérrier, née le 16 septembre 1667.

4° Élisabeth-Marguerite-Anne Pérrier, épouse de François Lehan tier, sieur de la Gaudinière. Sa fille Élisabeth-Marguerite Lehan tier, donna à l'abbaye royale de Saint-Nicolas-de-Verneuil sa terre et ferme de Champobert, louée 30 livres, suivant bail du 30 décembre 1744. La donation est du 17 mars 1747.

(1) Les représentants de Pierre Pérrier sont :

1° François Pérrier, sieur des Acres, né le 20 septembre 1643 mort le 11 novembre 1670.

2° Demoiselle Geneviève Pérrier née le 10 novembre 1641, mariée à M^e Michel Dupuis, avocat, sieur de la Cerizière, demeurant à Exmes (mariage du 9 octobre 1662).

PÉRIER : *de sable au chevron d'argent chargé de trois roses de gueules et accompagné de trois croissants d'or.*

5° Et M^e François Périer, écuyer, sieur de Grandcour, né le 10 septembre 1663, capitaine au régiment de la marine, en garnison à Perpignan (18 septembre 1699), puis capitaine au régiment de Vendôme, en garnison en Dauphiné, le 1^{er} février 1707 ; puis encore, 1^{er} capitaine de grenadiers au régiment de Vendôme et chevalier de Saint-Louis (1711-1733). Il décéda à Chauffour le 28 juillet 1739.

La succession d'Anne de Guerpel, femme de François Périer, sieur de la Bascoë ci-dessus, échut à son neveu, Christophe de Guerpel, marié à demoiselle Renée de Graindorge (voir *supra*).

La terre de la Bascoë passa ensuite à Joseph de Guerpel, fils de Christophe, époux de demoiselle Anne de Marescot.

Elle est restée dans la famille de Guerpel jusqu'à la mort de M. de Guerpel, décédé en 1854, époque à laquelle elle échut, par partage, à M. et M^{me} de Malherbe, ainsi que la terre de Grandcour ci-après.

X

Le *tènement* le plus important de la seigneurie de Chauffour était celui des Communes, autrement dit Grandcour. Il contenait 85 acres 3 vergées, qui « *anciennement faisaient partie du domaine non fleffé et manoir de la Seigneurie.* » C'est donc au lieu dit les Communes qu'habitait jadis le seigneur de Chauffour avant la prise de possession par l'abbaye St-Étienne de Caen (1).

Les possesseurs successifs de Grandcour ont été ceux ci-après : Robert Bienvenu (1471), M^e Charles Surget, Madeleine Ledoux, Jehan de Corday, écuyer, sieur de la Métairie, fils de feu Ber-

(1) Ces 85 acres se divisaient de la manière suivante : 1° 72 acres 3 vergées, comprenant cour, jardin potager, herbages, prés, pâtures, terres labourables, plants édifiés de six corps de logis à usage d'habitation et d'exploitation, nommées les Communes, le pré des Corvées, le pré au Chartier, la pièce de derrière la Grange, la grande Pièce, le long Bouel, les champs Salle ou Forfaiture, le champ aux Maîtres. 2° 7 acres en labour et plant, nommées la grande Pièce. 3° 6 acres en labour. Le tout obligé envers la seigneurie à 100 sols, en argent, payables : moitié à la Saint-Michel de septembre et le surplus à la Chandeleur ; plus, 7 sols pour les héritages Bienvenu, payables également en deux termes, 1 geline et demie à Noël et 10 œufs à Pâques, le tout de rente foncière, outre les devoirs de Seigneurie. (Aveu de Robert Bienvenu, du 2 mars 1471, aux Archives de l'Orne).

trand, écuyer, sieur du Parc et de damoiselle Marie Renault, de Saint-Germain, André, François et Pierre Chartier, Michel de Corday, les héritiers de Jean Bienvenu ; Abraham de L'Etang, ayant épousé Isabelle Bienvenu (13 mai 1634), François Périer, écuyer, sieur de Grandcour, et son fils Pierre ; autre François Périer, écuyer, sieur de Grandcour, chevalier de l'ordre militaire de Saint-Louis (voir *supra*) ; Gabriel de la Fontaine de Francour, marchand, de la paroisse de Saint-Pierre du Jonquet, Pierre-Antoine-François de la Fontaine de Grandcour. Ce dernier rendit aveu le 8 mai 1769 et vendit la propriété en question à M^e Jean Alliot, sieur de Bosrenoult, avocat, et à sa fille Andrée-Éléonore-Angélique-Dorothée, veuve de M^e Romain-André Billard, ancien capitaine de cavalerie, chevalier de Saint-Louis (10 mars 1788).

ALBERT CHOLLET.

SAINT-HILAIRE-DE-BRIOUZE

(Suite).

CHAPITRE III

HISTOIRE COMMUNALE DE SAINT-HILAIRE-DE-BRIOUZE

A la veille de la Révolution, au moment où l'influence seigneuriale allait disparaître, on sentit la nécessité de mettre à la tête de la communauté rurale un chef capable d'exercer sur ses concitoyens une autorité plus complète et plus respectée. On crut y parvenir en donnant au maire les fonctions municipales des syndics et quelques-unes des attributions de police du juge seigneurial.

Jean-Nicolas Heudiard a été le premier maire de Saint-Hilaire. Il était né le 20 décembre 1750 de Nicolas et de Marie Peigné. Sa famille paternelle qui habitait le Valvouël était une des plus notables du pays. Aussi plusieurs de ses membres étaient-ils inhumés dans le chœur de l'église. Il avait épousé Jeanne-Françoise Savary. De cette union sortit Jeanne Heudiard qui se maria à seize ans avec André-Thomas Masson, originaire de Trémont. Ce dernier était fils de Marguerite Savary, sœur de Jeanne-Françoise. Ainsi André Masson et sa femme se trouvaient cousins germains du côté maternel.

La famille Savary a donné plusieurs prêtres à l'Église. L'un des plus célèbres a été le Rédacteur du Pouillé sagien. Au jugement d'hommes compétents, cette histoire abrégée du diocèse est une œuvre des plus remarquables tant par son exactitude que par l'étendue des recherches qu'elle a dû exiger.

La position de fortune de Nicolas Heudiard, son honorabilité personnelle, l'étendue de ses relations lui donnaient de la notoriété dans la contrée. Aussi fut-il, pendant plusieurs années,

président de la commission municipale du canton de Briouze. Nommé maire de la commune au commencement de la Révolution, il n'avait pas tardé à donner sa démission et avait été remplacé par Jacques Delange.

C'était en mars 1789.

A cette époque, on entendait déjà siffler dans le lointain le vent de la tempête révolutionnaire qui allait bientôt se déchaîner sur la France. Les esprits étaient dans l'anxiété, et partout s'accroissait de plus en plus la division entre les diverses classes de la société. La paroisse de Saint-Hilaire, comme toutes les autres, se préoccupait de la situation et rédigeait en ces termes son cahier de doléances :

« Les habitants en général de la dite paroisse se sont assemblés cejourd'hui en conséquence des ordres de Sa Majesté, publiés par M^e Morel, vicaire, au prône de la grand'messe, lus et de rechef publiés par le syndic de l'assemblée municipale à l'issue de la dite grand'messe et affichés au lieu ordinaire, pour délibérer et nommer deux députés qui devront se transporter à Falaise à l'assemblée qui se fera concernant la nomination des députés pour les États généraux, et les représenter en tout, à l'effet de quoi ils ont procédé à faire leur cahier de doléances, ainsi qu'il suit :

1^o Les dits habitants supplient très respectueusement Sa Majesté de luy demander qu'il y ait autant de voix délibératives pour le Tiers-État comme il y en aura pour le Clergé et la Noblesse et qu'il n'y ait aucun député reçu aux États généraux, représentant le Tiers-État que des roturiers laboureurs.

2^o Que généralement tous les droits que le Tiers-État paie soient réunis à un seul.

3^o Que la répartition s'en fasse par les membres députés de la municipalité dans chaque paroisse *gratis*.

4^o Que les contredits qui pourront arriver dans la répartition du dit droit entre les habitants soient jugés et réglés par la municipalité en conciliation et sans frais.

5^o Que les aides et les gabelles soient entièrement supprimées.

6^o Que les dixmes soient converties en une pension qui sera payée par les habitants chaque année aux curés ou desservants.

7^o Que les banalités de moulins et fours soient pareillement supprimées.

8^o Que les grandes routes qui sont projetées d'Argentan à Domfront et de Falaise à Couterne soient entièrement faites.

9^o Que tous les sujets du royaume, des trois États, payent les uns comme les autres l'impôt que le Tiers-État paie pour ainsi dire seul, et ce à proportion des facultés de chacun.

10^o Que les colombiers, garennes et bêtes fauves soient détruits. »

Sur chaque article suivent de longues observations. Nous citerons les plus curieuses, celles qui concernent les *aides* et les *gabelles*, les *banalités* de moulin et de four, les grandes *routes projetées*, les *droits de colombiers et de garennes*.

§ I. — *Aides et gabelles.*

Les aides et gabelles deviennent absolument inutiles et sont une des principales causes de l'indigence des pays voisins de la Bretagne. Nous sommes imposés pour cette paroisse à 49 minots $\frac{3}{4}$ de sel ; chaque minot contient 64 litrons et chaque particulier, au-dessus de l'âge de sept ans, doit être imposé à 4 litrons et demi. Nous sommes contraints de donner une déclaration de ce que nous sommes de personnes, et cela par chaque feu, de façon qu'un pauvre malheureux sans bien, sans secours autre que ses bras est écrasé. Ils sont lui, sa femme et huit enfants, ce qui compose dix personnes. Il faut qu'ils prennent forcément tous les trois mois, à commencer le 1^{er} janvier, 11 litrons $\frac{1}{4}$ de sel. Chaque litron se paie 19 sols ; cela fait 10 livres 13 sols 9 deniers pour trois mois et pour un an 42 l. 13 s. Il ne peut se plaindre du trop : il faut qu'il s'en livre du collecteur et le collecteur du receveur du grenier, ou il faut payer comptant 3 s. 6 d. par litron pour avoir la liberté de le laisser. Prend-il la totalité, ne paie-t-il pas dans le temps prescrit ? Il a sur-le-champ des frais. En a-t-il trop pour son potage, a-t-il le malheur de saler quelques livres de beurre de ce trop ? Les employés en faisant leurs visites renversent et brisent les meubles, se saisissent et du pot et du beurre, l'enlèvent au malheureux et en font leur profit. Il faut en outre payer une amende pour avoir salé avec le sel de leur impôt. A combien se monte-t-elle ? C'est arbitraire, et il faut payer dans l'instant, ou l'on a des frais....

A-t-il le malheur de brasser le peu de fruits que la Providence lui donne et de les convertir en liqueur à un pressoir étranger ? Il y est contraint puisqu'il n'en a pas, il est obligé de perdre une journée pour se transporter au bureau des aides, afin de déclarer qu'il va brasser et déclarer un autre jour que son brassage est fini ; il faut qu'il paie. Sa liqueur est-elle assaisonnée, il cherche à la vendre, il s'en prive pour en avoir le prix afin de lui aider à payer les droits dus à notre monarque et faire subsister sa

famille. Heureux, dit-il, qui a du pain ! Il prie un de ses amis de le lui voiturer charitablement à sa destination. Les commis aux aides ou les employés en font rencontre ; ils l'arrêtent. Voyons votre passe-debout ? Il le montre ; « il n'est pas en forme, disent-ils, vous êtes un fraudeur ». Ils saisissent le harnais, la charrette et la liqueur. Le tout est confisqué au profit de la ferme de leurs directeurs et d'eux. Est-ce tout ? Non, il faut encore payer une amende. Le pauvre homme se trouve-t-il dans l'impuissance de le faire ? On lui saisit ses meubles, ses nippes, son lit et ceux de ses enfants ; on les vend souvent à vil prix et le misérable est réduit à coucher sur la paille avec sa petite famille et obligé d'envoyer les plus forts des enfants chez les personnes à leur aise chercher du pain pour les petits.

§ II. — *Les banalités de moulin et de four.*

Ces banalités sont une charge des plus importantes pour les citoyens ; les malheureux sont assujettis aux moulins des seigneurs ou à leurs fours ; ils ne peuvent s'y soustraire sans être repris et poursuivis avec la plus grande rigueur. Ces moulins, comme les fours, sont souvent affermés à des particuliers inutiles à l'agriculture. Il est nécessaire que le pauvre sujet livre son blé entre leurs mains pour être converti en farine. Ces derniers ont le droit de le garder vingt-quatre heures, suivant la loi. S'ils rendent beaucoup de farine, c'est du mauvais pain ; si la farine est belle, il s'en trouve très peu. Les pauvres, qui ne récoltent rien ou du moins très peu de grain, n'osent pas demander un meunier étranger pour prendre leurs sacs. Ceux qui le font sont exposés à être pris en fraude. Le cas arrivant, on saisit le cheval et la farine ou le grain. On dresse des procès-verbaux, on confisque le cheval et sa charge et on condamne en outre à une amende et le meunier et celui pour lequel il travaille et encore aux dépens que la prise a occasionnés.

§ III. — *Les grandes routes.*

Les grandes routes, dans tout le royaume, sont d'un grand produit pour le pays où elles sont. La Basse-Normandie, depuis au moins vingt-six années, n'a pas cessé de payer pour leur

construction jusqu'à 5 sols pour livre du principal de la taille, sans pouvoir en retirer aucun avantage ni bénéfice. La paroisse de Saint-Hilaire est éloignée de cinq lieues, d'Argentan, cinq, de Falaise et six, de Domfront, trois petites villes les plus proches, et avec lesquelles elle peut faire commerce. Elle en est privée par les mauvais chemins. Si du moins elle n'eût pas payé, comme elle paie encore cette année jusqu'à 517 l. pour la façon et construction des routes qui lui sont étrangères, elle serait dans ce moment à portée de faire construire la route qu'il plairait à Sa Majesté d'ordonner être faite ; elle aurait le débouché de ses denrées, elle voiturerait sans peine les charrées et les marnes qu'elle emploie à la culture des terres. Ces engrais sont voiturés, l'un de quatre et l'autre de huit ou dix lieues. Elle demande deux routes, l'une d'Argentan à Domfront, et l'autre de Falaise à Couterne. Elle supplie Sa Majesté de vouloir bien en ordonner la construction. Cela lui procurera la liberté de payer plus aisément les deniers royaux et la mettra à portée de subvenir aux besoins de l'État.

§ IV. — *Les colombiers, les garennes et les bêtes fauves.*

Les colombiers, les garennes et les bêtes fauves font un mal si grand dans le pays qu'ils détruisent en partie les récoltes du voisinage. Les pigeons, dès l'ensemencement, grattent les blés, orges, avoines et sarrazins de manière qu'ils en laissent très peu. On peut même dire que celui qu'ils ne peuvent arracher de terre, quelque temps après où les grains sont plus avancés, eux, comme les lapins et bêtes fauves, les réduisent tout au plus à moitié de la récolte que le cultivateur en espère. Les uns mangent le grain et les autres la paille en vert et empêchent que cette paille ne produise. On perd donc et le grain et la paille.

Dans les saisons où les fruits pendant aux arbres viennent à être mûrs et commencent à tomber, les bêtes fauves les mangent et même les prennent dans les arbres jusques à la hauteur de leur portée, sans en laisser. Le laboureur prend toutes les précautions convenables. Il fait garder ses levées la nuit et le jour. N'importe, s'il a le malheur de sortir avec une arme à feu pour garantir sa récolte, il encourt toutes les peines du braconnier. La justice de Votre Majesté est si grande que votre peuple se

flatte qu'elle lui accordera tous les secours nécessaires. C'est, sous les vues bienfaisantes de Notre Auguste Monarque qui veut que son peuple se fasse entendre jusques aux pieds de son trône, que les habitants de la dite paroisse de Saint-Hilaire ont l'honneur de donner le présent mémoire et celui de doléance, plaintes et remontrances, étant persuadés que Sa Majesté leur accordera les secours dont ils ont besoin, et leurs justes demandes.

Ce dimanche, 1^{er} mars 1789, à l'issue des vêpres de la dite paroisse, au lieu ordinaire où se tiennent les délibérations de la communauté : Marin Lecœur, J. Lemperrière, G. David, Jacques Paris, J. Milcent, Charles Fleury, J. Quetier, F. Marrière, Jacques Fauvel, F. Lefèvre, Jean Ozenne, L. Morel, Jacques Delanges, F. James, J. Heurteaux, Pierre Blanchard, F. Peigney, Louis Blanchard, François James, Louis Lecellier, J. Guibout, Pierre James, P. Lecœur, J. Hue, François Goubert, François James, Nicolas Heudiard, F. Hilaire, Louis Heudhes, N. Lecœur, P.-M. Lecœur, Lecœur, Leroux aîné, F. David, François Vaudoré, François David, Jacques Hilaire, Amelines, Heurtaux, Tabouret, Alexandre Lemperrière, François Tessier, Jacques Blanchard, Jacques Marrière, François Marrière, R. Tranchant, Huet, Louis Chappes, N. Costard, Léonard Huet, Pierre Delacour, Jean Morel, J. Guibout, J. Lecellier, P. Delaunay, J. Delaunay, Nicolas Huet, N. Delaunay, François Mortagne, Jean Morel, G. Lemperrière, Jean Delaunay, M. Loire, M. Grandguillot, Heudiard, J. Heudiard, Heudiard, Philippe Lemperrière, Jean Heudiard, Lecellier, P.-C. Guérard, F. Morand, Marin Marière, Pierre Delacour, Jean Delacour, J. Loisel, Louis Le Colin, P. Heudiard, J. Lecœur, P. Peigney, F. Heurtaux, Jacques David, Jacques Guérard. M. Marrière, *syndic*, Besnier, *greffier*.

On le voit, il y avait sans doute à refaire dans l'ancienne société. « mais, dit un illustre publiciste, il faut aussi se délier des plaintes contenues dans les cahiers des États-Généraux. Les paysans à qui l'on a demandé de rédiger leurs doléances, leurs réclamations et leurs remontrances ne s'en sont pas fait faute ; ils ont cherché tous leurs griefs, ils ont étalé tous leurs maux, ils ont mis en relief toutes leurs misères. L'impression qui en reste est attristante ; mais il faut remarquer qu'il n'en pouvait être autrement, du moment qu'on leur demandait de se plaindre. » (*Le village sous l'ancien Régime*, par Albert Babeau, p. 348).

Le premier officier public élu en vertu de la loi du 26 septembre 1792, pour dresser les actes civils de la commune fut Jean Delaunay (14 décembre 1792).

Jean-Thomas Fouësil succéda à Jean Delaunay (22 germinal, an III, 11 avril 1795).

Le 26 frimaire, an V (16 décembre 1796), Jean-Nicolas Heudiard remplaça Jean-Thomas Fouësil, en qualité d'agent municipal.

En l'an VI, 8 floréal (27 avril 1798), Jacques-Marin Lecœur, agent municipal, signe plus tard maire provisoire.

Comme on l'a vu, l'administration municipale avait été en diverses mains pendant la tourmente révolutionnaire. Appelé deux fois, au commencement de l'orage et en pleine tempête, au poste dangereux de chef de la commune, Nicolas Heudiard n'avait pas reculé devant le péril et la difficulté de la tâche. Deux fois renversé par la capricieuse violence des événements, il put enfin en 1799 prendre possession d'une charge qu'il conserva et honora pendant de longues années.

Nicolas Heudiard fut maire de 1799 à 1816.

On était singulièrement bonapartiste à Saint-Hilaire en mars 1801, si l'on en juge par l'extrait suivant, relevé sur les actes de l'état civil :

« Aujourd'hui, 2 germinal, an 9 de la République française une et indivisible, vers les 10 heures du matin, au bourg de la commune de Saint-Hilaire, le maire, l'adjoint et les membres du conseil municipal et plusieurs autres citoyens de la Garde nationale, sous les armes assemblés au lieu ordinaire où se célèbrent les Fêtes nationales, en ce jourd'hui pour publier la proclamation des Consuls de la République française et l'arrêté du Préfet de l'Orne, en date du 7 présent, par lequel il nous a été annoncé la Paix. Cette paix si glorieuse et depuis si longtemps désirée nous a tous ravi les cœurs. — Vive la Paix ! vive Bonaparte ! vive nos braves guerriers ! Allons-nous en tous boire, chacun un verre à la main et, encore une fois, vive la Paix ! »

Suivent les signatures du maire et de tous les membres du conseil (1). Nous pourrions multiplier les citations et toujours nous aurions à constater le même enthousiasme. On danse à la mairie en criant : Vive la Paix et l'on prie à l'église en chantant : *Domine, salvam fac rempublicam ; Domine, salvos fac consules.*

(1) Les paisibles habitants de Saint-Hilaire ne savaient pas quel impitoyable guerrier ils acclamaient. Mais c'était un Napoléon pacifique à la santé duquel ils trinquaient de si bon cœur.

Voici la nomenclature des maires de Saint-Hilaire à partir de Nicolas Heudiard, démissionnaire :

MM.

1° *Challemel-Lacour*, notaire royal, fut installé, le 27 décembre 1819, par Monsieur de la Salle, de Lougé, en présence de Monsieur Nicolas Heudiard.

2° Jacques-François James (14 mai 1822).

3° Marin Lecœur (27 juillet 1829).

4° Bouquerel Gondonnière (3 octobre 1830).

5° Benjamin Masson (1832).

6° Philippe Lemperrière (5 mars 1835).

7° Jean-Jacques-Henri Charpentier (1837).

8° Louis-Napoléon James (1848).

9° Nomination d'une commission municipale par le préfet baron Jeanin (mars 1854).

10° Louis-Napoléon Delaunay, de nouveau appelé aux fonctions de maire (juin 1855).

11° Léon Masson (31 août 1865).

12° Louis Delaunay, pour la troisième fois maire, 22 juillet 1868.

13° Amand Bissey, actuellement maire depuis le 14 mai 1871.

La commune de Saint-Hilaire de Briouze mesure 1,363 hectares de superficie.

Elle est bornée au nord par les communes de la Fresnaie-au-Sauvage et de Saint-André-de-Briouze ; au sud, par Lignou et Faverolles ; à l'est, par les Yveteaux et Montreuil ; à l'ouest, par Pointel. Elle est traversée de l'est à l'ouest par la grande route nationale de Paris à Granville et, dans la même direction, par la voie ferrée.

Le sol y est généralement argileux et susceptible d'un bon produit. Comme dans la plupart des autres paroisses du bocage normand, il y a des champs cultivés qui se couvrent chaque année de riches moissons et des prairies disséminées çà et là dans les vallées, pittoresquement assises sur le bord des différents cours d'eau qui limitent la Commune. Ce sont, au nord, le ruisseau des Vaux ; au sud, celui de la Bruyère, et, au centre, le Chambron. Leurs eaux appartiennent au bassin de l'Orne et se jettent dans la Rouvre qui coule à l'ouest.

D'après le recensement du 1^{er} janvier 1807, la population de Saint-Hilaire s'élevait à 970 habitants ainsi répartis :

Garçons	265
Filles	233
Hommes	178
Femmes	178
Veufs	28
Veuves	59
Militaires	29

Ce chiffre de 970 ne varia pas jusqu'en 1820. En 1821, la population s'élevait à 1,049. Depuis cette époque jusqu'en 1870, elle resta à peu près stationnaire. En 1866, elle atteignait encore le chiffre de 900. Elle redescendait à 740 en 1872 par suite des désastres occasionnés par la petite vérole et la guerre, aujourd'hui elle est de 626, moitié de ce qu'elle était à la fin du dernier siècle. « Il n'est pas douteux, écrit M. Louis Duval, archiviste de l'Orne, que les guerres de la République et de l'Empire n'aient influé sensiblement sur le mouvement de la population. La proportion entre le nombre des femmes veuves et des hommes veufs est significative : *Bella matribus detestata*. — J'incline à penser pour cette raison que la population était plus forte dans nos campagnes avant la Révolution qu'à la fin de l'Empire ». Cette opinion s'accorde avec la tradition locale qui attribue, pendant le XVIII^e siècle, le chiffre de 1.200 habitants à la paroisse de Saint-Hilaire et elle est en outre corroborée par le grand nombre des naissances et des décès que nous observons à cette époque sur les Registres de l'État-civil.

Le territoire exposé à l'ouest jouit d'un climat sain et tempéré. On y trouve fréquemment de ces vieillards verts et actifs qui n'ont rien perdu de la plénitude de leurs facultés.

Aussi en parcourant les Registres de l'État-civil, avons-nous rencontré grand nombre d'octogénaires. Citons seulement quelques noms :

1822. — Françoise Gervais, veuve de François Lemperrière, morte au village de l'Aître-Aubé, 88 ans.

1840. — Jacques Hamon, 87 ans.

1849. — Anne Lefoyer, 88 ans.

1852. — Marguerite Delacour, veuve Lebreton, 95 ans.

1855. — Marie Troussier, 85 ans.
1856. — Pierre Marière, au Fonteny, 85 ans.
1857. — Jean Lecellier, au Valdary, 89 ans.
1858. — Milcent Fleury, aux Auges, 85 ans.
1860. — Louis-Philippe Lemperrière, à l'Aître-Aubé, 88 ans.
1860. — Marie Gesmy, veuve Quandieu, à la Grande-Bèche,
98 ans.
1860. — Jean Lecorps, aux Mézerets, 86 ans.
1862. — Barbe Gaubert, 88 ans.
1866. — Louis Delaunay, 88 ans.
1871. — Jeanne Sevin, veuve Lecellier, 87 ans.
1872. — François James, 88 ans.
1872. — Veuve Blanchard, à la Grande-Bèche, 87 ans.
1873. — Sophie-Françoise-Alexandrine-Pélagie Fauvel, veuve
Marrière, au Tronchet, 96 ans.
1879. — Angélique-Anne Aumouette, 86 ans.
1879. — François David, 86 ans.
1889. — Marie-Anne-Charlotte Tranchant, veuve Lecellier,
88 ans.
1893. — Pierre Delaunay, 94 ans.
1893. — Jean Auvray, 91 ans.

Qu'on nous permette de terminer par deux noms cette longue liste funèbre : Jean Gourdel, mort le 11 juin 1881, atteignait l'âge de 86 ans et son épouse, Françoise Veré, décédée le 30 janvier 1891, était entrée dans sa 92^e année. Aujourd'hui, au moment où nous traçons ces dernières lignes pleines pour nous des plus tendres souvenirs, plusieurs vénérables vieillards portent vaillamment encore le poids d'un âge très avancé.

La commune de Saint-Hilaire possède un notariat honoré de la confiance publique. Le siège de cette institution jadis fixé à Pointel fut transféré à Saint-Hilaire, par ordonnance royale datée du 12 mai 1819 et dont suit la teneur : « Louis, par la grâce de Dieu, roy de France et de Navarre, à tous présents et à venir, salut ».

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice, avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Le sieur Louis-François-Charles Challemel-Lacour, ancien notaire

à la Ferté-Macé, est nommé aux fonctions de notaire royal à la résidence de Saint-Hilaire-de-Briouze, canton de Briouze, arrondissement d'Argentan, département de l'Orne, en remplacement du sieur Lemercier, décédé notaire à Pointel, avec droit d'exercer dans tout le ressort du dit canton de Briouze. La résidence de Pointel demeure supprimée.

Voici les noms des notaires qui se sont succédé à la résidence de Saint-Hilaire de Briouze :

1° M^e Louis-François-Charles Challemel-Lacour, nommé le 12 mai 1819 (1).

2° M^e Bouquerel-Gondonnière (26 mars 1823).

3° M^e Bouglie-Desfontaines (juin 1824).

4° M^e Bouquerel-Gondonnière (juillet 1827).

5° M^e Levavasseur (février 1838).

6° M^e De Laplanche (novembre 1855).

7° M^e Debon (décembre 1884).

8° M^e Pavet, actuellement en fonctions, depuis le 5 juillet 1887.

Les deux premiers notaires de Saint-Hilaire s'étaient installés dans une modeste chaumière, à l'ouest de l'école des garçons. La maison plus confortable occupée aujourd'hui par M^e Pavet, ainsi que la ferme de la Cour et le moulin de Saint-Hilaire sont devenus la propriété de M^e Léon Masson, par l'acquisition qu'en fit, le 13 septembre 1855, M. André Masson, de M. Pierre-Joseph-César-Eustace de Denneville, époux de M^{me} Louise-Élisabeth-Athénais de Coulibœuf d'Angloisheville, légataire universelle de M^{me} Marie-Louise de Gruel, sa tante, décédée à Argentan, le 29 décembre 1833, épouse de M^e Claude-André Simon, avocat.

M^{me} Simon possédait les mêmes biens en sa qualité d'héritière en partie de M^{me} Marguerite-Claude-Henriette-Adélaïde Leprovost, veuve de messire Julien-Jean-René de Gruel, seigneur et patron honoraire de Saint-Hilaire.

A suivre).

(1) La famille Challemel-Lacour, originaire de la Ferté-Macé, compte parmi ses membres un certain nombre de tabellions. Elle a donné naissance au Président actuel du Sénat, proche parent du premier notaire de Saint-Hilaire.

HALBOUDIÈRE (LA)⁽¹⁾

En latin : HALBOUDERIA, HALEBODERIA, HALEBOUDERIA (2)

I

La Halboudière n'est plus une commune, une ordonnance royale en date du 31 mars 1825, l'a supprimée et réunie à celle de Familli.

Cette ancienne commune occupe toute la partie occidentale de celle de Familli ; son territoire s'étend dans la fertile plaine qui sépare les cours de la Touques et de l'Orbec, pays de culture par excellence, où les colzas, les lins, les plantes sarclées et les céréales croissent avec une luxuriante végétation. Tous les terrains sont en culture, en pâturages ou en prairies, sauf environ deux hectares de bois et moins d'un hectare de bruyère.

Son sol est généralement plat et dépourvu de cours d'eau naturelle. L'écoulement des eaux pluviales, qui, à peu près toutes se dirigent vers l'Orbec, se fait par plusieurs petits vallons aux pentes presque insensibles ; un seul qui rejoint la vallée de Bonneval, peut atteindre dix mètres de profondeur au-dessous des plaines environnantes.

La population composée d'environ 100 habitants, est répartie dans les lieux suivants : la Bataillère, le Blanc-Buisson, les Champs, la Grande-Noë, les Hancards, les Magnans, la Motte, la Petite-Noë, le Presbytère, le Tremblay, le Valtier et la Vanetière.

(1) Canton d'Orbec, arrondissement de Lisieux (Calvados).

(2) Pouillés de l'ancien diocèse de Lisieux.

II.

Avant 1789, la paroisse de la Halboudière dépendait de la généralité d'Alençon et de l'élection de Lisieux, au point de vue administratif et financier. Pour le spirituel, elle faisait partie du diocèse de Lisieux, archidiaconé du Lieuvin, doyenné d'Orbec. Les deux premiers pouillés en attribuent le patronage à l'évêque de Lisieux ; mais le troisième désigne le seigneur comme patron. La taxe des décimes jugée en Cour de Rome s'élevait à la somme de xxxiv livres. La cure était un bénéfice de 650 livres (1).

L'église qui était dédiée à la Sainte-Vierge n'a pas été détruite, mais elle a perdu sa pieuse destination ; et depuis un jour de l'époque de la Terreur où quelques-uns de ses habitants, très chauds partisans des idées du temps, la dévastèrent et firent un feu de joie de ses antiques statues, jamais ses voûtes n'ont été l'écho d'aucuns chants religieux.

Vers 1850, après avoir été abandonnée et ouverte à tous les vents, elle fut vendue, avec le cimetière, à M^{me} Le Poultier, comtesse d'Auffay, qui la convertit en grange pour sa ferme des Magnans. Cette acquisition la sauva d'une ruine certaine ; car déjà la toiture était effondrée en différents endroits et les chevrons s'affaissaient sous le poids des tuiles disjointes et mal assujetties. Moins de vingt-cinq ans après, la ferme des Magnans fut vendue en détail et l'ancienne église devint inutile comme grange ; cependant le nouveau propriétaire l'a conservée pour l'employer à un autre usage ; du reste son entretien est peu coûteux.

Cet antique édifice, qui, il y a quelques mois encore était accompagné d'un vigoureux if qui semblait l'abriter de son ombre, s'élève sur une colline, entre deux vallons peu sensibles, au bord de la route de Lisieux au Sap et assez loin des maisons des fermes voisines.

Ce vieux monument se compose de deux parties distinctes, une nef et un chœur. La nef mesure 17 mètres 50 de longueur sur environ 10 mètres de largeur. C'est une construction régulière dont l'architecture appartient à la fin du xv^e ou au commencement xvi^e siècle. Elle est appareillée en fortes assises de grès

(1) H. de Formeville : *Histoire de l'ancien évêché-comté de Lisieux*.

qui ont été taillées avec soin. Le gable occidental est appuyé par six puissants contreforts dont deux sont placés aux extrémités ; deux autres l'éperonnent latéralement. Quant aux deux derniers beaucoup plus élevés, ils sont disposés de manière à laisser entre-eux la porte d'entrée de l'édifice, large baie dont le linteau droit porte les traces d'une accolade. Le rampant en grès est surmonté d'une croix antéfixe.

Les murs latéraux ont peu d'élévation, les contreforts qui les buttent sont sans retraite et ne sont ornés que d'un simple chapron ; les fenêtres dont ils sont percés (trois de chaque côté) se terminent par des ogives obtuses ; elles sont sillonnées par des moulures anguleuses qu'alternent des gorges profondes. Quatre de ces fenêtres sont à un seul compartiment avec sommet trilobé ; les deux autres beaucoup plus larges étaient séparées par un meneau vertical, avec tracerye flamboyante ; mais nous devons dire que depuis la nouvelle destination de cette église, une grande partie de l'ornementation de ces belles fenêtres est disparue, et que d'autres ont été murées par une maçonnerie en briques.

Le chœur plus bas et plus étroit que la nef, a 11 mètres de longueur (la sacristie avait été prise à même) sur environ 7 mètres de largeur. C'est une construction qui doit remonter au XIII^e siècle. Ses murs en blocage de silex sont revêtus d'un épais enduit. Une fenêtre ogivale en forme de lancette était percée dans celui du midi, mais elle a été bouchée à une époque déjà ancienne ; une autre fenêtre ogivale de plus grande dimension se trouve au chevet qui est droit. Les murs latéraux ont été percés vers le milieu du XVII^e siècle de chacun deux vilaines fenêtres à linteau droit dont la largeur rivalise pour ainsi dire avec la hauteur. Dans l'ébrasement de l'une d'elles on remarque les traces d'une litre funèbre, avec les armes de la famille d'Espinay : *D'azur à trois croissants d'or*. L'intérieur est bien délabré, en abatant le clocher en bois, qui s'élevait sur la travée occidentale de la nef et dominait les campagnes environnantes, on a détruit la voûte et les énormes charpentes qui se trouvaient dans cette partie de la construction. Les autres travées possèdent encore leurs fermes apparentes qui soutiennent une voûte cintrée en bordaux et décorées de peintures ou poncés. Sur la poutre faîtière on remarque deux cartouches sur lesquels on lit les inscriptions suivantes :

M. P.
MORIN
PB* CVRE
DE CE LIEU

M. P. M.
1639

La voûte du chœur, mieux conservée que celle de la nef, est en forme de carène ; des étoiles à cinq raies s'y détachent sur un fond d'azur.

L'autel supérieur, surmonté d'un rétable à colonnes torses, enroulées de ceps de vigne, est resté en place ; mais il est dans un état de délabrement qui fait peine à voir. Il avait probablement été donné par la famille d'Espinay qui possédait plusieurs fiefs à la Halboudière ; car nous avons vu naguère son blason tenant une des places principales de ce rétable étant placé un peu au-dessus du tableau central. Mais en rentrant les récoltes, une grande partie de ces belles sculptures se sont détachées, et présentement, c'est un véritable désordre assez difficile à décrire.

Les autels inférieurs qui se trouvaient à l'extrémité de la nef, proche le chœur, ont été transportés dans l'église de Familli. A la place qu'occupait celui de droite, on remarque sur le mur des peintures à l'ocre qui peuvent très bien remonter au xiv^e siècle. Nous avons encore vu, il y a quelques années, la croix du clocher gisant dans la sacristie ; c'était un beau morceau de serrurerie du xiv^e siècle, mais nous ignorons ce qu'elle est devenue.

III

Jean du Moustier de la Halboudière, vend et cède, en novembre 1267, au doyen et au chapitre de Lisieux, tous les droits qu'il avait sur la dime et le patronage de l'église de la Halboudière, pour le prix de cent quinze livres tournois. Moins de deux ans après, en avril 1269, un autre du Moustier, portant le nom d'Osbert, vend aussi et cède au doyen et au chapitre de Lisieux, une partie de la dime de la Halboudière, ainsi que tous les droits dont il jouissait dans cette paroisse, pour le prix de cent vingt livres tournois (1).

(1) Recueil des chartes du Calvados, par Léchaudé d'Anisy, publiées dans les *Mémoires des Antiquaires de Normandie*, tome VIII.

Suivant une autre version la dime de la Halboudière, aurait été donnée au chapitre de Lisieux, par Guillaume d'Estouteville, évêque de ce diocèse qui mourut en 1414 (1).

Dans le compte de la commune du chapitre de Lisieux fait en 1592, on voit figurer la dime de la Halboudière, comme dime en argent, mais sans indication de valeur. Dans le compte de 1759, cette dime figure pour une somme de 1,040 livres, et dans celui de 1787, pour la somme importante de 2,410 livres (2).

Comme nous l'avons vu plus haut, le patronage appartenait aux ^{xiv}^e, ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles, à l'évêque de Lisieux ; il lui fut plusieurs fois disputé par les seigneurs temporels du lieu. On a une sentence des assises du bailliage d'Orbec, du 20 juin 1487, qui met à néant les prétentions de Thomas Thiesse, qui regardait le droit de présentation, comme un privilège de son fief du Tremblay (3).

IV

D'après les recherches de M. Charles Vasseur, la Halboudière était un huitième de fief relevant de la baronnie d'Orbec, et pendant tout le ^{xvi}^e siècle les barons d'Orbec se qualifiaient seigneurs du lieu, de Bienfaite et de la Halboudière. Néanmoins cette terre avait dans ce temps-là même des seigneurs particuliers. Car on trouve parmi les nobles du bailliage d'Evreux, en 1469, « Maistre Guillaume Myée, prebtre, seigneur de la Halboudière et de Beauvoir » (4).

Dix ans plus tard, en 1459, on trouve encore le même, seigneur de la Halboudière, avec cette mention : vénérable et discrète personne Guillaume Myée, official de Lisieux.

En 1524, lors des recherches de la Noblesse faites par les élus de Lisieux, on trouve à la Halboudière, Guillaume Thiesse, seigneur du dit lieu, qui pour justifier de sa noblesse ancienne, « a fourni d'une sentence, donnée le 5 novembre 1471, par les commissaires des francs-fiefs et nouveaux acquets au bailliage d'Evreux,

(1) H. de Formeville, *Histoire de l'ancien évêché-comté de Lisieux*.

(2) Idem.

(3) A. de Caumont, *Statistique monumentale du Calvados*.

(4) Idem.

au profit de Geoffroy Thiesse, bisayeul du dit sieur de la Halboudière, par laquelle après les informations sur ce faites, vues et délibérées, il avait été trouvé noble et extrait d'ancienne noblesse, et comme tel déchargé du paiement et cotisation des dits francs-fiefs, duquel Geoffroy il a fourni la descente par autres lettres et écritures dont la copie est demeurée au greffe » (1).

En 1562, Charles Thiesse, escuyer, seigneur du fief du Tremblay, de la paroisse de la Halboudière, était taxé à VIII livres pour l'arrière-ban (2).

La famille Thiesse maintenue dans sa noblesse en 1667, habitait alors le fief de la Harillière, à Saint-Laurent-des-Grès (3), elle portait pour armes : *D'argent, au chevron de gueules, accompagné de trois mouchetures de sable, deux en chef et une en pointe, mal ordonnées* (4).

A la même époque nous trouvons à la Halboudière, Robert d'Auréville qui fut maintenu dans sa noblesse ; il portait : *D'azur au lion rampant d'argent, armé et lampassé de gueules*.

Claude d'Espinay, sieur de la Halboudière, qui habitait la paroisse d'Orville, fut aussi maintenu dans sa noblesse ; nous avons vu ses armes dans l'ébrasement d'une des fenêtres du chœur de l'église (5).

Il est à peu près constant que cette famille n'habita guère la paroisse de la Halboudière dont un membre prenait le titre.

En date du 16 janvier 1653, on trouve le mariage à Orville de François de Mailloc, sieur de la Morandière, écuyer, conseiller du roi, avec noble damoiselle Marie d'Espinay, fille de Michel, seigneur de Granval et de la Halboudière et de dame Marguerite de Vignerai (6).

(1) P. E. M. Labbey de la Roque : *Recherche faite en 1540 par les élus de Lisieux des nobles de leur élection*, 1 vol. in-8 de 170 p. Caen, imprimerie Poisson, 1827.

(2) Abbé Lebeurrer : *Rôle des taxes de l'arrière-ban du baillage d'Evreux en 1562*.

(3) Saint-Laurent-des-Grès, commune réunie à Chapelle-Gautier (Eure).

(4) De Magny : *Nobiliaire de Normandie*.

(5) Un des aïeux de Claude d'Espinay, Nicolas d'Espinay, sieur de Campigny, demeurant en la paroisse d'Orville, élection de Lisieux, reçut des lettres d'anoblissement, données à Paris en janvier 1608, vérifiées en la chambre des Comptes le 20 juin au dit an, et en la cour le dernier.... 1609, au 18^e vol., fol. 278, en conséquence de l'édit des 12 nobles de l'an 1595 (abbé Lebeurrer, *États des anoblis en Normandie*).

(6) Courial, *Notes manuscrites sur Orville*.

Le 10 février 1695, noble dame Françoise de Lambert, veuve de messire François d'Espinay, seigneur de Campigny, Granval-la Halboudière et autres lieux, nomme à la chapelle St-François, sise dans le manoir de Campigny, la personne de M. Jean Galopin (1).

Le 28 novembre 1695, vu les attestations du sieur Jehenne, prebtre, curé de la Halboudière, et du sieur Deshayes, curé de Valailles, dispence de bans pour le mariage entre messire François-Charles d'Espinay, chevalier, seigneur de Campigny, Granval et la Halboudière, fils de feu François d'Espinay, chevalier, seigneur de Campigny et autres lieux, et de noble dame Françoise de Lambert, demeurant à la Halboudière, d'une part, et damoiselle Marguerite-Louise Deshayes, fille de feu Jean Deshayes, écuyer, sieur de Ticheville et de noble dame Marguerite Dirlande de la paroisse de Valailles (2).

Dans le commencement du XVIII^e siècle, Louise-Françoise d'Espinay en épousant Christophe-Léonard Baudouin, seigneur et patron de Bellou, apporta à celui-ci une partie des terres et seigneuries nobles de sa famille.

De leur mariage naquit une fille, noble damoiselle Marie-Jeanne Baudouin, qui épousa à la fin du mois de décembre 1739, haut et puissant seigneur messire Charles-Robert comte de la Pallu, chevalier, seigneur et patron du Mesnil-Hubert, La Fosse, Mardilli, La Sarrazinière, Orville, La Futelaye, Bosc-Renoult et autres lieux (3).

Ces derniers eurent pour fils Charles-Joseph, comte de la Pallu, lieutenant-colonel, aide-major des gardes-françaises, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, membre du conseil général du département de l'Orne, né au château de Campigny, à Orville, le 25 février 1753. Ce dernier possédait encore au moment de sa mort, arrivée au château de la Trinité-des-Laitiers le 18 août 1823, la terre de la Halboudière.

Au moment de son décès, M. le comte de la Pallu laissait comme héritiers ses deux filles : 1^o Anne-Alexandrine de la Pallu, épouse de Antoine-Guillaume-François de la Motte-Ango, marquis de Flers ; 2^o Anne-Armande-Constance de la Pallu, épouse

(1) Abbé Piel, *Insinuations ecclésiastiques du diocèse de Lisieux*.

(2) Idem.

(3) Idem.

de Louis-Philippe-Marie, comte de Courtivron. Ces dames se partagèrent le domaine de la Halboudière en deux parties à peu près égales ; la première eut à son lot la ferme des Magnans, qui depuis a passé en bien des mains ; la seconde, la ferme du Tremblay, dont la famille est encore en possession (1).

Il n'y a à la Halboudière aucun château ni manoir remarquable ; le Tremblay est une maison de ferme dont quelques parties peuvent remonter à la fin du xvi^e siècle ; la Bataillère a une maison de ferme assez considérable, mais qui ne remonte pas au-delà du xviii^e siècle ; quant aux autres habitations elles ne peuvent guère être considérées que comme des chaumières.

A. DALLET.

Le Bos, ce 13 janvier 1895.

(1) M. Le Compasseur-Crèquy-Monfort, vicomte de Courtivron, qui habite le château de la Trinité-des-Laitiers, canton de Gacé (Orne).

HACHE POLIE EN DIABASE

TROUVÉE A BRIANTE

Un de mes jeunes et bons amis, M. André Bozo, a bien voulu me donner une belle hache polie en *diabase* (ou *diorite*, comme on dit le plus communément à tort), trouvée bien authentiquement dans la plaine de Briante, commune de Colombiers.

La rareté de ce genre d'objets préhistoriques dans notre contrée, m'impose le devoir de publier cette découverte.

Ma hache a la forme élégante ordinaire et la grandeur un peu au-dessus de la moyenne : 15 cent. de long, 8 et 3 de large, 3 d'épaisseur. Elle est parfaitement symétrique, bien convexe sur ses deux grandes faces, bien arrondie sur les côtés et à tranchant en arc d'ellipse. Ce tranchant est intact; ce qui prouve qu'il n'a jamais servi pour couper des corps durs. La surface a été polie à fond, sauf une écaillure de l'ébauche vers le petit bout; elle est aujourd'hui un peu dépolie par son long séjour dans le sol arable et par les chocs qu'elle a dû subir. Sa couleur, pour ces motifs, est grisâtre, comme celle de certaines haches en grès fin; mais deux petits éclats récents, un à chaque bout, permettent de reconnaître sans peine la couleur et par suite la nature de la roche composante.

M. de La Sicotière me rappelle qu'un lot de 2 haches en pierre, dont l'une est dans sa collection, fut trouvé, il y a environ trent ans, sur les limites Sud de la forêt d'Écouves; qu'un autre bien plus important de 5 ou 6 haches en bronze fut trouvé, il y a environ 25 ans, par des ouvriers de M. de Séraincourt, à la butte des Grouas de Bourdon, en face de Briante et sur l'autre rive de

la petite rivière. M. Leconte, régisseur à Avoise, a ramassé une hache en pierre, un peu plus au Nord, sur la même lisière de la forêt.

Si l'on rapproche ces découvertes de celle du lot des cinq haches du Fléchet, commune de Lonray, que j'ai décrit dans le *Bulletin de la Société historique*, et de toutes celles qui ont été signalées par M. de La Siciotière, et de plusieurs autres dont j'ai eu connaissance, on en déduit que le versant S. des collines d'Écouves a été habité dès la 2^e grande époque de l'humanité : celle de la *Pierre polie*.

La plupart des haches trouvées ici sont en grès de pays ou en silex, qu'il fallait aller chercher assez loin; ce qui prouve l'existence de relations commerciales ou au moins de voyages de quelque étendue. Mais où a-t-on pu prendre la *Diabase*?

Jusqu'ici, les points les plus rapprochés où elle soit connue, sont le Passais et le N. de la Mayenne, St-Front, Avrilly, Niort, le Mont-Margantin, où j'en ai suivi et figuré sur la carte géologique des filons de plus de 12 kilomètres de longueur.

Peut-être nos ancêtres savaient-ils s'en procurer à plus courte distance. Peut-être avaient-ils découvert avant moi un beau filon que j'ai étudié en septembre 1894 et suivi plus d'un demi-kilomètre dans la forêt d'Écouves. Je le mentionne ici pour la première fois.

1^{er} octobre 1894.

LETELLIER,

Conservateur du Musée d'Alençon.

Quel bonheur pour un pauvre chercheur assez isolé comme moi, et surtout pour la science, quand il peut rencontrer des amis intelligents et bienveillants comme M. André Bozo et M. Edm. Leconte, d'Avoise.

M. Bozo m'a mis sur la voie d'un fait préhistorique intéressant, et M. Edm. Leconte, sur mes conseils, a découvert une véritable station de la *Pierre polie* sur le domaine d'Avoise, commune de Radon.

M. Bozo me donna en septembre sa hache trouvée par M. Jourdain et me fit connaître la découverte d'une autre hache par

M. Edm. Leconte ; je fis le voyage d'Avoise, et je priai M. Leconte de continuer ses recherches. Le 8 octobre, il m'apportait six haches, et le 22, une septième et une demi-douzaine de grattoirs et fragments de couteaux. Le tout, sauf une hache, trouvé dans le même champ, au bord du Londeau, au voisinage d'une source.

Qu'on se souvienne que le pays était une immense forêt; qu'on suppose là une clairière; voilà bien un lieu favorable pour une station d'une peuplade de chasseurs.

Les sept haches trouvées jusqu'à ce jour sont de matières fort différentes. Deux sont en diabase, deux en silex jaune, une en silex bleuâtre et deux en schiste noir. Les trois grattoirs sont deux en silex blond et un en arkose d'Alençon. Ce dernier est le seul outil antique en arkose que je connaisse.

Il n'y a dans la contrée aucune de ces matières. Les peuplades du sud d'Écouves n'étaient donc pas confinées dans leur région; elles voyageaient au moins à l'ouest et au nord, au-delà des hautes collines, jusqu'aux pays à diabase et schiste noir et dur; au sud et à l'est dans les plaines où se trouvent l'arkose et les silex. Elles en rapportaient des outils tout faits, et sans doute, exportaient pour échange des objets de leurs cantons, peut-être les peaux préparées pour vêtements, puisqu'elles avaient les outils nécessaires; ce que nous appelons des haches, pour dépouiller leur gros gibier, et les grattoirs pour le nettoyage qui précède le séchage.

28 novembre 1894.

L.

PROCÈS-VERBAUX

Séance du 7 Février 1895.

PRÉSIDENTE DE M. GUSTAVE LE VAVASSEUR

Lettres de décès de M. BLANCHETIÈRE et de M^{lle} LEROY.

Acceptation de l'échange des publications avec la Revue mensuelle le *Monde Moderne*.

Désignation des Délégués au Congrès des Sociétés savantes du département et à celui des Sociétés des Beaux-Arts.

Sont nommés, pour les Sociétés savantes : MM. DUVAL, DUBOIS-GUCHAN, abbé LETACQ, abbé RICHER et BEAUDOUIN.

Pour les Sociétés des Beaux-Arts : MM. LE VAVASSEUR, DE NEUFVILLE, le comte DE MOUCHERON.

M. DE LA SICOTIÈRE demande :

1^o Si on pourrait lui donner des renseignements sur une sorte de monnaie gauloise, en plomb, appelée *rouelle*. Cette monnaie est assez commune dans certains pays ; il prie qu'on lui signale les stations nouvelles, qu'on pourrait découvrir.

2^o Si l'on connaît l'existence soit dans le département de l'Orne, soit même en Normandie ou dans le Maine, de petits obélisques de pierre, terminés en pointe et assez semblables à des *peulvans*. Ces petits obélisques, appelés *lehns*, ne sont pas rares en Breta-

gne. De plus, on les trouve surtout dans les cimetières chrétiens ; ce qui paraît servir de réfutation à l'opinion de quelques savants, qui y voient des symboles impudiques.

A-t-on trouvé de ces petits monuments ailleurs qu'en Bretagne ?

3° Enfin M. DE LA SICOTIÈRE demande tous les renseignements qu'on pourrait lui procurer sur la galerie des évêques de Seès, peints pour la plupart par un artiste nommé MILLE, sous l'épiscopat de Mgr d'Argentré. M. DUBOIS-GUCHAN, qui paraît très au courant de la question, entame avec M. DE LA SICOTIÈRE une longue conversation, de laquelle il résulte que les portraits de tous nos évêques devaient se trouver à l'Évêché au moins depuis l'an 1600, et peut-être auparavant ; — qu'ils ont été dispersés à l'époque de la Révolution ; — mais qu'on en voit encore aujourd'hui un certain nombre sur plusieurs points du département ou ailleurs ; — qu'enfin il existe d'autres galeries semblables dans plusieurs évêchés, notamment à Bayeux, peut-être à Lisieux, à Limoges, etc.

Séance du 24 Avril 1895

PRÉSIDENCE DE M. GUSTAVE LE VAVASSEUR

Éloge funèbre de M. DE LA SICOTIÈRE, par M. LE VAVASSEUR.

L'Assemblée toute entière s'associe à la douleur et à l'émotion de son Président (Voir ci-après la reproduction du discours de M. le Président de la Société).

Décès de M. le C^{te} DE SEMALLÉ.

Don des publications de la Société à la Bibliothèque de l'Université de France à la Sorbonne.

Continuation de l'échange des publications avec *La Croix de l'Orne*, à charge pour cette dernière de prêter à la *Société historique* le secours de sa publicité, en donnant un aperçu sommaire de ses séances et de ses travaux.

Demande de renseignements adressée par M. l'abbé BLIN, aux membres de la Société sur les prêtres d'Alençon exilés pendant la Terreur.

M. l'abbé BARRET présente à l'Assemblée la photographie d'un ancien portrait de l'évêque de Sées, ROUXEL DE MÉDAVY. Ce portrait n'est pas celui qui figure à la galerie des évêques à Sées.

M. l'abbé BARRET offre aussi à la Société la photographie d'un vieux pont établi sur une ancienne voie romaine allant de Sées à Exmes. Il existe ainsi cinq ponts plus ou moins semblables, qui se suivent à peu de distance les uns des autres, sur des marais appelés le *Gué de Chailloué*.

Rectification d'une erreur de généalogie par M. DUVAL. M. LÉON DE LA SICOTIÈRE n'était pas, ainsi que l'a dit M. le Président du Sénat dans son éloge funèbre, le neveu de l'iconographe Jean DUCHESNE, conservateur des estampes à la Bibliothèque nationale.

Voici ce qui a pu occasionner cette erreur : Trois demoiselles MENJAUD épousèrent le même jour, 6 juillet 1773, trois DUCHESNE, dont deux étaient frères. L'un de ceux-ci, Étienne-Robert DUCHESNE DE LA SICOTIÈRE fut le grand-père de notre sénateur. Quant au troisième, Nicolas DUCHESNE, père de l'iconographe Jean DUCHESNE, il appartenait à une autre famille et ne devint le parent de M. LÉON DE LA SICOTIÈRE que par suite de son mariage avec une des demoiselles MENJAUD.

M. le C^{te} DE CHARENCEY a voulu se rendre compte de l'étymologie du mot *Trappe*, nom de lieu assez commun dans les pays humides et boisés. D'après lui, ce mot vient du mot germanique *trapper*, *escalier*, ou plutôt *piège*, d'où les expressions françaises *attraper*, *trappeur* qui conviennent très bien en effet aux pays appelés *Trappe*, lesquels sont ordinairement fertiles en bêtes sauvages et en poissons.

OUVRAGES REÇUS PAR LA SOCIÉTÉ DEPUIS LA SÉANCE DU
4 DÉCEMBRE 1894 JUSQU'À CELLE DU 24 AVRIL 1895

Publications individuelles.

1° *La Société royale d'Agriculture de la généralité d'Alençon (1762-1790)*, par M. L. DE LA SICOTIÈRE. In-8°. Extrait du *Bulletin de la Société historique de l'Orne*, 1894.

2° *La vie en France sous le premier Empire*, par M. le V^e DE BROU. 1 vol. in-8°.

3° *Les Reclus de Toulouse sous la Terreur*, par M. le Baron DE BOUGLON. In-8°.

4° *Les Musiciens Normands*, par M. le C^e DE MOUCHERON. In-8°. Extrait de la *Revue normande et percheronne*.

5° *Les Origines de l'Architecture gothique*, par M. Louis REGNIER. In-8°.

6° *Le Pape et la Révolution*, par le R. P. CONSTANT, des Frères Prêcheurs. In-8°.

7° *De quelques étymologies basques*, par M. le C^e DE CHARENCEY. In-8°.

8° *Catel. Étude biographique et critique*, par M. J. CARLEZ, directeur de l'École nationale de musique de Caen. In-8°. Extrait des *Mémoires de l'Académie nationale des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Caen*.

9° *Masque et Besace*, par le R. P. ÉDOUARD, d'Alençon. Plaque in-32.

10° *Almanach de la Ferme, du Cidre et du Poiré*, pour l'année 1895. In-18. Publié sous la direction de M. E. VIMONT.

11° *Almanach de la Croix de l'Orne*, pour 1895. In-18.

Publications périodiques.

1° *Bibliographie de la France*, année 1894.

2° *Mémoires de l'Académie des Sciences, Agriculture, Arts et Belles-Lettres d'Aix*. Tome XVI, 1895.

3° *Mémoires de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Angers*. Année 1894.

4° *Le Cidre et le Poiré* (Argentan), décembre 1894 à avril 1895. 5 livraisons.

5° *Société française d'Archéologie à Caen. Congrès archéologique de France à Brives en 1890; — à Besançon, en 1891.* 2 volumes.

6° *Mémoires de l'Académie nationale des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Caen. — Mémoires et tables décennales (1884-1893).*

7° *Bulletin de la Société archéologique d'Eure-et-Loir.* Janvier et mars 1895.

8° *Revue historique et archéologique du Maine.* 2° semestre de 1894.

9° *Bulletin de la Société historique et archéologique de la Mayenne.* 1^{er} trimestre de 1895.

10° *Mémoires de la Société archéologique du Midi de la France.* T. XV. 1^{re} livraison.

11° *Bulletin de la Société archéologique de Nantes.* 1^{er} semestre de 1894.

12° *Bulletin de la Société normande de Géographie.* Novembre-décembre 1894 et janvier-février 1895.

13° *Bulletin de la Société de l'Histoire de Normandie. Procès-verbaux, etc.* (5 novembre 1894).

14° *Revue catholique de Normandie.* Janvier et mars 1895.

15° *La Croix de l'Orne,* du 9 décembre 1894 au 21 avril 1895.

16° *Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest.* 3^e et 4^e trimestres de 1894.

17° *Même Société. Mémoires.* T. XVII, année 1894.

18° *Bulletin de la Société de l'Histoire de Paris.* 6^e livraison de 1894 et 1^{re} livraison de 1895.

19° *Le Cidre* (Paris), décembre 1894 à avril 1895. 5 livraisons.

20° *Documents sur la Province du Perche.* Octobre 1894 et janvier 1895.

21° *Bulletin de la Société des Amis des Sciences et Arts de Rochechouart.* Septembre et novembre 1894, et Janvier 1895.

22° *Bulletin de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe.* Années 1893 et 1894, 4 fascicules.

23° *Annales de l'Archiconfrérie de Notre-Dame des Champs.* Janvier à avril 1895. 4 livraisons.

24° *Bulletin d'Histoire ecclésiastique et d'Archéologie religieuse de Valence.* Année 1894, 7 livraisons.

25° *Le monde moderne.* Janvier 1895.

26° *Revue d'Alsace*. 1^{er} trimestre 1895.

27° *Analecta Bollandiana*. 4^e fascicule de 1894 et 1^{er} fascicule de 1895.

28° *Smithsonian Institution Report of the National Museum*, 1891 et 1892. 2 volumes.

29° *Annual Report of the public Museum of the city of Milwaukee*. Octobre 1894.

L. DE LA SICOTIÈRE

MESSIEURS ET CHERS CONFRÈRES,

Le jeudi 4 mars 1895, la ville d'Alençon présentait un digne et touchant spectacle. Elle rendait les derniers devoirs et les honneurs funèbres à son meilleur et à son plus regretté citoyen. Les amis, les collègues, les collaborateurs étaient accourus pour dire un suprême adieu à l'homme que les uns avaient tendrement aimé, que tous avaient profondément estimé. Le cortège était silencieux ; à peine entendait-on la psalmodie de l'office des morts, discrètement ponctuée par quelques roulements de tambours voilés et quand, après le service funèbre, le convoi fut arrivé au cimetière, chacun des assistants, du plus notable au plus humble, jeta sur le cercueil une goutte d'eau bénite en faisant un signe de croix et en murmurant tout bas une dernière prière. Ainsi l'avait expressément voulu Pierre-François-Léon Duchesne de La Sicotière, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats au barreau d'Alençon, sénateur de l'Orne, correspondant de l'Institut, ancien directeur de la *Société des Antiquaires de Normandie*, président du Conseil de fabrique de Notre-Dame, président honoraire de la *Société historique et archéologique de l'Orne*. Bien qu'à ces titres honorifiques, il eût pu en ajouter quelques autres, la modestie bien connue du défunt lui avait dicté sa dernière volonté. Était-ce seulement sa modestie ? N'était-ce pas la manifestation d'un sentiment plus haut et plus tendre, digne de l'élévation de son esprit et de la générosité

de son cœur? Tout en évitant à sa vanité posthume la caresse perdue des discours officiels, il a dû penser à ses amis. En leur imposant silence, n'a-t-il pas eu la charité de leur épargner l'émotion d'un adieu public? Il en est que leurs forces eussent trahis; il en est dont la grande douleur eût semblé ressentir quelque offense en ne demeurant pas muette.

Au grand jour du deuil, Messieurs, nous nous sommes tus. Aujourd'hui, le silence ressemblerait à une trahison, la discrétion serait une injustice. Pour l'honneur de sa mémoire et notre propre gloire, nous devons reconnaître et rappeler tout haut les titres à l'estime et à la reconnaissance publiques de celui qui fut d'abord et resta jusqu'à la fin notre digne et respecté président.

Si celui qui lui a succédé sans le remplacer voulait remplir sa tâche tout entière, il faudrait écrire un livre. Il doit se borner à un chapitre. Dans le détail d'ailleurs aussi bien que dans l'ensemble, l'éloge coule de source. L'amitié n'a rien à inventer, rien à expliquer, rien à voiler. Elle n'a qu'à raconter et si elle offense quelque humilité d'outre-tombe, c'est la faute de la vérité.

Léon de La Sicotière naquit à Valframbert, le 3 février 1812. Il put entendre dans son berceau l'écho des dernières fanfares de la gloire et des sanglots de la défaite. De vieille famille française dont les membres avaient occupé des postes honorables, bien que son aïeul eût suivi la monarchie dans l'exil, il ne comptait pas de courtisans dans ses ancêtres, il n'avait point de parvenus parmi ses proches. « Il y a soixante ans », disait, en 1850, Taine dans son discours de réception à l'Académie française, « dans la petite noblesse comme dans la bourgeoisie moyenne, les besoins étaient bornés et la vie sobre; on ne s'inquiétait ni d'élégance, ni de confortable; on était dur aux intempéries; on n'avait point de curiosités; on ne songeait pas à voyager; le corps, moins délicat, ne redoutait pas le malaise; l'esprit, moins exigeant, n'éprouvait pas l'ennui. Une famille entière vivait avec cent louis par an, quelquefois avec cinquante ».

N'est-ce pas dans un de ces honnêtes milieux que se passa la première enfance du jeune Léon? Quand il atteignit l'âge de raison, la paix était faite, de guerre lasse. D'ailleurs, il tenait de sa mère une grande distinction d'esprit et quelques-unes de ces

curiosités qui, suivant Taine, hantaient peu les gentilhommières. Il était tout préparé à vivre de la vie civile et intellectuelle qui succédait au fracas des armes. Mis de bonne heure au collège d'Alençon, Léon de La Sicotière fut d'abord ce qu'il a été toute sa vie, — sage et studieux. C'était un écolier modèle. L'abbé Roger, son professeur de philosophie, certifiait qu'il était « une des colonnes de sa classe ». La *Semaine catholique* du 22 mars 1895, où l'on trouve ce curieux document, publie des fragments de correspondance qui nous font entrevoir, au sortir du collège, un La Sicotière bibliophile et déjà friand des miettes de l'histoire. L'abbé de Fontenay, son digne camarade, ne s'amuse-t-il pas à le taquiner quand, après avoir décrit la pauvreté de sa cellule de séminariste et révélé l'indigence de sa propre bibliothèque, il se vante de se régaler d'un Eutrope qui lui a coûté deux sols. — « Cela n'est pas trop cher », ajoute le malin abbé. Lui aussi bouquinait, repassait l'ancien et aspirait au nouveau. Il s'éprenait d'histoire et demandait des lumières aux documents lointains ou récents, il rêvait au souvenir des héroïsmes d'autrefois et leur comparait ceux d'hier. Il faisait bon marché de Velly, de Daniel et d'Anquetil et admirait où bon lui semblait, non pas de commande, mais d'instinct et de réflexion, sa dernière, sa plus vive sympathie peut-être, était pour l'« Héroïne de la Vendée ». Les deux amis étaient de la même école. Si l'archéologie et l'histoire ancienne doivent à Léon de La Sicotière de nombreuses pages intéressantes et curieuses, le récit des guerres soutenues par nos partisans a été son sujet favori et la matière de son plus beau livre.

Ce penchant vers les études sérieuses tempérait chez le jeune de La Sicotière l'amour des lettres. Il ne fut jamais ce qu'on appelle aujourd'hui un dilettante ou un virtuose. Son penchant vers l'agréable ne l'entraîna jamais jusqu'au sacrifice de l'utile. Comme Barbey d'Aurevilly, il ne se laissa pas charmer par les sirènes de la prose et de la poésie. Comme Paul Delasalle, qui fut Saint-Simonien avant d'être avoué, il ne prit pas de chemin de traverse. En 1834, il avait fait son droit. Peu après, il endossait résolument la robe d'avocat et se mariait. Il avait vingt-deux ans.

C'est surtout, mes chers confrères, la vie littéraire de notre regretté président qu'il convient de retracer, mais ne serait-ce

pas faire injure à sa mémoire que de ne pas rappeler avec quelle autorité de parole, quelle sûreté de jugement et quelle délicatesse de conscience il plaïda pendant trente ans ? Parmi les exemples à citer et à suivre, en est-il de plus édifiant que celui d'une vie sans défaillances où l'homme garde en toute occasion et à toute heure la virilité de son esprit, la bonté de son cœur et la dignité de sa conduite ? Où l'époux et le père de famille se montre supérieur à toutes les épreuves et égal à toutes les tendresses ? Où le citoyen paye de sa personne, où l'homme public fait son devoir et remplit sa tâche, à l'abri du soupçon, pur de toute compromission et de toute intrigue ?

Le 18 janvier 1894, en saluant son respectable ami, nommé, par une flatteuse distinction, directeur de la *Société des Antiquaires de Normandie* pour la seconde fois, M. de Beaurepaire rappelait les beaux jours du barreau d'Alençon. — « En 1860 », disait-il, « j'arrivai à Alençon comme substitut, monsieur le directeur, et je vous y retrouvai. Vous étiez alors dans toute votre puissance et l'éclat de votre talent d'avocat.... Que ces temps sont loin de nous ! Disparu, Goujeul, qui cachait une véritable valeur juridique sous une forme abrupte ; disparu, Baudry, esprit élevé, cœur d'or, l'honneur et la délicatesse mêmes ; disparu, aussi Rivière, dont la parole claironnante avait des sonorités étranges.... A cette époque, Alençon n'avait pas de sociétés savantes, mais vous seul suffisiez à combler la lacune ; vous groupiez autour de vous toutes les bonnes volontés, toutes les jeunes autorités. A tous, vous donniez le goût et vous communiquiez la flamme ».

Ce qui frappait le jeune substitut d'Alençon était vrai depuis longtemps. Depuis longtemps les bonnes volontés, les jeunes efforts se groupaient autour de celui qui les avait devancés dans la carrière de l'étude et qu'ils reconnaissaient pour leur exemple et pour leur maître. Membre de presque toutes les sociétés savantes de Normandie, du Maine, de l'Anjou, de la Bretagne, de la Vendée et du Poitou, La Sicotière suffisait à tout et leur prêtait le concours de son active collaboration. A défaut de la Société savante Ornaise à laquelle eût incombé la tâche d'écrire l'histoire archéologique et pittoresque de son département, Léon de La Sicotière, aidé d'Auguste Poulet-Malassis, avait comblé la lacune dès 1846. Restés presque entièrement chargés de la

rédaction du texte, les deux érudits avaient utilisé, de leur mieux, les ressources que le dessin à la main et la lithographie mettaient à leur disposition. En ces temps reculés, le dagueréotype était encore d'invention récente et l'on ne connaissait ni la photographie ni l'héliogravure. On est effrayé de la somme de travail que représente cette œuvre considérable aujourd'hui fort recherchée qui s'appelle l'*Orne pittoresque*.

Énumérer les travaux et les brochures de toute sorte qui sont sortis de la plume féconde et infatigable de Léon de La Sicotière serait recommencer le travail si consciencieux de nos honorables confrères MM. de Contades et Appert, offert gracieusement à l'intéressé à notre séance publique tenue à Mortagne, le 9 octobre 1890. C'est à leur exactitude, à leur amitié et à leur dévouement que nous faisons appel pour la compléter. Comme Fontenelle, Saint-Évremond, Thomas Corneille, Huet, de Bras, La Martinière, Masseville, ces vaillants octogénaires normands qui ne connurent jamais la défaillance ni la fatigue de l'esprit, comme ses compatriotes Le Hayer du Perron et Odolant Desnos, La Sicotière est mort, la plume à la main. Si humble qu'il fût et si porté à se juger avec sévérité, il ne se rappelait pas avoir perdu une heure dans sa vie. Et à ce sujet, laissez-moi vous raconter une anecdote qui révèle jusqu'à quel point, dans l'intimité même de son esprit, il s'efforçait de limiter et d'utiliser la flânerie du rêve. C'était aux derniers temps de sa vie. Un de nos honorables confrères, dans une de ces visites que notre regretté président recevait avec tant de bonne grâce et de parfaite urbanité, lui ayant demandé comment il avait passé la nuit. — Bien; répondit-il, ordinairement, je dors d'un somme. Puis il ajouta avec un demi-sourire : Quand je ne dors pas, savez-vous ce que je fais ? Des vers latins. Ceux-ci sont vraisemblablement perdus, ainsi que les rares vers français qui ont aussi parfois délassé son esprit, mais dont il n'a jamais voulu permettre la publication, mais ses biographes pourront inscrire à l'actif de ses dernières années les communications adressées à ses chères revues de province, ce discours de longue haleine, si documenté, qu'il put prononcer tout entier le 18 janvier 1894 à cette séance publique de la Société des Antiquaires que je rappelais tout à l'heure. Ils y trouveront ces communications que, toujours sur la brèche, il laissait, sur nos vives instances, inscrire au pro-

gramme des séances publiques de l'Association normande et de notre Société historique. Son incomparable modestie, plus encore peut-être sa charité d'effacement devant les jeunes lui faisait, vous le savez, la plupart du temps, renoncer à la parole, mais ses travaux enrichissent nos bulletins. Nous avons eu sa dernière communication et sa dernière œuvre, mes chers confrères, et si cette faveur pouvait être réservée à de plus illustres, elle ne pouvait être accordée à de plus aimés. Quelle que soit la mesure de notre importance et la valeur de nos publications, notre honorable et généreux président était quelque peu fier de l'existence d'une société savante et littéraire, petite il est vrai, modeste comme il convient à son importance, mais vivante et pleine de la bonne volonté de vivre.

Vous rappellerai-je, Messieurs, que, depuis quelques années déjà, Léon de La Sicotière avait achevé son monument ? Il avait fait son livre, bien à lui seul tout entier, de fond et de forme. En lui décernant un prix important, en lui accordant plus tard le titre de membre correspondant, l'Académie française et l'Institut n'ont fait qu'ajouter une distinction à la haute estime du monde savant et littéraire pour l'*Histoire de Frotté et des insurrections normandes*. Tout le monde a lu ce travail de bénédictin, mais ce que peu de privilégiés ont pu voir et suivre, c'est la façon dont il a été conçu et enfanté, après dix ans de patience et d'incessantes recherches. On admire notre vieux Mézeray perdant le boire et le manger dans les greniers encombrés d'archives, pâlisant sur les livres et malgré son amour de la vérité, composant, *undique collatis membris*, un corps d'ouvrage où l'histoire et la légende se mêlent un peu confusément. Il défrichait et n'avait fait que la moitié du nécessaire. L'historien moderne est plus exigeant. Il remonte aux sources, il veut voir et toucher la pièce originale ; il ne cite jamais le document de seconde main. Lorsqu'il s'attaque, comme notre regretté président, à un sujet dont le théâtre garde encore les traces du drame accompli, quand les acteurs ont laissé des témoins ou des témoignages, quand la légende est encore assez fraîche pour que l'on puisse espérer en dégager le fait qu'elle dénature, il n'est sorte de peine qu'il ne faille se donner, sorte de recherche qu'il ne soit nécessaire de faire, dût-on courir après les infiniment petits et jeter au panier le document futile conquis

au prix de la fatigue. Il fallait voir l'auteur de *Frotté à l'œuvre*, tantôt visitant le théâtre des engagements, les bois, les maisons, les châteaux, les cachettes, interrogeant les vieillards, recueillant les « on dit », sollicitant la communication des chartriers et des papiers de famille, le calepin dans une main, le crayon dans l'autre, amassant d'innombrables notes, allant de Saint-Jean-des-Bois au Champ-de-la-Pierre, de Couterne à Verneuil, puis s'enfermant aux archives du ministère de la guerre, contrôlant les rapports, consultant les dossiers, ne faisant tort ni grâce à personne, dénonçant les trahisons des grands rôles, rappelant les vilenies des comparses, rendant à certains calomniés la justice que leur est due, — *cuique suum*. — *L'Histoire de Frotté et des insurrections normandes* est un modèle, mes chers confrères. Que ceux qui se sentent du cœur le suivent, mais qu'ils sachent que la tâche est rude et que la peine est longue.

Parler ici de la vie politique de notre regretté président serait un hors-d'œuvre. Ne rien dire du député et du sénateur, ce serait perdre l'occasion de constater la manifestation bien rare de l'estime publique désignant spontanément un candidat qui semblait s'oublier lui-même et l'honorant, jusqu'à la fin, de ses libres suffrages. C'est un chapitre de l'histoire électorale du pays où s'affirment, d'un mérite égal, l'indépendance des électeurs et de l'élu. Un peu effacée, sans doute, puisque, tout avocat qu'il fût, il n'a jamais abordé la tribune, la vie parlementaire de La Sicotière ne fut d'ailleurs pas sans utilité si elle se passa sans éclat. Si le projet de loi sur la protection des oiseaux insectivores n'a pas la portée d'une réforme sociale, d'autres rapports témoignent de la haute compétence de l'infatigable travailleur. C'est dans un livre in-4° de plus de 900 pages qu'il rendit compte de la situation de l'Algérie pendant la guerre. Ce travail considérable n'est point, comme tant d'autres, enfoui dans les cartons. Le président du Sénat, en rendant hommage à la mémoire de son collègue, affirme qu'on le consulte encore aujourd'hui.

Ma tâche est-elle remplie, Messieurs ? Derrière le savant et le citoyen, resterait à apprécier l'homme. Pour un panégyriste ordinaire, ce serait chose agréable et facile. Il évoquerait le chrétien pratiquant et sincère, le père de famille entouré d'affection et de respect, l'époux tendre et dévoué, le collaborateur

infatigable, le protecteur aimable, le bienfaiteur désintéressé. Si quelques-unes de ces vertus n'ont pas éclaté au grand jour, elles n'étaient qu'à demi-voilées. Elles ceignaient le front du vivant, elles couronnent la mémoire du mort d'une auréole de vénération et de respect. Mais que dire de l'ami ? Ici, comme sur la tombe, les grandes douleurs sont muettes. Celui qui, pendant cinquante ans, a vécu, cœur à cœur, avec Léon de La Sicotière, goûte la douceur du souvenir et l'amertume du regret.

Il ne se fait pas l'injure de redouter l'oubli.

LA
FONDATION DU COLLÈGE DE SÉES
ET
SON ADMINISTRATION
JUSQU'À LA RÉVOLUTION

I

Lorsque disparut la civilisation romaine, étouffée sous le flot des invasions barbares, ce qui restait de littérature, de science et d'art se réfugia, comme en un suprême asile, dans les églises cathédrales et les monastères. L'église de Sées, comme les autres, eut sa part de cet honneur et de cette prérogative. Si peu nombreux que soient les souvenirs de ces époques lointaines, ils nous ont conservé les noms de saint Évrout, saint Céneri, saint Évremond, de sainte Céronne, sainte Lanthilde et sainte Opportune. Une école ecclésiastique s'abritait à l'ombre de la primitive basilique. Le jeune Godegrand, dit son biographe, y passait ses jours dans l'étude des Saintes Lettres, dans les veilles et les jeûnes et s'exerçait continuellement à la pratique des vertus (1).

Au temps des invasions normandes, si le courageux Hildebrand se met à la tête de la résistance armée, son successeur, saint Adelin, est un écrivain et un lettré, l'un des premiers de

(1) Bollandistes, 5 septembre.

son siècle, au dire des auteurs de l'*Histoire littéraire des Gaules*. Sa biographie de sainte Opportune reste pour nous un précieux et incomparable document.

Après la conversion de Rollon, la Normandie entière se réorganise avec une rapidité et une régularité merveilleuses. Les cathédrales, les monastères, les clochers se relèvent comme par enchantement sur toute la surface de la province. La vie monastique fleurit avec un éclat, une vigueur, un épanouissement de vertus et de science qu'elle n'a pas revu depuis au même degré. Notre diocèse ne reste pas en arrière. Saint-Pierre-sur-Dive, Saint-Martin-de-Sées, Silly, Saint-Jean-de-Falaise, La Trappe et le Val-Dieu, Almenèches, les Clairets et Vignats deviennent autant de foyers de vie religieuse, de science et d'édification. Il faudrait y joindre les nombreux prieurés disséminés sur la surface du diocèse, canaux dérivés des artères principales qui font courir partout la sève religieuse de la rénovation sociale. Saint-Évroult, qui nous restait attaché par des relations de voisinage et d'amitié, était un foyer fécond d'études. On peut lire à ce sujet, au commencement du tome V de la grande édition des œuvres d'Orderic Vital, le paragraphe 1^{er} de la savante introduction de M. Léopold Delisle, intitulé : *Les Études dans l'abbaye de Saint-Évroult*. Aux XI^e et XII^e siècles, le monastère établissait, en Italie, les célèbres et brillantes colonies religieuses de Sainte-Eufémie, de Vénose et de Mélito. On y conserva le chant de l'abbaye de Saint-Évroult. Plusieurs de ses religieux ceignaient la mitre épiscopale. Le plus célèbre fut Serlon, évêque de Sées, sur la vie duquel il y aura lieu de revenir.

Le monastère de Saint-Martin de Sées dut en grande partie son établissement au zèle et à la présence du bienheureux Thierry, premier abbé de Saint-Évroult. Il ne le céda que peu à l'abbaye mère en régularité et en renommée. Ses colonies s'établirent en Angleterre et jusqu'en Espagne. A la fin du XI^e siècle, ce fut une pépinière d'hommes illustres et de prélats. Il faut compter au premier âge ce Raoul d'Escures qui, d'abbé de Saint-Martin, devint archevêque de Cantorbery. Fulchered, abbé de Shrewsbury, passait pour animé de l'esprit prophétique. Odolant Desnos a réuni dans une note l'énumération de tous les clercs et moines qui obtinrent des titres et des dignités en Angleterre. On y peut recourir. Il est constant par cette faveur accordée aux

moines de Saint-Martin de Sées que la science y était florissante et qu'on y comptait d'illustres membres. « Les jeunes novices, dit M. l'abbé Guesdon, et même les clercs réguliers s'y livraient aux études et à l'art oratoire. Le B. Laufranc daigna les visiter et encourager leurs travaux par ses conseils et par ses exemples. La calligraphie surtout y était alors en honneur. Le moine Robert et nombre d'autres moines s'appliquaient à transcrire des livres grecs et latins » (1).

Mais à côté de l'école monastique de Saint-Martin subsistait toujours l'école épiscopale, où se formaient les jeunes clercs qui prêtaient leur concours à la célébration de l'office divin par le chapitre, tout en se préparant à entrer à leur tour dans les ordres sacrés. Une charte du XI^e siècle, faisant partie du cartulaire du prieuré de Saint-Léonard de Bellême, nous a conservé le nom d'un chanoine appelé Foulques qui était écolâtre du chapitre, c'est à dire chargé de l'école des jeunes clercs. Elle paraît avoir atteint sous l'évêque Serlon, l'ancien abbé de Saint-Évroult, son plus haut degré de gloire et de prospérité. « On vit sortir de cette école plusieurs personnages remarquables et qui remplirent des postes importants dans l'Église. Nous devons citer Jean, archidiacre de Sées, fils de Normand Ledoyen, chapelain du roi d'Angleterre, Henri I^{er}, et enfin évêque de Lisieux, fort instruit, dit Ordéric Vital, dans les sciences séculières et ecclésiastiques ; Jean, fils de Hardouin de Neuville, qui succéda à Serlon ; Girard, chanoine de la cathédrale et ensuite évêque de Sées, après Jean de Neuville ; l'archidiacre Gautier de Mortagne, qui fut élu évêque de Laon, et dont il reste un *Traité du Mariage* dans un livre manuscrit de Saint-Martin-de-Sées et quelques opuscules au tome II du spicilège. Mais le plus célèbre de tous est Arnoul de Neuville, neveu et successeur de Jean de Lisieux » (2).

L'école épiscopale a été l'institution permanente d'instruction cléricale et séculière à Sées. Sur ce tronc primitif se sont greffés tous les accroissements et toutes les améliorations jusqu'au jour où l'école, sortant de l'ombre de la cathédrale pour devenir un établissement d'enseignement public, s'est appelée le collège.

(1) *L'abbé de Fontenay, vicaire général*, par M. l'abbé Guesdon, p. xxxiv.

(2) *Essai historique sur la Cathédrale*, par MM. Marais et Peaudouin. p. 55.

C'est la raison qui oblige à rappeler ces humbles commencements, ces gloires lointaines et passagères, lumières faibles et tremblantes au milieu de profondes ténèbres.

Il faut en effet arriver jusqu'en 1438, pour trouver des documents authentiques et certains concernant notre école. Le 23 septembre, Léon-Avesgo Laisné, bourgeois de Sées, donnait au prieur et au chapitre de Saint-Gervais, aux petits *Cueuraulz* et clercs de ladite église 110 sols de rente, dont 100 sols pour les prieur et chapitre, et 10 pour les *Cueuraulz* et clercs, afin de célébrer un obit tous les ans, le vendredi d'après la Sainte-Croix de septembre (1).

Plus tard, l'évêque et le chapitre érigent « pour l'entretienement et continuation du divin service, chacun jour fait et célébré à ladite église, six petits-enfants appelé *coriaulx* et un maître pour les instruire, tant en la science de musique que de grammaire. Lesquels enfants chantaient par chacun jour devant l'autel et image de Notre-Dame en ladite église et aydaient à faire et chanter l'autre service qui se fait en icelle, qui est chose bien propice et convenable à la louange de Dieu Nostre Créateur et de sa Benoite Mère, et fort attrayant le peuple à dévotion ».

Une supplique fut adressée au roi Louis XI, pour obtenir confirmation de cette fondation.

« Par lettres datées de Notre-Dame de la Délivrande, au mois d'août 1473, le roi considérant « le bien, augmentation et entretenement des églises cathédrales dont il était promoteur et gardien et notamment de celle de Sées qui était de fondation royale », leur accorda la faculté de recevoir par aumône ou d'acquérir par quelque autre moyen que ce fût, en une ou plusieurs parties, en fief noble ou non noble, pour l'entretien et nourriture des dits enfants et maître, jusqu'à concurrence de 120 livres tournois par an et leur donna décharge et remise complète des droits qui pourroient lui être dus. « Pourveu toutes foys, dit-il, que les dits supplians seront tenus de faire dire par les dits enfans doresnavant, par chaque jour, après la dite messe de Notre-Dame achevée, chacun particulièrement à haulte voix une fois *Ave Maria* à nostre intention ». La

(1) *Essai historique sur la Cathédrale*, p. 110 et *Cartulaire du Chapitre*. Bibl. d'Alençon, ms. n° 177. f° 17. On y trouve, à la date du 21 déc. 1461, un acte très long relatif au droit que revendiquaient les bourgeois de Sées « de présenter aux sieurs du Chapitre les clers de paroisse. » *Ibid.* f° 23-26.

clause fut observée jusqu'à la Révolution. Ainsi Louis XI se trouve être l'un des premiers et des plus augustes bienfaiteurs de l'établissement d'instruction qui, par suite de l'évolution des temps, devint le collège de Sées. Ce n'était alors en réalité qu'une psallette ou maîtrise.

Mais ce nom même de collège de Sées, encore inconnu dans la cité épiscopale, s'étalait en grandes lettres sur le fronton d'une maison de Paris, voisine de la Sorbonne (1).

Grégoire Langlois, évêque de Sées, venait de fonder cet établissement et de le doter de huit bourses, quatre pour le diocèse de Sées et quatre pour le diocèse du Mans. Il établissait de même un certain nombre de bourses dans l'Université d'Angers (2), destinées comme les premières à des jeunes gens pauvres du diocèse de Sées.

A partir de cette époque, le siège de Sées s'honorait successivement de la présence d'évêques lettrés et amis des livres. Robert de Cornegrué, maître ès arts, chanoine profès et pénitencier du chapitre avant de ceindre la mitre épiscopale, contribuait à la fondation de la bibliothèque de l'Université de Caen (3). Après lui venaient l'éloquent et disert Pierre Duval dont l'attitude vis-à-vis des protestants a pu être discutée et incriminée d'une trop grande condescendance, mais dont la science était incontestable. Il était avantagement connu comme orateur. En 1560, aux États-Généraux d'Orléans, on le pria de prendre la parole au nom du Clergé; il s'excusa par un refus motivé (4). Les noms et les œuvres poétiques et oratoires de Claude de Morenne, Bertaut, Suarès sont assez connus, sans qu'il soit besoin d'y insister. Autour d'eux et sous leur influence, le goût des lettres et de la poésie se répandait à Sées. Cleres et laïques, gentilhommes et damoiselles écrivaient ou rimaient à qui mieux mieux (5). Ce mouvement s'étendit nécessairement à la maîtrise ou psallette du chapitre, et le chanoine précepteur dut prendre part

(1) Cette inscription a été conservée jusqu'au milieu du XIX^e siècle.

(2) Cette fondation prit, de la maison où elle fut établie, le nom de collège du Bueil.

(3) *Histoire de la ville de Caen*, par Vaultier, p. 156.

(4) JAGER. *Histoire de l'Église*, t. XV, p. 297.

(5) Voyez : *Une muse normande inconnue*, M^{lle} Cosnard, de Sées, et *Hugues Quéru de Fléchelles*, dit Gautier Garguille, par M. de La Sicotière.

plus qu'aucun autre à ce mouvement littéraire. Mais la classe des petits clercs n'en restait pas moins une réunion fort modeste qui ne faisait point parler d'elle.

Cependant l'intérêt pour l'instruction populaire grandissait. Mgr Forcoail consacrait quelques lignes des statuts diocésains, publiés par lui en 1674, à l'organisation des petites écoles. « Nous défendons aux hommes de recevoir chez eux les filles et « pareillement aux femmes de recevoir les garçons ». Le souci extrême de la moralité passait avant toute autre considération. Un simple prêtre, M. Nicolas Hommey, curé du Cercueil, laissait un capital de 1.400 livres ; une partie de la rente était destinée à la fondation d'une école pour « instruire les pauvres de la dite paroisse et leur apprendre à lire, écrire et leur catéchisme ». Il n'avait pas le bon curé, l'ambition d'en faire des bacheliers, mais d'honnêtes chrétiens. Camus de Pontcarré protégeait, vers l'année 1706, le pensionnat établi à Saint-Yon par le B. de La Salle, et le célèbre Institut des Frères des Écoles chrétiennes eut ainsi un évêque de Sées pour l'un des patrons de la première heure. Le même prélat augmentait de quatre nouvelles bourses le collège de Sées, à Paris. Il est impossible qu'un certain nombre de jeunes clercs de la psallette du chapitre n'aient pas profité de ces bourses, soit à Paris, soit à Angers (1).

La faveur était de ce côté, les institutions se multipliaient, la charité chrétienne se plaisait à ces fondations.

(1) COLLEGE DE SÉES A PARIS.

PRINCIPAUX DE 1490 A 1759 : Dix-huit principaux, parmi lesquels il faut citer Jean Daché et Jean-Louis Coulombet.

Le 11 juillet 1558, Jean-Charles Rochard, principal du collège de Sées, à Paris, déposait, au secrétariat de l'évêché de Sées, un volume, de 28 folios en parchemin, contenant : *Statuta collegii Sagiensis, Parisiensis*.

Le 2 avril 1701, commission était donnée par le vicaire général de Sées, à Jean-Baptiste d'Aguessau, docteur en Sorbonne, en qualité de visiteur et recteur du collège de Sées.

BOURSIERS DE 1507 A 1782 : Cent trente-trois boursiers, parmi lesquels on peut remarquer les noms de Abraham du Bu, Simon Masson de la ville de Sées, Jean du Frische (de Sées), Marin et Pierre Robichon, Charles et Jean Le Moulinet, Pierre Chéradame, Jacques et Jean Hébert de la ville de Sées, Guillaume Gondouin, François Baratte, de Sées, Jérôme et François Ragainé, Julien Le Robinet, Pierre du Hommey, Michel de Beaumont, Marquis Pilâtre, François du Frische, Louis de Corday, de Glatigny, Louis du Bu, Gilles Morlet de Sées, François Cosnard de Sées, Paul Septier de Sées, René Seguin de Sées, François Mabire de Sées, François Philippe de Sées, Pierre Pilâtre, Gervais des Moutis, Jacques Riqueur, de Saint-Gervais-d'o.

II

Au commencement du XVIII^e siècle vivait à Paris un ancien chanoine de Sées, M^{re} Jacques-Hardouin Belier, sieur des Essards (1), prêtre de la ville de Sées, qui s'était retiré au collège de Laon. Il y demeurait en compagnie et sans doute en ménage commun avec une de nos célébrités littéraires sagiennes, Claude du Moulinet, plus connu sous le nom d'abbé des Tuileries. Le choix de cette retraite et de cette société fait assez connaître quels étaient ses goûts.

Sées, Louis et Jacques Merle de Sées, Nicolas Chevalier de Sées, Germain Burin, de Sées.

« Les pensions des boursiers sont fixées par règlement général du 20 aoust 1767, à 360 livres, non compris le vin et une somme de 36 livres, que chaque étudiant payera en entrant, pour l'infirmerie, au moyen de quoy il sera soigné tant en santé qu'en maladie. *Titre 2, art. 2.*

« Les boursiers doivent commencer leurs études au dit collège par les humanités. Il n'en sera reçu aucun qui ne soit en état d'entrer au moins en sixième, et qu'il n'ait au moins neuf ans commencés et moins de treize ans révolus ; à l'exception des enfants de chœur, qui pourront être reçus jusqu'à seize ans accomplis. *Titre 3, art. 1.* »

Mgr Lallemant ajouta une nouvelle bourse aux fondations anciennes.

Le collège de Sées fut réuni au collège Louis-le-Grand par lettres patentes du 21 novembre 1763.

Pouillé de Sées, ms., folios 730 et suiv. Archives de l'Évêché.

COLLÈGE DU BUEIL A ANGERS.

CHAPELAINS DE LA CHAPELLENIE SAINT-JULIEN ET DE LA CONCEPTION DE LA B^{re} VIERGE MARIE, DANS LE COLLÈGE DU BUEIL, DE 1503 A 1771: Vingt-sept chapelains.

BOURSIS, DE 1486 A 1774 : Cent soixante-cinq boursiers, parmi lesquels on peut citer les noms de Denis et Guillaume Le Frère, Gabriel et Gilles Paulmier, Jacques Besnard de Sées, Antoine Ermeneult, de la ville de Sées, Daniel du Bu, Christophe Hommey, Claude de Fontaines, Thomas de Corday, Guillaume Berthre, François Baratte, clerc de la ville de Sées, François Amesland clerc de la ville de Sées, Robert Royer (item), Jérôme Montier (item), Jacques Hommey (item), Jean-Baptiste-Alexandre Gérard (28 sept. 1761), Jean de Haynault de la ville de Sées, Marin Robichon de la paroisse d'Essay, André Fresnel de Saint-Pierre-de-Sées, Jérôme Amellant de Sées, Thomas Besnard, acolythe, de la ville de Sées, François Clerambault de la ville de Sées.

Pouillé de Sées, ms., folio 734. Archives de l'Évêché.

(1) M^{re} Jacques-Hardouin Belier, clerc de la ville de Sées, avait été pourvu en cour de Rome du canonicat et de la prébende de Versainville, le 14 février 1665 ; il les résigna, le 2 février 1666, à Nicolas Bordin, le défenseur du trop célèbre Jean Le Noir.

Extrait du Pouillé, Ms. Voy. *Quelques mots sur l'Histoire ancienne du collège de Sées* (par M. l'abbé Poirier).

Parisien par l'habitation, il était resté comme son compagnon très sagien de cœur. Souvent il réfléchissait à part lui à l'obscurité et à la pauvreté de l'école de la cathédrale, où il avait sans doute fait ses débuts. En l'an 1718, il avait quatre-vingt et un ans et il se disait qu'il était temps de disposer de ses biens et d'ordonner de ses dernières volontés. Il décida que l'école du chapitre serait son héritière et qu'elle deviendrait, grâce à lui, une institution publique d'enseignement, fournie de maîtres et gratuitement ouverte à tous. L'Hôtel-Dieu de Sées a été avisé de ses intentions ; des procurations ont été données et jour pris pour passer l'acte :

Le deux avril dix-sept cent dix-huit, par devant les conseillers du Roy, notaires gardes-notes, gardes-scel aux contracts et actes de notaires du Chastelet de Paris, soussignés furent présents.

Illustrissime et révérendissime seigneur messire Dominique-Barnabé Turgot, évêque de Séez, conseiller du Roy en tous ses conseils, cy-devant son aumosnier ordinaire et premier aumosnier de feu Monseigneur le Duc de Berry, estant de présent à Paris, logé en son hostel, rue des Vieilles-Audriettes, paroisse Saint-Nicolas des Champs.

M^e Louis-François Dequay, avocat du Parlement de Paris, y demeurant, rue Montorgueil, paroisse Saint-Sauveur, au nom et comme fondé de procuration spéciale, à l'effet des présentes, des sieurs administrateurs de l'Hôtel-Dieu de ladite ville de Séez.... ;

Et M^{re} Jacques-Hardouin Belier, sieur des Essards, prestre de la dite ville de Séez, demeurant à Paris, au collège de Laon, rue et montagne Sainte-Genève, paroisse Saint-Etienne du Mont, d'autre part ;

Lesquelles parties ont dit que ledit sieur des Essards, désirant contribuer autant qu'il lui est possible au soulagement des pauvres et à l'instruction de la jeunesse, en ladite ville de Séez, lieu de sa naissance, où elle a esté jusqu'à présent assez négligée, se seroit proposé de donner dès à présent, par forme de fondation à l'Hôtel-Dieu de ladite ville, un fond de vingt mil livres, sous la réserve de l'usufruit, sa vie durant, pour en commencer par ledit Hostel-Dieu la jouissance du jour de son décès, aux charges et conditions cy-après exprimées ; laquelle proposition il auroit communiquée audit seigneur Evêque de Séez et sieurs administrateurs du dit Hostel-Dieu, lesquels seigneur Evêque et sieurs administrateurs, après avoir fait leurs réflexions sur les offres dudit sieur des Essards et reconnu qu'elles étoient très avantageuses, non seulement audit Hostel-Dieu, mais encore à ladite ville de Séez et mesme aux paroisses voisines, pour les secours que les habitans de ces lieux en retireroient pour leurs enfans, les auroient volontairement acceptées.

Et voulant ledit sieur des Essards effectuer de sa part ladite

fondation, pour y parvenir, il a par ces présentes donné, cédé, quitté, transporté et délaissé du tout, dès maintenant et par donation entre vifs pure et simple et irrévocable.

Premièrement la somme de quatre mil quatre cents livres, faisant le principal de cent soixante-seize livres de rente au denier vingt-cinq, constitués à son profit par MM. les Prévosts des marchands et eschevins de cette ville de Paris, sur les aydes et gabelles de France, par devant Linacier et Brussel, l'un des notaires soussignés, le 7 février 1714, à prendre dans les neuf millions de rente aliennés par édit du mois de décembre 1713, suivant la quittance de finance du 24 janvier audit an 1714, contrôlée le 30^e du mesme mois de janvier ;

Plus la somme de dix mil livres deue audit sieur fondateur par M^{re} Tenneguy Belier, escuyer, sieur de Villiers, son neveu, par deux billets ;

Plus la somme de deux mil livres faisant le principal de cent livres de rente, au denier vingt, constitués au profit dudit sieur des Essards, par M^{re} Claude-Collin de Morambert, avocat au Parlement de Paris, par contrat passé par devant ledit M^{re} Brussel et son confrère, notaires audit Chastelet de Paris, le 13^e jour d'avril 1714 ;

Plus autre somme de deux mil livres faisant le principal de cent livres de rente, au denier vingt, constitués au profit dudit sieur des Essards, par feue damoiselle Caterine de Bressey, fille majeure par contrat passé par devant ledit M^{re} Brussel et son confrère, notaires, le 5 septembre 1716, laquelle rente de cent livres est à présent deue par la succession et héritiers de ladite damoiselle de Bressey ;

Plus la somme de deux mil quatre cents livres deue audit fondateur par ledit collège de Laon, par contrat passé devant Regnault et son confrère, notaires à Paris, réduite au denier vingt-quatre, le 27 novembre 1713 ;

Et la somme de mil livres deue audit sieur des Essards par M^{rs} Brussel frères, demeurant en cette ville de Paris, qui y sont obligez solidairement suivant le contrat du 19 avril 1713 ;

Toutes lesquelles sommes principales montent ensemble à celle de dix-sept mil huit cent livres, et a ledit sieur des Essards en outre présentement baillé et payé audit sieur Dequay, audit nom, qui reconnait avoir aussy présentement receu de luy, en louis d'or, louis d'argent et monnoye ayant cours, comptés et nombrez et réellement délivrez à la veue desdits notaires soussignez, la somme de deux mil deux cents livres, pour faire avec lesdis dix-sept mil huit cents livres celle de vingt mil livres.....

Cette donation, pour cause de fondation faite aux charges et conditions suivantes :

De payer chacun an, à commencer à courir dudit jour du décès dudit sieur fondateur, six cents livres à deux régens qui ayderont à Monsieur le Chanoine, précepteur de la cathédrale, à enseigner gratuitement et à perpétuité toutes les humanités dans les escolles épiscopales, à quoy ledit sieur précepteur ne peult suffire.

Veult ledit sieur donateur :

1^o Que les deux régents ayant au moins vingt ans.

2^o Que s'ils sont prestres, ils ne puissent estre ny habituez dans les paroisses de la ville, ny chantres, ny bénéficiers dans l'église cathédrale, ny mesme se charger de messes qu'ils fussent obligez de dire aux heures de leurs classes, afin que rien ne les puisse détourner de leurs devoirs

3^o Que cependant ils portent le surplis les dimanches et les festes dans la paroisse de Saint-Gervais, où sont lesdites escolles et qu'ils y fassent le catéchisme tous les dimanches, durant six mois de l'année, en sorte que l'un le fasse aux garçons et l'autre aux filles, le tout du consentement du sieur curé de ladite paroisse de Saint-Gervais.

4^o Qu'ils fassent aussy le catéchisme une fois la semaine à leurs escolliers dans leurs escolles.

5^o Que lesdits régents soient choisis par mon dit seigneur Evesque de Sééz et les seigneurs évesques ses successeurs, sur le témoignage du sieur chanoine précepteur et des autres personnes qu'il luy joindra pour les examiner.

6^o Que tous ceux qui aspireront à ces places soient receus à l'examen pourveu qu'ils ayent des attestations de vie et mœurs de leurs curés ; et comme pour bien enseigner, il faut autant de facilité et de méthode que de capacité, que l'examen de ceux qui se présenteront consiste à faire faire à chacun d'eux une leçon aux escolliers qu'ils interrogeront sur les principes de la grammaire qu'ils feront expliquer, dont ils corrigeront les thèmes et à qui ils feront le catéchisme, ce qui mettra messieurs les examinateurs en état de savoir exactement ce dont ils seront capables.

Veult aussy ledit sieur donateur que s'il arrivoit que les régents vissent à donner des sujets de plaintes sur leurs mœurs ou sur leur office, le sieur chanoine précepteur aye droit de les en avertir ; que s'ils ne profitent pas de ses avis, il informe Monseigneur l'Evesque de Sééz de leurs fautes ; que s'ils ne se corrigent pas non plus après l'admonition dudit seigneur Evesque, ledit seigneur les congédie et donne leurs places à d'autres qu'il choisira en la manière cy-dessus marquée.

Veult encore ledit sieur donateur que ces deux régents ne puissent estre d'aucune communauté soit séculière, soit régulière, ny que les appointemens qui leur sont destinés y puissent estre unis ny à aucun autre collège, ny divertir à autre usage ; et néanmoins si son intention ne s'exécutoit pas à l'égard desdits régents par quelque cas qu'il ne sçaurait prévoir, il veult que lesdits appointemens soient appliquez à l'entretien de deux maistres de petites escolles et d'une maîtresse d'école, pour enseigner gratuitement dans la dite ville, lesquels seront pareillement à la nomination dudit seigneur Evesque et des seigneurs Evesques ses successeurs ; que lesdits maistres ayant chacun deux cents livres et la maîtresse cent vingt livres et que les quatre-vingts livres restans soient employées pour loyer des maisons ou l'on tiendra

lesdites escolles. Et s'il arrivoit que l'intention dudit sieur donateur ne püst, en de certains temps estre exécutée en tout ou partie, soit parcequ'on ne pouroit quelquefois trouver des régens capables ou des maistres ou maistresses propres à montrer les petites escolles, ou autrement pour quelque cause que ce soit, veult ledit sieur des Essards que les apointemens qui ne seront pas payez ausdits régens, maistres ou maistresses des petites escolles, ou a quelqu'un d'eux demeurent au profit des pauvres dudit hospital pendant tout le temps qu'ils n'enseigneront point.

Lesquelles charges et conditions ledit seigneur Évêque et ledit sieur Dequay, audit nom de procureur desdits sieurs administrateurs dudit Hostel-Dieu, ont d'abondant accepté et acceptent par ces dites présentes et ont promis pour eux et leurs successeurs à perpétuité les exécuter, à l'exécution de laquelle fondation les biens cy-dessus donnez audit Hostel-Dieu demeurent par privilège et hypothèque spécial affectés, obligés et hypothéqués ; et outre ledit seigneur Évêque et ledit sieur Dequay, audit nom y affectent, obligent et hypothèquent généralement, tous et chacuns, les autres biens meubles et immeubles présens et à venir dudit Hostel-Dieu, une obligation ne dérogeant à l'autre.

Est convenu que si, dans la suite, les rentes et effets cy-dessus donnés devoient caducques, pour quelque accident que ce fust, ledit Hostel-Dieu n'en sera en aucune manière garend et qu'il le sera seulement des fonds qu'il aura luy-mesme touché ; et s'il estoit dans la suite remboursé audit Hostel-Dieu aucune des rentes et effets à luy cy-dessus donnés, ledit Hostel-Dieu sera tenu ainsy que ledit seigneur Évêque et ledit sieur Dequay, audit nom, l'y oblige, d'en faire remploy au plus tard dans trois mois, à compter du jour que le remboursement en aura esté fait, en acquisitions d'autres rentes ou héritages au profit dudit Hostel-Dieu, pour sortir mesme nature et être grévées des mesmes charges que celles cy-dessus données sans que ledit Hostel-Dieu soit tenu d'y apeller ledit sieur des Essards ny ses héritiers (1).

Signé : Linacier. Brussel avec paraphe. Scellé ledit jour 2 avril 1718, reçu 13 sols. Insinué au volume des insinuations du Chastelet de Paris et a esté payé cinquante livres pour les droits. Scellé du sceau plaqué des contracts et obligations du Chastelet de Paris, le 3 juillet 1718. Signé : De Chamballu (2).

(1) En marge des folios 2 et 3 est la quittance par dudit seigneur Turgot, en qualité d'Évêque de Sées, premier administrateur né dudit Hostel-Dieu, et du sieur Dequay des sommes et effets regus avec une rectification pour la rente de Morambert qui, portée à cent livres au denier vingt, n'étoit en réalité que de quatre-vingt-trois livres au denier vingt-quatre. Fait et passé en l'hostel dudit seigneur Évêque, le 9 juillet 1718. Signé : Leroy-Brussel.

(2) Le reste de l'acte comprend : 1° Mention de la remise par le sieur des Essards des effets et obligations à luy appartenant au sieur Dequay

Voilà un acte dans toute la précision et l'énergie du mot. Ce sage et généreux vieillard a longuement médité le projet de ses dernières années. Pénétré de la grandeur et de l'importance de l'œuvre qu'il entreprend, résolu à lui sacrifier toute sa fortune, il veut que sa générosité porte des fruits utiles et durables. Il a autant qu'il a été possible tout prévu, tout calculé et résolu. Le collège de Sées lui devra non seulement les ressources matérielles de l'existence, mais la règle même de sa constitution intérieure. Dépouillé à cette heure de la vie de toute ambition personnelle, n'ayant en vue que le bien de la jeunesse à qui il veut faciliter les moyens d'instruction, il subordonne tout le reste à cette pensée maîtresse et capitale. C'est une œuvre de gratuité qu'il entreprend, une œuvre de vraie et réelle gratuité, en vue de laquelle il se dépouille lui-même pour enrichir les autres.

En plus haute considération encore et en plus grande estime y apparaît le souci de l'éducation morale. Celui-là est regardé comme incapable d'élever la jeunesse, qui n'a pas lui-même le renom d'une honnêteté et d'une intégrité parfaites. L'inamovibilité de la fonction une fois acquise est entourée de toutes les garanties possibles ; la correction en cas de faute est mesurée et défendue par l'établissement d'une double juridiction, de tout coup de tête arbitraire ; mais le désordre de la conduite, s'il n'est pas corrigé après un premier avertissement, entraîne impitoyablement le renvoi.

Le christianisme y est proclamé, conformément à la vérité et au droit, la première nécessité de la vie humaine ; et son enseignement est l'objet de règlements spéciaux qui en assurent la réalité et la régularité. Le donateur veut même que ce bienfait s'étende du collège à toute la paroisse par l'institution des catéchismes du dimanche.

La science enfin est estimée à sa saine valeur. Les candidats

qu'il en saisit et met en possession avec plein pouvoir d'en disposer, avec la réserve que ledit sieur des Essards gardera par devers lui les originaux des constitutions de rente faites à son profit, afin d'en pouvoir toucher les revenus sa vie durant. 2° La copie de la procuration passée au sieur Dequay. 3° L'enregistrement au bailliage d'Essay, le 20 novembre 1718. Reçu quarante-cinq sols (1).

(1) Archives de l'Hospice de Sées, série B.

à la fonction de régent devront subir un examen de capacité devant une commission choisie ; et avec cette vue supérieure de l'homme prudent et expérimenté, le donateur veut que la science seule ne soit pas encore un motif suffisant de réception. Tel savant est incapable de communiquer sa science et peut faire un très mauvais maître. Il veut donc, et il le dit en termes exprès et formels, il veut qu'on fasse subir au candidat une épreuve d'aptitude pédagogique et qu'en présence de la commission il fasse une classe aux élèves.

Ce n'est donc pas d'aujourd'hui qu'on a inventé la nécessité des examens et de l'aptitude professionnelle ; et, pour le sérieux et la sincérité des épreuves, nos pédagogues contemporains pourraient prendre plus d'une leçon de l'abbé des Essards.

L'Évêque du diocèse, le directeur naturel et le premier protecteur de l'enseignement dans son diocèse est présent. Par engagement légal et irrévocable, autant qu'une chose peut l'être ici-bas, son patronage et sa sollicitude sont assurés à cette œuvre d'instruction.

Comment ne pas admirer encore ce luxe de précautions et de restrictions pour que les maîtres ne puissent pas être détournés de leurs fonctions, pour que l'enseignement soit leur seule et unique sollicitude ? De même tout est prévu aussi prudemment que possible pour que la fondation ne puisse pas être divertie à un autre usage que l'enseignement. A défaut de la classe d'humanités qui a ses préférences, l'abbé des Essards consent que ses libéralités aillent à de petites écoles ; ce n'est que dans le cas d'impuissance totale de rien fonder en ce genre qu'il tolère que ses revenus soient appliqués aux besoins des pauvres de l'Hôtel-Dieu. Il comprenait avec vérité et sagesse que l'aumône spirituelle l'emporte en mérite et grandeur sur la corporelle, dont elle peut souvent prévenir et empêcher le besoin. A son jugement, il n'y avait pas de générosité trop grande, lorsqu'il s'agissait de faciliter l'éducation des enfants du peuple.

Telles sont les pensées qui ont inspiré cet homme de bien, ce véritable ami de sa cité et des enfants de ses concitoyens qu'il a institués ses héritiers.

L'abbé des Essards devait vivre assez encore pour voir les commencements de réalisation de ses généreuses intentions. Dès l'année suivante, on mettait en état la maison où devait

s'établir le collège. Voici en effet deux pièces qui peuvent servir en quelque façon d'acte de naissance.

J'ay soussigné, chanoine maistre des enfans de chœur, recognois que Monsieur des Loges de Chasteau-Thierry, administrateur de l'hôpital de Sées, m'a mis entre mains la somme de six cents livres pour estre employée aux augmentations et travaux de cette ville, suivant que ledit sieur des Loges, en laditte qualité, y a esté autorisé par bureau de l'hôpital, tenu le 12 juillet dernier. Fait ce septième septembre 1719.

Signé : HERVIEU.

Je soussigné ratifie la quittance ci-dessus et reconnais que la somme de six cents livres, y contenue, a été employée à l'exhaussement de la maison préceptorale ; pourquoi, en cas que j'occupe encore la prébende préceptorale, je m'oblige lors de la mort de M. des Essards, prêtre donateur, d'exécuter les clauses sous lesquelles la dite somme de six cents livres a été avancée par M. des Loges de Chasteautierry, administrateur... à Sées, ce 7^e septembre 1719 (1).

Signé : LEFORT, chanoine, précepteur.

A Sées comme à Paris, on faisait assaut de zèle ; tout se préparait pour l'ouverture des classes ; on ne voulait pas perdre un jour. Mais plus d'une traverse se prépare contre l'œuvre si sagement combinée et attendue avec tant d'impatience. Le duc d'Orléans venait de prendre en mains la régence ; et rien n'est plus connu que le désordre des finances où se trouvait alors la France. La refonte des monnaies, ordonnée par le duc de Noailles, n'apporta que de bien faibles ressources pour obvier à une dette de deux milliards quatre cents millions ; il y ajouta une réduction de rentes pendant que, par l'établissement d'une chambre de justice, il essayait de faire rendre gorge aux traitants. Bientôt la nation se laissait entrainer à un enthousiasme frénétique pour les billets de la banque de Law et les actions de sa compagnie des Indes. La plupart des établissements publics furent pris dans la catastrophe qui changea en ruines et en deuil tant d'espérances et de rêves ; on en vit qui perdirent le tiers de leurs revenus. L'hôpital de Sées y passa comme les autres.

De là, grande inquiétude chez les administrateurs qui ne savent plus comment ils pourront remplir les obligations qu'ils ont contractées. L'abbé des Essards en est informé et il s'empresse de les rassurer.

(1) Archives de l'Hospice, B.

L'abbé des Tuileries écrivait, le 22 juin 1720, à son frère M. du Moulinet, prêtre, chanoine de Sées :

Monsieur des Essards n'a garde d'exiger d'autre intérêt de son argent que celui qu'il produira, puisque ce serait aux dépens des pauvres. Il veut augmenter leur bien et non pas le diminuer ; ce qui me fait vous donner avis de vous hâter, c'est qu'il y a un avantage pour l'hôpital à placer cet argent sur le clergé, parcequ'on est assuré de le ravoïr quand on voudra, et qu'il n'en sera pas de même de celui qu'on donnera au roy (1).

M. du Moulinet s'empressa de communiquer ce passage de sa lettre à M. des Loges de Château-Thierry, administrateur de l'Hôtel-Dieu, et lui en adressa un extrait. Mais comme la simple réflexion qui le termine en dit long sur la confiance qu'on commençait d'avoir dans le crédit de l'État ; c'est comme un premier glas qui annonce l'effondrement de la machine si laborieusement et si autoritairement construite par Louis XIV.

Le 23 août, l'abbé des Tuileries s'adresse directement à M. des Loges de Château-Thierry qui nous a conservé la lettre authentique suivante de notre érudit compatriote :

Mon frère du Moulinet vous aura pu dire, Monsieur mon cher cousin, que je lui ai confirmé l'intention où je lui avois mandé que M. des Essards était à l'égard des rentes que l'hôpital de Sées s'est obligé de lui faire, qui est de se contenter du denier auquel cet hôpital pourra placer le fond et ce que j'aurai aussi l'honneur de vous assurer. Ainsi vous devez être là-dessus bien en repos ; il songe même à augmenter encore la fondation pour suppléer à la diminution que l'état des affaires y cause, et Monsieur le Chantre a écrit pour ce sujet à Monsieur de Sées, afin d'avoir la permission de joindre cette augmentation au principal qui doit être mis sur le clergé. Elle seroit de quatre mille livres.

Je suis toujours très parfaitement, Monsieur mon cher cousin, votre très humble et très obéissant serviteur,

DES TUILERIES.

Ce 23 aoust 1720.

Mon cousin de Villiers m'avertit d'ajouter qu'il sera à propos, Monsieur mon cher cousin, que vous sachiez si Monsieur de Sées a donné son consentement pour l'augmentation ci-dessus, afin que, si cela n'était pas, vous en priassiez aussi ce prélat et qu'on ne manquât de profiter encore de cette bonne volonté (2).

(1) Ibidem.

(2) Ibidem.

Cette lettre fait très clairement connaître les dispositions de l'abbé des Tuileries, relativement à la fondation du collège de Sées. Il a été pour M. des Essards un conseiller zélé autant qu'assidu ; il s'est fait souvent l'entremetteur et l'auxiliaire de cette noble entreprise, et son nom mérite de rester associé à l'œuvre du fondateur comme il le fut à sa vie.

Un fragment d'une autre lettre, d'où le nom de l'expéditeur et de la destinataire ont disparu, vient presser encore la conclusion de l'affaire, à la date du 18 novembre 1720. Les bons placements étaient difficiles et rares ; quand on croyait avoir une occasion, vite on prévenait ses amis.

Faites dire à M. des Loges que l'intention de M. des Essards n'est point que l'hospital perde, et qu'il consentira que la portion destinée pour les régens soit réduite à proportion de la réduction du total. Il veut encor donner 4,000 livres à des conditions qui ne seront pas désavantageuses pour les pauvres, ainsi que je m'en expliquerai à mon retour. Comme des Loges mande qu'il ne pourroit pas trouver un remplacement pour cette somme, je croi qu'il seroit très à propos de la constituer sur l'Hostel de Ville, au denier 40. On m'a dit qu'il y reste encor pour 8 millions de fond à remplir, mais qu'on n'y reçoit pas tout le monde indifféremment et qu'il faut avoir des amis pour s'y faire admettre. Il faudroit donc qu'il priast Monseigneur notre Evêque de prendre la peine d'en écrire à M. de Furmesny pour l'engager à recevoir les 4,000 livres de M. des Essards, en faveur des pauvres, à qui la rente sera donnée. Si on prend ce parti, il n'y a pas un moment à perdre, parceque les huit millions ne seront guères à être remplis, et il ne sera plus temps pour peu qu'on diffère.

18 novembre 1720 (1).

C'était de tous côtés une conspiration unanime pour assurer l'avenir du collège. Après avoir mis en campagne ses amis, M. l'abbé des Essards revient lui-même à la charge, il veut en finir ; la vieillesse chenuë l'avertit de se hâter. Il écrit donc à son tour à M. de Château-Thierry à Sées, une lettre de sa belle écriture régulière et nette qui est d'une main qui ne tremble pas encore et d'un œil assuré :

Monsieur,

Je vous fais mes très humbles excuses de n'avoir point encore fait réponse à la lettre que vous m'aviez fait l'honneur de m'écrire au sujet de ma fondation ; je ne croyais pas que mon neveu de Villiers

(1) Ibidem.

fist un si long séjour à Paris, voulant qu'il fust le porteur de ma lettre. Voilà, Monsieur, la véritable cause de mon retardement que je vous prie de me pardonner. Sans cette raison, je vous honore trop pour manquer à un devoir si essentiel ; soyez en s'il vous plaist bien persuadé. J'ay prié M. de Villiers de régler toutes choses avec vous, tant pour les arrérages que pour le principal. Je n'ay garde, Monsieur, d'exiger ma rente sur le premier contract, il est juste que je préfère l'intérêt des pauvres au mien particulier ; je souhaite seulement qu'en cas que le clergé vous rembourse, que l'on emploie l'argent à faire d'autres rentes au denier vingt, si les choses peuvent venir là, afin que l'on puisse avoir deux maîtres. Je tacherai de mon costé d'augmenter la fondation ; on m'a promis de me mettre au trésor royal la somme de 4,000 livres, lesquels seront sous le nom de l'hospital de Sées et non sous le mien pour éviter le changement du contract et l'indemnité ; et en les donnant à l'hospital, j'ay dessein d'en donner le revenu après ma mort à une vieille servante que je tâcherai d'augmenter dans la suite, afin de luy faire au moins cent livres de rente pendant sa vie, après laquelle le fond en restera à l'hospital pour augmenter ma fondation, avec ce que je pourai donner dans la suite. Voilà, Monsieur, mon intention que je vous prie de faire agréer au bureau.

Je suis, avec tout le respect possible,

Monsieur,

Votre très humble et obéissant serviteur,

DES ESSARDS, âgé de 83 ans.

Ce 10 décembre 1720 (1).

Il était impossible d'exprimer avec plus de spirituelle bonhomie, que par cette façon de signer, la nécessité de se presser si l'on voulait profiter de ses généreuses dispositions. Le bon vieillard s'oublie lui-même pour ne penser qu'aux autres et se dépouiller à leur profit, mais il avertit finement ses correspondants que la mort ne peut l'oublier longtemps. Tant d'insistance et de sollicitations aboutirent et les 4,000 livres furent placées au nom de l'hôpital au denier quarante.

La mort, respectueuse devant une si noble tranquillité d'âme, épargna, pendant huit années encore, l'abbé des Essards. Nous avons ses quittances pour les quartiers de rente qu'il a reçus de l'Hôtel-Dieu, par les mains de M. des Tuileries, pour les années 1725 à 1728 ; la dernière est du 10 mai. L'écriture et la signature en sont toujours aussi correctes et aussi fermes. Chaque quartier pour six mois était de cinquante livres.

(1) Ibidem.

III

Les administrateurs de l'Hôtel-Dieu de Sées, devenus les exécuteurs testamentaires de M. l'abbé des Essards, n'en avaient pas fini avec leurs tribulations dans cette affaire. Après la réduction des rentes, les sollicitudes et les difficultés pour le placement des fonds, voici venir le fisc royal, avide à son tour d'emporter un bon morceau de ces dépouilles opimes :

Le 30 décembre 1738, Pierre Boullanger, huissier royal au bailliage d'Essey, demeurant à Sées, signifie à MM. les Administrateurs de l'Hôtel-Dieu, à la requête de Nicolas Joblot, fermier des domaines de la généralité d'Alençon, et à la poursuite et diligence de M^{re} François Lescureul de la Tousse, directeur et receveur de la Régie des Domaines du roi et des droits d'amortissement, la contrainte d'avoir à payer, dans huitaine pour tout délai, la somme de deux mil livres, à cause de six cents livres de rente, au principal de douze mil livres, suivant paiement pour droit d'amortissement au sixième.

En vertu de la précédente contrainte, le 4 juillet 1739, Denis-François Lebrun, premier huissier-audiencier du roy, au grenier à sel de Sées, fait arrêt par forme d'exécution entre les mains du sieur Georges Balland, receveur général dudit Hostel-Dieu, sur tous et chacun des deniers qu'il a entre mains, qu'il aura cy-après, appartenant audit Hostel-Dieu et lui fait et donne assignation à comparoir le dix de ce mois, à dix heures du matin, en l'hôtel et par devant Monseigneur l'Intendant de la généralité d'Alençon (1).

Les administrateurs, on le voit, avaient fait la sourde oreille à la première contrainte et en avaient appelé à l'Intendant d'Alençon. Excipant de leur qualité d'établissement charitable et hospitalier, ils prétendaient jouir pour cette donation du privilège qui les exemptait des droits d'amortissement. Ils plaidèrent leur cause avec chaleur et habileté devant l'Intendant d'Alençon, qui était à cette époque M. Lallemand, frère de l'évêque de Sées de ce nom.

Par son ordonnance, la requête des administrateurs fut agréée et jugée bonne et ceux-ci obtinrent décharge de payer les droits d'amortissement. Les intendants étaient bien puissants, mais les fermiers généraux étaient toujours à court d'argent pour remplir les caisses royales, semblables hélas ! au tonneau des

(1) Ibidem.

Danaïdes. Les sous-fermiers des domaines de la généralité d'Alençon adressèrent un mémoire au contrôleur général, par lequel ils demandaient qu'en reformant l'ordonnance de M. l'Intendant d'Alençon, du 3 juillet 1740, l'Hôtel-Dieu de Sées fût tenu de payer la somme de 2,000 livres pour les droits d'amortissement.

Le contrôleur décide que l'ordonnance de M. l'Intendant est contraire aux réglemens, suivant lesquels les droits d'amortissement sont dus pour ces sortes de fondations, de même que pour celles faites de messes et prières.

En communiquant aux administrateurs cette fâcheuse décision, par sa lettre datée de Paris, le 23 décembre 1742, M. de la Houssaye ajoutait en manière de consolation :

Comme M. le Contrôleur a souhaité qu'il fut fait une remise sur ces droits, j'en ay parlé aux sous-fermiers et je les ai fait consentir à se contenter d'une somme de 1,500 livres, pour tous droits en principal, 2 sols par livre, insinuation de la quittance et pour tous les frais, ce qui fait une remise du tiers. Ils doivent envoyer l'ordre à leur commis sur les lieux de recevoir le droits sur ce pied ; ainsi il est nécessaire que vous preniez des arrangemens pour les acquitter incessamment, afin d'éviter un arrest que M. le Contrôleur général ne pourroit se dispenser d'accorder aux sous-fermiers, dont les frais, ainsi que ceux des poursuites, tomberoient à la charge de l'Hôtel-Dieu et après lequel les sous-fermiers seroient bien fondés à ne plus faire de remise.

Je suis, avec le plus véritable attachement, Messieurs, votre humble et très obéissant serviteur.

Signé : DE LA HOUSSAYE.

De Paris, 23 décembre 1742 (1).

Malgré cette modération, ces sympathies et cette urbanité de formes pour réclamer la dette du fisc, il fallait quand même payer 1,500 livres ; c'était dur. De les payer tout à la fois et de suite paraissait plus dur encore. Que c'était donc laborieux de consolider la situation du collège de Sées et de le mettre sur pied !

Les administrateurs de l'Hôtel-Dieu, en bons Normands de race, gardiens intéressés des deniers des pauvres, prudents et avisés, n'avaient pas peur d'une procédure. Ils ne furent pas convaincus.

Il y avait de fameux avocats à Paris. Pourquoi ne pas les

(1) Ibidem.

consulter? C'était évident. Pourquoi ne pas faire passer l'affaire en jugement et ne pas obtenir un arrêt? Du moins l'on serait allé jusqu'au bout. Un mémoire est donc immédiatement envoyé à un avocat nommé Servin, du moins c'est ainsi que je lis sa signature. L'avocat répond par une lettre du 2 de l'an 1743. Il datait de la sorte ; d'écrire le nom des mois, il n'avait pas le temps. Par bonheur pour l'Hôtel-Dieu, il se trouvait être un homme droit et précis en affaires :

Monsieur,

J'ay reçu ce matin la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 30 du passé. J'ay donné une attention singulière au mémoire qui y étoit joint ; et, comme depuis que je me suis destiné à la profession d'avocat au Conseil, j'ay recueilli tous les arrêts qui se rendent, j'ay feuilleté mon recueil et j'ay trouvé celui-cy qui, si je ne me trompe, fait votre condamnation. Comme j'en avais deux exemplaires, je vous en envoie un. J'ay cru, au moyen de ce, ne devoir pas faire de consultation. Il ne me reste plus qu'à remercier, en vous, Messieurs les Administrateurs de la confiance dont ils ont bien voulu m'honorer et à les assurer, aussi bien que vous, de la respectueuse considération avec laquelle j'ay l'honneur d'être, Monsieur, votre très humble et obéissant serviteur.

Signé : SERVIN.

En effet, l'arrêt du Conseil d'État du Roi, qui condamne les administrateurs de l'hôpital de Saint-Maur de la ville de Châlons, à payer en entier le droit d'amortissement d'un legs et fondation faits en faveur dudit hôpital de Châlons (pour un obit, une bourse d'écolier et une dot pour une religieuse), nonobstant la modération portée par l'ordonnance de l'Intendant de la généralité de Châlons du 18 décembre 1731, plaquette imprimée de quatre pages, est resté annexé à la lettre, et les administrateurs de l'Hôtel-Dieu de Sées ont encore pu l'étudier tout à loisir. Ils ne furent pas encore convaincus. Ils s'étaient mis dans la tête que leur collège de Sées était une école de charité et qu'ils ne devaient pas payer. De là, nouvelles instances à leur avocat pour obtenir de lui un mémoire dans ce sens. La réponse ne se fait pas attendre.

De Paris, ce 12 de l'an 1743.

A Monsieur, Monsieur de Prémèsle, maire de la ville à Sées.

Monsieur,

Ce seroit voler l'argent des pauvres que de dresser un mémoire et de faire une consultation sur la question que contient le mémoire que

vous m'avez envoyé (1). L'institution de deux régens pour enseigner gratuitement n'est point une école de charité et les écoles de l'Université de Paris, où l'on instruit gratuitement, ne sont point des écoles de charité. Je vous prie de lire à ces Messieurs, l'arrêt que je vous ay envoyé ; et, après cela, si vous persistez tous à avoir une consultation, je la feray ; elle reviendra à deux louis, parceque je prendray pour adpointer ce que nous avons de plus fameux. Vous ferez aussy bien attention qu'en matière de finance, c'est encore argent perdu que de s'obstiner contre un intendant des finances qui est le rapporteur et un controlleur général qui est le juge et de vouloir un arrêt au lieu d'une décision, parcequ'en cas d'arrêt ce sont les deux seuls mesmes juges. Pesez bien tout cela et après je feray ce que vous voudrez et n'auray rien à me reprocher. J'ay l'honneur d'être très parfaitement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

Signé : SERVIN (2).

Il fallut bien s'incliner devant des raisons si fortes et si désintéressées. S'incliner, oui ; mais se rendre tout à fait, pas encore. Si le principal de la cause était abandonné, il restait un moyen accessoire à plaider, c'était de ne pas payer les 1,500 livres tout à la fois, mais par acomptes et en plusieurs termes largement espacés. Qui sait ce qui pourrait survenir dans l'occurrence !

M. de la Houssaye, à qui l'on eut soin de cacher ces projets de procédure, fut encore encore choisi pour bienveillant intermédiaire. On lui adressa une lettre pleine de gratitude et de soumission dont le brouillon est resté annexé au dossier :

Nous avons reçu la lettre dont vous avez bien voulu nous honorer, par laquelle vous nous marquez qu'il a été décidé que notre hospital était obligé de payer la somme de 1,500 livres pour les droits d'amortissemens.... Quoique cette taxe nous devienne très onéreuse, nous conserverons aveuglement votre décision et, pour nous mettre en état d'y satisfaire plus promptement et plus efficacement, n'ayant point d'autre ressource, nous allons congédier un nombre de pauvres et de malades. Nous espérons de votre charité, qu'ayant déjà eu la bonté d'obtenir de MM. les sous-fermiers la remise du tiers, vous voudrez bien les engager à recevoir ce paiement en plusieurs termes. Nous vous demandons cette grâce avec d'autant plus de confiance que c'est à cause des pauvres que nous plaçons et que nous voyons sensiblement dans cette affaire les effets de votre charité.

Quel cœur de pierre n'eût pas été touché ! M. de la Houssaye

(1) Le mémoire avait été rédigé par M. de Prémelay (délib. 8 janv. 1743).

(2) Registre des délibérations, 8 janvier 1743.

met à assurer le succès de ces prières le plus prompt et le plus généreux empressement. De Paris, le 18 février 1743, il écrit aux administrateurs :

Messieurs,

J'ay reçu la lettre... par laquelle vous demandez plusieurs termes pour payer la somme de 1,500 livres.... J'ay eu grand soin d'en parler (aux sous-fermiers), et ils sont convenus de vous donner des termes pour le payement de cette somme ; ils m'ont mesme assuré qu'ils alloient écrire à leur directeur à Alençon, à ce sujet pour qu'il donnât ordre au commis de Sées de s'arranger avec vous ; ainsy il est nécessaire que vous voyez à cet effet ce commis. Je suis, avec le plus inviolable attachement, Messieurs, votre très humble et très obéissant serviteur.

Signé : DE LA HOUSSAYE.

En effet, en même temps que cette lettre, les administrateurs recevaient d'Alençon un pli de M. de la Touche, contenant copie d'une lettre écrite par MM. les fermiers des domaines de Normandie à M. de la Touche, directeur des dits domaines à Alençon.

Paris, le 12 février 1743.

Nous vous donnons avis, Monsieur, que par décision du Conseil, les administrateurs de l'hostel-Dieu de Sées ont été condamnés à paier la somme de deux mille livres pour le droit d'amortissement.... mais M. de la Houssaye nous ayant priés d'accorder une modération sur ce droit, nous l'avons réduit à la somme de quinze cens livres... laquelle somme les administrateurs paieront, savoir : cinq cens livres comptant, pareille somme dans le courant du mois de juin prochain et le surplus dans le mois de novembre suivant. Nous vous prions de les en prévenir au reçu de la présente ; nous ne doutons point que, pour profiter de la modération et des facilités que nous voulons bien leur accorder, ils ne payent sur-le-champ la somme de cinq cens livres. Vous donnerez en conséquence vos ordres au commis de Sées.

Les fermiers de Normandie.

Les administrateurs avaient obtenu une victoire partielle qui leur apportait quelque consolation à cette dure nécessité de distraire 1,500 livres du capital destiné à l'hôpital. — Les conditions pécuniaires de la fondation du collège de Sées étaient désormais réglées. Cherchons maintenant quels furent les débuts et l'existence de ce collège jusqu'à la Révolution.

IV

Pendant toutes ces négociations, le Collège de Sées affirmait de la meilleure façon sa volonté de vivre ; il marchait.

Dès l'année 1718, en laquelle avait été signé le testament du sieur des Essards, M^{re} Samson Lefort, prêtre du diocèse de Sées, curé de la paroisse de Vary, était nommé chanoine précepteur de l'église cathédrale de Sées (1). Homme de talent, d'initiative et de courage, il vit du premier coup d'œil le parti qu'il y avait à tirer des circonstances. Il se fait avancer, le 12 juillet 1719, par les administrateurs de l'Hôtel-Dieu, sur les arrérages à venir, une somme de six cents livres, pour être employée à l'exhaussement de la maison préceptorale, ainsi qu'on l'a vu par les quittances publiées précédemment. Cette maison avait elle-même son histoire. Elle avait appartenu à Jean de Vieux-Pont, de l'illustre famille normande de ce nom, qui, du canonat de Sées et de la dignité de grand-chantre, s'était élevé au siège de Meaux, où il mourut en 1623. A la fin du siècle dernier, ses armes se voyaient encore sur la porte de son ancienne demeure. On ne pouvait mieux choisir pour l'établissement d'un collège ecclésiastique. Les souvenirs glorieux de la maison formaient déjà une tradition.

En l'agrandissant sans délai, le chanoine précepteur avait ses vues. Dès que l'étage est construit, il appelle des pensionnaires

(1) Ses prédécesseurs, dont les noms nous ont été conservés par le Pouillé manuscrit, furent :

- 15.. Guillaume Le Servoisier.
- 1563 Jean Hunoult.
- 1566 Martin Hommey.
- 1567 Jean Cavey.
- 1573 Robert Auger.
- 15.. Gilles du Frische.
- 1600 Jean Guiton.
- 1601 Vincent Thoriel, du diocèse de Lisieux.
- 1624 Yves Moulin, du diocèse de Sées, bachelier en théologie de la Faculté de Paris.
- 1629 Charles Le Moulinet le Jeune, prêtre licencié ès droits.
- 1662 Jacques Jamet, prêtre du diocèse de Sées, maître ès arts.
- 16.. Robert Huguais.
- 1703 Louis du Costé, prêtre, directeur du Séminaire Ambrosien de la ville de Sées, bachelier ès droits.

qui arrivent assez nombreux pour permettre d'entretenir deux régents. Un règlement est arrêté et des heures fixes déterminées pour les classes. En effet, le 12 avril 1720, « M^{re} Lefort déclare à « la compagnie du chapitre qu'il avait dessein de commencer « son stage, le 14 du présent mois, à la messe, et il remontre « qu'il ne le peut pas faire, à moins que la compagnie ne veuille « bien le censer présent aux heures qui concourront avec celles « qu'il tiendra ses classes. Pourquoi, il prie la compagnie de « déclarer son sentiment, étant impossible qu'il tienne ses classes « et qu'il assiste à l'office en même temps et particulièrement à prime « et à vêpres. Sur quoi, la compagnie ayant délibéré, arrête que « le sieur Lefort sera censé présent pendant son stage, aux « heures de l'office qui concourront avec celles de ses classes, à « l'exception des jours de dimanches et fêtes et jours de congé ».

Le chapitre lui-même, ce corps vénérable, sévère conservateur des usages et des traditions antiques, faisait ainsi fléchir l'immobilité de ses règlements en faveur de la prospérité du collège. Les dictionnaires des Gaules et de Lamartinière, au mot Sées, nous ont conservé un témoignage du succès de tant de complaisances et d'efforts : témoignage d'autant plus précieux qu'il nous vient de l'abbé des Tuileries, le compagnon et l'ami du sieur des Essards. Le collège est en pleine prospérité ; le chanoine précepteur montre un « grand talent pour l'instruction de la jeunesse », de nouvelles améliorations ont été faites aux bâtiments ; « il n'y manque plus qu'une chapelle que l'amour du bien public y fera sans doute ajouter ». M^{re} Lefort semble avoir été secondé, dans ces débuts, par son confrère, le chanoine Hervieu, qui ajoutait modestement à sa signature le titre de maître des enfants de chœur (1).

Le succès excitait dans les cœurs une émulation de générosité. Le 20 avril 1720, M^{re} François Dupont, prêtre de ce diocèse, ancien secrétaire de l'Évêché, maître ès arts et chanoine prébendé de Ménil-Bérard, fondait en faveur du collège une bourse que l'évêque de Sées conférait, le 1^{er} octobre 1736, à Antoine de Saint-Lambert et, le 9 octobre 1738, à Jean-Charles-Gabriel Goupil (2).

(1) Reg. des délib., 12 avril 1720, cité par M. l'abbé Poirier, *ibid.*

(2) « M. Saulnier, prébendé de Ménil-Jean, précepteur, a représenté à la compagnie que feu M. Dupont, prébendé de Ménil-Bérard, par son testa-

Les élèves poursuivaient au collège leurs classes jusqu'à la fin de la rhétorique. De plus, sans cesser d'être pensionnaires, ils pouvaient faire à Sées leur philosophie. Monseigneur Turgot, à son arrivée dans le diocèse, en 1711, avait confié son Grand Séminaire aux R. P. Jésuites. Ceux-ci avaient ajouté une classe de philosophie aux leçons de théologie : « Ce qui est très commode pour les écoliers du collège qui, par ce moyen, peuvent achever leurs études sans quitter la ville et aussi d'une grande satisfaction pour l'évêque et pour ses vicaires généraux, qui, voyant ainsi élever sous leurs yeux, dès la première jeunesse, la plupart de ceux qu'ils ont à admettre dans l'état ecclésiastique, peuvent par là juger bien plus sûrement de leur vocation (1) ».

Pendant seize années, de 1718 à 1734, messire Samson Lefort, resta attaché à l'œuvre qu'il avait fondée et affermie par son dévouement et ses soins habiles. La mort seule put l'en séparer. Il eut pour successeur Jacques Badin, prêtre du diocèse d'Autun, licencié en théologie de la Faculté de Paris.

M^{re} Jacques Badin ne resta que trois ans directeur du collège de Sées, et son passage n'a pas laissé de traces nombreuses. En 1737, il démissionnait en faveur de Philippe de Hallé, prêtre du diocèse de Chartres. Ce nouveau principal conserva sa charge et ses fonctions jusqu'au 14 septembre 1753, époque de sa

ment de 1720, avait laissé un fond pour une ou plusieurs bourses dans le collège de cette ville, que le chanoine précepteur examinerait et présenterait le plus capable au chapitre pour avoir son agrément ; que, depuis 1732, on auroit acheté des fonds pour l'exécution de la dite fondation et qui avait eu alors son commencement sans que le chapitre y eust été appelé ; que depuis il venoit de se faire une transaction entre l'héritier du testateur et luy, par laquelle il est stipulé que lui, en sa qualité de chanoine précepteur, examinerait les sujets qui ont de la disposition pour les sciences et présenterait le plus capable au chapitre pour avoir son agrément ; et, qu'en cas de refus de la part du chapitre, il demanderait l'agrément du seigneur évêque ; sur quoy, il prie la compagnie de délibérer si elle vouloit accepter oui ou non. Et délibération faite, la compagnie, persistant à la répudiation générale qu'elle a fait cy-devant du dit testament, a déclaré ne vouloir accepter cet article ny trouvant aucun avantage pour elle. »

Délibération du chapitre de Sées, 1^{er} décembre 1753. Archives de l'Orne, série 6, cité par M. Vattier, ancien principal du Collège de Sées, *apud*. — *Revue de l'Enseignement secondaire*, t. V, p. 487 (Juillet 1886). Communiqué par M. Dumaine, principal du Collège de Sées.

(1) Lamartinière, au mot Sées.

mort. Elle fut le signal d'une crise fâcheuse pour le collège. En quel état se trouvait-il alors ? Les renseignements manquent. Mais si l'on en juge par les difficultés qui se rencontrèrent pour trouver un successeur, la situation ne devait pas être brillante. En 1753, l'on a la nomination de François Saulnier, auquel succède, le 23 septembre 1754, François Vanembras, prêtre du diocèse, bachelier en théologie de la Faculté de Paris. François Saulnier avait donné sa démission après une année d'exercice. Le nouveau titulaire ne fournit pas une plus longue carrière ; le 12 juillet 1755, il passait le gouvernement du collège à Jean Triboul, curé de Serans, qui se lassa plus vite encore ; car, le 28 avril 1756, Michel Lusurier, prêtre du diocèse de Rouen, curé de Marigny, était désigné pour l'administration de cette pauvre école. Il ne fut pas plus heureux que ses prédécesseurs ; une note du Pouillé nous informe qu'il ne prit pas possession de sa charge. La direction dut se faire par un intérimaire jusqu'à ce qu'on trouvât enfin un homme qui pût arrêter la décadence. Le 13 mars 1757 était signée la nomination de Pierre Lefrançois, prêtre du diocèse, chapelain de Saint-Jean-Baptiste en l'église cathédrale. Cette fois, l'on avait mis la main sur un maître.

Pierre Lefrançois des Tourailles naquit à Écouché, en 1726, de Lefrançois des Tourailles et de Thérèse Métivier. Il avait donc trente et un ans lorsque Mgr Néel de Christot le choisit pour relever le collège de Sées « où les études allaient en s'affaiblissant depuis plusieurs années » (1). Le jeune principal prit d'une main ferme et habile le gouvernement de sa maison.

Déjà il s'était fait une réputation de vertu et de savoir au Séminaire de Falaise. Doué d'aimables qualités, habile à conquérir l'affection de la jeunesse, ferme et sachant imposer son autorité, il ne tarda pas à élever le collège de Sées au plus haut degré de prospérité qu'il ait peut-être jamais connu.

A défaut des états du personnel et des élèves qu'il m'a été impossible de retrouver, le nombre des écoliers, les noms et la qualité des auxiliaires que sut découvrir et conserver M. Lefrançois ne peuvent être connus et indiqués que par hasard. Les manuscrits de l'abbé Gérard des Rivières, cet infatigable et impitoyable rimeur, forment à peu près le seul répertoire des

(1) *Les Martyrs de la Révolution*, par l'abbé J.-B. Blin, t. III, p. 151.

souvenirs scolaires du collège de Sées. Il est heureux que notre infatigable érudit ornaîs, M. de La Sicotière, ait éveillé l'attention sur ce poète excentrique ; autrement la pensée ne me serait pas venue d'aller chercher dans quatre gros in-quarto ses souvenirs bien oubliés d'écolier (1).

En 1760, Gérard était en rhétorique. La classe était nombreuse.

*En rhétorique, on voit Le Prévôt, Chevalier,
La Houardièrre, Lavie, Huette avec Chaumier,
Et, n'étant pas trop riche en une féminine,
J'ajoute Longuenos, Duval, Besnard, Lépine,
Grandclos et Delaunay, Leniel et Collin,
Belouin, Vannier, Deslandes et Gérard et Guérin (2).*

Si les classes inférieures comptaient une moyenne pareille en commençant seulement à la cinquième, cela eût fait pour l'humble collège de Sées une centaine d'élèves ; et il n'y avait que trois années que M. Lefrançois en avait pris la direction. Cette nomenclature d'une seule classe, précise du moins si elle n'est pas très poétique, rend un brillant témoignage en faveur de l'habileté du nouveau principal. C'est que d'abord, d'une main vigoureuse, il y avait rétabli la discipline. Une petite rébellion d'écolier, qui a servi de thème à nos infatigables versificateurs, en fournira la preuve. Un élève, nommé Busson, s'était mutiné. Résistance, réponses et cris, rien ne manquait à la révolte. Le principal arrive ; d'une main, il saisit le coupable, tandis que de l'autre il lui baillonne la bouche. Sous cette énergique pression, les cris s'étouffaient dans le gosier. Incapable de se mouvoir, impuissant à hurler, notre jeune sauvage devient « enragé ». D'un coup de dent, il saisit la main qui le dompte et la mord cruellement.

Cette mutinerie se passait en 1758, un an après l'arrivée du jeune et énergique principal. Je n'ai fait que traduire la pièce

(1) M. de La Sicotière, non content de m'aider, dans la rédaction de ce travail, par les documents de sa riche bibliothèque et par ses conseils expérimentés, a daigné se charger de lire le manuscrit et d'en faire le rapport à la Commission d'impression. C'est la dernière publication qui paraîsse sous son patronage. Je ne puis aujourd'hui qu'offrir à sa chère et vénérée mémoire l'hommage de ma profonde gratitude, et le tribut de mes justes et légitimes regrets, au souvenir de tant de particulières bontés dont il m'a comblé.

(2) Gérard, manuscrit t. I, p. 11. Bibl. M. de La Sicotière.

latine, car nos écoliers sagiens cultivaient tour à tour avec enthousiasme les muses latine et française (1).

L'un des régents était, en 1761, M. Dudouit à qui Gérard adressait à l'occasion de sa fête un compliment en vers plein de réminiscences mythologiques, bien pardonnables à un écolier de ce temps. Il y a dans ce morceau de la grâce et de la facilité. Il peut donner quelque idée de la nature et du degré des études au collège de Sées.

A M. DUDOUIT, régent à Sées.

*Je voudrais bien Christophe, en ce jour d'allégresse,
Célébrer ta vertu, ta bonté, ta sagesse.
Je voudrais bien aussi t'offrir tous les bouquets
Qui font l'honneur des prés, des jardins, des bosquets,
Mais Phébus est si fier, Flore a tant d'inconstance
Que je ne puis en eux mettre ma confiance.
— Tu vas monter sur moi, dit le cheval ailé !
— Je m'attendois en lui ; mais il s'est envolé.
Calliope à ses soins veut que je m'abandonne.
Je me félicitais ; mais hélas ! la friponne
Disparaît à mes yeux et s'élève dans l'air :
O dresse perfide, ô Muse, ô cœur de fer !
Calliope, est-ce ainsi que tu tiens tes promesses !
Sont-ce là tes bienfaits ! Sont-ce là tes largesses !
L'air au loin retentit de mes gémissements,
Sans qu'aucun mette fin à mes cruels tourmens.
Mais à quoi bon, Christophe, ainsi te faire attendre ?
Je t'aimerai toujours de l'amour le plus tendre,
Et ces fleurs qu'aujourd'hui j'ose te présenter
Ne te permettent pas un moment d'en douter (2).*

Il nous faut laisser, pendant plusieurs années, faute de renseignements, le collège de Sées, poursuivre son cours paisible et brillant. Les maîtres y sont aimés, l'esprit excellent ; on y trouve une culture littéraire très remarquable (3).

(1) Scilicet exoptas sævam cum præside pugnam
Bussoni ut memorem. Incipiam : Bussonia membra
Præsidis haud rigidis potuere resistere membris,
Cumque manu fortis præses os clauderet illi,
Et nullum posset Bussonus ducere flatum,
Colligit os rabiem, sævaque libidine dextram
Dentibus iste capit, positamque ante ora momordit.
Conficit hic morsus duri certamina belli.

(2) Gérard, ms. t. I. p. 25. Bibl. M. de La Sicotière.

3) M. de La Sicotière : *Deux poètes excentriques*.

De 1761 à 1765 ou environ, Jean-Alexandre Gérard est allé poursuivre ses études philosophiques et théologiques au Séminaire d'Angers. Il continua d'y cultiver avec prédilection la poésie, mais le champ de ses observations et les objets de ses épîtres, compliments et bouquets sont pour cette période à Angers. L'histoire anecdotique du clergé et de la bourgeoisie de Sées y auraient perdu quelques coups de pinceau si le poème héroï-comique, *La Dauphinade*, ne suffisait pas lui seul à compenser la perte.

En 1766, nous trouvons un quatrain sur un

*Nouveau Quintilius, Aristarque nouveau,
Montjon, dont le génie aidé de la lecture
Fait des œuvres d'esprit une critique sûre....*

Quel était ce Montjon ? Je ne le connais pas autrement. Impossible donc de lui donner un prénom, un titre ou une adresse. Il en est tout autrement de Morand, professeur de seconde. La fête de son patron, saint André, lui a valu, en 1769, deux strophes latines avec la traduction en vers français en regard. L'ancien élève du collège de Sées a dû fournir à ses camarades de l'année leur compliment obligatoire.

En 1770, ce même Morand prépare la traduction française d'un plaidoyer de Cicéron qu'il est sur le point de publier. Vite Gérard en fait l'annonce poétique. La traduction

*Sera-t-elle de main de maître ?
.....
L'auteur est régent de seconde
.....
Cela posé, quoiqu'il arrive,
Je tiendrai pour l'affirmative.
Qui dit régent, dit précepteur
Pédagogue, maître et docteur.*

La réclame de l'écolier reconnaissant toucha-t-elle le cœur de quelque imprimeur ? Je ne sais. A nos infatigables bibliophiles ornaïs de nous dire s'il existe une traduction imprimée par notre Morand (1).

Mais il est positif qu'à Sées, grâce à l'élan imprimé par le collège, on est littéralement fou de littérature et de poésie. Jugez-en plutôt ; toujours en cette même année 1770 :

(1) Ibid., t. IV, p. 298.

*On parle d'ériger à Sées
Une école de tragédie,
Un spectacle de comédie,
Qui n'aura pas grand succès.
Et, telle que l'Académie
Qui jadis y fut établie,
Je croi que ce projet nouveau
S'en ira bientôt à vau l'eau.
La raison n'est pas difficile :
Comment trouver en cette ville
Assez d'actrices pour cela ?
En vérité n'est-ce pas là
Bâtir des châteaux en Espagne.
Messieurs, vous battez la campagne !*

L'année suivante est d'une abondance exceptionnelle en documents poétiques. En dépit des médisances de Gérard, l'Académie existe. Avec quelques camarades en correspondance suivie avec lui, il forme une société où l'on s'ingénie, et l'on se provoque à ne laisser passer aucun événement sagien, petit ou grand, sans le chanter ou le caricaturer à la Scarron. En ce qui concerne spécialement le collège, je n'ai pas noté moins de sept *bouquets* en poésie latine ou française, à l'honneur du principal ou de ses régents, dont l'un est l'abbé Brière. C'est toujours le même thème d'admiration et d'amour.

*Illustre principal, puis-je assez reconnaître
Les bontés qu'envers moi vous avez fait paraître, etc. (1).*

Les pièces latines sont d'un abbé Gohorry, diacre de Sées, qui nous apparaît, grâce à l'hospitalité que lui a donnée son ami Gérard dans ses recueils, comme un latiniste vraiment remarquable. Son vers est de belle et harmonieuse facture. Sa reconnaissance, son admiration, son amour pour s'exprimer dans la langue de Virgile et d'Horace, ne perdent rien de leur chaleur. On pourra en juger, si l'on veut, par la pièce que je publie en note (2). Une ode composée pour célébrer la venue à Sées du

(1) Gérard, *ibid.*, t. III et IV, p. 121.

(2) *SPECTATISSIMO EPISCOPALIS SAGIENSIS COLLEGII PRINCIPI SERTUM, AUCTORE D. GOHORRY, DIACONO SAGIENSI.*

*Læta dies, socii, toto memorabilis ævo
Læta, inquam, nobis, festum geniale recurrit
Quo, dum laude Petri resonant sacra tecta Tonantis
Nominis illius, virtutum dignior hæres*

R. P. Lefebvre, supérieur général de la Congrégation des Eudistes, n'est pas moins remarquable.

Pendant que les poètes sagiens couvraient de fleurs le principal du collège et ses régents, la ville de son côté faisait assaut d'émulation pour leur témoigner son estime et sa bienveillance. Dès avant 1771, M. le chanoine Lefrançois était entré au *corps de ville* en qualité de conseiller, et, cette année-là même, par délibération du 31 décembre, il était choisi pour l'un des échevins. Quelques jours auparavant, l'assemblée avait approuvé « l'ordre de payer à M. le Chanoine précepteur du collège quarante livres que la ville a coutume de luy payer chaque année, laquelle somme luy est due du 1^{er} janvier dernier ». Ce n'était pas une contribution ruineuse (1).

Cependant le collège s'était trouvé placé, au point de vue des études, dans une condition plus désavantageuse qu'à ses débuts. Il n'était plus possible aux écoliers de faire à Sées leur cours de philosophie ; il leur fallait se disperser au loin pour terminer leurs études. Après le départ des Jésuites en 1744, Mgr Néel de Christot avait appelé les Eudistes à la direction de son Grand Séminaire, et, à cette occasion, la chaire de philosophie avait été transférée au Petit Séminaire de Falaise. Après la mort de Mgr Néel, la ville, croyant le moment favorable pour faire rapporter cette ordonnance épiscopale, adressa à Mgr d'Argentré la requête suivante, assurément l'un des documents les plus intéressants de l'histoire de notre modeste institution.

*Délibération du corps de ville pour demander le transport
du collège de Falaise à Sées.*

Autrefois une école de philosophie formoit le complément des instructions scolastiques, dont la ville de Sées offroit le secours à ses concytoyens. Feu Monseigneur Néel, cy-devant évêque de ce diocèse, se décida, il y a quelques années, et pour des considérations qu'on

*Hujus gymnasii princeps, jam vota secundat,
Nostraque dignatur grati munuscula cordis.
Hos igitur vere lectos in pectore flores
Accipe, non dicende satis, celeberrime princeps,
Non equidem tibi qui meriti, at quos possumus, illi.
Nam quis te, nomenque tuum, quis honoribus æquet!
Hos legit genuinus amor, reverentia pinxit,
Et memor et supplex semper, tibi dextera fundit (2).*

(1) Registre des délibérations. Archives de la Mairie.

(2) Ap. Ms. Gérard, t. III et IV, p. 195.

ignore, à transporter cette école dans la ville de Falaize où elle est encore existante sous le titre de Séminaire.

La ville de Sées, respectueuse d'un prélat dont elle avouait la sagesse et désirant concourir au bien qu'il projettoit, au moins par le sacrifice de ses propres intérêts, n'osa se plaindre alors d'un changement qui lui étoit préjudiciable. Elle attendit à juger des avantages l'innovation par les effets qu'elle produiroit.

Quels ont été ces effets ? Le père de famille surchargé d'enfans n'a pu fournir, mesme pour un seul, aux frais d'une pension d'au moins deux ans et d'un entretien toujours coûteux pour des enfans éloignés de la maison paternelle. Tandis que, trouvant dans sa ville natale, les instructions qui leur étoient nécessaires, il eust facilement pu en pousser plusieurs dans les études. La Société, l'Église ont été privées de beaucoup de sujets dont elles eussent pu se glorifier, parce que l'indigence des pères les a forcés d'étouffer les dispositions naissantes de leurs enfans.

D'un autre côté, les enfans éloignés ont secoué le joug de la docilité filiale. La sollicitude paternelle n'a plus veillé sur les passions qu'elle laissa germer dans ces cœurs flexibles la haine du travail, nourrie par le dégoût de l'étude. De là naquirent ces vices que la tendresse paternelle sait prévoir et prévenir, tandis qu'un directeur de pension peut à peine les apercevoir lorsqu'ils sont formés et ne les corrige jamais. Ainsy ces nouveaux sujets, malgré les espérances qu'ils sembloient donner deviennent souvent inutiles à l'État, à charge à leurs malheureux parents que le triste regret de s'être presque toujours inutilement épuisé pour eux.

Telles sont les suites que produit pour la ville de Sées la privation de l'école de philosophie qui y étoit établie depuis un temps immémorial.

Le diocèse a-t-il au moins quelque avantage dans ce changement ? — Il n'est pas possible d'y en découvrir de réel. Au contraire ; du centre où elle se trouvoit, transplantée à son extrémité, trop voisine d'une université suivie, l'école de philosophie n'est plus aussi fréquentée.

D'ailleurs, tandis que la ville de Sées ne présente à ses habitans qu'un air pur et salubre, le Séminaire de Falaize ne fait respirer aux siens qu'un air épais, contagieux, sujet à de fréquentes maladies qui en font périr plusieurs, dérangent la santé et altèrent le tempérament d'un grand nombre. Aussi le père de famille craint-il d'exposer des enfans chéris aux dangers presque inévitables d'un air on ne peut plus malsain.

Ainsy lorsque, d'un côté, la rareté des sujets ralentit l'émulation, les maladies s'opposent de l'autre au progrès de la science qui, au Séminaire de Falaize, est presque encore au berceau.

Le retour de l'école de philosophie dans la ville épiscopale en faisant disparaître tous ces inconvénients produiroit le plus grand avantage ; la réunion des études premièrement nécessaires à tous les états, jointe à la rare salubrité de l'air, y attireroit des sujets en grand

nombre. De là naîtrait l'émulation si nécessaire aux progrès et bientôt la perfection des sciences en résulteroit sensiblement.

Toujours sous les yeux d'un chapitre autant vénérable par la sincère régularité de ses mœurs que recommandable par la science profonde des membres distingués qui le composent, ces jeunes disciples, élevés dès leur enfance dans l'école des sciences et de la piété, aspireroient avec ardeur à leurs éloges et s'empresseroient à l'envie de mériter l'honneur de la protection d'un prélat, moins illustre par les titres glorieux qui le décorent, que respectable par le rare assemblage des éminantes vertus dont il est le modèle.

Pourquoy a été arrêté que, suivant le vœu unanime de tous les ordres des citoyens, Monseigneur l'Évesque seroit incessamment supplié de rapeler et rétablir dans la ville épiscopalle, l'école de philosophie, qui y avoit toujours été professé et qui, depuis quelques années, avoit été transférée à Fallaize ; et qu'à cet effet le corps de ville s'assemblera pour luy en présenter la supplique à laquelle sera jointe expédition de la présente.

Pourquoy le corps de ville assemblé présentera ladite requête le plus tost possible.

Signé : Lonlay, maire ; Goujon, Le Paulmier de Malaisfre, Dambray, Loison, Bonnange, Pichon, Hain (1).

Ces vœux paternels, ces instances pressantes appuyées de toute l'éloquence du *corps de ville* demeurèrent stériles. Du moins le nom d'aucun professeur de philosophie ne figure dans la liste des nombreux Eudistes qui passèrent dans les chaires et à la direction du Séminaire de Sées.

Une autre délibération, où l'on arrêta le texte d'une supplique au Roi, pour obtenir le rétablissement à Sées de l'imprimerie qui avait été supprimé en 1739, alléguait, parmi d'autres motifs, que la ville était le siège « d'un collège suivi ».

Le « très illustre principal », comme le qualifiaient ses écoliers, continuait de grandir dans l'estime des bourgeois de Sées et du clergé tout entier. Le 25 septembre 1784, il recevait, au bureau des syndics généraux de la province de Normandie, « la commission de syndic du clergé de Sées ». Il en devenait ainsi le représentant officiel et le chargé d'affaires en ce qui concernait la religion, le service divin, les intérêts, l'honneur et la dignité des personnes ecclésiastiques. La Providence le préparait ainsi à la mission plus importante et plus périlleuse qui allait lui être confiée durant la tourmente révolutionnaire.

En effet, le temps des bouquets, des couronnes, des dithy-

(1) Registre des délibérations, f° 60. Archives de la mairie de Sées.

rambes poétiques était fini ; un cercle d'épines allait meurtrir les plus nobles fronts. L'esprit du XVIII^e siècle a acquis vers la fin de sa période toute sa puissance ; ce n'est plus une brise qui murmure et siffle, mais un ouragan déchainé qui arrache et renverse. Trône, institutions, classes, titres et dignités tout s'abîme et se confond.

Monsieur Lefrançois, par la suppression des biens ecclésiastiques, perdit d'abord sa prébende de Ménil-Jean, au titre de laquelle était attachée depuis des siècles la fonction de chanoine précepteur. Le 17 décembre 1789, il signe avec presque tous ses confrères l'adhésion du chapitre à la protestation de Mgr d'Argentré contre la constitution civile et refuse le serment. Le 15 janvier suivant, le chapitre reçoit notification de sa suppression avec l'interdiction de s'assembler au chœur pour l'office divin. Cependant M. Lefrançois conserve encore pendant quelque temps ses fonctions de principal du collège.

En 1791, rendant compte de l'instruction dans la ville de Sées, le secrétaire du Conseil général rappelle que l'instruction publique au collège était confiée à un chanoine de la cy-devant cathédrale qui portait le titre de principal du collège et était spécialement chargé d'enseigner la rhétorique. Cette place a été jusqu'à ce jour remplie par M. Pierre Lefrançois. Il avait pour aides deux professeurs, l'un pour la cinquième et quatrième ; cette place est depuis quelque temps remplie par intérim par le sieur Isidore Bourdon, prêtre.

L'autre pour la troisième et la seconde, dont la place est provisoirement remplie par le sieur Pierre Anquetin, acolite....

Aucune de ces trois places ne peut être supprimée sans nuire essentiellement à l'enseignement public dans le collège qui, jusqu'à ces derniers temps, a toujours été très fréquenté.

Aucun de ces trois professeurs n'a prêté le serment prescrit par les décrets (1).

Le 10 juin, on fait de nouvelles instances près M. Lefrançois et ses auxiliaires pour obtenir d'eux la prestation du serment. Ils sont, tous les trois, de ces courageux, paisibles et fermes, que rien n'émeut et n'arrête lorsque la voix de la conscience crie l'ordre du devoir. Ils ont refusé de nouveau.

Dès lors, ni l'antiquité de la possession, ni le mérite des services rendus, ni le respect de la vieillesse, ni l'entourage de dix générations d'écoliers formés à la science et à la vertu, rien

(1) Registre des délibérations, 6 juin 1791.

ne vaut plus. Il faut au vieux et vénérable principal quitter la maison pleine de ses chers souvenirs et de ses utiles labours. Le 23 septembre, en son nom, M. Anquetin remet les clefs à la ville. M. Alleaume, vicaire épiscopal de l'évêque intrus Lefessier, essaie d'y prendre la place de l'illustre proscrit. Il y resta ce que dura le triste schisme, auquel il eut le tort de prêter un appui qu'il déplora plus tard avec des larmes d'amer repentir. Le 11 prairial, an II (30 mai 1793), « le cy-devant collège, qui n'est point occupé, est donné pour logement aux réfugiés de la Vendée passant par Sées. On vend alors les herbes qui croissent dans les cours et jardins » (1). L'école épiscopale de Sées s'était ensevelie noblement dans sa fidélité à l'église. L'un de ses derniers professeurs M. Beaulavon, originaire de Sées, qui y avait enseigné quelque temps la rhétorique, sans doute comme suppléant de M. Lefrançois, d'abord exilé en Angleterre, s'enrôla en 1794 dans l'expédition de Quiberon. Il n'était pas dans les ordres et par conséquent entièrement libre de sa personne. Il fut passé par les armes comme ses malheureux compagnons, mais avant de mourir il put écrire à sa famille une lettre d'adieux qui est un véritable chef-d'œuvre de tendresse, de résignation et de courage, puisés aux plus pures sources du christianisme.

Transmise à sa mère par le bon vouloir d'un soldat républicain, cette lettre nous a été conservée et, à tous égards, elle méritait de l'être.

A Vannes, le 31 juillet 1795.

C'est maintenant plus que jamais ma tendre mère, mes chers parents, qu'il faut du courage et de la résignation. Lorsque vous recevrez ma lettre, j'aurai déjà comparu au trône de l'Éternel, j'aurai déjà reçu ma sentence de la part de ce Juge redoutable, devant qui tout l'univers n'est que comme un grain de sable et tous les changements qui s'y opèrent que comme des jeux d'enfants. J'espère cependant trouver en lui un père tendre, qui ne me jugera pas selon mes iniquités, mais selon son infinie miséricorde et d'après les mérites de son cher Fils. C'est la seule espérance qui doit animer un chrétien pendant qu'il existe encore dans ce monde corruptible ; c'est ce qui me soutient dans ce moment et ce qui fait ma force et ma consolation.

Il est inutile de vous apprendre le désastre qu'a éprouvé notre petite armée dans la presqu'île de Quiberon. Je suis du nombre des émigrés qui ont été pris. On a établi des commissions militaires pour nous juger selon la loi, et vous savez qu'elle proscrit tous les émigrés pris les armes à la main.

(1) Cité par l'abbé Poirier, *ibid.*, p. 6 et 7.

Regardons avec les yeux de la foi cet événement qui, comme tous les autres, est soumis à la volonté du Très-Haut et dans l'ordre de sa Providence, mettons toute notre confiance dans cette Providence divine, qui n'ordonne et ne permet rien que pour notre avantage spirituel, lorsque nous ne mettons pas d'obstacles aux saintes inspirations de la grâce.

Ce ne sont point des larmes que je vous demande, ma bonne mère, mes chers parents, ce sont des prières. Pardonnez-moi les fautes que j'ai pu commettre contre vous par mes scandales. Pardonnez-moi toutes les erreurs de jeunesse, qui ont pu me faire oublier ce que je devais à mon Dieu, à mes parents, à mes amis, à mon prochain, à moi-même. C'est à mon dernier moment que je vous demande ce pardon généreux des offenses. Tendre mère, je ne vous ai donné que des peines depuis le premier moment de mon existence jusqu'à celui-ci. Hélas ! pardonnez-les moi. Ne vous en ressouvenez que pour penser à la demande de votre fils, qui n'attend de vous que des prières.

Je vous embrasse ma douce mère, j'embrasse mes frères et sœur, tous mes parents et amis ; j'invoque le secours de leurs prières. O mes frères, ô ma sœur, recevez les conseils que peut vous donner un frère qui vous aime, qui vous a toujours aimés et qui désirerait se consacrer tout entier à votre bonheur. Soyez toujours unis, parfaitement unis ; mais que votre union soit resserrée par la religion. Croyez-en votre frère, dans ce moment où le monde ne lui est plus qu'un chaos affreux, où tout s'évanouit sous ses pas, où il ne lui reste rien que la religion.

C'est ce qui vous soutiendra contre les vicissitudes de la vie, qui vous consolera de vos afflictions, qui vous conduira à ce terme heureux où doivent tendre tous nos désirs et nous réunira un jour dans le sein de Dieu. C'est l'unique souhait que je fais pour vous. Obéissez à notre bonne mère, aimez-la, respectez-la toujours, tâchez par vos soins de suppléer à ceux que je lui devais et que j'aurais désiré de lui rendre.

Adieu, ma bonne mère. Priez pour moi, et ne pensez à notre séparation que pour bénir la Providence et la prier d'avoir pitié de

Votre très soumis fils,

BEAULAVON (1).

Pendant que d'autres, dépouillés, brisés dans toutes leurs attaches et leurs affections, proscrits, traqués, allaient manger le pain de l'étranger, M. Lefrançois crut que le sol de la patrie, si tourmenté qu'il fût, était encore le meilleur pour donner le repos à ses vieux ossements et recueillir ses cendres. En partant pour l'exil, Mgr d'Argentré lui avait confié les pouvoirs de vicaire général.

(1) Publiée par M. l'abbé J.-B. Blin, dans *Les Martyrs de la Révolution dans le diocèse de Sées*, t. III, p. 292. On lui attribue aussi une *Défense pour les prêtres assermentés du département de l'Orne*, publiée par le même.

Le vénérable septuagénaire n'ayant plus de moyens de subsistance que par l'héroïque dévouement de quelques catholiques, obligé de se dérober de cachette en cachette, devient l'appui, le conseil, l'oracle des prêtres et des chrétiens fidèles, l'asile de la miséricorde et du pardon pour les ecclésiastiques un instant égarés et qui veulent revenir à l'honneur et à la fidélité. Ce n'est pas ici le lieu d'écrire cette héroïque histoire qui, mieux que toute autre, mériterait d'être étudiée et publiée dans les détails. Il est vrai que, dans *Les Martyrs de la Révolution*, M. l'abbé Blin en a déjà donné les lignes principales (1). Quand en 1795, la fureur de la persécution contre l'église catholique se fut un peu calmée, M. Lefrançois, désireux de concourir à la guérison des blessures de la patrie et à l'apaisement des divisions entre citoyens, élevant la question religieuse au-dessus de toute solidarité avec des partis politiques, promit soumission et obéissance aux lois de la république. Il eut alors à ajouter, à ses privations et à ses fatigues, la douleur de n'être pas compris par ceux qui continuaient de juger les choses des lointaines perspectives de l'exil. Désavoué, remplacé, plus ou moins disgracié, donnant quand même l'exemple et le conseil de l'obéissance, il succombe enfin sous le fardeau de l'âge, des privations et des amertumes, et meurt ennobli encore, s'il est possible, par cette suprême grandeur de l'immolation et de la douleur.

Un témoin oculaire, M. Gibault des Champeaux, ancien curé de Saint-Ouen de Sées, nous a laissé de ses derniers moments le témoignage suivant qui vaut mieux que toutes les oraisons funèbres.

M^{re} Pierre Lefrançois, chanoine de la cathédrale de Sées, prébendé de Ménil-Jean, administrateur du diocèse de Sées, pour le spirituel pendant la persécution, âgé d'environ soixante-onze ans, muni des sacrements de Pénitence et d'Extrême-Onction, par M^e Masson, curé insermenté de Guilbray, est mort confesseur de la foy, le 5 juin 1797, dans la paroisse de Saint-Gervais de Sées. Plusieurs prêtres catholiques, MM. des Moutis de Bois-Gautier, Moutier, curé de Tanville, Rivière, s'étant introduits secrètement avec nous, soussigné, dans la chambre où il est décédé, les prières mortuaires y ont été faites, *présente corpore*. Sa vie édifiante, dont nous avons eu le bonheur d'être le témoin de confiance, ayant été caché avec lui pendant deux ans et demy, chez un catholique de Saint-Ouen de Sées, village des

(1) T. III, p. 151 et suiv.

Coquennes, a été couronnée d'une mort qui a été la fin de ses malheurs et le commencement de son bonheur dans l'heureuse éternité.

Nous serions infini si nous donnions révélation des vertus du vénérable défunt, surtout pendant le temps de l'horrible persécution qu'on a exercée contre les prêtres fidèles et particulièrement contre lui, persécution en tout genre, qu'il a soufferte avec un courage des grands confesseurs de la foy des premiers siècles de l'Eglise. Puisse ce faible tribut de justice que nous rendons à sa mémoire et que nous transmettons à la postérité, l'engager à se souvenir de nous devant Dieu et à nous aimer dans l'heureuse éternité comme il nous a aimé et chéri pendant sa vie mortelle (1).

C'est dans cette auréole voisine du martyr que disparaissait, ici-bas, la plus noble figure du personnel enseignant du collège de Sées avant la Révolution (2).

P. BARRET.

(1) Registres paroissiaux de N.-D. de la Place.

Aujourd'hui 17 prairial, an cinq de la République française une et indivisible, sur les onze heures du matin, sont comparus en la maison commune de Sées, François-Pierre-Nicolas Dubu, et Pierre-George Hain fils, tous deux de cette commune, ayant l'âge requis par la loi, lesquels m'ont déclaré que cejour d'hui, sur les dix heures du soir, Pierre Le François Des Tourailles, prêtre, ex-chanoine de la cathédrale de Sées, âgé de soixante-dix ans, fils légitime de François des Tourailles et de Thérèse Métivier, ses père et mère, de la commune d'Écouché, était décédé en la maison de la citoyenne veuve Duret de cette commune, section Gervais ; de laquelle déclaration, après m'être assuré du dit décès, j'ai rédigé le présent acte que les témoins ont signé avec moi officier public, après lecture.

Signé : SERVAIN DES FOSSÉS, off. p.

DUBU.

HAIN.

Archives de la Mairie, an v, f. 37.

(2) Voici une liste de quelques noms de professeurs relevés sur un registre d'ordination, par M. l'abbé Blin, qui me les a communiqués avec son habituelle bienveillance :

1753 Jean LOUVEL, de la paroisse des Ventes, était professeur de rhétorique au collège de Sées. Il recevait l'onction sacerdotale au mois de septembre 1755.

1760. Christophe DUDOUT, de la paroisse de Médavi, noté comme un sujet d'un talent remarquable, professeur au collège de Sées, était, à l'ordination du Samedi Saint, appelé au Sacerdoce.

1773. Louis-Jean DUCOUDRAY, de la paroisse de Malnoyer, professeur de rhétorique, était appelé au Diaconat.

1773. Jacques-Christophe BLÉCHET, de Moulins-la-Marche, clerc minoré, était professeur de sixième.

1773. Jean-René PATOU d'Alençon, clerc minoré, était professeur de quatrième. Il reçut la prêtrise en 1775, avec Jacques Bléchet.

JOUÉ-DU-BOIS

PAROISSE — FIEFS — COMMUNE

Du XV^e Siècle à la fin du XVIII^e Siècle.

Suite et fin.

CHAPITRE IV. — SYNDIC

Sommaire : I. SYNDICS. — II. JEAN GAUTIER.

I. — Les syndics, dont les pouvoirs et privilèges furent réglementés par les déclarations de 1687, 1703 et 1764 (1), n'existaient pas encore au milieu du XVII^e siècle.

Auparavant, quand la commune devait soutenir un procès, quand il lui fallait présenter à l'Intendant d'humbles et justes réclamations, quand une affaire quelconque réclamait un déplacement, on choisissait un délégué (2). Nous en avons vu précédemment de nombreux exemples.

Joué-du-Bois ne semble pas avoir élu de syndic avant 1690 (3).

Il y a des nouveautés qui plaisent, d'autres qui inspirent la défiance. Pour les habitants de Joué-du-Bois, les syndics furent « ce bloc enfariné de la fable qui ne dit rien qui vaille ». Ils eurent de la répugnance à se démettre de leurs libertés et à se lier pour un temps indéterminé.

Il fallut néanmoins se conformer aux ordonnances royales.

(1) Mémoire de l'avocat du syndic Jean Gautier, p. 25.

(2) Ce délégué recevait le nom de procureur. Il fut souvent assisté de plusieurs notables. Ses voyages étaient à la charge de la généralité des habitants. La taxe variait suivant les lieues à parcourir et les journées à passer.

(3) Le syndic de 1690 fut Michel Daliphard.

Voici comment eut lieu l'élection du syndic de 1693 :

Devant nous, Guillaume de la Lande, escuyer, sieur du Déroit, se sont assemblés les paroissiens en général, spécialement pour nommer un *procureur syndic*, lesquels ont nommé la personne de Michel Daliphard, fils Louis, pour *un an seulement*, lequel procureur ne *fera aucune chose* concernant la paroisse que par *l'avis* du général, après avoir fait battre la cloche, auquel procureur il lui sera payé par chaque voyage d'Alençon, Argentan, Falaise ou Domfront soixante sols quand il ne couchera qu'une nuit dehors et, quand il tardera davantage, il lui sera tenu compte à proportion du retard qu'il sera contraint de faire. Et pour l'argent qui sera nécessaire de mettre, sera remboursé au marc la livre par les contribuables au bout de la dite année de sa nomination. Lequel syndic fera un bon mémoire des sommes qu'il mettra....

Fait le 1^{er} novembre 1693.

Le procureur syndic était donc, à cette époque, non pas un roi absolu, mais un chef constitutionnel et responsable.

Ce chef eut naturellement la pensée de secouer le joug imposé et d'aspirer à l'indépendance. Il ne fut pas rare de le voir prendre seul des mesures et des décisions qui intéressaient toute la communauté. Si les paroissiens étaient patients, s'ils étaient confiants en leur procureur et respectueux de sa personne, ils approuvaient tacitement et laissaient agir. A Joué-du-Bois, on n'eut pas toujours cet esprit tolérant. Jaloux des lambeaux d'autorité qui leur restaient, les habitants blâmèrent souvent les infractions aux articles consentis et destituèrent même quelquefois celui qui les avait violés. Pour cela, il ne leur était nécessaire d'avoir recours ni au ministre, ni au préfet, ni au gouverneur, ni à l'intendant de la généralité (1), ni même à ses subdélégués ou commissaires. Les habitants réunis en forme de commun et nombre suffisant, après les annonces exigées, pouvaient faire eux-mêmes cette petite exécution. Un simple *délibéré* leur suffisait.

Le 18 décembre, les paroissiens réunis... nommèrent les personnes de Jean Retout et Julien Chauvin pour serrer et cueillir les instanciles et fouage, suivant le mandement à eux envoyé d'autant qu'il n'y *avait plus* de procureur syndic, *l'ayant destitué* jusqu'à temps qu'on en mettra un autre.

(1) De son côté, l'intendant pouvait, en s'appuyant sur des raisons prévues par les règlements, destituer un syndic (Mémoire en faveur de Jean Gautier, 1770).

Dans la suite, les habitants se familiarisèrent avec cette institution nouvelle et comprirent qu'il n'était pas sans agrément de voir les affaires publiques convenablement gérées sans qu'on eut besoin de réunir *le général* à chaque instant.

Mathurin Desanière, qui fut élu le 30 décembre 1699, était encore en charge le 25 novembre 1703.

Cependant, dans l'intervalle de ces quatre ans, Gatien Lysieux fut délégué pour soutenir à Alençon le procès intenté aux habitants par Henry de Récalde, sieur du Vivier. Une question très délicate était entamée; elle réclamait un homme d'une compétence peu ordinaire; on pensa au propriétaire de la Noë, qui était à Joué-du-Bois un personnage de haute prudence et de grande science en affaires (1).

D'après le mémoire rédigé pour la défense de Jean Gautier, syndic en fonction de 1766 à 1770, la durée légale des pouvoirs du premier magistrat de la commune était de quatre ans. L'Intendant, afin de justifier la mesure qu'il avait prise, dit positivement dans son ordonnance que Gautier avait fini son temps. Les usages et le consentement tacite des autorités avaient cependant modifié la loi. Aussi, en 1773, le conseil du roi accepte la démission que Jean Gautier avait offerte pour mettre un terme à de grosses difficultés pendantes.

Il est sans intérêt de nommer tous les syndics qui se sont succédés pendant ce siècle.

Après la mort du second syndic, Desanière, Gatien Lysieux acheta la charge qui devint vénale et perpétuelle par l'édit de mars 1702. Il demeura en charge jusqu'en 1717, époque où on supprima les syndicats. Plus tard après leur rétablissement, François et Michel Robichon et deux membres de la famille Gautier du Haut-Désert furent les syndics de Joué-du-Bois.

En 1758, Henri Catois, fermier des de Bamont, sacristain de la paroisse et regrattier, fut honoré par ses concitoyens de la charge de syndic. Nous avons remarqué parmi les actes de son administration de nombreuses listes pour l'assiette de la taille du sel et des vingtièmes et le curieux commandement que voici :

(1) Gatien Lysieux était allié à toutes les bonnes familles du pays et père de M^r Jean Lysieux, curé de Joué-du-Bois, dont nous avons parlé dans notre première partie.

De par le roi et X... son lieutenant, je, commande Julien Guillouard, René Roussel, Guillaume Lagrue de fournir une charrette et un harnais et d'aller quérir une chartée de pierres à fourneau dans la paroisse de la Motte-Fouquet, sur la brière, pour conduire à la forge de Putanges, à quoi sont assujettis les harnais et bêtes tirantes, et seront les dits voituriers payés comptant par le sieur Godet de Pontranné, à raison de 12 livres chaque voiture tant pour aller que pour le retour et que chacune voiture sera chargée de 15 pieds cubes ou de trois mille de poids ou pesanteur sans plus long délai : à quoi faire seront contraints par toutes voyes dues et raisonnables, à peine de répondre en leur propre et privé nom du retardement des ouvrages de Sa Majesté, et la dite voiture sera faite le mardi 13 du mois de juin 1758, ce 11 juin 1758,

Henri CATOIS, syndic.

La place de syndic apportait peut-être de petits bénéfices, mais quelquefois elle attirait les plus graves ennuis. Nous en avons un exemple qui mérite de passer à la postérité.

II. — En l'an 1766, vivait à Joué-du-Bois, dans son modeste logis de la Safarière, un humble paysan nommé Jean Gautier. Ceux qui maintenant sont parvenus aux limites extrêmes de la vie et qui ont entendu dans leur jeune âge l'émouvant récit de ses malheurs ont un mot pour le désigner : c'était le père des quatre garçons.

Intelligent, probe et complaisant, notre héros se concilia facilement la confiance et l'estime de ses compatriotes.

Il fut élu syndic en 1766, au grand déplaisir des Challemel, des Rousse, des Guérin-Raitière, des Robichon, des du Haut-Désert, des Guillouard-Lavallée et autres bourgeois de rang plus élevé.

Jean Gautier n'avait qu'une modeste fortune. Ses petits champs ne paraissaient guère à côté des terres du Mesnil et de Livet (1). Heureusement ses bras vigoureux ne redoutaient aucun labeur et son patrimoine bien cultivé suffisait aux besoins de sa maison. Une femme dévouée, énergique et chrétienne était, depuis plus de trente ans, le soutien et la consolation de sa vie. Dieu avait béni cet heureux ménage. Fière de sa fécondité, la mère aimait à paraître au milieu de ses nombreux enfants. Le père s'occupait spécialement de ses garçons. Après les avoir

(1) Terres voisines de la Safarière.

envoyés à l'école de M^e Jean Delaunay, chapelain de Saint-Jacques (1), il mettait lui-même la dernière main à leur éducation. Travaillant à ses côtés, les jeunes gens recevaient journellement de sa bouche les leçons précieuses qui leur donnaient la science des affaires et leur faisaient aimer l'honnêteté, la charité, la politesse et autres vertus.

Sa fille aînée, attirée par un oncle, marchand des quatre saisons, s'était rendue à la capitale et était entrée au service d'un des juges du Conseil royal.

Les quatre garçons ne voulurent pas désertier le foyer domestique. Ils semblaient avoir même goût et même aspiration. Ils ne se quittaient guère. Ensemble ils se rendaient aux offices, ensemble ils paraissaient dans les foires et marchés. Leur haute stature, leur bonne mine, leur attitude martiale et le genre tout particulier de leur accoutrement attiraient les regards de tous. On se les montrait ; on était heureux de les voir ; chacun vantait le bonheur du « père des quatre garçons ».

Le bonheur est fragile en ce monde. Jean Gautier en fit bientôt la triste expérience. Depuis quatre ans, la noire jalousie faisait sournoisement son œuvre. Quelques-uns des bourgeois évincés avaient juré de perdre leur heureux concurrent ; ils épiaient les occasions et préparèrent leurs armes pour la lutte à mort qu'ils se proposaient de livrer.

Jean Gautier, malgré son grand bon sens, manquait certainement d'une instruction approfondie ; peut-être aussi n'était-il pas suffisamment brisé aux finesses et roueries administratives. En 1770, l'on se crut en mesure de le perdre et, sans hésiter, on le dénonça à l'Intendant comme indigne des fonctions qu'il occupait. Fort de son innocence et habitué de longue main aux sourds grondements de l'orage qui venait d'éclater, l'honnête syndic ne s'émut aucunement et attendit avec une patience téméraire la fin d'une tracasserie qu'il regardait comme misérable.

La bonne foi de l'Intendant fut surprise. Son subdélégué à Falaise, certainement circonvenu par les ennemis personnels du premier magistrat de Joué-du-Bois, se montra dur et sévère.

(1) Jean Delaunay, né à la Carneille, fut vicaire de Joué-du-Bois et plus tard chapelain de Saint-Jacques, nous l'avons dit précédemment.

Gautier était accusé : « d'avoir malicieusement refusé l'argent de plusieurs habitants pour avoir le prétexte de les faire exécuter » (1).

L'accusation était mensongère puisque, le 13 janvier 1771, quarante-trois habitants signèrent, pour la défense de leur syndic et préposé (2), une délibération où on lisait : « Qu'une pareille tentative ne pouvait être regardée que comme l'effet de la jalousie et de l'iniquité de la part de quelques habitants qui n'avaient même osé se présenter à l'assemblée dans la crainte d'être dévoilés tels qu'ils étaient et exposés à la confusion de se voir déclarés coupables d'imposture. En conséquence qu'ils s'opposaient à sa destitution, attendu que Gautier était un honnête homme ; que pendant tout le temps qu'il avait été en place, il avait rendu des services à toute la paroisse, notamment aux pauvres pour lesquels il avait souvent avancé son argent. « Il lui en est même encore dû » (3).

Le 24 février suivant, 37 habitants arrêterent entre autres choses « que l'on prierait avec la plus vive instance que Gautier ne fut pas destitué » (4).

Gautier réunit ces deux délibérations aux rôles des quatre années de sa gestion, fit rédiger, en forme de requête, le 16 janvier, le 12 mars et le 10 juillet, trois mémoires différents « pour instruire la religion du sieur Intendant » (5).

Jean Rousse et Jean Chalmel « que des circonstances ont enrichis, dit le mémoire de l'avocat de Paris, se dévoilèrent alors et trouvèrent des gens assez pusillanimes pour se joindre à eux dans leurs affirmations mensongères » (6).

Trop confiant dans la justice de sa cause et dans son innocence, le syndic se rassurait sous son chaume, lorsque le 28 décembre ses ennemis lui firent signifier une ordonnance dans laquelle on lit :

Attendu que le dit Gautier exerce depuis longtemps les fonctions de syndic, le sieur Intendant le destitue ;

Attendu qu'il paraissait aussi avoir abusé de sa place de préposé

(1) Il s'agissait de la cuillette d'un vingtième.

(2) Préposé aux vingtièmes, c'est-à-dire chargé de recueillir les vingtièmes.

(3) Mémoire de l'avocat.

(4) Id.

(5) Id.

(6) Id.

pour vexer plusieurs contribuables, il le destitue de la dite place de préposé pour l'année suivante, et attendu la mauvaise contestation du dit Gautier, le condamne aux dépens qui seront taxés par le subdélégué de Falaise (1).

Cette condamnation n'émut que médiocrement le syndic et « parce qu'elle lui parut une erreur qu'il était essentiel de relever, il se pourvut contre elle » (2).

Mais la haine inassouvie de ses ennemis ne laissait pas la justice en repos ; dans l'entrefaite, on fit assigner Gautier « pour produire devant le subdélégué ses pièces de procédure ».

Que faire ? En se dessaisissant d'un dossier important, que resterait-il au pauvre persécuté pour sa défense ? Gautier le comprit. Il se rendit à Falaise, mais uniquement pour déclarer au greffier qu'il lui était impossible de faire la remise réclamée. Au greffe, dans des intentions perfides, on ne voulut pas faire mention de sa déclaration et le jour même (30 décembre), on le condamna, et par *corps*, à présenter des pièces qu'on n'avait pas légalement le droit d'exiger.

Gautier devina le piège et, par voie d'huissier, fit immédiatement signifier à ses adversaires ce qui venait de se passer au tribunal. Le greffier eut l'audace de s'inscrire en faux et cita Gautier à comparaître devant le subdélégué le 18 janvier. L'accusé retourna à Falaise, mais soit entêtement, soit prudence, sur l'avis de son conseil ou sur l'inspiration de son esprit, il ne voulut pas aller s'humilier auprès d'un juge qui n'avait pas sa confiance. Ses ennemis en profitèrent et obtinrent facilement la mise à exécution de la précédente ordonnance du 30 décembre. Gautier pensa qu'il lui était suffisant de faire opposition : il interjeta appel (3).

Tout en cheminant sur le chemin de Falaise à Joué-du-Bois, le pauvre vieillard réfléchit beaucoup. Il rentra chez lui dans un état de prostration indicible. En peu de mots, il apprit son malheur à sa femme et à ses enfants. Un douloureux silence accueillit la communication inattendue. Les fiers visages des quatre garçons avaient pâli ; il se passait dans leur cœur une lutte affreuse : leur honneur, l'honneur et la tranquillité de leur

(1) Id.

(2) Id.

(3) Mémoire de l'avocat.

vieux père, on venait de les trainer dans la boue. Toute une vie de loyaux et bons services allait sombrer dans la prison ! La petite fortune si péniblement conservée et augmentée était destinée à tomber entre les mains rapaces de la justice.

La soirée fut pleine de silence, de larmes contenues, de colère et de sombres pensées de vengeance.

De leur côté, les ennemis de Jean Gautier triomphaient bruyamment. Par leurs soins, on sut bientôt dans tout Joné-du-Bois ce qui s'était passé à Falaise. Des insinuations malveillantes grossissaient l'affaire, et, bientôt, plusieurs même de ceux qui avaient regardé le syndic comme un très honnête homme, en arrivèrent à soupçonner sa vertu et à croire presque aux gros forfaits dont on l'accusait.

A la fin de janvier, par un temps très rigoureux, vers une heure de l'après-midi, alors que chacun dans le village était à prendre son dîner, les huissiers de la justice apparurent dans le plant de la Safarière et se présentèrent directement chez Jean Gautier.

Que se passa-t-il en ce moment ? Les quatre garçons se levèrent brusquement ; leur face était blême et leurs poings crispés. L'officier de justice fit connaître sa mission. Ses hommes se mirent en devoir d'appréhender au corps le respectable vieillard et firent deux pas en avant. A ce moment, une lutte violente s'engagea dans la maison. Pour délivrer leur père, les jeunes gens avaient bondi. Les soldats renversés se relèvent ; les chaises et autres meubles sont bouleversés ; la mère et les sœurs s'enfuient dans la cour en poussant des cris déchirants ; les sabres sont mis au clair ; le sang coula-t-il ? Les fils de Jean Gautier n'avaient pas d'armes, mais leurs bras étaient si forts et leur colère si grande que les soldats durent abandonner leur prisonnier et s'enfuir.

Les quatre frères étaient victorieux, mais quelle victoire ? Que va-t-il nous arriver, s'écrie le vieux père plus expérimenté ? Nous sommes perdus. La situation était évidemment très grave. « La cohorte timide des satellites se retira dans un champ et dressa un procès-verbal de rébellion avec intention de tirer avantage de la circonstance » (1).

(1) Mémoire de l'avocat.

Rousse et Chalmel s'empressèrent d'encourager, de guider et de seconder leurs agents. L'Intendant informé par leurs soins permit d'instruire l'affaire devant son subdélégué (17 février). Le 24, Gautier père fut condamné à 150 livres de dommages-intérêts « au paiement de laquelle somme il sera contraint et par corps ». La sentence assez longue se terminait ainsi : « Ordonnons que les fils du dit Gautier seront arrêtés et détenus en prison pendant un mois (1). Le 18 avril, deux enfants de Gautier furent arrêtés et conduits à Falaise avec autant de publicité que pouvaient désirer ses ennemis (2). Ils ne recouvrèrent la liberté que le 25 mai avec un supplément de sept jours de détention, et encore ils n'obtinrent cet élargissement qu'après avoir déposé, à titre de rançon, une somme de 396 livres.

Tout n'était pas fini ; la série des maux commencés allait se continuer avec une odieuse animosité. Le 21 juillet 1772, alors que Jean Gautier « un peu rassuré, s'était rendu à la foire Sainte-Marguerite de Carrouges, un huissier accompagné de cavaliers de la maréchaussée vint l'arrêter et, quoiqu'il représentât avoir tout payé, il fut lié, garrotté et conduit ingnommieusement au cachot. La mère et les enfants, tout éplorés, accoururent aussitôt à la prison de leur père pour soulager le poids de ses chaînes, et toute la paroisse émue gémit sur le sort malheureux de son syndic » (3).

Pendant que ces pénibles infortunes venaient successivement fondre sur sa famille éprouvée, Marie Gautier se désolait à Paris. Les nouvelles, qui lui arrivaient de province, étaient mauvaises et affligeantes. Aussi, depuis plusieurs mois, son visage avait considérablement pâli et ses beaux yeux étaient souvent rougis par les larmes.

L'homme de loi s'en aperçut de bonne heure. Il avait pris sa fidèle Normande en affection et voulut connaître la cause de ses peines. Le récit fut émouvant et interrompu par les sanglots : « Mes frères sont en prison, mon père est menacé du même sort. Il n'est plus syndic ni préposé à la recette des vingtièmes. Son patrimoine est compromis ; ma bonne mère se meurt de chagrin ».

(1) Id.

(2) Id.

(3) Id.

Le juge écouta avec le plus grand intérêt et revint plusieurs fois sur les détails de cette triste affaire. Cette cause mouvementée plaisait infiniment au vieux jurisconsulte. Il tint à tout savoir. La conclusion fut celle-ci : « Votre père ne peut gagner qu'au conseil du roi. Ni l'Intendant, ni son subdélégué ne se déjugeront ; et pourtant, ajoutait-il, la procédure est illégale, les ordonnances ne tiennent pas debout ». L'homme de loi avait raison. L'Intendant, au lieu de se déjuger, aggravait toujours la sévérité des premières sentences.

Après son emprisonnement, Gautier envoya inutilement son fils à Falaise offrir au subdélégué ces pièces de la procédure qui étaient le prétexte de tant de persécutions. Quand le jeune homme réclama qu'on voulut bien coter et parapher chacune des pages, il fut brutalement éconduit. Le subdélégué en profita même pour sévir avec plus de force et condamner l'infortuné vieillard à une prison indéfinie « jusqu'à l'entière exécution des ordonnances ».

En vain, Gautier se résolut-il le 22 septembre à signifier copie des pièces exigées et à promettre huit cents livres de rançon. Rien ne put aboutir. « Il prit donc le parti de faire connaître toutes les iniquités de ses persécuteurs au pied du trône ».

Enfin l'avocat de Paris allait combattre à figure découverte et sur son propre terrain. Les larmes de Marie Gautier devinrent un stimulant puissant, et en très peu de temps, malgré Rousse et Chalmel « qui suscitèrent même devant le conseil de nouvelles entraves aux poursuites légitimes du syndic » (1), malgré le subdélégué, malgré l'Intendant, le 13 mars 1773, fut rendu un arrêt par lequel le roi en son conseil a déclaré et déclare : Nulle et incompétente l'ordonnance du sieur Intendant d'Alençon. A déchargé et décharge le dit Gautier des condamnations contre lui prononcées, ordonne qu'il soit mis en liberté, qu'on lui rende la somme de 300 l. consignée aux mains du concierge et autres sommes, 96 l. pour frais de geôle.... Condamne les dits Rousse et Chalmel à quinze cents livres de dommages-intérêts et à tous les dépens ». Cet arrêt reçut un commencement d'exécution le 6 avril (2).

(1) Mémoire de l'avocat.

(2) Id.

En rentrant à son domicile après dix mois de captivité, Gautier eut la douleur de voir « tout dans l'abandon et de perdre sa femme minée par les persécutions » (1).

Rousse et Chalmel ne se tinrent pas pour battus. Ils formèrent opposition à l'arrêt royal et firent imprimer un long mémoire pour renouveler leurs plaintes. Les principaux griefs invoqués contre leur victime étaient « que Gautier avait exigé des contribuables au-delà de leurs cotes ; qu'il avait décerné des contraintes arbitraires et abusé de l'établissement de garnison chez les habitants auxquels il faisait payer 30 et 20 sols par jour, tandis qu'il ne payait lui-même à l'homme établi en garnison que quelques sols ». Ces malversations publiques avaient excité le cri de toute une communauté (2). On l'accusait encore d'avoir « usé d'une négligence extrême en qualité de syndic, de cette négligence que les lois comparent au dol » (3).

Le jurisconsulte de Paris réfuta sans peine ces allégations mensongères. Mais ne se contentant pas de montrer l'inanité de ces affirmations et passant du rôle de défenseur à celui d'accusateur, il établit « que Rousse et Challemel avaient violé l'ordonnance d'octobre 1703, en vertu de laquelle il fallait une déclaration écrite des habitants pour parler et agir en leur nom ». Il prouva de même l'incompétence de l'Intendant et obtint l'exécution complète de l'arrêt contesté.

Les bourgeois, qui s'étaient coalisés pour la perte de Jean Gautier, se coalisèrent de même pour payer les frais qui furent considérables. Guérin-Raitière y mangea sa terre du Rocher (4). La lutte avait duré près de trois ans.

Nous avons commencé timidement ce récit en nous appuyant sur les affirmations isolées d'un habitant de Joué-du-Bois (5), lorsque le mémoire de l'avocat de Paris, dont nous avons retrouvé trente pages in-quarto, est venu heureusement confirmer et compléter les dires de notre paysan.

« Les accusateurs de Gautier peuvent-ils donc ignorer, écrivait le rédacteur du Mémoire, ce que tout citoyen honnête

(1) Id.

(2) Mémoire de l'avocat.

(3) Id.

(4) Village de Lamotte-Fouquet.

(5) François Levannier de la Raitière.

éprouve chaque jour : que la justice et la clémence brillent plus que jamais sur le trône depuis qu'un monarque chéri de toute la France s'est déclaré le protecteur de l'innocence et le fléau des méchants » (1).

Jean Gautier bénit de tout son cœur le monarque auquel il devait sa délivrance ; il bénit de même sa chère enfant et le jurisconsulte son maître. Sa reconnaissance s'adressa surtout au Dieu qui dispose toute chose en ce monde et demeure le souverain maître des événements. Les épreuves avaient été très fortes ; le résultat final était consolant.

Sur l'indication de l'Intendant, la charge de syndic avait été attribuée à Jean Rousse et celle de préposé aux vingtièmes à Jean Chalmel. Ces nominations furent réputées illégales, mais pour la paix Jean Gautier fut invité à remettre sa démission aux pieds du trône. Il le fit sans regrets.

Peu après, Jean Chalmel du Plessis fut établi syndic par le choix du général assemblé. C'est lui qui rédigea, en 1783, la pétition des habitants à l'Intendant à l'occasion de la refonte de leurs cloches ; c'est lui qui était encore en fonctions au début de la Révolution.

Nous avons dit quelque part le rôle important que joua le dernier syndic pendant ces années de trouble. Nous avons raconté son attitude devant les persécuteurs, sa conduite en faveur des prêtres insermentés et sa mort tragique. Nous n'y reviendrons pas ici. D'ailleurs ces événements modernes n'entrent pas dans le cadre que nous nous sommes imposés.

C'est sous l'administration de Jean Chalmel qu'eut lieu un grand débat entre les principaux habitants de Joué-du-Bois et leur curé Jean Engerrand. La collecte des dîmes, qui s'était faite à l'amiable et sans contrainte depuis plus d'un siècle, fut strictement exigée par le nouveau pasteur qui était pauvre. Guillouard La Vallée refusa la laine de ses agneaux ; Raitière fit observer qu'une partie de ses terres étaient novales (2) ; d'autres affirmèrent n'être tenus qu'à la dîme des quatre pailles (3).

(1) Mémoire de l'avocat.

(2) Terres nouvellement défrichées (Déclaration du roi, 14 juin 1764 et 13..... 1766).

(3) Froment, seigle, orge et avoine. L'arrêt divise les dîmes de Normandie en solites et insolites.

On commença à plaider vers 1785, quelques mois après la publication de l'arrêt du Parlement de Rouen du 25 mai 1782 ; on plaidait encore lorsque l'Assemblée nationale supprima dîmes et redevances. Le dossier très incomplet que nous possédons est d'une grosseur désespérante et sans grand intérêt (1).

Les syndics ont été remplacés par les maires qui président maintenant aux destinées des communes.

(1) L'affaire fut d'abord plaidée à la haute justice de Juncé-du-Bois. La moitié du dossier contient 116 pages in-4°. Celui de Falaise, 83 pages. Les frais de justice à ce tribunal s'élevèrent à 200 livres.

CHAPITRE V. — JUSTICE

Sommaire. : I. OFFICIALITÉ. — II. GAGES-PLEIGES. — III. JUSTICE ADMINISTRATIVE. — IV. VICOMTÉ. — V. HAUTE-JUSTICE. — VI. BAILLIAGE DE FALAISE. — VII. PARLEMENT.

I. — *L'officialité* était le tribunal de l'évêque diocésain. Les simples paroissiens (1) n'y étaient plus appelés à cette époque que pour des causes matrimoniales.

Un cas de ce genre se produisit à Joué-du-Bois en 1746.

A Monsieur l'officiel de la Cour ecclésiastique au diocèse de Sées. Supplie humblement Anne Gauthier, stipulée et représentée par Étienne Gautier, son père, demeurant en la paroisse de Joué-du-Bois.

Et vous remontre que, par acte passé devant Besnard, notaire à Carrouges, le 14 février 1745, François Catois, fils d'Henry Catois, aussy de la dite paroisse de Joué-du-Bois, contracta mariage avec la dite Anne Gauthier et promirent s'épouser à la première réquisition de l'un d'eux.

François Catois, avant que de contracter mariage, a esté assidûment, près de dix-huit mois, chez luy Gauthier et a toujours pressé vivement luy Gauthier et sa fille de passer l'acte cy-dessus ; le dit Henry Catois père les pressait également, tous les parents et amis signés au contrat de mariage, engagèrent le suppliant et sa fille à faire terminer le mariage, de sorte que le suppliant, de concert avec le dit Catois se fixèrent jour pour contracter, lesquels chacun de leur côté prièrent leurs parents et amis, ce qui forma une nombreuse assemblée, et par conséquent occasionna une dépense considérable au suppliant qui croyait qu'un acte fait authentiquement et si désiré par le dit Catois aurait son exécution.

Quelques mois après la passation du dit acte, le dit Gauthier aprist

(1) Les membres du clergé ne comparaissaient eux-mêmes devant l'officiel que pour des causes purement ecclésiastiques. Autrement ils étaient cités devant la justice ordinaire. Nous en pourrions citer de nombreux exemples. Des litiges concernant les dîmes et possession de bénéfices étaient appelés en haute justice et parlement.

que le dit Catois recherchait d'autres filles en mariage, ce qu'il se persuada aisément, s'apercevant qu'il ne venait plus chez luy avec la même assiduité qu'auparavant, en sorte que le suppliant, mécontent de la façon d'agir du dit Catois, se plaignit aux parents communs qui avaient assisté à la cérémonie, lesquels apprirent au suppliant que le dit Catois avait dit qu'il n'épouserait jamais Anne Gauthier, ce qui prouve, à n'en pas douter, l'inconstance du dit Catois, qui fait un tort considérable au suppliant et à sa fille, laquelle, sollicitée par le dit Catois et ses proches parents, a refusé plusieurs autres bons partis. Or, une pareille manœuvre n'est pas tolérable, puisqu'elle fait un tort considérable à l'honneur et à la réputation de la suppliante, pourquoi le dit Gauthier et sa fille ont esté conseillés d'avoir recours à votre autorité.

Ce considéré, Monsieur, il vous plaise accorder votre mandement aux suppliants pour appeler à votre prochaine audience le dit François Catois pour se voir condamner de passer à la célébration du mariage encommencé entre les parties, aux termes de l'acte cy-joint, parce qu'au cas de refus de la part du dit Catois, il vous plaira également le condamner aux inthérêts du suppliant et de sa dite fille, en une somme de cinq cents livres, le tout aux dépens et vous faire justice.

Présentée à Sées par les suppliants qui ont nommé M^e Robert Loison pour leur procureur.

Ce que luy Gauthier a marqué, disant ne sçavoir signer. Ce
15 juillet 1746.

Permis d'assigner pour notre prochaine audience. A Sées, le 17
juillet 1746.

Gautier, désireux d'en finir promptement, avait sollicité l'examen de ses réclamations à la première audience. On se conforma à son désir. Le 17 juillet, après avoir reçu les explications et les plaintes des deux parties, l'officiel demanda de nouveaux renseignements, prescrivit une enquête dont il chargea le curé de Joué-du-Bois et conseilla un accord.

M^e Lysieux négocia l'accord, non sans de nombreuses difficultés. Le poste de sacristain, occupé par le père du jeune homme, faisait ombrage ; les parents de la jeune fille croyaient difficilement à l'impartialité de l'arbitre, aussi rien n'aboutissait. Cependant après quatre mois, le 27 novembre, les parties en litige signèrent la transaction suivante :

Nous soussigné, François-Henri Catois, fils de Henri et de Marguerite Simon, et Anne Gautier, fille d'Étienne et d'Anne Daboust, tous de la paroisse de Joué-du-Bois, rompons gré à gré le contract de mariage passé entre nous par devant monsieur Baignard, notaire à Carrouges, promettons en la présence de M^e Jean Lysieux, prêtre,

curé de la paroisse, et de Jean Radigne qui ont bien voulu avec nous signer le présent, comme nous nous quittons d'un commun accord et qu'un chacun de nous pourra prendre son établissement quand il le jugera à propos sans que nous puissions y mettre empêchement en aucune manière que ce puisse être, nous regardant comme si nous n'avions jamais contracté ensemble, cependant moy dite Anne Gautier, je réserve mon père à se faire payer à l'entier *l'obligation* que Henry Catois lui a faite.

Fait double sous nos seings, ce vingt-sept de novembre mil sept cent quarante-six.

Suivent les signatures (1).

Quand l'officialité ne pouvait juger elle-même, il lui restait un moyen de s'intéresser au sort des malheureux. Les monitoires, qui n'existent plus à notre époque, étaient assez communs autrefois. L'Évêque les faisait fulminer par son official. Le curé les publiait trois fois au prône de sa messe paroissiale et les fidèles étaient ainsi contraints par des menaces *sévères* et quelquefois par celle de l'excommunication de déclarer ce qu'ils savaient sur un crime ou un fait quelconque.

Les monitoires se faisaient avec l'assentiment du gouvernement. Dans l'esprit de la loi, les malfaiteurs ne devaient jamais être couverts par le silence des honnêtes gens. L'Église, guidée par les mêmes sentiments, parla volontiers dans ce sens. A ses yeux, c'était un cas de conscience de dévoiler un criminel.

Au XVIII^e siècle, on alla jusqu'à menacer de l'excommunication ceux qui ne dénonçaient pas les fraudeurs du fisc. C'était d'une rigueur excessive.

Ordinairement on obtenait de bons résultats sans avoir besoin d'être aussi rigoureux et, par suite d'un monitoire, des témoins venaient apporter leur témoignage sans assignation préalable. Lorsque en 1777, la veuve Coupry de la Safarière (2) eut besoin de témoins dans une affaire qu'elle intenta à un incommode voisin qui l'avait battue, personne ne se présenta d'abord. La veuve s'en plaignit à l'officialité; l'abbé de Saint-Martin, sur l'ordre de l'Évêque, fit trois publications du monitoire épiscopal et la vérité se trouva mise au jour (3).

(1) Archives de l'Évêché; papiers famille Catois et archives de la fabrique.

(2) Village de Joué-du-Bois.

(3) Les vieux rituels contiennent des formulaires de monitoirès et querimonie.

II. LES GAGES-PLEIGES. — Les vassaux et le suzerain n'allaient pas toujours d'accord. Les difficultés qui s'élevèrent à Joué-du-Bois à propos du curage des douves, du moulin banal et de plusieurs droits seigneuriaux furent plaidées à la haute justice et à Falaise. Quand il s'agissait de régler, par de nouveaux aveux, les redevances et corvées, les tenanciers se rendaient aux gages-pleiges de leur seigneur.

Le seigneur était autorisé, par la loi, à tenir ses gages-pleiges chaque année au cours du mois de juillet, mais fréquemment, sans convocation nouvelle, par une entente tacite, les rentes et redevances étaient servies sans qu'il y eût besoin de ces solennelles assises. En effet, les aveux qui constituaient le principal dossier du suzerain, lui mettaient en main les moyens d'exiger de tous ceux qui dépendaient de lui les rentes et redevances diverses auxquelles il avait droit.

Les manants, rangés autour de la motte où siégeait le sénéchal, assisté du prévôt et d'un secrétaire, acceptaient ordinairement sans murmure les décisions portées. Si parfois elles leur paraissaient exagérées ou injustes, ils ne manquaient pas d'y faire opposition, d'abord par des explications polies et, au besoin, en réclamant l'intervention de la justice. Alors les gages-pleiges ne pouvaient plus avoir de compétence ; il aurait été immoral que le seigneur fût juge et partie dans les questions d'intérêt le concernant.

III. JUSTICE ADMINISTRATIVE. — La commune de Joué-du-Bois dut aller par devant l'Intendant ou l'un de ses subdélégués, toutes les fois qu'elle voulut contester la noblesse des Matrop et des autres petits nobles de la localité. C'est là qu'elle députa ses procureurs (1), envoya ses suppliques et ses réclamations.

Les particuliers agissaient de la même manière quand ils avaient à se plaindre de l'assiette et de la collecte des impôts, des syndics ou d'un autre fonctionnaire. Nous en avons incidemment donné quelques exemples.

Au XVIII^e siècle, la réparation du pignon de l'église et

(1) Le mardi 20 avril 1700, « on permit au procureur Gatien Lysieux de rester à Alençon autant de jours que besoin sera pour poursuivre le dit procès jusqu'à sentence définitive... qu'on aurait agréable ce qu'il ferait et qu'on le rembourserait des mises qu'il conviendra faire » (délibérés).

les difficultés qui s'élevèrent entre M^e Lysieux et les notables à propos de la reconstruction du presbytère (1744) furent plaidées devant le subdélégué. La grave affaire du syndic Jean Gautier passa par la même filière.

IV. VICOMTÉ. — Joué-du-Bois releva assez longtemps de la vicomté de Briouze. Là siégea, pendant des siècles peut-être, le tribunal où il fallait commencer les petits procès. En 1555, Guillobert de Fontenay, seigneur du Belle, y comparut pour y régler des affaires pendantes entre lui et le nouveau curé de Joué-du-Bois, Jean Guillochin.

Mais ce cas du seigneur du Belle paraît assez isolé. Les plaideurs prenaient ordinairement le chemin de Falaise. Et pourtant Falaise était si loin !

Malgré son ordonnance sur la chicane, Louis XIV eut pitié de ses chers Normands ; il créa, en la vicomté de Briouze un siège de police (1699) et, trois ans plus tard, il érigea les hautes justices de Joué-du-Bois (1702), du Mesnil, séante à Briouze, de la Ferté-Macé, Rasnes, Carrouges, la Motte-Fouquet, les Yveteaux, Durcet, Sainte-Honorine et Saint-Brice, paroisses situées dans les enclaves de la vicomté (1).

V. — L'érection d'une *haute-justice* à Joué-du-Bois fut accueillie avec faveur. Le seigneur du Belle devint haut-justicier. Ses héritiers conservèrent la place jusqu'aux jours de la Révolution.

Cette charge devait produire quelque chose au trésor de l'État ; mais une partie des bénéfices restait certainement au haut-justicier et aux divers employés du petit tribunal. Le même seigneur avait l'honneur insigne de nommer le bailli, les juges et le procureur fiscal ; par contre, il lui incombait de fournir et d'entretenir l'audience et la prison 2.

(1) Bibliographie du canton de Briouze.

(2) L'audience et la prison furent établies dans les maisons anglaises situées au bourg, en face la grille du logis. Le corps de garde et la prison occupaient la boutique et la boulangerie ; l'audience se tenait à côté dans la grande maison qui a perdu ses portes rondes vers 1860. Les du Bois-Tesselin la vendirent, en 1792, à Étienne Orvain, chirurgien et mari d'Henriette d'Ardenne, de la paroisse de Bais (Mayenne).

Le choix du bailli était chose assez délicate : il fallait en cela se conformer aux lois et règlements. Le candidat devait présenter son diplôme d'avocat (1) et plusieurs certificats capables d'édifier la religion du haut-justicier. Parmi les nominations que nous avons retrouvées, celle de Fr.-Côme-Damien du Bois-Tesselin à la haute justice de Rânes nous a paru la plus intéressante. Nous la plaçons sous les yeux du lecteur.

Nous Charles-Louis d'Argouges, chevalier, marquis de Rânes, baron d'Annebecq, seigneur de Montreuil, Faverolle... haut-justicier du marquisat de Rânes, maréchal des camps et armées du roy, sçavoir faisons que sur le bon et louable *rapport* qui nous a été fait de la personne de messire François-Côme-Damien Dubois, chevalier du Bois-Tesselin, *avocat* au Parlement, bailly de Saint-Brice et Joué-du-Bois et de ses prudence, capacité et expérience au fait de pratique, de bonne vie et mœurs, faisant profession de la religion catholique, apostolique et romaine, nous l'avons par ces présentes commis et commettons à la charge de bailly, juge civil et criminel et de police de notre haute-justice du marquisat de Rânes, pour en jouir pendant sa vie aux honneurs, dignités, autorités, prérogatives, exemptions, fruits, revenus, prééminence et préséance attachés au dit office, et tout ainsi qu'en ont joui ou dû jouir les précédents pourvus de ces offices, aux charges par lui de se comporter dans son exercice suivant les arrêts et règlements, sans y commettre aucune prévarication, de se faire recevoir et installer à ses frais et de ne pouvoir exiger de vacation ni aucuns droits dans les affaires qui nous concerneront privativement ou tomberont à notre charge, en foy de quoi nous avons fait apposer à la présente le sceau de nos armes en cire noire.

Donné à notre château de Rânes, ce dix février mil sept cent quatre-vingt-sept.

Le Marquis de Rânes.

La présente commission enregistrée ès registres du greffe du bailliage de Falaise en exécution de l'acte de réception du sieur du Bois-Tesselin aux fonctions de bailly de la haute justice. 28 février 1787.

Suivent les signatures.

Une seule place de bailli eût été une maigre sinécure. Aussi la plupart de nos avocats ambitionnèrent l'honneur d'en posséder plusieurs.

Le 9 octobre 1771, Fr.-Côme du Bois-Tesselin obtint la charge

(1) Celui de Fr.-Côme-Damien du Bois-Tesselin portait la date du 11 avril 1759. Au bas du texte latin étaient les signatures du doyen de l'Université de Caen et de trois de ses professeurs.

de procureur fiscal de la haute justice de la Motte-Fouquet (1). Peu après, Daniel-David de Montpinçon, chevalier, baron de Lougé, le proposa à Pierre Dubourg, sieur du Boullay, conseiller du roi et lieutenant particulier civil et criminel au bailliage de Falaise, comme un sujet capable de tenir sa haute justice de Saint-Brice. Le seigneur du Boullay se laissa persuader et Fr.-Côme du Bois fut institué le mercredi 17 avril 1776. En 1781, à la mort de M^r Quéru, bailli de la haute-justice de Joué-du-Bois, J.-Constantin du Bois-Tesselin, seigneur du Belle et haut-justicier, le nomma à cette fonction. Deux ans plus tard, un conseiller du Roi à la Cour de Rouen, agissant à cause de la minorité du Comte de Briouze, le nomma procureur fiscal de la haute-justice de Briouze, le 24 février 1783.

L'heureux avocat, titulaire de ses trois places de bailli et de ses deux charges de procureur fiscal, sénéchal de toutes les terres de la seigneurie de Rânes (2), pouvait se croire en mesure de nourrir et de faire instruire ses nombreux enfants, lorsque la Révolution vint briser ses sièges de juge, anéantir ses charges lucratives et le jeter lui et sa famille sur le chemin de l'exil.

Le premier bailli de notre haute-justice avait été Charles Poullain de Beauchêne, avocat au Parlement. Il exerça cette charge pendant environ quinze ans. Nous avons souvent eu l'occasion de citer son nom. Son successeur fut Jacques Châbles, sieur de la Moisandière, écuyer, conseiller du roi et vicomte de Briouze. Il exerça certainement de 1721 à 1729. Les actes de procédure en font foi. Après lui, de 1729 à 1752, nous avons une lacune dans nos renseignements. Louis-Fr. Quéru, sieur de la Garenne et avocat en Parlement, ne fut pourvu de la charge de bailli qu'en 1752 (3). Il en exerça les fonctions jusqu'à sa mort

(1) Sa nomination fut signée, non à la Motte, par le comte de Falconer, mais au château de Courtomer, par Anthoine-Léon-Pierre de Saint-Simon, chevalier, seigneur et marquis de Courtomer, seigneur haut-justicier de Gasprée, la Motte-Fouquet et autres lieux.

(2) En 1720, J. Châbles, bailli de la haute-justice, devint sénéchal de Joué. En 1750, Quéru, bailli de la haute-justice, était en même temps sénéchal du Belle.

(3) Procès Roussel, condamné à 50 livres pour avoir continué de cueillir des fruits malgré la clameur de haro.

Haro. — Toute personne lésée gravement dans ses droits pouvait jeter la clameur de haro, et tous ceux qui l'entendaient devaient sous peine d'amende venir lui prêter main-forte (Cout. de Norm.).

arrivée en 1781 (1). C'est alors que Fr.-Côme du Bois-Tesselin put obtenir la place qu'il convoitait depuis longtemps (2).

Les audiences se tenaient le vendredi. Leur ordre du jour était souvent très chargé. Les plaidoiries sans fin des avocats prolongeaient la moindre affaire d'une manière démesurée. De nos jours, les plus gros débats présentés à nos justices de paix se règlent rapidement. Alors les exposés des avocats étant interminables, les procès s'éternisaient (3). Nous avons trouvé partout d'énormes liasses relatives aux procédures anciennes. Le procès Roussel, auquel nous avons fait allusion plus haut, dura plus de deux années. Celui qu'intenta Challemel-Lacour, notaire royal à la Ferté-Macé contre Fr.-Robichon du Mesnil de Joué-du-Bois, se prolongea pendant près de dix ans. Le dossier de cette affaire remplissait une malle ordinaire. Aussi toute la contrée était remplie d'avocats (4).

Les huissiers pullulaient également. Leur rôle à la haute-justice de Joué-du-Bois fut relativement très important. Nous avons retrouvé de tous côtés des paquets d'assignations (5).

La place de greffier paraît unique ; elle fut longtemps tenue

(1) Quéru était originaire de la Ferté-Macé. Un membre de cette famille a été maire de cette ville en la première moitié du siècle.

(2) Depuis son mariage avec Marie Thuault de Vauloger, Fr.-Côme du Bois avait fixé son domicile au bourg de Beauvain.

(3) Procès Michel Toulain contre Guérin-Raitière. Chacune des réponses contient de 30 à 50 pages. Les liasses du procès de la veuve Couptry sont un peu moins considérables.

(4) Avocats : Fr. Leménager (1715) ; Thomas Goujon (id.) ; de Récalde (1728) ; le sieur de la Trigalle (1750) ; Esnaux (1752) ; Ledonné de la Corderie (1765) ; Lemeunier de la Raillière (1765) ; Lemeunier de la Gérardière (1783) ; Chesnel de la Rozière (1760-80) ; Ledoyender (1781) ; Quéru de la Mouche-tière (1785) ; René Dupont de la Chennevière (id.) ; Vains de la Pigeon-nière....

Lemeunier de la Gérardière était en même temps bailli de la haute-justice de la Motte-Fouquet ; son frère, Guillaume de la Raillière, avait eu la même charge en 1773 ; Chesnel de la Rozière fut juge suppléant le bailli le 20 novembre 1784.

(5) Parmi les huissiers, nous avons relevé les noms de J.-D. Chesnel, huissier à cheval au Châtelet de Paris (1765-85) ; Nicolas Jarry, huissier royal particulièrement aux eaux et forêts à Domfront (1775) ; Pichard (1771-87) ; Niaux de la Ferté Coursière de Rânes (même époque) et Gilles-Fr. Sénéchal, archer-garde de la connétablie et maréchaussée de France pour le siège de..... reçu au bailliage de Falaise et au siège général de la table de marbre du palais à Paris exploitant pour tout le royaume, demeurant à Carrouges.

par Pichon de Carrouges qui était en même temps huissier royal au grenier à sel d'Alençon (1787). Chesnel, en 1770, et Claude du Bisson en 1730 avaient été ses prédécesseurs.

La charge de procureur fiscal était vénale. Elle fut achetée en 1750 par Guillaume Gautier, sieur du Haut-Désert (1); en 1773, par Guérin-Raitière. Le procureur fiscal encaissait les amendes et autres frais de justice, payait la nourriture des prisonniers incarcérés à Carrouges (2) ou ailleurs, donnait une quote-part au haut-justicier, au bailli et autres fonctionnaires et retenait le reste à son profit.

Bien que juge civil et criminel, le bailli de la haute justice n'avait pas de pouvoirs illimités. Les assassins et autres grands coupables ne comparaissaient pas à sa barre. Il ne pouvait pas présider l'audience lorsque sa personne ou ses intérêts se trouvaient quelque peu mêlés aux difficultés à résoudre. Fr. Robichon eut soin de le faire remarquer en 1787, quand il vint plaider contre Thomas Lenoir qui voulait le contraindre à la banalité du moulin de la Chaux (3).

La haute-justice de la Ferté-Macé fut momentanément supprimée en 1785 (4). Peu après, le système judiciaire fut reconstitué sur un nouveau plan et, depuis un siècle, on a si bien oublié notre défunte haute-justice que beaucoup ne savent même plus où elle tenait ses audiences. Le souvenir du pilori où l'on affichait des sentences peu agréables a seul surnagé.

VI. BAILLIAGE DE FALAISE. — De la haute-justice, les affaires non réglées passaient au bailliage de Falaise qui relevait lui-même du bailliage de Caen. C'est à Falaise que la commune députa ses nombreux procureurs.

Les particuliers n'étaient pas moins acharnés que la commune à prolonger les procès. Un voyage à Falaise ne faisait trembler personne. Après l'établissement de la haute-justice, on ne se contenta presque jamais des décisions du petit bailli de Joué-

(1) Village de Joué-du-Bois.

(2) Nous en avons trouvé plusieurs comptes.

(3) Le tribunal, réglant les questions des eaux et forêts, était établi à Domfront. De Récalde y plaida contre M^{re} d'Amanville.

(4) Fr. Clôme-Damien du Bois-Tesselin fut chargé par cinq de ses confrères d'aller à Rouen plaider la cause de la haute-justice de la Ferté-Macé. La supplique qui lui fut remise est très documentée.

du-Bois : on en voulait voir plus long. La vieille habitude, jointe à la haute renommée des juges du tribunal, engageaient les parties intéressées à réclamer volontiers le secours des avocats et des gens de loi.

L'amateur de paperasses qui sera notre continuateur dans cent ans aura probablement de grands étonnements quand il étudiera le xix^e siècle. Ne trouvant dans les petits chartriers des familles ni ces longues consultations d'avocats, ni ces plaidoyers sans fin, ni ces rapports circonstanciés qui forment les volumineux dossiers des litiges du xviii^e, ne sera-t-il pas tenté de croire que la Révolution a bel et bien enterré la chicane ? Les mœurs ont simplement changé ; les avocats ne donnent plus de plaidoyers écrits et, à nos justices de paix, les débats se passent en famille sans le concours ordinaire des gens de loi qui pullulaient à nos hautes justices.

VII. PARLEMENT. — De Falaise à Rouen, la distance était longue et le parcours difficile. Malgré tout, des plaideurs courageux ne s'en effrayèrent pas et continuèrent jusque-là des procès qu'ils avaient déjà soutenus et perdus au premier tribunal.

CHAPITRE VI. — SERVICE MILITAIRE

Sommaire : I. OBLIGATIONS DES PAROISSES : garnisons, nomination des miliciens, leur équipement. — II. OBLIGATIONS DES JEUNES ROTURIERS : taxe, tirage, révision, soldat provincial.

I. OBLIGATIONS DES PAROISSES. — La noblesse fournissait à l'armée des officiers instruits et distingués. L'élite de ses membres qui servaient dans le rang faisaient partie de la maison du roi, avec le privilège, comme à Fontenoy, de donner dans les moments les plus périlleux.

Mais les officiers ne sont pas tout pour un régiment. Il faut en remplir les cadres d'hommes vigoureux, pourvoir à leur équipement et à l'ensemble de leurs besoins. Sur les conseils de son ministre Louvois, Louis XIV s'adressa aux quarante mille paroisses de son royaume. Nous allons examiner ce qu'il exigea de Joué-du-Bois par rapport aux garnisons, aux miliciens et à leur fourniment :

1° *Garnisons*. — L'armée tenait ses garnisons ordinaires dans les forteresses des grandes villes et sur les frontières. Il lui arrivait nécessairement de changer ses campements, mais le soldat, en passant par les villes et les campagnes, ne devait ni marauder, ni vivre aux frais des particuliers : c'était l'ensemble des habitants d'une paroisse qui avait le devoir de subvenir à toutes les dépenses. Ceux-ci ne s'exécutaient pas toujours de bonne grâce. L'an 1646, à Joué-du-Bois, ils firent opposition aux exigences de J. Robichon. Il en résulta un procès et le 30 décembre « le général se réunit en forme de commun pour éviter aux frais du procès intenté par J. Robichon et sept autres habitants pour la dépense des gens de guerre qui avaient logé en la dite paroisse ».

Les paroissiens consentirent qu'il fût levé la somme dépensée par les gens de guerre, pour être la dite somme répartie au devis des mémoires qui seront représentés. Le total des parties intéressées n'avait pas été accepté, il dut subir un nouveau et minutieux contrôle.

En 1665, ce ne furent pas seulement quelques soldats isolés qui pénétrèrent dans la bourgade de Joué-du-Bois, mais bien huit compagnies du régiment de Picardie : l'hiver n'arrêtait pas cette troupe considérable (1). Les chefs, sachant leur étape journalière accomplie, montrèrent à M. le Curé un ordre qui les autorisait à séjourner dans la paroisse. La distribution des compagnies, organisée par M. le Curé, mit des hommes dans tous les villages. C'était la veille de la Toussaint.

Le départ s'effectua le lendemain, mais, au quart d'heure de Rabalais, plusieurs n'acquittèrent pas leurs dépenses ; se croyant assurés de l'impunité, ils envoyèrent promener les bons paysans de Joué-du-Bois. Ceux-ci, très mortifiés, jurèrent de tirer vengeance de cette injustice. M. le curé Guillaume de la Lande, rédigea, en faveur de ses paroissiens, le délibéré ci-après.

18 juillet. Attestation comme quoi huit compagnies du régiment de Picardie ont logé dans la paroisse la veille de la Toussaint 1665, suivant l'ordre montré à M^r le Curé par les commissaires du régiment comme lesquels paroissiens m'ont déclaré n'avoir reçu aucun denier pour les logements, sauf les ci-après nommés : Cl. Guillouard dit la Rivière, qui m'a dit avoir reçu 60 sols du commandant du dit régiment, Fr. Louin, 100 sols de deux capitaines ; Louis Guillouard, 3 louis 30 sols de deux capitaines ; Michel Herbinère, 30 sols d'un lieutenant.

Lesquels commandants néanmoins ont fait signer aux nommés M. Catois, collecteur de l'année, Cl. Guillouard et Fr. Louin, de force et violence, comme s'ils avaient payé suivant l'ordre du roy ainsi qu'ils ont signé avec nous en mon registre.

Nous ne connaissons pas le résultat de cette protestation indignée.

Ce n'étaient pas toujours des fantassins qui effectuaient leur passage par Joué-du-Bois, on y a vu aussi de la cavalerie. En voici la preuve :

Le dimanche 12 juin 1690, devant nous... les paroissiens de Joué-du-Bois se sont réunis particulièrement pour aller contester

(1) Colbert répara les anciennes routes et en construisit de nouvelles comme l'avait fait Henri IV (1663) (H. MARTIN).

demain à Falaise sur les prétentions de Mr de Guémanche, capitaine des deux cavaliers, qui sont logés en cette paroisse, et parler auparavant Mr de Noirville, subdélégué de Mgr l'Intendant. Pour cet effet ont nommé les personnes de... et se sont obligés de la somme dont ils demeureront d'accord....

Et trois ans plus tard, en 1693 :

Conformément au mandement à eux envoyé, les habitants de Joué-du-Bois firent cueillir la somme de 382 l. pour la solde des cavaliers.

2° *Milicien, sa nomination.* — Pendant le règne de Louis XIV, l'armée eut ses jours d'épreuves. Les guerres heureuses n'en furent pas moins des guerres onéreuses. Il fallut donc imaginer des moyens nouveaux de se procurer des soldats sans trop puiser dans les caisses de l'État. C'est alors qu'une ordonnance (20 novembre 1688), prescrivant une levée de 25.050 hommes pour toute la France, exigea des paroisses un concours spécial et proportionnel à l'importance de chacune. Ce nombre fut tout d'abord réduit à sa plus simple expression : on ne demande à Joué-du-Bois, en 1689, qu'un seul milicien.

Pour le choisir, les habitants se réunirent « *en forme de commun* » et les présents se faisant fort pour les absents, ils dénommèrent la personne de Jacques Levannier fils, de la dite paroisse, afin qu'il satisfasse et fasse les fonctions suivant que l'ordonnance le porte, si bien que les dits paroissiens n'en souffrent aucune perte ni dommage » (1689).

Ainsi ce n'est plus le fief, ce n'est plus le seigneur qui est imposé dans la circonstance, c'est la paroisse ; c'est elle qui choisit, c'est elle qui est responsable devant le roi : par là même, il faut qu'elle examine son milicien et qu'elle le surveille au moins jusqu'à l'arrivée au corps.

Comme sur ce point, les habitants de Joué-du-Bois en étaient à leurs débuts et qu'ils avaient insuffisamment étudié les articles de l'ordonnance de Sa Majesté, ils commirent une grossière erreur. S'en étant aperçu à temps, ils y remédièrent le jour même par le délibéré suivant :

Devant nous Guillaume de Vauclin de la Lande, prêtre, écuyer, sieur du Détroit et curé de Joué-du-Bois, se sont assemblés les paroissiens du dit Joué-du-Bois en forme de commun et de général dont les noms et surnoms s'ensuivent... tous se faisant fort pour les absents afin de satisfaire au contenu de l'ordonnance à eux envoyée

par Sa Majesté qui porte de mettre *un* soldat au régiment de *cavalerie* pour leur *part* ; ont dénommé la personne de Jacques Chauvin fils, Michel dit la Violette au lieu et place de Jacques Levannier, qu'ils ont déchargé après avoir fait *aparoir* l'extrait du baptistère de son an d'âge, afin qu'il satisfasse et fasse les fonctions suivant que la ditte ordonnance le porte, si bien que les dits paroissiens n'en souffriront perte ni dommages (1689, 16 novembre).

J. Levannier n'avait plus ou n'avait pas l'âge voulu. Son vif désir d'entrer dans l'armée lui avait fait déguiser la réalité. Le premier délibéré ayant force de loi, il en fallut un second pour l'annuler et rendre la liberté au milicien manqué.

J. Levannier ne quitta pas son village. J. Chauvin se rendit au régiment. Son séjour y fut bien court : il trouva le métier très dur, les chefs peu commodes, la nourriture pas de son goût et déserta. Mais la paroisse ne fut pas déchargée pour cela. Le 20 février 1689, elle se réunit pour satisfaire au mandement à eux envoyé par Sa Majesté qui est que les dits paroissiens aient à lui fournir un soldat *tout équipé*. Veu aussi que Jacques Levannier a été déchargé, veu son âge et que les dits paroissiens avaient mis à sa place le nommé Jacques Chauvin qui *s'est en allé veu son évasion*. Les dits paroissiens, pour éviter à une amende et pour obéir à l'arrêt, ont dénommé la personne de Mathurin Daliphard, fils Guillaume, que les dits paroissiens équiperont suivant qu'il leur est enjoint, afin que le dit Daliphard les décharge....»

La continuation de la guerre nécessita de nouveaux mandements. Celui du 6 février 1690 exigea un archer et un soldat qui servit dans la compagnie du sieur Mallet, capitaine. En 1694, les miliciens de Joué-du-Bois furent Michel Guillouard et Nicolas Esnult qui « s'obligèrent à servir pour la paroisse si bien et à temps que les paroissiens n'en auront aucune perte ». Le *procureur syndic* fut autorisé à leur verser « 50 livres quand ils seront près de partir ».

L'année suivante (1695), au mois de décembre, soit à cause de la mort ou du renvoi d'un des miliciens, soit parce que le roi avait lancé un nouveau mandement, les habitants de Joué-du-Bois réunis, après avoir conféré entre eux « nommèrent la personne de Mathurin Riault, lequel servira à la décharge de la dite paroisse dans la compagnie du sieur Mallet, capitaine, si bien qu'ils ne souffriront aucun dommage, perte, peine ni intérêts »

3° *Équipement*. — Le soldat requis par le roi et nommé par les paroissiens devait emporter tout son fournement. Voici comment on y procéda le 16 mars 1689 :

Les paroissiens consentirent qu'il fut cueilli sur un chacun d'eux, suivant l'ordre du roi, savoir la somme de 80 livres pour équiper et habiller le soldat de la milice, laquelle somme sera cueillie par les collecteurs de la présente année.

Quatre-vingts livres pour habiller un homme des pieds à la tête ! C'était maigre et toutefois ce fut suffisant.

Le 4 décembre suivant, il y eut réunion nouvelle des paroissiens. Michel Daliphard, le premier procureur syndic dont nous avons rencontré le nom, réclama au commun « par rapport au milicien, quelques nouveaux deniers, non plus à l'occasion de ses vêtements, mais pour payer ses étapes suivant et conformément qu'il est porté par le mandement de Sa Majesté ».

Des soldats ainsi habillés et équipés devaient avoir une singulière tournure !

Les paroissiens agissaient avec la plus grande parcimonie. Ainsi, en 1690, ils accordèrent à Toussaint Chauvin, le soldat de la milice, ce qu'il fallait pour raccommoder son habit et lui procurer chapeau, culotte, souliers, bas et autres choses nécessaires pour le mettre en état de pouvoir marcher suivant l'ordre du roi, lorsqu'il plaira à Sa Majesté » (6 février 1690). Toussaint reçut 15 livres ; dans cette somme « n'est compris ni l'épée ni le fournement qui sera en plus trouvé par eux paroissiens » (6 février).

Le 20 février, les habitants se réunirent de nouveau. Pour 21 livres, ils s'étaient procuré le fournement du soldat de la milice : épée, ceinturon, *bandollière* et une *poire* (pour la poudre).

Les registres présentent-ils ici une lacune ? Le premier soldat, Toussaint Chauvin, était-il déjà parti ou bien s'était-il rencontré des motifs de le remplacer ? Nous ne savons qu'une chose : le fournement dont nous venons de dire le détail fut remis, non à Toussaint Chauvin, mais à Mathurin Daliphard qui avait déjà été milicien.

Au commencement de 1696, les habitants se *congrégèrent* de nouveau ; il n'était pas dans leurs habitudes de régler un grand nombre d'affaires dans une séance. Cette fois, ce fut pour fournir un fusil au soldat de la commune (mars 1696). Le fusil coûta 9 livres que J. Guillochin eut l'obligeance d'avancer « jusqu'à Pâques prochain ».

Le 20 mai suivant, on eut de nouveaux embarras à résoudre.

Les gendarmes du temps avaient été appelés dans la paroisse ; d'un autre côté, un des miliciens avait exigé un fusil premier choix, si nous comparons son prix à celui du précédent. Les paroissiens arrêterent donc « qu'il serait fait la somme de 24 l. 8 s. d'une part et 4 l. 10 s. d'autre part, savoir les 24 l. pour avoir fourni un fusil au milicien ; les autres 4 l. 10 s. pour avoir payé aux archers de la maréchaussée, suivant l'ordre de Mgr l'Intendant et pour le taux du milicien, lesquelles sommes menant à celles de 28 l. 18 s. « pour quoy ils donnent pouvoir à Jullien Chauvin et ses consorts, collecteurs des *ustancilles* (1), d'asseoir la dite somme sur les dits paroissiens ».

III. OBLIGATIONS DES JEUNES GENS : taxe, tirage, révision, soldat provincial. — Autrefois la jeunesse jouissait, au point de vue militaire, d'un privilège que nos Normands modernes se laisseraient volontiers imposer. On racolait, pour en faire des soldats, des désœuvrés aux yeux desquels, après boire, on faisait miroiter le noble métier des armes (2). Les autres restaient au foyer paternel.

Au XVII^e siècle, l'on vit cependant beaucoup de fils de fermiers et de riches bourgeois qui s'engagèrent pour être exempts de la taille, mais ordinairement, ajoute Henri Martin, ils avaient l'arrière-pensée de se faire renvoyer au plus tôt (3).

La milice instituée en 1688 ne fut primitivement qu'un service de volontaires. Les jeunes garçons n'eurent tout d'abord que des charges absolument légères.

1^o Taxe. — En 1694, au moment du départ, à cause de réclamations présentées par les miliciens, il y eut réunion des habitants au presbytère, non un dimanche ni un jour de fête comme on avait coutume de le faire, mais un jour non férié. Ce jour-là, en vertu de conventions ou plutôt d'ordonnances nouvelles, il fut arrêté « qu'il serait payé à *chacun* d'eux, par les *garçons* de la dite paroisse, 50 l. et 60 s. à Michel Guillouard pour raccommo-der son fusil. Desquelles sommes, il sera dressé un roole. Et les

(1) Voir ce que nous avons dit au chap. : Impôts secondaires. — On leva des impôts presque réguliers pour les *ustancilles* et fourrages de la troupe. On en leva aussi pour le port de la Rochelle.

(2) Chanson de Vadé.

(3) Histoire de France.

miliciens seront déroolés de la taille ». En 1695, le fourniment entier fut à la charge des jeunes gens (4).

En 1725, la milice commença à se lever d'une manière plus régulière, et parce qu'on n'ambitionnait plus guère l'honneur ou le profit d'en faire partie, le syndic eut la charge de dresser la liste des jeunes garçons ayant l'âge indiqué par les règlements.

2° *Tirage*. — Vers 1730, le tirage pour la paroisse de Taillebois eut lieu au château des Yveteaux, chez M. de la Fresnaye, subdélégué de l'intendant (2). Où eut-il lieu pour Joué-du-Bois ? Nous l'ignorons. Mais, comme à Taillebois, le tirage avait lieu sur une liste dressée par le syndic. Nous avons retrouvé celle de 1758 (3).

3° *Révision*. — La grande liberté dont jouissaient les paroisses dans le choix des miliciens n'empêchait pas le gouvernement de prendre ses précautions ; il ne pouvait se fier à la science chirurgicale de nos paysans. Il eut été fort désavantageux pour tous de n'avoir au régiment que des hommes incapables et peu robustes.

Les règlements militaires eurent la sagesse de prévoir ces désagréments, et chaque nouveau soldat eut l'obligation d'être présenté, par le procureur syndic, à la visite d'un homme spécial en résidence dans les Élections : c'était le début des conseils de révision. Existaient-ils depuis longtemps ? C'est possible. Le dé-

(1) Délibérés.

(2) Essai sur le Tiers-État rural, ou les Paysans de Basse-Normandie au XVIII^e siècle. Thèse présentée et soutenue par le Père Bernier, docteur ès-lettres de l'institution Sainte-Marie de Tinchebray devant la faculté de Caen.

(3) État des garçons de la paroisse de Joué-du-Bois pour la milice de l'année mil sept cent cinquante-huit.

Pierre Lemeunier, propriétaire ; Jean-Jacques Lemeunier, propriétaire ; Michel Guillochin, propriétaire ; Jean Esnult, propriétaire ; Marin Esnult, propriétaire ; Jean Coupri, fermier ; Jean Mançon, propriétaire ; François Catois, propriétaire ; Jean Catois, fermier ; François Guillochin, fermier ; Michel Guillouard, fermier ; Louis Guillouard, propriétaire ; Michel Guillochin, propriétaire ; Thomas Mançon, propriétaire ; François Mançon, propriétaire ; Jacques Dalifard, propriétaire ; Mathieu Guillouard, propriétaire ; Jean Cullier, domestique ; François Sintellier, propriétaire ; Marin Bocher, fermier ; François Bocher, fermier ; Jean Boul, domestique ; Guillaume Mançon, propriétaire ; Charles Vimont, propriétaire ; Jacques Broust, fermier ; Germain Broust, fermier ; Jean Gautier, fermier.

27 garçons, dont 16 sont dits propriétaires, neuf fermiers et 2 domestiques, tel était le bilan de l'année 1758. Joué-du-Bois ne se ressemble plus.

libéré du 24 février 1693 est le premier document qui nous ait fait découvrir leur établissement. Nous plaçons ici le délibéré qui nous apporte sur ce point et plusieurs autres des renseignements précieux :

24 février 1693. Les habitants de Joué-du-Bois se réunirent pour asseoir et cueillir les sommes ci-après dénoncées sur un chacun d'eux au marc la livre : pour avoir conduit et *mené par devant* Mgr l'Intendant et commissaires des miliciens pour être reçus à la décharge de la dite paroisse, 11 l. 7 s. ; plus pour la dépense de la garnison et argent baillé en conséquence 14 l. 1 s., plus pour les deux fusils et épées et ceinturons, 32 l. ; plus pour avoir mené le milicien par les trésoriers *en revue* à Argentan, suivant l'ordre de Mgr, 64 s., toutes lesquelles sommes revenant en celle de 60 l. 11 sols.

Il y eut plus tard une subdélégation militaire à la Ferté-Macé.

4° *Soldat provincial*. — A côté du milicien, il y eut, à la fin du XVIII^e siècle, un autre genre de soldat. L'ordonnance du 1^{er} décembre 1774 nous le fait connaître. Nous donnons ici les articles 11 et 12 du titre X.

Le soldat provincial qui aura achevé son service (1) jouira de l'exemption de la taille pendant un an, à compter de l'année prochaine : s'il se marie dans le cours de la dite année, il aura ce privilège pendant deux années de plus : laquelle exemption aura lieu, tant pour la taille industrielle que personnelle, pour ses biens propres ou pour ceux qui lui viendront du chef de la femme.

Dans le cas où il prendrait pour le dit temps des fermes ou exploitations étrangères, il jouira pendant une année de plus de l'exemption de taille, ainsi qu'il est expliqué ci-dessus.

S'il demeure dans une ville tarifée, il jouira pendant le dit temps de l'exemption des droits de tarif qui tiennent lieu de la taille.

Enjoignons aux collecteurs et habitants de faire jouir le dit soldat des exemptions qui lui sont accordées, à peine de répondre, en leur propre et privé nom, des impositions auxquelles ils l'assujettiraient ; à l'effet de quoi, le dit soldat sera tenu de représenter le présent certificat dans un mois de ce jour, tant au syndic qu'aux collecteurs, pour être par eux visé et enregistré gratis et, faute par lui d'y avoir satisfait, il sera privé des exemptions ci-dessus. Fait à Alençon, le 15 janvier 1788.

Signé : JULLIEN, intendant.

Congé de Nicolas Hubert, soldat du sort de la levée 1782, servant pour la paroisse de Rânes.

(1) Six années.

Lorsqu'un malheur arrivait aux parents du soldat, le procureur fiscal avait la mission de prendre ses intérêts. La pièce suivante le dit positivement :

Je soussigné, Michel Gérard, caporal au régiment de Guienne, reconnais que le procureur fiscal de la haute-justice de Joué-du-Bois m'a remis les clefs mentionnées dans le répertoire faits après la mort de mon père, ainsi que les meubles déposés chez Guillaume Retout, lesquels je tiens quittes.

7 juin 1776.

CHAPITRE VII. — VIE DOMESTIQUE

Sommaire : I. HABITATION. — II. COSTUME, REPAS. — III. FOIRES ET MARCHÉS. — IV. ÉTAT DES PERSONNES.

I. HABITATION. — Au village de la Vallée, sur le bord de l'ancien chemin de la Ferté-Macé à Carrouges, se voit un modeste rez-de-chaussée couvert de chaume et présentement inhabité. L'amateur y remarque une gracieuse fenêtre aux moulures renaissance, des pierres chanfreinées et un débris de linteau du xv^e siècle.

A l'intérieur, l'unique salle renfermait naguère encore, à côté d'une vaste cheminée à jambages, corbeaux et manteau travaillés suivant le genre de l'époque, un modeste lit de chêne avec ses quenouilles à huit pans, son ciel colossal et ses rideaux de serge bleue. Plus loin, à la file, étaient rangés une armoire aux nervures saillantes et aux panneaux irréguliers (1) et enfin le vieux bahut de la grand'mère avec ses plissés, ses sculptures savamment fouillées et sa serrure monumentale.

Cette demeure, berceau commun des deux familles Guillaouard de Brais et la Vallée qui ont fourni des prêtres à l'Église, des avocats au barreau et des chirurgiens à la contrée, parut insuffisante à ceux que le commerce ou les situations libérales avaient enrichis. La construction nouvelle possède plus de confortable, mais les détails n'ont été exécutés, ni avec le même goût, ni avec le même fini.

(1) Au Mont-Pelé, à la Heurteventière, à la Fétisière, on trouve encore des meubles de cette époque.

Les villages de Joué-du-Bois ont encore un certain nombre de vieilles habitations de l'époque dite anglaise (1). Les communs de la ferme de la Heurteventière ont des portes cintrées. Les appuis des deux vieilles maisons de la Fontenelle sont tourmentés de moulures ; deux linteaux sont chargés de haches d'armes et de lis couronnés. Aux Rochers, l'écusson est dominé par la croix. Au bourg, on a grossièrement représenté sur le granit une pièce d'eau avec le ruisseau par lequel elle semble se déverser. A la Conillère et un peu partout, nous avons rencontré des accolades et des chanfreins, des grillages en forme de treillis et des corbeaux de cheminées très variés. Au Haut-Désert, avec plusieurs débris, nous avons reconstitué les larges et belles fenêtres à meneaux du logis brûlé au siècle dernier.

Les deux maisons qui ont présentement le plus d'intérêt sont sises, l'une à la Frélonnière et l'autre au Mesnil. La Frélonnière appartient aux Gérard ; le Ménil, à la famille Robichon.

A la Frélonnière, la maçonnerie est en grand appareil ; l'entablement riche, les rangées de solives bien polies et la cheminée superbe. *L'en-bas* comprenait trois salles avec vestibule ; *l'en-haut*, une seule chambre.

Le Ménil, plus important et plus ancien comme l'indiquent son genre de maçonnerie, ses pleins cintres et ses ogives, est très curieux sous tous les rapports. Les personnages qui l'ont habité en font, pour notre pays, une véritable maison historique, rappelant les noms de deux chanoines, de plusieurs avocats (2) et ceux des Challemel-Rocoux et Lacour.

L'ouvrier était moins largement logé que le propriétaire. Ce qui suffit aux pauvres, il y a trois cents ans, leur suffit encore dans la plupart de nos hameaux. Mais si beaucoup n'ont pas changé le genre de leurs maisons, il n'en a pas été de même du costume, de la nourriture et de beaucoup d'autres usages.

II. COSTUME, NOURRITURE. — Qu'on nous suive un instant chez un cultivateur des anciens temps.

Voici un vénérable vieillard à la taille élevée et aux larges épaules. Ses souliers de gros cuir sont attachés avec de fortes

(1) Nous en avons compté 43.

(2) De Livet, chanoine de Rouen (1572) ; de Livet, chan. de Séez (1789) ; R. de Livet, avocat (1760).

courroies ; une graisse épaisse conserve encore les gouttelettes de la rosée du matin. Ses hautes guêtres blanches sont boutonnées sur le côté. Sa culotte est bouffante ; deux petites ficelles à l'avant, deux autres avec billette à l'arrière la retiennent sur les hanches. La chemise forme tout autour un bourrelet aux formes irrégulières. Le gilet est fermé et protège la gorge de son col monumental. Les deux côtés de la petite veste bleue volent au vent ; le chapeau au large bord est renversé. Un panier au bras gauche, en la main droite un bâton noueux et ferré, avec poignée et lanière complètent l'accoutrement.

Le villageois se hâte ; il a déjà passé plusieurs échaliers. La saison d'été, bien avancée pourtant, n'a pu sécher le vieux chemin.

Il arrive au bourg, fait emplir ses bouteilles de la meilleure eau-de-vie, car il tient à régaler d'un fort coup les jeunes gars qui vont battre son sarrasin. Il absorbe lui-même un bon verre, fait quelques petites commissions et reprend le chemin de son village.

Au milieu de sa course, il s'arrête : « S'il m'avait donné de la drogue, se dit-il tout songeur, c'est tantôt qu'on rirait de moi ». Il ouvre le panier et applique ses lèvres sensuelles au goulot d'une des bouteilles. Aussi quand il apparaît à la barrière de sa cour, son verbe est haut, sa figure animée, toutefois le pas est demeuré ferme.

La Moutonne (c'était sa femme) vaque prestement aux besoins du ménage. Ses sabots sont rouges ; sa robe courte a de voyantes rayures ; son tablier est large ; un mouchoir vert est placé en sautoir sur ses épaules ; une baverette cache sa poitrine ; ses bras musculeux sont presque découverts ; enfin un petit bonnet encadre sa figure énergique.

En déposant les flacons dans sa *maie*, la Moutonne devine ce qui s'est passé ; un regard et un geste expressifs désignent le coupable qui sut calmer sa femme en disant : « Allons, Moutonne, ne te fâche pas ; elle était si bonne ! »

Bientôt la vaste cheminée est remplie d'un brasier ardent ; la broche tourne sous la main d'un gamin qui alterne avec sa jeune sœur ; l'oie traditionnelle rôtit suant sa graisse.

Le soir, il y eut gala chez le père Normand : soupe de bœuf, petite oie, salade et grosse oie, rien ne manqua. On but cidre et

poiré à fortes rasades. Peu après, chacun se mit à vanter ses prouesses, sa force, son habileté et ses coups malins. Le maître de la maison fit le compte des litres d'eau-de-vie qu'il avait absorbés dans ses courses au pays d'Auge et à son domicile avec ses amis. Il en fit trois tonneaux et fut proclamé le héros des héros, le brave des braves. Là-dessus, on prit la goutte, on chanta les chansons et chacun alla goûter les douceurs d'un repos mérité.

Le lendemain matin, jour de vendredi, la Moutonne se leva à la première aurore. Sa toilette était si peu longue ! Ce matin-là peut-être, la prière n'eut pas toutes ses oraisons. Immédiatement on se mit à l'œuvre. Les deux cuisses de l'oie réservées la veille furent plongées dans le pot de graisse recuite et les os grattés pour les rillettes ; la bouillie était cuite que le mari dormait encore. Éveiller son monde, habiller les enfants, faire dire un *Pater* et un *Ave* en passant les boutons fut affaire de quelques minutes.

La famille se range autour du chaudron, cuillers en main. La petite fille, éclairée par l'expérience, souffle prudemment sur chacune des bouchées ; le jeune frère n'oublie pas de visiter le trou au beurre pratiqué au milieu de la bouillie ; le plus âgé empiète sur le gratin de ses voisins.

Le repas dura peu. A midi, Après l'ordre remis dans la cour, tous se retrouvaient en bon appétit. Les galettes que la Moutonne avait fait cuire épaisses sur la *tuile* furent bien accueillies. Au soir (chez la Moutonne les mets étaient variés), le personnel de la maison fit son régal avec des *pouls* lavés (bouillie d'avoine) ; on y avait joint un peu de lait doux pour en corriger l'amertume.

Le samedi, l'ordinaire eut ses nuances légères ; les privilégiés firent rôtir des tranches de bouillie et les mangèrent en guise de poissons ; les autres prirent un morceau de pain de sarrasin et le trempèrent dans le poiré. La galette revint au midi et la bouillie d'avoine au soir.

Les restes de la *petite oie* étaient réservés au dimanche. On y ajouta un morceau de lard et, le soir, comme il vint des amis, on prit au jambon des tranches largement taillées que l'on fit cuire dans le beurre avec des oignons coupés.

Ce fut ainsi chez le père Normand ; c'était de même depuis trois siècles chez tous nos cultivateurs.

III. FOIRES ET MARCHÉS. — Le mercredi suivant, on fit au matin une demi-toilette. La Moutonne mit son tablier rouge et son haut bonnet pointu. Le beurre, façonné la veille, fut placé dans le joli panier d'osier ; les œufs et quelques volailles dans celui que le père avait clissé l'hiver précédent. Cependant, le grand Normand enfourche son bidet et place devant lui les deux paniers attachés ensemble par une forte prolonge. La Moutonne se met en croupe et les voilà partis. Deux heures plus tard, ils étaient à Carrouges. Ce jour-là, l'avoine coûta 20 s. le boisseau, mesure de Carrouges. Le père Pierre s'assure un homme d'août à 16 s. par jour, vend 32 l. un bon tonneau de poiré ; convient de payer son maçon 13 s. la journée et son couvreur 13 s. 6 d. ; commande un tonneau de chaux d'Écouché à raison de 12 l. 1 s. avec 18 s. pour l'éteindre ; l'ardoise lui coûte 14 l. 4 s. le mille avec un surplus de 20 s. pour le transport (1).

De son côté, la Moutonne avait allègrement fait son marché. Après avoir vendu son beurre 6 s. la livre, ses œufs 4 s. la douzaine et ses gélines 8 s. la bête, elle put s'occuper de ses provisions. Une livre de viande lui coûta 3 s. ; pour deux s., elle eut à la criée une tête de brebis et une *courrée* de cochon ; elle put encore acheter un mètre de serge bleue, afin de raccommoder les rideaux de son lit et une petite paire de sabots pour le petit garçon qui avait marché nu-pieds tout l'été (2).

Elle se disposait à partir, lorsque son mari se souvint des commissions de M. le Curé. Il y courut : « les deux sangles pour descendre les morts coûtèrent 6 s., et les signes en laine du Graduel et de l'Antiphonaire, 1 s. 6 d., la façon des cordes des deux cloches fut soldée 25 s., et le beau falot pour porter le Saint-Sacrement, 37 s. 6 d. » (3).

Pierre Normand accourut au plus vite ; il savait que la Moutonne n'était guère patiente et il tenait à ne pas la contrarier. L'on partit tout en raisonnant des affaires.

Après un sommeil réparateur, le vigilant cultivateur se rendit le lendemain avant le jour à la foire de la Ferté. Là il acheta 42 l., à moitié prix de leur valeur, les deux vaches de puissante dame

(1) Prix relevés sur le registre de la fabrique (1648-60).

(2) Registres divers. Archives de la fabrique.

(3) Registres divers. Archives de la fabrique.

Philippe de Moussy-Bariot, dame des Fourneaux, du Champ-de-la-Pierre et patronne de Joué (1) ; 36 l. une cavale rouge et 54 l. une belle pouliche de 3 ans qui sortait aussi des écuries de M^{me} des Fourneaux ; une vache de dîmes lui coûta très peu de chose (3).

La journée avait été bonne ; on put copieusement dîner avec deux amis pour 44 s., aller entendre sur la place du château les saltimbanques de la Saint-Mathieu et arriver à son domicile à la chute du jour.

IV. ÉTAT DES PERSONNES. — A la même époque, le paysan enrichi occupait, entre l'ouvrier agricole ou industriel et le noble, une place intermédiaire. Aîné dans son village, syndic, trésorier ou collecteur dans sa commune, il devint naturellement un personnage considérable. Il rendait service aux vassaux et aux châtelains. Avec un peu de bonne volonté, il se conciliait parfaitement l'affection des *puissnés* qu'il ne tourmentait pas et du seigneur auquel il servait fidèlement les redevances perçues. Sa petite fortune lui permit bientôt d'aspirer aux positions libérales. Il devint chirurgien, bailli de haute-justice, conseiller et procureur du roi, avocat, sergent, procureur fiscal et tabellion. Lorsqu'il n'avait pas de goût pour les bouquins de la jurisprudence et de la médecine, il organisait des tanneries ou faisait quelque commerce.

A Joué-du-Bois, quelques-uns furent les intendants et les gardes des grands seigneurs du pays.

Ce sont ces *bourgeois* ruraux qui tinrent le haut du pavé dès le xvii^e siècle ; ce sont eux qui supplantèrent les petits seigneurs et conduisirent les affaires de la plupart des paroisses. Et précisément parce qu'ils se sentaient quelque chose, ils se mirent partout à singer l'aristocratie. Les noms portés par les ancêtres

(1) Registre des contrats et ventes de Joué-du-Bois (1652).

(2) Les prix indiqués ci-dessus ne sont pas fantaisistes. Nous les avons copiés sur un compte de 1666 et sur des *brefrets* rédigés par un des vicaires de Joué-du-Bois au xvii^e siècle. Vaches et cavales, œufs, beurre et avoine étaient ordinairement achetés ou livrés à Carrouges et à la Ferté. Toutefois une partie des animaux dont nous précisons les prix furent vendus dans des conditions à part puisque de leur vente on a dressé des procès-verbaux qui nous sont restés.

Les noms mis en avant ne sont même pas supposés.

leur parurent manquer de sonorité et de distinction : on s'empressa d'y ajouter ceux d'un hameau ou d'un coin de terre quelconque et l'on devint M. du Haut-Désert, M. de Gourbe, M. la Vallée, M. Raitière, M. de Livet et M. Rocoux. On n'en finirait pas s'il fallait mettre en ligne tous les noms que nous avons relevés.

L'ouvrier, qui n'était plus serf depuis Louis XI, avait la facilité de gagner sa vie. Il y avait tant à faire aux forges, aux tanneries, dans les bois et à la culture que les bras manquaient ordinairement. Nous avons maintes fois constaté la multiplicité et la variété des métiers : maréchaux, charrons, cordonniers, cloutiers, tisseurs, filotiers, boulangers, épiciers, maçons, couvreurs, charpentiers, bouchers, bûcherons et autres exerçaient dans la paroisse (1675). Allaient-ils souvent absorber leurs bénéfices chez J. Blot, cet illustre hôtelier qui portait le lys sur son enseigne ? Nous ne le supposons pas.

Les femmes travaillaient aux champs et dans leur ménage, filaient le chanvre et la laine, tricotaient leurs bas et lavaient les lessives. Parmi les jeunes filles, on trouvait couturières, journalières et servantes.

A côté de tout ce monde occupé, voyait-on des désœuvrés, des fainéants, des indécents et toute cette tourbe déguenillée qui est et sera toujours la plaie de la société ? Hélas ! oui ; les pauvres ou des gens regardés comme tels, dès cette époque, allaient par bandes solliciter la charité publique ; les fermes réputées charitables en abritaient souvent une vingtaine auxquels on donnait la soupe et le couvert (1).

Cette constitution de la vie intime n'a rien qui puisse surprendre les personnes un peu âgées. N'ont-elles pas vu s'opérer les changements qui nous ont rendus différents de nos pères ? Qui, parmi les vieux, ne se rappelle les costumes antiques, les grands bonnets, les mouchoirs aux couleurs variées, les tabliers rouges, les robes de Saint-Lô, les guêtres, la culotte courte et le petit veston ? Qui ne se souvient du repas frugal, des bahuts et des lits à quenouilles qui composaient l'ameublement ?

La société que nous avons connue dans notre enfance, sem-

(1) La fondation de charité de Josselin Le Verrier rendit aux pauvres d'importants et utiles services.

blable à la société ancienne, était pleine de gaieté et d'entrain. L'on vidait les maisons pour assister aux jeux du carnaval ou de la soule; les jeunes *gars* et les jeunes filles prenaient, sous les yeux de leurs parents, les plus joyeux ébats. L'on partait à la Guibray et à la Saint-Gilles paré de ses plus beaux habits.

Depuis lors, un changement radical s'est produit; les rires sonores et les chansons ne sont plus de mode. La vitesse avec laquelle tout passe, se fait et se défait, a rendu les hommes sérieux; l'enfant surmené est pressé de s'instruire; le jeune homme a hâte de se faire une position et le commerçant de s'enrichir. Le plus souvent, le temps manque pour le plaisir. L'auberge et l'alcool ont remplacé les assemblées populaires et les veillées champêtres autour du pichet de cidre.

Devons-nous plaindre nos ancêtres ou leur porter envie? Souvent malgré la dîme et les droits féodaux dont on a exagéré les ennuis, ils ont vécu joyeux dans leurs foyers féconds. L'homme de nos temps modernes serait fort dépaysé au milieu des âges qui nous ont précédés, et ceux qui ont vécu sous Louis XIV s'accommoderaient peut-être assez mal de nos mœurs actuelles. Le bonheur est pour celui qui est content de son sort.

C. MACÉ,

Curé doyen d'Athis.

APPENDICE

I

Noms des prêtres qui naquirent ou vécurent à Joué-du-Bois(1), de 1645 à 1704, M^{re} Guillaume de la Lande, étant curé. Tome IX, 217.

Michel Robichon, curé de la Chaux, démissionnaire en 1660, chapelain de la prestimonie du rosaire et trésorier de la fabrique jusqu'à sa mort, 1675.

Gabriel Robichon, sous-diacre (1645).

Pierre Robichon, ordonné en 1655, successeur du précédent à la chapellenie et trésorier, de 1675 à 1684.

Jacques Robichon, son cousin, sous-diacre en 1655, ne fut point admis à recevoir les ordres supérieurs. Il mourut en 1675, à l'âge de 69 ans.

Claude Le Noir, vicaire de la paroisse pendant plus de trente ans, décéda en 1679, à l'âge de 70 ans.

Étienne Berout, mort en 1696, à l'âge de 89 ans, et René Berout, son frère, curé de Cossesseville. Ils avaient à la Fontenelle une petite propriété qu'ils vendirent à Jean Catois, sieur de la Fontenelle, conseiller du roi.

Julien Brout, prêtre, fut inhumé en l'église (1661). On voit encore sa pierre tombale du côté de l'Evangile.

Jean Berout, prêtre en 1650, curé de la Chaux de 1660 à 1689. Julien Berout, son neveu, vicaire à Joué-du-Bois en 1684, curé de Saint-Marc-la-Jaille jusqu'en 1689, installé à la Chaux en 1690.

Étienne Couptry, d'abord chapelain du Belle, devint curé de Saint-Georges et doyen d'Annebecq en 1650.

Michel Chauvin fut vicaire en 1655.

Jean Catois vendit ses héritages sis à la Fouquière en 1651.

Pierre de Lonlay fut prêtre habitué en 1653 et trésorier en 1649.

Jean Couptry (1675-99).

Zacharie Guérin (1676-82).

Mathurin Manson (1680).

(1) Dans un catalogue ms. des abbés de Saint-André-en-Gouffer, on trouve indiqué, sous le n° 11, dom Raul de Joué-du-Bois, mort en 1315.

Michel Mesnil (1681-88).

Michel Le Vannier (1669-97).

Étienne Catois, vicaire (1674).

Philippe La Vigne, vicaire en 1681.

Jean Gérard (1656).

Nicolas Gérard, vicaire (1685), fut pendant plusieurs années curé de Chahains et mourut aux Quinze-Vingts après avoir fait son testament en faveur des Guillouard La Vallée, ses parents.

Étienne Gérard, vicaire de 1690 à 1704.

Claude Desanière, du village de la Grandière, fut ordonné et nommé vicaire de Joué-du-Bois en 1692. Il demeura longtemps à ce poste.

Étienne Levannier (1691).

Étienne Berout (1680).

Thomas Guillouard, l'aîné, titulaire de Saint-Roch.

Michel Christophe, curé de Courdesaire. Il vendit son bien par procuration passée au notariat de Dame-Marie (1665).

Thomas Guillouard le jeune, sieur de Gourbe, né à la Vallée et chapelain de la prestimonie de Rânes fondée par M. de Mieuxcé. Il mourut au commencement du XVIII^e siècle. Son testament est un modèle du genre.

Gilles Lagrue, dont la famille vint se fixer à la Fouquière en 1696.

Pierre Estienne, curé de Nonchaton, au diocèse de Coutances, de bonne heure prêtre habitué chez son frère, sieur du Belle.

François de Livet (un Robichon), curé de Chahains en 1685.

François Chéradame, curé du Mênil-Broult en 1685.

Pierre Liger, curé de Courteilles, mort prêtre habitué à la Fouquière en 1679.

Vers 1682, noble homme François de Joanne de la Dronnière, curé de Châlons et aumônier de la Reine, vint souvent dans la famille de Jacques Robichon dont il avait béni le mariage avec damoiselle Jeanne de Cagnou, en présence de Claude de Cagnou, écuyer, et de Antoine de Catey, écuyer.

Pierre Du Bois, de la noble famille des Du Bois, curé de Nécy, résida chez ses parents des Illières.

Bernard la Potaire, curé du Mans, né à la Haye, en Joué-du-Bois, bénit, en 1682, le mariage de son cousin Henri de Récalde avec Marie Louin.

Jean Challemel, prêtre et parent des Robichon, assista, en 1689, à l'inhumation d'un de ses cousins.

Jacques Héron, curé de Rânes, nomma, avec damoiselle Renée de Bastard, une fille de Jean-Jacques Tyfond, écuyer, sieur du Juge.

Messire Courgorel, curé de Saint-Georges, en 1683, bénit le mariage de Henry Estienne, sieur du Belle, avec damoiselle François Du Bois.

Nous avons vu, au même siècle, les noms de Jean de Bannes, docteur en droit canon, et curé de Toulmont, et celui de Charles de Tallemont, prémontré, prieur du Mesnil-de-Briouze.

Au mariage de Jean-Gatien Lysieux, l'on voit un grand nombre de prêtres dont plusieurs appartenaient certainement à Joué-du-Bois.

II

Texte latin de la sentence de l'officialité de Rouen, en faveur de M^{re} Jean Guymard, nommé curé de Joué-du-Bois (tome IX, 217).

Nos vicarii generales ad negotia temporalia ac spiritualia illustrissimi Patris dominique in Xto Jesu Jacobi Nicolaï, archiepiscopi Rothomagensis, primate Normanniæ constituti, nominationis atque præsentationis ad Ecclesiam Sti Joannis *de Joué-du-Bois*, diœcesis sagiensis Germano Ricœur, equite, patrono dictæ Ecclesiæ in favorem Mri Joannis Guymard Ecclesiæ *du Champ de la Pierre* parochi, vacante sede per mortem Guillelmi *de la Lande*, sacerdotis postremi parochi, examinatis litteris atque scriptis, presente D^o Petro Dufrou notario apostolico ac regali diœcesis sagiensis, postremo xⁱ anni 1703 factis: Itidem visis pluribus paginis publicis ejusdem Mri Petri Dufrou scriptis ix^a die aprilis, xxi^a Maii atque iv^a Junii, anni presentis, per quos compertum fuit, dictum magistrum Joannem Guymard multoties ab illustrissimo ac reverendissimo D^{no} D^{no} sagiensi episcopo collationem sen provisionem dictæ parochialis ecclesiæ sancti Joannis de Joué-du-Bois, cum reverentiis debitis requisivisse: ab illo tandem repulsam passum fuisse, tam propter ipsius incapacitatem quam quod oblata attestatio de vitâ et moribus predicti magistri Guymard non sit sufficiens: postquam nobis aliunde constituit de litteris capacitatis morumque probitate dicti Joannis Guymard: ideirco dictam parochialem Ecclesiam vacantem præfato Guymard presenti ac requirenti, tanquam sufficienter capaci et idoneo in examine reperto, catholico et orthodoxo: Auctoritate superiore ac metropolitana Dⁿⁱ illustrissimi archiepiscopi præfati, quâ, hac in parte fungimus, ad laudem et gloriam Dei, contulimus ac donavimus, conferimus ac donamus per præsentis; ita tamen ut tempus trium mensium in seminario archiepiscopali rothomagensi, vel sagiensi adimplere teneatur, vigesima octobris ant primâ mensis maii incipientium: salvo jure *deportûs*. Quocirca primo notario apostolico regio, auctoritate cujus supra, mandamus, quatenus eundem magistrum Joannem Guymard in et ad ejusmodi ecclesiæ parochialis sancti Joannis de Joué-du-Bois corporalem, realem et actualement possessionem ponat, inducat.

Datum rothomagi anno Domini millesimo septingentesimo quarto, die vero decima mensis novembris, præsentibus magistris Jacobo Matheo et Roberto Hubert, presbyteris in parochiâ sancti Petri a Castro rothomagensi commorantibus testibus ad præmissa vocatis et in minutâ præsentium nobiscum sub signatis: de Tourouvre, vic. Gen., de Héricourt, vic. gén.

Registré au greffe et au contrôle des insinuations ecclésiastiques du diocèse de Rouen ce 18^e jour de novembre 1704. Insinué et enregistré au registre du greffe des insinuations ecclésiastiques du diocèse de Sées par moi, greffier ordinaire soussigné. Le 20^e jour de novembre 1704. Signé: DENNECY, avec paraphe. Reçu 60 sols y compris le contrôle et paraphé avec un sceau y apposé.

III

Acte de présentation de M^{re} André Leboucher à la cure de Joué-du-Bois (Tome IX, page 286).

« Par devant les conseillers du Roy, notaires aux chancelleries de Paris, soussignés, s'est présenté René Ricœur de Basmont, du Champ de la Pierre et Joué-du-Bois, gentilhomme servant du Roy demeurant ordinairement en la ville d'Alençon étant de présent de quartier en cette ville pour le service de Sa Majesté, logé rue des Boucheries, quartier Saint-Honoré, paroisse Saint-Roch, lequel ayant appris que Monseigneur l'Évêque de Séez, pour causes et considérations à luy connues, a jugé à propos de refuser l'institution sur la nomination que le dit seigneur comparant avait *faite* de la personne de Messire Grégoire Morel, prestre, docteur de Sorbonne, curé de Saint-Germain-le-Vasson, diocèse de Bayeux, à la cure de Joué-du-Bois, diocèse de Séez, dont le dit sieur comparant est patron laïc en la dite qualité de seigneur de Joué-du-Bois et la dite nomination n'étant consommée le dit sieur comparant a dit qu'étant bien informé des bonnes vies et mœurs et capacités de M. André Leboucher, prestre du diocèse de Séez, curé de Vieux-Pont au dit diocèse, il a nommé et présenté de nouveau à mon dit Seigneur l'Évêque de Séez, collateur ordinaire de la dite cure de Joué-du-Bois, la personne du dit sieur Leboucher, le priant de l'instituer en icelle et de luy accorder toutes lettres de jouissance sur ce nécessaires, les formalités ordinaires étant gardées.

Dont acte requis et octroyé à Paris, en l'étude de Doyen, notaire, l'an 1720, le sixième jour de May, et a signé la minutte des présentes demeurées au dit doyen.

Suivent les signatures (1). »

IV

Voici la copie exacte des comptes du trésor de Joué-du-Bois pour l'année 1656. (Tome IX, page 301).

Recettes. — Ensuit le compte que rendent Estienne Chauvin et Jean Gauthier Grandpré, trésoriers en l'année 1656.

Ensuit la déclaration des rentes dues au trésor de l'église de Joué-du-Bois pour l'année 1656.

A la Chandeleur. — Les héritiers du sieur de la Pichardière (village de Beauvain près la Ferrière ; la famille Broutin portait encore, au commencement du siècle le nom de cette sieurie) pour le sieur de Champ-Fresneau, à présent les héritiers Fr. Gérard de la Freslonière, 5 l.

Au 17 février. — Les héritiers Thomas Aumouette pour M^{re} Michel Robichon, prêtre, curé de Joué-du-Bois, à la charge de faire dire 2 *messes*, la première à la Purification de Notre-Dame et l'autre au jour du Saint-Sacrement, pour 6 l.

(1) Archives de l'Évêché.

A Pâques. — Jacques Manson-Gassonnière, à présent ses héritiers en deux parties, l'une de 33 sols, à la charge de faire dire 3 messes pour défunte Jeanne Pierre, la première, le premier vendredi de Carême, la deuxième à la Pentecoste, la troisième à la vigile de Saint-Jean-Baptiste, et l'autre partie de 5 sols, pour 38 sols.

A la Chandeleur. — Guillaume-Louis et Jean Guillouard, frères, et héritiers de feu Jacques Guillouard leur père, à la décharge de Simon Restout, 30 sols.

A Noël. — Robert Geoffroy et Thomas Restout, son fils, à la décharge des héritiers Guillaume Restout, 10 sols.

A la Saint-André et Chandeleur. — Nicolas Restout et les héritiers Jean Retout du Bas-Theil en deux parties, l'une de 5 sols et l'autre de 12 sols : 17 sols.

Le 3 août. — Jean et François Gauthier, frères, pour défunt Marin Gauthier, leur grand-père, 20 sols.

Au mois de juin. — Les héritiers de feu Julien et Fabien Chauvin, de l'Aître-Desnos, 30 sols.

Au 4 novembre. — Claude Levannier, à présent Jean et Jacques Levannier frères, fils de Guillaume Levannier dit Launay, 36 sols.

Au 5 avril. — Les héritiers Jean Guillochin, du Bas-Désert, qui est Michel Barié, comme ayant espousé Marie Guillochin, héritière de Guillochin et autres, 12 sols.

Le 6 juillet. — Nicolas Désanière, fils feu Guillaume Désanière, à l'avantage de Thomas Désanière, 20 sols.

Le 1^{er} décembre. — M^{re} François Robichon, prêtre, et les héritiers Gabriel Robichon avec les héritiers Guillet Gauthier, 4 sols 6 deniers.

A la Saint-André. — Jean Gérard fils Michel, du bourg de Joué-du-Bois, et Jean Christophe pour feu *Messire* Mathurin Christophe, 14 sols.

Le 8 septembre. — Daniel Druet, à la décharge de feu Eudin Christophe, 23 sols.

A la Guibray. — Jean-Jacques-Anthoine Levasnier, fils, à la décharge de Eudin Cyrien, 2 sols.

A la Saint-Jean-Baptiste. — Mathurin-Gérard *Buisson*, Michel *Chandru* et Marie Gérard, pour défunt Jean Louin, 22 sols, 6 deniers.

Le 23 décembre. — Guy Chauvin, pour feu Richard Louin, 3 sols 4 deniers. Guillaume-Michel Dalifard, fils feu Louis pour *Messire* Mathurin Catois, prêtre, leur oncle, à la décharge de faire dire 4 messes, l'une le lundi de Pâques, la deuxième le lundi de la Pentecoste, la troisième le lundi de la Toussaint et la quatrième à Noël, 40 sols.

Le 8 septembre. — Simon Verrier à la Rasterie, pour Vincent et feu *Messire* Ambroise Dalifard, 2 sols.

Au 1^{er} décembre. — Thomas Aumouette, à présent ses héritiers à la décharge de Louis Gauthier, en deux parties, 20 sols.

Claude Guillouard la Rivière, fils feu Jean, pour la fieffe de son banc, 10 sols.

Jean Cuiller les Buissons, 6 sols.

René Le Vasnier *Belsaie* et Jean, son frère, Thomas Le Vannier fils

Gervais, Estienne, Jean, Anthoine Le Vanier avec Jean Le Vannier fils Jacques, au Grassion, 12 sols, 6 deniers.

A Noël. — Les héritiers Gervais, Leboulanger, du Mesnil-Foucault paroisse de la Chauz, 10 sols.

A Pâques. — Jean Gérard, fils Nicolas, une livre de cire de rente à la descharge de Pierre Guillouard du Champ-de-la-Pierre, de laquelle livre de cire il y a contract passé par devant Pierre Gauthier tabellion à Carrouges, dont le dit Gérard en doit 3 livres à Pasques. (Deux ans plus tard on le fit payer 4 livres).

Les héritiers de Jean Dalifard de la Freslonnière qui sont Michel Dalifard et Pierre Boulay et Jean Millicent, à cause de leurs femmes, à la charge de faire dire 4 messes basses aux 4 fêtes solennelles de l'année la semaine de devant ou celle d'après et le recommander aux prières aux dits jours pour 40 sols et vingt sols au trésor par contrat passé devant Pierre Gauthier et Remy, tabellions à Carrouges, l'an 1652, en juin ou juillet, qui font 60 sols de rente dont il y a une portion de jardin plantée d'arbres fruitiers, obligée à la rente de 60 sols foncière devant la maison de feu Dalifard, du village de la Freslonnière, de quoy les dits héritiers jouissent, à la charge de faire la rente annuellement.

Testament de Gaspard Dalifard par lequel il donne au trésor de l'église de Joué-du-Bois 60 sols de rente acquittable au denier quatorze à la charge de lui faire dire 4 messes aux 4 fêtes solennelles de l'année, la semaine de Noël, de Pâques, de la Pentecôte et de l'Assomption.

V

Mémoire du linge rendu par Jean Gérard, prêtre ci-devant Sacristin, à M^{re} Michel Levannier, prêtre, sacriste de l'année 1663, le 23 juin. (Tome IX, p. 317).

Trois grands doubliers d'œuvre de quatre aulnes chacun ; neuf de *lent-fait* (1) de deux aulnes et deux d'œuvre.

Six de toile commune *en raye* de deux aunes environ.

Aubes : six bénites, quatre non bénites.

Chapes : 3 blanches, 3 rouges, 3 noires, une violette, une verte.

Chasubles : trois rouges, une blanche, une noire, une violette, une verte.

Tuniques : 2 rouges, 2 blanches, 2 violettes, 2 noires.

Un drap mortuaire.

Il y avait deux bannières, l'une de 12 l., l'autre de 15 l. (2).

(1) Toile plus grosse.

(2) 40 ans plus tard, l'inventaire de l'Archidiacre inscrit *néant* à l'article bannière.

VI

Nous donnons aux pièces justificatives le premier des trois lots de 1516. Il fera connaître à ceux qui ignorent les usages féodaux, la nature des fiefs d'autrefois (Tome XII, page 179).

« Ensuit le premier lot des trois lots des partages de la terre et seigneurie de Joué-du-Bois et des terres rentes et revenus dus et devoirs seigneuriaux d'y celle venus reçus et succédés, 1^o aux enfants et héritiers de *feue damoiselle Marguerite de Beaurepaire*, en son vivant femme et épouse de Edmond de Cobar, seigneur de Loucey ; 2^o à damoiselle *Suzanne* de Beaurepaire, femme et épouse de noble homme Jean Le Verrier, sieur de la Guiardièrre, et 3^o à damoiselle *Jeanne* de Beaurepaire, par le trépas de feu Fr. de Beaurepaire, écuyer, en son vivant sieur du dit lieu de Joué-du-Bois, frère des dites demoiselles. Par la dite demoiselle *Jeanne* de Beaurepaire faits et mis en trois lots et partages pour être y ceux baillés aux enfants de la ditte demoiselle Marguerite de Beaurepaire ou gardiens pour eux et au dit seigneur de la Guiardièrre et à la ditte demoiselle Suzanne sa femme au nom d'elle pour aller avant à la choisie d'y ceux chacun en son rang et degré, ou faire ce qu'il appartiendra.

Et premièrement qui aura le *premier lot* il aura le *Manoir* seigneurial de Joué-du-Bois, cour et usages, dignités et libertés à y celui appartenant avec la Motte, fosse et fossés, doulves et petit étang d'autour.

Le dit manoir avec ses droits et sujettions dues à y celui manoir et doulves en quoi les hommes des dits trois lots sont sujets.

Aussi aura le droit de *patronage* et droit de présenter au bénéfice de Saint-Jean-Baptiste du dit Joué, quand il vacquera et en son *rang* et degré.

Item. Il aura tous les bois et jardins de tous les côtés joignants les dits fossés et doulves.

Item. Il aura le domaine et métairie du dit lieu, tout ainsy qu'ils se contiennent, tant en bois, hayes, circonstances et dépendances en ce compris le pré pour les dites doulves et chaussées du dit étang tous et tels droits qu'il en appartiennent. Et une pièce de terre en prey nommée la Fontaine-au-Bourg.

Davantage il aura le grand étang de la Brousse, avec les circonstances et dépendances.

Plus aura la moitié du pré de la Chaux, avec la sujettion des hommes sujets aux dits prés en tout et partout qu'il y en a en le dit lot.

Et outre, il aura droit de moudre franc et sans mouture au grand moulin s'il le trouve bon.

Davantage il aura l'hommage et droit de tenure et devoirs que la *Seigneurie de Carrouges* est sujet faire à la dite maison et sieurie de Joué, le cas offrant.

Item aura le dit lot et les sujettions, franchises, dignités et libertés

en toutes choses de ses hommes et sujets en tant qu'il y en a en ce lot et demeure le bois de Blanfil commun à départir par entre eux.

Item il aura tel droit d'héritage comme la demoiselle du dit lieu de Joué a eu par acquêt de Gervais Cathois (Jouxte la lettre d'acquêt).

Item il aura les hommes, sujettions sur les terres dont les hommes sont tenants et ci-après déclarés :

Germain Héron 34 s. 6 d. une géline, six boisseaux d'avoine pour le fief des Barres et le rocher de la Chaux.

Les hoirs de feu Jean et Colin Leprieur, 50 sols

Les Gérards 45 sols, trois gélines pour le fief Chapron.

Les Couptry 3 sols, une géline pour le fief des Routes. Les dits Couptry, la vigile de Noël, un tréfoil.

Les hoirs de J. Guillochin, 2 sols, 6 deniers, une géline pour le fief Pichard.

Jean Des Noës 5 sols, 4 boisseaux d'avoine, 1 géline pour le fief de Songeriel.

Philippot Renault, 3 sols 1 denier la nuit de Noël à la grand'messe.

Les Cathois, pour le fief de Villière, 35 sols, 3 gelines et 1 faix de jonc à la Saint-Jean-Baptiste, à la salle du dit manoir.

Jean Louin, pour la Louvière, 30 sols, 1 géline.

Afné Broust, 8 sols tournois pour le fief du Haut-Theil, et Guillaume Restout, 13 sols 6 deniers, 1 géline pour le fief du Bas-Theil.

Jean Cathois, pour le fief Saragousse, 25 sols, 1 chapon, 1 géline.

Guillaume Cosnard, 40 sols, 2 chapons.

Robin Bisson, 4 chapons, 2 gélines à prendre sur le fief de la Guinnièrre.

Et demeurent les autres rentes en deniers au second lot.

Lesquels hommes sus-nommés seront sujets rendre par *aveu* à ce présent lot et toutes autres sujettions et devoirs, tout ainsy qu'à fief de Haubert appartient, et tiendront les seconds et tiers lots en parage de ce premier.

Lequel sera sujet en faire les foyes et hommage en la baronnie d'Annebec.

Item le dit lot retournera 15 l. tournois de rente par chacun an payables à deux termes par moitié. C'est à savoir à Saint-Jean et à Noël.

Au lot de la Heurteventière, 10 l. et au lot de la Maillardière, 100 sols.

Lesquels deux lots pourront bailler en assiette comme fonciers.

Et seront communes entre eux places, franchises et libertés qu'ils ont en la bourgeoisie de la Ferté-Macé.

Et seront les dits lots garantis les uns les autres.

Et seront sujets les hommes de ce dit lot à aller moudre au grand moulin jusqu'à ce qu'il y en ait un en la sieurie de ce dit lot.

Et s'il advenait qu'aucun des dits moulins fut en décadence par faute de réparation ou autrement, tous les hommes sujets des autres lots où il n'y aurait moulin seront sujets *baniers* et montants au

moulin qui sera pour lors en réparation et jusqu'à ce qu'il soit en due réparation.

Ce présent signé à la requête de demoiselle Jeanne de Beaurepaire *puisée* en la ditte succession conduite, conseillée et pleignée par noble damoiselle Ambroise de Lamboul, dame du lieu, sa mère.

Présents : noble homme Fr. Le Verrier, clerc, curé de St-Maurice ; Gatien Gauthier, escuyer, et messire René Guillochin, prêtre (1).

Je, Jean Le Verrier, escuyer, pour moi et damoiselle Suzanne de Beaurepaire, ma femme, confesse tenir au *bailliage de Caen* en la *vicomté de Falaise* un *tiers* de fief de *Chevalier* appelé le fief du *Plessis* et de Jouey dit la Heurteventière assis ès paroisses de Joué-du-Bois, Saint-Martin-l'Aiguillon et Saint-Martin-des-Landes. Le dit fief est tenu en parage de demoiselle Suzanne de Cobar (2), à cause de sa sieurie de Jouey-du-Bois mouvante et tenue du baron d'Annebecq.

Et est mon dit fief sujet de *trois ans* en trois ans pour sa part de *l'aide* du tiers an en quoi y celle sieurie de Joué est sujette envers la ditte baronnie, en trente-six sols huit deniers.

Aussy est le dit fief chargé du *douaire* de demoiselle Ambroise de Lamboul, veuve de défunt noble homme Ambroise de Beaurepaire, en son vivant sieur du dit lieu de Joué, père de ma dite femme et à cause de ce et autres fiefs dont suis tenant au bailliage d'Alençon, en la vicomté de Domfront.

Le cas offrant que le ban et arrière-ban du Roy notre sire est crié, suis tenu et sujet au dit bailliage d'Alençon où je fais ma demeure et résidence à faire un *archer* monté et armé et me sont baillés pour mes aides à faire le dit archer, c'est-à-dire savoir M^e Josselin Hallay, prêtre, sieur de Juvelley ; M^e Louys de Saint-Germain, sieur de la Nocherie, et Ambroise le Rouyer, escuyer ; et baille le dit fief qui consiste en maisons, domaines, doulves, bois, prés, étangs et moulins, rentes en deniers, grains, œufs, oiseaux, hommes, hommages et juridiction et patronage d'une chapelle nommée *Saint-Roch* et vaut chacun an la somme de six-vingts-dix livres et ainsy l'affirme et baille à vous Monsieur le bailliy de Caen ou Monsieur votre lieutenant-commissaire du Roy notre sire.

1^{er} mars 1539.

(1) En 1668, Fr. Langlois, sieur de Joué, fit faire cette copie à Falaise.

(2) Une nièce, femme de Louis Desguez, sieur des Buats.

LOUIS BLANCHETIÈRE

L'ami du peuple dont parle le grand Ibsen, ce fut bien en notre Normandie, Louis Blanchetière.

Aucun parti ne le pourrait revendiquer, il appartient à sa patrie.

Considéré comme citoyen, un titre qu'il tenait pour le premier des siens⁽¹⁾, il fut avant tout une fidélité — à un homme ? Non ; à un enthousiasme, à cet enthousiasme qui fit écrire les Cahiers des États Généraux, qui porta naguère six millions de Français à vouloir, sinon la Révolution, du moins les réformes ; et qui, non sans être exploité par l'ambition, se prolongea pourtant et retentit longtemps en de certaines âmes obstinées à croire que le cœur de la France n'avait pu la tromper. Lanfrey, Taine accumulaient les faits lamentables... Il n'importait ! Hugo et Béranger n'avaient-ils point chanté ? Thiers écrit ? et ce Magloire Itam dont Louis Blanchetière a célébré la vie, ce soldat du vieil Empire, n'avait-il pas cent fois bravé la mort pour la liberté ? Comment dire après cela que ce beau passé fut un mensonge ? Louis Blanchetière ne pouvait se résigner à le supposer.

Ce fut au milieu des saulées et des champs de sarrazin, en plein Bocage, au plus inextricable du Passais, que naquit en une ferme de Rouellé cet ami du peuple. Pour parvenir à sa maison natale, il faut s'embourber dans les chemins couverts, ravinés par la pluie qui ruisselle des branches. Ses pères avaient-ils soufferts dans ces chemins caverneux ? Peut-être : toujours est-il qu'il en prit occasion de dévouer la meilleure part de sa vie à l'amélioration de la voirie. Devenu conducteur des ponts et chaussées⁽²⁾, il parlait non sans un juste orgueil des grands travaux

(1) L. Blanchetière était Conducteur principal des Ponts et Chaussées en retraite, Chevalier de la Légion d'Honneur, Membre de l'Institut des Provinces, de la Société des Antiquaires de Normandie, de la Société archéologique de l'Orne, de la Société protectrice des animaux, Inspecteur de la Société archéologique de France.

(2) Blanchetière remplit les fonctions d'ingénieur départemental : voici comment : M. de la Tournerie, ingénieur, se trouva chargé exceptionnellement de construire le chemin de fer de Laval à Domfront ; alors, pour le remplacer dans le service ordinaire de la voirie, il eut besoin d'un homme qui ne fût point inégal à cette tâche : il fit venir de Caen, L. Blanchetière, qui était alors conducteur en chef des ponts et chaussées. Il fut fort content d'un tel substitut de lui-même.

qu'avaient accomplis tant d'ingénieurs pour faciliter les communications entre les hommes. Cette fierté professionnelle était pourtant contrebalancée dans son cœur par cet amour inavoué du passé qui le disposait de bonne heure à devenir un des premiers adeptes de l'archéologie.

La route départementale qui s'en va toujours tout droit est unie et propre, et prompte, mais elle est bien ennuyeuse, et les vieux chemins royaux creusés en tunnel sous les feuillées avaient leur charme mélancolique. Le pont nouveau arqué en plein cintre comme le voulait L. Blanchetière était bien la chose du monde la plus solide et la plus utile, mais le vieux pont gaulois, le pont du ^{xiv}^e siècle en ogive et en dos d'âne, ou le petit pont du ^{xvi}^e siècle aux longues dalles plates, à la rampe de fer, avaient bien leur caractère. Il fallait détruire le chemin creux et l'ancien pont, et l'honnête conducteur voulait du moins... en écrire. Il voulait qu'on sût où les vieux marcheurs avaient passé. Cette histoire des vieux itinéraires était un peu celle des aventures et des échanges du temps passé et de l'ancien va-et-vient de la vie française. Il en avait projeté l'histoire, il n'en publia qu'un chapitre. Ce fut à l'occasion d'un acte de vandalisme qui méritait d'être flétri de tous, et qu'il répara, comme on va le voir, dans la mesure du possible.

* *

A trois cents mètres au-dessous du donjon de Domfront veillait une humble église d'abbaye. Elle remontait à l'an 1025. En ce temps-là, les sommets étaient aux Talvas, mais ils avaient laissé les vallées au fils de saint Benoît. Les ducs de Bellême aimaient voir, de haut, les abbayes de *Notre-Dame* et de Lonlay ; elles leur semblaient agenouillées dans les profondeurs, pour implorer un peu de miséricorde à leurs crimes ; les rivières qui passaient près d'elles leur semblaient couler en flots de larmes. Là du moins, le bruit des eaux, les louanges de Dieu mêlaient nuit et jour leur murmure. Les murs de *Notre-Dame-sur-l'Eau* étaient austères et nus. Le sol de cette église était bossué dans l'ombre d'inscriptions tombales et de blasons, et le pied s'y heurtait aux chevrons des Robert Deslandes, au lion passant et aux haches des Achard, à l'épée des Gallery, aux merlettes des Couppel du Lude, aux coquilles des Moulins, aux étoiles des Verraquin, au

croissant des Cormier, au lion rampant des de la Goulande, aux hérissons de sable des Le Héricé. Toute l'histoire du Passais était gravée en hyéroglyphe de pierre sur le dallage du monument (1). Le demi-jour qui tombait de si haut et de si étroites fenêtres effaçait à demi ces gloires héraldiques trop en relief pour s'harmoniser avec une église sans sculpture ; une seule tombe était colorée, mais avec quelle discrétion ! On y pouvait admirer les traits délicats d'une jeune fille de dix-huit ans, ses mains et son visage étaient de marbre blanc, ses pieds de marbre noir, et

(1) Voici l'ensemble des blasons dont le républicain Blanchetière s'est constitué le sauveur :

Le premier était *d'azur, à la fasce d'or accompagnée en chef de trois étoiles et en pointe d'un cœur, le tout du même*. C'étaient les armes des Ledin de la Châlerie.

Le second portait *de... à une épée et une clef en pal, la pointe et le paneton en bas*.

Le troisième était *d'argent à trois hérissons de sable*, et c'étaient les armes parlantes des Le Héricé.

Le quatrième était *d'azur au lion d'argent, chargé de deux fasces aléeses de gueules, brochant sur le tout*. C'étaient les armes de Robert des Landes.

Le cinquième était *de gueules à une épée d'argent en pal, la pointe en haut, la garde d'or accostée de deux croix de Lorraine aussi d'or*. C'étaient les armes des Gallery de la Tremblaye.

Le sixième était *d'argent au chevron de gueules, accompagné de deux merlettes de sable contournées en chef et en pointe une rose de gueule au calice de sinople*, et c'étaient les armes des Couppeel.

Le septième portait *un chevron accompagné de une étoile en chef au canton dextre, deux maillets superposés en pal, à senestre, et d'une étoile en pointe*, et c'étaient les armes de Pottier de la Denais.

Le huitième portait *d'argent au chevron de gueules, accompagné en chef de deux étoiles à huit rais de même et une en pointe* et il appartenait à Pothier de la Fresnaye.

Le neuvième *de... à un chevron accompagné de deux étoiles en chef et une en pointe*, appartenait à Couppeel de la Goulande.

Le dixième, *de gueules au chevron d'or accompagné de trois croissants d'argent placés deux et un* appartenait aux Cormier.

Le onzième, *de gueules à trois bandes d'argent posées en bande*, était celui des Verraquin.

Le douzième, *d'azur au coin léopardé d'or*, était l'insigne armorial des de la Goulande.

Le treizième *de... à trois fasces en bandelettes*, était celui des Couppeel de la Raterie.

Le quatorzième portait *de... à une barre accostée de deux cotés, et accompagnée de trois roses à quinte feuilles, une en chef et deux en pointe*, c'étaient les armes de Renée Dufour, épouse de Jean Couppeel.

Cependant les toits aigus des manoirs, émergeant des bocages, indiquaient où vécurent ces gentilshommes : Les Verraquin habitaient la Bonnelière, la Châlerie était le fief patrimonial des Le Din ; la Guyardière, la demeure des Cormier, la Servièrre, des Gallery, Jumilli et Champsecret, des de la Goulande, Loraille, des Pothier de la Denais. La charrie avait passé où les autres avaient vécu. Le sol de l'église avait manqué aux blasons des morts, le sol du pays aux demeures des vivants.

cette inscription se pouvait lire au-dessous de cette forme effacée qui fut Jeanne de Ledin, fille du seigneur de la Châlerie :

*Ci-gist des vertus d'ici-bas
La fleur, la perle et la couronne,
Si les vertus ne meurent pas
Passant, ici ne gist personne.*

Près d'elle, en la mosaïque aussi, était sa sœur, marquise de Ledin. Son inscription ne le cédait pas à la première en préciosité, en idéalisme :

*Passant, ce marbre me regarde !
Ma cendre n'est sous ce tombeau,
Car mon cher mari me la garde
Et son cœur en est le vaisseau.*

Le passant entraît et lisait, et sa pensée se détachait du marbre, et ses yeux se levaient en haut... et voici qu'un ingénieur voulut détruire cette église, ce lieu de la louange décente et du souvenir exquis ! Pourquoi ? Pour y faire passer une route départementale !

Assurément, L. Blanchetière ne pouvait réparer cette injure faite au passé, mais il avait du moins à cœur deux généreux désirs : venger l'honneur de ses supérieurs, réparer l'outrage fait aux ancêtres.

Quand on eut mutilé l'église, il recueillit avec piété dans leur dispersion les pierres sépulcrales. Il alla, déjà vieux et fatigué, demander aux manoirs perdus dans le Bocage le souvenir à peine murmurant encore de leurs anciens habitants dépossédés de leurs tombeaux. Il chercha sous les tourelles délabrées de la Châlerie s'il ne restait point encore, en ces lieux désolés, quelque chose de cette noble Jeanne aux mains pieusement jointes sur sa tombe de marbre, et pâles comme son beau visage. Il reconstitua, comme il put, cette grande page d'histoire si sombre autrefois dans la demi-obscurité de l'église, si grave devant l'autel, si puissante de relief et qui ne devait subir qu'un effacement lent et séculaire sous les sandales des bénédictins. Il restitua ce livre des familles dans un livre imprimé, peu durable assurément, et déjà rare, mais qui associe le nom de Blanchetière à tant d'illustres tombeaux. Cet écrit reste bien l'un des plus réparateurs qui soient sortis d'un siècle révolutionnaire, et par qui d'intéressants oubliés aient revécu.



L. Blanchetière n'étudiait pourtant pas le passé afin de le restaurer, mais de s'en affranchir. Son archéologie ne fut jamais réactionnaire, elle fut conservatrice tout au plus des vestiges où l'homme aime à se retrouver lui-même après qu'il a marché de l'avant.

Au premier rang de ces restes inoffensifs étaient les donjons. L. Blanchetière avait qualité pour en connaître : il avait, à Jublains, étudié le *castrum* romain, dont la partie centrale était à peu près ce que serait le donjon quadrangulaire de l'an 1000. Il visita le donjon de Loches, puis un autre donjon encore, situé sur les rives de la Creuse, dans l'Indre, à Romefort et qui paraît remonter au *xiv^e* siècle ; il connut dans l'Orne le donjon de Chambois, qui est si bien conservé, et celui de Vire. Le château féodal de Billy sur les bords de l'Allier, dominé lui aussi par un donjon, fut l'objet d'une brochure de Louis Blanchetière. Il observait de la sorte, époque par époque, toutes les manières d'être de la demeure féodale et se préparait par des études comparées, à traiter avec pertinence, du plus colossal, du plus célèbre de tous les donjons, de celui de Domfront.

Si la critique a ses droits ici, il faut dire qu'il entendit plutôt le côté oppressif de la féodalité que sa nature germanique et le rôle d'institution sociale qu'elle eût à son heure dans tous les pays. Elle resta pour lui l'objet d'aversion qu'elle était pour les révolutionnaires, oublieux des services rendus par elle en des temps ignorés. Il n'y vit point l'affirmation puissante de la propriété et de l'individualité appuyée sur les peuples et les protégeant, avant que le bouclier des rois ne vint remplacer sur leurs têtes la tutelle des forteresses.



Quelle que soit la valeur de l'écrit (1), plus encore intéresse l'auteur ; l'homme est plus que le livre.

(1) Voici dans l'ordre chronologique la liste des ouvrages de Louis Blanchetière : *Notice sur la Châlerie*, bul. mon. 1853.

Antiquités de Jublains, rédaction d'un plan général et documents nouveaux, 1858. (Extrait du *Bulletin monumental* publié par M. de Caumont).

Les pierres tombales de Notre-Dame-sur-l'Eau, les études sur les donjons permettent d'inférer de leur méthode et de leur style la nature d'esprit de leur auteur.

Il n'était ni un mathématicien ni un rêveur, il était un esprit bien pondéré : généralisateur autant qu'apte à des abstractions et à des analyses, capable de comparer et d'observer, tout autant que de déduire et de raisonner.

Si quelque préférence émergeait de la richesse de son fonds, c'était pour la clarté.

Il avait le goût de la forme précise, il était, comme nous le verrons, l'homme du dessin et de la ligne, et c'était volontiers, qu'à l'exemple de M. de Caumont, le savant perspicace et généralisateur qui fut son maître, il transformait la poésie romantique en science exacte.

En affaire, il était ponctuel et juridique. Il n'était point pour cela terre à terre, mais il faisait ses délices d'un bon sens noble. Là où tant d'ingénieurs ne virent que l'utile, il voyait à la fois l'utile et le beau ; il témoignait ainsi de l'ampleur de son esprit. Sa langue avait quelque chose de l'antiquité, devinée à travers le XVIII^e siècle. *Méropé* et *Zaire* étaient de son goût, voir même la *Henriade*. Son visage était gai, jamais sarcastique, celui d'un Voltaire qui eût été bon. Ses yeux avaient de la lumière.

Cet ouvrage fut composé dans le temps où Blanchetière était inspecteur de la Société française d'Archéologie pour le département de l'Indre. Caen, chez A. Hardel, rue Froide, 2. — 23 pages.

Visite à la Manufacture de Porcelaine de Bayeux, par les Membres de l'Association normande, le 14 juillet 1876. — Caen, Leblanc-Hardel, 1877.

Les Pierres tombales de l'Eglise Notre-Dame-sur-Eau de Domfront. Liard, 1878. In-16, 184 pages.

Le Donjon de Romefort (Indre). Tours, imp. G. Bouserez, 5, rue de Lucé, 1880.

L'Imprimerie dans l'arrondissement de Domfront. imp. Renaut, Domfront, 1880. Cet ouvrage est écrit en collaboration avec M. Appert.

A travers les vieilles choses. Domfront avant la Révolution de 1789. Imp. Renaut, 1881.

Magloire Itam, le Héros de Tarascon. Domfront, imp. Renaut, 1882, 93 pages.

Les Ruines du château féodal de Billy dans l'Allier. Caen, imp. Delesque, rue Froide, 2, 1887.

Conservation et protection des animaux utiles, chez Renaut, à Domfront, 1888.

Même ouvrage, deuxième édition, chez Liard, Domfront, suivi d'une lettre de M. Duvignier sur le même sujet. Séance de l'Institut des provinces, du 6 avril 1869. La première édition de cet écrit a précédé le projet de loi de M. de La Sicoitière, sur les oiseaux.

Le Donjon du château féodal de Domfront, avec plans et profils. Domfront, Renaut, 1893. Cet ouvrage de 150 pages a paru dans le Bulletin de la Société archéologique de l'Orne.

.*

Le moyen d'avoir tant dessiné de constructions et de ne point construire? Il le fit, il fut même plus heureux dans ses édifications modestes que Violet-Le-Duc dans ses restaurations prétentieuses.

Il n'est personne qui, parvenu sur le point culminant de Domfront, à l'endroit où s'élève la grande croix de granit, entre les travaux de la campagne et ceux de la cité, comme une grande cause au milieu du cercle de ses effets, il n'est personne qui n'ait remarqué cet alignement de chalets aux pignons surplombants, aux balcons festonnés, où l'on retrouve comme un souvenir, étrange en Normandie, des *miradores* et des *moucharabis*. Louis Blanchetière est l'auteur de ces « édicules » qui parlent, en ce haut lieu, des lointaines contrées. Ils sont de bois ou de brique, mais bien assis pourtant, et sur le roc, tous protégés des vents d'Ouest par le chalet de l'architecte lui-même carré, comme un donjon, confortable comme un nid. Immédiatement au-dessous de ce chalet, la vaste campagne, souvent simplifiée par les brumes, ressemble à une profonde mer dont les flots s'azurent immensément. La suite des chalets fait ressembler le faite de la ville à une station de bains de mer. Rien, même les cabines, n'y fait défaut, mais l'Icare qui voudrait plonger dans ces flots azurés ne tarderait pas à s'apercevoir en se précipitant que les branches des arbres occupent la place des flots et que l'azur n'était qu'une brume, sans autre nageur possible que les corbeaux du donjon ou les hirondelles familières aux chalets de L. Blanchetière.

De tous ces chalets, le premier bâti eut la plus touchante histoire.

Il s'élevait d'abord en un endroit tout à fait écarté, sur une colline de bruyère, au bord de la Varenne. Des arbres séculaires l'abritaient. C'était comme une maison de rêve au milieu d'une forêt, comme une demeure impossible de fées. Les murs étaient épais, mais ils retentissaient parfois de sons intérieurs. C'étaient ceux des grandes orgues ou des pianos touchés au logis par d'illustres hôtes, artistes et chanteurs (1). On venait de

(1) M^{re} Testar et M. Testar, professeur de musique à Louis-le-Grand, et André Testar.

Paris voir cette chose unique en Europe et l'on ne s'en retournait que la nuit, aux lanternes, dont les feux incertains montraient à peine, au bord des chemins creux, la blancheur des hêtres.

Un matin, la compagne de L. Blanchetière dit à son époux : « Louis, ne pourriez-vous transporter cette demeure si charmante en un lieu qui soit moins éloigné de la cité?... » Alors, s'était-il écoulé un seul mois ? Je ne le crois pas : on vit le même chalet, les mêmes pierres, mais exactement les mêmes, transférés à plus d'une lieue de distance, au faite de Domfront, sur un rocher, en face du mont Margantin.

Le transport fut si rapide qu'on put croire à un miracle, à tout le moins à un prodige. Sur un désir de l'épouse, la maison de l'époux avait-elle donc, à la place de persiennes, pris des ailes ? Était-elle arrivée sur ce faite par les chemins de l'air ? Il était clair pour ceux qui n'escaladaient point souvent le rocher Domfrontais, qu'une chose extraordinaire avait eu lieu. L'auteur en était l'amour.

Ce sentiment était, je le veux, aidé par la connaissance précise que Blanchetière avait de l'architecture, de l'art de compter les matériaux et de les superposer selon les lois de la statique la plus exacte : quoi qu'il en fût, le chalet transféré était aussi solide que naguère il l'était sur la colline de bruyère ; il avait toujours sa base carrée en pierres de tailles, sa toiture bien assise, ses doubles fenêtres, voir même, ça et là, un léger souvenir d'ogive. On y entrait par le premier étage, comme dans les donjons.

Décidément, l'auteur de ce logis, bientôt célèbre, était l'homme du monde qui savait le mieux faire un chalet ! Il se jouait des difficultés, il prenait sur la lande, il transportait près de la ville, il élevait près des cieux, selon sa fantaisie sa demeure frêle, et pourtant si solide, qu'elle brave aujourd'hui depuis vingt ans les grands vents venus d'outre-mer. L'architecte était un Merlin. Le bruit de son savoir-faire se répandit jusqu'à Memphis... C'est Bagnoles que je veux dire, une ville nouvelle que beaucoup d'or ne pouvait réussir à fonder. Le bon architecte édifia là aussi. Son œuvre surpassa tous les autres chalets, en goût, en élégance, en solidité. A ces tentes éphémères des plages, il ajoutait, je ne sais quoi de bien stylé, venu de la connaissance qu'il avait des vieux foyers.

Parmi les visiteurs du chalet volant, qui s'était posé par enchantement sur le rocher domfrontais, beaucoup venaient du ciel même, car cette habitation jolie n'était point assise sur un roc abrupt et sauvage, mais elle était entourée d'un jardin de roses. Les parfums s'en élevaient le soir, très haut dans l'espace, sous les étoiles. Là venaient, comme à leur appel, les hôtes aériens, les proscrits des haies, les petits protégés de L. Blanchetière : le rouge-gorge, la fauvette, la bergeronnette. Ils faisaient leur nid dans les clématites et les vignes vierges, dans les vieux lierres et les vieux buis. Ils n'y craignaient ni le bec du milan, ni la griffe du félin, ni la main téméraire d'un âge sans pitié. Ils y trouvaient des nids tout préparés dans des troncs d'arbres perforés à leur intention par les soins d'un maître qu'ils savaient leur ami. Ils s'établissaient là tous les ans, fidélités favorisées par le voisinage de deux vieilles fidélités. Un soir même, on trouva sous un rosier, je le crois, les vers suivants :

*Sur le rocher qui vous rassemble,
Joyeux, vous savourez ensemble
Le repos après le labeur ;
Mais vous n'êtes point avare,
Vous laissez voir la perle rare
Que l'on appelle le bonheur!*

*A moi qui passais sur la route,
Entre l'espérance et le doute,
Prête à me noyer dans mes pleurs.
Vous avez, écartant mes voiles,
Ouvert votre ciel plein d'étoiles,
Et votre jardin plein de fleurs!*

On soupçonna d'abord le rossignolet qui habitait un petit chêne penché sur l'abîme, au fond du jardin ; mais on s'aperçut que c'était une erreur. On avait reconnu la note argentine que rend d'ordinaire, parmi les chanteurs normands, Schalck de la Faverie.

Le chalet était au-dedans comme une ruche. Dans chacune des chambres, j'allais dire des alvéoles, était une collection. Ici dans la bibliothèque s'alignaient les lourds volumes des anti-quaires ; là sur des étagères se classaient les fossiles et s'ordonnaient jusqu'aux cataclysmes surannés du bon professeur des Longchamps ; car L. Blanchetière était un vaillant chercheur, il avait butiné sur les terroirs les plus divers, il avait recueilli de quoi faire à domicile, à l'aide de cailloux et de cristaux, le miel

indigeste de la géologie. Ailleurs étaient des tableaux. Le chalet devint un musée où Louis Blanchetière, après chacun de ses voyages, concentrait les résultats de sa vaste curiosité.

A peine eut-il fixé sa résidence à Domfront, il fut très visité. Les concitoyens l'entourèrent de cette prudente estime qui rend si tardifs les honneurs à qui les mérite. Il accepta la mairie par dévouement. Enfin il pourrait, avec l'autorité municipale, réaliser quelque peu de toute la philanthropie qu'il avait au cœur ! Du haut de son aérienne demeure, il vit le Bocage où couraient sous bois tant de chemins creux qu'avait connus son enfance ; il se souvint de la peine que les paysans avaient à traîner dans leur fange les lourdes charrettes. Il ordonna d'élaguer des chemins les branches pluvieuses qui les ravinaient. Le Normand aimait sa peine, il n'obéit pas.

Louis Blanchetière vit d'en haut ces innombrables pommiers que mordillait la chenille et qu'elle stérilisait : il arrêta qu'on échenillerait ; mais de petits rustres avaient déniché depuis longtemps les vrais échenilleurs qui sont les oiseaux. Les paysans ne voulurent point s'astreindre au rôle délicat de ces fonctionnaires ailés : ils n'obéirent pas.

Notre maire déplora l'obscurité, par trop « moyen âgeuse » de la cité nocturne ; il ne voulut rien moins que l'électricité pour mettre les ruelles à la mode du siècle, et il fit tourner pour cela le vieux moulin de la Varenne ; mais la Varenne était trop lente, le courant induit fut trop faible, le courant inducteur, en le rencontrant sur la colline, fit naître à peine... un lumignon.

Depuis des siècles, on entassait, sur un étroit emplacement, le beurre pêle-mêle avec la volaille. Louis Blanchetière voulut qu'on les vendit à quelques mètres au moins l'un de l'autre. Les Normands n'en endurent pas davantage, la poule ne cria pas, mais ils crièrent : « nous préférons à la propreté la routine ! » Ils étaient bien les gros malins qui veulent en remontrer à leur curé. Ils étaient bien les fils de ces bourgeois qui se révoltèrent contre Talvas le bâtisseur et contre Robert d'Artois et se donnaient, en fin de compte, au plus riche et au plus rusé. Quelque diable aussi les poussant à jalouser leur maître, ils se privèrent des bons offices de l'homme le plus désintéressé qui, jamais, les ait voulu servir.

Comme savant, L. Blanchetière obtint des résultats plus notables : en isolant le donjon, il donna à sa ville le haut relief

d'une esplanade encorbellée sur l'abîme bleu. Ses protestations contre la mutilation de l'enceinte de la ville et de ses rochers ne restèrent point sans écho. Je ne parle pas de ses travaux professionnels du Berry et de la Normandie, toujours accomplis sans blesser la science ni l'art, et dans l'intérêt du peuple.

Sans doute, comme ce Magloire Itam dont il écrivit, il éprouva des déceptions. Il alla de mécompte en mécompte, méfiant des monarchies, trompé des républiques : âme généreuse, toujours prompte à poursuivre la justice, mirage de l'an 89, trop sincère pour apercevoir à temps, derrière elle, la tortueuse politique qui mord la Justice au talon et qui accapare et termine les plus généreux mouvements des foules. Déjà libre et impartial dans sa vieillesse, il fut dégagé de tout parti par la mort, comme de toute illusion. Plus d'un le loua mort, qui n'eût osé le louer vivant. Tel qui soupçonnait la valeur plus que pécuniaire d'une vie toute de loyauté et de droiture condamna sans le vouloir sa propre conduite en faisant l'éloge d'un homme désintéressé. Chacun tira à soi cette belle mémoire. Quelle fortune n'eût voulu s'en enrichir, quelle autorité s'en couvrir ? Qui ne se fût honoré de son amitié ? Mais il était un peu tard ; l'âme après avoir animé quatre-vingts ans son organisme et donné l'exemple d'un beau caractère, échappait aux amis de la veille comme aux panégyristes du lendemain.

FLORENTIN LORiot.

CHRONIQUE ARCHÉOLOGIQUE

Une découverte vient d'être faite dans l'avant-chœur de la cathédrale de Séez.

On a enlevé les plaques de marbre adossées au pilier du transept, sous l'arc triomphal.

Ces plaques avaient été placées vers 1786 par l'ordre du chapitre. Dès qu'on les eut enlevées, le 10 Mai 1895, on a trouvé sous les plaques, des consoles sculptées au xiv^e siècle et d'une ciselure excellente. Elles étaient profondément engagées dans le pilier, car elles soutenaient des colonnettes qui montaient jusqu'à la voûte.

Ces consoles représentent des têtes de moines dont la vivacité est extrême, de petits animaux et des fleurs, des cochons et des roses. Nous remettons à plus ample information l'interprétation symbolique de ces sculptures si maladroitement mutilées et cachées, en un temps de mauvais goût, mais qui sont en parfaite harmonie avec le style élégant et pur de la cathédrale. F. L.

SAINT-HILAIRE-DE-BRIOUZE

(Suite et fin).

ÉCOLES.

Comme dans bien des paroisses, les écoles, à Saint-Hilaire, étaient jadis tenues par les vicaires, et quelquefois par de simples clercs. C'est ainsi qu'aux XVII^e et XVIII^e siècles, furent maîtres d'école François Balon, Th. Peigney, Jacques Delaunay, Jacques Brout, Pierre Lemperrière. Plus tard, les écoles furent tenues par des laïcs nommés par l'évêque sur la présentation des curés. Le premier instituteur laïc paraît avoir été Pierre Bernier, qui tenait la férule en 1765. Dans les temps modernes, les écoles de Saint-Hilaire ont été pourvues de titulaires suivant les lois et les règlements de l'Instruction primaire.

La première institutrice semble avoir été Charlotte Delaunay, la fondatrice de la maison de Briouze (1807-1831). La direction de l'école des filles a été jusqu'à ce jour confiée aux religieuses de la Communauté qui se sont acquittées de leurs fonctions à la satisfaction générale.

Instituteurs et institutrices suivent et doivent suivre le progrès. Où est le temps où la bonne Charlotte Delaunay, dont la devise était : *Peu et bien* bornait son enseignement à la lecture, à l'écriture et aux premières notions de calcul ? Avec cela, le catéchisme sans fautes, l'amour de Dieu, le respect des autres et de soi-même, n'était-ce pas assez pour éclairer et honorer l'obscurité d'une pauvre vie gagnée le plus souvent à la sueur du front ? Les élus de l'intelligence et de la fortune avaient à leur disposition les Pensionnats et les Collèges. L'ignorance est, sans contredit, la pire des conditions ; encore faut-il pouvoir retenir et utiliser ce qu'on vous enseigne.

VOIRIE.

La viabilité, il y a un siècle, était à l'état rudimentaire. Au lieu de la route nationale et des nombreux chemins de moyenne et de petite vicinalité qui traversent la commune, ce n'étaient que fondrières, cahots et ornières. On ne voyageait qu'à pied ou à cheval.

« Ce pays, disait en 1789, dans son cahier de doléances, l'abbé Bertin, curé de Saint-André-de-Briouze, est tellement oublié, tellement obstrué, qu'il n'y a aucune poste, aucune correspondance directe avec les autres pays. » Ses lettres lui arrivent de Falaise, distante de cinq lieues et d'où elles lui sont expédiées « par une occasion quelquefois infidèle et toujours tardive. » Saint-Hilaire dont le terroir est en partie argileux et en partie granitique, comme celui de Saint-André, n'était pas plus heureux que son voisin. Madame Bizet, écrivant à son petit-fils, mettait sur l'adresse de la lettre : M. Leprovost, chevalier et seigneur du Perron, PROCHE FALAISE.

Falaise n'y pouvait rien ; aussi demandait-il dans ses doléances provinciales particulières (Chap. V^e) « que l'on avise aux moyens de rendre les chemins vicinaux *praticables*, à l'effet d'établir la facilité de l'exportation de proche en proche. »

MOEURS ET USAGES.

Chaque paroisse de la Basse-Normandie a, depuis fort longtemps, reçu de la voix populaire un sobriquet plus ou moins bizarre. C'est ainsi que les habitants de Saint-Hilaire ont été surnommés les « Blonds » ou les « endormis. » « Les personnes blondes, dit l'auteur d'un vieux recueil contenant les sobriquets de nos paroisses, ont le tempérament sanguin, et sont par là même moins énergiques que les bilieux. » Mais pourquoi « les blonds de Saint-Hilaire ? » Cette qualification plus ou moins méritée, date probablement de l'invasion des Anglais. Bon nombre de familles, dans cette commune, trahissent en effet par leur nom patronymique, une origine Anglaise. Or, on le sait, nos voisins d'outre-mer ne brillent pas par la vivacité et l'entrain qui distinguent le Français ; de là, « les endormis. »

Quoi qu'il en soit de cette marque d'atavisme propre à la pa-

roisse de Saint-Hilaire, tel n'a pas toujours été, paraît-il, le caractère dominant des habitants de ce pays. Au temps où ce sobriquet leur fut donné, ils semblaient au contraire particulièrement belliqueux et batailleurs.

Lorsque M. l'abbé Jamet arriva à Saint-Hilaire pour prendre possession de la cure, en 1844, la « soule » était encore en grand honneur dans la paroisse. Voici la description qu'il en donne : Lorsque j'arrivai à Saint-Hilaire, il y avait, dans cette paroisse, une coutume qui tenait en quelque sorte de la barbarie. Quand une jeune fille quittait le pays par suite de son mariage, le dimanche qui suivait ses noces, elle devait revenir dans sa paroisse à la grand'messe, apportant avec elle une « soule », c'est-à-dire une boule en cuir, remplie intérieurement de diverses choses, et même de quelques pièces de monnaie ou d'argent. Après la messe, le mari sortait avec sa jeune femme. Tous les jeunes gens de la paroisse divisés en deux camps les entouraient aussitôt. La femme alors remettait la « soule » à son mari qui, d'un bras vigoureux, la lançait par dessus le faite de l'église. Tous à l'instant de se précipiter sur la soule, se culbutant, se frappant même, pour l'arracher des mains de ceux qui l'avaient saisie les premiers. C'était à qui triompherait, et ferait triompher son parti. Rien ne les arrêtait ! ils renversaient les croix dans le cimetière, démolissaient les barrières qui se rencontraient, détruisaient tout dans les jardins, dans les champs, et se précipitaient même, au besoin, dans la rivière. Et ce combat ne finissait que lorsque le plus fort et le plus agile avait pu pénétrer, avec la *soule*, sur un terrain hors la commune. Alors la partie était gagnée et il y avait un banquet auquel tous les jouteurs étaient invités ; mais, hélas ! plusieurs ne pouvaient y prendre part à cause de leurs blessures. Un jour même, un jeune homme fut écrasé, dans la mêlée, sous les pieds de ses camarades, et mourut peu de temps après.

Lorsque le mari qui lançait la *soule*, n'avait pas la force et l'adresse de la faire passer par dessus le faite de l'église et qu'elle retombait du même côté, les hommes mariés avaient le droit de concourir et alors il s'ensuivait une mêlée qui n'avait plus de nom.

Les fils se battaient avec acharnement contre leurs pères.

Vingt ans auparavant, Jacques-François James, maire à cette époque, comprenant à juste titre qu'un pareil usage était fort répréhensible, avait pris l'arrêté suivant pour l'interdire :

« Le Maire de Saint-Hilaire-de-Briouze, vu l'art. 46 de la loi du 22 Juillet 1791, l'art. 3, titre 2, de celle du 24 Août 1790,

Considérant qu'il existe dans cette commune, un abus qui trouble la tranquillité publique, compromet la vie des personnes et la décence qui doit régner dans les édifices du culte, et détruit le respect dû aux lieux destinés à la sépulture ;

Cet abus vient de ce que, lorsqu'une fille de la commune prend un mari dans une autre commune, il est d'usage que, quinze jours ou trois semaines après le mariage, elle revienne avec son mari, un jour de dimanche, et qu'à l'issue de la Grand'Messe elle y jette par dessus l'église, une soule (espèce de pelote dans laquelle cette femme a mis une certaine quantité d'argent). Alors les jeunes gens de la commune, réunis à cet effet se disputent cette soule, ce qui occasionne des bouleversements, des querelles, des luttes, des coups et autres inconvénients de ce genre ; dans ces instants, on ne respecte ni les lieux, ni le jour ; on va même jusqu'à défaire la clôture du cimetière, renverser les signes religieux placés par les familles sur la tombe de leurs ancêtres.

Arrête :

ART. 1^{er}. A partir de ce jour, l'usage de jeter la soule en la commune de Saint-Hilaire, est abrogé.

ART. 2. Toute personne qui se permettra de la jeter, ou de courir après, pour s'en emparer ou pour autre cause, sera poursuivie devant les tribunaux comme troublant l'ordre public, la sûreté des personnes et des propriétés.

Arrêté en Mairie, le vingt Janvier mil huit cent vingt-huit, et signé après lecture.

J.-F. JAMES,
Maire. »

Malgré la prohibition du Magistrat, ce rustique et barbare jeu continua jusqu'en 1847. Rien n'y faisait, ni le progrès des temps, ni l'adoucissement des mœurs, ni les règlements de police. Le Maire d'alors M. Charpentier, avait beau prendre des arrêtés ; il fallut plusieurs fois avoir recours à l'intervention des gendarmes pour faire respecter la tranquillité et la loi.

Le jeu de la rabotte était moins dangereux. Il ne s'agissait pas d'une lutte corps à corps. C'était une sorte de croquet, qui se jouait entre voisins, dans « les Jours gras ». On se rassemblait dans un pré. Chacun se munissait d'un bâton à gros bout (rabotte), et on se partageait en deux camps. Il s'agissait de faire franchir les limites du champ de bataille à une bille de bois (got) frappée avec la rabotte. On rabottait ferme, et les vaincus payaient à boire.

En ce temps-là, le café n'était guère connu, l'eau-de-vie n'était

pas encore empoisonnée, le cidre (pommé), était presque une boisson de luxe, le poiré coulait à flots dans le bocage et on le buvait sans trop compter les gobelets. L'ivresse du poiré vient assez vite. Elle est parfois terrible. Il y a des crûs renommés pour monter à « la coupelle. »

Les gars de Saint-Hilaire n'étaient pas plus manchots que les camarades. Ils défendaient l'honneur de leur paroisse et faisaient honneur aux fêtes paroissiales, « queue chienne d'assemblée j'avons ieue, disait un bonhomme, on ne s'est seulement pas f...lanqué un coup de scion ! »

La Sainte-Suzanne de Saint-Hilaire ne méritait pas ce reproche. Le dimanche après l'Ascension, le poiré est paré ; quand il est sans eau, il picote encore. Ce jour-là, cinq ou six tonneaux étaient en perce sur la place du bourg. La quenelle était mise partout, et le liquide doré tombait incessamment de la chantepleure au pichet. Y a-t-il un moment de répit, le transvaseur empoignait un gros bâton et frappant à tour de bras sur les flancs du tonneau, plus sonore à mesure qu'il se vidait, il ramenait la pratique en criant à pleine gorge : « V'là l'bon ! v'là l'bon ! » Le bon et le douteux, le doux et le rude, tout passait, et, une fois en ribotte, on se daubait à coups de bâton. Il y avait des rivalités en jeu, des supériorités à soutenir, des revanches à prendre.

Il arriva une fois, entre autres, que les gars de Saint-Hilaire rossèrent ceux de Briouze.

La victoire était encore indécise quand les gendarmes intervinrent. Leur présence réunit subitement les combattants.... contre les représentants de l'ordre public qui furent vilainement battus. L'affaire dut aller en correctionnelle et la condamnation fut douce contre les gens en ribotte. Il n'y avait eu ni mort d'homme, ni grave blessure.

Il n'en était malheureusement pas toujours ainsi. A la Saint-Liénard (Léonard), des Yveteaux, à la Saint-Amesland, de Montreuil, à la Saint-Pierre, de Faverolles, au grand Rosaire de Lougé, les batteries étaient terribles.

Une année, les gars de Saint-Hilaire firent rage à la Saint-Léonard, des Yveteaux. Il y eut plaies et bosses, Saint-Hilaire « remporta les lauriers ». Mais que de blouses déchirées ! que de pantalons à rapiécer ! Les battus boitaient et se frottaient les côtes. On les entendait geindre et grogner tout bas : « C'est pas

fini ! J'nous r'verrons à la Sainte-Suzanne. Apportez vos pouches do vous, gars de Saint-Hilaire pour ramasser vos os. » Cette année-là, la Sainte-Suzanne ne fut pas plus sanglante qu'à l'ordinaire.

Ces hostilités de paroisses tournaient parfois à l'aigre, et n'attendaient pas les grandes occasions pour se manifester. Un soir de novembre, la veille de la Sainte-Catherine, foire de Briouze, trois habitants de Saint-Georges-d'Annebecq vinrent coucher à Saint-Hilaire. Ils avaient là un cousin aubergiste, chez lequel ils devaient assurément trouver un gîte. Ils frappent à la porte et vont pour entrer. L'auberge était pleine de buveurs attardés. Ce fut comme un siège fait et une prise d'assaut ; les verres et les bouteilles volèrent en éclats, les tables et les bancs furent brisés. L'aubergiste tapait dans le tas. Un homme tomba dans le feu et se mit à pousser les hauts cris. Ce fut comme un signal : « A nous, nos amis ! Saint-Hilaire, au secours ! Les gars de Saint-Georges massacrent ceux de Saint-Hilaire ! A nous, les gars de Saint-Hilaire ! » En un clin d'œil toute la bourgade accourut, les femmes comprises. Ce fut une bagarre épouvantable, qui se termina par l'expulsion violente des trois « gars » qui durent se replier comme ils purent, heureux de n'avoir cassés ni bras ni jambes.

Autres temps, autres mœurs. Celles-ci ne méritent pas un regret. Non seulement les coups ne sont pas des raisons, mais ce sont de mauvais engins de civilisation et d'éducation.

Il serait aussi ridicule et inhumain de chercher querelle à cet amour de bien-être, à la tentation duquel nous succombons tous. Il serait cruel de regretter le pain d'orge, le pain de « carabin » et la bouillie du même blé noir, le régal du « galimot », beurré sur la « galetoire », les grands jours du jambon dans la poêle, et les extra de la poule au pot. Les estomacs d'aujourd'hui ne sont plus capables de résister aux bombances et au pantagruélisme des festins de noce. « Combien de viande me faudra-t-il ? demandait, la veille des épousailles, un fiancé cossu à sa cousine, com-mère experte en la matière ? Quatre livres par personne, sans compter les volailles. » C'était le tarif, et tout y passait. On ne faisait pas de restes. Les affamés venaient de dix lieues à la ronde à l'odeur du rôti. « Quand il y a une noce dans le pays bas, les pauvres s'en sentent, » était un proverbe du temps.

Aujourd'hui, on a plus de petits plats, et on ne les met plus dans les grands. On se reçoit avec plus de cérémonie et de parcimonie. Dépense-t-on moins ? au contraire. On fait moins de carnaval et beaucoup moins de carême. On se traite entre parents et amis avec plus de luxe et de superflu. S'aime-t-on davantage ? C'est douteux.

Et le *costume* ? Les femmes avaient longtemps porté la coiffe à quatre barbes, puis réduite à deux. Concurrément avec le *hennin*, dit *bonnet rond*, qui variait de commune à commune, quelquefois de village à village, tantôt hautain, comme la comète de Bayeux, à fond plat, à plate forme maintenue par une ossature de fil de fer, qui soutenait les ailes papillonnantes, plissées à petits plis ou à tuyaux et bordées d'une haute dentelle, tantôt plus modestes et moins hauts, à calotte capsulaire, avec des ailes rabattues, empesées, et souvent à moitié plissées, au hasard du fer à repasser. Les hauts bonnets comportaient des chignons, des bandeaux et deux boucles de cheveux collées aux tempes en accroche-cœurs. Les modestes « bonnets ronds » laissaient les chevelures naturelles abritées au gré du peigne. Trop incommodes encore pour permettre aux ménagères de faire les gros ouvrages, ils furent remplacés pour un temps, par le bonnet de coton. La cornette voulut lui succéder ; c'était une trouvaille ; aussi a-t-elle été abandonnée pour les bonnets et les chapeaux de fantaisie, fils de ceux que portent les bourgeoises des villes et aussi laids que leurs pères.

Le déshabillé se composait d'un casaquin, ou corset recouvert d'un mouchoir de soie froncé sur la nuque, et bordé d'un petit tour plissé à gros plis. Le casaquin s'ajustait sur un jupon de couleur différente, d'étoffe solide, recouvert d'un devant de ou ouvrage ou de parade. Le premier servait souvent de manteau et de parapluie aux vachères et aux ménagères en course. Le jupon était court, et les pieds étaient invariablement chaussés de gros sabots. Les faraudes et les richardes portaient des sabots à brides le dimanche.

Les hommes portaient la grande veste à pans coupés, puis la veste ronde, appelée Carmagnole. Coiffés anciennement d'un grand chapeau à larges bords, ils le quittèrent promptement pour le chapeau à haute forme.

Le gilet-veste fit place vers le même temps au gilet plus court,

et le pantalon succéda à la culotte courte. Au temps de celle-ci, les riches seulement chaussaient des bas, les « bonshommes » avaient des guêtres de toile.

Aujourd'hui, la blouse recouvre tout. C'est un vêtement propre, honnête et démocratique. Mais aussi, il n'y a plus d'habits de fête. Au temps des vestes et des culottes, il aurait fallu voir un paroissien entrer en blouse à l'église. C'était un cas d'expulsion. Mais les vieux Curés y ont perdu leur latin, et les jeunes acceptent les blouses dans leurs églises. Tout ce qu'ils demandent, c'est qu'elles soient fréquentées par ceux qui en portent.

V. GOURDEL.

— — — — —

PHÉNOMÈNES MÉTÉOROLOGIQUES

ET

VARIATIONS ATMOSPHÉRIQUES

Sécheresses, Pluies, Orages, Glaces, Tremblements de
terre, Aérolithes, etc.,

OBSERVÉS EN NORMANDIE

PRINCIPALEMENT DANS L'ORNE

*D'après les Chroniques locales, les Archives du département
et des communes.*

1073-1893.

(Suite).

1634. — Un mercredi 18^e de janvier 1634, à 4 heures du matin, le tonnerre d'un seul coup, sans aucun autre devant ni après, tomba sur le clocher de Saint-Thomas (d'Argentan), en détacha l'ardoise plus artificieusement que n'aurait pu faire aucun couvreur, à la réserve qu'il la conserva moins bien. Il entra dans l'église par un ovale qui est dans le corps dudit clocher au-dedans de la nef, fracassa la vitre du tabernacle, passa au travers sans toucher la custode. Le dommage coûta plus de 600 livres.

Mss. de Thomas Prouverre, sieur de Bicheteaux.

1636. — Épidémie à Argentan.

Délibération à ce sujet du corps de ville en date du 21 septembre.

Hist. de Saint-Germain d'Argentan, p. 184.

1637. — Le 26 juillet, à 5 heures du matin, la foudre tombe sur le grand clocher de la cathédrale de Sées.

Maurey d'Orville. *Recherches historiques sur la ville de Sées*, p. 154.
— H. Marais et Beaudouin, *Essai historique sur la cathédrale de Sées*, p. 173.

Maladie contagieuse dans le Maine. Il fallut séquestrer les malades.

Perche. *Précis historique sur le Maine*, p. 258.

1638. — Épidémie extraordinaire à Argentan. Presque toute la population s'était enfuie, l'herbe couvrait les pavés des rues.

Hist. de Saint-Germain d'Argentan, p. 185.

1639. — En l'an 1639, « les levées estant d'un beau préparatif, viron la Saint-Jean, il tomba de la poison sur les seigles qui furent tellement gastés qu'il en falloit plus de vingt gerbes au boisseau ».

Briouze, État civil.

1640. — « Le jour de Pasques de cette année 1640 qui fut le 8^e d'avril, il fit une si grande foudre la nuit et le vent fut tellement impétueux qu'il fist tomber plusieurs arbres et maisons, comme aussy il tomba de la neige en telle abondance qu'à grande peine pouvait-on sortir, tant elles estoient grandes et le vent furieux. »

Ibid.

« Un vendredi 6^e jour de juillet 1640, à dix heures et demie du soir, il se fut en cette ville d'Argentan un tremble-terre si sensible que, le maistre administrateur de la maison Dieu, escrivant sur une petite table, la secoua si rudement que son écritoire qui estoit sur le milieu en fut gectée à terre. A Sainte-Claire à l'autre extrémité de la ville, quantité de vaisselle et chaudrons en tombèrent de leur place et à mon premier réveil qui me fut excité par ma femme qui toute effrayée et qui ne sçavoit ce que ceste grande secousse de nostre maison vouloit dire, je le ressentis encore assez pour luy dire que c'estoit un tremble-terre. En bien des endroits de la ville, il y eut beaucoup de vaisselle et autres meubles gectez de leurs places, et ce qui empescha que plusieurs n'entendirent rien, fut que c'estoit la vraye heure du premier somme à plusieurs. En tous les accidents extraordinaires, les peuples très souvent en font des discours selon leurs passions,

tantôt en attribuant à miracles, les autres au hazard ou à leurs prophécies. »

Manuscrit de Thomas Prouverre.

1641. — « Le vendredi 27^e de décembre 1641, jour de la feste de Saint-Jean-l'Évangéliste, à l'issue des vespres, il fist un tel coup d'orage que les plus asseurés eurent une telle appréhension qu'ils pensèrent estre morts. Aussy il s'en fist plusieurs coups, tant les jours précédens que ensuivans, mais non si forts. »

Briouze, État civil.

1642. — « Un dymanche 15 aoust 1642, viron entre 4 et 5 heures du soir, sur les bruières de Falaize, sur cette butte qui est au sortir des taillis vers Falaize, un coup de tonnerre foudroya sur la place quatre chevaux qui raportoient de Guibray une chartée de cuir, tuèrent aussy le maistre qui estoit à l'autre bout de la charette sans faire de mal au chartier qui les conduisoit, et l'on attribua cet acte de justice à l'indévotion du maistre, qui ne voulut diférer au conseil de son serviteur qui luy avoit dit de ne point partir le jour de la Sainte-Vierge et qu'ils n'en seroient point plus avancez ; de quoy son maistre s'estant moqué, luy avoit dit qu'il lui achepterait un métier de prescheur. »

Manuscrit de Thomas Prouverre.

1648. — Disette dans le Perche.

O. des Murs. *Éphémérides de Nogent-le-Rotrou*, p. 157-158.

1649. — Maladie contagieuse qui fit de nombreuses victimes. Perche. *Précis historique sur le Maine*, p. 258.

1650. — « Le dimanche 28^e jour de..... 1650, viron sur les six heures du matin, il passa un orage dessus le bourg du Mesle-sur-Sarthe avec grands esclairs et esclats de tonnerre, et en passant le tonnerre tomba sur le clocher de ladite église qui abattit un pan de la couverture d'ardoise qui estoit sur le clocher et laissa une petite étincelle de feu au bout de la flèche dudit clocher qui, peu à peu, mist le feu dans led. clocher, et sans le secours et assistance du monde qui s'employa à desteindre le feu, le clocher et l'église eussent esté embrasés. Il y eut viron la haulteur d'une picque du dit clocher qui fut brûlée. »

Le Mesle-sur-Sarthe, État civil.

Épidémie dans le diocèse de Sées. L'évêque, Camus de Pont-Carré, ordonne des prières publiques.

Maurey d'Orville, p. 195.

1651. — 4 juillet. « Quoique le blé ne soit pas beau en beaucoup d'endroits, il est néanmoins beaucoup amoindri de prix. Le blé, qui valait 33 sols, n'en vaut plus que 27. C'est la misère du pauvre peuple qui n'a pas moyen d'en acheter qui cause cette diminution. Mon fils a été au Perche ; ils ont en ces quartiers-là beaucoup de gens de guerre.... »

Lettres de Michel Denyau à C. Darrau (Pitard).

1651. — « Le 9 jour de décembre 1651, les eaux furent grandes et débordèrent avec impétuosité et entraînèrent le célier, la chambre et le grenier du presbytaire du Mesle-sur-Sarthe, où je perdis grande quantité de mes meubles que les eaux entraînèrent et beaucoup qui furent rompus et laissez dessous les ruynes. »

Le Méle-sur-Sarthe, État civil.

1654. — Le 3 mai, le tonnerre tomba sur le clocher de Saint-Sauveur de Caen.

Journal des choses mémorables arrivées à Caen.

1659. — « Le vendredi 16 de may 1659, à 3 heures après midy, commença un orage très violent qui, après six ou sept coups de tonnerre de la dernière violence et qui mirent les plus résolus dans l'extresme frayeur, se dechargea par une si forte pluye et grosse gresle, que tous les plus anciens avouèrent n'avoir jamais rien vu de semblable, et j'atesté que dans nostre boutique dessus les maisons oposites il fut gecté des grains de gresle comme des noix, ce quy dura sans discontinuer presque deux heures entières, de sorte qu'en les endroits bas, comme la Chaussée et Saint-Martin, il y estoit impossible d'aborder ni de pied ni de cheval, y ayant à pleine rue plus de trois ou quatre pieds de gresle flottans dans l'eau ; et dans les lieux les plus hauts, il n'y eut aucune maison exempte de très grande incommodité, les maisons estant remplies par les cheminées de pluye et gresle. Tous les jardins de la ville en furent tellement battus que de plus d'un mois il n'y fut trouvé aucune herbe, sans par la grâce de Dieu, avoir fait que de très peu de mal à la campagne ; mais ce qui fit de la painne à beaucoup de gens qui s'effrayent de peu, c'est que dans tous les jardins l'on trouvoit quantité de charbons, qui faisoient faire quantité de raisonnemens cornus aux idiotz, et les plus raisonnables crurent bien que c'estoit un tourbillon qui avoit enlevé quelques charbon-

nières dans la nue qui retomba avec la gresle. La chose en toute sa circonstance fut très extraordinaire. »

Manuscrit de Thomas Prouverre.

1659. — « Le mardi troisiésme jour de juin 1659, l'une des fêtes de la Pentecoste, s'esleva une tempeste qui print son commencement en la grande Berthe, paroisse des Ventes, qui passa par dessus le village du Plessis, de Marchemaisons qui abbatit quantité d'arbres et descouvrit les maisons par où elle passa, ce qui causa beaucoup de dommages à plusieurs.

Le Méle-sur-Sarthe, État civil.

1659-1660. — « Vions la mi-novembre 1659, il commença de geler fort vivement et le 1^{er} décembre à geler sept ou huit jours de suite si abondamment que les neiges en devinrent si grandes et de si longue durée, qu'y fut jusqu'au mois de mars que l'on ne put tout ce temps produire les bestiaux dehors, desquels il en mourut beaucoup. Il se perdit plusieurs hommes, et le simple peuple réduit à si grande pauvreté pour pouvoir rien faire, qu'il fut réduit à vendre tout son meuble et quoique le bled ne passa pas 60 sous le boisseau, les pauvres furent réduits à plus grande disette, que je ne l'avois remarqué du depuis vingt-cinq ans. Il ne se voyoit dans les bois ny à la campagne aucuns oyseaulx ; on trouva en quantité d'amas de fagotz, beaucoup de merles, d'étourneaux morts qui s'y estoient réfugiés (1), ce qui rendit l'année 1660 fort stérile de bled et de fruits, quoique la floraison des arbres eust paru assez belle qui fut entièrement brouie en un jour. Les peuples s'estant trouvés dans l'autre extrémité où l'abondance les avait mis aux années 1653 et 1654 comme il est remarqué cy-devant, ce qui nous devoit bien faire cognoistre les moyens que le bon Dieu a de réprimer nos violences. »

Thomas Prouverre.

Épidémie au Maine. Il fallut faire sortir de la ville et confiner dans des baraques qu'on construisit entre les murs de la Couture et la grande métairie les malheureux qui en furent atteints.

Perche. *Précis historique sur le Maine*, p. 258.

1659-1666. — Dans le Perche, depuis la Saint-André 1659 jusqu'au 26 février 1660, c'est-à-dire pendant environ trois mois,

(1) Nouvelle preuve de l'utilité des oiseaux insectivores.

il gela constamment et sans interruption avec accompagnement de neiges qui ont toujours couvert la terre et ce n'est que le 26 février, qui était un jeudi, que la neige et la glace commencèrent pour la première fois à se résoudre et à se rompre. Aussi cette année peut-elle à bon droit s'appeler l'année du grand hiver.

1660-1661. — « Il est de curiosité et d'utilité de sçavoir que le mois de décembre de 1660 et le mois de janvier 1661 furent si beaux, si doux et si sereins que, à la Chandeleur, tous les arbres de fruitz à pierre (1) estoient en fleurs, comme ils ont coutume de l'estre en mars et avril et les blés si avancez que l'on croyoit avoir la récolte dans le commencement de juin. Mais les mois d'avril et de may s'estant trouvés très pluvieux et très froids, toutes choses furent si désordonnées et si retardées que touz les fruitz furent perdus et brouitz, tous les bleds si plains d'ivraye et autres vilainies que presque universellement il en falloit 30 et 40 gerbes pour faire un boisseau de très mauvaise drogue. Tous les prés furent si vasez et perdus que la plupart des foin fut abandonnée dans les pretz en mulon et beaucoup non fauchés, ce qui cause d'extrêmes maladies sur gens et bestiaux. »

Manuscrit de Thomas Prouverre.

1661. — Sur la fin du mois de juillet, il y eut à Caen une grande mortalité causée par un flux de sang.

Journal des choses mémorables arrivées à Caen.

Maladie contagieuse dans le diocèse du Mans. L'évêque ordonne des prières publiques pour demander la cessation de ce fléau.

Perche. *Précis historique sur le Muine*, p. 256.

1662. — Disette. Le 8 juin, la livre de pain fut vendue 6 s. 14 d., le pot de cidre 8 s. et le boisseau de froment 8 livres. Il mourut beaucoup de pauvres de faim à Caen et en beaucoup d'autres lieux de Normandie.

Journal des choses mémorables, etc.

1663. — En juillet, pluies très abondantes et continuelles qui furent cause qu'on ne put ramasser les grains.

Ibid.

(1) *Fruits à pierre*, fruits à noyaux.

1668. — Le tonnerre tomba sur l'église de Saint-Germain d'Argentan et en abattit un des gros vases.

Lautour de Montfort.

1673. — L'année 1673 fut une des meilleures que l'on eût vues pour le bon marché des grains et cependant le milieu de l'année, pendant les mois de juin et de juillet, avait inspiré des craintes pour l'état de la moisson. Ces deux mois avaient été si pluvieux que l'on avait eu beaucoup de peine à faire et à rentrer les foin et que les blés avaient été maltraités et ruinés par les eaux. Toutefois l'orge et l'avoine s'annonçaient sous de bons auspices. On eut recours aux prières pour solliciter du ciel un meilleur temps.

O. des Murs. *Ephémérides de Nogent-le-Rotrou*, p. 173.

1673-1674. — « Vers le mois d'août 1673 jusqu'au mois d'avril 1674, le temps fut si pluvieux qu'on ne pouvait presque faire de récoltes des biens de la terre, ni les ensemercer, ce qui épouvanta beaucoup les hommes et qui donna sujet à messire Jean Forcoal, évêque de Sées, d'establiir dans tout son évêché des prières publiques, demander au curé d'Argentan que le 8^e d'avril il se transporterait à Argentan pour faire procession et y porter les reliques de saint Mansuet, afin d'obtenir par son intercession un changement de temps. Chose admirable, le jour que ce mandement fut envoyé et toute la semaine il fit un très beau temps, de sorte que le dimanche suivant, le seigneur évêque se rendit, sur les 9 heures du matin, à Argentan et après dîner il assista au sermon que M. Chevalier, son grand vicaire, fit sur le mérite des reliques. »

Éloge de saint Mansuet, ch. IV.

1675. — « En 1675, le printemps ayant paru fort doux et le mois de may très beau, on jugeait déjà de l'abondance d'une moisson fertile de blé et foin, mais toutes choses dépendent entièrement de Dieu, pour lequel tous les hommes doivent avoir de la soumission. Il arriva que le mois de juin fut si pluvieux et principalement le 22 et 23, et le 26, que toute la prairie fut couverte, et le reste de la semaine fut assez beau, ce qui donnait espérance ; mais les premiers jours de juillet, il tomba tant d'eau et le temps si froid que l'on ne put presque faire aucun travail. Mais ce qui fit perdre toute espérance c'est que la lune étant éclipsée du 6

au 7 produisit, le 7 et le 8, une pluie si prodigieuse et extraordinaire que, continuant le 9 et le 10 et la nuit mesme, avec une tempeste et un vent si grand, tous les bleds furent bouleversés et couchés, en sorte qu'on les croit perdus et les prairies si couvertes d'eau que des hommes à quatre-vingts ans ne les avaient jamais veues dans cet estat. C'est pourquoi dès la halle suivante le bourseau de bled haussa de 15 à 20 sols, ce qui obligea l'Église à faire des prières publiques et on ordonna des jeunes et prières et procession générales et en cette ville. Messire Jean Forcoal, encore évesque de Sées, vint exprès et ordonna que l'on exposast les reliques de saint Mansuet et que le 10^e jour de juillet, on les portast processionnellement dans l'intérieur de l'église. Il est à remarquer que la chässe fut descendue le 10 du mois où, contre toute apparence de beau temps, ayant plu toute la nuit et le jour, et le ciel paraissant tout couvert de gros nuages le matin mesme, l'après-midy il commença à estre plus clair, et le jour suivant qui était le 12, il fut très beau, et dans l'espace de 8 jours qu'il continua chaud, les eaux s'écoulèrent, les bleds se relevèrent, et le beau temps qui continua tout l'esté fist que les foins qui estoient sur les places furent sauvés et les bleds estant forts qui se conservoient frais au pied rendirent encore des bleds passables.

Ibid.

1683, — 23 juin. Orage violent à Rouen. La grêle d'une grosseur extraordinaire brisa les couvertures des édifices et détruisit même quelques maisons. Le clocher de Saint-André tomba sur la nef; la flèche de Saint-Michel fut emportée de l'autre côté de la rue et abattit une maison.

L'ouragan s'était élevé sur les 4 heures du soir, avait commencé vers Falaise, puis s'avancant du côté de Lisieux avait passé par Montfort, Croisset, Quevilly, la vallée d'Yainville.

1684. — « En l'an mil six cent quatre-vingt-quatre, l'esté fut très sec et très chaud, ce qui causa beaucoup de chenilles dans les grains, qui mangeoient les cheneviers et les poix et les grains et fruits de la terre, ne pouvant pousser, à cause de la trop grande sécheresse. Messieurs les grands vicaires permirent de descendre la chässe de saint Mansuet le 29^e juin, jour de saint Pierre et saint Paul, auquel jour on fit une procession générale avec les reliques à Saint-Martin et à Notre-Dame et le

temps se couvrit tout d'un coup, même il plut un peu, et les dites reliques estant restées au costé du grand autel cinq ou six jours où l'on dit beaucoup de messes, le premier jour de juillet, il plut beaucoup, sans orage ni tonnerre. »

Éloge de saint Mansuet, ch. IV.

Gelée extraordinaire le 13 novembre. La gelée ne cessa que le 29 janvier. La mer gela sur nos côtes jusqu'à deux lieues de ses bords.

De la Rue. *Nouveaux essais*, t. II.

1685. — « En l'an 1685, le printemps ayant esté très sec et aride, ce qui obligea de faire beaucoup de processions de tous costés pour avoir de l'eau, mais le mois de may s'estant passé sans en avoir, enfin le dernier du dit mois, feste de l'Ascension de Nostre-Seygneur, on descendit la châsse de saint Mansuet que l'on porta processionnellement à Saint-Martin et à Nostre-Dame et le mesme jour il plut un peu et aussi le lendemain qu'il plut beaucoup, quoique le vent y fust contraire, ce qui est miraculeux. »

Éloge de saint Mansuet, ch. IV.

1690. — Au mois de juin, l'an 1690, il arriva deux inondations remarquables qui firent dans Lisieux beaucoup de ravages.

Mémorial de ce qui s'est passé de plus remarquable dans la ville de Lisieux (Bull. de la Soc. hist. de Lisieux, n° 6).

En l'an 1690, il est arrivé une chose étrange à quatre lieues de Caen, aux environs de Saint-Silvain qui est que dans près de vingt paroisses, il existait des *chapeleuses* qui ont mangé tous les épis d'orge avant qu'ils ne fussent sortis de la coque.

Mémorial, etc.

1691. — Tremblement de terre.

Bulletin de la Société Linnéenne, 4^e série, t. III, p. 248.

Le dimanche 11 mars 1691, sur les deux et trois heures après midi, il s'est élevé un grand vent pendant deux et trois heures

Mémorial, etc.

Le 10 juillet 1691, Philippe Picot fut tué d'un coup de tonnerre dans la prairie de Caen, sur les trois heures après midi.

Journal, etc.

1692. — En 1692, les vignes avaient gelé, le vin de cette année était du grince-dents et encore il en était fort peu.

Ballon. *Inventaire des Archives de la Sarthe*, E. Suppl.

1693. — « L'an 1693, le printemps et l'esté ayant esté froids et humides aussi bien que l'année précédente, ce qui nous pronostiquoit une grande famine, jointe à une grande guerre dans ce royaume et l'Europe, cela obligea M. de Forecolli, vicaire général de Monseigneur de Savary, de permettre de descendre la chässe de saint Mansuet, ce jeudi 16^e juillet et le dimanche 19^e du dit mois et an que dessus. On fist une procession générale avec la dite relique autour de la ville et le mesme jour le soleil se découvrit et le temps se mit au sec et au chaud par l'intercession de ce bon saint et protecteur de ceste ville d'Argentan, quoique le vent fût à la pluye et le temps souvent bien couvert et bien chaud nous menaçant d'un grand orage les jours suivant. »

Éloge de saint Mansuet, ch. IV.

« La disette fut si grande, particulièrement dans la ville de Lisieux, que la cour, par arrêt, taxa les ecclésiastiques et les bourgeois, pour faire subsister les pauvres. Faut de secours, il mourut dans lad. ville trois à quatre mille pauvres, sans les étrangers.... Cette disette fut aussy accompagnée d'une maladie contagieuse, qui fit mourir quantité de bourgeois. »

Mémorial, *ibid.*

1694. — « A remarquer que cette présente année a esté dans son commencement une année de pauvreté, peut-être plus grande que l'on eust jamais veue, les grains très chers, le pain à plus de quatre sous la livre, point de fruits, point de sidre que très peu encore qu'il a valu sept sous le pot, point de vin que très meschant depuis vingt jusques à trente sous le pot, l'année précédente aiant esté tout-à-fait stérile. Et à remarquer que, dans cette année si misérable, les habitans ont souffert six mois une garnison de dragons qu'il leur a fallu nourrir presque pour rien....

« La disette continue encore violemment jusques à présent 15 juillet, le grain toujours cher comme auparavant, mais la récolte paraît très belle et il y a apparence de bonne année. Il paraît beaucoup de grains de toutes sortes, des fruits raisonnablement et on dit la vigne très belle..... La mortalité très grande en bien des endroits et la guerre allumée partout...

« La récolte est très bonne cette année, les grains sont admirables ; il n'en faut que huit gerbes au plus au boisseau, non seulement icy, mais universellement dans le royaume, des orges plus beaux que jamais, des pois en abondance et des fruits raisonnablement et en plusieurs endroits abondamment et jamais tant de raisin ; et ainsy il faut espérer une bonne année, mais peu favorable à la paix. »

Le Mêle-sur-Sarthe, État civil.

1695. — « Cette présente année a esté assez raisonnable pour les bleds, mais de peu de gerbe, très nuillés et, en bien des endroits très chestifs en ce pays, très peu de mars, point du tout de fruits et, par conséquent, point de sidre, beaucoup de raisin ; temps malpropre pour le meunier.... »

Ibid.

1696. — « Cette présente année 96 a été tout-à-fait stérile quant aux fruits, car il n'en a point été du tout, non plus que de raisins. Le printemps et le commencement de l'été très-fascheux et tout-à-fait contraires aux biens de la terre, car les bleds ont été très-mauvais en beaucoup d'endroits ; les mars assez bons et les foins en abondance ; les cidres très rares. L'on peut être assuré de bien boire de l'eau. »

Ibid.

1697. — « La paix générale a esté faite et conclue, cette présente année, souhaitée de tout le monde, et cependant sans voir réjouir qui que ce soit, parce que le pauvre peuple a esté si abatu et si ruiné pendant dix ans que la guerre a duré qu'il luy est impossible de se rétablir de très longtemps. Nous avons cependant cette année abondance de tous biens, beaucoup de bled et toutes sortes de grains, une si grande abondance de fruits qu'il y a longtemps que l'on n'en avait vu davantage. »

Ibid.

1698. — « La présente année a esté la plus stérile qu'on ait veue, il y a longtemps, car il n'a pas esté un seul fruit, de quelque nature qu'il puisse estre, ni poires, ni pommes, ni fruits à pierre, et point du tout de vin, ou très peu et s'il s'en est trouvé en quelques endroits, il ne vaut rien ; en sorte que le vin vaut à présent 40 escus le poinçon. Les bleds ont bien manqué et

rendent peu ; en sorte qu'il vaut à présent plus de 8 livres le boisseau. Et ce qui a fait tout ce désordre, c'est qu'il a gelé toute l'année et s'est passé peu de semaines dans toute l'année qu'il n'ait gelé et nous n'avons point eu d'été. La vie de l'homme est très chère et son habillement encore davantage, les laines et les étoffes étant hors de prix et quoique la paix soit faite, il n'est venu aucune marchandise étrangère.

« Le proverbe des anciens veut que les jours depuis Noël jusques aux Rois ressemblent aux douze mois de l'année suivante.

Ibid.

« Cette année 1698 remarquable pour la longueur de l'hiver fut très fâcheuse pour la cherté des vivres. »

Mémorial.

1699. — « Cette présente année a esté très rude à passer pour les pauvres gens. Le grain a toujours esté très cher et a valu et vaut encore 9 livres, le bled jusqu'à 10 et les autres grains à proportion. Il y a eu quantité de vins et très bons et peu de sidre. Cette présente année a esté assez fertile en grains, grâce à Dieu, mais la sécheresse a esté si grande qu'il n'y a eu que très peu de foin, point d'herbe, étant toutes brûlées, point d'eau pour les bestiaux, les rivières taries et les marêts, en sorte qu'en plusieurs endroits il falloit les mener boire plus d'une à deux lieues ; la pluspart des puits taris, en sorte qu'ils mouraient de faim ou de soif. »

Le Mesle-sur-Sarthe. Ibid.

1700. — « Cette présente année a esté assez fertile en toutes choses, particulièrement en menus grains, car les bleds ne rendoient guère. Il a esté beaucoup de fruits, bien des raisins, mais peu sont meuris, attendu la grande sécheresse qui a régné plus de quatre mois, ce qui a fait que les raisins se sont durcis et ont eu de l'eau trop tard. Cependant les vins sont bons en bien des endroits. »

Ibid.

Le jour de la Conception de la Sainte Vierge (8 décembre), il s'éleva une si furieuse tempête que plusieurs édifices en furent renversés.

1701. — En janvier, le bon blé vaut 3 livres le boisseau.

Sainte-Croix de Bernay.

1701. — Le 2 février, jour de la Chandeleur, il arriva un ouragan si violent que la flèche du clocher de la chapelle Saint-Nicolas du château fut abattue dès sa naissance, ainsi que l'aiguille en pierre du clocher de Saint-Martin.

Argentan. — Lautour de Montfort.

Attestation des maire et échevins d'Argentan qui déclarent qu'en 1701, « le jour de la Purification de la Sainte Vierge, il y eut une tempeste si furieuse que les églises de la dicte ville furent beaucoup endommagées et notamment celle des RR. PP. Jacobins, ainsy que leurs édifices ».

Archives de l'Orne, série H. 3208.

La même tempête se fit sentir à Bernay et brisa les vitres et la croix de l'église de la Couture. Mais M. Venclin, qui rapporte cette note dans ses *Petits documents pour une grande histoire de France*, place cet événement en 1702.

1702. — « La nuit du 14 au 15 de ce mois (février), il s'éleva au soir du mardy une tempeste si violente qu'elle fut toute pareille à celle de l'année dernière, jour de la Purification, avec un torrént d'eau qui n'empescha point que la foudre ne durast toute la nuit. Elle a abattu les maisons et les arbres à la campagne. Enfin ce fut une désolation terrible ; personne n'osait demeurer en sa maison. »

Le Mêle-sur-Sarthe, État civil.

1703. — « Dans ce même mois (mai), les pluies furent presque continuelles, faisant appréhender la disette. On fit une procession générale à Saint-Germain. Mais ces pluies ne cessant point encore, on indiqua une autre procession générale pour le dimanche 8 juillet. Dieu exauça les prières de son peuple et le beau temps succéda incontinent à la pluie. »

Mémorial.

1704. — « Le tonnerre, au commencement du printemps, vers les 4 heures après midy, est tombé sur la tour de Saint-Jacques sans faire aucun mal, excepté qu'elle a été un peu découverte. »

1705. — Attestation des maire et échevins d'Argentan qui

certifient que, le 30 décembre 1705, « il y eut un ouragan qui causa à toute la ville une perte si considérable que la plus grande partie des habitans n'a pas pu jusqu'à présent se relever de cette perte qui a mis la communauté des RR. PP. Jacobins dans un état digne de compassion, leur église ayant esté toute découverte en la plus grande partie et leurs autres bastimens aussy endommagés à proportion, en sorte qu'ils ne peuvent rétablir le désordre qui leur est arrivé qu'il ne leur en couste plus de 3,000 livres. »

Archives de l'Orne, série H. 3208.

Chute du clocher de Saint-Julien de Domfront par l'effet de l'ouragan.

Lange. *Éphémérides*.

(A suivre).

BIBLIOGRAPHIE DU DÉPARTEMENT DE L'ORNE

PENDANT L'ANNÉE 1894.

ACTES DE LA SOCIÉTÉ PHILOLOGIQUE, année 1894, 1 vol. in-8° Paris, Klincksieck.

ALMANACH DE L'ORNE pour 1895. In-16, 160 p. avec grav. Alençon, Renaut-De Broise.

ALMANACH-ANNUAIRE DU PERCHE, in-12, 144 p. Mortagne, Bigot.

ALMANACH DE L'ESPÉRANCE, organe de l'Œuvre-Expiatoire pour 1895, in-8°, 96 p. avec gravures. Imp. de Montligeon.

ALMANACH DE LA FERME, DU POIRÉ ET DU CIDRE. — (*Voir Vimont*).

ANNUAIRE d'Argentan, in-12, 112-xxxii p. Imprim. du *Journal de l'Orne*, Argentan, 1894.

Voyez : L. Duval, Gaulier, P. Harel, Saffray.

ANNUAIRE des cinq départements de la Normandie, publié par l'Association normande (1894), in-8° xci-388 p. Caen, Delesques ; Rouen, Lestringant.

ANNUAIRE du Comice agricole de l'arrondissement d'Alençon, 1894, in-8°, 64 p. Alençon, imp. Renaut-De Broise.

ASSOCIATION des anciens élèves du Petit Séminaire de La Ferté-Macé. *Assemblée générale de 1894*, in-16, 160 p. La Ferté-Macé, veuve Bouquerel.

AUGOUARD (Mgr), évêque de Sinita, vicaire apostolique du Haut-Oubanghi.

— *Lettre à Mgr Trégaro.*

Sem. Cath. 1894, p. 92-97.

— *Mgr Augouard dans le diocèse de Sées.*

Même revue, p. 691-697.

BAGNOLES THERMAL, année 1894.

BARBÉ (Ch.), médecin à Alençon.

— *Rapport sur l'exposition d'Horticulture de Rouen.*

Bulletin de la Société d'Horticulture de l'Orne.

BARRET (P.), curé de Notre-Dame-de-la-Place, à Sées.

— *Les Études classiques au Collège royal des Jésuites d'Alençon au XVIII^e siècle.*

Bull. de la Soc. hist. de l'Orne.

— *Cartulaire de Marmoutier pour le Perche (N.-D.-du-Vieux-Château, Collégiale de St-Léonard-de-Bellême et prieuré de St-Martin-du-Vieux-Bellême), publié par M. l'abbé Barret.*

Documents sur la province du Perche.

— *Articles de bibliographie.*

Bull. de la Soc. hist. de l'Orne.

BART DES BOULAIS. *Recueil des Antiquités du Perche*, publié et annoté par M. H. Tournouër.

Documents sur la province du Perche.

BEAUDOUIN (Édouard), professeur à la faculté de droit de Grenoble.

— *St-François-d'Assise. Compte-rendu de la Vie de St-François-d'Assise*, par M. Paul Sabatier, in-8°, 27 p. Grenoble, Allier.

Extrait des *Annales de l'Enseignement supérieur de Grenoble.*

BEAUDOUIN (Dr Frédéric), Médecin à Alençon.

— *Systoline efficace dans un cas d'ascite.*

Normandie médicale, 15 octobre 1894. 4 p. et planche.

BEAUDOUIN (Henri).

— *Congrès provincial de la Société bibliographique et des Publications populaires. Session tenue au Mans les 14 et 15 no-*

vembre 1893. Compte-rendu de la session (*Bull. de la Soc. hist. de l'Orne*, 3^e bulletin). Voir article *Congrès*.

— *Autres articles Bibliographie.*

Même revue.

BEAUDOUIN (Henri) et LETACQ (abbé).

— *Bibliographie du département de l'Orne pendant l'année 1893.*

Bull. de la Soc. hist. de l'Orne.

BERNIER (P.-D.), docteur ès-lettres.

— *Jeanne d'Arc et Pierre Cauchon chez un Anglais du XIX^e siècle*, in-8°, 8 p. Paris, Levé.

Extrait de *l'Enseignement chrétien* (16 mai 1894).

— *Un Coin du Bocage normand, d'après un livre récent* (le livre de M. Surville sur *La Chapelle-Biche*).

Revue catholique de Normandie.

BESNARD (Joseph), à la Chapelle-Montligeon.

— *Histoire religieuse de Mortagne.*

Documents sur la province du Perche.

BIGOT (Charles).

— *Gloires et souvenirs militaires, d'après les mémoires du canonnier Bricard, du maréchal Bugeaud, du capitaine Coignet, d'Amédée Delorme, du timonier Ducor, du général Ducrot, de Maurice Dupin, du lieutenant-général de Fezensac, du sergent Fricasse, de l'abbé Lanusse, du général de Marbot, du maréchal Marmont, duc de Raguse, de Charles Mismer, du colonel de Montagnac, de Napoléon 1^{er}, du maréchal de Saint-Arnaud, du comte Philippe de Ségur, du général de Sonis, du colonel Vico-Roussillon*. In-4°, VIII-272 p. et 24 pl. en couleur. Entêtes et culs-de-lampe d'après les aquarelles de MM. A. Paris, Le Blant, Delort et M. Orange. Couverture et 4 frontispices d'après M. A. Giraldon. Paris, Hachette.

— *Lectures choisies de français moderne*, 4^e édit. In-16, 255 p. Paris, Hachette.

BISSON (A.) et CARRÉ (F.)

— *Monsieur le Directeur*, comédie en 3 actes. Paris, Tresse et Stock.

BOISTERTRE (Eudes de).

Voyez Congrès de la *Société bibliographique*.

— *Rapport sur le Comité bibliographique du département de l'Orne*.

(Congrès provincial de la *Société bibliographique*, session tenue au Mans les 14 et 15 novembre 1893. Voir article *Congrès*, etc.).

— *Un Épisode de la Révolution dans le Bas-Maine; Madame Moulin de la Blanchère*.

Même publication et tirage à part, in-8°, 15 p. Le Mans, Monnoyer.

BONNEAU LA VARANNE.

— *Les Ballons militaires* (étude historique, théorique et technique). — *Direction des ballons*, in-8°, 40 p. Paris, May et Motteroz.

BROC (Vicomte de).

— *Le Temps passé*, in-8°, xv-144 p. Bellême, imp. Levayer (1893).

— *Les Écoles libres dans le département de l'Orne*, rapport présenté au congrès provincial de la *Société bibliographique* tenu au Mans les 14 et 15 décembre 1893, in-18, 39 p. Bellême, imp. Levayer.

Voyez Congrès de la *Société bibliographique*.

— *Un Évêque de l'Ancien régime sous la Révolution: M. de Maillé La Tour-Landry*, in-8°, viii-359 p. Paris, Lamulle et Poisson.

— *Les Aveugles célèbres*, in-8°, 157 p. avec grav. Abbeville, Paillard.

BROLEMANN (H.-W.).

— *Les Myriapodes de la forêt d'Andaine* (Orne).

Feuille des jeunes naturalistes.

BULLETIN DE L'INSTRUCTION PRIMAIRE, publié sous la direction de l'Inspecteur de l'Académie, in-8°, 164 p. Alençon, veuve Guy.

BUREL (Abbé A.).

— *Relations des vies des abbés Jean Hue et François-Ale-*

xandre Vaubaillon, nés à la Lande-Patry, tous deux chassés de leurs paroisses et victimes de la Révolution.

Sem. cath. 1894, p. 90-92.

CAISSE DE SECOURS DES PRÊTRES AGÉS ET INFIRMES.

— *Compte-rendu de l'année 1894*, in-8°, 32 p. Sées, Montauzé.

CALENDRIER du diocèse de Séez, à l'usage des fidèles, pour l'année 1895, in-32, 64 p. Séez, Montauzé.

CALENDRIER ET PRONOSTICS DE L'ASTROLOGUE DE LA BEUCE ET DU PERCHE pour 1894, in-16, 256 p. avec grav. Chartres, Seleret.

CAULAINCOURT (Comte de).

— *Discours d'ouverture*, prononcé à l'Assemblée générale du Congrès des Catholiques du Nord et du Pas-de-Calais, le 21 novembre 1893, in-8°, 12 p. Lille, V. Du Coulombier.

CENSIER (Dr E.), médecin attaché à l'établissement.

— *Bagnoles-de-l'Orne. Renseignements et thérapeutique*, in-8°, 15 p. Clermont (Oise), imp. Daix.

— *Bagnoles-de-l'Orne, la station minero-thermale de l'Ouest*; communication au congrès de l'Association française pour l'avancement des Sciences, in-16, 32 p. La Ferté-Macé, Bouquerel.

CHALLEMEL (Wilfrid).

— *Au dépourvu* (Ballade).

Bull. de la Soc. hist. de l'Orne.

— *Bagnoles-Parade*; représentée à la kermesse de Bagnoles le 12 août 1894.

Revue normande et percheronne.

— *L'à-propos.*

Revue illustrée. Tirage à part.

CHAMBAY (Louis), avocat à Domfront.

— *Anecdotes sur la Chouannerie dans le Passais*, in-18, 40-ix p. Domfront, Gaigé.

CHARENCEY (Comte de). *De la parenté du Basque avec divers idiomes des deux continents*, in-8°, 73 p. Caen, Delesques.

Extrait des *Mémoires de l'Acad. nat. des Sciences, Arts et Belles-Lettres* de Caen.

— *Le Folklore dans les Deux-Mondes*, in-8°, 429 p. Paris, Klincksieck.

— *Djemsched et Quetzalcoal*, mémoire lu à la séance du 6 avril 1893, de la *Société des Traditions populaires*, in-8°, 7 p. Paris, E. Lechevalier.

Extrait de la *Revue des Traditions populaires*.

— *Les Déformations crâniennes et le Concile de Lima*, in-8°, 57 p. Paris, Rousseau-Leroy.

Extrait de la *Revue des Religions*.

— *De quelques Étymologies basques*, in-8°, 8 p.

Extrait du *Bull. de la Soc. de Linguistique*.

— *Maximes et Réflexions*, in-8°, 19 p. Paris, Royer et Chernoviz.

Extrait des *Annales de Philosophie chrétienne*.

CHARPENTIER (A.), Inspecteur de l'Enseignement primaire.

Voyez Renaudin.

CHARTIER (Charles), de Laigle.

Voyez Mérouvel.

CHENNEVIÈRES (Marquis Philippe de).

— *Essais sur l'histoire de la peinture française*, avec portrait gravé à l'eau-forte par Decisy, d'après Carolus Duran, in-8°, 331 p. Le Mans, imp. Monnoyer. Paris, 44, quai des Orfèvres.

CHENNEVIÈRES (Henry de).

— *Les Passions honnêtes. Par elles ! roman*, 2^e édit. in-16, 431 p. Paris, Flammarion.

CHEVALIER (Auguste), étudiant à Caen, originaire de Domfront.

— *Catalogue des plantes vasculaires de l'arrondissement de Domfront*, avec notes, critiques et observations biologiques.

Bulletin de la *Société Linnéenne de Normandie*.

— *Analyse d'un article de M. l'abbé Hy, intitulé : A propos de la Miellée de 1893.*

Même revue.

— *Les Fossombronia de l'Orne et leurs stations*.

Même revue.

CHOLLET (Albert), Juge de paix à Exmes.

— *Barges.*

Bull. de la Soc. hist. de l'Orne.

COMPTE-RENDU DES CONFÉRENCES ECCLÉSIASTIQUES DE L'ANNÉE 1893 DU DIOCÈSE DE SÉEZ, in-8°, 85 p. Séz, Montauzé.

CONGRÈS PROVINCIAL DE LA SOCIÉTÉ BIBLIOGRAPHIQUE ET DES PUBLICATIONS POPULAIRES ; session tenue au Mans, les 14 et 15 novembre 1893, in-8°, 520 p. Paris, au siège de la *Société bibliographique*, 2 et 5 rue Saint-Simon. Le Mans, Monnoyer.

— *Nombreux rapports et communications intéressant le département de l'Orne*, notamment : de MM. de Boistertre, de Broc, abbé Dupuy, de La Sicotière, Lecointre, Letacq, Letellier, des Rotours (Voir à ces noms).

CONTADES (Comte Gérard de), secrétaire général de la *Société historique et archéologique de l'Orne.*

— *Compte-rendu des travaux de la Société historique et archéologique de l'Orne pendant l'année 1893.*

Bull. de la Soc. hist. de l'Orne.

— *Les Iveteaux et la Maison de Vauquelin.*

Revue normande et percheronne.

— *Les Vauquelin. — Revue illustrée.*

Tirage à part, 50 p. in-8°.

— *Le chevalier de Houssey.*

Correspondant, n° du 10 septembre.

— *Les Souvenirs de Jean Hornn, cocher de Napoléon*, documents inédits.

Intermédiaire des chercheurs et curieux du 10 septembre.

— *Armand de Châteaubriant.*

La Quinzaine.

CORBIÈRE (L.), professeur de sciences naturelles au lycée de Cherbourg.

— *Nouvelle Flore de Normandie*, contenant la description des plantes qui croissent spontanément ou sont cultivées en grand dans les départements de la Seine-Inférieure, l'Eure, le Calvados, l'Orne et la Manche, in-16, xvi-722 p. Caen, Lanier.

COURTIN (René). *Histoire du Perche*, publiée et annotée par le Vicomte de Romanet et M. H. Tournouer.

Documents sur la province du Perche.

COURTOIS (Georges), greffier de la justice de paix du canton de Bellême.

— *Us et coutumes du canton de Bellême (Orne)*, recueillis jusqu'en 1893. 2^e édit. in-16, 102 p. Bellême, imp. Ginoux.

COURVAL (abbé), ancien supérieur du petit Séminaire de Sécz.

— *Histoire romaine à l'usage de la jeunesse*, 17^e édit. in-16, 311 p. Paris, Poussielgue.

— *Histoire contemporaine à l'usage de la jeunesse*, 8^e édit. continuée jusqu'à nos jours par l'abbé Dubois, licencié en histoire, professeur au Petit Séminaire de Rouen, in-16, 368 p. Paris, Poussielgue.

COURVAL (A.) et J. LEJARD, anciens supérieurs du petit séminaire de Sées.

— *De Viris illustribus urbis Romæ a Romulo ad Augustum*, in-18, xvi-266 p. Paris, Poussielgue.

CRESTEY (abbé Joseph).

— *Critique du roman historique de Lourdes, de Zola*, in-8^e, 144 p.

CROISÉ (Paul), secrétaire-adjoint de la Société d'Horticulture de l'Orne.

— *Rapport sur l'exposition d'Horticulture de Caen.*

Bulletin de la Société d'Horticulture de l'Orne.

— *Rapport sur l'Exposition d'Horticulture d'Alençon.*

Même revue.

— *Rapport sur l'Exposition et le Congrès pomologique de Laigle, du 9 au 14 octobre 1894.*

Même revue.

— *Note sur le greffage de la pomme de terre.*

Même revue.

DALLET (Alexandre).

— *Marnefer.*

Bull. de la Soc. hist. de l'Orne.

DELAPORTE (P.-V.) S.-J., docteur ès-lettres.

— *Les Classiques païens et chrétiens*, in-18 jésus, xiv-191 p. Paris, Retaux.

— *La Revanche de Jeanne d'Arc (17 juin 1434)*, drame historique en 4 actes, en vers, 3^e édition, in-18 jésus, ix-121 p. Paris, Retaux.

— *Saint Louis (1242)*, drame historique en 5 actes, en vers, in-18 jésus, viii-142 p. Paris, Retaux.

— *Drames français. Le Baptistère de la France (532). La Revanche de Jeanne d'Arc (1434), etc.*, in-8°, viii-339 p. Paris, Retaux.

— *Loc'h Maria*, drame en 3 actes, en vers, 4^e édit., in-18, 117 p. Paris, Retaux.

— *Une Page d'Histoire de France*, 1 acte en vers, in-18, 27 p. Paris, Retaux.

— *Gustave Nadaud, chansonnier.*

Etudes religieuses des Jésuites.

— *M. Renan et ses panégyristes à l'Académie française.*

Même revue.

— *Maxime du Camp, lettres inédites.*

Même revue.

— *Deux poèmes et deux poètes: Mes Parades, de Richépin, et Chants du Paysan, de Déroulède.*

Même revue.

— *Leconte de Lisle, de l'Académie française. L'homme, le penseur, le poète.*

Même revue.

DESCOUTURES (Reynold).

— *L'Hermitage du Bois-de-Flers*, poésie à M. W. Challemeil, grav.

Revue normande et percheronne.

DESNOS (E.), ancien interne des Hôpitaux de Paris.

— *Traité élémentaire des maladies des voies urinaires (Préface du professeur F. Guyon)*, in-18 jésus vii-998 p. avec figures. Paris, Doin.

DESPIERRES (M^{me} G.), Membre correspondant du *Comité des Sociétés des Beaux-Arts des Départements*.

— *Commande au XVII^e siècle d'un tableau représentant une descente de Croix*, in-8°, 11 p. Paris, Plon.

DIX MOIS DE CASERNE PAR UN SÉMINARISTE SOLDAT.

DUBOIS-GUCHAN (Gaston), ancien élève-pensionnaire de l'École des Chartes.

— *Notice sur Robert de Rouvres, évêque de Séez, 1421-1433*. *Sem. cath.* 1894, p. 250-253 et tirage à part.

DULONG DE ROSNAY (abbé), Chanoine de Quimper.

— *Discours prononcé à la cathédrale de Séez le 29 avril 1894 à l'occasion de la fête en l'honneur de Jeanne d'Arc et de Notre-Dame-des-Champs*, in-8°, 16 p. Séez, Montauzé.

DUMAINE (abbé), Chanoine, Archiprêtre de la cathédrale de Séez.

— *Un Hommage à Jeanne d'Arc*, in-8°, 30 p. Séez, Montauzé.

— *Le Centenaire de 1793 à la cathédrale de Sées*, in-8°, 15 p. Séez, Montauzé.

— *Nombreux articles et communications dans les Annales de l'Archiconfrérie de Notre-Dame-des-Champs*.

DUPONT (J.), licencié ès-lettres, ancien supérieur de l'école St-François-de-Sales, à Alençon.

— *Cours de Géographie. Les cinq parties du Monde et la France* (texte et cartes) ; 14 figures en noir et 62 cartes coloriées dans le texte ; à l'usage des classes de sixième et de cinquième de l'enseignement secondaire et des candidats aux brevets de l'enseignement primaire. Grand in-4°, 88 p. Tours, Mame ; Paris, Poussielgue.

— *Notions de Géographie générale et Géographie physique, ethnographique, politique et économique du Continent américain* (classe de quatrième), 3^e édit., revue et mise à jour, in-18, vii-231 p. Paris, Poussielgue.

— *Géographie physique, historique, ethnographique, politique et économique de l'Asie, de l'Afrique et de l'Océanie*. (Cours rédigé conformément au programme de 1890) cours supé-

rieur, classe de troisième, 3^e édit., revue et mise à jour, in-18 jésus, 191 p. avec cartes. Paris, Poussielgue.

DUPONT (abbé), curé de Montmerrey.

— *Les Carabes de l'Orne.*

L'Ami des Sciences naturelles.

— *Articles dans la Revue de Notre-Dame-des-Champs.*

DUPUY (abbé), Aumônier du Lycée d'Alençon.

— *La Presse locale, son action et ses tendances, rapport lu au Congrès de la Société bibliographique, au Mans.*

Voyez Congrès de la *Société bibliographique.*

DUVAL (Louis), Archiviste du département de l'Orne.

— *Phénomènes météorologiques et variations atmosphériques observés en Normandie, principalement dans l'Orne (1073-1893) (Suite).*

Bull. de la Soc. hist. de l'Orne. (Voir le commencement à l'année 1893 de la même Revue).

— *La Libération du territoire Normand sous Charles VII.*

Bull. de la Soc. hist. de l'Orne.

— *Un Frère de Nicolas Fouquet, François, archevêque de Narbonne, exilé à Alençon, in-8°, 35 p. Caen, Delesques.*

Extrait des *Mém. de l'Académie nationale des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Caen.*

— *La Réforme orthographique, in-8°, 8 p. Alençon, Renaut-de Broise.*

— *Souvenirs universitaires. Arsène Fontaine et ses Amis.*

Revue normande et percheronne.

— *Raoul de Domfront, patriarche d'Antioche.*

Mémé Revue.

— *Oisseau-le-Petit et la capitale des Esseni.*

Revue normande et percheronne.

— *Nouvelles littéraires et artistiques (articles bibliographiques, nouvelles littéraires et artistiques, nécrologie, etc.).*

Revue normande et percheronne.

— *Rapport de l'Archiviste du département de l'Orne sur les Archives départementales et communales en 1893, in-8°, 20 p. Alençon, Guy.*

— *Monsieur de Saint-Martin, vicomte de Briouze.*

Annuaire d'Argentan.

ÉDOUARD D'ALENÇON (R.-P.), Archiviste général des Frères Mineurs Capucins, à Rome.

— *Le Couvent des Capucins d'Évreux*, in-8°, 54 p. avec grav. et planches. Évreux, imp. Odieuvre.

Extrait de la *Revue catholique de Normandie.*

— *Masque et Besace*, petit in-18, 14 p. Rome, chez l'auteur.

— *De la Liberté religieuse au temps des libertés de l'Eglise gallicane. Documents inédits, lettres de Louis XIV, de Colbert, du P. de la Chaise, etc.*

Analecta ecclesiastica (Janvier 1894).

— *Œuvres de Saint François-de-Sales*, édition complète et définitive, t. I à V. Annecy 1892-1894 (Revue critique).

Analecta ecclesiastica (Mars 1894 et Février 1895).

— *Deux Suppliques inédites de Saint François-de-Sales.*

Analecta ecclesiastica (Avril 1894).

— *Correspondance de Rome* (Article mensuel dans les *Annales franciscaines*. Paris, Poussielgue).

— *Courrier de Rome.*

La Quinzaine, 1^{er} Novembre 1894 et 15 Février 1895.

ÉPINETTE (Th.), jardinier à Alençon.

— *Rapport sur l'Exposition d'Orbec.*

Bulletin de la Société d'Horticulture de l'Orne.

— *Rapport sur la visite de travaux exécutés par M. E. Lemée, architecte-paysagiste à Alençon.*

Même Revue.

— *Rapport sur la visite faite chez M. E. Lefèvre, jardinier de M. Leguernay, et chez M^{me} Charpentier, rue de l'Asile, au sujet de leurs collections de chrysanthèmes.*

Même Revue.

FLORENTIN-LORiot (Charles), avocat à Alençon.

— *Oriens, poésies*. In-12, 250 p. Paris, Lemerre.

— *Les Nefs sereines, poésies*, in-8°, 11 p. Alençon, Renaut-De Broise.

Extrait du *Bulletin de la Soc. hist. de l'Orne.*

— *Les Chemins creux. Le Logis normand* (vers).

Bull. de la Soc. hist. de l'Orne.

— *La Cathédrale de Coutances.*

Revue catholique de Normandie, tirage à part in-8°, 42 p. Évreux, imp. de l'Eure.

FRANC-ALLEU (Louis Duval).

— *Marie de Saint-Simon, marquise de Courtomer*, avec grav. de Delbauves.

Revue normande et percheronne.

FRET (abbé L.-J.) et GAULIER (abbé A.-P.).

— *Un Dîner de famille au Perche pendant les jours gras, ou Scène de mœurs percheronnes*, par l'abbé Fret, revue et annotée par l'abbé A.-P. Gaulier, 2^e édit., in-18, x-94 p. imp. de Montligeon.

— *La Galette des Rois, ou Scène de mœurs percheronnes*, 2^e édit., in-18, 126 p. Imp. de Montligeon.

— *Le Bouquet de famille, ou Scène de mœurs percheronnes*, 2^e édit., in-18, 114 p. Imp. de Montligeon.

GALLET (R.).

— *Le Cygne, poésie*, avec gravure.

Revue normande et percheronne.

— *Le Lion, poésie.*

Même Revue.

GAULIER (l'abbé A.-P.).

— *Promenade récréative à travers le canton d'Argentan.*

Ann. d'Argentan.

Voir Fret.

GODEFROY (abbé), professeur de Philosophie au Séminaire de l'Abbaye-Blanche, près Mortain.

Notice sur le Maréchal Jacques II de Matignon.

Revue catholique de Norm. 1894.

GODET (abbé), curé du Pas-Saint-Lhomer.

— *Mémoire historique sur la paroisse des Mesnus.*

Documents sur la province du Perche.

GODET (abbé) et vicomte de Romanet.

— *Généalogie de la famille d'Escorches.*

Documents sur la province du Perche.

GOURDEL (abbé), curé de Saint-Hilaire-de-Briouze.

— *L'Ange consolateur des malades et des mourants*, in-32, 271 p. La Chapelle-Montligeon, imp. de l'Œuvre-Expiatoire.

— *Saint-Hilaire-de-Briouze (Suite).*

Bull. de la Soc. hist. de l'Orne. (Voir le commencement à l'année 1893 de la même Revue).

— *Vie et Correspondance de Marie Roussel*, in-8°, 112 p. imp. de Montligeon.

GRENET (abbé), Supérieur général de la Congrégation des Sœurs de la Miséricorde, à Séez.

— *Notice sur la Congrégation des Sœurs de la Miséricorde de Séez*, in-8°, 20 p. Imp. de Montligeon.

Extrait du *Bull. de l'Œuvre-Expiatoire.*

GUERRET (abbé T.), Sous-Directeur de l'Œuvre-Expiatoire.

— *Office des morts, en latin, avec une traduction française*, in-32, ix-239 p. Imp. Montligeon.

GUESDON (abbé Stheph.), Directeur au Grand-Séminaire.

— *Congrès eucharistique de Reims.*

Sem. cath. p. 574-582.

GUILLOUARD (L.), Professeur de Code civil à la Faculté de Droit de Caen.

— *Traité des Contrats aléatoires et du Mandat (Liv. III, titres XII et XIII du Code civil)*, 2^e édit., in-8°, 596 p. Paris, Pedone-Lauriel.

— *Traité du Cautionnement et des Transactions (Liv. III, titres XIV et XV du Code civil)*, in-8°, 532 p. Paris, Pedone-Lauriel.

— *Traité du Contrat de Mariage (Liv. III, titre V du Code civil)*, 3^e édit., tome 1^{er} (articles 1387 à 1406), in-8°, 480 p. Paris, Pedone-Lauriel.

HALBOUT (abbé), Missionnaire au Japon.

— *Lettre à Mgr Trégaro. Évangélisation de l'île d'Oshima.*

Sem. cath., 1894. p. 219-221.

HAREL (Paul), Directeur de *La Quinzaine*.

— *Pour les Morts* (Vers).

La Quinzaine.

— *Chronique de la Quinzaine*.

Même Revue.

— *Une Princesse russe à Echauffour*.

Annuaire d'Argentan, p. xx-xxiii.

HAYS (Charles DU).

— *Almanach des foires chevalines pour 1895*, indiquant l'époque, la composition des foires et marchés, par départements et par races de chevaux, in-18, 116 p. avec grav. Paris, Plon.

HÉRIOT (l'abbé Louis), originaire d'Écouché.

— *Le Jardin des Oliviers*.

— *A Gethsémani*.

Articles publiés dans la *Revue Saint-François et la Terre-Sainte*.

— *Le Triomphe universel du Sacré-Cœur de Jésus. Construction à Gethsémani d'une église catholique internationale à la gloire du Sacré-Cœur*, Paris, imprimerie de l'Armorial français, in-8°.

M. l'abbé Hériot a fondé et dirigé la revue mensuelle illustrée : *Gethsémani et le Monde*. Bureaux, Paris, 27, rue d'Assas.

HERTRÉ (Pierre DE) (pseudonyme de M. Ch. Vétel).

— *Les Contes de ma Voisine : La Bourrique à Thόδore*.

L'Union normande, 15 Juin 1894.

HERTRÉ (Pierre) (Charles VÉREL) et FRANC-ALLEU (L. DUVAL).

— *Silhouettes normandes*. Napoléon, Stanislas, Léopold Ferouelle.

Revue normande et percheronne.

HUSNOT (T.), de Cahan.

— *Aperçu sur la Flore du Calvados (Phanérogames et Miescenées)*, Caen, in-8°.

— *Muscologia Gallica* (continuation).

— *Compte-rendu de l'Excursion botanique faite par la Société Linnéenne de Normandie, aux environs du Plessis-Grimoult (Calvados)*.

Bulletin de la Société Linnéenne de Normandie.

— *Articles de Bibliographie.*

Revue bryologique.

— *Notice sur le Docteur Goulard.*

Même Revue.

INDICATEUR D'ALENÇON. *Annuaire des fonctionnaires publics, adresses des habitants par ordre alphabétique, classification des principaux commerçants, châteaux du département de l'Orne.* Nouvelle édition, In-16, VIII-224 p. — Alençon, Renaut-De Broise.

INDICATEUR (L') DU PERCHE, contenant la nomenclature complète des chemins de fer de la région, avec l'horaire des trains, le service des voitures publiques, le tableau des distances kilométriques, etc., la liste des commerçants et industriels de la ville de Mortagne. Service d'hiver au 15 octobre 1894. In-16, 32 p. — Mortagne, Bigot.

JAMET (abbé), prêtre auxiliaire à La Chapelle-Montligeon.

— *Le Combat spirituel*, traduction nouvelle. — Imp. de la Chapelle-Montligeon, 1894.

JOUSSET, de Bellême.

— *Nouvelle méthode de culture des étangs.*

Cosmos, 24 décembre 1894.

LANGLAIS (J.), professeur départemental d'agriculture de l'Orne.

— *La Fabrication du cidre.*

Le Cidre et le Poiré, décembre 1894.

LABBÉ (docteur Léon), sénateur de l'Orne.

— *Discussion de l'interpellation sur l'application des nouveaux règlements des études médicales qui doivent entrer en vigueur le 1^{er} novembre 1895.* Discours prononcé à la séance du Sénat du 8 mai 1894. In-16, 16 p. — Paris, imp. des *Journaux officiels*.

Extrait du *Journal officiel* du 9 mai 1894.

LACROIX (abbé Cyprien), curé de Chemilly.

— *Une Commune rurale de l'arrondissement de Mortagne-au-Perche.* Notice sur la commune de Chemilly. In-18, 92 p. La Chapelle-Montligeon, imp. de l'Œuvre expiatoire.

LA GUERRE DE CENT ANS EN NORMANDIE.

Semaine catholique, p. 309-311.

LA JONQUIÈRE (C. DE), capitaine d'artillerie.

— *L'Armée à l'Académie*. In-8°, X, 151 p. — Paris, Perrin.

LA NOE (René DE), (Louis DUVAL).

— *René, comte du Perche, duc d'Alençon*.

Revue normande et percheronne.

LA SERVERIE (M. N. DE), (LE NEUF DE NEUFVILLE).

— *Les Deux Feux*. Comédie en un acte.

Revue normande et percheronne.

— *La Chasse à courre*. Comédie en un acte.

Même revue.

LA SICOTIÈRE (Léon DE), sénateur de l'Orne.

— *A propos des ruines romaines d'Oisseau-le-Petit (Sarthe)*.
In-8°, 15 p. — Mamers, Fleury et Dangin.

Extrait de la *Revue historique et archéologique du Maine*.

— *Notes sur la Petite Église au diocèse de Sées*. In-8°, 24 p.
— Évreux, Odièvre.

Extrait de la *Revue catholique de Normandie*.

— *La Société royale d'Agriculture de la généralité d'Alençon (1762-1790)*. In-8°, 24 p. — Alençon, Renaut-De Broise.

Extrait du *Bulletin de la Société historique de l'Orne*.

— *Perrine Dugré*. In-4°, 23 p. — Savenay, J.-J. Allaire.

Extrait de la *Revue des provinces de l'Ouest*.

— *Bibliographie des journaux du département de l'Orne*.
Rapport lu au Congrès de la Société bibliographique, au Mans.
Voyez Congrès de la *Société bibliographique*.

LE BRETON (A.) et E. NIEL.

— *Champignons nouveaux ou peu connus récoltés en Normandie (Seine-Inférieure, Eure et Orne)*, 5^e liste. In-8°, 45 p. et planches. — Rouen, imp. Lecerf.

Extrait du *Bulletin de la Société des amis des Sciences naturelles de Rouen* (année 1893).

LECLÈRE (Adhémar), résident de France au Cambodge.

— *Droit cambodgien*. In-8°, 32 p. — Paris, Larose.

Extrait de la *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger* (janvier-février 1894).

— *Recherches sur la législation criminelle et la procédure des Cambodgiens*. In-8°, XX-555 p. — Paris, A. Challamel.

— *Recherches sur le droit public des Cambodgiens*. In-8°, LV-329 p. — Paris, A. Challamel.

— *Cambodge*. Contes et légendes recueillis et publiés en français, par A. Leclère, avec introduction par Léon Feer, de la Bibliothèque nationale. In-8°, XXII-314 p. — Paris, Bouillon.

— *Les Ruines du Vieux-Sambaur*, avec grav.

Revue normande et percheronne.

LECOEUR (E.).

— *La Guerre à la Chématobie.*

Le Cidre et le Poiré, 1894.

LECOINTRE (Eugène).

— *La Bibliothèque et le Musée de Peinture d'Alençon*. Rapport lu au Congrès de la Société bibliographique au Mans et tirage à part. In-8°, 8 p. — Le Mans, Monnoyer.

Voyez Congrès de la *Société bibliographique*.

LEGALLOIS (D^r).

— *Bagnoles-de-l'Orne*.

LEJARD (J.), ancien professeur au Petit-Séminaire de Séez.

— *Publii Virgilii Maronis opera, recensuit ac notis illustravit J. Lejard, etc.* 4^e édit. In-18 jésus, XXIV-768 p. — Paris, Poussielgue.

— *Phædri fabulæ, recensuit ac notis illustravit J. Lejard*. In-18 jésus, XVI-160 p. — Paris, Poussielgue.

Voir COURVAL et LEJARD.

— *Sophocle, Œdipe-roi*. 2^e édit., in-12. — Paris, Poussielgue.

LEJARD (Charles).

— *Quelques pages du « Livre », poésies, d'après la Bible et ses commentateurs*. In-12, 96 p. — Montligeon, imp. de l'Œuvre expiatoire.

— *Au hasard du rêve* (légendes, sonnets et strophes). In-18 jésus, 142 p. — Imp. de Montligeon.

LELIÈVRE (D^r), médecin à Sées (Orne).

— *Les Exploits du grand administrateur de l'Hospice de Sées*. — Sées, Montauzé, 1894, in-8°, 8 p.

LEMARQUANT (H.).

— *La Réforme du régime des boissons*.

Le Cidre et le Poiré, 1894.

LEMÉE (E.), bibliothécaire de la Société d'Horticulture de l'Orne.

— *Rapport sur la visite au château de Lonray*.

Bulletin de la Société d'Horticulture de l'Orne.

— *Rapport sur le Congrès pomologique de Laigle*.

Même revue.

LEMÉE-ROCHERON, jardinier à Alençon.

— *Rapport sur l'exposition d'Horticulture de Nantes*.

Bulletin de la Société d'Horticulture de l'Orne.

LÉONARD, d'Argentan (R. P.).

— *Manuel de la dévotion à saint Antoine de Padoue, spécialement honoré dans la chapelle des PP. Franciscains Récollets à Paris*. Prières et neuvaines recueillies et mises en ordre par le R. P. Léonard, d'Argentan, gardien du couvent. In-18, 359 p. et gravures. — Caen, imp. Pagny, 1893.

LEROY (Denis).

— *Le Tisserand du Bocage et du Passais*, avec dessin.

Revue normande et percheronne.

LETACQ (l'abbé A.-L.), aumônier des Petites-Sœurs des Pauvres à Alençon.

— *Les Études scientifiques dans le département de l'Orne*. Rapport lu au Congrès de la Société bibliographique au Mans, 1893, p. 241-284 et tirage à part. In-8°, 46 p. — Caen, Delesques.

Extrait de l'*Annuaire Normand*. — Voyez Congrès de la Société bibliographique.

— *Notice sur la vie et les travaux du D^r Thomas*, bibliothé-

caire-adjoint à la Faculté de Médecine de Paris. In-8°, 10 p.
— Alençon, Renaut-De Broise.

Extrait du *Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne*.

— *Curiosités végétales du département de l'Orne*.

Bulletin de la Société d'Horticulture de l'Orne, 1^{er} et 2^e fascicule.

— *Note sur le Hanne-ton solstitial*.

Même revue.

— *L'If de l'ancienne église de Briouze*.

L'Ami des Sciences naturelles.

— *Bibliographie allemande. Entomologie*.

Même revue.

— *Charles de Linné*. Notice biographique traduite du Suédois et annotée. In-8°, 15 p. et portrait.

Le Monde des Plantes.

— *Liste de Plantes recueillies à Pré-en-Pail (Mayenne)*.

Même revue.

— *Lettre à M. le Directeur du Monde des Plantes sur quelques ouvrages concernant la géographie botanique de la France*.

Même revue.

— *Compte-rendu de la Nouvelle Flore de Normandie*, par M. Corbière.

Journal d'Alençon, 20 décembre 1894. — Voir aussi BEAUDOUIN et LETACQ et Congrès de la Société bibliographique.

LETELLIER, conservateur du Musée d'Alençon.

— *Description d'Objets de l'âge de la pierre polie, provenant du Cambodge et déposés au Musée d'Alençon*.

Bulletin de la Société historique de l'Orne.

— *Le Musée d'Histoire naturelle d'Alençon*. Rapport lu au Congrès de la Société bibliographique au Mans.

Voyez Congrès de la Société bibliographique.

LETELLIER (Augustin), professeur au Lycée de Caen.

— *Une action purement mécanique permet d'expliquer*

comment les Cliones creusent leurs galeries dans les valves des Huitres.

Bulletin de la Société linnéenne de Normandie et tirage à part.

— *Sur certains nids d'Hirondelle.*

Même revue.

— *Rapport sur le mouvement scientifique industriel et agricole.* Mémoire lu aux Assises de Caumont. — Caen, Henri Delesques, in-8°, avec un portrait de l'auteur.

LETTRES DES MISSIONS.

P. Lejeune (Congo français), 14 novembre 1893.

Semaine catholique, p. 23.

P. Dutertre (Corée).

Ibid., p. 25.

Halbout (abbé) (Japon), 29 janvier 1894.

Ibid., p. 219 et 791.

LE VAVASSEUR (Gustave), Président de la *Société historique et archéologique de l'Orne*.

— *Un Souvenir de l'inauguration de la statue de Poussin en 1851.* In-8°, 4 p. — Caen, Delesques.

Extrait de l'*Annuaire normand*.

— *Le Fonds Mézeray.* Discours prononcé le 11 octobre 1894 à la séance générale de la *Société historique et archéologique de l'Orne*.

Bulletin de la Société historique de l'Orne.

— *Idillie (Vers).*

Revue catholique de Normandie.

— *Causerie littéraire. Les souvenirs d'auberge de Paul Harel.*

Revue normande et percheronne.

— *Un Écho de la Nouvelle France.* Visite de M. Nantel, ministre des Travaux publics de la province de Québec, à la Chapelle-Montligeon et à Échauffour. Discours et toasts de MM. Le Vavas seur et Paul Harel.

Même revue.

— *Note à propos du Poussin.*

Annuaire de Normandie, p. 113-123.

— *Décembre (Poésie).*

La Quinzaine.

LIGNIER (O.), Professeur de botanique à la Faculté des Sciences de Caen.

— *Observations sur le Schizoneura Meriani de Sainte-Honorine-la-Guillaume (Orne).*

Bulletin de la Société linnéenne de Normandie, 1894, p. 328-331.

LE VINGT PRAIRIAL AN II (8 juin 1794), à Alençon. Fête de l'Être Suprême.

Semaine catholique, 1894, p. 375-376.

LOUAIL (Jules), d'Argentan.

— *Sur les bords de la Vilaine.* Lettre à Pierre de Hertré. — Rennes, Caillière, in-12, 103 p.

MACÉ (abbé), curé de La Ferté-Macé.

— *Joué-du-Bois.* Paroisse, fiefs, commune (Suite).

Bulletin de la Société historique de l'Orne (Voir le commencement à l'année 1893 de la même Revue).

MARCÈRE (DE).

— *Entretiens et souvenirs politiques.* 2 vol. in-8° jésus, t. I^{er}, 1892-1893, 355 p.; t. II, 1893-1894, 355 p. — Paris, Société des écrivains français, 18, rue de Valois; les Libraires associés, 13, rue de Buci.

— Ernest Renan.

Revue normande et percheronne.

MARSY (Comte A. DE).

— *Ecclésiastiques normands émigrés à Maestrich (1793-1797).*

Revue catholique de Normandie, 15 novembre 1894.

— *Une nouvelle source de documents pour l'histoire de Normandie.*

Même revue. On y signale : *États des finances par généralités*, p. 5052-5074. Alençon, 1759-1790.

MAUNOURY (Abbé A.-F.), Chanoine de la Cathédrale de Sées.

— *Grammaire de la langue grecque*. 27^e édition, 2 vol., 1^{re} partie, XII-148 p ; 2^e partie, 158 p. — Paris, Delagrave.

— *Apologie de Socrate par Platon*. Texte grec avec notes, par A.-F. Maunoury. 3^e édition. In-18 jésus, 97 p. — Paris, Poussielgue.

— *Commentarius in psalmos*. 2 vol. in-8°, t. I, XI-364 ; t. II, 307 p. — Paris, Bloud et Barral.

— *Évangile selon saint Luc*. Édition revue et annotée par A.-F. Maunoury. Texte grec avec notes et dictionnaire. 5^e édit. In-18 jésus, 175 p. — Paris, Poussielgue.

— *Petite Anthologie...* contenant les *Racines de la langue grecque*. 28^e édition, 1 vol. in-12, cart. — Paris, Delagrave.

— *Vie de saint Antoine, par saint Athanase*, avec notes et dictionnaire, nouvelle édition, in-12. — Paris, Delagrave.

MÉNAGER (Raphaël).

— *Herborisations aux environs de Laigle (Orne)*.

Bulletin de la Société linnéenne de Normandie, p. 75-93 et tirage à part.

MÉROUVEL (Charles), (Charles CHARTIER, de Laigle).

— *L'Honneur ou la Vie*. In-18 jésus, 707 p. — Paris, Dentu.

— *Pour un regard*. In-18, jésus, 362 p. — Paris, Dentu.

— *Les Crimes de l'amour*. Chaste et flétrie. — Abandonnée. — Mortes et vivantes. — Fleur de Corse. Édition illustrée par Ch. Clérice. Livraisons, 283 à 300 (fin). In-8°, p. 2257 à 2400. — Paris, librairie illustrée.

MESSAGER DE LA BEAUCE, DU PERCHE ET DE LA BASSE-NORMANDIE (*Orne*), pour 1895. In-32, 180 p., avec gravures. — Chartres, Langlois.

MILLET (Stanislas).

— *Entre planètes*. Conte à Henri Ner.

Revue percheronne et normande.

— *La Fée Calipoulette*. Conte bleu pour les petits-enfants.

Même revue.

MOTÉY (Vicomte DU), Avocat à Alençon.

— *Une paroisse rurale au duché d'Alençon. Saint-Germain-de-Clairefeuille (Suite et fin).*

Bulletin de la Société historique de l'Orne (Voir le commencement à l'année 1893 de la même Revue). Tirage à part.

— *Les Juges de Jeanne d'Arc.*

Même revue.

— *Le Trésor d'une jeune fille en 1692.*

Même revue.

MOUCHERON (Comte DE).

— *Une Idylle au faubourg Saint-Germain.*

Revue normande et percheronne.

— *Les Musiciens normands.*

Même revue.

— *Une Grande Famille percheronne. Les soies du crochet.*

Même revue.

NEUFVILLE (M. Le Neuf DE).

— *Exposition d'Horticulture d'Alençon.*

Bulletin de la Société d'Horticulture de l'Orne.

NIEL (E.). Voir LE BRETON

NOTES sur les Eudistes originaires du diocèse de Sées.

Semaine catholique, 1894, p. 232-234 et 257-260.

ORDO divini officii recitandi sacrique peragendi juxta ritum sanctæ romanæ Ecclesiæ, ad usum diœcesis Sagiensis, pro anno Domini, 1895. In-16, 175 p. — Séez, imp. Montauzé.

PASQUIER.

— *Histoire de mon temps.* Mémoires du chancelier Pasquier, publiés par M. le duc d'Audiffret-Pasquier, de l'Académie française. 2^e partie, Restauration I, 1815-1820, t. IV, in-8°, 555 p. ; Restauration II, 1820-1824, t. V, in-8° 587 p. — Paris, Plon.

PIEL (Abbé), curé de Mesnil-Mauger.

— *Inventaire historique des actes transcrits aux insinuations ecclésiastiques de l'ancien diocèse de Lisieux.* In-8°, t. IV. (Beaucoup de renseignements sur des paroisses du département de l'Orne qui faisaient autrefois partie de l'ancien diocèse de Lisieux). — Lisieux, imp. E. Lerebour, 1894.

PITOU (Charles).

— *Chanson triste*. Poésie avec musique.

Revue normande et percheronne.

— *Impression d'art. Le chien au colimaçon* (Vers).

Même revue.

— *L'Enfant au dindon* (Vers).

Même revue.

POSTILLON (Le). Almanach annuaire du Perche (Orne, Sarthe, Eure-et-Loir, Eure) pour 1895. In-16, 155 p. — Mortagne, Bigot.

RAGAINÉ (E.), propriétaire à Tanville.

— *Les Fruits à cidre de l'Orne. Rousse de l'Orne*.

Le Cidre et le Poiré, 1894.

RECUEIL des Actes administratifs de la Préfecture de l'Orne. In-8°, 532 p. — Alençon, V^e Guy.

RENAUDIN (J.-L.-C.), instituteur primaire, et A. CHARPENTIER, inspecteur de l'Enseignement primaire.

— *Premières notions d'Histoire de France*, trois cents questions mises à la portée des enfants de sept à neuf ans, 1^{er} degré. 24^e édit. complétée jusqu'à nos jours. In-16, 64 p. avec 10 grav. — Paris, Larousse.

— *Petite Histoire de France*. Quatre cents questions mises à la portée des enfants de dix à douze ans, 2^e degré. 33^e édit. revue et complétée jusqu'à nos jours. In-16, 128 p. — Paris, Larousse.

— *Précis d'Histoire de France*, à l'usage des élèves de douze à quinze ans, 3^e degré, cours supérieur. 8^e édit. revue et complétée jusqu'à nos jours. In-16, 301 p. avec gravures — Paris, Larousse.

— *Cours moyen d'Histoire de France*, avec résumés et questionnaires. 8^e édit. complétée jusqu'à nos jours et augmentée de questionnaires et d'un memento chronologique. In-12, 240 p. avec grav. — Paris, Larousse.

RIVRAIN (l'abbé), aumônier du Refuge à Alençon.

— *Extrait de l'allocution prononcée à la fête de saint Fiacre, patron des jardiniers, le 30 août 1894, en l'église Saint-Léonard d'Alençon*.

Bulletin de la Société d'Horticulture de l'Orne.

ROGER (D^r Jules).

— *Les Médecins normands du XII^e au XIX^e siècles* (Calvados, Manche, Orne et Eure). Biographie et bibliographie. — Le t. II, in-8°, 294 p. avec portraits, renferme les médecins de l'Orne. — Paris, Steinheil.

ROMANET (Vicomte DE).

— *Chartes servant de pièces justificatives à la Géographie du Perche et formant le Cartulaire de cette province*, publiées par le V^e de Romanet.

Voyez COURTIN, abbé GODET.

ROMBAULT (Abbé J.), Curé de Messei.

— *Les du Merle au XIII^e siècle.*

Bulletin de la Société historique de l'Orne.

— *Articles bibliographiques.*

Même revue.

— *Une Bénédictine du couvent de Saint-Jacques d'Argentan. Semaine catholique*, 1894, p. 323-325.

— *Revue et bulletins ornaïs.*

Même revue, p. 777-778.

ROTOURS (Baron Jules Angot DES).

— *Un Curé au XVIII^e siècle aux environs d'Argentan (l'abbé Hérambert du Paty).*

Bulletin de la Société historique de l'Orne.

— *Clergé d'autrefois (l'abbé de Talhouët).*

Revue catholique de Normandie.

— *A propos d'une enquête sur la condition des ouvriers ruraux. Rapport lu au Congrès de la Société bibliographique au Mans.*

— *Le Mouvement social. Socialistes et anarchistes.*

La Quinzaine.

Voyez Congrès de la Société bibliographique.

ROTOURS (J. ANGOT DES) et H. TOURNOUER.

— *Les Périodiques de l'Orne.*

Revue catholique de Normandie.

ROUSSEL (Abbé), Directeur de l'Orphelinat de Paris-Auteuil.

— *Almanach de la France illustrée pour l'année 1895*, publié sous la direction de M. l'abbé Roussel. In-8°, 125 p. — Paris-Auteuil, Libr. de la France illustrée.

SAFFRAY (Abbé C.), Curé de Sarceaux.

— *Les Marais de Baize*.

Ann. d'Argentan, p. XXIV-XXIX.

SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS DES OUVRIERS DE LA VILLE D'ALENÇON. Compte rendu de l'année 1893. In-8°, 2 p. — Alençon, Renaut-De Broise.

SOUANCÉ (Vicomte DE).

— *Abbaye royale de Notre-Dame des Clairets. Histoire et Cartulaire (1202-1790)*. In-8°, 354 p. et plan. — Vannes, imp. Lafolye.

SOURCES DE L'HISTOIRE DU PERCHE. Ouvrages imprimés dont soit la totalité soit une partie distincte est consacrée à la province du Perche.

Documents sur la province du Perche.

STUD-BOOK PERCHERON DE FRANCE, publié par la Société hippique perchéronne. T. VI, in-8°, XXI-1026 p. — Nogent-le-Rotrou, imp. Lecomte.

THOMIN (Lucien).

— *Perdu sur les flots. Aventures d'un jeune mousse breton*. Petit in-8°, 118 p. avec 3 grav. — Limoges, Ardant.

TOURNOUER (Henri).

— *Imposition levée sur les habitants d'Alençon en 1596*.

Bulletin de la Société historique de l'Orne.

— *Bibliographie et iconographie de la Maison-Dieu Notre-Dame de la Trappe*.

Documents sur la province du Perche.

Voyez BART DES BOULAIS et COURTIN.

TRÉGARO (Mgr), Évêque de Séez.

— *Choix de lettres, allocutions et mandements*. In-8°, VIII-177 p. avec portrait. — Imp. Montligeon.

— *Mandement pour le Carême*. In-4°, 16 p. — Séez, Montauzé.

— *Lettre circulaire annonçant le pèlerinage de Notre-Dame des Champs*. In-4°, 2 p. — Séez, Montauzé.

— *Lettre à M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes*, 1^{er} janvier 1894.

Semaine catholique, p. 20-21.

— *Réponse au discours du doyen du chapitre*.

Même revue, p. 88.

— *Lettre-circulaire annonçant le couronnement de Notre-Dame de l'Immaculée-Conception, à Sées*.

Même revue, p. 819.

TURCAN (R.), chanoine de Sées.

— *M. Fromentin* (Notice nécrologique).

Semaine catholique, p. 709.

VISITES PASTORALES. Courtes notices sur les paroisses visitées.

Semaine catholique, p. 288-291, 303-306, 337-344, 369-374.

UN COIN DE LA SUISSE NORMANDE. *Ménil-Hubert et ses environs*, par un Passant. Annexe indicative d'excursions, par un habitant de la localité. In-8°, 36 p. — Rouen, imp. Cagniard.

VÉREL (Charles).

— *Éphémérides de la paroisse de Nonant au XVIII^e siècle*.

Journal du Merlerault, Ermes et Mortrée, nos des 1, 8, 15, 22 et 29 octobre, 12 et 26 novembre, 3 décembre 1893.

— *La Rosière du Merlerault (1810)*.

Ibid., nos des 7 et 14 janvier 1894.

— *Le Fèvre, sieur du Mitois, dernier bailli de Gacé*.

L'Avenir de l'Orne, nos des 22 et 24 août 1894.

— *Philippe Hue (1777-185.)*, premier commis à la direction de l'enregistrement du département du Calvados, auteur d'une méthode de Sténographie.

La Gazette sténographique, octobre, novembre et décembre 1894.

— *Silhouettes normandes*. Léon Berthaut.

Annales de Normandie, avril 1894.

— *Le Plantis.*

Bulletin de la Société historique de l'Orne (Voir le commencement à l'année 1893 de la même Revue).

— VIMONT (Eugène), Directeur de la revue mensuelle *Le Cidre.*

— *Almanach de la Ferme, du Poiré et du Cidre pour 1895.*
In-18 jésus, 248 p. — Paris, imp. du journal *Le Cidre*, 33, rue Jean-Jacques-Rousseau.

— *Concours général agricole à Paris, du 22 au 31 janvier 1894. Concours de 1895, programme.*

Le Cidre.

— *Statistique et renseignements utiles.*

Même revue.

— *Les Meilleures Variétés de poires et de pommes à propager.*

Même revue.

— *Association pomologique de l'Ouest. Deuxième concours général à Laigle, du 9 au 14 octobre 1894.*

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

QUI ONT COMMENCÉ A PARAÎTRE EN 1894

BULLETIN DE SAINT-ANTOINE, revue mensuelle. Directeur, R. P. Léonard, d'Argentan, in-8°. — Imp. de la Chapelle-Montligeon.

BULLETIN DU COURONNEMENT DE NOTRE-DAME, paraissant tous les deux mois au Petit Séminaire de Sées, n° 1, juillet 1894. In-8°, 24 p. — Sées, à l'Économat du Petit Séminaire.

JOURNAL DE NOCÉ, organe du canton de Nocé et des communes environnantes. Paraissant le mercredi, n° 1, 27 juin 1894. In-4° à 3 col., 4 p. — Bellême, Ginoux.

QUINZAINE (La), revue bi-mensuelle. Directeur, M. Paul Harel. 15 octobre 1894. In-8°, 32 p. — Imp. de Montligeon ; Paris, 62, rue de Miromesnil.

UNION NORMANDE (L'), journal hebdomadaire, organe spécial des intérêts normands à Paris et en Normandie, n° 1, 16 au 23 février 1894. In-fol. à 5 col., 4 p. — Flers, imp. Follope ; Paris, 3, rue de Province.

PROCÈS - VERBAUX

Séance du 21 Août 1895

PRÉSIDENCE DE M. E. LECOINTRE

Legs de 300 francs fait à la Société par son regretté fondateur et premier président, M. de La Sicotière. Des remerciements seront adressés à sa famille.

Dépôt de deux exemplaires de l'ouvrage intitulé : *Inventaire des titres, papiers et enseignemens concernant la cure d'Alençon avec un Mémoire précis des titres antiens et modernes de toutes choses en 1720, par Messire Pierre Belard, prestre, docteur de Sorbonne et curé d'Alençon.*

Ce volume publié par la Société historique et archéologique de l'Orne et par les soins de M. Lecoindre, sur le manuscrit original conservé à la Bibliothèque d'Alençon, sera envoyé par la poste à tous les membres de la Société.

Réunion générale annuelle. Le lieu fixé est Flers. Les autres détails ne seront réglés définitivement qu'à la prochaine séance.

Démission de MM. MARIGNY, de Sées, et LOUTREUIL, de Moscou.

Don fait à la Société par M. le C^r de Contades, de son volume intitulé : *Émigrés et Chouans*. M. Duval en fera le compte-rendu.

Séance du 21 Septembre

PRÉSIDENCE DE M. G. LE VASSEUR

Don par M. Lecointre d'un exemplaire sur beau papier de l'*Inventaire*, de l'abbé Belard. Des remerciements sont votés à M. Lecointre, pour le soin avec lequel il a édité l'ouvrage, l'a enrichi de précieuses notes et l'a orné à ses frais du portrait de Belard.

Réclamation par M. Léopold Delisle, directeur de la Bibliothèque nationale, à propos de huit fascicules de diverses années qui ne sont pas parvenus à la Bibliothèque. Cette erreur sera réparée et la Société décide à cette occasion que désormais les fascicules seront envoyés à la Bibliothèque nationale sous enveloppe et adresse spéciales.

Prière sera adressée aux journaux du département d'insérer un compte-rendu très sommaire des séances de la Société.

Acceptation de l'échange des publications avec la *Société académique du Cotentin*, dont le siège est à Coutances.

Démission de M. BARBOTTE-DESNOS.

Réunion générale à Flers.

Le jour définitivement fixé est le jeudi 10 octobre.

Le programme de la journée comprendra : 1^o une visite à la Lande-Patry ; 2^o la séance administrative ; 3^o la séance publique à 2 heures et demie ; 4^o une visite au château de Flers ; 5^o un banquet par souscription. Le prix de la souscription est fixé à 6 francs. Les adhésions au banquet devront être adressées à M. Jules APPERT, avant le 6 octobre (Pour plus amples détails et pour l'ordre des lectures, voir le procès-verbal ci-après).

Réunion générale annuelle du 10 Octobre

PRÉSIDENCE DE M. G. LE VAVASSEUR

Présents : MM. ADIGARD, APPERT, Abbé BARRET, H. BEAU-DOUIN, R. P. BERNIER, DE LA BRETECHE, Abbé BUREL, W. CHALLEMEL, Abbé CHARPENTIER, C^e DE CONTADES, E. DESCOUTURES, L. DUVAL, FOULON, Abbé FREBET, Abbé GOURDEL, LECORNU, Abbé LETACQ, F. LORIOT, Abbé MACÉ, DE MARCÈRE, MURIE, DE NEUFVILLE, Abbé ROMBAULT, Abbé SAFFRAY, SURVILLE.

Excusés : MM. l'Abbé DUPUY, M^{is} DE LA JONQUIÈRE, GERMAIN-LACOUR, DU MOTÉY, Paul ROMET.

A 10 heures 1/2, à l'arrivée du train d'Alençon, des voitures conduisent les membres présents à la Lande-Patry. Là, M. l'abbé LETACQ fait une courte conférence sur les vieux ifs connus sous le nom d'ifs de la Lande-Patry ; puis on se rend à l'église, dont la construction toute récente fait le plus grand honneur au curé. M. le Curé fait remarquer les beautés et les curiosités de son église. Ses explications, ainsi que la conférence de M. l'abbé LETACQ, sont reproduites ci-après dans le *Bulletin*.

A midi, M. APPERT invite à un déjeuner intime ses confrères de la Société et quelques dames, M^{me} LE VAVASSEUR, M^{me} CHALLEMEL, etc.

A une heure, séance administrative dans une des salles du théâtre.

Admission de M^{me} SCHNETZ, — de MM. l'abbé BUNOUST, curé de Flers, — LELIÈVRE, de Flers, — PERROTTE, de Meulles (Calvados), — et GENDREL, instituteur à Livaie.

Démission de M. BOURGOUIN.

Elections : M. G. LE VAVASSEUR, président de la Société, arrivé au terme de la seconde période de son mandat, et par conséquent non rééligible, est remplacé en qualité de président, au scrutin secret, par M. le C^e DE CONTADES.

M. l'abbé BLIN, vice-président depuis 6 ans et par suite non rééligible, est remplacé par M. J. APPERT.

M. G. LE VAVASSEUR est élu secrétaire général.

MM. DE BROISE, trésorier ; DESCOUTURES, Abbé DUPUY, Abbé LETACQ, Abbé RICHER, Abbé ROMBAULT, le C^{ie} DE VIGNERAIL, membres de la Commission de publication, sont tous réélus.

Le Comité des *Assises scientifiques, littéraires et artistiques*, fondées par Arcisse de Caumont, prie la Société historique et archéologique de l'Orne d'informer ses membres que ces *Assises*, qui doivent se tenir alternativement à Rouen et à Caen, s'ouvriront l'année prochaine, le 19 juin 1896, à Rouen. Les Sociétés savantes des neuf départements compris dans la fondation sont invitées à adhérer *gratuitement* à ces *Assises* et à désigner un ou plusieurs de leurs membres pour y assister.

Pour se procurer le programme, obtenir tous renseignements, cartes d'admission, etc., s'adresser à M. Le Verdier, secrétaire général du Comité, 47, boulevard Cauchoise, ou Hôtel des Sociétés savantes, rue Saint-Lô, à Rouen.

A 2 heures 1/2, séance publique dans la salle du théâtre.

Assistance nombreuse et sympathique, composée de dames, d'ecclésiastiques, de personnes notables de Flers et des environs.

Aux côtés de M. G. LE VAVASSEUR, président, prennent place M. le Dr YVERT, premier adjoint, remplaçant M. le Maire, empêché ; M. l'abbé BUNOUST, curé de Flers ; M. DE MARCÈRE, sénateur, etc.

Les lectures sont faites dans l'ordre suivant :

1^o Discours de M. le Président : *L'abbé de Latour*.

2^o Allocution de M. le sénateur DE MARCÈRE. M. de Marcère, cédant aux instances qui lui sont faites, veut bien promettre d'envoyer, pour être inséré au *Bulletin*, au moins un résumé de son improvisation.

3^o *Compte-rendu des travaux de l'année*, par M. le C^{ie} DE CONTADES, secrétaire général.

4° *Redern et Saint-Simon*, par M. l'abbé ROMBAULT.

5° *L'Occupation prussienne de 1871 à Alençon*, par M. Henri BEAUDOUIN.

6° *Poésie*, par M. W. CHALLEMEL.

7° *Colons Bas-Normands et Réfugiés de Saint-Domingue*, par M. Louis DUVAL.

8° *Quelques pages de l'Histoire de Flers*, par M. Jules APPERT.

9° *Poésie*, par M. Florentin LORiot.

Tous ces morceaux seront reproduits dans le *Bulletin*, ainsi que celui que M. DU MOTÉY, absent, n'a pu lire, sur les *Officiers Bas-Normands de la Vénérie du Grand Roi*.

Après la séance, les membres de la Société se rendent au château, dont la propriétaire, Madame SCHNETZ, leur fait les honneurs avec une grâce parfaite. Ils admirent particulièrement dans les salons plusieurs tableaux de maîtres, des meubles curieux, de belles tapisseries et le chartrier, qui vient d'être classé et réuni en volumes, avec beaucoup de soin par M. SURVILLE.

Enfin un banquet charmant réunit les membres qui ont pu attendre jusqu'au soir. Des toasts, des adieux en prose et en vers sont échangés par MM. le Dr YVER, G. LE VASSEUR, LORiot et terminent agréablement cette belle journée.

OUVRAGES REÇUS PAR LA SOCIÉTÉ DU 24 AVRIL AU 10 OCTOBRE

Publications individuelles

1° *Émigrés et Chouans*, par M. DE CONTADES.

2° *Fondation du Collège de Sées*, par M. l'abbé BARRET.

3° *Liste des membres du Comité des Travaux historiques et scientifiques*.

4° *Discours de MM. Moisson et Poincaré à la séance générale du Congrès des Sociétés savantes (20 avril 1895)*.

5° *Les anciennes Confréries de Charité dans le Maine*, par M. Gabriel FLEURY.

- 6° *La Cathédrale de Coutances*, par M. FLORENTIN-LORiot.
- 7° *Jetons et médailles français*, sans nom d'auteur.
- 8° *Guillon de Surosnes*, par M. Louis DUVAL.
- 9° *Couronnement de Notre-Dame de l'Immaculée-Conception* (11 juin 1895), tiré de la *Semaine catholique de Sées* et signé V. P. (Victor PRUNIER).
- 10° Prospectus de MM. l'abbé Louis CHAMBOIS et Paul DE FARCY, pour la *Recherche de la Noblesse de la Généralité d'Alençon*.
- 11° *Histoire du Canada*, par M. Eugène RÉVEILLAUD.
- 12° *Le Couronnement de l'Immaculée-Conception*, par M. l'abbé BARRET.
- 13° *L'Église de l'Immaculée-Conception de Sées*. Bulletins illustrés du couronnement.
- 14° *Les Fêtes de la Trappe* (Indépendant de l'Orne du 8 et du 14 septembre, et supplément).
- 15° *Léon de La Sicotière*, par M. L. DUVAL. Extrait de la *Revue du Bas-Poitou*.
- 16° *Un paquet de documents, papiers et brochures de diverses époques*. Offert par M. L. DUVAL, 77 pièces de formats divers.
- 17° *Rapport de l'Archiviste du Calvados*.

Publications périodiques.

- 1° *Le Cidre et le Poiré* (Argentan).
- 2° *Bulletin de la Société belfortaise d'Émulation*, n° 14, 1895.
- 3° *Bulletin et Mémoires de la Société archéologique et historique de la Charente*, t. IV, 1894.
- 4° *Mémoires de la Société académique du Cotentin*, t. IX et X.

5° *Bulletin de l'Académie delphinale*, t. VIII, 1894.

6° *Bulletins de la Société archéologique d'Eure-et-Loir*.
Juillet et août 1895.

7° *Congrès archéologique de France*, t. LIX, session de 1892.

8° *Revue historique et archéologique du Maine*, 1^{er} semestre
de 1895.

9° *Bulletins de la Commission historique et archéologique de
la Mayenne*, 2^e et 3^e trimestres 1895.

10° *Bulletins de la Société archéologique du midi de la
France*, 1894-95.

11° *Bulletin de la Société de l'Histoire de Normandie*.
Janvier, mars, juin, septembre 1895.

12° *Revue catholique de Normandie*. Mai, juillet 1895.

13° *Bulletins de la Société linnéenne de Normandie*, t. VIII,
1894.

14° *Société normande de Géographie*. Mars-avril, mai-juin,
juillet-août 1895.

15° *Bulletin de la Société archéologique de Nantes*,
t. XXXIII, 1894.

16° *La Croix de l'Orne*, du 28 avril au 6 octobre.

17° *Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest*. Janvier,
février, mars 1895.

18° *Bulletin de l'Histoire de Paris et de l'Ile-de-France*.
2^e, 3^e, 4^e et 5^e livraisons de 1895.

19° *Le Cidre* (Paris). Mai à septembre 1895.

20° *Documents sur la Province du Perche*. Avril et juillet
1895.

21° *Bulletin de la Société des Amis des Sciences et Arts de
Rochechouart*. Janvier et mars 1895.

22° *Le Bibliophile rouennais*. Avril-septembre 1895.

23° *Bulletin de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe*. Année 1895-96, 1^{er} fascicule.

24° *Annales de l'Archiconfrérie de N.-D. des Champs*. Mars à octobre 1895.

25° *Bulletin de la Société philomatique vosgienne*, 1894-95.

26° *Journal des Collectionneurs de Livres*. Juin 1895.

27° *Analecta Bollandiana*. T. XIV, 2^e et 3^e fascicules.

28° *Annual Report of the Smithsonian Institution*. Année 1893.

L'ABBÉ SOUQUET DE LATOUR

De toutes les formes littéraires, la plus banale, parfois la plus grotesque est celle qu'ont adoptée les faiseurs d'épithètes. Il est cruel d'en rire à cause du cadavre qui git entre le critique et son ironie ; il est permis d'en sourire, sans montrer les dents. La rhétorique est inflexible. Il arrive toutefois çà et là que le style lapidaire est sans reproche et que l'inscription tumulaire en dit plus long sur le défunt qu'une oraison funèbre ou un article nécrologique. Il s'agit seulement de savoir lire entre les lignes.

Quand un poète curieux et rêveur entre au cimetière du Mont-Parnasse par la grande porte, — celle des convois, — et que, prenant l'allée à droite, il s'arrête un instant à l'angle de l'avenue latérale, il voit à gauche, un peu perdue dans les pierres tumulaires voisines, la modeste stèle où est inscrit le nom de Baudelaire. Qu'il lise l'épithète et, pour peu qu'il soit initié aux dessous de l'existence troublée de celui qu'il admire sans le connaître, il y lira l'histoire de sa vie tout entière. Sourira-t-il ? Pourquoi pas ? La leçon est bonne et les vanités sont à leur place (1).

Si, continuant son pèlerinage, le visiteur s'attarde aux découvertes, il ne perdra ni son temps ni sa peine, il pourra vérifier des dates, étudier des orthographe et charitablement faire aumône de *De Profundis* et largesse de souvenirs.

Parmi les tombes qui arrêteront son regard sans le solliciter, il en est une qui, certainement, provoquera sa curiosité et excitera son intérêt. Elle est géminée et une stèle double, de hauteurs inégales, apprend aux passants que deux amis, deux saints, deux travailleurs patients, modestes et studieux, deux prêtres, un

vieillard et un jeune homme, un maître et un disciple ont voulu être unis dans le repos de la tombe, comme ils l'avaient été dans la pratique des œuvres vivantes.

On lit sur la plus grande pierre :

Hic Jacet
Beatam Resurrectionem
Exspectans,
Appositus Discipulo
Magister Reverendus,
Vuillelmus Joannes Franciscus
SOUQUET DE LATOUR.
Vigenti Ab hinc Annis
Ecclesiae Sancti Thomae Aquinatis
Pastor optimus ;
In Diebus Malis Bene de Religione
Meritus ;
Pietate, Scientiâ, Urbanitate, Suimet Oblivione
Insignis ;
Oculus Ceco, Pes Claudio, Adjutor Orphano
Pauperum Pater ;
Dierum, Virtutum ac Bonorum Operum
Plenus ;
Laboribus, Vigiliis, Doloribus
Confectus,
Omnibus Flebilis,
Ecclesiae Sacramentis pluries reffectus
Anno Salut. MDCCCL, Ætatis vero LXXXIV
Nonâ die Septembris
Ære Sacro Incarnationem Annuntianté,
Diem Claudens ultimum,
IN PACE,
IN IPSO DEO
Dormivit ac Requievit.

Comme pour Baudelaire, celui qui veut faire revivre le mort endormi sous la tombe n'a qu'à grouper autour de son épitaphe les documents recueillis en y ajoutant, suivant l'usage des biographes de tous les temps, les conjectures et les vraisemblances qui s'accroissent à la couleur de son esprit.

Guillaume-Jean-François Souquet de Latour était né à Cras-ménil, le 13 décembre 1766. Son père était un bon gentilhomme, de noblesse ancienne et reconnue dont les membres portaient dignement l'épée sans dédaigner la plume. Pierre Souquet, sieur de la Tour, était maintenu en 1666 sur la liste de de Marle

comme ancien noble. De Latour Soucquet était notaire royal de la Vicomté de Briouze en 1766 (2).

Ils endossaient aussi honorablement la soutane. Soucquet de Latour, curé de Chénedouit, s'embarqua au Havre en septembre 1792, fuyant la persécution et partant volontairement pour l'exil. Ce n'était pas qu'il craignit d'affronter le martyre. On confessait volontiers sa foi dans la famille de Latour. Le curé de Crasménil avait été indignement outragé le jour de Pâques qui précéda son émigration ; Hector-Guillaume-Valérien Soucquet de Latour fut assassiné, le 28 juillet 1795, par la colonne mobile de la Carneille qui devait, huit mois plus tard, fusiller l'abbé Bunout, vicaire de leur cousin le curé de Crasménil (3).

Ce triple caractère se fondit heureusement dans la personne du jeune Guillaume-Jean-François.

Gentilhomme, il garda de sa race l'aménité, la courtoisie, le savoir-vivre, la distinction native sans accepter le préjugé de l'épée contre la chevalerie de l'écrivoire.

Savant, il ne fut ni pédant, ni sordide ; sa malice fut aimable, sa polémique spirituelle sans aigreur. Rien de Trissotin, cela va sans dire ; rien de Vadius non plus. Point de pugilat, fi donc ! Jeu de mains, jeu de vilain.

Prêtre, il fut un modèle accompli dans l'enseignement et le ministère. Au milieu des dangers et des tentations, il ne forligna point et sut aux occasions critiques faire preuve d'un sang-froid sans peur et d'un courage sans résignation. Son épitaphe résume sommairement ces qualités. L'épitaphe ne ment point.

Monsieur de Latour était capitaine de cavalerie dans le régiment de Luxembourg et chevalier de Saint-Louis. Il avait cinq enfants et un modeste avoir. Le futur curé de Saint-Thomas d'Aquin était le dernier de quatre garçons. Les trois frères moururent jeunes, sa sœur entra en religion. Il demeura la seule consolation de sa mère, l'espoir, un peu l'orgueil et l'unique rejeton de la branche de famille représentée par son père. Une seule carrière s'ouvrait devant lui, celle des armes, une seule école l'attendait, l'école militaire. Il avait, dit-on, de l'enjouement enfantin et quelque espièglerie, mais il était par dessus tout doux, timide, obéissant, pieux et modeste. Il se sentait sans doute le devoir de porter une épée, sans paraître impatient d'affirmer le droit de s'en servir.

Il n'en était pas de même de ses parents et sa mère avait des sentiments aussi chevaleresques que ceux de son père. L'école des cadets gentilshommes était d'ailleurs grand ouverte devant leur fils et la Flèche n'était pas loin.

Il est probable que le jeune de Latour entra à l'école militaire vers l'âge de dix ans au moment de sa transformation et des modifications apportées par le Roi, à l'instigation du comte de Saint-Germain (4).

Le 1^{er} février 1776, le Roi déclarait la suppression de l'école militaire centrale de la Flèche et disséminait les 250 élèves qu'elle renfermait dans différents collèges de plein exercice, dirigés par divers ordres religieux, établis dans plusieurs parties du royaume. Il portait à 600 le nombre des boursiers et entretenait à titre de cadets une pépinière de 1,200 jeunes gentilshommes destinés à être officiers.

Mais, comme dix années de paix avaient encombré les cadres, les organisateurs du nouveau système résolurent de n'admettre dans les rangs de l'armée que des militaires capables et résolus et d'ouvrir en même temps aux cadets gentilshommes d'autres carrières que celle des armes. On envoya les boursiers anciens et nouveaux un peu partout étudier leur vocation chez les Bénédictins, les Oratoriens, les congréganistes de Saint-Maur, les chanoines réguliers de Saint-Sauveur, les Minimes et les Doctrinaires. Les soldats d'élite étaient envoyés à Paris et le Roi choisit l'ancien collège de la Flèche « pour les élèves qui se destinaient à l'état ecclésiastique ou à la magistrature ». Ce collège fut confié aux Doctrinaires qui, du moins sous la direction du P. Corbin, « firent merveilles » suivant le rapport du chevalier de Reynaud, nommé inspecteur général des écoles militaires.

Le jeune de Latour fut envoyé à Beaumont-en-Auge chez les Bénédictins. En dépit de quelques espiègleries qu'un de ses biographes signale sans les préciser, l'écolier sentit naître en lui une vocation tout autre que celle de la carrière des armes et le goût de l'étude précéda de bonne heure chez lui la passion du savoir. Le rapport de l'inspecteur dut confirmer ces dispositions puisqu'au bout de la première année, il fut envoyé à la Flèche et devint un des cinquante pensionnaires du Roi qui semblaient destinés aux emplois pacifiques.

Il resta chez les Doctrinaires jusqu'aux approches de la Révo-

lution, travaillant, s'éprenant de latinité, aspirant au sacerdoce par une vocation ferme et raisonnée, obéissant à un acte de volonté résolue, faisant violence aux désirs et aux goûts de sa mère, l'affligeant même à son grand regret, mais, sans avoir à compter avec une désobéissance formelle. Le règlement de 1786 avait bouleversé l'économie des écoles militaires, mais l'ancien esprit subsistait et on se souvenait encore du règlement de 1772 portant « que les enfants ne pourraient renoncer à la carrière militaire sans le consentement de leurs parents ». Madame de Latour, demeurée veuve, tenait bon. Prières, supplications, remontrances, rien n'y faisait. La perspective et l'honneur du sacerdoce ne la touchaient point. Aux tendresses et aux supplications d'un fils de vingt ans qui cherchait à associer sa mère à sa détermination, elle répondit sèchement : « Faites ce que vous voudrez. » L'abbé de Latour fit ce qu'il voulait ; il entra dans les ordres et fut ordonné prêtre à la veille de la Révolution.

Entra-t-il dans la congrégation des Doctrinaires ? Oui sans doute. Un de ses biographes, le représente comme chargé de faire la classe élémentaire pendant son noviciat. Y resta-t-il jusqu'à la suppression de l'ordre et même jusqu'à celle des écoles militaires ? (9 septembre 1793) (5). En ce cas, il aurait eu pour supérieurs, après l'excellent P. Corbin, nommé précepteur du Dauphin en 1787, le faible et indécis P. Villars, devenu évêque constitutionnel de Laval et plus tard cet aimable et érudit P. de la Mesengère, qui, dix ans après son expulsion, échappé aux massacres de la Terreur, fondait le *Journal des Dames et des Modes* après avoir publié successivement, en 1794, 1795, 1796 et 1797, divers ouvrages d'éducation et de morale et une sorte de Guide de l'étranger dans la capitale (6).

L'abbé de Latour était-il parfait ? Hélas ! Il avait son côté faible. L'humaniste s'éprit de latinité. Plus tard, la piquante et suggestive rhétorique le captiva souvent tout entier, taquina la grave philosophie et donna quelques distractions à la sainte théologie. Les aimables fleurs que celles du jardin de l'art de bien dire ! Quelle perle qu'un beau vers latin, même dans le fumier d'Ennius !

On raconte que le diable tenta tout d'abord notre jeune humaniste sous une forme inusitée, mais subtilement perfide, celle d'un *Gradus ad Parnassum*, composé par un jésuite. Les savants

Pères avaient d'ailleurs imprégné le collège de La Flèche d'une odeur de latinité et de prosodie que n'avait point dissipée le prosaïsme des Doctrinaires. Ils avaient aussi laissé leurs livres. *Unus à societate Jesu* avait compilé, publié, revu, corrigé et augmenté le vieux *Ravisius Textor*, si incongruement mis en scène par Boileau ; Nicolas Lallemand avait édité un gros dictionnaire, merveilleux suivant lui, un « véritable degré du Parnasse auquel on monte avec facilité et plaisir, où l'on marche heureusement, et dont la construction est si régulière qu'on ne doit pas craindre d'y tomber » (7). Je crois voir d'ici notre jeune nourrisson des muses, le *Gradus* à la main.

Ungues arrodit, meditatur, polliceque udo
Nocturnà versat librum versatque diurnà.

Comme le coq de Phèdre, il becquète des périphrases et des hémistiches. Il est capable de faire des centons comme Proba Falconia elle-même. Un matin de composition, le professeur ayant donné pour matière la description des Furies, l'écolier ouvre son livre de chevet à la page 435. L'auteur n'y a pas épargné ce qu'il appelait « les matéreaux pour bâtir le palais des Muses ». La page est remplie d'épithètes, de périphrases et de vers tronqués. Au milieu de ces *disjecta membra* éclatent cinq vers et demi sans lacune, superbes, nombreux, d'une métrique irréprochable et sonore. Pour épargner la place, l'imprimeur a serré le texte comme de la prose, sans alinéa, n'importe, cela se scande tout seul.

« Invidiæ quondam stimulis incanduit atrox
Alecto : placidas latè quùm cerneret urbes
Protinus infernas ad limina tetra sorores,
Concilium deforme vocat : glomerantur in unum
Innumera pestes Erebi, quascumque sinistro
Nox genuit fetu. »

Pas de nom d'auteur, bien entendu. Mais, pour un humaniste, y a-t-il, à priori, d'autre poète que Virgile ? D'ailleurs chez quel autre rencontrerait-on cette pompe sobre et cette science consommée de la prosodie ? Qui révéla au jeune enthousiaste le véritable auteur de ces vers claironnants et doux et lui nomma Claudien ? Peu importe ; si l'astre de Virgile ne pâlit pas à ses yeux dans le ciel de la poésie, il eut un compagnon et un rival. Il s'éprit de la muse de Claudien avec l'effervescence et la naïveté d'un premier amour. Il ne manqua rien à cette délicieuse intrigue

littéraire, pas même l'attrait du fruit défendu. — Le modèle est dangereux, lisez Virgile, lui répond le bibliothécaire. Claudien est à l'index. Quel honneur ! Depuis Port-Royal et Racine, on n'a pas vu pareille tentation. De Latour était capable d'apprendre par cœur l'œuvre complète de Claudien comme Racine l'avait fait pour le roman d'Héliodore. Mais où trouver un Claudien ? Le génie des bibliophiles — ange ou démon — lui vint en aide. En bouquinant pour la première fois de sa vie, l'écolier trouva la perle convoitée à la porte même du collège. Pluton ne ravit pas Proserpine avec plus d'ardeur. Heures délicieuses ! Achèver en le savourant l'hémistiche interrompu dans le Gradus ! Lire d'un bout à l'autre à son aise les 7 ou 800 vers d'invectives contre cet odieux Rufin ! Fi ! Le vilain homme et les belles sottises ! Stilicon n'aurait-il pas dû s'en contenter sans faire assassiner son rival par ce sacrifiant de Gaynas ?

Lire Claudien, quel délicieux passe-temps ! Le traduire, quelle aimable besogne ! Après les *Invectives contre Rufin*, *l'Enlèvement de Proserpine*. Voilà le vrai chef-d'œuvre. Tout y passera, les panégyriques d'Honorius, d'Olybrius (Olybre pour les délicats), de Probinus et de Malleus, les invectives contre Eutrope, l'éloge de Stilicon et de Sérène, le poème sur la guerre des Gètes, les épithalames et autres broutilles fugitives, mais il faut auparavant traduire l'Enlèvement de Proserpine. Sans doute, en ces premiers jours, en ces premières nuits de ferveur, le jeune traducteur n'avait pas lu, comme il le fit depuis, tous les commentateurs de son divin poète (8). Il n'était pas influencé par l'opinion de cet obscur Joachim Vadian qu'il aimait plus tard à citer dans une de ses préfaces affirmant que « Claudien a toutes les qualités qui forment le vrai poète et que, de tous les successeurs de Virgile, il est le plus parfait parce qu'il en est le moins éloigné, mais, comme ce suisse d'autrefois, « il était charmé » de ces pages entières qui offrent à peine un ou deux vers dont l'élosion embarrasse la marche, en sorte que la syllabe, par une chute douce et facile, s'unit à la syllabe ». Comme son contemporain Gessner, il voyait « à chaque page des beautés qu'envierait Virgile et des défauts, mais toujours agréables et parfois utiles ». Aussitôt qu'il hanta Cesar Scaliger, il démêla une caresse parmi les morsures du critique et il répéta avec lui en prenant sa phrase pour épigraphe de sa traduction : « *Libri de raptu Proserpinæ sunt candidi, culti, tersi, numerosi* ».

Il n'avait aucune connaissance de la traduction de Claude Nicole qu'il accusait plus tard d'avoir « tourné Claudien... en ridicule ». Avait-il seulement oui parler des grands jours de Poitiers et de cette des Roches qui, vers 1586, « força Proserpine de balbutier quelques rimes françoises » et prouva « par ses efforts méritoires et son choix l'estime dont jouissait son modèle ? »

Non. Il se croyait le premier, le seul. Il était tout à Claudien et Claudien était tout à lui. La grande joie du traducteur, entraîné dans le sillage de son modèle, précédait les petites satisfactions intimes et tempérées de l'érudit. Elle fit explosion après avoir attendu son jour. Les jeunes doctrinaires, s'exerçant au professorat, remplaçaient parfois l'insipide et monotone lecture du réfectoire par des compositions personnelles. Quand ce fut son tour, l'abbé de Latour monte en chaire son cahier à la main et, avec la tendresse d'un admirateur et la conviction d'un auteur, déclame en latin et en français tout le morceau de l'*Assemblée des Furies*. On le félicite, on l'applaudit, on l'acclame. Claudien est connu, apprécié, réhabilité. Dès ce moment, les loisirs de la journée ne suffisent plus. Le jeune enthousiaste prend l'habitude de ces veilles prolongées pendant lesquelles il vivra sa véritable vie en l'aimable compagnie des défunts qui lui feront oublier le contact brutal et désagréable des vivants.

Mais, en dehors de l'étude, il faut vivre. Où et comment ? Sieyès, qui ne se fit pas scrupule de renier pour ne pas mourir, trouvait le problème un peu compliqué ; il était autrement difficile à résoudre pour un prêtre fidèle. Chassé de chez lui, le doctrinaire se réfugia à Paris. On sait quels dévouements y furent mis à l'épreuve. Entre autres documents, les souvenirs de Mgr de Maillé de la Tour-Landry, édités par notre éminent confrère, M. le V^e de Broc, nous donnent une idée des précautions et des ruses au moyen desquelles on évitait parfois la persécution, la prison et l'échafaud. La maison d'un étranger pouvait offrir momentanément un asile sûr. L'abbé de Latour profita de l'amitié de M. de Gourow, depuis président de l'université de Saint-Petersbourg pour se mettre à l'abri de l'orage ; mais le doctrinaire avait senti s'éveiller en lui, entre les murs du collège de la Flèche, la plus singulière des vocations, celle du précepteur.

Goût bizarre que n'expliquent pas complètement l'aptitude pédagogique et l'amour des lettres. Il y avait eu jadis à la Flèche un petit collège qui fit parler de lui au temps du bon abbé Gallard et du Jansénisme. Il avait survécu à ses fortunes diverses et, demeuré école apostolique, il envoyait toujours ses « alumnats » au collège des Doctrinaires quand il les avait conduits en sixième (9). C'étaient là les écoliers de l'abbé de Latour qui devait avoir de fréquents rapports avec les professeurs du petit collège. Or, dès le temps des abbés Foreau, ç'avait été une pépinière de précepteurs. La maison avait-elle gardé quelque renom et quelque entregent ? Peu importe. L'abbé de Latour, en pleine tourmente politique et sociale, entra comme précepteur dans une très honorable famille de fermiers généraux, celle de M. de Laage.

C'était d'ailleurs un assez bon refuge que le préceptorat. Quand, en 1792, l'abbé Bunout, vicaire du curé de Chénedouit, cousin de l'abbé de Latour, tomba malade et laissa son compagnon émigrer seul, il trouva une place de précepteur chez un riche négociant et put y rester jusqu'en juin 1794. Mais il fallait choisir les maisons et la famille de Laage était trop suspecte pour être un asile sûr.

Elle ne fut toutefois pas trop inquiétée pendant un certain temps dans son château du Petit-Bry. On y menait la vie de ce temps-là. Les victimes se résignaient. Les vivants s'ingéniaient à vivre. Il y avait des moments d'accalmie et des surprises d'angoisses. Par ci, par là, des proscriptions de surcroît. Les temps deviennent tout à fait mauvais. A la nouvelle de la loi qui condamne à la déportation les recéleurs de prêtres insermentés, l'abbé de Latour veut quitter les hôtes qu'il compromet ; le père et les enfants se jettent à son cou, il reste. Peut-être, guidé par Scaliger, vient-il de découvrir Grätius Faliscus, l'ami d'Ovide et le vrai rival de Virgile (10), et, si menacé que l'on soit, où peut-on être mieux pour traduire et commenter que, dans sa chambrette, le feu pétillant, la chandelle allumée et la porte barrée ? *Suave mari magno.*

Voici les visites domiciliaires. Il faut faire la part du feu et brûler les papiers compromettants. Vivent les classiques ! Ils ne craignent pas grand'chose, mais ces n^{os} de l'*Ami du Roi* ! Au feu sans miséricorde ! Pourtant ces frères Royou ont du courage et de l'esprit. Ces articles-là doivent être de l'abbé. N'est-il pas

mort paisiblement celui-là ? On le raconte, mais il paraît certain que l'abbé Ermès a été guillotiné pour avoir caché son ami. Au feu, comme les autres !

Il était temps. La gazette suspecte fumait encore quand on vint enlever tous les habitants du Petit-Bry pour les conduire à Paris. L'abbé fut pris dans le coup de filet, mais il se fit tout petit et chercha à ronger les mailles ou à passer au travers.

En attendant que l'échafaud eût fait des vides dans les prisons, on conduisit l'abbé au dépôt du cul-de-sac Dauphin. Il était désigné pour être écroué à la Force. On l'y conduisit trois fois ; trois fois, il échappa à l'incarcération et à la mort par son courage et sa présence d'esprit.

La première fois, on l'emmène seul. Il était tard. Le vide de la journée était déjà comblé. Pas de place. — As-tu un matelas et une couverture ? dit le geôlier. Je te fourrerai dans un coin ou sous l'escalier (11). — Pas même un bonnet de nuit, répond gaillement l'abbé, je croyais qu'on fournissait de tout ici. — En ce cas, va-t-en. Gendarmerie, remmenez-le où vous l'avez pris.

La seconde fois, il avait un compagnon de chaîne, — un voleur. L'abbé se disait : l'autre jour, il n'y avait pas de place pour un, qui sait s'il y en a pour deux aujourd'hui ? Il se montre plein de prévenance et de politesse pour son camarade et fait si bien qu'il le fait passer le premier. Il y avait place. On incarcère le filou avec un peu plus de difficultés et de formalités que s'il se fût agi d'un honnête homme. Les gendarmes l'accompagnent et laissent l'abbé seul. La foule paraît sympathique. On le presse de fuir (12). Est-ce un piège, une occasion de massacre et de bonne défaite ? L'abbé Sicard lui a raconté les horreurs de septembre. Le prisonnier se fait fort de son innocence et attend son sort. La prison était encore pleine. On le remmène une seconde fois.

La troisième fois, il était seul entre deux soldats ; ceux-ci étaient des raisonneurs et l'un dit à l'autre : Il n'y a jamais de place à la Force pour ce citoyen-là, voilà déjà trois fois qu'on l'y mène ; l'important, c'est qu'on le fourre en prison ; l'une vaut l'autre ; si nous le menions aux Madelonnettes. — Va pour les Madelonnettes. Cocher, aux Madelonnettes ! L'abbé de Latour se taisait. Quand ils eurent fait les trois quarts du chemin, il dit tranquillement à ses gardiens : Est-ce que votre ordre porte de me conduire aux Madelonnettes en cas de non admission à la

Force ? — Non. — Est-ce que les militaires ne doivent pas s'en tenir à la lettre de leur consigne ? — Oui. — Alors, vous êtes en faute. Rassurez-vous, je ne vous dénoncerai pas ; mais, croyez-moi, ramenez-moi où vous m'avez pris. C'est le plus sage parti pour vous et le seul moyen de vous en tirer sans punition.

Les soldats se laissent persuader. On rentre à la maison d'arrêt. C'était la veille de la Toussaint. La nuit était avancée. La place de l'abbé est prise, son lit est occupé, mais il lui reste sa chambre, une cheminée, quelques bûches, une table, une chaise, un bout de chandelle et... Claudien. Il reste toujours à revoir et à glaner. Quelle délicieuse Vigile ! (13). Que n'était-il chrétien ce « païen opiniâtre » excommunié par Orose et saint Augustin ! Que n'a-t-il ménagé les saints du Paradis qu'il ne connaissait pas ! S'il revenait au monde, ne chômerait-il pas avec nous ces élus ignorés ? D'ailleurs, qui sait ? Un grec d'Alexandrie, non baptisé sans doute, « ne pouvait-il pas, par complaisance pour ses maîtres, chanter tour-à-tour Jupiter et Jésus-Christ ? » Et puis, quoiqu'en dise M. de Mérian, qui nous autorise à rayer les petits poèmes chrétiens de la liste des ouvrages de Claudien ? Ce fut sans doute dans cette veille sainte que l'abbé de Latour traduisit le *Carmen paschale*, la *Laus* et les *Miracula Christi*. Il passait facilement les nuits blanches, un verre d'eau suffisait pour chasser le sommeil et soutenir l'inspiration. Il écoutait Claudien parlant du Christ :

« Permutat lymphas in vina liquentia Christus
Quo primo facto se probat esse Deum ».

Et l'abbé traduisait, prodiguant les élégances de sa périphrase et les fleurs de sa rhétorique :

« Jésus-Christ par le jus de la treille remplace le cristal des fontaines. Voilà la première preuve de sa divinité. » (14).

Le lendemain, l'intrépide latiniste était libre. Il se faisait donner un sauf-conduit et délivrer un certificat de civisme. Le fermier général de Laage avait subi le sort de ses collègues. Un caprice de Robespierre avait épargné le fils maintenu en prison. L'abbé de Latour alla l'y visiter et l'y consoler. Il le remplaça dans sa famille et lorsque le père, les enfants et le précepteur purent reprendre leur vie d'autrefois, ils se remirent à l'ouvrage. Mais Petit-Bry avait été confisqué, la pauvreté avait

remplacé la richesse et la petite colonie dut chercher une modeste retraite dans la commune de Saint-Martin-de-Bière, près de Fleury, dans la forêt de Fontainebleau.

Ce fut dans cet asile que l'abbé de Latour passa les dernières années de la tourmente révolutionnaire. Sans doute son certificat de civisme et la complaisance d'un bon maire de campagne lui permirent de demeurer obscur et ignoré et de travailler en paix ; mais, comme au temps de la grande terreur, le digne enfant du pays de sapience trouva toujours son esprit prêt à servir son courage. Au lieu de chercher à se faire exempter des corvées civiques, il semblait les accomplir avec ardeur et un zèle inconsideré. Quand il montait sa garde, sentinelle farouche, il arrêta tout le monde. Il fit si bien et se montra si intransigeant que, tout en le félicitant et en excusant ses bévues qu'expliquait sa qualité d'étranger, on le raya du contrôle de la garde nationale.

Il travailla si bien qu'en floréal an VI, la traduction rêvée, choyée, revue et corrigée depuis plus de dix ans parut en deux gros volumes in-8°, chez Dugour et Durand, libraires à Paris, rue et hôtel Serpente, sous ce titre : *Œuvres complètes de Claudien, traduites en français pour la première fois avec des notes mythologiques, historiques et le texte latin.*

Qui donc pouvait s'intéresser à Claudien en cette année 1798 où les élections, si étrangement faussées, troublaient jusqu'à l'Institut, où les tentations de la politique n'échouaient que devant l'incorruptible Ducis, en ce mois de floréal où fut promulguée cette loi inique, prétendue revanche du 18 fructidor, aussi monstrueuse que sa devancière ? Et quel audacieux était donc ce chrétien fidèle qui gardait l'amour des lettres et de la latinité, en ce printemps où le chef de la chrétienté, traîné de stations en stations, montait les degrés de son calvaire ? Et de quelle conscience de savant était pourvu ce prêtre réfractaire, de quelle sérénité d'âme était-il doué pour se laisser soupçonner, même derrière le voile de l'anonyme en ce temps où le culte catholique était plus proscrit que jamais, où les fêtes décadaires étaient remises en honneur, où Chenier et Lebrun, aux jours des grands anniversaires, « célébraient la mort des tyrans et la proscription des royalistes dans des dithyrambes que le Conservatoire chantait à grand orchestre » (15).

L'abbé de Latour entendait gronder l'orage, mais il fermait

les yeux et se bouchait les oreilles. L'homme gémissait sans doute, mais, son devoir accompli, le savant seul vivait, dans son indépendance et dans son isolement. Monsieur l'abbé Barbier croit, qu'en façon de récréation, le traducteur de Claudien fit quelques petites infidélités à son favori et il signale comme parus en l'an VI même, chez le même libraire, un petit volume in-18, intitulé : *Les poèmes sur le Phénix, traduits du latin de Lactance, de Claudien, de Lermæus et d'Ovide*. Cet ouvrage « de jeunesse » ne figure point dans le catalogue des ouvrages de l'abbé de Latour. J'incline à penser que notre jeune érudit (il venait de dépasser la trentaine) était séduit par d'autres charmes et entraîné à des amours littéraires de plus haute volée et volontiers je soupçonne Scaliger de l'avoir exposé à cette nouvelle tentation. L'abbé de Latour le prenait volontiers pour guide et pour mentor. Or, si Jules César fait un éloge mérité de l'*Enlèvement de Proserpine* dans son *Hypercritique*, il est aussi question, dans un passage du fameux VI^e livre d'un certain Némésien : *Nemesiani stylus candidus, nec vulgare sonans*. Ce Némésien était encore dans les classiques du temps de Charlemagne, mais depuis, quel oubli ! Et pourtant, c'est un gentil faiseur d'églogues, un peu tendres (Églog. 2), un peu païennes (Églog. 4), mais certains trouvent qu'il égale en grâce pastorale ses modèles Théocrite et Virgile et les surpasse en vérité de couleur locale. Ce Némésien, d'ailleurs, n'a-t-il pas fait un poème sur la chasse et n'est-ce pas acte de charité que de saisir l'occasion de le distinguer d'un barbare du même nom qui composa au III^e siècle cette pitoyable *Ixeutrice* dont les *Poetæ rei venatricæ* et les *Poetæ latini minores* donnent des fragments cités par Longueil et Gessner ? La vie de Claudien a paru plaire au public d'élite qui a lu la traduction de ses œuvres ; les notes sur l'enlèvement de Proserpine ont semblé l'intéresser ; il devra faire un accueil bien plus favorable à la vie de Némésien. L'homme et l'époque excitent singulièrement la curiosité. Théodose, Stilicon, Honorius et Arcadius rayonnent dans l'histoire et le plus mince écolier sait leurs noms, mais n'est-ce pas une bonne fortune de saluer en beau langage ce studieux et aimable Numérien qui n'eut même pas le temps de régner, n'ayant été empereur que sept mois environ (janvier-septembre 284) ?

La vie de Claudien et les notes ne remplissent que 20 pages,

insérées au commencement et à la fin des deux volumes. Cette fois l'érudit va s'en donner à cœur joie et bercer amoureusement le fruit de ses veilles. La *Vie de Némésien* absorbe presque la moitié du petit volume in-18, imprimé en l'an VII par Crapelet, édité par Dugour et signé cette fois S. Delatour (Souquet de Latour), traducteur des œuvres de Claudien (16).

L'auteur, j'allais dire le prédicateur, nous dirions aujourd'hui le conférencier, est encore plus fleuri que le traducteur. Voici son exorde :

« Les règnes de Domitien et de Trajan virent disparaître tous les poètes qu'avoient vus naître et fleurir les règnes fortunés de Vespasien et de Titus. Le chantre des Argonautes, Valérius Flaccus n'étoit plus et sa mort prématurée avoit laissé dans l'âme de Quintilien des regrets que partagent encore tous les amis de l'Épopée. Au terme d'une carrière que les travaux et les études du barreau déroberent longtemps à la poésie, Sileus Italicus avoit réuni ses cendres aux cendres de Virgile dont les chefs-d'œuvre avoient quelquefois ranimé sa vieillesse et réchauffé son génie. Stace, qui souvent entendit Rome applaudir à la peinture des fureurs d'Éthéocle et de Polynice, du séjour voluptueux d'Achille à la cour de Lycomède et des sentiments que faisoient éclore en lui, tour à tour, le respect, le plaisir et l'amitié, Stace avoit terminé ses jours dans les bras de la veuve de Lucain ou sous le poignard du maître de l'empire. Dans la main de Juvénal, la mort avoit brisé le sceau qui imprima l'opprobre sur le front d'une noblesse dégradée, d'un sexe sans pudeur. L'épigramme, auprès des restes de l'ingénieux Martial, renouveloit des larmes que lui avoit déjà arrachées la perte de Catulle. Les louanges des philosophes, les applaudissemens des époux fidèles, l'admiration des femmes vertueuses avoient honoré les derniers momens de Sulpicie qui réunissoit aux talens de Sapho la chasteté de Lucrèce et le tombeau de Terentianus Maurus dont la main avoit tracé aux favoris d'Apollon les règles de leur art avoit semblé devenir le tombeau de la poésie.

« En effet, pendant l'espace d'environ cent soixante-cinq années, l'empire ne produisit pas un homme dont les ébauches pussent rappeler l'existence de Virgile ou d'Ovide. Une effrayante solitude, un silence profond régnèrent dans les temples du Parnasse ; Castalie vit tarir ses ondes, l'Hélicon dessécher ses lauriers, le chœur des Muses désertier ses autels ; un instant changea le goût de leurs adorateurs ; ces vierges, désespérant de leur jeunesse éternelle, parurent redouter les glaces de la vieillesse et la savante Calliope fut forcée de vivre du souvenir des hommages que des siècles plus heureux avoient apportés à ses pieds.

« Dès lors, on ne connut plus le langage du sentiment, les élans de l'imagination, le feu de l'enthousiasme ; dès lors, plus de ces images riantes sur lesquelles l'esprit se repose avec complaisance, de ces

pensées sublimes qu'enfante une âme profondément affectée, de ces conceptions dont la hardiesse étonne le vulgaire et de ces maximes dont la philosophie et la nouveauté attachent les cœurs sensibles. Un style sans couleur, des discussions hérissées d'épines, des systèmes capables de glacer les plus brûlants cerveaux remplacèrent les expressions brillantes de la poésie, les charmes de la fiction, les tableaux créés par un heureux délire. Sur les débris des monumens consacrés à la gloire des lettres commencèrent à s'élever ces *Digestes* trop longtemps fameux qui, en dépit de Papinien et d'Ulpien, leurs pères, furent à peine les codes de la raison ; ces ordonnances contraires au goût le moins délicat où Sérénius Sammonicus prouva que le dieu des vers n'est pas celui de la médecine ; ces traités informes par lesquels des prédicateurs de morale et de froids raisonneurs parurent dégoûter les hommes de la pratique de leurs devoirs ; ces gazettes historiques où la disette d'écrivains força les siècles suivants d'aller puiser l'erreur plus souvent que la vérité et mille productions misérables qui n'offrent à tous les âges qu'un témoignage immortel de la stérilité de celui qui osa les produire.

« Ainsi des hommes qui avoient formé le goût par leurs préceptes, éclairé l'esprit par leurs chefs-d'œuvres, charmé le cœur par le tableau de nos vertus et de nos faiblesses et intéressé tous les temps par les agréments répandus sur leurs compositions, eurent pour successeurs des juriconsultes chargés de leurs gloses insipides, des médecins aussi ennemis des oreilles que du palais, des moralistes exhalant à chaque syllabe le dégoût et l'ennui et des compilateurs d'anecdotes qui jamais ne connurent l'art d'attacher un lecteur.

« Tel fut, sous le règne de trente-quatre empereurs, depuis la mort de Trajan jusqu'à l'avènement du fils de Carus au trône impérial, l'état déplorable des lettres et de la poésie dans la patrie même des talens. »

Il y avait peut-être quelque audace en 1799 à parler des gloses insipides des juriconsultes à la barbe des Cinq Cents et du Conseil des Anciens malgré la contradiction et la confusion de leurs lois éphémères, des traités informes des prédicateurs de morale, malgré les invectives de Boulay de la Meurthe contre les théo-philantropes et la démission de la Révellière-Lopeaux. La Presse n'était encore libérée qu'à demi, malgré les discours de Berlier, et Juliette Récamier était obligée d'aller souper chez Barras pour obtenir la grâce d'un prêtre rentré trop tôt (17). Il est vrai qu'un cadet gentilhomme, un quasi camarade de Latour devait faire place nette en brumaire. Mais les Muses et les lettres se seraient mieux accommodées d'un Mécène que d'un César. Peut-être n'a-t-il manqué qu'un Virgile. A qui la faute ? A la nature, à laquelle, s'il faut en croire le biographe de Némé-

sien « il en coûte moins pour former un prince accompli qu'un génie médiocre. »

Quoi qu'il en soit, l'obstiné traducteur tourne le dos aux hommes et aux choses de son temps et s'aventure résolument dans les petits sentiers de la littérature antique. Le siècle d'Auguste n'a qu'à bien se tenir. Quelque ait été son genre de mort, Stace n'est pas mort tout entier. Ce n'est pas sans l'avoir lu que l'abbé de Latour vient de rappeler ses titres à la gloire littéraire ; à vingt ans de là, il en publiera, d'après le texte corrigé par J. Mackland, et, malgré la version récente de l'abbé Cormiliolè (1783), cette traduction qu'il traite modestement d'ébauche dans la note piquante qu'on peut lire à la page CLVI de sa traduction de l'enfantement de la Vierge. En attendant, voici une trouvaille : « Gratius vécut sous le règne fortuné d'Auguste, mais il ne partagea pas les talens et la célébrité de ses illustres contemporains. Sans l'amitié d'Ovide, le temps aurait dévoré jusqu'à son souvenir.... Barthius a prétendu que Virgile n'avoit pas de plus dangereux rival, mais les Géorgiques de l'un sont dans toutes les mains et les vers de l'autre dans le plus profond oubli. Scaliger le place au-dessus de Némésien. » Ce serait une charité bien entendue de joindre la traduction des Cynégétiques de Gratius Faliscus à celles d'Aurelius Olympius Nemesianus, mais aujourd'hui, « trop foible pour triompher des difficultés de l'original dont le temps a encore augmenté l'obscurité », l'ami de Némésien se contente de traduire et de commenter les épisodes de Faliscus. La traduction complète paraîtra plus tard dans une édition revue et corrigée où l'infatigable travailleur joindra le poème de Saleius Bassus sur Cornélius Pison, les Travaux d'Hercule d'un anonyme et la traduction de l'Etna de Cornélius Severus, par l'abbé Delutho, à la Chasse de Némésien et à l'Alcon de Fracastor. En attendant, il est bon de joindre ces deux petits poèmes, ne fût-ce que pour s'excuser de ne pas jeter au panier ce barbare fragment de *Aucupio*, dont l'auteur est sans doute ce méchant homonyme des *Poëtæ minores*, dont les vers sur la pipée sont aussi barbares que l'affreux passe-temps qu'ils décrivent.

Ah ! ce Jérôme Fracastor ! Quel dommage que nos oreilles soient plus farouches que celles des pères du concile dont le médecin parlait de vilaines choses en si bonne latinité ! Sannazar

avait des raisons pour estimer Fracastor plus que lui-même et pourtant Sannazar était *Aliôque parcus et amarulentus alienœ eruditionis laudator*. Qui a dit cela ? N'est-ce pas de Thou qui latinisait sous Henri IV ? Les modernes ont du bon.

Une fois entré dans la renaissance avec Fracastor, l'abbé de Latour abandonna peu à peu les inconnus du siècle d'Auguste et les latins de la décadence. Les cendres de Silius Italicus reposèrent en paix mêlées à celle de Virgile ; Stace attendit. Un jour notre délicat abbé, en descendant le Parnasse latin, avait rencontré Sidoine Apollinaire et il n'avait pu s'empêcher de faire la grimace devant la barbarie de certains vers montés sur des échasses dont la prosodie semble procéder d'Ennius sans passer par Virgile (18).

Cependant, l'incomparable précepteur avait quitté la maison de Laage, après y avoir accompli sa mission. Etrange vocation ! Il n'avait point changé de condition, il avait seulement changé de disciples.

Comment à la passion dominante et indépendante des lettres pures, à l'amour de la solitude peuplée de fantômes évoqués pour lui seul, l'abbé de Latour joignait-il l'entêtement du professorat et par quelle témérité de patience bravait-il les quotidiens tracassés de la vie de précepteur ? Il était doux, d'un caractère malin et observateur, gentilhomme de naissance et, comme tel, désintéressé et maître de lui-même, plein de distinction et de savoir-vivre, humble par courtoisie, gardant sa valeur sans l'ignorer. Et puis, il avait une telle passion de l'étude et de la solitude ! Avec cela, il était si sobre ! Les pères, les mères, les maîtres ou maîtresses de maison pouvaient être fantasques, pourvu qu'ils fussent de bonne compagnie. C'était de son monde. Il était si tolérant, si poli et si peu gourmand ! Ses nuits d'ailleurs étaient toujours à lui. En hiver, il ne se couchait point. Ses longs sommeils étaient de quatre heures. Depuis Daniel Huet, on n'avait vu pareille assiduité au travail et pareil régime. Encore l'Évêque d'Avranches prenait-il tous les soirs son bouillon rouge, tandis que l'abbé de Latour se contentait d'un verre d'eau (19).

Les traductions de l'abbé de Latour lui avaient sans doute donné quelque renom ; il entra chez un prince. C'était, s'il faut en croire un biographe, un insupportable et singulier original. Goinfre et maniaque, il mangeait comme un maçon en prêchant la

sobriété. Hormis lui-même, chacun observait l'abstinence dans sa maison. Il chargeait son assiette, renvoyait les plats pour s'en garder les reliefs, se crevait de nourriture et se levait de table. Le bon abbé prenait patience, attrapait au vol quelques croûtons et quelques gâteaux qu'il partageait avec ses élèves, cherchait à se rattraper sur les confitures et se résignait au pain sec quand le pot était mis sous clef.

C'étaient là de petites misères que l'abbé, au bout d'un an, échangea contre de plus grandes.

Cette fois, le diable, en changeant de sexe, avait doublé de malice. Mais la maîtresse de maison avait beau être insupportable, le précepteur se piqua d'honneur et se mit en tête d'avoir plus de raison qu'elle n'avait de folie. Sa patience dura neuf ans et fut plus grande que celle de Socrate ; il n'avait pour la diablesse d'autre affection que la charité chrétienne. Elle alla plus loin que celle de Job ; il souffrit en silence. Le cœur du prêtre vint d'ailleurs en aide à l'esprit du savant et lui procura de saintes et utiles distractions. La demeure de la dame était située près de Villers-Cotterets et, parmi tous les diocèses de France, celui de Soissons était un des plus dénués de prêtres pendant les premières années qui suivirent le rétablissement du culte. L'abbé offrit ses services, l'Évêque les accepta. Il bina dans deux paroisses différentes chaque dimanche à la messe et aux vêpres, prêcha et fit le catéchisme. Il prit si bien goût au ministère que le futur curé de Saint-Thomas d'Aquin songea à accepter la desserte d'une paroisse. Ce fut, plus tard, un de ses plus piquants souvenirs. Il se présente. Aux demandes de réparations à faire à l'église et au presbytère, le maire et les notables font la grimace. Le futur curé est de chétive mine et on dit qu'il pâlit sur les livres. Les bonnes gens en préféreraient un qui eût de la prestance et eût fini ses classes. Toutefois on convint d'un essai et l'abbé de Latour vint leur dire la grand'messe le dimanche suivant. Ce fut un triomphe. Le chant de la Préface ravit les assistants ; l'officiant fut acclamé au sortir de l'office. Avait-il véritablement une voix de dix mille francs dans le gosier, comme le lui dit un jour un artiste de l'opéra au temps où dix mille francs représentaient un bel engagement ? Se faisait-il illusion sur son talent et la séduction d'une voix qu'il conserva, dit-on, jusqu'à la fin, douce, flexible et harmonieuse ? J'ai été, à deux reprises différentes,

paroissien de Saint-Thomas d'Aquin, la première fois, vers 1845. Notre vénérable curé était alors presque octogénaire. Il ne se ménageait guère et il remplissait ponctuellement toutes ses fonctions curiales. Hélas ! à ma confusion de chrétien, à mon grand regret de biographe, j'avoue que je ne l'ai jamais entendu.

Quand, après vingt ans d'épreuves subies dans les conditions que l'on sait, l'abbé de Latour quitta l'enseignement, il avait ajouté à sa parfaite connaissance des langues mortes, celle de presque toutes les langues vivantes européennes. Il avait un stock de projets et d'ébauches. Il chercha et amassa toute sa vie et quand il rencontrait une fleur particulièrement à son goût, il la cueillait et la mettait dans son herbier. C'est ainsi que de 1842 à 1848, il publia successivement le volume de petits poèmes latins dont nous avons parlé, le *Jésus enfant*, du P. Ceva; l'*Hyacinthe*, apôtre de la Pologne, de Leblanc; la *Xaveriade*, de Simon Franck; divers poèmes sur les apôtres de la Pologne et du Japon; la *Guerre de Tripoli* et le *Massacre des Innocents*, du P. Marini (20).

En attendant, il avait trouvé son homme, le saint le plus chômeable de son calendrier, Jérôme Vida. Sans doute, quelque Virgilienne qu'elle soit, la *Christiade* se sent un peu de son siècle et de son inspirateur Léon X. Comme forme poétique, elle n'est pas sensiblement supérieure au poème « divin » des *Échecs* (21), bien que dans celui-ci le poète porte son sujet, tandis qu'il est soutenu par les ailes de l'autre, mais si l'épopée de la rédemption manque un peu d'élan divin et de chaleur, c'est un poème chrétien sans Olympe, sans Muses et sans Nymphes. Et quel homme était cet évêque d'Albe, lumière d'un concile, prélat charitable, homme sobre, citoyen sans peur, poète sans reproche. Ses hymnes sont moins chantantes que celles de Prudence, mais plus régulières. Le P. Ceva a plus de naïveté, mais il est loin de son modèle. Si la traduction de Claudien eut quelque retentissement, il y a vingt-cinq ans, si, vingt ans après, les *Sylves* de Stace ont valu quelques compliments à l'auteur, « une version fidèle de la *Christiade* sera accueillie avec faveur ».

Elle le fut en effet et le discret auteur de la traduction de Claudien signa désormais « l'auteur de la traduction de la *Christiade* ». C'est ainsi qu'il se nomme lui-même en tête de l'édition de l'*Enfantement de la Vierge*, de Sannazar, publiée quatre ans

après la Christiade, en 1830. L'abbé de Latour venait alors d'être nommé curé de Saint-Thomas d'Aquin. Entré dans le ministère vers 1812 comme prêtre auxiliaire à l'Assomption, il s'était avancé dans la carrière sacerdotale. Au bout de six ans, il était second vicaire. Mgr de Quélen l'appela alors à la cure de Saint-Louis d'Antin, où il demeura dix ans. Le nouveau curé de Saint-Thomas avait soixante-quatre ans.

La traduction du *de Partu virginis* est accompagnée d'une préface, d'une vie de Sannazar et de notes détaillées. Cette fois l'érudit fait violence à sa modestie, le traducteur quitte la main de son maître. Il y a quarante ans qu'il travaille dans le silence et dans la retraite. En vain, depuis vingt années est-il distrait par les occupations absorbantes du ministère. Humble auxiliaire à l'Assomption, il a catéchisé, prêché, administré les sacrements. En vain, curé de Saint-Louis d'Antin, a-t-il dû régénérer une paroisse. Il a trouvé le temps de tout faire. Il a de nouveau catéchisé, prêché, officié, confessé ; il a orné l'église confiée à ses soins. Il a échauffé les tièdes, attiré les indifférents et converti les pécheurs. Il a prodigué sa voix de dix mille francs à psalmodier et à moduler les préfaces. C'est un pasteur modèle et sa journée tout entière est à son troupeau. Ses nuits sont à d'autres amis, à ses livres. D'ailleurs, il a quelques loisirs. Lesquels ? Ceux qu'il consacrerait aux visites. Il ne va chez personne, n'accepte aucune invitation, reçoit à sacristie ouverte et condamne sa porte. — Mon bon monsieur le curé, quand viendrez-vous me voir ? lui demandait un jour une aimable dame. — Ah ! madame, lui répondit le malin et courtois vieillard, vous ne savez pas ce que vous désirez. Je ne vais chez mes paroissiens que pour leur porter l'extrême-onction. — Où donc allait-il, presque chaque jour, longeant le quai du Pont-Royal au pont des Arts et parfois passant la frontière et s'aventurant jusqu'au Pont-Neuf et au pont Saint-Michel ? Demandez-le au bibliophile. Quelles bonnes heures ! Quelles précieuses trouvailles ! Que de nouveaux amis !

Ceux-ci sont modestes sans doute, inconnus, hélas ! mais pourquoi dédaignés ? L'humilité n'est pas une vertu d'outre-tombe, les ombres ne rougissent pas, la compagnie est choisie, voici l'occasion de les présenter.

Le charitable abbé la saisit aux chevaux ; sa préface de la traduction du poème de Sannazar a l'importance d'un volume d'érudition et de critique.

« Un ecclésiastique, dit-il, aussi distingué par ses lumières que par son rang, — était-ce l'abbé Feutrier, ce vieil et relativement jeune ami ? — versé tout à la fois dans la théologie et la littérature, daigna accepter un exemplaire de ma traduction de la *Christiade* de Vida. Étonné de trouver quelque beauté dans l'ouvrage, une fidélité quelquefois heureuse dans la version, il m'engagea à prendre un autre poème qui pût lui servir de pendant. Comment se défendre de tout amour-propre quand c'est un juge éclairé qui l'inspire ? Sensible à cette invitation qui semblait indiquer encore plus d'indulgence que de goût, je pris l'engagement, si les soucis du ministère me laissaient quelque loisir, d'entreprendre un nouveau travail. Ce que je lui demandai seulement, ce fut de m'indiquer un poème qui pût, par un mérite réel, offrir un dédommagement aux veilles du traducteur. »

Là-dessus, il ouvre son trésor. Quel dommage qu'on ne puisse traduire un profane ! Quelle bonne fortune ce serait de vulgariser *L'Alexandride* de Gaultier de Châtillon, à la barbe du traître qui a cru mettre en français la *Philippide* de Guillaume Le Breton ! Mais qui sait autre chose de ce Gaultier, sinon qu'il était né à Lille et qu'il mourut à Tournai ? Pauvre oublié ! Digne pourtant du beau siècle et presque aussi grand que son héros, le roi de Macédoine.

Aimerait-on mieux le *Ligurinus* du contemporain et quasi-homonyme Gonthier qui, souvent, chante aussi comme un grand poète ou l'*Iliade* d'Iscanus Devonijs, fort obscur, il est vrai, de prosodie douteuse, mais de style poétique et de haute curiosité ? Veut-on un contemporain du Tasse ? Bargeo composa une Jérusalem délivrée en latin sous le nom de *Syriade*. Elle ne vaut pas son poème sur la chasse, mais elle a précédé la Jérusalem et dédaigné l'Olympe. S'agit-il de dégager un parfait inconnu ? Qui s'inquiète de Paiva de Andrada et de sa *Chaüléide*. Tant pis pour l'ignorant. La *Chaüléide* fut plus estimée par les contemporains que les *Lusiades* de Camoëns. « La *Chaüléide* est une de ces grandes compositions qu'on lit et qu'on admire jusqu'au bout avec une surprise toujours croissante parce qu'on y trouve magnifique ordonnance, imagination riche, épisodes amenés avec art, style sobre et harmonieux, un héros qui commande l'intérêt, une héroïne près de laquelle pâlisent les Penthésilée, les Camille et les Clorinde, en un mot, une action simple qui se développe sans

effort et une nature entièrement neuve. — *Si Paicam aspiceret diserta Roma, esse Virgilium suum putâret.* »

Si l'on voulait faire aux Jésuites un honneur bien mérité par leur amour des lettres et de la belle latinité, ce serait presque faire œuvre pie que de traduire le *Constantin* du P. Donati. Le sujet n'est qu'à moitié profane. « On y voit l'ancienne Rome aux prises avec la nouvelle, ses vieux héros avec un jeune chrétien, ses fabuleuses divinités avec le vrai Dieu. De grandes figures attirent à chaque pas l'attention.... les pensées offrent de l'énergie, les détails de la vérité, les caractères de la grandeur et de l'opposition, les combats une bouillante ardeur. On croiroit l'auteur un militaire blanchi sous le casque. C'est un Jésuite ».

Aimerait-on mieux l'*Idolâtrie terrassée* du P. Mambrun ? Sans doute, il eut de son vivant le suffrage compromettant de Chapelain, mais il ne faut pas oublier qu'il fut le maître de Daniel Huet.

Une justice à rendre, ce serait de traduire la *Colombiade* du P. Carrara, cet Ovide modeste et chrétien qui composa son ouvrage chez les sauvages pendant un exil de dix ans. Son poème vaut mieux que ceux de l'américain Barlow, de l'italien Stigliani, des latins Stella et Gambara. Il vaut même mieux que la *Colombiade* de notre du Boccage. « Peu d'écrits modernes offrent, des beautés plus réelles. Le style n'est pas une imitation des anciens, il est à lui.... Les peintures étonnent par la nouveauté, les événements par la grandeur, la marche par les dangers et le présent par son influence sur l'avenir de deux mondes ».

Le *Scanderberg* du P. de Bussièrès est peut-être plus faible, mais le héros est si intéressant !

Convient-il de laisser entassés sous la poussière de l'oubli les huit épopées, les quatre tragédies, les trois drames, les poésies fugitives et les nombreux manuscrits du P. Mayre ? Ce serait peut-être une charité bien placée que de traduire le *Liladamus*. Mais, hélas ! Il a vingt-cinq chants. La fécondité seule n'est pas un titre suffisant à l'immortalité.

Veut-on un beau poème sacré, un pendant à la *Christiade* ? Le *Christus puer* du P. Céva réunit toutes les conditions voulues. Le poète du xvii^e siècle est même plus tendre, plus touchant que celui du xvi^e. Lisez le neuvième livre qui dépeint Jésus sorti du temple et rentrant à Nazareth. « Cette fin du poème réconci-

lieroit les admirateurs exclusifs de l'antiquité latine avec les muses modernes et, tout jésuite qu'il est, le P. Cèva obtiendrait des éloges ».

Oh ! ces Jésuites ! Les doux régents, cherchant à instruire et à plaire, d'une science incomparable et incontestée, souriant, même en latin et parlant poliment cette belle langue morte, la plus robuste et la plus vivante du monde. Qui donc les a appelés les hommes noirs ? Les noirs, ce sont les autres, ceux qui sont venus après eux apporter à la jeunesse « leur savoir poudreux et leur insociable rudesse, qui recrutent leurs collègues parmi les gens d'air sombre et d'esprit plus sombre encore. Étrangers aux agréables passe-temps de la poésie et de l'éloquence (ils n'ont pas fait, que l'on sache, une seule épopée !), ils étouffent sous un aspect rembruni leur amabilité naturelle ». Souvenons-nous de ce P. Millieu, qui s'était, comme l'on sait, égayé en tout bien, tout honneur avec les Muses et, se trouvant en danger de mort, brûla vingt mille vers et ne fit grâce qu'au premier chant de son *Moyse viator*, achevé depuis par ordre d'un éminent et intelligent évêque. Traduire les vingt-huit chants du Moyse serait entreprendre une œuvre pie, mais la besogne est rude ; la conscience et l'âge rendent le travail difficile au traducteur.

Ah ! si le P. Giannestasio avait attendu l'âge mûr pour composer sa *Sabéride*, les missions de l'apôtre des Indes eussent peut-être trouvé un chantre digne d'elles.

A ces noms plus ou moins obscurs, à ces latinités inconnues, vous préférez Sannazar. Soit. M. Bigoni qui, après Casaregi (Florence, 1740) et Giolito (Venise, 1588) fit paraître à Brescia en 1765 une traduction du *de partu Virginis*, dit dans sa préface : « La Grèce et Rome n'ont rien de comparable à l'*Enfantement de la Vierge*. Mieux que l'*Odyssée* et l'*Enéide*, ce livre mérite une traduction. » Il y a des traductions allemandes et de savants commentaires. Mais « Colletet a été jusqu'à présent l'unique traducteur à peu près français de Sannazar » Guillaume ou François, peu importe ; ce n'est qu'une incorrecte et froide paraphrase. Le P. Labbe eut beau « y passer la main, » il y perdit son latin, tout jésuite qu'il fût.

Dût-il « immoler une victime à Vida » une fois décidé à traduire Sannazar, tout en faisant la sage réserve d'Erasmus qu'il se propose de mettre en épigraphe, l'abbé de Latour entreprend

avec zèle et conscience la biographie de son auteur. Très claire, très documentée, elle renferme d'importants fragments de traductions d'odes et d'élégies ; le volume est complété par la traduction de l'*Hymne à la Vierge* de Vida. Il ne s'agit plus comme dans les vies de Claudien et de Némésien de considérations un peu conjecturales sur une époque obscure de l'histoire littéraire, la Renaissance est un trésor dans lequel on peut puiser à pleines mains. La Préface de la *Christiade* est sobre, trop sobre peut-être et spécialement consacrée à l'austère auteur du poème qui semble avoir inspiré au traducteur son imposante tempérance. La vie de Sannazar est accompagnée de notes substantielles sur Maggio, Pontanus, Scaliger, Pierre Bembo, Politien, Marulle et autres. Quant à la vie elle-même, on voit que le bibliophile parle avec respect et complaisance de cet ancêtre vénéré qui, vers 1500, tira de la poussière sous laquelle elles dormaient dans les bibliothèques de Tours, les *Cynégétiques* de Faliscus, les poésies de Némésien, de Numatien et d'Ausone. Il trouve moyen de dénicher en passant un jésuite complètement inconnu, le P. Cordara, auteur de 4 vol. in-8°, prose et vers. Il le gourmande même un peu, — « le penchant à la causticité est d'ordinaire un penchant irrésistible, » — Rien qu'une pointe d'ironie. Rien qu'un grain de sel, mais un grain.

Les deux dernières notes en contiennent une pincée.

En demandant à cor et à cri, des exégèses et des commentaires au lieu de sèches traductions, le bon abbé de Latour rencontre sur son chemin un poème justement inédit d'un certain Corippus qui vivait vers l'an 570 sous l'empereur Justin II, de si complexe mémoire. Le poème est intitulé : la *Jeanneïde* (22). L'abbé de Latour l'a-t-il lu ? Sur son champ de bataille, il était capable de tous les héroïsmes, même de compter les vers de la *Jeanneïde* qui sont au nombre de quatre mille six cents soixante-onze. Peu importe. N'en déplaie à Rabelais, ce sont des commentaires qu'il nous faut. Ici les broderies feront passer la robe. Quelle occasion d'écrire un chapitre de la sous-décadence littéraire à la fin du vi^e siècle, de signaler peut-être un réveil poétique succédant aux lourdes proses des Pandectes et des Institutes de Justinien. Ah ! si Barthius n'était pas mort avec la douleur de n'avoir pas connu la *Jeanneïde* ! N'a-t-il point laissé de descendants ou d'imitateurs ? Il existe un M. de Hlandius qui, sur quatre livres de Stace

a trouvé le secret de faire un volume de 600 pages, voici l'homme qu'il faut pour défricher un terrain tout neuf. Puisse-t-il lui passer la fantaisie de commenter Corippus !

Cet amplificateur de Stace réveille chez l'abbé de Latour une vieille querelle dont il veut avoir le cœur net. Dans le cours de sa notice sur Sannazar, en bon gentilhomme de lettres, il affirme sa scrupuleuse honnêteté. Il n'a rien emprunté, il n'a jamais rien volé à personne, pas même à Colletet, pas même à l'abbé Cormiliole. « Il ne doit rien et, ajoute-t-il, c'est seulement lorsque l'on ne doit rien qu'on peut avoir son franc-parler. » Voilà qui sent d'une lieue bourse coupée. Aurait-il donc été volé, le bon curé, par qui et comment ? Qu'on le demande à MM. Rinn et Achaintre et qu'on lise leur traduction des Sylves. Qu'on la compare, si on a le courage et la charité de le faire, avec son « ébauche » de 1819. « Des changements se rencontrent, souvent heureux, mais souvent aussi ce sont les mêmes tournures, des expressions semblables qu'ils lui font l'honneur d'admettre dans leur version, ce qui l'a conduit à soupçonner qu'ils l'ont lu ou qu'il les a devinés, ce qui est moins probable. » Encore si les plagiaires, en démarquant le linge dérobé avaient la pudeur de ne point le déchirer ! Pourquoi « cette critique, toujours exprimée avec le dédain d'une incontestable supériorité..... ? Qu'auroit-il coûté aux deux traducteurs d'être un peu moins sévères à l'égard d'un homme qui faisoit en partie les frais de leur travail ? En reconnaissant qu'ils ont rectifié ma traduction, dit en finissant le malicieux abbé, toute défectueuse qu'elle est, leur mérite auroit pu ressortir encore ; et moi, heureux de cette marque de bienveillance, au lieu de me plaindre aujourd'hui de leurs larcins, je me serais laissé patiemment dépouiller sans crier : Au voleur ! »

On voit quelle fine urbanité, quelle courtoisie relative l'abbé de Latour garde dans la polémique littéraire et grammaticale. Il a pourtant fréquenté les pédagogues de la Renaissance, si âcres en gueule. Il sait Scaliger par cœur, le cliquetis des anciennes querelles et au besoin celui des modernes doit taquiner ses oreilles avec un bruit de ferraille. Rien de Trissotin, sans doute. Rien de Vadius. Rien des aigreurs de Huet contre l'ami Segrais. Le mérite en est tout à l'homme et non point à l'époque. L'invective est une forme du discours chère aux grammairiens et certaine lettre écrite en 1845 par Génin à Firmin Didot contient autant

d'injures contre Guessard que celle de Louis Meigret à Guillaume des Autels. Garnier, vers l'an 1000, ne traitait pas plus durement l'écossais Moriuth (23).

Est-ce à dire que l'abbé de Latour n'avait pas bec et ongles ? Si vraiment. On sent qu'il impose silence à l'un et qu'il rentre les autres. L'épithaphe a raison : *Urbanitate insignis. Suimet obli-vius*, dit-elle encore. Il s'oublie soi-même et n'oublie pas les autres. L'abbé Delutho n'a pas pris une part suffisante à la traduction de l'*Enfancement de la Vierge* pour que son nom figure à côté de celui du traducteur, mais son rôle de correcteur est loyalement signalé dans la Préface et, douze ans après, dans la nouvelle édition des petits poèmes latins où Némésien et l'*Alcon* de Fracastor sont entièrement revus et corrigés. où Faliscus est traduit tout entier, le nom de l'abbé Delutho figure sur le titre du volume et l'avant-propos reconnaît les services rendus par un nouveau collaborateur, M. Gaillardin.

L'abbé de Latour fut jusqu'à sa dernière heure l'exemple du sacerdoce, le modèle des curés et le plus humble, le plus tenace, le plus passionné des érudits. Son caractère et son humeur ne se démentirent jamais. L'abbé Barbier fait honneur à son esprit d'une innocente allittération qui faillit le brouiller avec son archevêque. L'anecdote paraît assez hors de propos et la légende pourrait bien avoir enjolivé l'histoire. En tous cas, s'il y eut rancune, elle se changea en admiration le jour du martyre.

En attendant l'octogénaire plantait. Il achevait une traduction de Prudence dont il voulait vulgariser pour la première fois les œuvres complètes.

Comment en était-il revenu à ce poète du temps d'Honorius après avoir savouré les délices de la Renaissance et récréé son palais avec les hors-d'œuvres de ses piquantes découvertes ? Au temps où il traduisait Claudien, Sidoine Apollinaire avait un peu effarouché le prosodiste Virgilien. Prudence n'est peut-être pas aussi barbare, mais sa quantité est parfois contestable. Il n'a cure de ces élisions qu'évitait avec si grand soin le panégyriste de Stilicon. C'est vrai. Mais, à force de fréquenter les poètes latins de la décadence, on devient plus indulgent. Quelle humble et charmante préface que celle du Péri-Stéphanon ? A défaut de sainteté, n'est-ce pas un sacrifice agréable à Dieu que de lui « consacrer des iambes arrondis et des trochées empressés ? »

Chacun offre ce qu'il a, fut-ce un présent d'argile. Quoi qu'il arrive, c'est un bonheur de chanter les louanges du Christ.

Vida sans doute a fait des hymnes, élevées de pensée, pures d'expression. Mais comment chanter et sur quel air ces solennels hexamètres à peine tempérés par la demi-familiarité du pentamètre, tandis que Prudence se chante..... comme la préface :

« Salvete, flores martyrum,
Quos lucis ipso in limine
Christi insecutor sustulit
Ceu nimbo nascentes rosas. »

Ce n'est pas de l'Horace. C'est mieux. C'est du Catulle chrétien.

On comprend pourquoi l'abbé de Latour traduisit Prudence.

Le manuscrit interfolié vis-à-vis du texte a été vendu en 1851 avec sa bibliothèque.

Celle-ci contenait environ 2.000 volumes (1896) en diverses langues. Quelques-uns étaient précieux. Les poètes latins, anciens et modernes avec les traductions polyglottes, les sermonnaires français et étrangers en composaient la plus grande partie.

Veut-on savoir ce que penseront de l'abbé de Latour les curieux qui consulteront dans les âges futurs les dictionnaires biographiques. On lit dans la biographie nouvelle des contemporains, tome XI, p. 81 :

— LATOUR (s. m.) littérateur, s'est fait connaître par des ouvrages qui annoncent un homme laborieux plus occupé de se rendre utile que de rechercher les occasions d'obtenir des succès faciles. L'un de ses ouvrages les plus dignes d'estime est sa traduction des œuvres de Claudien dont le premier il a enrichi les lettres françaises. »

L'auteur de l'article cite encore les traductions de Némésien et des Sylves, puis il ajoute : « M. Latour a été un des collaborateurs des *Soirées littéraires* publiées par M. Coupé. »

C'est tout. C'était peut-être tout en 1823 lors de la publication, l'abbé de Latour remplissant alors les humbles fonctions de second vicaire à l'Assomption. Mais l'épithète en dit plus long et pour cause.

Me pardonnera-t-on de l'avoir interrogée, un peu longuement peut-être, commentée à ma façon et développée à la couleur de mon esprit, ainsi que le font, comme je le disais en commençant les biographes de tous les temps et de tous les caractères ?

NOTES

(1) L'épithape de Baudelaire peut servir de thème à une étude des plus intéressantes et des plus curieuses. Il ne s'agit pas de lire entre les lignes, il faut les mesurer, peser les mots et les épeler.

(2) L'exercice de la profession de notaire entraînait la dérogeance, malgré le sentiment contraire d'Automne et d'Expilly, auteurs qui ont quelque autorité en la matière. La science et la probité reconnues des anciens notaires, même la qualité de *nobilis notarius* prise avant 1560 ne parurent pas aux commissaires de Louis XIV des conditions de noblesse suffisantes. Ils décidèrent que la charge de notaire, ainsi que celle de procureur, *rile est officium*, disant qu'il ne fallait pas une grande littérature pour dresser des contrats en latin et que l'homme de bien doit être de tous les états sans en tirer d'autre avantage que la satisfaction de faire son devoir. Le règlement du Conseil du 4 Juin 1668 confirme cette décision un peu brutale dans les termes suivants : *Les notaires même avant 1560 seront censés avoir dérogé et exercé une profession roturière.*

Toutefois la dérogeance était personnelle et ne frappait pas les enfants quand le dérogeant était un ancien noble et non un anobli. L'arrêt du conseil du 19 Mars 1667 qui exigeait pour preuves de noblesse, la justification de la qualité d'écuyer prise depuis 1560 par les pères et « ayeuls » *sans avoir fait* ni commis aucune dérogeance est commentée de la façon suivante par La Roque : « Cette explication qu'on a donnée à l'arrêt du Conseil n'a eu lieu qu'à l'égard de ceux qui n'avoient que de simples présomptions depuis 1560 pour preuve de noblesse ; car quand il paroïssoit par un titre primordial qu'elle avoit été une fois acquise ou que, depuis la dérogeance, on comptoit en remontant vers les ascendans cent sept ans de qualifications avec possession de fiefs ou preuves de services ; en ces cas la dérogeance du père ne faisoit pas du préjudice aux enfans parce qu'il ne pouvoit pas leur ôter ce qu'ils avoient d'ailleurs que de son chef et les priver d'une succession à laquelle leur ayeul les avoit appelez comme par une espèce de substitution tacite. »

(V. De La Roque, *Traité de la Noblesse*, p. 532-586).

« PAUVRE NOBLESSE. -- Lui permettre d'exercer certains états honnêtes, sans déroger... Le préjugé qui condamne le noble à l'inaction et qui attache la dérogeance à un travail quelconque est absurde et contraire à tous les principes de la justice, de la raison et de la politique. »

(*Cahiers des Vœux du Chapitre de Séez*, 1789).

(3) V. La Sicotière, *Frotté et les insurrections normandes*, t. II, p. 602. -- Abbé Blin, *Les Martyrs de la Révolution dans le diocèse de Séez*, t. III, p. 116 et suivantes.

(4) Voir pour l'intelligence de ce passage et de ce qui regarde l'organisation des écoles militaires en 1776 l'*Histoire de la Flèche et de ses seigneurs* par de Montzey, t. III, l. II, c. IV, l. IV, c. III, passim. — Id., *Institutions d'éducation militaire jusqu'en 1789*, t. II, c. V. Les bulletins du jeune de Latour au collège de Beaumont ont été soigneusement conservés dans la famille.

(5) Il fut ordonné prêtre à Séez par Mgr d'Argentré.

(Abbé Barbier, *Biographie du clergé contemporain*, t. VI, l. 69, p. 316, en note).

« L'abbé de Latour », dit un autre biographe, fut ordonné prêtre par son propre évêque Mgr d'Argentré qui, peu de temps après, fut obligé de prendre le chemin de l'exil. L'abbé Le Fessier fut nommé évêque de l'Orne en février 1791, Mgr d'Argentré émigra en juillet. Il est probable que l'ordination de l'abbé de Latour eut lieu en 1790. C'est d'ailleurs cette année-là qu'il atteignit l'âge canonique.

(6) Villars, nommé évêque constitutionnel de Laval, fut envoyé à la Convention par le département de la Mayenne. Son vote motivé dans le procès de Louis XVI fut empreint d'une grande modération et d'un grand sentiment d'humanité. Il s'honora fort dans une autre circonstance. Les partisans du culte de la Raison (novembre 1793) n'épargnèrent rien pour entraîner les ecclésiastiques, membres de l'assemblée nationale à faire profession d'athéisme et à faire cette abjuration dont l'infirme et sénile Gobel donna le navrant exemple. Deux seuls eurent le courage de confesser leur foi, Grégoire et Villars. Dans une assemblée solennelle préparatoire où ils avaient été attirés par surprise, ils refusèrent d'apostasier. Villars, apostrophe nommément par le président, répondit : « On peut m'ôter la vie, on ne m'ôtera pas ma croyance. » Entré aux Cinq Cents, Villars en sortit en 1797 et fut nommé membre du Corps législatif. Il entra ensuite dans l'Université. Il a été membre de l'Académie française.

La véritable orthographe paraît être Villar ou de Villar (voir la *Biographie des Contemporains*).

Le P. de la Mésangère, né à Baugé en 1761, remplaça peu de temps avant la révolution aux Doctrinaires de la Flèche le P. Villars qui passa à Bourges (V. de Montzey, t. 2, p. 182).

(7) GRADUS AD PARNASSUM sive novus synonymorum, epithetorum phrasium poëticarum, versuum THESAURUS... *ab uno e societate Jesu*... Rotomagi apud Nicolaum Lattemant propi collegium Societatis Jesu. MDCCL.

Voir l'*Avs sur l'utilité de ce livre* et la page 425.

Voir la *Vie de Souquet de Latour, par un de ses collaborateurs*. Aug. Vaton, rue du Bac, 50, 1852, p. 21 et suivantes.

(8) De Latour, *Vie de Claudien*, passim.

(9) De Montzey, *Histoire de la Flèche*, t. III.

(10) De Latour, *Vie de Némésien*, p. 83 et suivantes.

(11) « Le jour de mon entrée, deux hommes attendaient l'arrivée du bourreau... des matelas, étendus sur le plancher, indiquaient qu'ils y avaient passé la nuit. »

(Mém. de Beugnot).

(12) C'est ainsi que Pétion s'évada le 24 juin 1793 en « abusant de la confiance » du bon gendarme Jean Meignier.

(Voir les *Mémoires de Pétion* et *La démagogie en 1793*, par Dauban, p. 253)

(13) *Vie de Claudien*, passim.

(14) *De Latour, trad. de Claudien*, t. 2, p. 277.

(15) De Barante, *Histoire du Directoire*, t. III, p. 397.

(16) Un des poètes les plus éminents de ce temps qui a vu renverser tant

de respectables idoles et a fidèlement gardé le culte de toutes les poésies. Ernest Prarond s'éprit aussi de Némésien et traduisit les *Cynégétiques* il y a quelque quarante ans. Il était sans doute et demeure le meilleur traducteur de Némésien, mais il n'était pas le premier, comme il croyait l'être. L'abbé de Latour qui l'avait précédé avait lui-même été devancé par plusieurs qu'il affecte de dédaigner ou d'ignorer et dans le tas desquels il relègue un peu légèrement sans doute Mairault (l'abbé de Latour écrit Mérault) qui donna en 1744 une traduction de Némésien « dont la fidélité », suivant le *Dictionnaire historique* dit de Le Roy, l'exactitude, la précision et l'élégance ont mérité les éloges des gens de goût. »

(17) De Barante. — *Mémoires de Madame Récamier*.

(18) De Latour, *Vie de Claudien*, p. XXIV.

(19) « M. d'Avranches est peut-être de tous les hommes qu'il y eut jamais celui qui a le plus étudié. Outre qu'il était naturellement robuste, il vivait de régime. Dès l'âge de 40 ans, il ne soupait point. Encore vivait-il sobrement. Il ne mangeait que des viandes communes ; point de ragoûts ; et à peine mettait-il dans son eau un huitième de vin. Sur le soir, il prenait une sorte de bouillon médicinal. »

(D'Olivet, *Éloge historique de Huet*).

(20) PETITS POÈMES LATINS. *Cynégétiques de Gratius Faliscus. La Chasse de Némésien. Alcon de Fracastor. Panégyrique de Pison. Travaux d'Hercule. Etna de Cornelius Severus*, traduit en Français par le traducteur de Claudien, de Vida, etc. et par M. l'abbé Delutho. Paris, Merlin, libraire, quai des Augustins, 7. Vaton, rue du Bac, 46. MDCCCLXII.

La Chasse de Faliscus est complétée, le texte de la traduction du Némésien de 1799 est complètement revu, corrigé et modifié.

(21) « Poëma hoc, tam festivum, tam elegans, quàm Leo decimus pontifex fortè legisset, vel potiùs singulas clausulas singulaque verba contemplatus esset, tantà fuit affectus admiratione, non solùm ex materie novitate, sed etiam carminis majestate ut haud crederet talia è mortali fieri pervestigari-que posse, nisi divino aliquo mentis instinctu. »

(Fabelli, cité par Roscoe, *Vie et pontificat de Léon X*, t. III, p. 301, en note.)

(22) La *Jéannéide* renferme 4 livres ou chants ; elle a été imprimée à Paris en 1611. 1 vol. in-8°. L'abbé de Latour nous apprend qu'elle a été réimprimée à Milan en 1820 au moment où la *Bibliographie universelle* la déclarait inédite ou perdue. Quel est ce poëme et quel est son héros ? Au lieu de ce fou de Justin II, ne serait-ce pas le patriarche intrus et hérésiarque Jean que Justinien substitua à saint Eutychius et qui couronna Justin en 566 ?

(23) *Chronique de Dudon de Saint-Quentin*, éditée par M. Jules Lair. *Mémoires de la Société des Antiquaires de Normandie*, XXXI^{er} vol., p. 15-16. — Ch. Livet, *La Grammaire française et les Grammairiens au XVI^e siècle*, passim. — Génin, *Lexique de la langue de Molière*, p. 425 et suivantes.

DISCOURS

DE M. DE MARCÈRE, SÉNATEUR

MESSIEURS,

En prenant la parole dans cette réunion, je cède à des instances courtoises dont je suis confus. J'aurais voulu m'y dérober, ne voulant pas allonger un programme déjà très chargé. Mais surtout, j'ai le sentiment que les paroles sont vaines, jetées au travers de travaux sérieux, longuement médités et vraiment utiles.

Puisque donc, vous l'avez voulu, je désire vous exprimer publiquement ici les sentiments que vos œuvres inspirent, et qui, de vos œuvres, vont jusqu'à vous. Je voudrais indiquer en très peu de mots la portée et l'utilité sociale des associations comme la vôtre, et vous dire combien vous avez droit à notre reconnaissance.

Et d'abord, vous êtes les continuateurs et les maîtres de la tradition. Par ce côté, j'admire les travaux que vous faites, et le labeur patient et désintéressé par lequel vous remettez en plein jour les œuvres, les sentiments, les idées du passé. Quiconque est attaché aux traditions de notre France, et à celles de notre contrée en particulier est des vôtres. Pour moi, j'aime nos traditions par goût, par toutes les fibres de l'âme et aussi par réflexion. Je suis convaincu que tout homme qui s'occupe des affaires publiques n'a qu'un devoir, qui est de continuer notre histoire de France, d'écarter les obstacles et les erreurs qui pourraient en briser la ligne et la détourner de son but. C'est

que toute race a son rôle, comme tout homme a sa destinée. Toute nation a sa part dans l'œuvre universelle que Dieu a dévolue au genre humain. La France a la sienne ; et cette part est assez belle pour qu'on la garde avec un soin jaloux. Tel est le devoir que vous remplissez envers elle, lorsque vous retrouvez nos titres, et lorsque vous mettez dans leur jour les goûts, les mœurs, les sentiments de nos pères. Vous interprétez le passé par l'étude des monuments, des ruines antiques, des inscriptions et des archives ; et ainsi vous le faites revivre. Et en le faisant réapparaître à nos yeux ou à notre esprit charmés, vous démontrez que la France de tous les temps, sous toutes ses formes politiques et sociales si diverses, est au fond toujours restée la même : éprise du droit et de la justice, aimable et généreuse, amoureuse de l'idéal en toute chose, sans se perdre dans les chimères et dans les rêveries excentriques, sans perdre de vue la terre, gardant son solide bon sens, ni don Quichotte ni Pança, entre les deux et tous les deux à la fois ; avec Descartes en philosophie ; dans les arts et dans les lettres avec ce que le génie humain a produit de plus clair, de plus méthodique, de plus près de la vérité, achevée par le goût du beau, de plus propre à la propagande des idées ; en religion, catholique Romaine, attachée par les entrailles à ce culte qui unit par excellence le divin à l'humanité dans ce qu'elle a eu de plus sublime. N'est-ce pas cette France que vous nous montrez dans toutes les manifestations de sa vie d'autrefois !

Votre œuvre, Messieurs, a encore une autre portée sociale, par laquelle elle a droit à l'attention passionnée de tout homme qui s'occupe de la chose publique. Elle réalise, dans l'ordre des idées, une réforme qui a reçu le nom barbare de décentralisation, nom qu'il faut pourtant lui laisser parce qu'il a pris un sens précis et bien défini. Ce mot signifie le retour à la vie réelle de notre vieille France, au rebours de la vie artificielle qu'a créée une centralisation à outrance. En réalisant cette réforme dans l'ordre intellectuel, vous en êtes les inspireurs et les maîtres, s'il est vrai, comme je le pense, que ce sont les idées qui mènent le monde. C'est de cette région élevée que les idées descendent dans les faits, c'est à dire dans la politique. Vous faites donc de très bonne politique, sans le vouloir. Vous mettez en jeu, pour cette œuvre d'ordre inférieur, les sentiments, par l'amour du

clocher ; le goût et le sens du passé, et enfin la juste fierté de l'autonomie locale. Vous suscitez des talents, et vous leur inspirez le noble désir de s'employer dans la province et au profit des concitoyens les plus proches. Vous ravivez les foyers de vie et de production dans nos provinces où la vie s'épuise, où l'activité ne trouve plus d'emploi, où les plus légitimes aspirations se découragent et s'énervent.

Le mouvement date de loin, d'aussi loin que date l'organisation centraliste du Premier Empire. A côté de ce régime, meurtrier pour l'individualisme, lequel est essentiellement français, s'élevait la protestation muette d'abord et silencieuse, mais qui, sous l'influence des événements et de puissants esprits, ne tarda pas à se manifester par des œuvres éclatantes. Châteaubriant, le premier, par ses *Études historiques*, remit en honneur le vrai sens de notre histoire. Guizot, Augustin Thierry et d'autres encore s'inspirèrent de lui et retrouvèrent nos titres à travers les ténèbres du moyen âge. Puis s'ouvre la période du Romantisme, cette résurrection quelque peu artificielle et fantaisiste du moyen âge et de la Renaissance. Ce mouvement enfiévré suscite des écoles sans nombre, celle de Montalembert et de ses amis et tant d'autres, d'où sortirent tant de travaux, tant d'associations, tant d'œuvres d'où procède la vôtre. On ne saurait parmi cette énumération incomplète comme une improvisation, et en Normandie, oublier M. de Caumont qui fonda tant d'institutions de cet ordre. Votre Société, Messieurs, est une des branches de cet arbre vigoureux planté par lui dans notre sol.

Sous la forte impulsion de M. de La Sicotière, dont le souvenir planera longtemps sur nous, elle a produit sans cesse et des œuvres et des hommes. Elle a fait plus encore. Par l'effet naturel de cette impulsion donnée vers les hautes régions de l'esprit, elle a provoqué, non seulement des travaux inspirés par le goût des recherches, mais encore des œuvres inspirées par une muse moins sévère. Ainsi s'est formée une pléiade de poètes qui sont l'ornement et la grâce de notre pays de l'Orne. Je ne veux citer aucun nom, de crainte d'en oublier, mais il est impossible de ne pas désigner aujourd'hui l'illustre maître de cette harmonieuse phalange, notre Président, M. Gustave Le Vasseur, dont le génie poétique a tous les dons, depuis la muse pastorale jusqu'à la muse héroïque, comme il l'a montré naguères, dans des stances

lues à l'inauguration du monument élevé à Briouze, à la mémoire des enfants du canton morts, pendant la guerre maudite de 1870, pour la patrie.

Le courant d'opinion à cet égard est beaucoup plus puissant qu'on ne pense ; et l'ordre politique fondé sur l'idée centraliste à outrance se tromperait fort s'il le prenait légèrement ou s'il y résistait violemment. De toutes parts, on sent se briser le moule dans lequel, comme dans un corset de force, la France a été renfermée depuis cent ans. Nulle part ce sentiment du renouveau ne se montre avec plus d'éclat que dans les villes et dans les provinces munies de corps de facultés supérieures, qui, toutes, tendent à se reconstituer sous la forme d'Universités. Ce besoin de créer des centres intellectuels et libres d'où rayonnent la lumière et la vie est passionnément senti et exprimé. Dernièrement à Lille, lors des fêtes par lesquelles on célébrait la création de l'Université du Nord, j'ai pu juger de près et apprécier la vivacité des passions locales soulevées par ce grand et fécond événement provincial. Il en est de même à Lyon, à Bordeaux, à Nancy et à Caen, partout. Quelques-uns feignent de croire que ce sentiment provincial tend au séparatisme. Il serait oiseux de se défendre d'un tel reproche. Qui peut songer à porter une atteinte, fût-elle légère, à l'unité morale, à l'unité politique et à l'unité territoriale de notre France ? Autant dire que les partisans de la décentralisation seraient des ennemis de leur patrie. Cette patrie, ils l'aiment autant et mieux que d'autres, parce qu'ils savent que si la France offre cette particularité unique parmi les nations d'être une nationalité parfaitement fondue et unie, puissante par son unité politique, ils savent que cette force organique a besoin d'hommes pour se maintenir, et que l'intensité et la durée d'un foyer se mesurent à la qualité des matières qui l'alimentent. Formons des hommes pour que la France soit forte. C'est à cette œuvre que vous travaillez, Messieurs. Je n'ai pas la témérité de vous en louer : cela ne m'appartient pas. Mais il m'est permis de vous remercier au nom de notre pays de tout ce que vous faites pour garder et pour entretenir parmi nous le feu sacré de l'amour du pays natal.

COMPTE RENDU

DES TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ PENDANT L'ANNÉE

MESSIEURS ET CHERS CONFRÈRES,

Pour la seconde fois, depuis la formation de notre Société, nous avons modifié notre itinéraire ornaïs, et, renonçant aux étapes traditionnelles, nous nous sommes arrêtés à Flers, la grande ville industrielle de notre département. Le très aimable accueil que nous y avons reçu, nous démontre bien que nous n'avons pas eu tort. L'archéologie, en dépit de ses austères habits de parchemin, a été la très bienvenue au pays des brillants tissus. Et, il faut en convenir, nous nous y attendions bien. Les hautes cheminées d'usine ne sauraient barrer les horizons de l'idéal. La prospérité du présent et les légitimes espérances de l'avenir n'empêchent point de ressentir le charme des jours passés, surtout quand il est produit, comme ici, par des souvenirs de lettres et de poésie. Les titres de Flers à une très large part dans l'histoire intellectuelle de notre pays, nous allons vous les présenter tout à l'heure. Mais, auparavant, et puisque nous rencontrons ici une cordialité qui nous permet de nous y considérer comme chez nous, parlons des choses de notre Société.

Il m'en coûte quelque peu, mes chers Confrères, de commencer ce rapport par des paroles de deuil. Mais tous, je le sais, vous sentez qu'au milieu de nous une place est vide et vous y ramenez, par le souvenir, la figure si regrettée du principal fondateur de notre Société, M. Léon de la Sicotière. Les hommages n'ont pas fait défaut à sa mémoire, car, grâce à Dieu, nous ne manquons en ce pays, ni de gratitude, ni de fidélité. M. Le Vasseur, notre

président, a parlé, comme il pouvait seul le faire, d'un collaborateur auquel il était attaché par cinquante années d'amitié (1). Hier encore, M. Louis Duval (2) nous remettait, comme des pages détachées d'un livre de famille, une étude tout emplie d'une douloureuse émotion. J'attendais, je l'avoue, avec une véritable impatience de cœur que mon tour fût venu de parler enfin du meilleur et du plus aimé de mes maîtres de travail, et je me demandais, après tant d'éloges, ce qu'il pourrait bien me rester à dire de lui. Eh bien, Messieurs, sa libéralité et sa bonne amitié posthumes me le fournissent aujourd'hui, en un suprême témoignage d'attachement pour nous.

Il y a un an, M. de La Sicotière, en me montrant les livres pressés sur les rayons de la bibliothèque d'Argentan, me disait : « Avant tout, il faut qu'ils servent. » Il parlait des livres en général, mais je sentais bien qu'il songeait aux siens et que, dans une vision de vieil ami, il les voyait en nos mains, comme des instruments utiles. Et alors lui, le seul bibliophile que j'aie connu exempt de jalousie, il les a donnés aux travailleurs de l'Orne, en les léguant à la bibliothèque d'Alençon. Il savait bien qu'à l'heure où nous irions les y chercher, dans une salle portant son nom, nous nous sentirions chez lui et comme invités au travail par son bienveillant sourire. Son vœu a été entendu et accompli par les siens avec une piété et une générosité qui leur donnent droit à une large part dans notre reconnaissance. Nous ne saurions mieux la leur témoigner qu'en mettant toujours en pratique les enseignements de travail et de dévouement au pays, reçus de ce cher et grand absent, vers qui s'élèvent aujourd'hui nos regrets et notre pensée.

Et cette perte si cruelle n'est pas la seule que nous ayons eue à subir en cette année de deuil. Comment ne pas rappeler, près de ce Domfront, l'objet de ses fidèles études, la mémoire de M. Louis Blanchetière, ce vieillard aimable et plein de bien-

(1) Voy. les articles consacrés par M. Le Vavas seur à la mémoire de M. de La Sicotière, dans le *Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne* 1895, p. 143-150 ; dans le deuxième fascicule de la *Revue normande et percheronne illustrée* (n° de mars-avril 1895) p. 65-71 et dans *La Quinzaine* (n° de mai 1895), p. 71-77.

(2) Louis Duval : *Un historien de la Vendée militaire. Léon de La Sicotière* (extrait de la *Revue du Bas-Poitou*) Vannes, Lafolye, 1895, in-8°, 46 p. illustré d'un portrait en héliogravure.

veillance qui a dû à un labeur continu la sérénité de ses dernières années, et qui a sagement travaillé jusqu'à la tombée de la nuit, en un très doux crépuscule ?

Et maintenant, Messieurs, que nous avons rendu à ceux que nous avons perdus un très affectueux hommage, examinons ce que nous avons fait depuis notre dernière séance publique et comptons les œuvres des membres de notre Société, dont nous avons le droit de nous enorgueillir.

Il en est une, d'abord, qui nous appartient, autant par la pensée qui l'a inspirée que par le nom de son éminent auteur. C'est une brochure consacrée à la *Ligue de décentralisation*, sous les auspices de M. de Marcère (1), et qui contient de magistrales paroles prononcées par lui à Paris et à Nancy. Ne sommes-nous pas, par essence, des décentralisateurs ? Ne travaillons-nous pas, d'habitude, au centre de cette province ancienne qu'un mauvais coche — qu'il ne faut, d'ailleurs, aucunement regretter, — rattachait seul à Paris ? Ne constatons-nous pas, chaque jour, que notre pays normand, un beau morceau de la Patrie, avait, tout en restant bien français, son existence à lui, très vigoureuse et très saine ? Et ne devons-nous pas considérer comme un singulier honneur de voir aujourd'hui parmi nous, celui qui me permettra de l'appeler un grand *provincial*, puisque, cette marque de province, il a tenu à la faire porter à son premier livre (2), avant d'être appelé aux plus hautes fonctions de l'État. Suivons donc son conseil. Français devant l'Europe, servons le pays, mais en une sorte de régiment de Normandie, qui ne sera, nous en sommes bien convaincu, ni le moins valeureux, ni le moins brillant des régiments de France.

Deux publications d'une particulière importance ont été terminées cette année même. M. le duc d'Audiffret-Pasquier a donné le dernier volume des *Mémoires du chancelier Pasquier* (3), qui, à la valeur historique des tomes précédents, ajoute dans certains chapitres, comme celui consacré à la mort du prince de Condé, l'intérêt dramatique le plus puissant.

(1) *Ligue nationale républicaine de décentralisation. Statuts, documents et discours*. Paris, 1895, in-8°, 32 p.

(2) *La Politique d'un provincial. Lettre d'un oncle à son neveu*. Paris, Boumoli, 1869, in-8°.

(3) *Histoire de mon temps. Mémoires du Chancelier Pasquier*, publiés par M. le duc d'Audiffret-Pasquier, t. VI. Paris, librairie Plon, in-8°, 485 p.

M. le vicomte de Broc a clos également la série de ses belles études sur *la Vie en France*, par le volume consacré au premier Empire (1). Ce sont des instantanés, animés et minutieux, présentant la vie à Paris et dans la province pendant que nos soldats guerroyaient à travers l'Europe. Tableaux curieux de l'intérieur du pays, restés trop longtemps et à tort inaperçus dans l'éblouissement de la glorieuse épopée, et que l'auteur a restitués avec une netteté parfaite et avec un art infini.

Puis, nos poètes ont chanté. Pas tous, car nous ne pouvons saisir que dans l'éloignement et avec un pressentiment de rêve, l'écho des *Cloches*, de M. Germain-Lacour. Mais M. Paul Harel, en une poésie saine et forte, a recueilli et noté les *Voix de la Glèbe* (2). Il a dit le travail de l'homme, dans sa peine et dans sa grandeur, docilement et fièrement poursuivi sous le regard de Dieu. *L'Oriens*, de M. Florentin-Loriot (3), éclaire, d'abord, d'une lueur sidérale, la nuit des temps écoulés. Ce sont des visions rares et magnifiques. Puis le poète marche vers notre occident, allant en plein et communicatif enthousiasme, des fûts échoués des colonnes de Tyr au labarum d'acier des églises nouvelles. Sensations de poète, perçues *ex alto*, au faite des temps, et transmises par l'artiste avec une virtuosité parfaite.

Dans des pages exquises, M^{me} Schalk de la Faverie a recueilli et noté, autour de son village (4), tout ce qui constitue l'âme de notre pays : légendes de nos villes, murmures de nos bois, bruits de nos hameaux : « Le tic-tac d'un métier à tisser s'échappe d'une chaumière : là, c'est le ronflement régulier d'un rouet : une vieille femme file le chanvre ou le lin. Elle tourne, tourne ainsi du matin au soir, et, depuis des années, chaque fois que je passe, je la trouve assise à la même place. On dirait que c'est la même

(1) Vicomte de Broc, *La Vie en France sous le premier Empire*. Paris, librairie Plon, 1895, in-8°, 524 p.

(2) Paul Harel, *Les Voix de la Glèbe* (illustrations de Gaston La Touche, C. Morand, Jobbé-Duval et Marie Lassaussaye). Paris, A. Lemerre, 1895, in-8°, 147 p.

(3) *Oriens*, poésies de Ch. Florentin-Loriot, Paris, A. Lemerre 1895, in-12, 240 p.

(4) M^{me} Schalk de la Faverie, *Autour de mon village* (illustrations de Gaston La Touche, Ernst Schalk, Marthe de Jouffroy), Paris, A. Lemerre, 1895, in-12, 268 p.

quenouillée (1) ». Cela n'est-il pas charmant, en une émotion très simple, et fait pour mener très loin le fil de la rêverie ?

Mais n'est-ce point assez et trop parler de nous ? Qu'il soit donc permis à votre rapporteur, comme pour justifier aujourd'hui votre visite, de résumer en quelques mots l'histoire des lettres à Flers, cherchée à travers les livres.

Cela commença par une diablerie. Les trois célèbres alchimistes de Flers (2), Nicolas de Grosparmy, maître Pierre Vicot, le serviteur-prêtre, et Noël Le Valois, le compagnon-gentilhomme, griffonnèrent, en une hantise du grand œuvre, trois traités, nous dirions aujourd'hui trois grimoires, que transcrivirent à l'envi les philosophes bas-normands. M. de Flers leur livra *la Clef majeure de sapience et la Science hermétique de la nature* ; Le Valois, *la Clef des secrets de philosophie*, bien impuissante, hélas ! à forcer les portes de la félicité, et Pierre Vicot jeta leur esprit dans le trouble, par le symbolisme d'un *Grand Olympe* païen. Et les trois traités, parfaits manuels de folie, recroquevillés à la chaleur des fourneaux, furent longtemps compulsés, dans les châteaux de misère, en un espoir d'opulence. L'homme y gagna peu et le diable n'y perdit rien.

Le succès fut moindre pour un livret du bon Dieu : *La Différence de l'Église prétendue réformée, ou Réfutation de la réponse du sieur Lemarchand à un écrit des ecclésiastiques de la Mission de Flers, tenue dans les mois d'Octobre et Novembre derniers*, par E. Torquetil, sieur de Beaulieu, docteur en théologie (3). Opuscule rarissime et convoité des bibliophiles, dont les exemplaires imprimés, dédaignés et détruits jadis, sont moins nombreux que les copies manuscrites des traités des fondeurs d'or. Petit triomphe du rêve sur le raisonnement !

Mais revenons en arrière vers les choses humaines et regar-

(1) *Autour de mon village*, p. 160.

(2) Voir, au sujet des alchimistes de Flers : Chevreul, *Du Traité alchimique d'Artéflus* (*Journal des Savants*, décembre 1867) ; M. de Caix : *Notice sur quelques alchimistes normands* (*Bulletin monumental*, 1868) ; M. Louis Duval, *Nicolas de Grosparmy* (*Bulletin de la société Flammarion*, t. III, p. 753) et M. Ch. Vèrel, *les Alchimistes de Flers* (*Bulletin de la société historique et archéologique de l'Orne*, t. VIII, p. 313).

(3) Publié à Vire, chez Jean Lecesne, 1664, in-18, 240 p. avec 11 p. de préface. Étienne de Torquetil, sieur de Beaulieu, mourut à Vire le 25 octobre 1674.

dons, au début du XVII^e siècle, en Nicolas de Pellevé, seigneur de Flers, une sorte de Mécène de Basse-Normandie. Nicolas de Pellevé avait épousé, le 25 décembre 1593, Élisabeth de Rohan, fille de Louis de Rohan, prince de Guéméné. Tenant une espèce de cour en son château de Flers, qui tirait de ce bel écusson d'alliance un prestige tout nouveau. Nicolas de Pellevé se plaisait à y appeler et les lettrés et les poètes.

Deux jeunes rimeurs, les frères Montbesnard, s'y présentèrent tout d'abord, très vaniteux d'une grosse tragédie. Ces jeunes-cœurs, n'ayant au menton qu'un poil de barbe, équivoquèrent, selon la coutume du temps, en dédiant leur *Psamménite* (1) à Nicolas de Pellevé : « Monsieur, — disaient-ils, — les Anciens avoient une coutume fort louable et digne d'estre engrauée aux pilliers du temple de mémoire, de consacrer leur premier poil à quelque Dieu, duquel ils estimoient estre chéris et soullagez à l'auenir. Ainsi, nous auons voullu cheminer à la trace battue de ces doctes Anciens, vous dédiant nostre premier poil, qui sont les premières de nostre muse françoise, indignes de vostre grandeur. Tou-

(1) Le seul exemplaire connu de *Psamménite* se trouve actuellement dans le cabinet de M. Jules Appert. Il faisait partie de la collection Soleinne et nous le trouvons mentionné en ces termes dans le catalogue des livres de cet amateur : « Cette pièce dédiée à Nicolas de Pellevé, comte de Flers et châtelain de Condé, doit avoir été imprimée en Flandre... L'absence du titre nous laisse dans l'incertitude à cet égard et aucun bibliographe n'a fait mention de *Psamménite*. Le sujet, tiré d'Hérodote, roule sur la conspiration du roi d'Égypte *Psamménite* contre Cambyse... L'auteur n'a sans doute pas fait imprimer sous ses yeux cette tragédie, qui est pleine de fautes que les typographes flamands y ont faites de leur propre estoc. » En tête de très curieuses pièces liminaires, se trouve ce sonnet oublié de Jean Le Roux :

Quand Hercule au berceau ces deux serpens dompta,
Embusche qui luy fut par Iunon préparée,
Qui, tousiours contre luy ialousement irée,
Envia ses exploits et le persécuta.

Par ses premiers essais assés manifesta
Combien sa force un iour se voirroit admirée,
Donnant de ses vertus congnoissance asseurée
Dont les monstres hydeux après il surmonta.

Ainsi vous, ieunes d'ans, vous démontrés, mes frères,
Aux tragiques essais de vos œuvres premières,
Dont vous faictes tonner le théâtre Virois,

Quels beaux enfantements produiront vos estudes,
Malgré les envieux, qui ne donnent leurs voix
Qu'à leurs vers seulement, trouuans les autres rudes.

tesfois elle espère, appuyée de votre douce clémence, que vous la deffendrez et la fauoriserez, la conseruant du démon enuieux de Minerve. Aussi certainement, elle fera des fanfares... » Hélas ! l'éclat des fanfares de cette muse juvénile ne parvint pas jusqu'au sieur de la Croix du Maine, le grand descripteur de livres de ce temps-là, et les Montbesnard sont restés oubliés pendant près de trois siècles et comme ensevelis, ainsi que leur *Psamménite*, en un sépulcre d'Égypte.

Les bibliographes de toutes les époques se sont, en revanche, évertués à faire connaître les œuvres de Thomas Sonnet, sieur de Courval, docteur en médecine, gentilhomme virois (1), comme les Montbesnard. C'était un familier du château de Flers, qui dédia à notre Nicolas de Pellevé une *Satyre contre les charlatans et pseudo-médecins empyriques* (2), en laquelle étaient « amplement descouvertes les ruses et tromperies de tous theriaclevrs, alchimistes, chimistes, paracelsistes, distillatevrs, extractevrs de quintessence, fondevrs d'or potable, maistres de l'élixir, et telle pernicieuse engeance d'imposteurs. » C'en était assez pour faire tressauter, dans les combles du château, sur les débris des cornues, les ombres des philosophes et des thériacleurs d'antan. Le seigneur de Flers n'en accepta pas moins l'hommage du reconnaissant Sonnet de Courval qui avait jadis victorieusement soutenu une thèse en médecine sous l'égide du nom illustre de Pellevé. « Je me ressouviens — écrivait le satirique — d'avoir courageusement soustenu dans la lice et le tournoy médicinal des escolles de Montpellier, un escadron de docteurs et bacheliers, soubz les puissantes aisles de votre autorité et les heureux auspices de votre nom, pourtraict et figuré en beau relief au front de mes enseignes ou thèses de médecine. » Aujourd'hui, au contraire, c'est le livre de Courval-Sonnet, classé par les amateurs et le plus souvent habillé de maroquin plein, qui porte, dans les meilleurs cabinets de livres, les armoiries de Nicolas de Pellevé, défendues de l'oubli par cette dédicace.

(1) Voy. au sujet de Sonnet de Courval, Baratte, *Les Poètes normands* : E. de Beaurepaire, *Les Satires de Sonnet de Courval (Mémoires de l'Académie de Caen, 1865)*, etc., etc.

(2) *Satyre contre les charlatans et pseudo-médecins empyriques*, etc., par M^r Thomas Sonnet, sieur de Courval, etc. Paris, Jean Milot, in-8°, 335 p. et 14 p. liminaires, avec une planche d'armoiries et un portrait gravé par L. Gaullier.

Beaucoup plus humbles que l'ennemi des charlatans, étaient deux pauvres faiseurs de vers de Falaise, Elis de Bons et Elis d'Aubigny, son frère. Poète de châteaux et de petites cours de paroisse, à la muse adulatrice et très souvent quémanderesse Elis de Bons, dans son *Paranymphe de cour* (2), n'eut garde d'oublier les châtelains de Flers. Il établit deux beaux sonnets acrostiches sur les quatorze lettres du nom de Renée de Pellevé, fille du Mécène bas-normand et femme de Tanneguy d'Oilliamson, sieur de Possé. Car toute la famille de Nicolas de Pellevé avait sa part dans ces littéraires hommages. Courval avait célébré les mérites de la comtesse, « issue de la très-illustre race de Gvimenay, la gloire et l'ornement de l'Anjou, de laquelle sont sortis un grand nombre de vertueux et courageux princes, qui, comme esclatantes lumières et astres brillans, ont embelly et illustré le ciel de nostre France, » et les Montbesnard avaient rimé, en l'honneur du fils de Monseigneur le comte de Flers, Monsieur de Condé, le camarade de leurs jeux, des souhaits ardents et de fortune et de gloire.

Souhaits que le destin ne devait pas réaliser, car, Nicolas de Pellevé, le Mécène, étant décédé, la maison des seigneurs de Flers ne fit plus que décroître en un très rapide épuisement de la race. A peine le nom en est-il rencontré dans les mémoriaux du *xvii^e* siècle. Loret, dans *la Muse historique*, nous montre pourtant à un bal :

(1) *Le Paranymphe de la cour* on sont depeintes les vertes heroyques de Roy, de plusieurs princes, seigneurs et dames de la France, avec l'antiquité de leurs maisons, par le sievr Elis de Fallaize. Roven, Jacques Cailloué, 1628, in-12 302 p. Nous transcrivons ici le plus curieux de ces deux sonnets acrostiches :

Rends-toy Amour, non, non, ne te rends pas
Elle est à toy, cette belle Renée,
Non sa vertu, de gloire enuironnée,
Et ses regards coniuèrent ton trespas.
Enfantelet, tes deffenses sont bas,
Depuis le iour que Renée fut née,
Et que le Ciel qui l'avoit destinée
Pour te livrer mille et mille combas,
En ses beaux yeux eust logé la puissance
Ce fol Amour perdit, à sa nais-sance,
Marc, le carquois, la qualité d'un Dieu,
Et recongneut que cet Astre adorable
Venoit exprès le chasser de ce lieu
Et pour iamais le rendre misérable.

« Les Dames d'honneur et d'atour
Des deux Reynes de notre Cour,
Sçavoir l'illustre de Navailles,
Sçavoir l'illustre de Noûailles,
Madame de Flers, mesmement,
Dame de grand entendement (1). »

Mais s'il faut en croire le *Recueil de Maurepas* (2), c'étaient les propos galants que la dame entendait le mieux. Saint-Simon nous indique d'un mot, dans la foule, un homme, un mari que l'on ne rencontre jamais, presque toujours en Normandie, du séditieux nom de Pellevé (3). Enfin *Les Nouvelles de la Cour et de la ville* nous donnent, à la date du 27 avril 1736, le dernier épisode de cette triste fin de race. Le marquis de Pellevé, destitué de sa charge de gouverneur de Meudon, se bat en duel, près de la porte des Carmes, avec un officier qui l'avait raillé. La flamme de la race se ranime encore en un combat vif, court et sanglant, où l'officier reçoit un bon coup d'épée ; puis elle s'éteint en une défaillance suprême du cerveau. M. de Pellevé « ne vit pas plutôt son ennemi hors de combat, qu'il courut comme un furieux du côté de la Grenouillère. Ayant jeté ses habits d'un côté, son épée de l'autre et étant arrivé au bord de la rivière, il tira sa montre qu'il donna à un petit garçon pour la lui garder et il plongea la tête la première dans la Seine d'où on le retira trop tard pour le ranimer (4). »

Nuls souvenirs littéraires ne se rapportent à Flers pendant que cette seigneurie appartenait aux La Motte-Ango, car le *Palais d'Ango*, contre lequel Voltaire darda d'immortels quolibets, était le manoir de la Motte et non le château de Flers. A peine pouvons-nous suivre, dans les curieux mémoires du comte de Cheverny, les aventures d'amour et de vénerie de la belle Agathe de la Motte-Ango, comtesse de la Brisolière, dont nous avons ce matin contemplé les traits charmants et y voir la célèbre chasseresse d'Andaine, après avoir galopé sur toutes ses fantaisies, à travers les

(1) Voy. Loret, *la Muse historique*, t. III, p. 252 (septembre 1660).

(2) Voy. le *Recueil dit de Maurepas*, t. IV, p. 296.

(3) Voy. *Mémoires de Saint-Simon*, édit. Delloye, t. IX, p. 55.

(4) Voy. *Nouvelles de la cour et de la ville (1734-1738)* Paris, Rouveyre, 1879, où cette mort dramatique est rapportée pour la première fois.

forêts du roi, profiter de l'ombre révolutionnaire pour aimer, divorcer et épouser à sa guise (1).

L'on chouannait alors au château de Flers, transformant en balles le plomb des hautes toitures, mais le roman de cette chouannerie flérienne, digne de la plume d'un Barbey d'Aurevilly, n'a jamais été écrit. Et les collectionneurs de pièces révolutionnaires n'ont guère à placer dans leurs cartons que quelques minces imprimés, comme cette curieuse *Pétition présentée à la Convention nationale*, par Louis Delaunay, cultivateur à Flers, imprimée à Paris chez Pain passage Honoré et reproduite dans l'étude de M. Wilfrid Challemel sur une *Émeute contre-révolutionnaire à Flers-de-l'Orne* (2).

En 1806, Hyacinthe de la Motte-Ango vendit le domaine de Flers au comte de Redern. Redern était l'ami du philosophe Saint-Simon. M. l'abbé Rombault vous présentera tout à l'heure ces singuliers personnages. Dieu sait si les cerveaux travaillèrent alors au château de Flers transformé en temple de l'utopie. Jusqu'à celui de la comtesse de Redern, née de Montpezat, qui chanta, en un poème classique, le *Retour de Louis XVIII* et termina sa carrière de mondaine lettrée en donnant un conte « moral et politique », *Zélie reine des braves, ou le génie du bien* (3).

Mais le temps des Zélies allait à jamais passer et le romantisme devait, avant peu, faire fi de leurs grâces surannées. Un événement heureux pour son éclosion à Flers avait eu lieu en 1820. Le château de Flers avait été vendu par le comte de Redern à MM. Thirion et Schnetz. Nous n'avons pas à dire, dans cette brève étude, par quelle série de dévoués services le nom de Schnetz se trouve inscrit dans l'histoire de cette ville. Mais le frère du nouveau propriétaire, M. Victor Schnetz, membre de l'Institut et directeur de l'Académie de France à Rome, fit à Flers des visites longues et fréquentes. Il y amena des lettrés et des ar-

(1) Voy. *Mémoires sur les règnes de Louis XV et de Louis XVI et sur la Révolution*, par J.-N. Dufort, comte de Cheverny (Paris, Plon, 1886), t. II, p. 87, 119, 126, 180, 185, 282.

(2) Voy. *Une Émeute contre-révolutionnaire à Flers-de-l'Orne*, par W. Challemel, La Ferté-Macé, 1884, in-12, 47 p.

(3) *Le Retour de Louis XVIII en juillet 1815*. Paris, Pain 1815, in-8°. *Zélie, reine des braves ou le génie du bien, conte moral et politique*, Paris, Mongée aîné, 1819, 2 vol. in-12.

tistes d'élite, et l'on se crut presque revenu aux anciens jours de Nicolas de Pellevé. Arthur Arnould, qui devait être le mari de la plus précieuse Célimène du siècle, M^{me} Plessy, y écrivit, au retour d'une excursion à Champsecret, un très noir et très cruel épisode de chouannerie, *Les deux frères* (1). Et le comte de Pastoret publia, chez Renduel, deux gros in-8°, à la couverture jaune, comme en ont tant consommé les cabinets de lecture, intitulés *Raoul de Pellevé* (2). L'on y rencontrait quelque peu de l'histoire de la maison de Flers, dite à l'Alexandre Dumas et affublée de tout l'attirail romantique : des envoûtements, des duels sous les lanternes, avec, çà et là, un beau passage de reine, comme dans la *Chronique du règne de Charles IX*.

Alphonse Le Flaguais célébra alors, en un romantisme très adouci par sa réserve provinciale, les sombres mystères du lac de Flers :

« Il est un bois touffu près la ville de Flers,
Couvrant un noir étang de ses grands arbres verts,
L'âme émue, attristée, en cette solitude,
Éprouve un sentiment de sombre inquiétude,
Comme si se cachait, au rayon matinal,
Sous cette eau malfaisante, un mystère infernal (3). »

Dans des pièces pimpantes et prestement enlevées, des poètes de notre temps, dont le dernier est M. Reynold Descoutures (4), ont su tirer la légende du lac de Flers de ce satanisme de convention. Elle avait déjà été fixée en prose pour notre folk-lore ornaïs — que M. l'abbé Letacq prend soin si utilement d'établir — et par M^{lle} Amélie Bosquet (1) et par le comte Hector de la Ferrière (2).

(1) La nouvelle *Les deux frères* a été publiée dans les *Étrennes pittoresques* (p. 1-57) Paris, 1835, in-12, 367 p.

(2) *Raoul de Pelleré. Esquisses du temps de la Ligue (1593-1595)*, par l'auteur du *Duc de Guise à Naples* (comte de Pastoret), Paris, Eugène Renduel, 1834, 2 vol. in-8°, 354, 372 p. Illustré de deux eaux-fortes de J.-P. Boisselat.

(3) Voy. *Œuvres poétiques complètes de Alph. Le Flaguais*, t. IV (*Les Neustriennes*), p. 365.

(4) Voy. Reynold Descoutures, *L'Ermitage du bois de Flers*, Alençon, A. Herpin, 1895, in-8°, 4 p.

(5) Voy. *La Normandie romanesque et merveilleuse*, par M^{lle} Amélie Bosquet, *Le Lac de Flers*, p. 495.

(6) Voy. dans *Esprits et Fantômes, recueil de légendes normandes*, Domfront, Liard, 1872, *La Légende du bois de Flers* (n° 8), par le comte de La Ferrière.

Une alliance avait amené dans notre pays cet écrivain d'un esprit très subtil et délicat. Le comte de la Ferrière avait, en effet, épousé M^{me} de Percy, fille d'une femme d'esprit, M^{me} de Percy, née de Cheux, qui a laissé des opuscules agréables (1). Le nom de M^{me} de la Ferrière (2) ne saurait, croyons-nous, être prononcé ici, sans y éveiller des sentiments de respect et de gratitude. Le comte de la Ferrière, servi plutôt qu'entravé dans ses études par des relations mondaines qui lui ouvraient tous les chartriers du pays, fut, à une époque où l'on en était encore dans notre contrée à d'informes compilations, un initiateur en matière d'histoire locale. Il y publia son *Histoire de Flers* (3), qui, pour concise qu'elle soit, n'a pas encore été remplacée, et il nous a semblé que, dans une revue des lettrés, ayant pris Flers pour objet de leurs travaux, nous devons saluer d'une façon particulière, cette figure d'érudit, très fine et très sympathique.

Vers cet époque, le *Journal de Flers* parut (4). Il eut, à ses débuts, comme tous les périodiques locaux, des prétentions littéraires tout d'abord justifiées. A un pressant appel poétique du directeur, tous ceux qui se plaisaient à rimer dans la ville et dans la campagne, répondirent très promptement. Deux poètes de clocher, Auguste Crochey (5), de Messey, et Jean Toutain, de la Ferrière-aux-Étangs (6), apportèrent des strophes sincères

(1) Entre autres *Trois Nouvelles*, Paris, Firmin-Didot, 1824, in 12, 267 p.

(2) Voy. *Oraison funèbre de M^{me} Isaure-Alphonsine de Percy, comtesse H. de La Ferrière*, prononcée en l'église de Ronfengeray, par l'abbé Laurent. Argentan, Barbier, in-8°, 16 p. et *Notice au souvenir de M^{me} Isaure-Alphonsine de Percy, comtesse de La Ferrière*, par Arsène Lainé de Néel, Vire, Barbot, in-8°, 16 p.

(3) Voy. *Histoire de Flers, ses seigneurs, son industrie*, par le comte Hector de la Ferrière-Percy. Paris, Dumoulin, 1855, in-8°, 312 p. Illustré d'une vue du château de Flers, par Bouet.

(4) Le premier numéro du *Journal de Flers et de l'arrondissement de Domfront* porte la date du 7 mai 1857.

(5) Auguste Crochey a donné au *Journal de Flers*, les *O de Noël* (n° du 23 décembre 1858) et d'autres pièces religieuses. Pierre-Gabriel-Auguste Crochey était né à Messey le 23 août 1815. Il mourut à Caen, où il avait été successivement employé dans les bureaux de la mairie et à l'hospice Saint-Louis. Il a publié paraît-il, un petit volume de poésie que nous n'avons pu retrouver.

(6) Jean Toutain a donné au *Journal de Flers* sous l'initialisme de *T. de la Ferrière-aux-Étangs* une *Traduction versifiée du Rorate, cæli, desuper* n° du 5 janvier 1860.

et émues, inspirées par les sentiments religieux du pays. Deux autres jeunes gens, Louis-Émile Guibout et Amand Barré (1), présentèrent des pièces d'une facture plus raffinée, plus empreintes de modernisme et de parisianisme. Mais les poètes favoris des lecteurs du journal naissant, deux vrais et francs descendants de Jean Le Houx, furent l'horloger Legendre et le tisserand (était-ce bien un tisserand ?) des Basses-Folletières.

L'horloger rimait en noir, le tisserand rimait en rose. Lucien Legendre, à qui l'implacable balancier de son horloge imposait la sensation du temps qui passe et qui fuit, chantait et l'if des morts à la Lande-Patry et ce fossoyeur semi-shakespearien :

« C'est moi qui règne aux cimetières,
Tristes lieux où j'ai pu vieillir,
Gardien des choses funéraires,
Et fossoyeur pour vous servir.

Le sceptre que ma main calleuse
Promène en ces endroits de deuil,
C'est une bêche, noire et terreuse,
Rouillée au contact du cercueil » (2).

Le tisserand, lui, regardait, tout plein de bonne humeur, sous un gai rayon de soleil :

« Mademoiselle la navette
Bien sémillante et bien proprette
Et souveraine en son cellier
Courir, glisser sur le métier.

Il fallait la voir à l'ouvrage,
Et tic et tac, joie et tapage,
Aimant le joyeux rigodon
Et le dansant sur le coton. »

Pimpants bruits de métier, très exactement notés. Et, pourtant, le chantre de la navette n'était pas un tisserand bien authentique. Il alla plus tard jusqu'à une comédie en vers : *le Livre Échange*. L'on sut alors qu'il était propriétaire et qu'il s'appelait Vital Busnot-Lalande (3).

(1) Voy. la notice consacrée à Amand Barré, dans la *Bibliographie du canton de Domfront*, par MM. J. Appert et le comte de Contades, p. 14.

(2) Voy. dans l'*Annuaire de Flers pour l'année 1884* (p. 58-87) l'étude biographique consacrée à Lucien Le Gendre, par Émile Guibout.

(3) Voy. la notice consacrée à Vital Busnot-Lalande dans la *Bibliographie du canton de Domfront*, par MM. J. Appert et le comte de Contades, p. 22.

N'est-ce pas, d'ailleurs, une preuve nouvelle qu'à toutes les époques et dans toutes les conditions, l'on a, à Flers, cultivé les lettres. Et le Flers de nos jours a bien gardé les traditions de celui des Pellevé.

Flers compte en effet de nombreux amis de l'histoire : M. Jules Appert, qui recueille avec un empressement filial tout ce qui concerne le passé de Flers, manuscrits et imprimés, et qui en tire des travaux, auxquels la sûreté de son érudition donne un prix tout particulier (1); M. l'abbé Burel, qui a su restaurer non seulement avec goût, mais encore avec un souci bien rare du passé, cette belle église de la Lande-Patry, que nous avons visitée ce matin (2); M. Murie, le conservateur intelligent du Conseil municipal et de la bibliothèque; M. Amiard, un architecte érudit, qui a décrit les monuments artistiques de l'arrondissement de Domfront (3). Et tous ces travailleurs de Flers trouvent autour de la ville de bons compagnons d'étude : à Messey, M. l'abbé Rombault; à Athis, M. l'abbé Macé; à la Chapelle-Biche, M. Surville, qui a donné de cette commune un historique parfait (4); à Tinchebray, le R. P. Bernier, qui vient, dans un très élégant discours, de résumer l'histoire de l'institution Sainte-Marie (5), complétant ainsi, avec la belle étude de M. l'abbé Barret, sur le collège de Sécé (6), l'histoire de nos

(1) Rappelons ici, parmi les plus importants travaux de M. Jules Appert : *Documents et notes pour servir à l'industrie textile dans la région de Flers*. Flers, Follippe, 18 p. *Les Franchises des bourgeois de Domfront*, Renaut-De Broise, in-8°, 16 p. *La Lande-Patry* (en collaboration avec le comte A. de Bourmont) Alençon, Renaut-De Broise, 24 p. *Essai sur le prieuré et la baronnie de la Ferté-Macé* (en collaboration avec le R.-P. Bernier). Evreux, imp. de l'Eure, in-8°, 37 p., et de nombreuses études bibliographiques.

(2) M. l'abbé Burel a publié une intéressante *Notice sur la bannière et la Confrérie des trinitaires à l'église de la Lande-Patry*. Alençon, Renaut-De Broise, 1888, in-8°, 15 p.

(3) *Notice historique sur quelques monuments artistiques de l'arrondissement de Domfront*, par H. Amiard, architecte à Flers. Flers, Follippe, 1881, in-8°, 16 p.

(4) *Un Coin du bocage normand. L'ancienne paroisse Sainte-Suzanne, devenue la Chapelle-Biche*, par A. Surville, instituteur de cette commune. Le Mans, Harel, 1893, in-8°, v-396 p.

(5) *Les deux collèges ecclésiastiques de Tinchebray*, discours prononcé le 18 juillet 1895, à la distribution des prix de l'Institution Sainte-Marie. Tinchebray, imp. Commerciale, 1895, in-8°, 23 p.

(6) *La Fondation du collège de Sécé et son administration jusqu'à la révolution*, par M. l'abbé Barret. Alençon, Renaut-De Broise, 1895, in-8°, 40 p.

principaux établissements d'enseignement. Un peu plus loin, mais si près de Flers par le souvenir, M. l'abbé Gourdel, auteur d'un excellent travail sur la commune de Saint-Hilaire-de-Briouze (1) et, surtout, d'une notice biographique consacrée à M. l'abbé Lecornu, dont la mémoire est ici si justement vénérée.

Mais l'histoire n'est pas tout. Les quatre journaux de Flers, le *Journal de Flers*, le *Patriote normand*, le *Courrier de Flers*, la *Croix de l'Orne* publient des études et des fantaisies, signées des noms les plus aimés et les plus appréciés de notre pays. Les personnes, à l'affût des nouveautés de la pensée, liront, dans l'*Avant-Courrière* et dans le *Courrier de Flers*, les très intéressantes pages de M^{me} Blanche David. Puis, nous rencontrons aussi des romanciers : Lucien Thomin (2), un voisin de Flers, demande à son imagination de le transporter aux extrémités du monde et ses lecteurs l'y suivent à travers de belles et dramatiques aventures ; de Flers même, un esprit charmant, Daniel Darthez, adresse aux périodiques parisiens (3) des récits très gracieux : *La Femme de mon Fils*, *Débuts d'étoile* et le *Roman de M^{lle} Laverdy*.

Enfin Flers a ses poètes, reliés par le souvenir du regretté Émile Guibout à ceux que nous avons présentés. Nous tenons, et pour d'excellents motifs, à considérer comme l'ertois, M. Wilfrid Challemel. Mais il nous est, toutefois, impossible d'oublier que ses strophes, vives et alertes, ont couru à travers tout le Flers du temps passé, celui des philosophes comme celui des cénobites. Tout à l'heure, elles vont venir du vieux logis de l'Orsonnière. Nous devons, à M. Vardon, des nouvelles et des poèmes, très heureusement traversés d'un souffle patriotique, comme celui consacré à Jeanne d'Arc, la grande, l'immortelle libératrice (4). M. Eugène Foucault, un très aimable antiquaire,

(1) *Saint-Hilaire-de-Briouze*, par M. l'abbé Gourdel. Alençon, Renaut-De Broise, in-8°, 80 p.

(2) M. Lucien Thomin, auteur de nombreux romans, a encore publié cette année : *Perdu sur les flots*, *Aventures d'un jeune Mousse breton*. Limoges, Ardan, in-8°, 118 p.

(3) Entre autres *Le Monde illustré*, où ont paru *Débuts d'étoile*, le *Roman de M^{lle} Laverdy* et *Feuille de Chêne*. Les autres œuvres de Daniel Darthez, *Les Tribulations de Nicolas Mendez* et *L'Excellent Baron de Pic-Ardant*, ont été publiés chez Hachette ; *La Femme de mon fils* et *Arlette*, chez F. Didot.

(4) Voy. *Une Dizaine de nouvelles* par Jehan de Saintré (M. Vardon) s. l. 1895, in-8°, 88 p. ; *La Libératrice* (à M. Joseph Fabre) Flers, imp. Follippe, in-18, 4 p.

se plaît à célébrer, en un caprice d'esprit, les choses très contemporaines, saisissant et faisant comprendre la poésie de l'usine (1).

Et il a raison ! Pas plus que le tic-tac ancien de nos hameaux, le grondement des grands tissages ne doit effaroucher le rêve. Tout travail de l'homme mérite d'être chanté, comme il a besoin, lui-même, de chanson. Le refrain, chevroté par la grand'mère à son rouet, peut charmer encore l'ouvrier à son métier. Il accompagnera très doucement son labeur, Travailler joyeusement, n'est-ce pas là, après tout, la clef de toute sagesse et le secret des secrets, si vainement quêté jadis, près d'ici, par Nicolas de Grosparmy, seigneur de Flers, Pierre Vicot, son serviteur, et Noël Le Valois, son compagnon gentilhomme ?

C^{te} G. DE CONTADES.

(1) Voy. dans l'*Annuaire de Flers pour l'année 1881* (p. 53-58), *Grandeur et décadence d'un usinier*. M. Foucault a publié dans le même Recueil, une *Causerie bibelotologique* (p. 94-114) et une pièce patriotique *Souvenirs et revanche*. Parmi de nombreuses fantaisies publiées dans le *Courrier de Flers* citons une intéressante nouvelle, *le Revenant du Château de Flers, épisode de 1755*, tirée à part. Flers-de-l'Orne, A. Levesque, 1889, in-8°, 34 p.

REDERN ET SAINT-SIMON

Jean-Sigismond Ehrinreich, comte de Redern, de Bernsdorf, né à Berlin en 1755, mort à Nice en 1835, acquérait, en 1806, le château et la terre de Flers.

C'est à ce titre que nous avons sollicité, pour ce personnage, une place dans le programme de cette séance (1).

Son père, grand maréchal du palais, à la cour de Prusse, avait tenté en vain de constituer une Compagnie des Indes. Il vint en France à ce sujet et s'y maria. Louis XV, en 1769, lui donnait des lettres de naturalisation.

Il y avait là un lien qui, déjà, rattachait à notre pays le futur châtelain de Flers.

Son éducation fut celle d'un fils de grand seigneur qui aspire aux charges de l'État. Et pendant que son père, retiré dans ses riches domaines de la Haute-Lusace, rédigeait, pour l'Académie de Berlin, des Mémoires sur l'histoire et la physique (2), le jeune de Redern s'appliquait à la solution des problèmes économiques qui, à la fin du XVIII^e siècle, occupaient tous les esprits.

A trente-deux ans, nous le trouvons ministre de Saxe auprès du roi d'Espagne. C'est dans ce poste qu'il fit la rencontre d'un gentilhomme français, Claude-Henri de Saint-Simon, dont la vie, pendant un quart de siècle, sera mêlée à la sienne. Il était né

(1) La séance de la *Société historique de l'Orne*, où fut lu ce travail, avait lieu à Flers, 10 octobre 1895.

(2) Voici quelques-uns de ses travaux publiés dans le Recueil de l'Académie de Berlin : *Réponse à M. Roncelli, sur l'inoculation de la petite vérole* (année 1758) ; — *Éloge du général de Bredow* (1758) ; — *Observations sur la perfection des télescopes*.

à Paris, le 17 octobre 1760, et appartenait à la famille du duc de Saint-Simon, mais non à la même branche (1).

Comme l'auteur des *Mémoires*, il entretenait en lui l'ambition peu fondée de descendre de Charlemagne, par les ducs de Vermandois.

Un fragment d'autobiographie, que le futur ami de Redern nous a laissé, débute ainsi : « Je descends de Charlemagne ; mon père s'appelait le comte de Saint-Simon et était le plus proche parent du duc.... Si sa fortune et ses titres ne sont point passés entre mes mains, j'ai hérité de sa passion pour la gloire ».

A quinze ans, il se faisait réveiller tous les matins avec ces mots : — « Levez-vous, Monsieur le Comte, vous avez aujourd'hui de grandes choses à faire ».

Tels furent, dès ses débuts, le ton aristocratique et les prétentions du précurseur du *socialisme*.

Entré dans la carrière militaire, il prit part, comme officier d'état-major, à la guerre de l'indépendance américaine (1779). Fait prisonnier à la bataille des Saintes que gagna l'amiral Rodney (12 avril 1782), il était emmené à la Jamaïque, où il resta jusqu'au traité de Versailles (20 janvier 1783).

Avant de quitter l'Amérique, il présenta au vice-roi du Mexique un projet de canal entre les deux océans.

Il rêvait déjà au percement de l'isthme de Panama, au sujet duquel les derniers tenants de l'école Saint-Simonienne ont eu sous nos yeux une fin si lamentable.

L'année 1788 nous le montre en Espagne. Pensant être, auprès de cette puissance, plus heureux qu'au Mexique, il venait lui proposer la construction d'une voie navigable qui joindrait Madrid à la mer.

Pour réaliser son projet, on lèverait une légion de six mille hommes. Deux mille travailleraient à tour de rôle, au canal, tandis que les quatre mille autres serviraient à l'armée. Ce dessein parut être d'un rêveur et fut rejeté.

Saint-Simon était alors colonel au service de la France, mais goûtait peu l'état militaire. « Ma vocation, a-t-il écrit, n'était point d'être soldat ; j'étais porté à un genre d'activité bien diffé-

(1) Le duc était de la branche de Basse, qui avait reçu la pairie, sous Louis XIII ; le comte, de celle des Sandricourt.

rent... Étudier la marche de l'esprit humain, pour travailler ensuite au perfectionnement de la civilisation, tel était le but de ma vie ».

Ce fut dans cette occurrence qu'il se lia d'amitié avec le comte de Redern, occupé lui aussi de spéculations philosophiques. Ils voulaient, l'un et l'autre, le perfectionnement de la Société, mais par des voies différentes. Elève de d'Alembert, Saint-Simon mettait son espoir dans le progrès des sciences (1), tandis que de Redern, tout métaphysicien qu'il fût, à la façon allemande, ne négligeait pas le côté pratique des choses.

Puissamment riche, Redern venait souvent en aide à son ami qui était court d'argent. Et cependant il lui en fallait. « La richesse, dit un de ses biographes, lui apparaissait comme l'instrument nécessaire des fondations scientifiques et sociales qu'il méditait » (2).

Quand il revint en France, la Révolution était commencée.

La vente des biens du clergé qu'un décret de la CONSTITUANTE (2 novembre 1789) avait mis à la disposition de la nation, lui sembla une occasion favorable pour arriver à la fortune.

Dans le but d'activer cette vente, l'Assemblée avait créé, sous le nom d'*assignats*, un papier monnaie hypothéqué sur les *biens nationaux*. Un décret permettait aux acquéreurs de payer ces mêmes biens en *assignats*, à raison d'un douzième par an.

Malgré ces facilités, peu d'acquéreurs vraiment solvables se présentèrent. Les uns connaissant le caractère sacré des antiques possessions de l'Église, leur destination, le bien fondé de leurs titres, se tenaient à l'écart par raison de conscience. D'autres s'abstenaient par crainte de voir revivre des droits qu'un simple décret avait eu la prétention d'abolir.

Saint-Simon tout entier à ses idées de réforme sociale n'éprouvait ni ces craintes, ni ces scrupules.

En 1790, il présentait aux capitalistes de Paris un projet de spéculation sur la vente des domaines nationaux. « Je leur offrais, dit-il, de s'associer à moi pour faire acquisition de la plus grande quantité possible de ces biens ».

(1) *Introduction aux travaux scientifiques du XIX^e siècle*, par C.-H. de Saint-Simon.

(2) *Saint-Simon et son œuvre*, par Georges Weill.

Il traitait cette affaire avec Lavoisier, tâchant de le gagner au nom de la science, avec Docton, avec Marigny et autres gens de finances.

Ses efforts jusque-là n'avaient pas abouti, lorsqu'il rencontre de Redern. Il lui expose son plan et l'invite à prendre part à sa réalisation. Les actionnaires auraient droit à prélever leurs capitaux, les intérêts de ces capitaux et vingt-cinq pour cent de primes sur la vente des biens à acquérir.

De Redern accueille cette proposition et les relations commencées en Espagne se renouent comme à plaisir. Elles deviennent si intimes que Saint-Simon écrira plus tard : « Nos deux âmes n'en faisaient qu'une ».

Ils devaient expérimenter, l'un et l'autre, que l'argent est un lien bien fragile, pour maintenir l'amitié.

Toutefois l'intérêt pécuniaire n'était ni le seul attrait, ni le but final que le philosophe présentât à son ami. Il revenait fréquemment sur la nécessité d'avoir de l'argent, beaucoup d'argent pour propager par la publicité, par le livre et surtout par la création d'un grand établissement scolaire les doctrines et les réformes dont ils s'étaient souvent entretenus ensemble.

Quoiqu'il y eût divergence entre eux sur les points les plus graves de la philosophie, en particulier sur l'existence de Dieu, que de Redern admettait et que Saint-Simon, toujours fluctuant dans ses idées comme dans sa conduite, proposait et rejetait tour à tour, ils souscrivirent un acte de société, au mois de janvier 1791.

Redern mettait dans cette affaire 400,000 francs à prendre sur les fonds d'État qu'il possédait en France. Il fit aussi appel à ses deux sœurs dont l'une, Madame la comtesse de Stolberg, se porta comme actionnaire pour 200,000 francs, conformément aux conventions de l'association que Saint-Simon avait proposées aux capitalistes. « J'avais compté suivre les mêmes conditions, a écrit le comte de Redern, mais lorsqu'il fut question de notre acte de Société, M. de Saint-Simon déclara qu'il ne se résoudrait jamais à stipuler des bénéfices sur un ami tel que moi, et qu'il demandait expressément que je restasse le maître de lui faire, après la fin de l'opération, telle part dans les bénéfices que je jugerais convenable. La convention fut rédigée selon le désir de M. de Saint-Simon, en ce qui le concernait ».

A quelque temps de là, le comte de Redern était appelé en Angleterre, comme ambassadeur du roi de Prusse, Frédéric-Guillaume II. En quittant Paris, il laissait à la disposition de Saint-Simon plus de cinq cent mille francs. Son banquier, Perrégaux avait ordre de les lui remettre non en espèce, ni tout à la fois, mais à mesure qu'il en aurait besoin.

Du 1^{er} février 1791 jusqu'au cours de l'année 1792, le nom de Saint-Simon figure fréquemment dans les ventes du district de Péronne, son pays d'origine, et les Archives de la Somme contiennent un nombre considérable de billets qu'il adressait au banquier Perrégaux.

Par lui-même ou par des prête-noms, il acheta également des biens nationaux dans le Nord, dans le Pas-de-Calais, dans l'Orne. A Paris, il devint possesseur de terrains situés au Bois de Boulogne, de groupes de maisons à la Porte-Maillot et surtout de l'hôtel des Fermes, rue du Bouloi, où fut installé un grand établissement de Roulage.

La Commune ayant mis en adjudication la toiture en plomb de Notre-Dame, Saint-Simon fut seul à couvrir l'enchère.

Ces acquisitions lui coûtaient peu, grâce à la baisse des *assignats* que l'on se procurait à vil prix et qui conservaient leur valeur d'émission pour solder les biens nationaux.

« Saint-Simon, dit Michelet, vivait alors près du Palais-Royal, dans une liberté cynique de grand seigneur sans-culotte, partageant son temps entre le plaisir et les affaires... C'était un bel homme gai, à la figure ouverte, avec des yeux admirables et un nez long. »

Quoique les acquéreurs de biens nationaux fussent comptés parmi les appuis de la République, « ce ci-devant, ce noble, cet enrichi, cet ami d'un ambassadeur du roi de Prusse, avec lequel la France était alors en guerre, devint suspect. Il fut décrété d'arrestation, enfermé à Sainte-Pélagie, sous le nom de Jacques Bonhomme, puis au Luxembourg d'où il ne sortit qu'à la chute de Robespierre, après onze mois de captivité » (1).

La solitude de la prison le ramena à ses méditations philosophiques. Son imagination s'exalta au point qu'une nuit il crut entendre Charlemagne lui dire : « Mon fils, tes succès comme

(1) *Saint-Simon et son œuvre*, par Georges Weill.

philosophe égaleront ceux que j'ai obtenus comme militaire et comme politique ».

Remis en liberté, il rentra en possession des grands biens qu'il avait acquis.

- Cependant de Redern était retenu hors de France. La guerre déclarée à la République par les puissances coalisées et notamment par la Prusse qui, la première, avait envahi notre territoire et s'était emparée de Longwy, l'empêchait de surveiller la négociation des sommes qu'il avait confiées à Saint-Simon.

A la faveur de la réaction thermidorienne et grâce à son titre d'acquéreur des biens nationaux, il put revenir à Paris, même avant la signature du traité de Bâle, par lequel la Prusse s'engageait à déposer les armes (5 avril 1795).

Dès la fin de 1794, il s'installait auprès de Saint-Simon, dans le magnifique hôtel Chabanais ; il y passa l'hiver.

On y menait la vie de fêtes et de plaisir que les Tallien et les Barras avaient fait succéder à la compression de la Terreur. Saint-Simon se piquait d'y être le maître-d'hôtel de la science : Monge et La Grange étaient ses hôtes. Une note de la main de Saint-Simon, trouvée dans ses manuscrits collationnés par M. de La Sicotière, justifie l'opinion alors accréditée que sa table était une des meilleures de Paris. S'adressant à M. de Redern, il lui écrivait : « L'époque de ma vie où j'ai le plus dépensé, c'est l'année 1796. Cette année, vous l'avez passée avec nous. Nous occupions l'hôtel Chabanais en totalité et le premier des deux hôtels voisins. Nous avions pour maître-d'hôtel Monoyer, qui avait été maître-d'hôtel du duc de Choiseul ; Le Gagneur était notre maître de cuisine ; il avait rendu célèbres les soupers du maréchal de Duras. Tavernier, notre chef d'office, avait appris son état à Rome, chez le cardinal de Bernis. Vous trouviez nos truffes et nos salmis excellents, et vous faisiez l'éloge de notre punch aux œufs.

Est-ce que c'était l'arrière-pensée de ne pas payer votre part qui vous faisait trouver la chère bonne ? »

Ce trait final d'un simple billet décele un mécompte entre les deux amis. D'un mécompte à une rupture, il n'y a qu'un pas ; ce pas fut franchi.

De Redern, tout en participant aux diners et au luxe de l'hôtel Chabanais, était effrayé des prodigalités qui en étaient la consé-

quence et qui se payaient sur la bourse commune. D'abord, il ne dit rien, mais lorsqu'il fallut régler définitivement le partage des propriétés acquises et des sommes réalisées dans les spéculations sur les biens nationaux, M. de Redern voulut mettre à la charge de Saint-Simon les dépenses auxquelles, lui de Redern, avait été étranger.

En 1799, il rédigeait un projet de liquidation qui réduisait la part de Saint-Simon au quart de la fortune acquise.

Voici comment il procédait :

« Je dressai, dit-il lui-même, deux états distincts des dépenses faites depuis 1795. Je portai sur l'un les dépenses relatives aux affaires communes à M. de Saint-Simon et à moi. Je portai sur l'autre les dépenses personnelles de M. de Saint-Simon, c'est-à-dire les dépenses de la maison. Je partageai la masse des biens en deux parties égales, ensuite je diminuai la part de M. de Saint-Simon de la somme à laquelle les dépenses de la maison avaient monté. Le résultat de ce travail est qu'il reste à M. de Saint-Simon, pour sa part : — Moitié de l'hôtel des Fermes et moitié des possessions que nous avons au Bois de Boulogne, possessions qui consistent dans la plaine des Sablons, dans la ferme de la Meute et dans le groupe de maisons situées à la Porte-Maillot.

« Les opérations tentées par M. de Saint-Simon, pendant un voyage que je fis en Allemagne vers l'année 1797, ont été fort désavantageuses et elles m'ont fort contrarié. Elles ont embrouillé nos affaires, elles m'ont jeté dans des entreprises d'un succès incertain et pour lesquelles il y a des engagements contractés qu'il faut remplir. »

A la suite de ce règlement que Saint-Simon appelle *les lots de Montgomery*, deux arbitres furent nommés. L'un d'eux était M. Crétet, qui devint conseiller d'État et ministre. C'était un homme d'opinions modérées et d'une grande capacité en affaires. Le premier Consul le choisit pour être un des négociateurs du Concordat. Il était l'arbitre de Saint-Simon et il lui conseilla d'accepter les conditions proposées par M. de Redern.

Saint-Simon avait besoin d'argent ; il se ploya aux circonstances. Quoique mécontent et se sentant lésé, il déclara qu'il ferait abandon de tous ses droits moyennant une somme de 150,000 francs une fois payés. Cette proposition fut acceptée et l'arrangement conclu.

Pour M. de Redern et sa sœur, qui ne faisaient qu'une tête, leur part fut de 130,000 francs de rente en biens fonds.

C'est environ six ans plus tard que cet étranger, sortant *tout*

cousu d'or d'opérations véreuses, arrivait au milieu de vous, Messieurs, et s'établissait dans le château de Flers, le centre de votre histoire.

Il l'avait acquis de ses légitimes possesseurs avec ses dépendances. Acte avait été passé le 27 janvier 1806, en l'étude de M^r Robes, notaire à Paris, pour prix et somme de un million cent trois mille francs.

Quoique l'acquéreur fût le fils d'une lignée qui tient sa place en Allemagne, il y avait là cependant rupture dans la chaîne des grands noms, la plupart de notre province, qui, à partir du XII^e siècle, s'était continuée parmi vous.

Les Foulques avaient été les premiers à inaugurer la Seigneurie de Flers ; les d'Harcourt leur succédèrent avec le titre de barons. Après eux viennent les Grosparmy, dont l'illustration principale est un homme d'église, Raoul de Grosparmy, évêque d'Évreux, ami de Louis IX, qui assistait à son sacre et qu'il accompagna dans son dernier voyage en Normandie ; ami du Pape Urbain IV qui le créa cardinal, ami et conseiller d'Alexandre IV qui écrivait à Saint-Louis de donner aux paroles de Raoul de Grosparmy la même créance qu'aux siennes propres.

Les Pellevé, dont le nom et les actes datent de la conquête d'Angleterre (1066), sont une race vaillante. Là où ils combattent, ils triomphent ou meurent. Les deux personnages les plus en renom parmi les Pellevé sont Henri, baron de Flers, dévoué aux derniers Valois et, après eux, à Henri de Béarn qu'il aide à reconquérir son royaume, tandis que son cousin, le cardinal de Pellevé, est le tenant passionné de la Ligue (1). Son portrait, l'un des plus remarquables du château de Flers, très riche en tableaux, semble respirer encore le feu sombre de la lutte.

Le dernier Pellevé meurt en 1736. Son héritage et ses titres passent avec Antoinette-Jourdain de Pellevé aux mains de la branche cadette des La Motte-Ango qui, parmi les vicissitudes du XVIII^e siècle et la catastrophe qui le termine, restent fidèles aux traditions chevaleresques de leurs ancêtres.

Les dépendances de la terre de Flers étaient considérables.

(1) De semblables divisions, dans les familles et même entre gens d'Église, sont fréquentes à cette époque, comme on le voit, dans la parenté de Madame de Chantal, et entre l'évêque de Séez, Louis du Moulinet, qui était pour le Roi, et son Chapitre qui tenait pour la Ligue.

La plus importante, par ses souvenirs, était Messei, une baronnie remontant à Rollon, ayant compté parmi ses seigneurs, au *xiv^e* siècle, un maréchal de France et un compagnon d'armes de Duguesclin. La Lande brillait de la gloire de ses Patry. La Ferrière, Dompierre, Le Châtelier, Saint-Clair-de-Halouze avaient leurs verreries, leurs forges, leurs étangs, leurs gisements de minerais, leurs forêts dont les coupes fournissaient annuellement le charbon alors communément employé pour la fabrication du fer. La grande forge de Varennes dominait sur les centres métallurgiques de la contrée.

Des champs, des prairies, des plans de poiriers et de pommiers, groupés autour des métairies, formaient des fermes où toute une population s'appliquait à la culture. Nombre de ces propriétés appartenaient à la terre de Flers.

Cet apanage se dessinait comme une riche ceinture autour du château et l'on aurait pu faire revivre, en l'honneur du châtelain, le dicton appliqué autrefois à l'une de nos abbayes normandes (1) :

De quel côté que le vent vente
M. de Redern a des rentes.

Il vint un moment où ces rentes ne suffirent ni aux entreprises industrielles, ni à une opération commerciale tentée en Amérique par M. de Redern, ni à la tenue somptueuse du château, ni au jeu, paraît-il. La châtelaine, Henriette de Montpezat (2), aurait un jour risqué, dans une partie, une importante propriété sise en la paroisse de Saint-Georges-des-Groseilliers, la ferme du Moulin-Delaunay (3).

Ce fait (ou cette légende) s'est conservé, grâce à un groupe de vénérables dames du *vieux Flers* qui se réunissaient et se permettaient le délassement d'un jeu sage et modéré. Avant d'engager la partie, souvent elles se demandaient : — Qu'allons-nous jouer ? La réponse était invariable : « Jouons le Moulin-Delaunay, comme Madame de Redern ».

(1) L'abbaye du Bec.

(2) Marie-Henriette-Charlotte - Espérance - Claire - Gaspardine - Tremolet-Bucelly de Montpezat a publié quelques poésies et des brochures politiques. Elle tenait à ses prérogatives de châtelaine et le curé lui offrait l'eau bénite, comme au temps des anciens seigneurs. Elle descendait des comtes de Toulouse.

(3) Elle était louée onze cents livres.

Les travaux et entreprises de M. de Redern pendant les douze années qu'il passa dans le département de l'Orne, sont ainsi résumés, par M. le comte Hector de la Ferrière, dans son *Histoire de Flers* :

« En possession de la plus belle terre de la Basse-Normandie, Redern s'y occupa d'abord d'agriculture.... Lui aussi, à son heure, eut l'idée d'une ferme-modèle. Il retint dans ce but la terre de la *Chevalerie* qui dépendait de sa forge de Varennes et y fit construire, sur un nouveau plan, une maison d'habitation qu'il entourait d'une cour fermée (1). Trouvant l'assolement de la contrée vicieux, il déclara la guerre aux genêts et essaya de supprimer la jachère et d'introduire la culture du trèfle et de l'avoine à grappe. Il projetait la culture des plantes légumineuses pour la nourriture des bestiaux. Plus tard, il abandonna ces essais agricoles pour prendre un intérêt dans une fabrique de produits chimiques, à Choisy, et pour se jeter dans de grandes spéculations sur les fers dont il voulut un instant avoir le monopole dans le bocage normand ; mais une ligue des autres maîtres de forges se forma contre lui et cette vaste spéculation ne fut que l'occasion de pertes considérables.

« Il ne fut pas plus heureux dans le projet plus aventureux encore et que Saint-Simon n'aurait pas désavoué, de fonder au Kentucky un établissement agricole et d'y défricher une immense étendue de terres incultes (2). »

Aux souffrances que lui causaient les pertes essayées dans ces entreprises, le comte de Redern, en 1815, vit s'ajouter le déboire d'un échec électoral (3). Il pensa dès lors à quitter Flers. Le maire, M. Dumesnil, le pressait de rester, l'assurant que, en déboisant son vaste domaine, il couvrirait ses arrières. Ce fut en vain. Il donna l'ordre de vendre et se retira (1818).

Saint-Simon, de son côté, avait vu s'évanouir toutes ses espé-

(1) Cette maison et la terre de la *Chevalerie*, avec l'enceinte et les restes de la Forge de Varennes, appartiennent aujourd'hui à la famille Niaux-Cabrol.

(2) Ses relations avec l'Amérique lui permirent de faire venir de la Virginie des arbres dont plusieurs se voient encore dans le parc de Flers. Le tulipier du rond-point du bois de Messei a été également planté par M. de Redern.

(3) M. de Redern avait été naturalisé français par décret du 2 juin 1811.

rances. Les débris de sa fortune, dit l'allemand Stemmer, ne suffirent pas pour fonder un nouveau règne de béatitude sur les *ruines de l'Église catholique*. Pauvre et abandonné de ses disciples, il tomba dans le découragement et attenta à ses jours.

Béranger, qui, pourtant, aimait Saint-Simon, a dit de lui, non sans une pointe d'ironie :

« J'ai vu Saint-Simon le prophète
Riche d'abord, puis endetté,
Qui, des fondements jusqu'au faite,
Refaisait la société.
Plein de son œuvre commencée,
Vieux, pour elle il tendit la main,
Sûr qu'il embrassait la pensée
Qui doit sauver le genre humain. »

J. ROMBAULT.

COLONS BAS-NORMANDS

ET

CRÉOLES DE SAINT-DOMINGUE

La part que les Normands ont prise à la découverte et à la conquête du vaste empire colonial que nous avons possédé en Amérique est connue de tous. La Basse-Normandie elle-même, avec le Perche, a fourni au Canada, à la Louisiane et aux Antilles un contingent remarquable d'émigrants. C'est ainsi que parmi les douze associés au traité pour l'établissement d'une colonie française au Canada, en janvier 1629, anoblis à la demande de Richelieu qui en était le promoteur, nous en trouvons deux de Mortain, deux de Saint-Lô, un de Carentan, un de Cirfontaine et un de Saint-Mars-d'Égrenne, plus Pierre de Fontaine, sieur de Neuilly, anobli comme étant un des officiers de la nouvelle colonie (1).

Notre confrère M. Murie, conservateur de la Bibliothèque et du Musée de Flers, nous a appris qu'au commencement du règne de Louis XV, Étienne de Véniard, sieur de Bourgmont, s'était établi sur le territoire du Missouri et de l'Arkansas et y

(1) LEBEURIER. *État des nobles en Normandie, de 1545 à 1661*, publié dans l'*Annuaire de l'Eure*, 1866, n° 608, 654, 655, 670, 673, 685, 701, 707 (Lettre d'an. d'André Pontault, sieur de la Motte-Vesleue, demeurant en la paroisse de Saint-Mars-d'Égraine, vicomté de Doufront, l'un des associés au traité de Canada, en conséquence de l'édit vérifié le 14 décembre 1630), 716.

avait construit, par ordre du roi, un fort dont il avait été nommé commandant. Rentré en France en 1728, il ramena avec lui une jeune fille de la tribu des Padocal qui lui avait été remise comme prisonnière, la fit instruire et la fit baptiser en l'église de Cerisy-Belle-Étoile. Cette jeune fille à laquelle on avait donné un nom tiré de celui de sa tribu, Padocamy, reçut au baptême les prénoms d'Angélique-Hyacinthe, parce qu'elle eut pour marraine Marie-Angélique de la Chaise, comtesse de Flers, et pour parrain Louis-Hyacinthe de Pellevé, comte de Flers. Le baptême d'une jeune Américaine dans l'église d'une humble paroisse de la Basse-Normandie, est par lui-même un fait curieux. De plus, comme l'a fait remarquer M. Siméon Luce, en rendant compte au Comité des travaux historiques de l'intéressante communication de M. Murie (1), ces rapports entre les Français du XVIII^e siècle et les tribus sauvages de l'Amérique prouvent évidemment que l'histoire des Natchez n'a pas été créée de toutes pièces, mais que Châteaubriand, en la composant, a pu s'inspirer des souvenirs locaux.

Après que les Anglais nous eurent enlevé nos belles colonies de l'Amérique du Nord, le Canada et la Louisiane qui formaient un immense triangle de 800 lieues de côté, le flot de nos émigrants se porta avec plus de force sur Saint-Domingue. Cette île fertile, admirablement cultivée, était parvenue, au moment de la Révolution, au plus haut degré de prospérité. Le chiffre de ses exportations et des impôts qu'elle payait à la métropole était considérable. Raynal, Necker, Barbé-Marbois sont unanimes sur ce point. Cette colonie se suffisait à elle-même et, au moyen de ses propres ressources, pourvoyait à toutes les dépenses d'administration, ouvertures de grandes routes, constructions de ponts, d'aqueducs, de quais, de calles, d'édifices publics, distribution d'eau, canaux, etc. Nos colons, raffinant eux-mêmes le sucre qu'ils y récoltaient, jouissaient ainsi du triple bénéfice de la culture, de la main-d'œuvre et de l'exportation. De plus, au retour, les navires revenaient chargés de marchandises de France, par exemple de toiles de Mortagne fabriquées spécialement pour les Antilles.

(1) *Bulletin historique et philologique du Comité des travaux historiques et scientifiques*, année 1888. — *Journal de Tinchebray*, n^o 4, 5, 6, année 1889.

La Normandie, en particulier, en tira les plus grands avantages. Parmi les négociants de nos ports, avoir touché Saint-Domingue était une expression proverbiale, pour dire être sur le chemin de la fortune. Le Havre dut à ce commerce le haut degré de prospérité où il était arrivé sous le règne de Louis XVI ; Honfleur ne s'est jamais relevé du désastre que lui causa la perte de cette colonie et des centaines de familles de la Basse, aussi bien que de la Haute-Normandie, ont vu s'y engloutir leurs espérances de fortune (1).

I

Deux familles, l'une originaire de Saint-Martin-de-Landelles et d'Avranches, l'autre de Landigou, près de Flers, ont pris à la colonisation de Saint-Domingue une part qui mérite d'autant mieux de revivre dans nos souvenirs qu'un des leurs, échappé en 1793 au massacre des siens, a payé largement sa dette à la mère patrie, après avoir occupé, au service de la France, des postes éminents, et qu'il est mort parmi nous, entouré du respect et de l'estime de tous.

En 1762, juste au moment où nous perdions le Canada, Charles-Bon Martin des Pallières, avocat en Parlement, avait obtenu une commission de conseiller du roi, greffier en chef du Conseil supérieur du Cap-Français, à Saint-Domingue. Il était fils de Julien Martin, sieur des Pallières, en son vivant, receveur des aides à Avranches, originaire de Saint-Martin-de-Landelles. Mais après la mort de son mari, M^{me} des Pallières s'était retirée à Tinchebray avec deux de ses filles et son plus jeune fils qui n'avait pas encore achevé ses études. Le revenu du petit fief de Landelles et d'un autre morceau de terre, auquel s'ajoutait le maigre produit d'un débit de tabac qu'elle tenait à Tinchebray, composait toutes ses ressources. Une de ses filles ²⁾ avait cependant fait un heureux mariage en épousant M^e Marin Guérin, avocat au bailliage de Falaise, originaire de Landigou, qui, en 1756, de société avec son frère Charles, avait acheté du mar-

(1) Ch. BRÉARD. *Notes sur Saint-Domingue tirées des papiers d'un armateur du Havre*, publiées dans le *Bulletin de la Société normande de géographie*, 1892, p. 168-188.

2 Marie-Marguerite Martin des Pallières.

quis de Belbœuf la terre des Bourdaines, en la paroisse de la Selle-la-Forge.

Quelles circonstances particulières avaient influé sur la nomination de Charles Bon, au poste lointain qu'il allait occuper ? Nous l'ignorons. Il est permis de supposer, toutefois, que l'appui et les conseils de M. de Brécey (1), son parent et ami dévoué, fixé à la Rochelle par un riche mariage, n'y furent pas étrangers.

Cette nomination, en tout cas, paraît avoir été un véritable événement pour les deux familles dont nous nous occupons (2). Dans l'une comme dans l'autre, les enfants étaient nombreux, mais la vertu et le travail étaient chez elles un patrimoine héréditaire qui leur valait l'estime et la considération de tous les honnêtes gens, aussi bien de ceux de la noblesse comme de ceux de la bourgeoisie. Elles appartenaient à cette classe qui, placée entre la noblesse militaire et rurale et la bourgeoisie commerçante, a souvent servi de lien et d'intermédiaire entre elles. Dans notre pays du Bocage, la haine des classes n'existait pas. Elle n'apparaît pas, quoi qu'on en ait dit, dans nos Cahiers de 1789, et le mouvement d'évolution sociale qui s'est produit chez nous au XVIII^e siècle et que M. Taine n'a pas vu, a été mis en pleine lumière par le livre du P. Bernier, sur le *Tiers-État rural*. Les publications du comte de la Ferrière, du comte de Contades, de Jules Tirard, de M. l'abbé Dumaine, de M. Surville et de M. Gourdel nous fournissent en outre de nombreux

(1) Cosme-Joseph de Brécey, écuyer, ancien capitaine d'infanterie, chevalier de Saint-Louis, né à Avranches en 1726, avait épousé à la Rochelle, le 2 septembre 1771, Anne-Agathe Seignette. De ce mariage était née, à la Rochelle, le 12 juillet 1772, Louise-Josèphe de Brécey, décédée le 6 août 1833. M. de Richemont, archiviste de la Charente-Inférieure, à l'obligeance duquel nous devons ces renseignements, donne comme armoiries à cette branche de la famille de Brécey, d'après le baron de la Monnerie : *de gueules, à deux badelaires d'argent placés en sautoir*. Ce sont aussi les armes indiquées par Guy Chamillard, intendant de Caen, dans sa *Recherche de la noblesse* (p. 753). — Des renseignements très positifs sur cette famille m'ont aussi été fournis par M. Alfred de Tesson, auteur d'une notice sur *La Cloche de la Sémondière*, dans laquelle il est fait mention des Brécey, anciens possesseurs de la Sémondière en Brécey.

(2) Les projets relatifs aux moyens de favoriser l'établissement des Français aux colonies étaient à l'ordre du jour. *L'Année littéraire*, de Fréron, en publia plusieurs. Un des correspondants de ce journal insistait sur les avantages que présentait l'émigration aux colonies des cadets des familles nombreuses que l'on mettait en religion, souvent sans consulter leur vocation (*Année littéraire*, 1757, t. II, p. 168-171).

documents à l'appui de cette thèse, désormais acquise à notre histoire.

La charge dont avait été pourvu Charles Bon était fort importante.

Deux Conseils supérieurs avaient été établis à Saint-Domingue : à Port-au-Prince et au Cap-Français. Ces deux cours avaient dans leurs attributions le jugement, en dernier ressort, des appels des sentences rendues par les tribunaux subalternes et l'enregistrement des ordonnances relatives à la colonie. Le Conseil supérieur de Port-au-Prince avait été créé par édit du mois d'août 1685, celui du Cap par édit du 8 juin 1761. Le ressort de cette dernière cour s'étendait sur les juridictions et amirautés du Cap, du Fort-Dauphin et du Port-de-Paix. Elle représentait autrefois la colonie, et c'est en cette qualité que les conseillers siégeaient l'épée au côté. La noblesse au second degré leur fut accordée, par édit du mois de mars 1766. C'est alors seulement qu'ils prirent l'habit noir et long. Les questions administratives et les affaires domaniales, telles que tout ce qui regardait les concessions et les réunions de domaines, les distributions d'eau pour l'irrigation des terres, les servitudes, les chemins publics, les ponts, les aqueducs, les barques, les passages des rivières, la chasse et la pêche étaient de leur compétence. Ils étaient tenus de se conformer, dans leurs jugements et dans leurs actes, aux ordonnances du royaume et à la coutume de Paris. En 1766, le nombre des membres du Conseil supérieur du Cap fut porté à douze et le chiffre de leur traitement élevé à 12,000 l., plus 1,500 l. d'indemnité de loyer. Les greffiers en chef de ces Cours jouissaient de la plupart des prérogatives des conseillers. Comme eux, ils obtenaient l'honorariat et la noblesse, et autrefois, dans leurs commissions, on leur donnait le titre de secrétaire du Roi et du Conseil du Cap. Ils avaient sous leurs ordres trois greffiers-commis.

Le Conseil supérieur du Cap avait eu d'abord son siège dans la rue du Conseil, située au-dessus de la rue Saint-Dominique. En 1768, cette cour obtint, pour sa résidence, un bâtiment construit sur le terrain acheté des créanciers des Jésuites. Les Conseillers en corps en prirent possession le 7 janvier 1773. Ce palais s'appelait le Gouvernement (1).

(1) Moreau de Saint-Méry, *Lois et constitutions des colonies françaises de*

Au mois de mai 1762, il fut pourvu à la fois au remplacement des greffiers des deux Conseils supérieurs de Saint-Domingue et des greffiers des juridictions subalternes du Cap et de Saint-Louis. Ces nominations furent notifiées à MM. Bory et de Clugny, par une lettre du ministre, en date du 16 mai 1762 :

« A Versailles, le 16 mai 1762.

« Le Roy ayant été informé, Messieurs, de la mort du sieur Danjou de Parret, greffier du Conseil supérieur du Port-au-Prince, Sa Majesté a nommé, à sa place, le sieur de Saint-Vast qui est passé, en 1759, à Saint-Domingue, avec l'assurance d'y être placé à la première occasion.

« Sa Majesté a également disposé de la place de greffier du Conseil supérieur du Cap, que le sieur du Hameau n'est plus en état de remplir depuis plusieurs années ; elle y a nommé le sieur Bon Martin des Pallières, avocat en Parlement.

« Le sieur de Cury, greffier de la juridiction du Cap, étant également décédé, cette place a été donnée au sieur la Roque, greffier de Saint-Louis, auquel elle était promise depuis longtemps, et le sieur la Roque a été remplacé, dans le greffe de Saint-Louis, par le sieur de la Vie, ci-devant trésorier des Invalides à Saint-Domingue.

« Je vous envoie les provisions des sieurs de Saint-Vast, la Roque et Blanchard. Le sieur des Pallières, qui est icy, sera porteur des siennes. Je vous préviens qu'en même temps que Sa Majesté a disposé de ces places, elle a bien voulu accorder une pension annuelle de 1,500 livres, sur le greffe du Conseil supérieur du Cap, à M^{me} de Beausire, lectrice de la Reine, dont le mary, qui avoit été envoyé à Saint-Domingue et avoit expectative d'une place de greffier, est mort et l'a laissée dans une situation fâcheuse (1).

L'Amérique sous le Vent, Paris, 1784-1790, 6 volumes in-4°. *Description de la partie française de Saint-Domingue*. Philadelphie, 1797-1798, 2 vol. in-4°.

Denisart, *Collection de jurisprudence* t. v. Au mot Conseils supérieurs des colonies françaises. — Guyot, *Répertoire universel et raisonné de Jurisprudence*, t. xii, p. 136, au mot Colonies.

Dalloz, *Jurisprudence générale*, t. xxxiv, 11^e partie, p. 1261. Organisation des colonies, section iv. Des anciens colons de Saint-Domingue, n° 909.

(1) On sait que la demoiselle Leguay d'Olive, qui joua le principal rôle dans l'affaire du collier de la Reine, épousa un sieur de Beausire, son ancien amant. Mais on ignore si ce dernier, qui fut un des dénonciateurs de la prétendue conspiration des prisons, descendait de la lectrice de la reine. (V. Émile Campardon, *Marie-Antoinette et le Procès du Collier*, p. 165).

Les nominations à titre d'expectative et les pensions, en survivance, étaient d'un usage fréquent. C'est ainsi que M. de Saint-Wast, nommé en 1762, en même temps que M. des Pallières, greffier du Conseil supérieur de Port-au-Prince était passé à Saint-Domingue en 1759, sur la promesse donnée, aux instances du duc d'Orléans, d'être nommé à la première vacance.

Quel était ce sieur de Saint-Wast, était-il parent d'Olivier de Saint-Wast, l'auteur du *Commentaire sur les coutumes du Maine et d'Anjou*, avocat au bailliage d'Alençon ? Nous l'ignorons.

« Sa Majesté a également accordé à la veuve du sieur de Cury et aux trois filles qu'il a laissées en France, une pension annuelle de 1,000 livres pour chacune.

« Ces trois différentes pensions doivent être payées, argent des isles, et à Saint-Domingue, aux fondés de procuration des dites pensionnaires leur vie durant » (1).

M. des Pallières, porteur de sa commission, qu'il devait présenter lui-même au gouverneur de Saint-Domingue à son arrivée, prit avant de partir pour ce lointain voyage les dispositions les plus sages pour assurer le sort de sa mère et celui de ses sœurs et de son frère, non encore établis. Cet acte daté de Paris, le 26 septembre 1762, contient des preuves touchantes des liens de solidarité et d'affection qui, alors, ne faisaient qu'un seul corps des membres d'une même famille. Le nouveau greffier du Cap, après avoir assuré une modique pension à sa mère et à ses jeunes sœurs, leur donna quelques conseils judicieux. « Je pense, dit-il, que le débit de tabac que ma mère fait à Tinchébray ne vaut pas la peine qu'il donne ; c'est être gratis le valet du public..... Je ne presserai point ma mère de s'en défaire, tant qu'elle voudra rester à Tinchébray, mais si par la suite elle prenait le parti d'aller demeurer ailleurs, je la prie de ne pas le continuer. Comme mon intention est que mon jeune frère continue absolument ses études, je pense que ma mère feroit bien d'aller s'établir soit à Avranches, à Coutances ou dans quelque autre ville où il fasse bon vivre et où il y ait un collège » (2).

A l'époque même de la nomination du greffier en chef du Conseil supérieur du Cap, Jacques Martin des Pallières, son frère aîné, s'était établi à Saint-Domingue comme colon, mais était mort au bout de quelques années, laissant un fils unique, Georges-Bernard Martin des Pallières, dont Charles-Bon fut le parrain. En même temps, Nicolas Guérin, prêtre, beau-frère de M^{me} Guérin, née des Pallières, s'étant également fixé à Saint-Domingue, avait été nommé curé de la paroisse de St-Michel, au

(1) Ministère des Colonies. Archives B., 114, p. 22, et B. 111. Iles-sous-le-Vent. Table des dépêches et ordres du roi : « Le sieur de Saint-Wast, avocat, est destiné à un greffe à Saint-Domingue, lorsqu'il s'en présentera. Recommandé à l'Amirauté par M. le duc d'Orléans ».

« Le sieur de Saint-Amand est destiné à la place de greffier au Cap dès qu'elle viendra à vaquer ». Mars 1760.

(2) V. Pièces justificatives, n° 1.

quartier de Plaisance, dépendance du Cap (1), et y était devenu propriétaire d'une exploitation d'une étendue de 33 carreaux, dont 27 plantés en bois, estimés 727 livres le carreau, où il établit une caféière. L'habitation se composait, en outre, de trois carreaux de glaciis, d'une grande case, d'une case à café, d'une case à nègres, d'un colombier, d'un moulin à piler avec son caveau en maçonnerie. Par acte du 27 février 1771, Nicolas Guérin céda la moitié de cette propriété à Charles-Bon. Il mourut quelque temps après, et la famille Guérin ayant hérité de la moitié qui lui revenait, Charles Bon fut chargé de la faire valoir. Ce dernier revendit sa part à sa belle-sœur, veuve de Jacques Martin, par acte du 6 décembre 1773, pour le prix de 11,898 l. Enfin, par bail du 12 mars 1779, il donna à ferme, à la même dame, la part appartenant aux héritiers Guérin, en vertu de leur procuration, à la charge de lui livrer annuellement huit milliers de café.

Le mouvement vers Saint-Domingue, provoqué par Charles-Bon ne s'arrêta pas là. Vers la même époque, nous voyons Charles-Jean-Marin, fils de Charles et neveu de Nicolas Guérin, partir de Landigou pour aller, à son tour, chercher fortune au quartier de Plaisance.

Suivant acte reçu par Louis-Julien Hue, notaire à Flers, le 9 mai 1786, il fut chargé par les héritiers du curé de St-Michel de Plaisance de les représenter dans la liquidation de société entre la veuve de Jacques Martin des Pallières, remariée à Pierre des Mortiers, et le sieur Georges-Bernard Martin des Pallières, son fils. Une transaction eut lieu, en conséquence, et fut passée devant Rivery et Lack, notaires au Cap, le 11 décembre 1787.

De l'estimation faite par les experts, il résulte que la propriété représentait alors une valeur de 37,816 livres, et que la portion, revenant aux héritiers Guérin, fut évaluée à 18,908 livres, plus pour l'augmentation des négrillons pendant le cours du bail, 3,000 livres et pour six grands nègres, estimés sur le pied de 1,900 livres, total 23,808 livres. Dans ce compte, les 8 milliers de café produits par la moitié de l'exploitation, aux termes du bail de 1779, sont estimés seulement à raison de 15 sols la livre ; l'augmentation des négrillons, nés pendant le cours du bail, à 3,000 livres.

(1) Le P. Bernier, dans sa *Notice sur la vie du très révérend Père Dural, religieux de Sainte-Marie de Tinchebray* (p. 2) a fait allusion à ce fait qu'il ne connaissait d'ailleurs que d'après des renseignements insuffisants.

Tout porte à croire que plusieurs de ces malheureux colons périrent dans les massacres de la population française organisés par les Amis des Noirs ou dans l'incendie et le pillage du Cap, le 21 juin 1793, qui nous coûta plusieurs centaines de millions (1). Charles - Jean Marin Guérin survécut à cette catastrophe, et l'on voit par un certificat qui lui fut délivré par le maire de la Selle-la-Forge, le 14 février 1815, qu'il était alors domicilié dans cette commune et propriétaire à Saint-Domingue, mais sans aucuns biens en France. Il présenta alors au ministre de la marine, de concert avec les autres héritiers de Nicolas Guérin, à titre de colons réfugiés de Saint-Domingue, une demande d'indemnité qui ne fut accueillie que plus tard, après le traité conclu avec le gouvernement d'Haiti et dont la quotité fut des plus minimes.

Quant à l'aîné de la famille, M^r Marin Guérin, avocat, il était mort sur sa terre de la Selle-la-Forge, en 1786. Son fils aîné était alors chirurgien de la marine royale à Brest; son autre fils Marin Guérin suivit la même carrière et fut reçu chirurgien à l'hôpital maritime de Brest.

II

Le greffier en chef du Conseil supérieur du Cap, homme vraiment remarquable, est le seul de sa famille auquel la fortune ait complètement souri. Les émoluments de sa place et un mariage avec une riche veuve, probablement de la Rochelle, lui permirent d'acquérir diverses propriétés à Saint-Domingue et dans les marais de la Vendée où il possédait les *Cabanes* (2) du Petit-Clou et de la Chaussée, dans les marais de Weik et de Baie. Une preuve des excellents rapports qu'il entretenait avec la famille de sa femme, c'est que sa belle-fille, née du premier mariage de celle-ci, ayant épousé à Saint-Domingue M. Prieur, il consentit à être le parrain de son enfant, Bernardine Prieur.

(1) Ch. Bréard. Ibid., p. 179.

(2) *Cabane*, métairie située dans les marais du Bas-Poitou et de la Vendée. Au commencement de ce siècle, il n'y avait que des *cabanes* et des huttes dans ces marais qui ne produisaient que des *rouches*, des joncs, des *pavias* et de mauvais fourrages.

(L. Favre, *Glossaire du Poitou*).

La naissance d'un fils, Bernard-Charles-Élisabeth Martin des Pallières, le 8 octobre 1767, réalisa les espérances les plus chères qu'il eût formées en allant s'établir à Saint-Domingue. Mais dès que l'enfant fut en état de supporter le voyage, il s'empressa de l'emmener en France et de le confier à l'une des demoiselles des Pallières, ses jeunes sœurs, qui continuait à habiter à Tinchebray.

En 1777, il fit un nouveau voyage en France et, au mois de mai de cette année, il fut, à la Rochelle, parrain d'un fils de M. de Brécey. S'étant ensuite rendu à Paris, il prit des dispositions pour assurer l'éducation et l'avenir de son fils. A cet effet, il était descendu rue Saint-Jacques du Haut-Pas, habitée surtout par les écoliers, et avait fait choix, pour lui, d'un précepteur. Le 20 avril 1777, il fit dresser par les notaires du Châtelet, en faveur de sa sœur dévouée qui, jusqu'alors, s'était chargée de son fils, un acte de donation ainsi conçu :

« Voulant donner à demoiselle Françoise-Catherine Martin des Pallières (1), sa sœur, fille majeure, demeurant ordinairement à Tinchebray, en Basse-Normandie, une foible marque de sa reconnaissance des soins aussy tendres qu'essentiels, affectueux et étendus qu'elle n'a cessé d'avoir et de prendre du sieur Bernard-Charles-Élisabeth Martin des Pallières, son neveu et fils dudit sieur des Pallières, comparant depuis son enfance jusqu'à ce jour, tant pour sa santé que pour son éducation, par ces présentes, fait donation entre vifs, irrévocable.... de quatre cents livres de rente viagère non remboursable ».

Charles-Bon avait chargé l'abbé Pilleau de diriger l'éducation de son fils, jusqu'à ce qu'il eût achevé complètement ses études. Il passa l'hiver à Paris (2) et se rendit, au printemps, à la

(1) Le 26 octobre 1764, demoiselle Françoise-Martin des Pallières demeurant en la paroisse de Notre-Dame de Tinchebray, fut marraine de Marie-Marguerite-Françoise Guérin, sa nièce, née de la veille, fille de M^r Marin Guérin, avocat, demeurant aux Bourdaines, et de dame Marie-Marguerite Martin des Pallières son épouse. Le parrain fut M^r Nicolas Guérin, prêtre, vicaire de Ronfeugeray.

(2) Le 15 novembre 1777, Charles-Bon écrivit de Paris à sa sœur Françoise-Marguerite-Catherine, demeurant à Tinchebray, pour déclarer que quoique dans l'acte de donation du 25 avril précédent, il l'eût désigné sous les prénoms de Françoise-Catherine, c'est bien en sa faveur qu'il avait entendu constituer une rente de 400 livres.

Françoise-Marguerite-Catherine Martin des Pallières avait été baptisée à Saint-Pierre de Coutances, le 12 septembre 1740.

Rochelle, où il fit son testament, dans lequel il prit toutes les précautions que la prudence peut dicter pour conserver sa fortune à son fils. Il n'oublia d'ailleurs ni les pauvres de Saint-Gervais d'Avranches, sa paroisse natale, ni les Capucins de la même ville, ni la maison de la Providence du Cap, ni sa mère (1), ni sa jeune sœur d'Avranches, M^{me} des Péréelles, ni son neveu de Saint-Domingue. A sa sœur, épouse de M^e Marin Guérin, de la Selle-la-Forge, il donna, par substitution, ainsi qu'à ses enfants, les quatre sixièmes des biens fonds revenant à son fils de sa succession, dans le cas où celui-ci viendrait à décéder avant sa mère sans enfants ; à Bernardine Prieur, sa filleule, un autre sixième. A Charles-Cosme-Joseph de Brécey (2), son filleul, il donna et substitua, au cas susdit, le sixième restant de ses biens ; à Louise-Josèphe de Brécey, sœur aînée du précédent, née à la Rochelle, le 12 juillet 1772, son armoire et les effets restant de son ménage qu'il avait laissés chez le chevalier de Brécey, son père, à la Rochelle, ainsi que les madriers d'acajou qu'il avait en dépôt chez M. de Marty, directeur des vivres de la Marine en la même ville ; à M. d'Averton, son filleul, élève de l'Ecole militaire à Paris, fils de M. d'Averton, chevalier de Saint-Louis, ancien major au régiment des volontaires du Hainaut, une pension viagère de 200 livres substituée en cas de décès à M^{me} d'Averton, sa sœur. Dans le même acte, il déclare qu'il a fait de grands sacrifices pour l'éducation et pour l'établissement de son jeune frère et de deux autres de ses frères et qu'il en a été très mal récompensé. Il désigna M. de Brécey pour son exécuteur testamentaire. Cet acte remarquable, tout entier de la main du testateur, est daté de la Rochelle, le 24 avril 1778 (3).

Après un nouveau séjour de près de six années à Saint-Domingue, M. des Pallières revint à Avranches avec son nègre Michel et y mourut au mois d'avril 1784, chez sa mère.

M^{me} des Pallières, sa femme, était restée à Saint-Domingue, pour y surveiller l'administration des biens qu'elle y possédait, en communauté avec son mari. La fortune personnelle de ce der-

(1) Marguerite-Françoise Cousin, veuve de Julien Martin des Pallières, décédée à Avranches, au commencement de l'an VI.

(2) Ch -C.-J. de Brécey, chevalier, est mort à la Rochelle en 1803.

(3) V. Pièces justificatives, n° 2.

nier consistait comme on l'a vu en deux cabanes et en capitaux, montant à 300,000 livres, placés chez un négociant de Bordeaux.

III

Bernard-Charles-Élisabeth avait pu assister aux derniers moments de son père et recueillir les sages instructions qu'il lui donna à son lit de mort. C'est par ses conseils qu'il retourna au Cap-Français. Il fut émancipé d'âge les 23 août et 20 septembre 1784, et obtint, quoiqu'à peine âgé de dix-huit ans, la faveur de lui succéder dans la charge de greffier en chef du Conseil supérieur.

Doué des facultés les plus brillantes et de cette conception vive, de cette sensibilité exquise que développe chez les créoles le soleil des tropiques, admis dans les meilleures familles du pays, M. des Pallières, loin de consumer ses belles années dans la dissipation et dans l'oisiveté, mit à profit les loisirs que lui laissaient ses fonctions pour perfectionner ses talents, particulièrement pour la musique et pour la peinture. L'avenir le plus riant s'ouvrait devant lui lorsque la Révolution, en portant la désolation à Saint-Domingue, vint ruiner ses espérances et celles de sa famille.

Il fit partie de l'Assemblée coloniale en 1791, mais l'insurrection des noirs qui mit Saint-Domingue à feu et à sang ayant alors éclaté, il prit l'épée et remplit les fonctions d'aide de camp auprès du lieutenant général, Marie-Joseph de Rochambeau, qui avait été nommé, en 1792, au commandement des Hes-sous-le-Vent, à la place de M. de Béhague, qui refusait de reconnaître l'autorité de l'Assemblée nationale. Après avoir eu raison de cette insurrection, fomentée de longue main par la Société des Amis des noirs, excitée par l'Angleterre et d'autant plus terrible qu'elle s'était faite au cri de : Vive le roi ! (1) Rochambeau réussit

(1) Ph.-A. de Lattre, *Campagnes des Français à Saint-Domingue et réutations des reproches faits au capitaine-général Rochambeau*, Paris, Locard, an XIII, p. 41 et suiv. Tout le monde sait que le nègre Toussaint, dit *Louverture*, avait écrit aux commissaires de la république : « Nous ne pouvons nous conformer à la volonté de la nation, attendu que depuis que le monde existe nous n'avons exécuté que celle d'un Roi. » On sait aussi que s'étant rendu aux Gonaïves, il assista à une messe solennelle, puis monta à l'autel et prenant l'image du crucifié dit aux nègres assemblés : *Zote coné bon Gou*,

non moins heureusement à rétablir l'autorité de la métropole à la Martinique, au commencement de 1793. Mais bientôt, l'année suivante, attaqué par les Anglais avec des forces très supérieures aux nôtres, il fut contraint de capituler après un siège de quarante-neuf jours, le 22 mars 1794. Il dut alors s'embarquer pour Philadelphie avec les trois cents hommes qui lui restaient, tant sains que malades ou blessés (1).

C'est un honneur, pour M. des Pallières, d'avoir eu sa part des actions glorieuses, des épreuves et des infortunes du lieutenant général de Rochambeau. Mais une âme moins fortement trempée, un cœur moins attaché à la France eussent pu alors être ébranlés. Chassé de ses foyers par l'insurrection victorieuse, il pouvait espérer retrouver une nouvelle patrie sur ce sol américain, naguère affranchi du joug de l'Angleterre par les nobles compagnons du jeune La Fayette et du vieux Rochambeau, frère de son général. Il n'en fut rien, et il lui fallut subir jusqu'au bout l'injustice du sort. Colon, il avait vu ses habitations incendiées ; homme de robe, il avait dû prendre l'épée et combattre sous les drapeaux de la République pour ne pas se séparer de la métropole ; Français, sa qualité de noble devait lui faire redouter l'entrée de la France, dans un temps où les noms d'aristocrate et de suspect étaient synonymes. Quelques études de peinture et les leçons de musiques et de français qu'il donnait à New-York furent alors son unique consolation et sa seule ressource. C'était le temps où Moreau de Saint-Méry, ci-devant conseiller au Conseil supérieur du Cap, chargé par Louis XVI de former une collection de documents pour servir à l'histoire et à la description des Antilles françaises qu'il a publiée, appelé plus tard au Conseil d'État par Napoléon, était également à New-York dans

cé li mo fé zote voer. Blan touyé li ; touyé blan yo toute. « Vous connaissez le bon Dieu ; c'est lui que je vous fais voir. Les blancs l'ont tué ; tuez tous les blancs. » (*Ibid.* p. 53-55). Voir également Francis d'Ivernois, *Tableau historique et politique des pertes que la Révolution et la guerre ont causées au peuple Français, dans sa population, son agriculture, ses Colonies*, t. I, ch. IV.

(1) On sait que renvoyé de nouveau à Saint-Domingue en 1796 en qualité de gouverneur il eut autant à se plaindre des commissaires civils qu'on lui avait adjoints, entre autres de Sonthonax, que des généraux noirs placés sous ses ordres, et qu'il fut ramené prisonnier la même année. A son arrivée à Bordeaux, il fut conduit au fort de Ham et peu de jours après il était appelé à rendre compte de sa conduite auprès du Comité de Salut public.

la situation la plus affreuse. Les colons échappés aux massacres de Saint-Domingue et n'ayant d'autres ressources que leurs possessions incendiées furent plus cruellement traités encore, car ce n'est que le 28 prairial an VIII que fut rendue la loi réglant les conditions des maigres secours qui leur furent alloués. L'indemnité consentie par le gouvernement d'Haïti ne fut obtenue que beaucoup plus tard (1).

La rencontre à New-York d'un jeune compatriote, victime comme lui de la Révolution, auquel il eut le bonheur de venir en aide, vint alors ranimer chez M. des Pallières, avec l'espérance, le désir de revoir la terre de France.

Eugène Hellis (2) raconte, en effet, qu'en 1795 le fils d'un conseiller au parlement de Rouen, Charles le Boulanger de Boisfremont, ancien page de Louis XVI, se trouvait à New-York dans la situation la plus critique. A la journée du 10 août 1752, il n'avait échappé que par miracle aux massacres des Tuileries, et la loi des suspects l'avait ensuite poursuivi jusque dans l'atelier du peintre rouennais Descamps, d'où est sorti le peintre d'histoire Joseph Court. Forcé de chercher un asile en Amérique, Boisfremont, dénué de toutes ressources et n'ayant d'autres moyens d'existence que son talent de peintre qui n'était pas encore connu, s'était vu réduit à s'employer comme manœuvre, lorsque la Providence conduisit sur ses pas M. des Pallières qui, reconnaissant en lui un peintre d'avenir, un proscrit, s'empressa de partager avec lui ses habits et sa nourriture. Grâce à ce secours inespéré, Boisfremont put s'embarquer sur un navire en partance pour l'Europe. Mais d'autres malheurs l'attendaient. Pris par les corsaires barbaresques, il fut vendu comme esclave sur la côte d'Afrique et n'obtint sa liberté qu'à la suite d'une série d'aventures dans lesquelles il montra l'énergie de son

(1) Le baron de Mackau, commandant la *Circé*, fut chargé de présenter au gouvernement d'Haïti, le 11 juillet 1825, l'ordonnance royale du 17 avril qui, moyennant une indemnité de 150 millions à payer aux colons dépossédés, détacha définitivement Saint-Domingue de la métropole. Cette ordonnance fut accueillie aux cris de : Vive le Roi ! vive le Dauphin de France ! vive la France ! Dernier témoignage des sentiments que les anciens habitants de Saint-Domingue conservaient pour la France.

(2) Hellis (Eugène), *Notice historique et critique sur M. le Boulanger de Boisfremont, peintre d'histoire*, Rouen, E. Periaux, 1838. Cette notice figure dans les *Mémoires de l'Académie de Rouen*, 1838.

caractère et la constance de sa vocation artistique. Ses malheurs mêmes servirent au développement de son talent. C'est ainsi que son séjour à Gènes et à Rome, où il put enfin se faire débarquer, lui permit de s'initier à la connaissance des chefs-d'œuvre des maîtres de l'école italienne. Rentré en France, lors du rappel des émigrés, Boisfremont exposa au Salon, en 1803, *la Mort d'Abel*. Son grand tableau, *la Clémence de Napoléon envers la princesse de Hatzfeld*, fut acquis, en 1810, par le gouvernement et reproduit en tapisserie aux Gobelins. Le Musée d'Amiens possède la toile originale.

M. des Pallières n'abandonna jamais le culte des arts que ses relations avec Boisfremont avaient fortifié et auxquels il avait dû l'avantage de traverser, sans trop de souffrances, des temps difficiles. Il eut à exercer son activité et ses talents sur un théâtre plus vaste ; tout en restant en dehors de la politique active, il fut mêlé aux grands événements de son temps, et, sans se départir de la modestie qui faisait le fond de son caractère, il fut appelé à y jouer un rôle qui lui fait honneur.

IV

A son retour en France, M. des Pallières trouva bien des ruines. Il est à croire que les fonds que son père avait placés à Bordeaux avaient subi, tout au moins, le contre-coup des désastres financiers par lesquels se liquida le régime révolutionnaire. Les cabanes des marais de la Vendée étaient heureusement restées intactes et représentaient encore une certaine valeur. Après avoir pourvu aux affaires les plus urgentes, il n'eut rien de plus pressé que d'aller saluer sa vénérable aïeule qui vivait encore et les bonnes tantes d'Avranches qui l'avaient élevé (1).

(1) M^{lles} des Pallières étaient venues se retirer à la Selle-la-Forge au mois d'octobre 1793, comme on le voit par leur correspondance avec l'agence Lavoisier au sujet de la rente constituée en leur faveur par leur frère Charles. Bon. Les suscriptions des lettres qui leur furent adressées par l'agence Lavoisier, suffiraient seules à donner une idée du désarroi général qui régnait à cette époque :

*Aux Citoyennes, les Citoyennes Martin des Pallières,
Par Noireau, ci-devant Condé-sur-Noireau,
Département de l'Orne.*

*Aux Citoyennes, les Citoyennes Despallières,
Chez le Citoyen Guérin, chirurgien, en sa propriété des Bourdainnes,
Près Flair, à la Selle, par Condé-sur-Noireau.*

Elles aussi avaient eu à souffrir de la Terreur. Au mois d'octobre 1793, elles s'étaient réfugiées aux Bourdaines chez leur neveu, Marin Guérin, chirurgien, commandant de la Garde nationale en 1790 (1). Elles pouvaient espérer y rester à l'abri de toute inquiétude, lorsque M. Guérin, dénoncé comme suspect, à cause des relations amicales qu'il conserva toute sa vie avec M. de Campion, son ancien tuteur, fut compris dans les arrestations arbitraires qui furent opérées, à la suite de l'échauffourée de Flers, dont notre confrère Wilfrid Challemel nous a fait connaître les incidents et les conséquences terribles pour Flers (2). Cet événement fut le prétexte, en effet, de la suppression du canton de Flers au profit de la Carneille. Parmi les personnes arrêtées avec M. Guérin, outre celles qui furent incriminées pour avoir participé à l'émeute de Flers et qui subirent des condamnations diverses, dont neuf à la peine capitale, nous citerons les noms de MM. de Campion père et fils, de Robillard, chirurgien, Delaunay, juge de paix, Dumesnil, avocat à Flers, et de la Motte-Ango, ci-devant seigneur de Flers (3).

La joie des braves gens de la Selle et d'Avranches se retrouvant sains et saufs après la Terreur, réunis auprès de la vieille grand-mère, y compris le réfugié de Saint-Domingue, est facile à imaginer. On a même conservé à la Selle-la-Forge le souvenir

(1) Marin Guérin, chirurgien, maire de la Selle, décédé en 1848, fils de Marin Guérin, avocat, mort en 1786, et de Marie Martin des Pallières, sœur du greffier en chef de Saint-Domingue, avait épousé M^{lle} Chable de la Héronnière, parente de Chable d'Essay, député aux Cinq cents en l'an V, et de Chable de la Héronnière, né à Faverolles en 1810, fondateur du journal *L'Ordre et la Liberté*, publié à Caen.

(2) Wilfrid Challemel, *Une émeute contre-révolutionnaire à Flers-de-l'Orne (13 brumaire an II). Documents inédits*. La Ferté-Macé, 1884, in-8°. — A. Le Boitteux, *Condé pendant la Révolution, l'armée vendéenne et le Bocage de la Basse-Normandie*. Extrait du *Journal de Condé*, années 1893-1895.

(3) V. Pièces justificatives, n° 3.

Le 17^e jour du second mois de l'an II de la République, le district de Domfront prit un arrêté, qui autorisait les patriotes des communes de la Carneille, Landigou, Sainte-Opportune, Durcet, Aubusson et les Tourailles à se réunir avec la garde nationale, de présent à Flers, pour remettre l'ordre dans ces communes et à mettre, sur-le-champ, en arrestation toutes les personnes prévenues d'incivisme ou de fanatisme et qui ordonnait de les conduire hors de leurs communes, à défaut de maison de détention et commettait une garde pour les retenir. — Le 16 frimaire an II, arrêté qui fixe à 3 livres l'indemnité à accorder aux gardes nationaux de Condé, imposée sur les rebelles aristocrates des communes de Flers et de la Selle.

de certains détails qui se rattachent à cet événement de la vie de famille, notamment de la présence du nègre Michel, que Charles-Bon avait affranchi en lui faisant toucher la terre de France et qui ne savait par quels signes témoigner son bonheur en revoyant le fils de son ancien maître (1).

En cette fin de siècle, la France traversait une période bien intéressante. L'art, la poésie, le sentiment religieux, le sentiment de la nature, comprimés sous la Terreur, essayaient de reprendre leur essort. Bernardin de Saint-Pierre, Bertin, gracieux enfant de l'île Bourbon, mort si tristement à Saint-Domingue, les premières poésies de Parny et surtout l'*Atala* de Châteaubriand avaient mis le Nouveau-Monde et les créoles à la mode. Joséphine, reine de la jeunesse dorée avant de devenir impératrice, les introduisit dans ses salons. Notre créole ne pouvait donc faire son entrée à Paris à un moment plus favorable.

Il y fut accueilli avec faveur ; ses talents pour la musique et pour la miniature, l'agrément de sa conversation, l'aménité et la franchise de son caractère, le firent bientôt apprécier partout. Il connut Châteaubriand et compta au nombre de ses amis Fontanes, Suard, Michaud, Roger, pros crits de la Terreur, de Vendémiaire ou Fructidor, Dureau de la Malle, créole de Saint-Domingue, qui fut plus tard son collègue au Corps législatif, Georges Duval, le spirituel auteur du *Val de Vire*, de la *Rencontre de Valognes*, de *M. Parchemin* ou le *Greffier de Vaugirard* et d'une foule de productions dramatiques et dont il termina la série joyeuse par la publication de ses *Souvenirs de la Terreur* et des *Souvenirs thermidoriens*. Il eut aussi des relations amicales avec Émerie David, de l'Académie des Inscriptions, Baillot (2), célèbre violoniste dont il fut l'élève, Isabey, enfin le grand miniaturiste, dont l'atelier lui était ouvert à toute heure.

(1) Bernard-Charles-Élisabeth dut venir également à la Selle-la-Forge et à Durcet en 1807, pour être parrain d'un de ses petits cousins auquel on donna le prénom de Bernard.

(2) Baillot (Pierre-Marie-François de Sales), qu'il ne faut pas confondre avec Pierre-Joseph Baillot, musicographe, auteur d'une *Nouvelle méthode de guitare* (1781) et d'une publication périodique intitulée *La musique lyrique* (1772-1784), fut nommé professeur au conservatoire en 1795 et publia en 1803 son *Art du violon*. De 1806 à 1809, il voyagea en Allemagne et en Russie. A son retour il reprit ses fonctions au conservatoire et forma un grand nombre d'excellents élèves.

Il avait épousé, à Saint-Domingue, une créole, Marguerite-Félicité Rivery, fille de Jacques Rivery (probablement fille ou nièce d'un notaire du Cap, du même nom, qui rédigea une transaction entre les familles des Pallières et Guérin, en 1787), dont la sœur Marguerite-Jeanne-Émilie Rivery, fut mariée à Marie-Jacques Le Fessier de Grandprey, né à Argentan, substitut à Saint-Domingue à l'époque de la Révolution, grand juge à la Martinique en 1802, depuis conseiller à la Cour de cassation (1).

La mort d'un de leurs enfants, en 1797, fut pour M. et pour M^{me} des Pallières l'occasion d'une grande douleur qu'ils supportèrent avec une résignation chrétienne, comme le prouve la lettre ci-jointe, datée de la Rochelle, que M. des Pallières écrivit, le 7 floréal an V, à l'une de ses tantes d'Avranches :

« Dieu vient de nous envoyer une affliction profonde. Je viens de perdre un fils de trois ans, par une maladie cruelle. Dieu sans doute lui fera miséricorde, à cause de son innocence et à nous à cause de notre douleur.... Je pars bientôt pour Paris. »

Nous citons cette lettre, parce qu'elle présente un contraste piquant avec la légèreté et le scepticisme affecté par la jeunesse élégante de l'époque. C'est sans doute à la fermeté de son attachement aux principes conservateurs, autant qu'à ses talents et à ses relations avec les hommes les plus distingués de l'époque qu'il dût d'être désigné, après le 18 brumaire, comme candidat au Corps législatif, par le département de la Vendée, où, comme on l'a vu, il avait conservé des propriétés. Il fut élu, lors du renouvellement partiel qui eut lieu le 4 brumaire an IX, et fut réélu le 27 ventôse an X, lorsque le Corps législatif eut été réduit de 300 membres à 240 et le Tribunat de 100 à 80.

Il y donna une preuve de son indépendance et de sa clairvoyance politique, lors du vote sur l'établissement de l'ordre de la Légion d'honneur, dont le projet avait été présenté par le premier consul et fortement appuyé par Lucien Bonaparte, mais qui fut combattu, avec une grande puissance de logique, au Tribunat, par Savoye-Rollin et par Chauvelin. Il fut du nombre des 110 députés qui votèrent contre le projet, soit qu'il regardât cette institution comme incompatible avec la forme républicaine, soit qu'il eût aperçu en elle une arrière-pensée politique contraire

(1) Il mourut en 1825. V. V. Des Diguères, *La vie de nos pères en Basse-Normandie*, p. 248, et *Biographie moderne*.

à ses sentiments. Il n'en fut pas moins compris par Napoléon dans la première promotion des légionnaires civils, comme le furent également Savoye-Rollin et Chauvelin eux-mêmes (1).

Il avait été nommé secrétaire du Corps législatif le 17 floréal an X, avec MM. Soligny, Juhel et Bailleul. Aux élections de l'an XIV (1805), il fut le seul des députés de la Vendée actuellement en fonctions dont le mandat fut renouvelé. Quelques jours après, le 7 mars 1805, il fut nommé questeur du Corps législatif. Il fut chargé, en cette qualité, de présenter à l'Empereur, le 25 octobre 1805, les députés nouvellement élus. Mais le seul discours de lui que l'on ait conservé est l'éloge de Dureau de la Malle, député et président du Conseil général de l'Orne, membre de l'Académie française, dont le Corps législatif ordonna l'impression, le 31 décembre 1808.

Réélu questeur le 12 décembre 1809, M. des Pallières vit son mandat expirer en 1810 (2). C'est alors que Napoléon, si habile à utiliser tous les talents, aurait songé, paraît-il, un instant, à le nommer à la Préfecture de la Manche, pays auquel le rattachait, son origine. L'arrêté aurait même, dit-on, été préparé, mais révoqué au bout de quelques jours. En réalité, il n'avait ni assez d'ambition ni assez de souplesse pour répondre aux vues du maître de la France.

Le 14 juin 1810, Napoléon lui donna une nouvelle marque de sa bienveillance en le nommant chevalier de l'Empire (3).

(1) M. des Pallières fut aussi, dit-on, du nombre des délégués qui furent choisis, dans le Corps législatif et dans l'Institut, pour accompagner le nouveau César dans l'expédition qu'il avait préparée à Boulogne contre l'Angleterre. Rien ne fut épargné par Napoléon pour échauffer l'enthousiasme que devait exciter l'attente de ce grand événement. Les camps où César avait réuni ses troupes pour une expédition semblable, furent retrouvés. Des fouilles faites à Ambleteuse mirent au jour des médailles de Guillaume-le-Conquérant et le *Moniteur* annonça à grand fracas l'exposition de la tapisserie de Bayeux en commentant à sa façon cette illustration des exploits des vainqueurs de l'Angleterre. (Lanfrey, t. III, p. 67. — Norvins, t. I, p. 437).

(2) On voit, par une lettre en date du 10 mai 1810, adressée par M. des Pallières à M^{lle} des Pallières de la Pigeonnière, sa tante, résidant à Avranches (rue Dame-Jeanne des Touches), qu'il avait alors vendu sa cabane de Vix à M. Dumeau, mais qu'il avait laissé entre les mains de son acquéreur une somme de 10.000 francs, pour assurer le paiement de la rente qu'il lui devait.

(3) Dans les armes parlantes qui lui furent attribuées, figure un martin-pêcheur.

V

M. des Pallières paraît avoir été pourvu, pendant quelque temps, de l'emploi lucratif d'entrepôtier général des tabacs. La Restauration lui réservait un poste plus en rapport avec ses talents et avec ses goûts.

Lorsque la grande cité d'Anvers qui, depuis vingt ans, de 1795 à 1814, était le chef-lieu d'un département français et dont Napoléon voulait faire « un pistolet dirigé sur le cœur de l'Angleterre », eut été réunie au royaume des Pays-Bas, en vertu des traités de 1815, M. des Pallières fut désigné pour y représenter la France, en qualité de consul, et pour y protéger les intérêts de nos nationaux, en rapports fréquents d'affaires avec cet important centre commercial. Dans la patrie de Van-Dick et de Jordaëns, l'ancien élève d'Isabey dut passer quelques-unes des meilleures années de sa vie. Versé dans la connaissance des ouvrages des maîtres des diverses écoles, il eut parfois la satisfaction de faire quelques découvertes heureuses et de rendre de grands services aux arts et aux artistes. Plus d'une fois, il servit d'intermédiaire pour des achats importants faits par le gouverneur français. C'est grâce à lui que le Musée du Louvre possède le fameux *Piojoso* de Murillo (1). Le duc de Berry, qui l'honorait de son amitié, l'avait même chargé de lui signaler les tableaux dont il pourrait faire l'acquisition, et Châteaubriand, dans ses *Mémoires sur le duc de Berry*, rapporte une lettre que ce prince lui écrivit un jour, au sujet d'une affaire de ce genre qu'il crut devoir ajourner, par des motifs qui font honneur à son caractère bienfaisant (2).

Un des plus grands plaisirs de notre consul était de pouvoir se servir de sa situation officielle pour protéger les artistes français. Habeneck, chef d'orchestre à l'Opéra, aimait à

(1) Le *Piojoso* (le Pouilleux) est catalogué dans la galerie du Louvre sous le titre adouci du *Jeune Mendiant*.

(2) Cette lettre a été récemment reproduite dans les *Premières années de la Duchesse de Berry*, par L. Cherubini (*Revue de Bretagne, de Vendée et d'Anjou*, mai 1895, p. 360 :

« Mon cher des Pallières, j'ai réfléchi à votre proposition, et j'ajourne l'emplète. Dans un temps où mes pauvres appellent toute ma sollicitude, je me reprocherais d'acheter si cher un plaisir dont je peux me passer. »

rappeler qu'il en avait fait personnellement l'expérience. De passage à Anvers, il avait été l'objet de la part du consul prussien, d'un manque d'égards qui constituait à la fois un acte de grossièreté et une insulte faite à un artiste français. M. des Pallières, instruit du fait, sut non seulement obtenir réparation de cet affront fait à notre compatriote, mais de plus prendre spirituellement sa revanche sur le représentant d'une puissance, ennemie irréconciliable de la nôtre.

Au milieu de ses occupations, M. des Pallières trouvait le temps de s'occuper toujours de peinture, de seconder par ses leçons et par ses conseils les jeunes gens en qui il remarquait des dispositions heureuses et surtout ceux que leur position de fortune aurait privés de l'enseignement d'un maître. Il était fier de rappeler, jusque dans sa vieillesse, que Wappers, le peintre national de la Belgique (1), avait été au nombre de ses élèves.

Lorsqu'arriva la révolution de Juillet, son courage et son patriotisme furent mis de nouveau, comme en 1793, à la plus rude épreuve. Profondément attaché à la famille royale déchuë, devait-il abandonner immédiatement son poste ? Il pensa que, dans cette circonstance critique, son devoir envers la patrie, envers les commerçants français qu'il avait pour mission de protéger à l'étranger devait, pour un temps, imposer silence à ses affections personnelles. Le contre-coup des événements de Paris, en effet, ne tarda pas, comme on sait, à se faire sentir dans la Belgique qui, au mois de septembre 1830, opéra sa révolution et se déclara indépendante du royaume des Pays-Bas. Une seule ville resta longtemps attachée à la domination du roi Guillaume, Anvers, cité riche et puissante, longtemps ville libre qui, jadis, avait appelé dans ses murs François, duc d'Anjou et

(1) Wappers (Égide-Charles-Gustave, baron) né à Anvers en 1803 mort en 1874. Après avoir reçu les premières leçons de l'Académie d'Anvers, il vint à Paris et se mêla ardemment au mouvement romantique. Il exposa en 1830 le *Dévouement des Bourgmestres de Leyde*, qui rallia autour de lui toute une école. Après la Révolution de Belgique, à laquelle il avait pris une part active, il produisit un grand nombre de compositions historiques qui eurent le plus grand succès. Il fut nommé Directeur de l'Académie des Beaux-Arts d'Anvers, en 1846, et créé baron par le Roi l'année suivante. Il peignit pour le musée de Versailles, la *Défense de l'île de Rhodes, par les chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem*. Il fut élu en 1854 Correspondant de l'Institut de France. Il est mort à Paris en 1874.

d'Alençon, frère de Henri III, et qui l'avait fait couronner duc de Brabant et comte de Flandre, pour échapper au joug de l'Espagne, Anvers, victime du blocus continental sous Napoléon, fut cependant une des dernières qui tint tête aux alliés en 1814. Carnot ne la rendit que le 15 mai, et les négociateurs français profitèrent de cette prolongation de la résistance pour se défendre contre les exigences excessives des vainqueurs. En 1830, Anvers fut aussi la dernière à accepter les conséquences de la révolution belge. Préoccupés de leurs intérêts commerciaux et de leur indépendance avant tout, les négociants d'Anvers redoutaient, avec raison, tout ce qui pouvait leur fermer les débouchés des marchés coloniaux des anciennes Provinces-Unies. Il fallut que des émissaires français, réunis à des patriotes belges, vinsent y fomentier l'insurrection et y pousser directement le peuple à la révolte. Le drapeau aux trois couleurs, souvenir de l'époque glorieuse où Anvers fit partie de la France, apparut de nouveau dans ses rues. Surpris, désarmés, les postes hollandais furent rapidement mis en fuite. La révolution allait être terminée. Mais il se trouvait dans la citadelle un homme énergique, le général Chassé, qui, renfermé dans la citadelle, fit tomber sur la ville une pluie de fer et de feu. Le prince d'Orange accourut alors avec des forces supérieures et l'insurrection ne trouvant point d'appui dans la bourgeoisie fut bientôt vaincue. Un grand nombre d'insurgés furent pris les armes à la main, et parmi eux se trouvaient trente Français, dont un Bayeusain, depuis colonel dans l'armée belge. Les captifs furent conduits à la citadelle. Les troupes hollandaises s'étaient bravement conduites ; leur sang avait coulé et le prince d'Orange avait juré de les venger. Il ne restait plus au Conseil de guerre qu'à remplir sa mission.

C'est alors qu'au milieu de la consternation générale, on vit revêtu du costume consulaire un homme qui, pendant le bombardement, s'était exposé aux plus grands dangers. A sa voix bien connue, les ponts-levis s'abaissent. Épuisé par les fatigues de la journée, le prince d'Orange reposait en ce moment. A moitié habillé, il s'empressa de venir au-devant du représentant de la France, pour la personne duquel il professait la plus haute estime. M. des Pallières plaida avec toute la force que lui donnait sa situation et la réserve absolue qu'il avait observée pendant la lutte, la cause des prisonniers. Au nom de l'humanité,

il supplia le prince de ne point souiller sa victoire par l'effusion du sang. Représentant de la France, il réclama, en son nom, des compatriotes coupables, il est vrai, d'un délit international, mais excusables aussi par l'effervescence des idées politiques qui, alors, se manifestait sur tous les points de l'Europe. Il eut le bonheur de voir ses démarches accueillies et couronnées de succès. Ces conseils de clémence touchèrent le cœur de ce prince qui, dédaignant de tirer vengeance des insurgés français, que leur imprudence même avait livrés sans défense entre ses mains, rendit la liberté à ces malheureux que le Conseil de guerre aurait envoyés à la mort (1).

VI

La sagesse, le courage et l'énergie, dont le représentant de la France avait fait preuve dans ce moment critique, ne furent pas récompensés. Il fut simplement mis à la retraite. Mais la reconnaissance populaire ne lui fit pas défaut et deux ans avant sa mort, un de ses amis visitant Anvers recueillait sur son passage plus d'une marque de la vénération attachée au séjour du consul français, qui avait su tenir, lors de la révolution belge, une conduite si noble et si courageuse.

Séduit par l'aspect enchanteur des environs de Bayeux, ramené d'ailleurs vers la Basse-Normandie par ses souvenirs d'enfance

(1) « L'évacuation de la citadelle continue de s'opérer... Nous sommes plus que jamais dans l'espérance et la conviction qu'il ne sera plus commis d'hostilités.

« Tous nos concitoyens doivent renaitre à la confiance : une aussi horrible violation du droit public et des saintes lois de l'humanité ne peut se renouveler. Nous devons attendre avec sécurité le résultat des négociations sou-mises à la Haye, où les employés des États étrangers emploient leur puis-sante médiation.

« Il circulait hier des nouvelles rassurantes pour Anvers. On disait que le Consul de France, M. des Pallières, avait adressé un rapport fidèle au Mi-nistre plénipotentiaire du roi des Français à la Haye, sur les calamités cau-sées ici par la fureur hollandaise, et que plusieurs notabilités de notre commerce s'étaient rendues près du Roi, et avaient obtenu l'assurance que le commerce serait non seulement remboursé de ses pertes, mais encore que les troupes et la flotte hollandaise quitteraient immédiatement notre malheureuse ville. »

(*Moniteur universel*, 8 novembre 1830, p. 1.416).

et par ses affections de famille (1). M. des Pallières résolut de fixer sa résidence en cette vieille cité épiscopale qui se rappelle avec orgueil qu'en 1771 elle a servi de résidence au Conseil supérieur établi pour remplacer le Parlement de Rouen exilé. Bayeux, lieu de naissance de Delaunay, de Robert Lefèvre et d'Arcisse de Caumont, et patrie d'adoption de M^{me} Liénard (Emma Chuppin), songeait alors à organiser un Musée, sous l'impulsion d'Édouard Lambert. M. des Pallières aida à sa création, par l'autorité de son exemple, par ses conseils judicieux et par sa générosité. Il se dessaisit en sa faveur d'un tableau sur bois, *Jupiter et Junon allaités par la chèvre Amalthée*, œuvre capitale d'un grand peintre Anversois du xvi^e siècle (2), Franc-Flore. Il eut également la plus grande part à l'acquisition, par le Musée de Bayeux, de la précieuse collection de peinture de M^{me} Cuinet.

M. des Pallières concourut également à la formation de la Société d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres de Bayeux, en 1841. Il présida la section des sciences et arts, et lorsque l'âge et la maladie lui interdirent de prendre part à ses réunions, il fut nommé président honoraire.

La mort de M^{me} des Pallières, le 22 juin 1836 (3), et celle de M^{me} Le Fessier de Grandprey, qui habitait avec eux, furent pour M. des Pallières des épreuves dont l'amertume fut adoucie par les témoignages d'affection qu'il reçut, à cette occasion, des membres de sa famille, notamment de M. Marin Guérin, et par la présence de sa fille Madeleine-Aimée (4) qui resta la gardienne de son foyer. Atteint d'hémiplégie, il fut forcé de renoncer à l'art

(1) Il devait y retrouver un quasi homonyme et compatriote, le docteur Gauquelin-Despallières, maire de Bayeux de 1837 à 1871, né à Échalou (canton de Messey), en 1794, fils d'un Conseiller général de l'Orne, arrêté avec Marin Guérin et autres, comme suspect, en 1793. Il était connu à Bayeux sous le nom de M. Despallières. Une notice nécrologique lui a été consacrée dans l'*Annuaire Normand*, 1872, par M. Georges Villers.

(2) Floris-François de Vriend, né à Anvers en 1520.

(3) Marguerite-Jeanne-Émilie Rivery, fille de Jacques Rivery et de N. Thierry, née au Cap Français, morte à Bayeux le 3 octobre 1840.

(4) Madeleine-Aimée, décédée à Bayeux le 3 octobre 1852, âgée de cinquante-deux ans. A sa mort plusieurs objets d'art qui lui appartenaient furent acquis par le musée de Bayeux. Sur M. J. Le Fessier de Grandprey, voir *Biographie moderne*. Victor des Diguères. *La vie de nos pères en Basse-Normandie*, p. 248.

de la miniature dans lequel il excellait (1), mais ses conseils continuèrent à ne pas être inutiles aux jeunes gens qui montraient du goût pour le dessin et plus d'un lui a dû d'excellentes directions.

A sa mort (11 février 1848), les honneurs dus aux hautes fonctions qu'il avait si dignement remplies lui furent rendus. Il fut inhumé au cimetière de l'Ouest, dans une sépulture de famille. La Société d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres de Bayeux s'y fit représenter, et son secrétaire général adjoint, M. Georges Villers, prononça sur sa tombe un discours auquel nous avons dû emprunter les principaux éléments de cette notice. Nous y relevons ce passage qui contient un portrait très fidèle de l'homme remarquable que nous avons essayé de faire connaître (2) :

« A son arrivée dans nos murs, sa mâle vieillesse présentait encore le rellet de ces nobles instincts qui, pendant le cours de sa carrière, furent constamment les mobiles de son existence. Tombé des postes les plus éminents dans les rangs de la vie privée où l'attendait tout le dévouement de la piété filiale, il y avait apporté cette noblesse de cœur, cette loyauté chevaleresque, cette grandeur d'âme, cette imagination encore brillante, ce culte des Beaux-Arts qui l'avaient fait remarquer sur un théâtre plus élevé. Homme du siècle dernier par cette exquise urbanité qui respirait dans tous ses actes, par ce caractère affable et par ce talent de conteur qui donnait tant de charmes à ses récits, il appartenait cependant à notre époque par la variété de ses connaissances, la moralité de son esprit, la chasteté de son langage, sa bienfaisance inépuisable et surtout par la sincérité de ses croyances religieuses qui, en faisant de lui un philosophe chrétien, adoucirent souvent, pour lui, l'amertume de bien des souffrances. »

Le nom du consul d'Anvers a reparu avec éclat dans nos fastes militaires. Plusieurs de ses petits-fils, officiers d'infanterie de marine, firent partie de l'expédition de l'amiral Rigault

(1) On conserve dans la famille de M. des Pallières, quelques miniatures et dessins de sa main, représentant des paysages très délicatement brossés, un portrait d'un de ses fils en officier de marine, très réussi et deux esquisses représentant ses deux filles. M^{me} Gabrielle des Pallières, veuve du général possède son portrait, peint par un peintre hollandais, et considéré comme une œuvre artistique d'une grande valeur. — (Renseignements fournis par M. L. des Pallières, lieutenant à l'École supérieure de Guerre).

(2) Nous saisissons cette occasion pour remercier M. Georges Villers des précieux renseignements qu'il nous a fournis, ainsi que M. Bunel, conservateur de la Bibliothèque de Bayeux, auprès duquel nous avons trouvé l'accueil le plus obligeant.

de Genouilly dans l'Extrême-Orient et tombèrent glorieusement sur le champ de bataille. L'un d'eux, Charles-Gabriel-Félicité, qui avait fait ses premières armes à Mogador, sous Louis-Philippe, fut plus tard commandant des tirailleurs sénégalais. Son rôle à l'armée de la Loire, où il commanda une division, est connu de tous. Nommé député de la Gironde en 1871, il fut dès l'ouverture de la session nommé questeur de l'Assemblée, en souvenir de son grand-père, et il y marqua son passage par un projet de réorganisation de l'armée qu'il développa dans une brochure et qu'il soutint à la tribune. Le même nom est encore aujourd'hui très honorablement représenté dans l'armée.

Une conclusion, ce me semble, peut se dégager de l'étude biographique que je viens d'avoir l'honneur de dérouler sous vos yeux.

On se représente d'ordinaire les créoles comme amollis par le climat et *créolisme* est même synonyme de nonchalance. Il est évident, en effet, que le séjour des Antilles devait être fatal aux créoles, lorsqu'entourés d'esclaves, attentifs à prévenir leurs moindres désirs, ils étaient livrés, dès l'enfance, à l'influence énervante d'une vie inutile et sensuelle. Mais il en était autrement, et la supériorité de la race européenne s'y accusait même plus fortement qu'ailleurs, lorsque les soins de l'éducation parvenaient à discipliner et à diriger vers le bien ces natures ardentes et généreuses. C'est ainsi que les grands exemples d'énergie et de courage civil que présente la vie du consul d'Anvers ne sont pas des faits absolument exceptionnels. J'ai montré ailleurs (1) que son ami et compatriote Dureau de la Malle, de l'Académie française, député de l'Orne, possédait aussi l'amour du travail qu'il était doué d'une âme égale et que sa fermeté de caractère lui mérita l'honneur d'être inscrit en Vendémiaire au nombre des proscrits. Il serait facile de multiplier ces exemples. Pour ne pas sortir de notre pays, les trois frères d'Osmond, également nés à Saint-Domingue, furent des hommes remarquables. Les femmes créoles elles-mêmes, sans rien perdre des qualités charmantes qu'elles devaient à la nature, se sont souvent montrées les égales des hommes, et M^{me} Dureau de la Malle fut certainement pour plus de moitié dans les travaux qui ont transformé le domaine de Landres.

(1) *Revue normande et percheronne illustrée*, 1895, cinquième année.

En résumé, si Saint-Domingue, fertilisé par nos colons, était parvenu, grâce à eux, au moment de la Révolution à un état de prospérité merveilleux, quelques-uns des créoles sortis de cette île et revenus parmi nous, en ont gardé souvent avec une sensibilité et un goût plus délicats une vigueur et une énergie remarquables et ont pu faire honneur à la métropole. Ces faits m'ont paru dignes de vous être signalés parce qu'ils intéressent aussi bien la grande que la petite patrie.

LOUIS DUVAL.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

I

Dispositions arrêtées par CHARLES-BON MARTIN DES PALLIÈRES à son départ pour Saint-Domingue, 20 Septembre 1762.

Dans l'espérance que le Seigneur me fera la grâce de bénir mes vûes et mes entreprises, que je sou mets à toutes sa sainte volonté ainsy que la durée de mes jours, je me suis déterminé à prendre aujourd'hui des arrangements avec Mr Thuault pour me mettre en état d'ayder ma mère et mes sœurs, sans attendre que la situation de mes affaires me le permette, ce qui ne pourroit être que bien éloigné malgré tout l'ordre que je me propose et qu'il faudra que j'observe pour y faire honneur. Je sens trop vivement leurs besoins pour les renvoyer à ce temps là, et sans considérer la position gênée où je me trouve, je m'abandonne avec plaisir aux mouvements pressants de la tendresse et de l'inclination qui m'ont toujours sollicité pour elles. Ma satisfaction seroit bien plus grande si je pouvois d'avantage ; mais des dettes considérables à payer, une pension de quinze cents francs dont le Roy a chargé ma place, sujette d'ailleurs à de grosses dépenses et dont je ne puis retirer un sol qu'après en avoir pris possession ; nulle ressource que dans mon économie pour avoir un morceau de pain à la fin de mes jours : tout cela me force, malgré moy, à borner mon zèle et ma bonne volonté aux dispositions suivantes :

1^o A commencer du premier Janvier prochain, ma mère recevra une pension de *quatre cent livres* par an, que je me promets luy faire pour elle et pour mes sœurs.

2^o Cette pension sera payée à ma mère par M. Thuault, tous les six mois d'avance, savoir *deux cent livres* au premier janvier, et *deux cent livres* au premier Juillet de chaque année, sur ses quittances, qu'elle luy enverra suivant les modèles ci-joints, auxquels je la prie de se conformer exactement.

3^o Cette pension de 400 livres n'aura lieu que pendant les trois premières années, c'est-à-dire pendant les années 1763, 1764 et 1765.

4^o A commencer du premier Janvier mil sept cent soixante-six, elle sera portée à *six cent livres* par an, payable de même tous les six mois d'avance, et je la continuerai sur ce pied là à ma mère et à mes sœurs tant qu'elles demeureront ensemble réunies, comme elles le sont, et que le bon Dieu me conservera la vie et les moyens de le faire.

5^o Dans le cas où une de mes sœurs viendrait à sortir de la maison pour être mariée, du consentement de ma mère et du mien, ou pour être religieuse, la pension de 600 livres sera réduite dès ce moment à *cinq cent livres* par an. Si il en sort deux, elle sera réduite à *quatre cent cinquante livres*, pour rester sur ce pied là tant que ma mère aura mon jeune frère avec elle.

6^o Si ma mère étant débarrassée de mon jeune frère, par l'établissement de toutes mes sœurs, se trouvoit rester seule, je promets luy faire une pension de *deux cent cinquante livres* sa vie durant pour se retirer dans un couvent ou se tenir dans tel autre endroit qu'elle jugeroit à propos de choisir, pour y passer le reste de ses jours dans la paix et le repos.

7^o Cette pension de 250 liv. luy seroit, de même, payée chaque année tous les six mois d'avance, à raison de *cent vingt livres* par terme.

8^o La pension de *six cent livres* ne supportera aucune réduction pour cause de mort, ce malheur, si il arrivoit, ne devant rien changer à mon plan n'y à l'arrangement que je mets aujourd'huy dans mes affaires. Il n'en est pas de même d'un établissement auquel je serois obligé de contribuer.

9^o Je souhaite bien que ma mère puisse engager M^r Destanger à s'accorder du petit morceau de terre qu'elle a aux Cheris à sa bien-séance. Dans ce cas, je la prie d'employer le fond qui en proviendra à acquitter en tout ou partie la rente de Frerot qui charge le petit lief qui nous reste à Landelles, cela convient à tous égards.

10^o J'entends que ma mère, dans le cas où elle viendrait à rester seule, jouisse tranquillement de ce peu de bien, sans qu'aucun de mes frères, ni aucune de mes sœurs puisse jamais y rien prétendre, tant que le Seigneur voudra bien nous la conserver. Je n'en soupçonne aucun d'être seulement capable d'y songer : mais si cela arrivoit, j'entre-rois en compte avec luy.

11^o Je pense que le débit de tabac, que ma mère fait aujourd'huy à Tinchebray, ne vaut pas la peine qu'il donne ; c'est être gratis le valet du public. Sans parler de la dépendance, cela coûte des frais et un temps que mes sœurs pourroient employer aussi utilement en filant et en faisant quelques autres petits ouvrages dans le ménage ; du moins je me l'imagine. Je ne presserai point ma mère de s'en défaire, tant qu'elle voudra rester à Tinchebray ; mais si par la suite elle prenoit le parti d'aller demeurer ailleurs je la prie de ne pas le continuer.

12^o Je luy conseille aussy, de même qu'à mes sœurs, de n'entreprendre aucun commerce, de quelque nature qu'il puisse être. Il faut l'entendre et y avoir été élevé : autrement on court risque de s'écraser à

l'heure qu'on y pense le moins. En un mot il vaut mieux se borner à un état médiocre, que de se livrer à des idées de succès qui trompent presque toujours, et dont on paye l'ivresse trop cher.

13° Comme mon intention est que mon jeune frère continue absolument ses études, je pense que ma mère feroit bien d'aller s'établir en 1766, avec sa pension de 600 livres, soit à Avranches, à Coutances, ou dans quelqu'autre ville où il fasse bon vivre et où il y ait un collège.

14° Dans le cas où elle prendra ce party, je promets de luy faire toucher *deux cent francs* pour les frais de son déplacement. Cette dépense extraordinaire est entrée dans mes arrangements avec Mr Thuault, à qui ma mère n'aura qu'à en écrire dans le temps, c'est-à-dire vers la fin de 1765.

15° Je ne veux point gêner ma mère sur le lieu d'une autre résidence, en cas qu'elle sorte de Tinchebray. Cependant je la trouverois mieux à Avranches que partout ailleurs : Il y fait, à ce que je crois, assez bon vivre, il y a un bon collège, les loyers n'y sont pas chers ; elle y auroit encore quelques connoissances et seroit d'ailleurs à portée de toucher le peu qui pourra lui revenir un jour de Landelles, et de veiller à ce que ce petit bien ne souffre point de dégradations. Du reste, ma mère est bonne et sage, elle fera bien de suivre à cet égard, son goût et son inclination. J'ai cru seulement devoir luy faire mes petites observations à ce sujet.

16° Je supplie ma mère et je recommande expressément à mes sœurs aînées de ne rien passer à mon jeune frère. Je m'en rapporte sur cela à leur religion et à leur conscience. Si il ne vouloit pas se porter au bien en tous points, il n'y a qu'à le chasser de la maison, sans aucune complaisance ni considération, si il résistoit, après avoir mis en usage tous les moyens possibles pour le porter au bien, il n'y auroit qu'à m'en écrire. Je jure que j'y mettrois bon ordre. Sur toutes choses qu'il ait la crainte de Dieu, qu'il soit vertueux, modeste, honnête et affable, rempli de soumission, de tendresse et de respect pour ma mère ainsi que pour mes sœurs aînées qui ont eu la peine et les embarras de son enfance.

17° Je lui laisse le choix de trois états, de l'église, du barreau, ou de la médecine. Pour le premier il faut une vraie vocation qui ne vient que de Dieu. A l'égard des deux autres, il faut indépendamment de la vertu et de la probité, des dispositions et des talents qui ne s'acquièrent qu'à force d'étude et de travail. Il ne peut trop s'y accoutumer. Si le Seigneur ne le destine pas à l'état ecclésiastique, je serois bien charmé qu'il sentit du goût pour être médecin, c'est une profession honorable quand on s'y distingue, on n'y dépend de personne, et en travaillant on y vit toujours, au moins dans une honnête aisance.

18° Quelque soit l'un de ces trois états, que le jeune homme choisisse, conformément à son goût et à son inclination, lorsque ma mère se sera bien assurée qu'il n'y aura point de légèreté ni d'inconstance à craindre de sa part, je la prie de m'en donner avis, lorsqu'il sera sur le point d'entrer en philosophie, afin que je voie ce que je pourray faire pour luy.

19° Si quelqu'une de mes sœurs trouvoit à se marier convenablement ou vouloit se faire religieuse, ma mère pourra m'en écrire de même ; mais je demande à cet égard qu'on me laisse le temps de me reconnaître et de respirer. Je prévins seulement mes sœurs icy que dans le premier cas elles prennent bien garde de se mettre dans la misère, il ne faudroit pas qu'elles comptent sur moi pour en sortir. Dailleurs je ne donnerai jamais les mains à un mariage qui ne me conviendrait pas, et quant à l'état de religion il faut y être bien appelé : alors c'est le plus heureux de tous ; mais un mauvais religieux ou une mauvaise religieuse sont dans l'enfer dès ce monde.

20° Je prévins ici ma mère que si j'ai le bonheur d'arriver au commencement de l'année prochaine, à ma destination et que le Seigneur me conserve dans ma place pendant trois ans, toutes mes dettes se trouveront payées dans le courant de l'année 1766, suivant le plan que je me suis fait. Alors si le Seigneur venoit à disposer de moy, j'estime que ma mère et mes sœurs trouveroient dans la valeur de mes meubles et de mes hardes de quoi à peu près remplacer la pension que je leur fais. Je ne crains la mort que chrétiennement sans une trop grande attache pour le monde ; ainsy toutes mes petites affaires seront toujours en règle et autant que je pourray en mains sûres pour qu'elles parvinssent à ma mère et à mes sœurs si il m'arrivoit accident.

21° Je prie ma mère de s'assujétir exactement aux arrangements que j'ai pris avec M^r Thuault pour le paiement de sa pension, sans rien changer aux termes dont fait mention ce mémoire, dans quelque cas et dans quelque besoin que puisse se trouver la maison. Je me suis expliqué de même avec M^r Thuault en luy recommandant expressément de se conformer en tout à mes intentions à cet égard. Il faut de l'ordre et ne jamais se relâcher dans les affaires, c'est ce qui m'a engagé à vouloir que ma mère reçoive toujours six mois d'avance.

22° Si M^r Thuault venoit à sortir de Paris, pour demeurer en province ou autrement, j'ay tâché de tout prévoir ; cela n'interrompra rien, ma mère sera toujours exactement payée par une autre personne, et dans ce cas elle en seroit prévenue par M^r Thuault.

23° Je ne crois pas avoir besoin de recommander icy à mes sœurs tout le respect et l'attachement qu'elles doivent à ma mère, et les jeunes à avoir les mêmes sentiments et de la reconnaissance pour leur sœur aînée qui, dès son enfance, a travaillé pour ayder à leur gagner du pain à tous. Que cette expression n'offense l'orgueil d'aucun d'eux filles et garçons ; tous luy doivent la plus tendre et la plus respectueuse amitié. Je n'ai pas besoin non plus d'exciter les bontés et la tendresse de ma mère pour ses enfants ; de part et d'autre je suis sorti de la maison édifié à cet égard, et cela m'a fait le plus sensible plaisir. Je prie Dieu qu'il bénisse cette paix et cette bonne union et finis par me recommander aux prières de ma mère et de mes sœurs.

Fait à Paris ce 30 Septembre mil sept cent soixante-deux.

CHARLES-BON MARTIN DES PALLIÈRES.

II

Testament de CHARLES-BON MARTIN DES PALLIÈRES, 24 avril 1778.

Au nom de la Très Sainte et Adorable Trinité, le Père, le Fils et le Saint Esprit.

Étant sur le point de retourner en Amérique, et sachant que le terme de notre vie n'est connu que de Dieu seul, qui nous la donne et qui nous la retire quant il lui plaît : après avoir supplié sa divine bonté de me pardonner les égarements de ma jeunesse et tous les péchés dont j'ai eu le malheur de me rendre coupable, après m'être aussi recommandé à la Mère de notre divin Sauveur, à mes saints Patrons et à tous les Bienheureux, pour obtenir par leur puissante intercession, mon pardon et mon salut, j'ai écrit le présent mon testament olographe et acte de dernière volonté, pour être exécuté ainsi qu'il suit :

Je désire et demande à être inhumé avec la plus grande simplicité et sans aucune pompe funèbre.

Je donne et lègue une somme de *trois cent livres*, une fois payée, pour être distribuée à six pauvres familles de la paroisse de Saint-Gervais de la ville d'Avranches, lieu de ma naissance. Cette somme sera remise au curé de la dite paroisse, pour être par lui distribuée en son âme et conscience à ces six pauvres familles, à raison de cinquante livres chaque famille, en me recommandant à leurs prières.

Je donne la somme de *trois cent livres*, une fois payée, aux Capucins de la même ville d'Avranches, en les priant d'offrir le saint sacrifice de la messe pour le repos de mon âme, pendant trois jours de chaque semaine d'une année qui commencera à courir du jour que la dite somme leur aura été comptée, jusqu'à la révolution des douze mois.

Je donne et lègue à la maison de Providence du Cap François, Ile et côte Saint-Domingue, la somme de mille livres, argent de la colonie une fois payée, pour la dite somme être employée au besoin des pauvres de la dite maison, aux prières desquels je me recommande.

Je donne et lègue à ma mère, demeurant à Avranches, *quatre cent livres de rente et pension viagère* pour en jouir à compter du jour de mon décès, sans aucune retenue ; la dite rente payable en deux termes égaux de six mois en six mois, sur ses simples quittances.

Je donne et lègue à la plus jeune de mes sœurs dite M^{me} des Pérelles, qui demeure avec ma mère, *deux cent livres de rente et pension viagère*, pour en jouir, à compter du jour de mon décès, sans aucune retenue et en être pareillement payée de six mois en six mois sur ses simples quittances. Au surplus je révoque et annule au moyen du présent legs toute promesse et obligation par écrit que j'aurais pu lui faire cy-devant, à l'exception cependant du don que je lui ai fait sur un billet de douze cent livres qui m'est dû par ma mère, dont j'ai disposé en sa faveur et en faveur de mes autres sœurs, ainsi qu'il est spécifié au dos du dit billet que j'ai laissé entre les mains de ma mère.

Je déclare faire les dits legs à ma mère et à ma sœur des Pérelles, pour leur tenir lieu à l'une et à l'autre de ma pension annuelle de six

cent livres, sur les Invalides de la marine, dont je leur ai laissé la jouissance du jour où elle m'a été accordée et dont elles se trouveront privées au jour de mon décès.

Je donne et lègue à M^{lle} de Brecey, fille de M^r de Brecey, chevalier de l'Ordre royal et militaire de Saint-Louis, mon parent et mon ami, établi à la Rochelle, mon armoire et généralement tout le peu d'effets que j'ai laissés chez lui, restant de mon ménage, ainsi que les madriers d'acajou que j'ai laissés chez M. de Marty, Directeur des vivres de la Marine de la dite ville de la Rochelle, pour le tout être vendu et le produit en être placé et fait valoir au profit de la dite demoiselle de Brecey, jusqu'à sa majorité ou son établissement.

Je désire et recommande que mon fils continue à être élevé par M. l'abbé Pilleau, son précepteur, auprès duquel je l'ai placé à Paris, jusqu'à la fin de son éducation.

Si mon fils me survit, mon intention est et je veux que tout ce qui pourra lui revenir et appartenir de ma succession, après les partages faits avec sa mère, auxquels il sera procédé le plus tôt qu'il sera possible, ou si Dieu avait disposé de sa mère, avec sa sœur utérine, épouse de M^r Prieur demeurant au Cap français, soit incessamment placé en France, le plus à portée que faire se pourra de la résidence de M^r de Brecey, en biens fonds de terres et domaines, lesquels biens fonds de terres et domaines, mon fils ne pourra vendre, eschanger, ni aliéner, sous quelque prétexte que ce puisse être, qu'il n'ait atteint l'âge de quarante ans accomplis, à l'effet de quoi je substitue dès ce présent les fonds mobiliers devant servir à l'acquisition des dits biens fonds de terres et domaines, comme si cette dernière nature de biens étoit déjà acquise et reconnue et de la même manière que je substitue par mon présent testament ma cabane nommée le Petit-Clou, sise dans le marais de Brie et ma cabanne appelée la Chaussée sise dans le marais de Weik, au cas que par l'événement des partages, ces deux objets tombent dans le lot de mon fils.

Dans le cas où mon fils me survivant, viendrait à décéder avant sa mère, sans enfants nés en légitime mariage, et avant l'âge de quarante ans accomplis, je donne et lègue les trois quarts des biens fonds qu'il aura eus de ma succession, cy dessus substitués, aux enfants de ma sœur aînée, épouse de M. Guérin avocat, demeurant sur sa terre de la Selle, élection de Vire en faveur desquels je fais la présente substitution quant à ces trois quarts, pour les dits biens appartenir aux dits enfants par égale portion, sans aucune distinction de sexe, à l'effet de quoi il leur sera élu tous tuteurs et curateurs nécessaires ; à la charge par mes dits neveux et nièces de partager et annuellement le revenu des dits biens à eux substitués, avec ma mère et mes deux sœurs, leurs tantes, voulant au surplus que les enfants de ma sœur Guérin, ne forment tous ensemble qu'une même tête, de manière que ma mère et mes deux sœurs vivant, les revenus des dits biens seront partagés en quatre sommes égales et progressivement toujours par égale portion, à mesure du décès de ma mère ou de mes sœurs. Si cependant mes

sœurs venoient à se marier et à avoir des enfants, je veux et mon intention est que leurs dits enfants partagent également avec ceux de ma sœur Guérin, en un mot que les enfants des unes et des autres soient en ce cas réputés ne composer qu'une seule famille pour partager les biens fonds dont il s'agit ensembles et par égale portion sans distinction de sexe, comme si ils étaient tous frères et sœurs.

Je donne et substitue dans le dit cas où mon fils précédera sa mère, le quart restant des dits biens de ma succession, à Charles-Côme-Joseph de Brécéy, mon filleul, fils de mon dit sieur de Brécéy, dénommé ci-dessus, et s'il précède mon fils, ou si survivant à mon fils, il venoit à décéder sans postérité légitime la dite substitution passera au profit de M^{lle} de Brécéy, sœur aînée du dit Charles-Côme-Joseph de Brécéy. Le dit legs à la charge par le dit sieur de Brécéy, sa sœur ou leurs héritiers de payer *deux cent livres* de rente ou pension viagère au fils de M. d'Averton, chevalier de Saint-Louis, ancien major du régiment des volontaires du Hainault, mon filleul, et actuellement élève à l'école militaire, à Paris, sur ses simples quittances, dès qu'il aura atteint l'âge de majorité, ou qu'il sera au service ; et jusqu'à ce temps là au sieur son père, de même sur ses simples quittances, et si le dit sieur d'Averton mon filleul précède mon fils, la dite rente ou pension viagère de deux cent livres, tiendra au profit de M^{lle} d'Averton, sa sœur, qui en sera payée sur ses simples quittances.

Si mon fils me prédécède, ma succession sera partagée en six portions égales, dont, dans ce dernier cas, je donne et lègue quatre portions aux enfants de ma sœur Guérin, pour en jouir avec ma mère et mes autres sœurs, de la même manière et aux conditions cy-dessus, sans qu'il puisse y être rien changé.

Je donne et lègue la cinquième part au dit sieur de Brécéy, mon filleul, ou à son défaut à M^{lle} sa sœur, le dit legs fait de la même manière et aux charges et conditions cy-dessus établies en faveur du sieur d'Averton, mon filleul, ou à son défaut en faveur de M^{lle} d'Averton, sa sœur, sans qu'il puisse y être rien changé.

Je donne et lègue la sixième portion des dits biens de ma succession à Bernardine Prieur, ma filleule, fille de M^r Prieur, cy-dessus dénommé, à la charge par ma dite filleulle Prieur, ou ses héritiers de payer une pareille pension et rente viagère de *deux cent livres*, argent de France, à mon neveu, dont la mère veuve d'un de mes frères, est aujourd'hui épouse du sieur Des Mortiers et habitant à Plaisance, dépendance du Cap françois, laquelle pension sera payée à mon dit neveu sur ses simples quittances, lorsqu'il aura atteint l'âge de majorité ou qu'il sera émancipé ; et jusqu'à ce temps là, à M^r Prieur, son parrain, ou à la personne que M^r Prieur en chargera aussi sur de simples quittances, pour faire de la dite pension ou rente viagère, l'usage que mon dit sieur Prieur, jugera nécessaire et utile à cet enfant.

Je déclare que ce n'est par aucun ressentiment, ni par mauvaise volonté que je ne fais aucunes dispositions en faveur de mon frère, mais m'ayant beaucoup coûté en son particulier, et ayant abusé d'une ma-

nière incroyable ainsy que deux de mes autres frères, à qui je prie Dieu de faire miséricorde, des dépenses considérables que j'ai faites pour leur éducation, pour les placer et les mettre à même de travailler à leur fortune, j'ai d'ailleurs les plus fortes raisons pour être persuadé que je commettrois une injustice, si je le faisois participer encore au peu de bien que je puis faire à ceux à qui je crois le devoir ; tout ce que je puis me permettre est de le tenir quitte comme en effet je le tiens quitte de tout ce qu'il m'a coûté et des sommes considérables que j'ai été forcé par l'honneur, de payer pour lui en différents temps.

Je prie M. de Brécey, établi à la Rochelle, au nom de l'amitié et du sang qui nous unissent, de se charger de la tutelle de mon fils, en France, et de vouloir bien, dans tous les cas et dans tous les temps, servir de père à cet enfant. Je réclame avec toute sorte de confiance la promesse qu'il m'a faite de me rendre cet important service. Je supplie tous juges et magistrats de la lui déférer, et prie ma femme et tous les parents de mon fils d'y concourir en ce qui dépendra d'eux.

Et pour l'exécution de mon présent testament je nomme mon dit sieur de Brécey que je prie en même temps d'accepter un diamant de cent pistoles que je lui donne, comme un foible témoignage des sentiments de l'estime singulière et du tendre attachement que j'ai pour lui.

Fait et écrit de ma main, à la Rochelle, le vingt-quatre avril mil sept cent soixante dix-huit.

CHARLES-BON MARTIN DES PALLIÈRES.

III

Extrait des Registres du Comité de Surveillance du Département de l'Orne, Séance d'Octidi, 2^e Décade de Brumaire, An II.

En la séance du Comité de surveillance générale du département de l'Orne, tenue sur les quatre heures de relevée, présidée par Villeneuve, où étoient Duval, Bertre, Poulain, Binet, Beaujardin et Lepelletier, procureur général syndic.

Se sont présentés les citoyens Louis Le Boucher, Charles Gauquelin, Marin Lainé, Pierre-Joseph Peroley, Jacques de la Fontenelle, tous fonctionnaires publics, des communes de la Carneille, Landigou, Durcet et les Tourailles, commissaires nommés pour apporter au département le procès verbal d'une dénonciation faite le 5^e jour de la seconde décade du présent mois, par les membres du conseil Général de la commune de la Carneille, le Comité de surveillance et la Société populaire de la dite commune, ainsi que par les Maires et Procureurs des communes de Landigou, Durcet, les Tourailles, Sainte-Opportune et Ronfeugeraï, tendante à étouffer sur le champ, dans son principe, un foyer de contre-révolution qui vient de s'allumer dans les paroisses de Flers, la Lande-Patrie, Saint-Georges-des-Groseillers et la Selle, laquelle s'est manifestée à l'occasion du transport de la caisse du Dis-

trict de Domfront à Falaise, au moment où les brigands de la Vendée menaçoient le territoire du département de l'Orne, et à faire mettre pour cet effet incontinent en état d'arrestation tous les aristocrates de ces paroisses et autres avoisinantes ; comme aussi de faire transférer provisoirement à la Carneille le canton de Flers, pour les causes et raisons déduites en la dite dénonciation.

Sur quoi délibérant, le Comité après s'être fait donner lecture de la dénonciation sus énoncée ainsi que du procès verbal des officiers municipaux de la commune de Flers, en date du 3 novembre (vieux stile), de l'arrêté pris à ce sujet par le Directoire du district de Domfront, le jour d'hier et s'être fait représenter une copie de la liste des personnes suspectes du canton de Flers, laquelle est déposée aux archives du Comité.

Considérant qu'il est on ne peut plus urgent d'éteindre dans son principe le foyer contre-révolutionnaire qui vient de s'allumer dans les paroisses susdites ; que pour y parvenir, il est très instant de mettre en état d'arrestation tous ceux et celles qui ont crié : *Allons rejoindre nos frères de la Vendée ! Rétablissons nos prestres !* et qui ont fait arracher les cocardes, ainsi que toutes les personnes suspectes du dit canton de Flers et autres environnants.

Arrête : Oui le procureur général syndic, et conformément à ses conclusions, que les nommés Jean-Baptiste du Mesnil, ci-devant avocat, la Motte-Angot, ci-devant seigneur, Jean-Baptiste Delaunay, ci-devant juge de paix, Les Jardins-Jossieux, marchand, Campion d'Aubigny, père et fils, Guérin, chirurgien, Le Sec, ci-devant maire, le chevalier d'Échalou, Les Longschamps-Gauquelin, le nommé Le Maître, tisserand, Le Cordier de Bon, ci-devant seigneur, Robillard, chirurgien, Gabriel Yver, les de Moinney, Charles Robillard, ci-devant maire, et Noël-Marie Ferret, agent de Fouasse-Noirville, émigré et maire de la commune de Ségrie-Fontaine, seront provisoirement et sur le champ mis en état d'arrestation, dans la maison d'arrêt de Domfront ou d'Argentan, dans le cas où cette première ne serait pas solide et ce à la diligence du citoyen Lautour, juge de paix du canton de la Carneille, commissaire nommé pour cet effet par le Comité, ainsi que tous autres aristocrates, contre-révolutionnaires et gens suspects, que le dit citoyen Lautour pourra reconnaître, sur et d'après les informations exactes qu'il demeure chargé de prendre à ce sujet.

En conséquence le dit citoyen Lautour est invité à mettre toute la prudence, le secret, l'activité possible dans ses recherches et arrestations et demeure autorisé à requérir la force armée qu'il jugera convenable, pour mettre à exécution ses mandats d'arrêts et d'amener ; le dit citoyen Lautour, dressera procès-verbal bien circonstancié des délits contre-révolutionnaires et causes de suspicion qui auront pu le porter à faire arrêter tel ou tel individu, et l'enverra de suite au Comité. Les frais d'arrestation et de garde seront supportés, aux termes de la loi, par les suspects et contre-révolutionnaires incarcérés.

Quant à la pétition relative à la translation du canton de Flers, à la Carneille, le Comité, considérant qu'elle n'est point de sa compétence,

arrête qu'elle sera renvoyée au citoyen Letourneur, représentant du peuple, chargé par la Convention de pouvoirs illimités. Pourquoi expédition du présent arrêté, ainsi que copie certifiée véritable de la dénomination dont il s'agit, lui seront incessamment adressées, avec invitation de prendre en considération la salutaire demande des Sans-culottes de la Carneille.

Expédition du présent arrêté, sera incontinent adressée au citoyen Lautour, juge de paix du canton de la Carneille, avec invitation de le mettre strictement à exécution.

VILLENEUVE, président, BERTRE, DUVAL, BEAUJARDIN, BINET, LEPELLETIER, POULAIN.

Archives de l'Orne série L Registre du Comité de surveillance du département de l'Orne, p. 90, 91, 92.

IV

Eloge de DUREAU DE LA MALLE, par BERNARD-CH.-E. MARTIN DES PALLIÈRES, Questeur du Corps Législatif, 31 Décembre 1808.

Messieurs, avant la clôture de cette session, permettez à un ami, encore dans la douleur, de vous entretenir un moment d'un collègue dont les talents ont contribué à honorer le Corps législatif, et dont les vertus sociales ont pu être appréciées par vous pendant le cours des cinq dernières années.

C'est M. Dureau de la Malle, membre du Corps législatif et de l'Institut, dont je viens retracer à votre souvenir la perte qui nous est encore présente, et qui a été si prématurée pour ses amis, pour les lettres, et pour un fils qui marche sur ses traces.

Je ne m'étendrai point ici, Messieurs, sur la carrière politique et littéraire de cet homme célèbre : son nom et ses ouvrages en font mieux l'éloge que les plus éloquents discours. J'ai désiré payer un tribut à l'amitié, et vous ne me désapprouverez pas, sans doute, si je dis de lui, avec l'un des écrivains de l'antiquité qui lui était le plus familier :

« Sa mort arrache des larmes à tous les gens de bien, mais ne laisse à personne des regrets plus durables qu'à moi (1) ».

(1) *Finis vite ejus nobis luctuosus, amicis tristis.* TACITE. *Vie d'Agricola*, XLIII.

Cette citation, faite de mémoire, convenait d'autant mieux que la phrase qui la précède et bien connue de tous les admirateurs de Tacite pouvait être appliquée à Dureau de la Malle aussi bien qu'à son ami et à tout ce que le Corps Législatif comptait encore d'honnêtes gens.

Non contumaciâ neque inani jactatione libertatis famam fatumque provocabat. Sciant quibus moris inclita mirari, posse etiam sub malis principibus magnos viros esse ; obsequiumque ac modestiam, si industria ac vigor adsint, eo laudis excedere, quo plerique per abrupta, sed in nullum reipublicæ usum, ambitiosa morte inclauerunt.

L'honneur qu'il a eu d'être présenté à la dernière session comme candidat à la présidence, a prouvé que les sentiments d'affection qu'il savait inspirer étaient très multipliés dans le sein de cette honorable Assemblée.

Le Corps Législatif ordonne l'impression de ce discours.

V

*Acte de Décès de BERNARD-CH.-E. MARTIN DES PALLIÈRES,
10 Février 1848.*

L'an mil huit cent quarante-huit le jeudi dixième jour du mois de février, à quatre heures du soir.

Devant nous Narcisse Pilet Desjardins, adjoint au maire de Bayeux, faisant par délégation les fonctions d'officier public de l'état civil, sont comparus M. Louis-Charles-Alphonse Duhamel de Milly, propriétaire, âgé de quarante-six ans, domicilié commune de Milly, et Norbert de Rotz, propriétaire âgé de trente-trois ans, domicilié en cette ville, lesquels nous ont déclaré que ce jour à onze heures du matin, M. Bernard-Charles-Élisabeth Martin Des Pallières, propriétaire, ancien questeur du Corps législatif, ancien consul de France à Anvers, chevalier de la légion d'honneur, né au cap Français (Isle St-Domingue) âgé de quatre-vingts ans, quatre mois, fils de feu M Martin Des Pallières et de feu dame son épouse, veuf de dame Margueritte-Félicité Rivery, est décédé en son domicile, en cette ville, rue Royale, ce dont nous nous sommes assurés ; pourquoi nous avons rédigé le présent que les comparants ont signé avec nous après lecture.

(Suivent les Signatures).

L'ÉGLISE SAINT-GERMAIN

ET LA SÉPULTURE SEIGNEURIALE

Une des plus grandes préoccupations de nos concitoyens, à l'heure actuelle, est de remplacer l'ancienne église par un monument plus convenable au culte et plus digne de la ville. Quel qu'archéologue que l'on soit, il est impossible de regretter une construction aussi dépourvue d'élégance architecturale et d'un style si rudimentaire. Mais si l'artiste n'a rien à retenir de l'édifice qui va disparaître, il est permis à quiconque s'intéresse au passé de cette ville de songer à nos prédécesseurs, reposant depuis tant de siècles dans cet étroit espace où deux églises au moins se sont succédées. Celle que nous voyons aujourd'hui ne date que de la Révolution. L'extérieur n'offre aucune particularité curieuse, sinon quelques pierres ornementées, que l'on distingue en plusieurs endroits dans la maçonnerie du clocher. Nous croyons y remarquer surtout les fragments d'une cheminée sculptée, provenant d'un logis démoli au moment où l'on reconstruisait l'église.

Ces détails, et beaucoup d'autres, n'ont jamais été relevés. Si je les consigne ici, c'est qu'une curiosité, mêlée d'un certain regret, s'attache toujours aux choses qui vont disparaître. Le mobilier lui-même présente des sculptures non dépourvues d'intérêt. Toutefois je n'en parlerai point, car ce n'est pas ici le lieu d'en donner une description complète. Je citerai seulement le tableau du maître-autel, doublement curieux parce qu'il dénote la main d'un artiste de grande valeur et parce que Flers a quelques droits

aussi de revendiquer M. Victor Schnetz comme un compatriote. Notre pays était son lieu de villégiature préféré ; il y comptait du reste de nombreux amis.

Il est de tradition que le soubassement de l'église actuelle repose exactement sur les fondations de la précédente. Cette enceinte est donc remplie de la poussière des générations disparues ; car il était d'un constant usage, pour les familles aisées, de prendre en fief un banc dont elles utilisaient l'emplacement pour la sépulture des parents décédés. Aussi l'expression, qui revient si souvent dans les registres paroissiaux : « Il a été inhumé dans les cendres de ses ancêtres », est-elle d'une rigoureuse exactitude.

De tout temps, l'archéologue et l'historien ont interrogé les sépultures, non par attrait spécial pour les monuments funèbres, mais pour en exhumer certains renseignements que l'on ne peut trouver ailleurs. Allons donc tout droit aux sépultures les plus notables, c'est-à-dire à celles de nos anciens seigneurs, lesquelles peuvent surtout fournir d'utiles indications.

Les seigneurs de Flers avaient en effet, dans le sanctuaire de l'église Saint-Germain, une place réservée, peut-être un caveau qui, de mémoire d'homme, n'a pas été visité. Les vieux registres paroissiaux en affirment l'existence. Le plus ancien, qui nous reste, porte cette mention : « Le vingt-deuxiesme d'aoust 1638, fut inhumé dans l'église de Flers, haut et puissant seigneur messire Louis de Pellevé, comte de Flers. »

Un nouveau deuil afflige bientôt Pierre de Pellevé, le frère cadet de Louis et son successeur. Dès le 4 mai 1638, il perd « une petite fille n'ayant reçu les cérémonies de l'église à son baptême, âgée de cinq mois environ ».

Vingt ans après, à l'occasion du décès de ce même Pierre de Pellevé, l'enregistrement de son inhumation, dans les cahiers de Flers et de Saint-Georges, nous révèle d'intéressantes particularités : « Le saiziesme jour de septembre 1659, fut inhumé dans le *sancta sanctorum* de l'église de Flers, le corps de hault et puissant seigneur Pierre de Pellevé, comte de Flers ». (Registre de Flers).

« Le neufiesme jour de septembre 1659, messire Pierre de Pellevé, comte de Flers, décéda à Paris, et son corps fut rapporté audit Flers et fut inhumé dans la cave de ses ancêtres, dans l'église dudit lieu. » (Registre de Saint-Georges).

Ainsi la sépulture de nos seigneurs était située dans une partie spéciale du sanctuaire ; mais cette *cave*, pour employer l'expression du registre de Saint-Georges, était-elle une enceinte entourée d'un mur et remplie de terre, comme les tombeaux ordinaires de la nef, ou bien une petite salle ménagée sous le pavé du chœur, comme dans l'église de Durcet (1), c'est ce que l'avenir nous apprendra bientôt, selon toute probabilité.

Notons encore l'enterrement de Louis de Pellevé, fils aîné de Pierre, qui eut lieu le 9 avril 1666 dans le *sancta sanctorum*, et le 24 janvier 1673 celle d'un « enfant masle pour hault et puissant seigneur messire Antoine de Pellevé ». Enfin, la mère de cet enfant, Marie Fauvel, qui avait apporté au comte de Flers les baronnies de Larchamp et La Lande-Patry, mourut elle-même à Rouen, le second jour de juillet 1680, « et son corps fut inhumé dans l'église de Flers le cinquiesme jour dudit mois ». Antoine de Pellevé lui survécut plus de vingt ans et voulut être enterré dans l'église de Chanu. Leur fils aîné, Louis III, mourut en 1722, à l'âge de cinquante-deux ans, et repose aussi « dans le chœur de l'église ». Le fils de Louis III, Hyacinthe-Louis, le dernier des Pellevé de Flers, mourut en 1736.

Sa sœur et unique héritière, Antoinette-Jourdainne de Pellevé, par contrat passé devant Gabriel Lepage, notaire à Flers, le 11 juin 1717, avait épousé, à l'âge de 17 ans, Philippe-René de la Motte-Ango, seigneur de Villebadin. Le mariage fut célébré le 1^{er} juillet 1717 dans l'église de Flers, par le curé d'alors M^e Gilles Lainé, dont la pierre tombale se voit encore devant l'autel de saint Marcou. Le nouveau seigneur de Flers ne put entrer en jouissance de ce beau fief ; il mourut à l'âge de 65 ans des suites d'une chute de cheval, au moment où il venait prendre possession de l'immense héritage échu à Antoinette-Jourdainne de Pellevé (2).

(1) On raconte dans le village qu'à la dernière ouverture de ce caveau, on y put voir les cercueils en plomb déposés sur des tréteaux de fer. Vers la tête de chaque enveloppe de plomb, il y avait, dit-on encore, une ouverture à charnière fermée par une vitre enchassée dans le plomb, au moyen de laquelle on pouvait voir à l'intérieur de chaque cercueil. Ce qui est plus certain, c'est qu'un anneau scellé dans le pavage du chœur indique l'entrée du caveau. En soulevant la pierre à laquelle il est fixé, et quelques autres pavés autour, on aurait accès à l'escalier qui descend dans la crypte.

(2) Consultation pour M. le marquis Camille de Flers par M^e Denormandie, p. 4 (Paris, 1870, in-4°).

et fut enterré dans le chœur de l'église de Flers, le 15 avril 1737. La comtesse de Flers suivit de bien près son mari dans la tombe; elle mourut à Paris le 5 février 1738, à l'âge de 39 ans, et fut inhumée à Flers, dans le chœur de l'église, le 14 février 1738. Son fils aîné, Ange-Hyacinthe de la Motte-Ango, décéda en 1788, alors que l'église actuelle était en construction, et on l'enterra, le 27 avril, dans le cimetière de Flers, devant le portail de l'église, au pied de la croix de pierre qui s'élevait en cet endroit.

Je n'insisterai pas davantage sur un sujet aussi funèbre. Mon excuse est dans le vif désir d'attirer l'attention sur un sol respecté jusqu'à ce jour, mais qui, une fois l'église disparue, serait rendu à l'usage commun. Il serait douloureux de voir jetées à la voirie ou livrées à la profanation les dépouilles mortelles dont il est rempli. Nous applaudissons sans réserve à l'idée de les réunir dans des cryptes ménagées sous la nouvelle église. Que tous y trouvent un abri : les puissants dont nous avons rappelé le nom et les humbles qui n'ont pas d'histoire !

J. APPERT

LES

OFFICIERS BAS-NORMANDS

DE LA VÈNERIE DU GRAND ROI

Les « nobles déduits de la chasse » ont été, de tout temps, très en honneur chez nous. Hauts et puissants seigneurs, gentils-hommes campagnards, *honnêtes gens* possesseurs de fiefs, y cultivaient avec ardeur l'art de la vénerie.

C'était pour eux tout profit. *La chasse*, dit Gaston-Phébus, comte de Foix, *sert à faire fuir tous les péchés mortels. Or qui fuit les sept péchés mortels doit être sauré. Donc bon veneur aura, en ce monde, joie, liesse et déduits, et après aura le paradis encore.*

Du Fouilloux n'est pas moins enthousiaste. A propos de Saint-Hubert, qui était veneur ainsi que Saint-Eustache, il conclut que *les bons veneurs les ensuivront en paradis avec la grâce de Dieu.* Notre compatriote le Verrier de la Conterie qui enseigna si doctement la chasse aux chiens courants eût volontiers dit de même.

Nos veneurs n'aspiraient pas seulement, en bons chrétiens qu'ils étaient au bonheur du paradis. Ils éprouvaient, dès ici-bas, la joie de courre le cerf et le chevreuil à *cor et à cri* à travers nos belles et vastes forêts. Quelles chasses ils ont menées, penchés sur l'encolure de leurs bons chevaux Normands, excités par les jappements des chiens, les cris et les trompes des piqueurs !

Cet amour de la vénerie était poussé si loin que, dans les obligations féodales imposées par le suzerain au vassal, on trouve, pour les riverains de nos forêts, celle d'accompagner le seigneur à la chasse. Il y avait souvent, dans l'accomplissement de ce devoir, plus de plaisir que de peine.

Un droit bizarre de même origine, existait, au profit du tîef des Moutis, sur la baronnie de Courtomer. Comment s'était-il maintenu à travers les siècles ? comment le seigneur d'un chétif fief de haubert exerçait-il ainsi une sorte de suzeraineté partielle sur les terres de son puissant voisin le baron de Courtomer ? Nous l'ignorons, mais, jusqu'en 1789, M. des Moutis eut la licence, une fois par an, de faire manger ses chiens dans l'une des salles principales du château de Courtomer. Et, comme le tîef de hautbert et la baronnie ne vivaient pas toujours en bonne intelligence, messire des Moutis se donnait parfois la maligne satisfaction d'envoyer ses chiens au château un jour de fête ou de gala.

Nos gentilshommes ne dédaignaient pas non plus la chasse en plaine et excellaient dans la fauconnerie. L'art de dresser les faucons et les autres oiseaux de proie était, depuis longtemps, une partie importante de la vénerie.

Voici comment on procédait à cette chasse au *vol*. Le chef de vol envoyait, de tous côtés, voler des *ducs* qui rabattaient le gibier. Dès que le gibier était à portée, on lâchait sur lui les oiseaux de proie, faucons de diverses espèces, *laniers*, *gerfauts*, *sacres* qui l'attaquaient aussitôt.

La chasse au *vol* plaisait particulièrement aux femmes qui pouvaient, sans s'exposer à la fatigue et au danger des courses à travers les forêts, se rendre dans la plaine, le faucon ou l'épervier sur le poing, et se donner le plaisir de le lancer sur la proie.

Grands amateurs de chasse, les gentilshommes Normands furent nombreux, à toute époque, dans la vénerie du Roi et des princes et quand, sous Louis XIII, la chasse fut portée à son haut degré de perfection, Messire de la Pallu, chevalier, seigneur de Gisnay, de la Fosse et du Mesnil-Hubert fut le grand veneur du duc d'Orléans.

Les équipages de chasse prirent, dans la maison du Roi, une importance encore plus considérable, sous Louis XIV. A côté du grand veneur de France qui commandait à une armée d'officiers préposés à la chasse du chevreuil, du sanglier, du daim et du

lièvre, la fauconnerie et la louverie formèrent des services spéciaux.

François Dauvet, comte des Marets, que des liens très proches de parenté unissaient aux le Conte, marquis de Nonant, fut investi de la dignité de *grand fauconnier*. C'est lui qui, comme tel, organisa les vols de la fauconnerie : deux vols pour *le milan*, un vol pour *le héron*, deux vols pour *corneille*, le vol pour *les champs* ou pour *la perdrix*, le vol pour *ricière* ou pour *le canard*, le vol pour *pie* et le vol pour *le lièvre*.

Chacun de ces vols avait un chef, un lieutenant et des piqueurs, tous officiers commensaux de la maison du Roi, exempts, comme tels, de tailles, de tutelle et curatelle, de corvées personnelles, de guet et de garde, ayant droit à des armoiries et à la qualité d'écuyer.

Grâce aux Nonant, nos ruraux de *bonne maison*, nobles hommes ou *honnêtes gens*, entrèrent en grand nombre dans la vénerie et dans la fauconnerie. Il y avait longtemps du reste que leur prédilection s'était portée sur les petits offices de cour qui qui menaient parfois très loin.

On n'apprendra pas notamment, sans curiosité, que le *portecaban* du Roi Henri IV était un brave homme de Coulmer, Henry Lallier, sieur de Merseng, et que Jacques du Coudray, sieur de la Morinière, de Malnoyer, était huissier de la chambre de la reine Marguerite. Sous Louis XIII, Gabriel du Mesnil, sieur du Buisson, de Saint-Germain-de-Clairefeuille, remplissait les mêmes fonctions auprès de la duchesse d'Orléans.

Pour en revenir à la vénerie et à la fauconnerie du grand Roi, on pourrait presque reconstituer ses équipages en parcourant les papiers et parchemins poudreux conservés dans les campagnes d'Exmes, du Merlerault et de Gacé.

C'est *le vol pour pie* qui comptait le plus grand nombre de bas-Normands, sans doute parce que le maître fauconnier de ce vol était un bon gentilhomme originaire de la Gennevraye, Adrien de Billard, écuyer, seigneur de la Motte, qui laissa sa charge à un autre Adrien de Billard, son fils.

Sous Messieurs de la Motte servirent, comme fauconniers oiseleurs, Nicolas et Jean Turpin, sieurs de la Louterie et de Bois-Certain, d'Échauffour, Jacques Philippe, sieur du Boulay, Pomponne et Robert le Brun, sieurs de Breuilly, tous trois de

Nonant. Nicolas de Launay, sieur des Iles, était porte-duc, Pierre Douillard, sieur de Valmartel, de Champhant, et Gabriel Hersent, sieur des Londes, et du Boissalle, de Lignières, servaient, dans ce vol, comme piqueurs.

Antoine Grillon, sieur des Cours, qui, hors de son service par quartier, demeurait en son manoir de Darnetal, à Lignières, était piqueur *au vol du héron*.

François Gravelle, sieur du Chauvin, en Roiville, remplissait les fonctions de *porte-duc au vol pour corneille* qui était encore représenté, chez nous par Jacques Chausson, sieur des Orgeries, de Saint-Germain-de-Clairefeuille, et Michel le Febvre, sieur du Parmesnil, du Merlerault, tous deux piqueurs.

Enfin Denis Lévêque, sieur des Sablons, de Courtomer, occupait le bas de l'échelle de ces dignités et se contentait de la qualité de *ralet de limiers des chiens chassant pour le chevreuil*.

A cette époque, la vénerie de la maison des ducs d'Orléans et d'Anjou était aussi représentée chez nous.

Noble homme Pierre du Bois, sieur du lieu, originaire de Planches, fut fauconnier du duc d'Orléans. Son fils Pierre lui succéda dans son office.

Mary le Villain, sieur de la Chapelle, servait sous leurs ordres avec Jean d'Ouesy, sieur de la Fauvellerie, de Carnettes, précédemment officier de la vénerie du duc d'Anjou.

Il nous a paru intéressant de grouper ces noms ignorés. Leur ensemble prouve non seulement le goût de nos pères pour la chasse, mais aussi l'irrésistible mouvement qui porta nos ruraux du *xvii^e* siècle à s'approcher, le plus près possible, du Roi-Soleil.

A la lumière de ses rayons, le nom de plusieurs d'entre eux est sorti de l'obscurité et, si nous suivions la marche ascendante de leur postérité, nous la verrions parvenir souvent aux dignités les plus élevées.

Plus d'un gentilhomme du *xviii^e* siècle a dû bénir la chasse et les humbles offices de la vénerie du Grand Roi.

Vicomte du MOTÉY.

POÉSIES

LE LOGIS(*) DE L'ORSONNIÈRE

Quand, vaincu par les ans, quelque vieux logis tombe,
Ses hôtes d'autrefois, endormis dans la tombe,
Tressaillent, angoissés de regrets superflus ;
Un peu d'eux va mourir qui survivait encore,
Leur dernier souvenir dans l'oubli s'évapore,
Et, leur toit écroulé, nul ne les connaît plus.

Garde-note royal, ô tabellion antique,
Orson, qui, tant de fois, d'un paraphe authentique,
Au bas des parchemins enguirlandas ton nom,
Nos yeux ont vu naguère, ô vénérable maître,
Ton logis abattu, ses pierres disparaître
Qui seules proclamaient ce que fut ton renom.

Quatre siècles bientôt ont passé depuis l'heure
Où, contemplant joyeux ta nouvelle demeure,
Ta main y suspendit les panonceaux luisants.
Quatre siècles ! pourtant les murs de l'Orsonnière
Fidèles, ont gardé, jusqu'à l'heure dernière,
Ton nom sans eux perdu dans le lointain des ans.

(*) Le Logis de l'Orsonnière, de nos jours l'Hôtel de France, vient d'être démoli par la ville de Flers qui, sur cet emplacement, a fait construire la Caisse d'Épargne.

Souvent, près de ces murs où vivait ta mémoire,
Songeant au jeune Flers moins qu'à sa vieille histoire,
Je crus ouïr des voix qui plus ne s'entendront ;
N'était-ce pas ta voix, de si loin revenue,
Qui murmurant toujours la formule connue,
Disait : A TOUS CEUX QUI LES PRÉSENTES VERRONT... ?

Tes contrats qualifiaient de *maisons demeurables*
Des chaumes, sous lesquels tes voisins misérables
Rêvaient le sûr abri du solide manoir ;
Oui, manoir en leur temps, mais mesure en notre âge,
Car aux ans destructeurs l'homme avait joint l'outrage :
Pignon sur rue encor, mais combien triste et noir !

Triste de la tourelle à ses flancs arrachée,
Des beaux épis dont fut sa crête empanachée,
De ses meneaux brisés, mais bien triste surtout
De la ville nouvelle incessamment accrue
L'étreignant sans pitié des remblais de sa rue,
Comme pour enfouir ses murs toujours debout !

La façade autrefois, de noble architecture,
Accolait un fronton à sa haute toiture ;
Par un large perron, de piliers soutenu,
Un escalier de pierre, à la double montée,
Conduisait à la porte à tout instant heurtée
De tant de vieux clients, sombrés dans l'inconnu !

Gardienne du logis, une épouse fidèle
Et, joie à son foyer, des enfants auprès d'elle,
L'estime de puissant Grosparmy, ton seigneur ;
Orson, de tous ces biens qui sont dignes d'envie,
L'Orsonnière a fleuri le beau soir de ta vie,
Tu vieillis dans la paix et mourus dans l'honneur.

Ses descendants, un siècle, avaient gardé prospères
Et les biens et l'honneur hérités de leurs pères,
Quand soudain, au manoir assombri, tout s'est tu :
Déserte était la cour et la porte fermée.
Quel malheur, éteignant la vie accoutumée,
Ici, comme un vautour, s'est-il donc abattu ?

Ce n'est pas un malheur, hélas ! non, c'est la honte !
On apprend (et l'histoire encore le raconte)
Que vassal criminel et justement puni,
Un Orson a tenté d'assassiner en traître
Henri de Pellevé, son seigneur et son maître,
Délustrant un beau nom à tout jamais terni.

Du manoir confisqué pour telle félonie,
La splendeur sans retour semblait être bannie,
Mais nos logis non plus n'ont pas d'éternel deuil ;
Pour d'autres qui viendront la salle abandonnée
Bientôt rallumera sa large cheminée...
La porte, en effet, s'ouvre, un pas franchit le seuil.

Au nouveau possesseur, salut ! Vous que l'on nomme
Bardel de Liencourt, salut à vous, noble homme !
Au déclin de vos ans, vous marchez escorté
D'une compagne gente et fort bien atournée.
Seize cent vingt et cinq, ô la benoîte année
Qui chez nous apporta cette fleur de beauté.

Vire, ô sieur de Bardel, vous nomme en ses annales
Capitaine du Roy pour les chasses royales ;
La dite Vicomté vous filait des jours d'or ;
Mais Flers, un jour, sourit à l'épouse chérie ;
Lors, adieu Vire ! adieu la capitainerie !
Corneille avait raison : « *Un bel œil est bien fort.* »

Mais la dame disait, attardée en la salle :
• De ces fenêtres tombe une lueur bien pâle,
Élargissons leur cadre où le jour s'entravait ;
Ces meneaux sont de mode ancienne et peu savante. •
Et le pauvre logis frémissait d'épouvante,
Car, très grave, le sieur de Bardel approuvait.

Et l'Orsonnière dut corriger la tristesse
De son style trop vieux pour cette jeune hôtesse.
Inutiles efforts de la caducité !
Ces rajeunissements furent des meurtrissures ;
Il garda cependant, près des humbles mesures,
Son grand air de confort et d'hospitalité.

Un soir, les habitants, rentrant dans leurs chaumières,
L'aperçurent empli de bruits et de lumières.
Un grand repas fêtait le logis restauré.
L'Orsonnière, en la salle où gaiment l'on festoie,
Fière de cet honneur, hébergeait avec joie
Le haut Seigneur de Flers et son docte curé.

L'un, noble Pellevé, l'autre, Thomas Anfric,
N'ayant pu refuser une telle frairie,
L'hôtesse, au milieu d'eux, était rose d'orgueil.
Plus d'une dame encore aussi belle qu'honnête,
Les notables du bourg avaient part à la fête
Et les Couespel trinquaient avec les Nantrieuil.

Un coup d'aile du temps et les de Bardel passent.
Plus tard dans le logis leurs fils vieilliss trépassent ;
Et le temps fuit toujours, l'un entre, l'autre sort.
Alors Profichet, maître et sieur de l'Orsonnière,
Éclaire du reflet de sa probité fière
Notre jeune commerce à son premier essor.

Enfin, le pignon balance
Une enseigne : HÔTEL DE FRANCE
LOGE A PIED, LOGE A CHEVAL.
Bon cidre, hôtelier honnête ;
Aux jours de foire et de fête,
Cohue à briser la tête
De son tapage infernal.

*Des verres, versez de suite !
Un pot de cidre au plus vite !*
Tout gosier est assoiffé.
Les marchands se réunissent ;
De grosses voix retentissent
Et les marchés se finissent
Avec un sou de café.

Dans la cour, que de charrettes,
Que de génisses replètes
Bœufs, gens, chevaux tous mêlés !
L'on commande, l'on querelle :
Qu'on attelle ! Qu'on dételle !
De tous côtés on appelle
Les serviteurs affolés.

Partis les compagnons des anciennes ripailles ;
Les buveurs ont vidé les dernières futailles,
Le silence descend dans la cour qui s'endort.
Du toit hospitalier, abri de tant de têtes,
Contre tant de soleils, contre tant de tempêtes,
Peu de nous, dans un an, se souviendront encor.

Le bonheur, en ces murs qu'hier nous renversâmes,
Souvent de son rayon a réchauffé les âmes ;
Mais aussi que de deuils ignorés pour toujours !

Noires déloyautés, dévouements magnanimes,
Combien de passions perverses ou sublimes
De rêves envolés, de défunes amours !

Enclos dans les cités, les vieux logis moroses
S'écroulent sans regret : ils ont vu tant de choses !
Ainsi fit l'Orsonnière, et l'âme des aïeux
Qui l'habitaient jadis et qui sont vaine cendre,
Soupirait : C'est l'instant où sur nous va descendre
L'oubli, sombre linceul des morts inglorieux.

Mais voilà qu'aujourd'hui de cet étroit espace,
Où d'un regard pieux nous recherchons leur trace,
Leur nom monte vers eux très lointain et très doux,
Et tous songent, heureux d'un mot qui les rappelle :
Notre bourg n'est pas mort sous la ville nouvelle
Et la jeune cité parle encore de nous !

WILFRID CHALLEMEL.

CONSUMMATUM EST

I

L'avenir embrassait le fraternel passé
Dans l'éternel présent de l'Être où tout est stable,
Et le terme du monde était déjà pensé :
C'était l'homme.

Il était aimé par l'Immuable
Quand semant d'univers le chaos vaste et noir,
La comète courait, diaphane ébauchoir,
Heurtait l'astre, y plongeait et chassait dans l'espace,
En jets d'orbes ardents débordés de sa masse,
Auréolés, fleuris de satellites d'or,
Les planètes, ces chars qui poursuivent encor
Leur carrière tournante en spirales sans nombre,
Qui pertent par le temps, par l'espace, par l'ombre,
Par l'angoisse ! l'esprit, immense voyageur
Au Dieu qu'avant les jours il avait fait songeur.

Lorsque s'édifiaient les montagnes calcaires
Que l'infusoire aggrège au lit vivant des mers,
Et lorsque vos forêts, prèles et sigillaires,
Absorbaient en rêvant les pesanteurs des airs,
Dieu pensait à l'esprit qui saurait sous la terre
Reprendre vos troncs noirs aux creusets du mystère,
Pour que leur force obscure aidât l'humanité,
Revécût en chaleur et rajeunit en flamme

Et pour qu'utile encore et léger comme une âme
Un reste étincelât de leur fécondité.
Dieu pensait à l'esprit quand les plesiosaures,
Agitant sur les flots leurs querelles sonores
Au large dispersaient les blancheurs de la mer ;
Quand le monmouth aux poils allongés par l'hiver
Dardant l'ivoire aigu de ses défenses blanches,
Pareilles aux troncs d'arbre émondé de leurs branches,
Mugissait dans la nuit, le long des tunnels sourds
Que dans la profondeur des forêts, ses pieds lourds
Défonçaient, en faisant craquer le cèdre, l'orme,
L'euphorbe, le figuier, le baobab énorme...
Et lorsqu'à sa rencontre un autre roi des bois
Que tous deux ne pouvaient habiter à la fois,
Venait sans redouter de rival qui le dompte,
Et que l'ombre enfantait ce fils : le mastodonte !...
Quand ces pesants rivaux l'un vers l'autre poussés,
De rentrer au limon l'un et l'autre empressés,
Entrechoquaient leurs fronts semblables aux murailles,
Perçaient avec leurs dents leurs fumantes entrailles
De l'êches d'où sortait la vie à jets sanglants,
Et dans leur sang pourpré lavaient leurs larges flancs....
Planant au-dessus d'eux la divine pensée,
Désencombrant la route au roi des derniers jours,
Annulait les essais de la force insensée,
Et pavait, des grands os des mastodontes lourds,
L'habitable de l'homme, affirmant sur la terre
Ce qu'augurait la brute en sa forme grossière.
Il vint. Comme une mère au fils qui naîtra d'elle
Dans la soie et le lin prédispose un berceau,
Le Créateur avait de sa main maternelle
De tout ce qui vécut entassé le tombeau,
Pour que sur les débris de tant de sépultures,
L'Esprit, le dernier né de tant de créatures,
Trouvât la terre en fleurs à son premier éveil,
Et reconnut son père aux sourires du ciel.

II

Au quadriges des lois laissant flotter les rênes
Dieu cessa de créer sur terre comme aux cieux.
La régularité d'un rythme harmonieux
Fit succéder aux jours les nuits, paisibles reines ;
L'étoile, vers la gloire et l'immortalité,
Attira doucement le cœur trop agité.
L'astre eut dans son roulis le murmure du rêve.
L'ordre fit espérer de constants lendemains.

Le Créateur, parlant à l'œuvre de ses mains :

« Vois, dit-il, vois ma paix !... Je me repose : achève... »

Alors à cet appel du père a répondu
L'infiniment petit dans le lointain perdu,
C'est l'homme. Il prie, il fonde, il explore, il s'agit :
C'est Sem, errant pasteur, Nemrod qui précipite
Sur le versant des monts son galop ravageur,
C'est sur la mer antique, Ulysse voyageur,
Colomb ouvrant sa voile aux mers occidentales,
Galilée arpenteur des nébuleuses pâles,
Et l'inventeur des lois qui mènent par l'éther
Le cortège dansant des planètes : Kepler !
Spinelli, puis Sivel écoutant sur la nue
S'il murmure au-delà quelque brise inconnue.
Un homme aussi fait luire au soleil des déserts
Près d'Asiongaber une eau qui joint deux mondes ;
Allant et revenant par les sables ouverts,
L'Europe avec l'Asie échangent sur ces ondes
Qui séparaient Saba de Tyr, et qu'autrefois
Moïse ouvrait au peuple et fermait sur les rois.
Livingstone au désert en silence a grandi,
Géant vengeur des noirs il monte du midi,

Il s'abreuve aux Zambèze où les lions vont boire
Il creuse un vaste lit à la future histoire,
A Stanley, quand il meurt, il transmet le flambeau ;
Plus calme qu'un lotus aux rives du Zaire,
Son âme, dans les eaux, avec douceur expire,
Westminster et les bois sont le double tombeau
Dont l'Europe et l'Afrique honorent son courage,
Cependant qu'envieux d'une si grande mort,
Franklin, voit apparaître, au moment qu'il s'endort,
Le pôle formidable et ses blancs sarcophages !

Aussi laborieux dès les siècles lointains,
L'homme peut être fier des œuvres de ses mains
Il boit dans son chemin l'eau du torrent et lève
Son front devant ce Dieu qui lui disait : « Achève ».
— Seigneur ! Ai-je achevé ?

« Pauvre homme aux pas pesants,
« Répond l'Éternel Père à son fils en voyage,
« Si tu veux faire tant que m'aider à l'ouvrage
« Marche ! épuise sans peur la longueur de tes ans !.... »
. , ...

III

La légère vapeur qui flotte avec la brise,
Qui tantôt s'assombrit et qui tantôt s'irise,
Qui monte vers l'aurore en encens lumineux,
Qui rassemble au couchant ses troupeaux nuageux,
Aime la liberté sans bornes de l'espace,
Et l'homme se suspend aux plis de son manteau ;
Il a su coércer celle que rien ne lasse,
L'obliger, pour un jour, à prendre son fardeau,
Par elle, il a d'un souffle animé les machines
Aux poumons haletants, au poulx précipité.

Le cœur d'acier qui bat l'airain de leurs poitrines
Éternise la fièvre en leur flanc agité,
Et voilà qu'emportés d'une course affolée,
Par la plaine, le bois, le mont et la vallée,
Mille chars ont troublé le repos de la nuit :
Ils vont au son des cors précurseurs funéraires,
Ils vont, ils vont... le loup hurle dans les clairières,
Une rouge clarté dans le lointain s'enfuit...

La terre est large en vain, j'ai vaincu la distance,
Dis-moi, grand ouvrier, si ton œuvre s'avance ?....

.....

« Oui, le reptile est né, c'est juste, et même il court,
« Il siffle, il traîne un corps interminable et lourd ;
« Ma droite en a brisé dans le temps des génèses
« Qui grondaient de la sorte aussi que des fournaises
« Et qu'à temps, pour ceux-là qui se serviraient d'eux,
« L'argile a fait rentrer dans ses flancs ténébreux ! »

.....

IV

Sur le triste chemin, le voyageur qui passe
Dans sa marche est bercé d'un rythme colien :
Il s'arrête, regarde et demande à l'espace
Quelle abeille murmure un chant Virgilien,
Quelle cloche lointaine à son oreille expire,
Quel vent harmonieux dans les branches soupire,
Mais il voit sur la terre une lyre de fer
Qu'une brise légère effleure et rend sonore,
Qui chante autour du monde, au couchant, à l'aurore,
Qui chante dans les cieux comme au fond de la mer...
Appuyant son oreille à l'arbre de la route,
Le voyageur médite, et longtemps il écoute

S'il n'entend rien des cœurs qui se parlent entre eux...
Du verbe des tribuns dans l'agora du monde...
Ou si l'errant oiseau qui traverse les cieus,
A seulement touché d'une aile vagabonde
Cette corde qui vibre autour de l'univers,
Et l'enlace et l'anime et porte dans les airs
Prompte à l'égal de l'ange et de l'intelligence,
Calme comme la nuit et comme le silence,
La foudre, messagère à qui l'homme parla,
Qui s'élança docile et parcourut la terre,
Et revint dire ensuite à cet être éphémère
Ce qu'elle ne disait qu'au Seigneur : me voilà !

Seigneur ! j'ai dérobé cette force inconnue
Que la nature encor cache en Sa Majesté
Si par mes faibles mains ton œuvre est complétée,
Parle !

Et le Créateur répondit :

« Continue ! »

V

Comme une jeune épouse éveillant les humains
La lumière a donné ses baisers à la terre,
Elle porte l'espoir dans sa robe légère
Et le doux souvenir des paradis lointains.
Son nom c'est la candeur et son nom c'est l'aurore,
C'est elle qui nourrit, c'est elle qui colore
La plante verdoyante et sur la joue en fleur
Allume un sang vermeil et la noble pudeur.
Parfois au gré de l'homme, en une chambre noire
Elle fixe des traits chéris de sa mémoire :
Messagère des cieus que son œil n'a pas vus,
Se projetant parfois sur l'écran qu'elle irise,
A travers le cristal du prisme, elle analyse

La tremblante lueur qui sort de Sirius.
Seigneur, elle élargit les toiles de ta tente !
Elle montre des cieux derrière notre ciel
Et sous l'immensité, l'immensité latente ;
Elle tient la clef d'or du temple universel :
Elle entre, sans troubler l'hypostyle sonore,
Laisse dormir le prêtre, et d'une agile main
Devêt de haut en bas le torse surhumain
Du porphyre voilé que Misraïm adore,
Et la calasiris montre à nu le sein noir
D'Isis que sans mourir nul mortel n'a pu voir,
Afin que, se dressant dans sa majesté sombre,
La nature divine apparaisse dans l'ombre !

L'œuvre est-il achevé ?

L'homme encore une fois
Connut la majesté de la céleste voix :

« Quand l'espace vaincu grandirait ta demeure
« Le temps te reste à vaincre à toi qui n'as qu'une heure ».

Les rois pour insulter aux ans injurieux,
Ont confié leur gloire au rythme harmonieux,
Le bronze a subi leur histoire
Ramsès pour éviter l'implacable néant,
Se couche dans l'orgueil d'un sépulcre géant,
Disant : mort, quelle est ta victoire ?

O temps, tu n'es qu'un nom, dit le peuple à son tour,
La gloire et le tombeau sont aux rois, j'ai l'amour.
Le peuple a la part la plus belle,
La famille, pour lui, c'est l'immortalité ;
Aux yeux clairs des amants une postérité
Brille comme une aube éternelle.

La tradition veille à côté des tombeaux
Et les pâtres conteurs façonnent des roseaux.
Et pour chanter et pour écrire,
Guttemberg est penché sur le verbe, qui court
Et plus impétueux que le Rhin dans son cours
Imprime aux siècles son empire.

C'est pour vaincre le temps qu'à flots fuligineux
La houle des vapeurs étouffe et rouille aux cieux
Le soleil mesureur de l'âge,
Et que la lune errante, horloge de la nuit,
Sous des lividités rougeâtres passe et fuit
Noyant l'heure au fond du nuage.

Pour la vaincre, le fer scintille et respandit,
Le pilon monstrueux bondit et rebondit,
Ses coups mugissent en cadence,
Le balancier meut ses deux longs bras d'acier,
Le volant tourne ainsi qu'un large bouclier,
En un majestueux silence.

Mécaniques de fer, guerriers aux cimiers noirs,
Mêlant un feu terrestre à la pourpre des soirs
Vous qu'eût chantés le vieil Homère !
Le Temps est l'ennemi qu'ensemble vous domptez
Il vous suffit d'un jour et vous exécutez
Ce que des siècles n'ont pu faire ;

Puis quand la nuit sur tous a répandu sa paix,
Quand le sang des amants est passé pour jamais
Dans le cyprès, l'herbe ou la rose,
Qu'entends-je alors ? Ce sont eux qui parlent encore :
J'entends la voix des morts, comme le son du cor
Au sein des bois quand tout repose...

D'amis chers et perdus, je reconnais la voix :
Ce sont bien les vieux airs qu'ils aimaient autrefois,
Où tout le passé chante et pleure,
Serait-ce un doux fantôme évoqué par l'amour ?
Ou quelqu'un des marcheurs des sentiers sans retour
Qui revient vers le temps et l'heure ?

Non, mais c'est qu'Édison sur un disque d'airain
A d'un stylet de fer gravé le verbe humain,
Il traverse les ans rapides,
Fragile, mais plus sûr de l'immortalité
Que les vers éclatants la gloire, la beauté
Et que les hautes pyramides !

— Où donc est maintenant la victoire des jours ?
Faut-il lutter encor, Seigneur ?

Dieu dit :

« Toujours ! »

VI

Alors découragé devant la tâche immense
Qui toujours s'accomplit, qui toujours recommence,
Et penchant vers la terre un front toujours plus bas,
L'homme redit à Dieu qu'il souffre et qu'il est las.
Ah ! si jamais au soir d'une longue carrière
L'ombre du térébynthe au prophète fut chère,
Comme à lui, donne-moi d'apaiser mes pensées
Dans le dormant oubli des tombes effacées,
De goûter l'ombre fraîche où dorment mes aïeux !
Prends mon âme, Seigneur ! Je ne vaux pas mieux qu'eux !

« Lève-toi ! dit la voix qui parlait au prophète
« Lève-toi ! Ceins tes reins pour une autre conquête ! »
Et laquelle ? Seigneur !

- « Celle de la justice. Alors que la lumière
« Du néant à ma voix s'échappait la première,
 « D'un essor si vainqueur
- « Que l'espace et le temps n'y firent point obstacle,
« Je ne me donnais pas un si divin spectacle
 « Qu'à contempler surgir
- « Et croître, dans ton cœur, la Justice féconde,
« Et longtemps préparé, l'œuvre incomplet du monde
 « Par Elle s'accomplir.
- « Savant, ton œuvre est beau, le fut-il plus encore,
« Quant tu commenderais au couchant, à l'aurore,
 « Aux étés, aux hivers,
- « Quand tu ferais rugir à ton gré la tempête,
« Comme Leviathan ruisseler sur ta tête
 « La chevelure des mers,
- « Quand tu pourrais au front des nuits mystérieuses,
« Cueillir ces fleurs des soirs, les blanches nébuleuses,
 « Il importerait peu ;
- « Tu n'entendrais pas moins la plaintive nature
« Les monts, les bois, les mers et toute créature
 « Gémir devant son Dieu :
- « La nature gémit, attendant la Justice.
« Mais voici s'avancer cette consolatrice,
 « Et le monde est fini !
- « Et de ses durs labeurs l'homme aussi se console,
« Et des monts et des mers et des bois, il s'envole
 « Un cantique infini. »

VII

C'était le vendredi, sous Tibère, à trois heures
L'astre qui sert de lampe aux terrestres demeures
S'assombrit et l'ombre monta,

La création, mer aux écumes profondes,
Fit rouler dans la nuit la houle de ses mondes,
D'Aldébaran au Golgotha.

Comme à d'anciens bienfaits dont serait plein l'abîme
Le don d'un Dieu qui meurt, s'ajoute, plus sublime
Que tous ses dons passés,
Et de ses bras ouverts montrant leur multitude
Il dit à la pitié comme à l'ingratitude :
« En avez-vous assez ?

Est-ce assez de mon œuvre, est-ce assez de ma vie ?
Homme, est-il assez grand l'ensemble où je convie
Ton amour spectateur ? »
Du cœur et du regard l'homme embrasse et contemple
Nature et Dieu, soleils et croix, victime et temple,
Bienfaits et bienfaiteur.

Et vous compatissez, ô souffrants magnanimes !
Apôtres, confesseurs, expatriés, victimes.
Préférés des malheurs !
Soit qu'au seuil de l'histoire en larmes prophétiques
Job unisse à la Croix, espoir des maux antiques,
Ses antiques douleurs,

Soit qu'aux bords Africains du Victoria bleu,
Les martyrs de notre âge expirent dans le feu
Comme ceux d'autrefois,
Tous, ils ont, de leur Dieu consommant l'œuvre immense,
Aidé le vaste amour qui par les Cieux commence
Et finit par la Croix.

18 Octobre 1895.

FLORENTIN-LORIOT.

LES

IFS DE LA LANDE-PATRY (ORNE).

I

L'If dont le nom français vient du celtique *iw*, qui veut dire *vert*, et le nom latin *Taxus* du grec *Toxon*, qui signifie à la fois arc et flèche, allusions évidentes à sa verdure perpétuelle et à l'emploi qu'en faisaient les anciens, est une de nos essences les plus intéressantes par son organisation, ses propriétés et sa longévité. Il est originaire de l'Europe centrale et méridionale (1), mais son introduction dans notre pays remonte à une haute antiquité, puisque du temps de César il était déjà très répandu dans les Gaules (2).

L'usage de le planter dans les cimetières date des premiers siècles du christianisme ; son feuillage persistant et sa grande

(1) Cfr. : Graner : *Die geographische Verbreitung der Holzarten. Die Coniferen*, Mit. 1 Karte, in *Fortwissenschaftliches Centrablatt*, Août 1894, p. 409.

(2) Rex Cativolus *taxo, cujus magna in Galliâ Germaniâque copia est, se exanimavit* (*Cæs. Comment. de Bello Gallico*). — Le texte de César nous montre aussi que les propriétés léthifères de l'If étaient connus des anciens. Son feuillage renferme un poison violent, et si la pulpe rouge, qui entoure la graine et qui est mucilagineuse, peut être mangée impunément, la graine elle-même est très vénéneuse. Cfr. : Decaisne et Naudin : *Manuel de l'amateur des jardins*, t. III, p. 328 ; Carrière : *Traité général des Conifères*, p. 745. — V. sur l'usage qu'en font quelquefois les paysans des environs de Condé et de Flers : *Esquisses du Bocage normand*, par Jules Leœur, t. I, p. 307.

longévité figuraient pour nos ancêtres l'immortalité née de la tombe (1). Au Moyen-Age, on croyait aussi, mais à tort, que l'If avait la propriété de chasser les miasmes, qui provenaient de la décomposition des corps, et d'arrêter les maladies pestilentiellles.

II

Le département de l'Orne possède au Ménil-Ciboult (2), à la Lacelle, à la Ferté-Fresnel, à Cuissai, à Lignou (3), à Fresnay-le-Samson et dans quelques autres localités des Ifs, qui méritent de fixer l'attention des observateurs, mais les deux que l'on voit dans le cimetière de la Lande-Patry sont, à juste titre, les plus renommés par leur âge et les proportions vraiment colossales de leur tronc (4). Un surtout fait depuis longtemps l'admiration de tous ceux qui le visitent, et parmi les voyageurs et les curieux

(1) Doit-on comme certains auteurs (L. Delisle : *Etudes sur l'agriculture en Normandie*, p. 355, L. de La Sicotière : *Notes pour servir à l'histoire des jardins, etc.*, p. 68) voir dans cette coutume, qui venait des Gaulois, un retour aux idées païennes ? Je ne le pense pas. Les Gaulois avaient, il est vrai, l'habitude de planter auprès de leurs temples un pin qui était l'objet d'un culte superstitieux. Mais la verdure persistante de cet arbre n'était-elle pas aussi pour eux l'image d'une vie qui ne devait pas finir ? On sait combien la croyance à l'immortalité de l'âme était profondément enracinée chez ces peuples. Les Druides, dit César (*De Bello Gallico*, lib. VI), animaient le courage des guerriers et les exhortaient à braver les périls par l'espoir de l'immortalité. C'est dans ce sentiment, dit encore Lucain (*Pharsal.*, lib. I, v. 460), qu'ils puisent l'ardeur impétueuse, qui les fait courir à la mort ; suivant eux, rien n'est plus lâche que d'épargner une vie qu'on ne perd pas sans retour. En présence de pareils témoignages, serons-nous surpris que les Gaulois aient voulu avoir sans cesse devant les yeux le symbole d'une croyance si solidement établie dans leur esprit ? Aussi quand le Christianisme eut détruit dans les Gaules le culte des idoles et aboli les pratiques superstitieuses, il n'eut garde de s'élever contre un usage qui s'harmonisait si bien avec les enseignements de la foi.

(2) Cfr. : H. Gadeau de Kerville : *Les vieux arbres de la Normandie*, in *Bulletin de la Société des Amis des Sciences naturelles de Rouen*, 2^e semestre, 1894, p. 289. — L'If du Ménil-Ciboult a une circonférence un peu plus grande que les Ifs de la Lande-Patry.

(3) Cfr. : A.-L. Letacq : *Curiosités végétales du département de l'Orne*, in *Bulletin de la Société d'Horticulture de l'Orne*, 1894, 2^e semestre, et 1895, 1^{er} semestre.

(4) Ils sont célèbres jusqu'en Angleterre : J.-H. Wiffen les a chantés dans ses *Adieux à la Normandie* (Farewel to Normandy). V. la bibliographie.

qu'attirent les beautés de notre Bocage, il en est peu qui n'aient suivi le conseil du poète de Flers, Lucien Legendre (1) :

Quand le matin au lever de l'aurore,
Vous parcourez les chemins verdoyants,
Foulant aux pieds les fleurs qui vont éclore
Au bord des prés dans les sillons des champs,
Si vous passez auprès de cette enceinte,
Dont un vieux temple occupe le milieu,
Entrez, entrez, car c'est la porte sainte
Que l'homme passe en retournant à Dieu.
Vous y verrez ce vieil If solitaire
Qui prend sa sève au milieu des tombeaux,
Et quoi qu'il soit plusieurs fois centenaire,
Son tronc creusé porte de verts rameaux.

.....

Il est orienté suivant la règle indiquée par De Caumont « à droite de la porte occidentale de l'église » et distant de l'autre de 7 à 8 mètres seulement. Il mesure 8^m80 de circonférence à la base, 10^m05 à 1^m du sol et 7^m85 au niveau des branches. Son tronc, qui a 2^m55 d'élévation, est donc sensiblement aminci aux deux extrémités. Est-ce lui, que Bernardin de Saint-Pierre aurait voulu désigner, quand il a écrit : « J'ai vu en « Basse-Normandie un vieux If planté du temps de Guillaume-le-Conquérant ; il est encore chargé de verdure, quoique son « tronc caverneux et tout percé à jour ressemble aux douves « d'un vieux tonneau ? » (2) Quelques-uns l'ont pensé (3), et non sans motif, car la comparaison ne manque pas d'une certaine justesse.

L'origine de ce renflement externe correspondant à une cavité intérieure concave s'explique facilement : il y a plusieurs siècles, alors que l'arbre étaient encore en pleine vigueur, de cet endroit partaient de grosses branches, qui furent coupées sans doute parce qu'elles rendaient assez difficile l'accès à l'église ; on ne laissa subsister que la tige principale qui forme aujourd'hui la partie supérieure du tronc. Puis le fonctionnement du tissu générateur donna naissance à des bourrelets qui se chargèrent de nombreuses branches adventives ; celles-ci ayant été elles-

(1) V. la bibliographie.

(2) *Etudes de la nature*, t. II, p. 389 et 399.

(3) E. Vimont : *La Lande-Patry : les Ifs, etc.*, in *Bull. soc. scientifique d'Argentan*, 1884, p. 337.

mêmes taillées à différentes reprises, un phénomène identique se produisit à chaque fois, et peu à peu se sont constituées vers le milieu du tronc ces excroissances dont l'ensemble forme une convexité, qui lui donne assez bien l'aspect d'un tonneau.

L'écorce, dont il est recouvert, est effritée et trouée ; il se bifurque d'abord, puis se subdivise en sept ou huit grosses branches qui, après s'être elles-mêmes considérablement ramifiées, donnent à la tête de l'arbre la forme d'un sphéroïde, dont on peut, déduction faite des intervalles des rameaux et des branches, évaluer la surface au minimum à 200 mètres carrés. Si l'on observe que cette tête n'est soutenue que par un tronc entièrement creux, dont il ne reste que l'écorce et l'aubier d'une épaisseur moyenne de 0^m15, un calcul très simple suffira pour nous faire voir combien est remarquable la structure de l'If au point mécanique et nous prouver la grande ténacité de son bois. En effet cet arbre présente directement d'un seul côté au souffle de la tempête une surface d'au moins 100 mètres carrés. Or la pression du vent égalant et même dépassant 90 kilogrammes par mètre carré, c'est d'un effort continu de 9000 kilogrammes multiplié par la hauteur du tronc sous les branches dont l'If de la Lande triomphe pendant la durée de la tourmente. Il peut donc dire en toute vérité avec un de nos poètes (1) :

Peu m'importent la foudre et les vents et la neige,
Ils vont..... Insouciant, je les laisse passer ;
Je resterai debout, car le Ciel me protège
Et lui seul peut me renverser.

Son tronc creux présente à l'Ouest une ouverture ayant 2^m15 de haut sur 0^m80 de large, par laquelle on peut pénétrer dans l'intérieur. Là on trouve une véritable salle circulaire, de 7 à 8 mètres de circonférence (2), recevant les rayons lumineux par la partie supérieure et par quelques petites fenêtres latérales. Sur ses parois internes, j'ai observé les filaments déjà signalés par M. Le Meulais (3), qui, selon toute probabilité, prennent naissance dans la zone cambiale de la tige et tirent leur nourriture des parties en voie de décomposition. Ne pourrait-on pas voir

(1) A. Flavé : *L'If de la Lande-Patry*. V. la bibliographie.

(2) Très semblable à celle de l'If d'Estry (Calvados) décrit par M. Le Meulais : *Les vieux Ifs des environs de Vire* in *Bulletin de la Société Linéenne de Normandie*, 1892, p. 82.

(3) Cfr. : A. Le Meulais : *op. cit.*

dans ce phénomène si curieux une des causes de la longévité de l'If? Comme tous les arbres, il puise dans le sol les substances nécessaires à sa nutrition, mais quand les racines normales ne remplissent plus qu'imparfaitement leur fonction, des racines adventives le font vivre aux dépens de lui-même.

C'est surtout à la salle, où nous observons ces faits si intéressants pour la physiologie, que l'If de la Lande-Patry doit sa grande célébrité.

Une tradition très accréditée dans le pays rapporte que Napoléon, élève de Brienne, se trouvant au château de Beaumanoir, où il avait accompagné son père, y aurait pris un goûter avec plusieurs de ses parents et de ses amis (1).

On dit aussi qu'un ancien curé de la Lande, qui avait émigré en Angleterre au moment de la Révolution, y donna à son retour un repas auquel l'évêque de Sées fut invité.

Nous avons tous entendu parler de ce *frater* de village nommé Gosselin, qui, vers 1820, installa dans l'If son rasoir et son plat à barbe. « Ma boutique, se plaisait-il à dire, est assurément la plus ancienne de Normandie » (2).

Un fait assez récent nous donnera une idée plus exacte de sa contenance. M. Vimont raconte que le jeudi 20 novembre 1884, lors d'une excursion faite à la Lande-Patry en compagnie de notre excellent collègue M. Jules Appert, ces deux Messieurs se trouvant à visiter les Ifs au moment de la sortie du catéchisme, voulurent compter le nombre d'enfants qui pourraient prendre place à l'intérieur du vieil arbre : *vingt-quatre* furent disposés en rond le dos appuyé contre le mur et *trente-neuf autres* s'y tinrent facilement debout (3).

(1) Le château de Beaumanoir, qui a été plus tard converti en filature de coton, est situé sur la commune de Montilly. Il appartenait alors au général du Rozel, lieutenant-général et gouverneur de l'île de Corse, comte de Beaumanoir, qui avait pour premier aide de camp le père de Napoléon. (Note de M. Murie, architecte à Flers). V. sur le séjour de Napoléon à Beaumanoir. De Néel : *Histoire et antiquités du marquisat de Ségrie-Fontaine* ; L. de La Sicotière : *Orne pittoresque*, p. 270. et *Notes pour servir à l'Histoire des jardins*, p. 82.

(2) Cfr. : Jules Lecœur : *Esquisses du Bocage normand*, t. I^{er}, p. 307. — M. Vimont (op. cit.) donne plusieurs autres détails anecdotiques pour lesquels nous renvoyons le lecteur à son article.

(3) Après la lecture du présent travail qui fut faite devant la Société historique de l'Orne, lors de l'excursion à la Lande-Patry, le président

Comme derniers détails sur ce véritable phénomène du règne végétal dans notre pays, disons que sa hauteur totale est de 14^m, que l'espace circulaire recouvert par ses branches est de 450 mètres carrés et qu'enfin le sol, où il croît, est formé par les schistes cambriens.

III

Son voisin est moins élevé; il n'a que 12^m40 de hauteur; il est aussi moins gros : le pourtour mesure 6^m50 au niveau du sol, 7^m80 à un mètre de hauteur et 6^m80 sous branches. L'intérieur du tronc est creux, mais pas entièrement vide; deux cylindres ligneux partant de la base des grosses branches pour se fixer en terre remplissent une partie de la cavité; ces cylindres se sont développés pendant la décomposition des parties internes, et en croissant de haut en bas ont fini par gagner le sol et y prendre racine; aujourd'hui ils servent autant à solidifier l'arbre qu'à le nourrir.

Trois ouvertures, dont une assez grande, donnent accès dans ce tronc d'If où, à cause des productions ligneuses, les enfants seuls peuvent facilement s'introduire et circuler.

A 1^m90 du sol, le tronc se partage en deux grosses branches de 4^m50 et 4^m10 de circonférence; comme elles tendaient à s'écarter et menaçaient de se briser au souffle de la tempête, on les a réunies par une barre de fer. Ces branches divisées et ramifiées couvrent une superficie de 380 mètres carrés et forment un sphéroïde assez irrégulier de 6 à 7^m de rayon.

IV

Quand on se trouve en présence d'arbres tels que les Ifs de la Lande-Patry, après en avoir considéré les énormes proportions, mesuré le pourtour, évalué la hauteur, étudié les détails de

M. Le Vavasseur eut l'heureuse idée d'inviter les personnes présentes à entrer dans l'If; le vieux tronc les a toutes contenues. Nous étions vingt-trois et il y avait encore quelques places. Cfr. : *La Croix de l'Orne*, n° du 13 octobre 1895; *Revue normande et percheronne*, septembre-octobre, 1895, p. 311. Une gravure représentant cette scène désormais historique est jointe au *Compte-rendu de la séance*, publié par M. Louis Duval.

l'organisation, on se demande naturellement quel âge ils peuvent avoir. C'est là, un problème difficile à résoudre, car la croissance des végétaux est une fonction de facteurs nombreux et variables ; le sol, le climat, l'altitude, l'exposition, l'isolement ou la réunion, l'individualité même exercent une influence plus ou moins directe sur ce phénomène ; aussi nous ne saurions prétendre arriver à une solution rigoureuse (1).

Les expériences répétées d'un naturaliste des plus éminents de notre siècle, Aug.-Pyr. de Candolle, l'ont conduit à admettre que l'If présente environ une ligne d'accroissement annuel pendant 150 ans et un peu moins d'une ligne après ce terme (2). Plusieurs auteurs, entre autres M. Le Meulais (3), observent que cette loi, résultat d'études faites sur de jeunes sujets, ne peut s'appliquer d'une façon aussi exacte à ceux dont la croissance est anormale, quand la décomposition a commencé et que les racines adventives ont déjà fonctionné, ce qui est le cas pour les Ifs de la Lande-Patry. Moi-même, j'ai récemment montré que la formule de De Candolle donnait aux Ifs du presbytère de Monnai (Orne) un âge bien inférieur à celui qu'ils ont en réalité (4).

Cependant plusieurs naturalistes (5) ayant reconnu qu'en calculant l'âge des Ifs d'après cette formule et par d'autres méthodes on arrivait souvent à des résultats peu différents, MM. Gadeau de Kerville et Le Meulais continuent de la suivre et la ligne valant $2^{\text{mm}}256$, ils prennent $2^{\text{mm}}25$ pour environ une ligne et 2^{mm} pour correspondre à un peu moins d'une ligne. Si je l'applique

(1) Cfr. : A. Le Meulais : *Op. cit.*, p. 87.

(2) *Physiologie végétale ou exposition des forces et des fonctions vitales des végétaux pour servir de suite à l'organographie végétale et d'introduction à la botanique géographique et agricole*, t. II, Paris, Béchet, 1832, p. 1001.

(3) *Op. Cit.*, p. 87. — Cfr. : F. Jaennicke : *Die Eibe* (TAXUS BACCATA. L.) *natur und kulturwissenschaftlich betrachtet*, in 33, 34, 35 et 36, *Bericht über die Thätigkeit des Offenbacher Vereins für Naturkunde*, du 3 mai 1891 au 5 mai 1895. Offenbach-am-Main, 1895.

(4) Cfr. : *Curiosités végétales du département de l'Orne* dans le *Bulletin de la Société d'Horticulture de l'Orne*, 2^e semestre, 1894, p. 78. — V. aussi la *Note sur les Ifs funéraires de la Normandie* (avec 3 fig. dans le texte), par H. Gadeau de Kerville : *Bulletin de la Société des Amis des Sciences naturelles de Rouen*, 2^e semestre, 1894, p. 359. L'auteur a d'ailleurs reproduit mon article sur les Ifs de Monnai.

(5) Cfr. : H. Gadeau de Kerville : *Op. cit.*, p. 365 ; H. Conventz : *Die Eibe in West-preussen, ein aussterbender Waldbaum* (avec 2 pl.), Dantzig, Th. Bertling, 1892.

aux Ifs de la Lande-Patry, voici comment je procède pour le plus gros : à cause des excroissances qui donnent un volume considérable à la partie médiane du tronc, il me semble nécessaire pour trouver une circonférence égale à ce qu'elle serait, si cette énorme convexité n'existait pas, de prendre une moyenne entre le pourtour de l'arbre à sa base et au niveau des branches : j'obtiens ainsi 8^m37, soit 2^m66 de diamètre, ce qui fait 1314 ans. Pour l'autre, une méthode semblable nous donne 6^m65 de circonférence, 2^m11 de diamètre et 1039 ans. Si de plus à l'exemple de M. Le Meulais (1), j'ajoute à ces résultats 100 ans pour le nombre d'années de décrépitude, puisque, d'après la tradition (2), les arbres n'ont pas changé d'aspect depuis cette époque, j'arrive à un total de 1414 et 1139 ans : le premier aurait été planté à la fin du v^e siècle et le second vers le milieu du viii^e. Il y aurait donc entre l'âge de ces Ifs une différence de 275 ans, mais à cause de la très grande variabilité des données du problème, ces chiffres doivent être regardés comme approximatifs, et ils n'autorisent pas à rejeter absolument la tradition locale d'après laquelle les deux arbres plantés en même temps seraient contemporains de Charlemagne. Je ne les crois pas cependant postérieurs à cette époque, et la date fixée par Bernardin de Saint-Pierre me paraît devoir être écartée.

Quelque opinion que l'on suive, les Ifs de la Lande-Patry se présentent à nous comme de véritables monuments historiques qui, depuis des siècles, résistent aux ravages du temps. Les touristes les rangent avec raison parmi les curiosités naturelles de la Normandie ; les botanistes leur demandent la solution de problèmes importants d'anatomie et de physiologie végétale ; nous y voyons surtout d'intéressants vestiges des âges passés, les seuls témoins vivants d'une longue période de notre histoire, le symbole de la foi et des immortelles espérances de nos aïeux. Aussi étaient-ils à tous égards dignes de notre visite (3).

(1) *Op. cit.*, p. 87.

(2) E. Vimont : *Op. cit.*, p. 344.

(3) Le cimetière de la Lande-Patry renferme deux autres Ifs, qui ne présentent qu'un intérêt médiocre : l'un situé au sud de l'église, du côté du presbytère, mesure 3^m75 de circonférence, 2^m50 de hauteur sous branches et 11 à 12 mètres de hauteur totale, le tronc est creux ; l'autre placé en face la porte principale de l'église est encore très sain ; son pourtour est de 1^m80 et sa hauteur de 10 à 11 mètres ; ses racines au niveau du sol ont un diamètre de 2^m80.

BIBLIOGRAPHIE DES IFS DE LA LANDE-PATRY

1788. Bernardin de Saint-Pierre : *Études de la nature*. La citation relative à l'If de la Lande-Patry se trouve dans le t. II, p. 388 et 389; (T. IV des *Œuvres complètes de Bernardin de Saint-Pierre* publiées par Aimé-Martin. Paris, Méquignon-Marvis, 1818).

1826. J.-H. Wiffen : *Farewel to Normandy*. Ces adieux à la Normandie forment un poème de 24 strophes, de 12 vers chacune, daté de la Roche-Guion, oct. 6, 1826, et imprimé à Paris par Lefebvre, 11, rue de Bourbon; 3 p. gr. in-⁸, non paginées.

Il a été reproduit par l'auteur dans l'Appendice du premier volume (p. 535) de son ouvrage intitulé : *Historical memoirs of the House of Russel, from the time of the norman conquest*. London, 1833, 2 vol. in-8°, XIX-563 p., 604 p. (1).

Voici la strophe où l'If de la Lande-Patry se trouve mentionné :

By pleasant BULL's oak-crown'd height,
Mild may the river warble still :
And yet the wild-bee wing its flight
Each morn to HAMAR's thymy hill :
Sweet, sweet on CLINCHAMP fall the dew,
And many a prayer, LA LANDE-PATRY,
Be offered up to heaven anew
Around thy centenarian tree !
.....

A ce dernier vers est ajoutée l'annotation suivante : In the cemetery of La Lande-Patry, near Flers, is a magnificent old-yew-tree, capable of holding in its hollow trunk from ten to fifteen persons, yet covered still with the most florid verdure.

1845. Léon de La Sicotière et Auguste Poulet-Malassis : *Le département de l'Orne archéologique et pittoresque*, 1845-51 in-⁸ de 305 p. — V. p. 270.

1858. Lucien Legendre : *Rêverie sous un vieil If dans le*

(1) Wiffen le fait précéder dans ce dernier ouvrage du commentaire suivant : « The extreme gratification wich I derived, during my norman tour, from the object of antiquarian interest, wich at every step I met « with, the hospitable attentions I received wherever I went, and the beauty « of scenery I traversed led me, as I departed from Caen to Rouen and « skirted, in foot, along the lower road from this city to Mantes, to breathe « out my regrets in the following FAREWEL, a few copies of which I had « printed in Paris for distribution amongst those whom I was leaving. »

cimetière de la Lande-Patry. Poésie datée du 10 juin 1858 publiée d'abord par le *Journal de Flers*, reproduite dans une *Etude biographique sur l'auteur* (*Annuaire de Flers pour 1884*, p. 88), et par M. Vimont, dans sa note sur les Ifs de la Lande : *Bulletin de la Société scientifique d'Argentan*, 1884, p. 342.

1860. A. Flavé : *L'If de la Lande-Patry*. Poésie publiée dans une chronique du *Journal de Flers* (n° du 3 mai 1860), signée : W. Dupré.

1865. Léon de La Sicotière : *Notes pour servir à l'Histoire des Jardins et de l'Arboriculture dans le département de l'Orne*. Alençon, E. De Broise, imp.-édit., 1865, in-8°, 95 p. V. p. 68. — Extrait du *Bulletin de la Société d'Horticulture de l'Orne*.

1869. G. Bouet : *Excursion à l'abbaye de Belle-Étoile pendant le Congrès de l'Association normande* (à Flers). *Annuaire normand*, p. 482-488. — Quelques lignes de la fin de cet article sont consacrées aux Ifs de la Lande-Patry et accompagnées d'une gravure, très médiocre d'ailleurs, représentant le plus gros.

1883. Jules Lecœur : *Esquisses du Bocage normand*. Condé-sur-Noireau, L. Morel, in-8° de 408 p. — V. p. 306-308 la note consacrée aux Ifs de la Lande-Patry, avec une photographie de ces deux arbres.

1884. Eugène Vimont : *Les Ifs de la Lande-Patry et son clocher*. Argentan, imp. du *Journal de l'Orne*, in-8°, 14 p. avec une planche très mal réussie et très insuffisante, reproduite d'après la photographie de l'ouvrage précédent. — Extrait du *Bull. Soc. scientifique d'Argentan*, 1884, p. 337.

1895. Henri Gadeau de Kerville : *Les vieux arbres de la Normandie ; étude botanico-historique*. Fascicule III avec 21 planches en photo-collographie et 3 fig. dans le texte presque toutes inédites et faites sur les photographies de l'auteur. — Extrait du *Bull. de la Soc. des Amis des Sciences naturelles de Rouen*, 2^e semestre 1894, p. 265-411. — V. p. 293-304 l'article consacré aux Ifs de la Lande-Patry, avec deux très belles photographies, et p. 363 une fig. du tronc du plus gros reproduite dans le texte.

A.-L. LETACQ.

VISITE A L'ÉGLISE DE LA LANDE-PATRY

I

Le jeudi 10 octobre 1895, la Société historique et archéologique de l'Orne faisait l'honneur d'une visite scientifique à l'église de la Lande-Patry, après avoir chanté les ifs qui en gardent l'entrée.

Un rapporteur bienveillant a rendu ses impressions en ces termes : « C'est tout à la fois un modèle de restauration et un « monument historique ».

Au soir même de la séance, à Flers, M. de Contades avait dit : « La belle église de La Lande-Patry que nous venons de visiter « a été restaurée non seulement avec goût mais avec un *souci* « bien rare du passé ».

Il y aura bientôt vingt ans, celui à qui la Providence a confié ce *souci* écrivait : « L'amateur d'antiquité qui aura loisir et « talent pour recueillir les annales de La Lande-Patry trouvera « certainement des trésors et des jouissances sur cette terre « féconde en souvenirs historiques. Depuis le milieu du XI^e siècle « où William Patry, premier seigneur connu de La Lande, « recevait, en son château fort, et, à la même heure, le roi « Harold et son futur vainqueur Guillaume le Conquérant, « jusqu'aux martyrs de la Révolution et au relèvement de l'anti- « que église, il y aurait tout un livre rempli de richesses. »

Le célèbre poète anglo-normand qui chantait au XII^e siècle les exploits de *Willaume Patric* de La Lande, Robert Wace pensait peut-être à nous quand il disait :

*Lunge est la geste des Normanz
Et grière à mettre en romanz.*

L'église de La Lande-Patry pourrait bien prendre le titre d'église-mère de la contrée : le sanctuaire, consacré à Notre-Dame (1) par la piété des Patry, est le seul morceau d'architecture moyen âge que l'on rencontre dans le canton de Flers. Bâti à l'époque dite de transition vers l'an 1150, le sanctuaire ou la chapelle de Notre-Dame de La Lande se composait de deux travées d'inégale grandeur terminées par un chevet droit, comme cela se voit à Dol et dans les cathédrales anglaises. Les voûtes et les contreforts comme les murs ont une épaisseur considérable. Les cinq fenêtres en plein centre, pur roman, s'ouvraient à deux mètres à l'intérieur et à vingt centimètres au dehors. On peut s'en rendre compte par celle qui est conservée derrière l'autel ; on dirait une meurtrière ou barbacane. La première travée servait de péristyle aux Moines chargés de célébrer l'office ; une porte pratiquée dans l'épaisseur du mur communiquait avec leur manoir accolé à l'église vers le beau soleil.

La régularité de la nouvelle construction exigeait la suppression de cette partie qui, d'ailleurs, était en mauvais état, outre qu'elle avait été singulièrement maltraitée par les maçons du XVIII^e siècle (2). Le chevet qui nous reste est parfaitement conservé. Les colonnes engagées sont couronnées de chapiteaux romans variant entre les simples palmettes et les enroulements ; l'arc triomphal et la voûte présentent de belles ogives gothiques.

Contre ce vieux monument, on avait accolé de siècle en siècle ce je ne sais quoi qui était l'église paroissiale. Deux grandes arcades allongées comme les arches des vieux ponts ouvraient sur deux soupçons de bas-côtés ; une tribune surnommée le Poudrier, sans doute parce que le balai du custos n'y passait jamais ; une échelle pour grimper à une vieille horloge dont le balancier, par son tic-toc lugubre, battait le *toujours* et *jamaïs* de l'éternité... quelque chose enfin comme ces vieux manoirs qui font songer aux revenants.... C'était l'église de La Lande !!!

En contemplant cette ruine, on pouvait bien répéter ce que M. de Contades a dit ailleurs : « Nulle église ne conviendrait

(1) Avant l'annexion de La Lande au diocèse de Séez, tous les actes authentiques disaient : Notre-Dame de Lande-Patry.

(2) Au milieu du siècle dernier, d'importants travaux, entr'autres le petit clocher, avaient été entrepris par les soins du curé Michel Bremenson qui mourut en 1754, après trente-deux ans de possession.

« mieux pour qu'un prêtre fantôme vint sur le coup de minuit y
« dire l'*Introibo* de ces messes expiatoires qui se commencent
« bien, mais que l'on ne peut achever ».

II

La nef que l'on a commencée en 1877 a été terminée en deux ans et demi : elle comprend six travées de quatre mètres sur huit ; les bas-côtés se partagent huit autres mètres et s'arrêtent à l'abside, selon l'ordonnance indiquée par M. de Caumont pour les églises désignées sous le nom de basiliques de second ordre. Le clocher a été bâti en 1888 : la tour carrée avec ses contreforts en granit, ses deux tourelles, son élégante flèche qui porte le coq à cent trente pieds de hauteur est d'un effet très satisfaisant.

Le charme de l'église vient de la régularité de ses proportions ; n'importe où vous vous placiez elle est complète et selon le langage des artistes : *rien ne danse*, et vous y éprouvez le recueillement qui vous saisit dans les vieilles cathédrales.

En entrant par la porte principale, une sorte d'apparition vous arrête, vous avez devant vous, au sommet de l'édifice, dans un demi-jour de panorama, un admirable groupe de l'assomption de la Très Sainte Vierge, entourée d'anges portés sur des nuages, à dix mètres au-dessus du sol.

La nécessité d'occuper l'intervalle de quatre mètres entre l'ancienne et la nouvelle voûte a suggéré cette disposition
« si heureuse, a-t-on dit, que tout l'ensemble paraît comme
« lancé d'un seul jet ».

« Le nœud de la difficulté était ce raccord entre le sanctuaire
« ancien et la nef nouvelle ; raccord si ingénieusement conçu, si
« heureusement exécuté ! mariage entre deux âges qui, à sept
« cents ans de distance, se donnent la main, se soulèvent et
« s'inclinent pour se mieux unir ; et qui, en s'unissant, dévelop-
« pent les pans d'un manteau commun dans l'ampleur duquel
« brille la Vierge triomphante, la gloire des siècles et la béné-
« diction de ces contrées » (1).

(1) Paroles de M. l'abbé Foucault, de Tinchebray, à la bénédiction de l'église, 14 décembre 1879.

III

Les fenêtres des collatéraux présentent vingt-quatre baies occupées par des verrières dont les sujets en pied représentent toute la hiérarchie des Bienheureux.

Dans le soubassement de chaque vitrail se détache un blason, ou plutôt une série non interrompue d'armoiries dont voici l'origine : A la mort d'Antoinette Jourdain Pellevé, comtesse de Flers, baronne de La Lande-Patry, on mit l'église en deuil et, sur la litre funèbre, on fit peindre les armes de La Motte-Ango-Pellevé, en l'année 1738. Avant la démolition de 1877, on fut assez heureux pour enlever l'enduit qui portait cette fresque, que l'on soupçonnait à peine sous sa couche de badigeon.

Cette découverte donna l'idée de rechercher la filiation des anciens seigneurs de La Lande ; et, par les soins et la science de MM. Jules Appert, Duval, Paul de Farcy, nous avons la généalogie authentique de nos barons depuis le XI^e siècle (1).

L'ordonnance des blasons, telle qu'elle apparaît dans les verrières par ordre d'alliance et d'acquisition, a été donnée par M. de Farcy, à qui nous devons aussi les armoiries des de Larchamp copiées dans la crypte de la cathédrale de Bayeux et dans un manoir dépendant des de Larchamp avant de passer aux Grimouville.

Ici je passe le crayon à M. Jules Appert, qui promet de nous donner prochainement une notice sur les blasons qui décorent les vitraux de La Lande, de manière que quiconque voudra les lire, le puisse faire plus facilement et apprécier ainsi l'importance de La Lande-Patry à l'époque féodale, par les Patry et leurs alliances avec les Tesson, les Pesnel du XI^e au XV^e siècle. Puis les de Larchamp, les Grimouville, les de Crux, les Fauvel, les Pellevé et enfin les La Motte-Ango. Je veux seulement signaler une lettre précieuse datée de Bayeux, le 8 avril 1879, et signée Virginie de Patry, dernière de la famille :

« Je suis restée seule (écrivait-elle) de la famille Patry. Ne me

(1) Dans le tympan du portail, on a gravé le blason des Patry et du comte de Flers — *Alpha et Oméga* — surmonté du monogramme du Christ, vrai principe et fin.

« connaissant pas de parents du même nom depuis la mort de
« mon frère Léon de Patry.... je serai heureuse qu'il y ait un
« souvenir de ma famille dans l'église de la paroisse où fut son
« berceau... »

M^{lle} Virginie de Patry est morte à Bayeux, il y a trois ans.
Le blason des Patry, qui se voit devant l'autel Saint-Armel, est
le souvenir offert par cette damoiselle.

BANNIÈRE DES TRINITAIRES.

La Bannière des Trinitaires a été décrite dans le Bulletin du
mois d'avril 1888.

Six mois plus tard, le spirituel chroniqueur du journal *le
Soleil* disait : « Je viens de lire une brochure que le curé de
« La Lande-Patry a récemment publiée sur une confrérie anti-
« esclavagiste. En ce moment où les projets du cardinal Lavi-
« gerie occupent l'opinion publique, cette brochure est extrême-
« ment curieuse. Il y est, en effet, question de l'esclavage sur le
« territoire africain et des moyens alors en usage pour le réduire.
« M. l'abbé Burel a déchiffré, à ce sujet, comme on devine un
« rébus, les dessins, peintures et symboles d'une vieille bannière
« de son église, où il a retrouvé l'action d'une confrérie, dite
« des Trinitaires, spécialement fondée pour racheter les esclaves.
« On sait combien grand était le nombre de ceux qui, même
« après la bataille de Lépante, peinaient dans les odieuses pri-
« sons de la Barbarie.

« Cette œuvre des Trinitaires, organisée par Jean de Matha et
« Félix de Valois, fit des merveilles, mais ce qui est étrange,
« c'est de voir qu'elle eut une action jusqu'en Normandie, jus-
« qu'à La Lande-Patry ; car c'étaient surtout les populations du
« Midi qui souffraient de cet état de choses » (1).

Au mois d'août de l'année suivante, la bannière et l'œuvre
furent soumises à la Procure des Missions d'Afrique. Mgr Brincat
accueillit favorablement la communication et il ajoutait :
« J'espère bien que le projet de prendre cette bannière pour type
« et de relever les anciennes confréries trouvera près des mem-
« bres de la commission l'accueil sympathique qu'il mérite et

(1) *Le Soleil*, n° du 6 novembre 1888.

« que nous serons heureux de vous confirmer dès que nous « connaîtrons le résultat ».

Le cardinal de Lavignerie est mort laissant bien d'autres projets sur le métier : notre bannière attend la bonne occasion de repartir en croisade.

De la visite à la bannière, nous descendons sous le portail où déjà nous avaient arrêtés les étonnants bénitiers formés par les valves d'un immense coquillage que l'on nomme là-bas dans les îles de La Sonde, *Tridacné gigantea*. En 1888, Mgr Ch.-Ars. Bourdon, des Missions étrangères, en faisait hommage à sa patrie bien-aimée et il écrivait à M. le Curé de La Lande-Patry : « De Singapour au Havre, via Suez, je vous envoie « quatre bénitiers que vous prierez votre sacriste d'aller quérir « à Flers.... Mais qu'il ne se figure pas qu'il les mettra dans les « basques de sa veste ! »

Je crois bien ! les plus grandes valves atteignent un mètre dans le grand diamètre. Elles surpassent celles que l'on admire à l'entrée de l'église Saint-Sulpice à Paris. Les supports formés de roseaux et de dauphins qui se dressent, à l'envers, comme s'ils voulaient d'un coup de poupe pousser la coquille au rivage. sont d'un effet saisissant. Deux cartouches taillés dans une branche d'if présentent les armes de Mgr Trégaro et de Mgr Bourdon, avec des inscriptions et des dates commémoratives.

Deux autres bénitiers d'une dimension respectable (0^m65) sont placés aux portes latérales. L'un d'eux est surmonté d'un motif très gracieux ; c'est un bas-relief, style et époque Louis XIII, représentant les neuf chœurs des anges se rangeant sous le manteau du Souverain-Roi, à la voix de saint Michel proclamant le « *Quis ut Deus !* ».

Ce précieux tableau découronné pendant la Révolution, selon toute probabilité, avait été relégué dans un grenier du presbytère d'où nous l'avons exhumé l'année dernière.

En continuant la procession par les bas-côtés, vous revenez à l'autel dont les dessins aussi riches que les ornements se détachent sur le fond du chevet. Mais le tabernacle par dessus tout vous séduit. Il faut aller en Italie pour trouver de ces bijoux d'orfèvrerie, où les marbres précieux et le bronze doré vous donnent l'idéal de la richesse. Les deux crédences à droite et à

gauche sont garnies de sculptures remarquables en leur genre ; l'un des motifs (genre et époque Louis XIV) présente en deux tableaux et en haut relief tous les ustensiles qui servent à l'autel.

Je vous arrêterais encore un instant devant les tableaux du chemin de la Croix, devant le groupe la Pieta, à l'autel de la Vierge, devant l'imposante statue de saint Armel, et dans la jolie tourelle qui renferme les fonts baptismaux.... Mais ce n'est que des notes que vous voulez prendre. Il me reste pourtant un sujet d'étude intéressante :

LES PIERRES TOMBALES.

Avant d'enlever les vieilles bancelles, en 1877, on connaissait quelques-unes de ces pierres qui servaient de pavé, mais les plus riches étaient à leur place primitive sous le banc de famille. Leur nombre et leur beauté se sont trouvés tel qu'il fut possible de les poser comme socle à l'extérieur, où une trentaine de ces pierres forment une ceinture historique de plus de cinquante mètres.

Nous ne croyons pas que rien de pareil existe dans aucune église. Une douzaine des anciennes et nobles familles de La Lande verront leurs noms transmis aux générations à venir. Les dates commencent avec le xvii^e siècle et finissent avec le xix^e. Nous avons noté leur emplacement et nous espérons que le dénombrement historique en sera fait.

On sait par un acte d'aveu d'Antoine de Crux, tuteur de Marie Fauvel, baron de La Lande (22 mars 1668), qu'à cette époque, il y avait encore à La Lande, ville et bourgeoisie. On serait curieux de lire une notice biographique sur Charles de Couespel, *escuier*, sieur de Louvigny, et Marguerite Lemazurier, son épouse. décédée le 26 mars 1686. Sur leurs cendres étaient posées deux superbes pierres armoriées.

Et ce François Lemaitre, sieur de la Salletière, qui s'était fait un blason et laissait, en 1629, une de ses terres à l'église.

Et ce Duménil, qui, cette même année, faisait graver sur la tombe d'Anne Brémenson :

*Le fils n'a pu témoigner vers la mère
Sa piété qu'en présentant souvent
Pour l'âme à Dieu sacrifice et prière
Et sur le corps posant ce monument.*

IV

LES PÈLERINAGES A NOTRE-DAME DE LA LANDE, A SAINT-ARMEL, A SAINTE-MARGUERITE

De graves événements se sont succédé depuis le XI^e siècle sur cette motte de terre qui portait le château et abritait le prieuré de La Lande : ce ne sont plus que des souvenirs ; l'église seule a survécu et a réparé ses ruines. Une de ses gloires les plus chères est d'avoir conservé la foi et la piété des antiques pèlerinages aux saints patrons. C'est un amour qui se transmet des pères aux enfants, en voici l'origine :

L'an 1141, le seigneur de La Lande, Guillaume II Patry, résolut de fonder un monastère afin (dit la charte de fondation) que « les prières continuelles des justes obtiennent pour lui et « les siens ce que leurs propres mérites pourraient bien ne pas « leur obtenir pleinement : le repos de l'âme de son père, de sa « mère, de ses frères et de ses prédécesseurs, laissant à ses « successeurs un exemple à suivre ».

A cet effet, il appelle les serviteurs de Dieu, les religieux Bénédictins de Saint-Vincent du Mans. Il leur constitue des revenus, leur cède un terrain pour bâtir un monastère et une église. Il affranchit de toutes redevances les hommes de leurs domaines et prend sous sa sauvegarde spéciale toutes les donations faites au prieuré. Renouf Poisson et Renouf de Cerisy, vassaux ou voisins des Patry, et autres puissants personnages firent, en même temps, diverses concessions au nouveau monastère (1).

Les conditions furent arrêtées et signées, le 15 mai 1141, devant une nombreuse assistance réunie au château de La Lande.

Le R. P. Abbé de Saint-Vincent du Mans, Odon, était venu avec sept de ses religieux, qui ont signé l'acte, ainsi que messire Guillaume Patry, lui-même ; Mathilde, son épouse ; Guillaume, son fils aîné ; Eudes Patry ; Patry jeune, lesquels ont confirmé leur donation du signe de la croix.

(1) L'original de la charte de fondation n'existe plus, mais la teneur et la liste des concessions sont en notre possession.

Et sont témoins avec les précédents, Geoffroy, prêtre, curé de La Lande ; Geoffroy, chapelain ; Renouf de Cerisy ; Geoffroy de Larchamp et beaucoup d'autres.

En échange, le fondateur obtenait diverses prérogatives. Son nom devait être inscrit dans le martyrologe de Saint-Vincent avec ceux des religieux et son anniversaire célébré solennellement. Après sa mort, un prêtre devait être admis dans la congrégation et serait spécialement chargé de prier pour le donateur et pour les siens.

On résolut de mettre l'église sous le vocable des saints martyrs Vincent et Laurent, patrons de l'abbaye du Mans et du bienheureux Domnole, fondateur de celle-ci.

Une relique, une parcelle importante du corps de saint Domnole fut promise à l'église du prieuré et devait y être placée avec honneur.

Avec le consentement de son seigneur, Geoffroi, curé de La Lande, prit l'engagement d'aller chaque année en procession avec ses paroissiens, visiter l'église des moines le jour Saint-Marc, aux Rogations, aux fêtes des *saints Laurent, Vincent et Domnole*.

La plus solennelle des processions était celle du dimanche des Rameaux pour l'Adoration de la Croix.

Il paraît bien établi que les paroisses du voisinage imitèrent Geoffroy de La Lande et prirent l'habitude de venir en pèlerinage processionnel au prieuré de saint Laurent.

Il y a eu de fréquentes interruptions dans le service religieux du monastère ; il a dû même être abandonné pendant des années, vers la fin du *xiv^e* siècle, alors que les armées du roi d'Angleterre ravageaient cette portion de la Normandie. La plupart des paroisses de la contrée étaient désertes alors et hantées seulement par les loups et les bêtes sauvages. La chapelle fut ruinée durant cette période désastreuse de la guerre de Cent Ans ; la désolation fut consommée par les Protestants en 1562. Les quelques religieux qui avaient échappé aux coups des ravageurs durent se réfugier au sanctuaire de Notre-Dame de La Lande pour y accomplir leur office.

Lorsqu'au mois de mai de l'an 1877, on enleva les boiseries de l'autel de la Vierge, on put reconnaître, sur la muraille, une peinture à fresque, datant du *xvii^e* siècle, représentant deux moines Bénédictins à genoux devant une madone.

Dans un bail passé au nom de Frère François Coustard, religieux de Saint-Vincent et prieur de La Lande-Patry, le 18 octobre 1577, il est stipulé que les preneurs, Guillaume Huard, écuyer, baron de Fresnes, demeurant à Landisac, et Jean Huard, son frère, seraient tenus de réparer et de rebâtir la chapelle du prieuré.

Les frères Huard prirent ensuite l'engagement de faire « célébrer le service divin deu et accoustumé ».

Le 13 décembre 1589, le roi Henri IV, voulant largement récompenser Henri de Pellevé qui avait fidèlement servi sa cause en Normandie, lui fit don des fruits et revenus de La Lande. Le nouveau roi était encore protestant, ce qui ne l'empêcha pas de charger le seigneur de Flers de faire desservir le prieuré par une personne capable et d'y faire célébrer la messe.

Le dernier fermier des Bénédictins de La Lande fut messire Ange-Hyacinthe de La Motte-Ango, comte de Flers (1).

La Révolution a dévoré les moines et leur couvent et n'a laissé que le nom du prieuré (ou de la prieurée) que porte aujourd'hui le village où fut l'emplacement. On y vient voir encore quelques constructions que l'on peut attribuer à la restauration opérée par les frères Huard, en 1577.

Pourtant, il est une richesse que les révolutionnaires n'ont pu détruire : c'est la piété et la confiance des fidèles et l'affluence des pèlerins ; ils viennent toujours porter leurs vœux et leurs prières aux pieds de Notre-Dame et des SS. Laurent, Armel (2) et Marguerite.

Le Bulletin qui donnerait le nombre des suppliants, des faveurs obtenues et des ex-voto ne manquerait pas d'intérêt (3).

Il nous est bon de glorifier le passé (et le présent) de ces pèlerinages que d'aucuns font remonter au VII^e siècle.

S'il y a un peut-être pour cette époque, il n'y en a pas pour les titres qui sont vieux de plus de sept cents ans. Ils sont peu nombreux, en notre contrée, les sanctuaires qui peuvent revendiquer pour leurs dévotions une antiquité aussi vénérable.

(1) *La Lande-Patry*, par MM. Appert et de Bourmont.

(2) L'Eglise de La Lande possède des reliques de saint Laurent et de saint Armel.

(3) Nous espérons voir prochainement paraître une Notice sur le culte de saint Armel.

V

FILIATION DES ANCIENS CURÉS DE LA LANDE-PATRY

Manuscrit de la bibliothèque de M. l'abbé Hamard.

« Viron l'an 1140, Guillaume Patrice, baron de La Lande-Patry aumosna la présentation du bénéfice de La Lande-Patry, avec plusieurs autres, à l'abbé de Saint-Vincent du Mants.

En l'an 1208, l'abbé de Saint-Vincent présenta le nommé Robert du Samoy au bénéfice de La Lande-Patry, lequel obtint la collation du bénéfice du sieur Evêque de Bayeux ; et il y a apparement continuellement présenté jusqu'à l'année 1600 qui, ayant présenté à son ordinaire, le baron de La Lande voulut former une contestation. En l'an 1601, l'abbé présenta un nommé Libot, le dit Baron, y présenta un nommé Noël. Le dit Libot eut et exerça par une sentence donnée aux requêtes du palais ; de ces sentences, il n'y a point d'appel.

En 1613, au mois de mars, Monsieur Libot résigna ou permuta le dit bénéfice de La Lande-Patry à mestre Georges de Malherbe. L'ayant (Malherbe) possédé depuis la résignation ou permutation le résigna à mestre Guillaume Saillard, lequel la posséda jusqu'en l'an 1672.

En l'an 1672, mestre Guillaume Saillard la résigna à mestre Jacques Saillard, son neveu. En suite de la prinse de possession du dit mestre Jacques Saillard, le seigneur comte de Flers y présenta un nommé François Malhère. Le dit Malhère fut refusé à Bayeux. Il ce pourveu à la cour qui lui donnèrent un arrêt pour prendre possession du dit bénéfice pour la conservation de ces droits.

En 1674, le dit Malhère fut obligé d'acquiescer par arest et en la manière portée en l'arest sy le sieur curé peut permestre ou résigner le dit bénéfice de La Lande-Patry.

En l'an 1720 ou 1721, mestre Jacques Saillard, prestre, la résigna à mestre Charles Saillard, son neveu, qui mourut au mois de septembre en suivant. Le dit Jacques Saillard, estant défait de son bénéfice, vesceut encore dix ans ou viron. Les reli-

gieux ou Monsieur l'abbé de Saint-Vincent du Mants présentèrent le bénéfice à un nommé Guillaume Jehequel, du diocèse de Quimper Corentin en Bretagne qui prit possession du dit bénéfice au moins de mars en suivant et puis l'a rendu au mesieur les religieux ou abbé de Saint-Vincent du Mants.

En l'an 1722, elle (la cure) fut présentée par l'abbé du Mants à mestre Michel Brémenson qui la possède à présent. »

Une autre main et un autre esprit continue ce cartulaire :

« Vers l'an 1753, Michel Bremenson la résigna à Charles Bremenson de la ditte paroisse : le dit Charles Brémenson mourut l'an 1785.

En 1785, M^r l'abbé de Saint-Vincent du Mants, évêque d'Orléans, la présenta à M^r Jean-René Le Tertre, qui était de vers La Flèche. Le dit J. R. Le Tertre prit seulement possession en 1785, ensuite permuta la cure, pour un bénéfice simple, avec un nommé Pierre Corbière, de la paroisse de Champsecret. Le dit Corbière en jouit un an, ensuite permuta avec M^r Thommerel, curé de Serisiés. Le dit sieur Thommerel mourut huit ou dix jours après sa permutation, mais n'ayant aucune provision pour La Lande-Patry. Après la mort du sieur Thommerel, l'abbé de Saint-Vincent nomma, l'an 1787, Jacques-Philippe Noger, qui était curé de la paroisse du Temple, diocèse de Blois.

Mais trois postulans, ignorans la présentation de M^r l'abbé, avides d'un morceau si délicat, n'ont rien de plus pressé que de demander en Cour de Rome à en jouir, leurs provisions étant venues de part et d'autre. Mais dans ce conflit, deux soupirent après, scavoir M^{re} Pierre-Louis Bellenger et un prêtre de Condé-sur-Noireau, mais ils n'osent y toucher et ne prennent point possession. Pour M^{re} Jacques Tablet, de la paroisse de La Lande-Patry, aussi pourvu en Cour de Rome, plus hardi et plus fin que les autres, prend bientôt possession l'an 1788 et s'honore du *titre respectable* de sieur curé de La Lande.

Le titre honorait l'homme, sans doute, mais M. Tablet, lui, a honoré le titre qu'il prenait, en scellant de son sang, son zèle et sa foi : il fut martyrisé au commencement de 1796 (1).

L'abbé Bellenger le remplaça jusqu'en 1802 où M. l'abbé Jean

(1) Nous nous proposons de célébrer le centenaire de son martyre.

Gosselin, revenu de l'exil, fut chargé de la paroisse qu'il a gouvernée jusqu'en 1854. Son successeur, M. Charles Huet, de Flers, fut curé de La Lande vingt-deux ans ; il mourut le 14 février 1876, laissant la charge à votre serviteur.

L. BUREL.

BIBLIOGRAPHIE

Considérations sur la Géographie botanique du département de l'Orne, par M. l'abbé A.-L. Letacq, aumônier des Petites-Sœurs des Pauvres d'Alençon (Publié dans l'*Annuaire* des cinq départements de la Normandie, année 1895). — *Notice sur la Flore populaire des environs d'Alençon et de Carrouges* (Orne), par le même (Publié dans le même volume de l'*Annuaire*).

M. l'abbé Letacq était, mieux que qui que ce soit, préparé pour publier ces deux travaux ; il est botaniste, il est philologue, il est observateur ; il ne craint ni les études de cabinet ni les longues excursions ; depuis des années, il parcourt, le cartable ou la boîte d'herboriste sur le dos, les pays dont il entreprend de nous parler, il recueille chez le paysan et chez le jardinier, dans les livres et sur le terrain, d'innombrables renseignements, qu'il classe ensuite avec un ordre parfait et une méthode irréprochable.

Aussi quel luxe d'érudition, quel nombre incalculable d'indications dans ces listes de plantes, comparées suivant les températures, les altitudes, les terrains et les pays ! Est-ce parce que je serais plutôt botaniste que philologue ; mais j'avoue que, tout en appréciant l'étude de M. l'abbé Letacq sur les noms vulgaires des plantes, je donnerais pourtant la préférence à celui qu'il consacre à la Géographie botanique du département de l'Orne. L'un ne demandait, pour ainsi dire, que des questions bien posées et de bonnes oreilles pour les recueillir ; l'autre exigeait une somme d'observations, de travail et d'études autrement imposante.

Cependant le philologue ne manquerait pas de nous dire que le travail sur les noms des plantes est d'un intérêt sinon plus grand, au moins plus actuel que l'autre. Les conditions du sol en effet ne changeant pas ou, pour parler plus exactement, ne changeant que bien peu et bien lentement, la température d'un pays restant toujours à peu près la même, on peut prendre son temps pour étudier ces choses ; la nature, en d'autres termes, ne variant que dans des limites très étroites n'est pas pressée de faire parler d'elle, et l'on pourrait presque lui appliquer ce mot qu'on a dit de Dieu, son auteur : *patiens quia æternus*. Le langage des hommes, au contraire, comme tout ce qui tient à l'homme variant tous les jours et se transformant sans cesse, quiconque veut le saisir a besoin de se hâter. Combien, par exemple, parmi ces mots que cite M. l'abbé Letacq, sont déjà quelque peu passés, ou en train de passer ; de combien d'autres sans doute il aurait enrichi son catalogue, s'il avait pu s'y prendre un siècle plus tôt ! Il est donc à propos de fixer une bonne fois ces locutions, non seulement pour le plaisir de nos contemporains, mais aussi pour celui des érudits qui viendront après nous et que nous ne connaissons jamais.

En somme, deux bonnes études qui, sans doute, ne plairont pas également à tout le monde ; mais qui, chacune dans sa sphère et auprès de son public spécial, devront être appréciées et goûtées comme œuvres sérieuses et d'une réelle valeur.

H. BEAUDOUIN.

TABLE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS CE VOLUME

1^{er} Bulletin

	PAGES
Procès-verbal de la séance du 4 décembre 1894	1
De la Propriété territoriale dans le Perche (La terre de Landres), par M. le marquis DE LA JONQUIÈRE.....	3
Joué-du-Bois (suite), par M. l'abbé MACÉ.....	47
Les Confréries de Charité à Mortagne, par M. G. FLEURY	72
Chaufour-sous-Exmes, par M. Albert CHOLLET.....	84
Saint-Hilaire-de Briouze (suite), par M. l'abbé C. MACÉ.....	115
Halboudière (La), par M. A. DALLET.....	126
Hache polie en diabase trouvée à Briante, par M. LETELLIER...	134

2^e Bulletin

Procès-verbaux des séances de la Société.....	137
L. de La Sicotière.....	143
La Fondation du Collège de Sées et son administration jusqu'à la Révolution, par M. l'abbé P. BARRET.	151
Joué-du-Bois (suite et fin), par M. l'abbé C. MACÉ ...	189
Louis Blanchetière, par M. Florentin LORiot.....	238

3^e Bulletin

Saint-Hilaire-de-Briouze (suite), par M. l'abbé GOURDEL.....	249
Phénomènes météorologiques et variations atmosphériques (suite), par M. Louis DUVAL.....	257
Bibliographie du département de l'Orne, pendant l'année 1894, par MM. H. BEAUDOUIN et A.-L. LETACQ.....	277

4^e Bulletin

	PAGES
Procès-verbaux des séances de la Société.....	301
L'abbé Souquet de Latour, par M. G. LE VASSEUR.....	309
Discours de M. DE MARCÈRE, sénateur.....	339
Compte-rendu des travaux de la Société pendant l'année, par M. le comte DE CONTADES.....	343
Redern et Saint-Simon, par M. l'abbé J. ROMBAULT.....	359
Colons Bas-Normands et Créoles de Saint-Domingue, par M. L. DUVAL.....	370
L'église Saint-Germain et la sépulture seigneuriale, par M. J. APPERT.....	408
Les Officiers Bas-Normands de la Vénérerie du Grand Roi, par M. le vicomte DU MOTÉY.....	412
Le Logis de L'Orsonnière (poésie), par M. Wilfrid CHALLEMEL..	416
Consummatum est (poésie), par M. Florentin LORiot.....	422
Les Ifs de La Lande-Patry (Orne), par M. l'abbé A.-L. LETACQ..	426
L'église de La Lande-Patry, par M. l'abbé BUREL... ..	436
Bibliographie, par M. Henri BEAUDOUIN... ..	449

100
90
80
70
60
50
40
30
20
10
0

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 06822 9023

